

Remerciements

Je tiens en premier lieu à exprimer ma reconnaissance envers les personnes grâce auxquelles j'ai pu mener à bien ce projet tant d'un point de vue intellectuel que sur le plan académique. Je pense en particulier à Michel Hastings, Jean-Michel De Waele, Jean-Arnault Dérens, Nicolas Hourcade, Ivan Čolović, Dražen Lalić et Benjamin Perasović, ainsi qu'à Giuseppe Terrasi auquel je dois ma passion pour les Balkans.

Ce travail n'aurait jamais pu avoir lieu sans tous ceux qui m'ont apporté leur concours tout au long de ces années dans les Balkans. Je veux dire ici toute ma gratitude en particulier envers Aleksandar Mijailović, Tomislav Marinović, Laurent Rouy, Philippe Bertinchamps et Marija Janković.

Je souhaite également remercier tout spécialement Fadil Vokri et Jérôme Champagne pour leur aide et leur grande disponibilité. En outre, je veux avoir une pensée pour toutes les personnes qui m'ont apporté leur concours d'une façon ou d'une autre dans cette aventure et m'ont fait l'honneur de leur amitié. Je pense ici à Dario Brentin, Mirza Dautbegović, Dimitri Deprez, Fabien Limonier, Sandra Muljević-Cottin, Jovana Papović, Gaelle Péro-Valéro, Relja Pekić, Hrvoje Pilić, Marina Rakić, Ivan Rozić, Anthony Paul Smaga, Dragan Stanković, Ymer Stanovci, Škoba, Rodolfo Toè, Juraj Vrdoljak et Zlaja.

Enfin, aucune entreprise de ce type ne peut se mener sans le soutien sans faille d'un petit cercle qui m'a accompagné dans toutes les phases professionnelles et émotionnelles de ce travail. Que les membres du groupe « E++ » ainsi qu'Audrey soient ici assurés de mon amour indéfectible envers eux, qui continuera de me porter par-delà ce projet désormais achevé.

Carte de l'espace post-yougoslave



Prononciation du serbo-croate

Lettres en serbo-croate	Prononciation en français	Exemples de mots	Prononciation
e	é	Pale	Palé
u	ou	Pula	Poula
c	ts	Caribrod	Tsaribrod
č	Tch	Ploče	Plotché
ć	tch	Bihać	Bihatch
đ	dj	Tuđman	Tudjman
j	y	Sarajevo	Sarayévo
š	ch	Niš	Nich
ž	j	Užice	Oujitsé
g	g (jamais « j »)	Trogir	Troguir
s	s (jamais « z »)	Osijek	Ossiyek
r (entre deux consonnes)	eur	Drvar	Deurvar

Les autres lettres se prononcent comme en français.

Note : ce tableau est une reproduction du guide de prononciation élaboré par le linguiste Paul Garde dans son livre *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000 (3^e édition).

Sommaire

Remerciements	2
Carte de l'espace post-yougoslave	5
Prononciation du serbo-croate.....	7
Sommaire	9
INTRODUCTION	21
Genèse et cadrage.....	25
Le football comme fait social total ?.....	32
Les mondes du football	35
Football et identité.....	42
Politisation et violence politique	45
Une approche pluridisciplinaire	47
Hypothèses	55
Plan.....	60
Partie 1 : Des hommes, des stades, et le crépuscule yougoslave : les années sombres 1980-2000	63
CHAPITRE 1 : Le football dans le dispositif d'éclatement de la Yougoslavie.....	65
Section 1 : Rendre la séparation concevable : le football dans le dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste.....	67
1. Tableau général de la Yougoslavie dans les années 1980.....	67

a. Aspects politiques et économiques.....	67
b. Aspects culturels et sportifs.....	70
2. Les acteurs du dispositif de sensibilisation au nationalisme	76
a. Les intellectuels pyromanes.....	76
b. L’Eglise	79
c. La symbiose des acteurs politiques et médiatiques	81
d. Analyse top-down du dispositif de sensibilisation.....	84
Section 2 : Le monde du football dans le dispositif de sensibilisation au nationalisme	88
1. Eléments de définition du supportérisme extrême	88
a. Aux origines du hooliganisme	89
Socio-histoire du hooliganisme	91
Les tenants de la querelle théorique sur le hooliganisme.....	92
Mondialisation et transformations du phénomène	95
b. Le développement du supportérisme « ultra »	97
2. La politisation des tribunes yougoslaves.....	103
a. Des tribunes sensibles au discours nationaliste	103
b. Les clubs comme vecteur du discours nationaliste	107
c. L’épicentre de la folie.....	110
d. La riposte croate	114
Section 3 : Le stade comme arène de mise à mort symbolique de la Yougoslavie	120
1. Le mythe de Maksimir	120
2. La Yougoslavie comme spectre	126

3. Le football comme instrument de souveraineté croate.....	131
4. Bari : entre apothéose et chant du cygne.....	136
Conclusion.....	141
CHAPITRE 2 : De la balle aux balles : le football dans le dispositif guerrier	145
Section 1 : Le football, victime de la guerre.....	151
1. Destructures et reconstructions de la normalité	151
a. Le football bouleversé par la guerre	152
b. Recompositions du football et reconstruction de la normalité sociale.....	157
Pašić, le « rebelle du football »	157
Le Zrinjski ou le retour de la croacité à Mostar	160
c. La recherche d'une continuité territoriale serbe par le football	165
2. Football-sanction, football sanctionné	168
a. Le football comme arme juridique, quels fondements, quel impact ?.....	169
b. Le football ou l'absence de football, résultat de logiques concurrentes	175
Section 2 : Le football et la guerre : liaisons dangereuses ?	181
1. Le football c'est la guerre.....	182
a. Le football comme univers schmittien	182
b. Les supporters-guerriers, filiation plutôt qu'anomalie	185
c. Les supporters comme avant-garde de la guerre	191
2. La guerre par le football, ou un football de guerre ?.....	193
a. Une autre approche théorique.....	193

b. Penser l'exceptionnalité du contexte yougoslave.....	198
L'histoire a posteriori	199
Spécificités de la situation yougoslave.....	201
La stratégie de recrutement des combattants.....	203
c. La production d'un « football de guerre ».....	206
3. Le football dans l'économie générale de la guerre	209
a. La guerre comme projet venu d'en haut.....	210
b. La guerre au concret : étapes, objectifs et acteurs.....	213
La stratégie de l'escalade	214
La stratégie de l'irréversible.....	216
Conclusion.....	218
CHAPITRE 3 : Le football dans le dispositif d'exercice du pouvoir politique	221
Section 1 : Le football comme reproducteur des rapports de force politiques : le cas de la Bosnie-Herzégovine.....	222
1. Le processus politique d'intégration de la fédération de football	223
a. Les représentations de la Bosnie post-Dayton à travers le football.....	223
b. Le pilotage du processus ou le rôle de la communauté internationale.....	227
c. Les bases politiques du compromis : calquer Dayton	230
2. Recompositions identitaires du football en Bosnie	232
a. Des clubs ressuscités, portés par de nouveaux groupes de supporters	232
b. Des clubs et tribunes reconfigurées par la guerre : le cas de Banja Luka	238

Section 2 : Entre politisation et footballisation, une comparaison Croatie-Serbie	244
1. La politisation du football comme stratégie de renforcement du pouvoir politique en Croatie	244
a. La Croatie des années 1990 : Tuđman, le régime, et le football	244
b. Le football dans la construction identitaire croate	249
Le Dinamo Zagreb, champion de l'identité croate.....	250
La sélection croate comme incarnation de la nation	255
c. Le football comme principale arme du Soft power croate ?.....	257
2. La <i>footballisation</i> de la Serbie	263
a. Eléments de définition de la <i>footballisation</i>	263
b. La <i>footballisation</i> de la Serbie dans les années 1990.....	265
Le retour au patriarcat	265
« Rendez-vous à la rubrique nécrologique »	267
c. Aux fondements de la <i>footballisation</i> de la Serbie.....	269
d. Le football serbe, allégorie d'une déchéance	272
La déchéance sportive	272
La criminalisation du football serbe.....	275
Section 3 : Le football comme espace de résistance politique	278
1. Le football dans le dispositif de résistance pacifique des Albanais du Kosovo.....	279
a. Le Kosovo, une histoire contestée.....	279
Des légitimités concurrentes	279
Le XXe siècle, balancier de la terreur	281

b. Les institutions parallèles au Kosovo	282
c. La ligue de football parallèle du Kosovo	285
2. Les acteurs du football dans le tournant politique de 2000 en Croatie et Serbie	290
a. Au nom du nom : les <i>Bad Blue Boys</i> et le régime de Tuđman	290
b. « Milošević, Sauve la Serbie et suicide-toi » : les <i>Delije</i> et le 5 octobre 2000	296
Conclusion	302
Partie 2 : Quel football pour quelles transitions ? Anatomie politique de l'espace post-yougoslave 2000-2016	305
CHAPITRE 4 : Le football dans le dispositif de construction identitaire de l'espace post-yougoslave	307
Section 1 : De quoi le soutien aux équipes nationales est-il le nom ?	308
1. Supportérisme extrême et soutien à l'équipe nationale.....	308
2. « Qui ne saute pas déteste la Bosnie ! »	313
a. Le rôle de la diaspora	313
b. Les dilemmes identitaires du soutien à l'équipe de Bosnie	320
c. De lentes recompositions identitaires ?	325
3. Le rôle de la sélection dans l'imaginaire national : une comparaison Serbie-Croatie	331
a. Des trajectoires contrastées	331
b. La double confrontation Croatie-Serbie de 2013	336
4. Le football dans la création identitaire et politique du Kosovo	340
a. Le Kosovo, quelle(s) identité(s) ?	340

Un soutien à l'équipe du Kosovo relativement modeste.....	340
Qu'est-ce qu'être Kosovar ?.....	345
Un autre Kosovo est-il possible ?.....	348
b. « Nous jouons donc nous sommes » : le football dans la stratégie de reconnaissance du Kosovo	353
Le sport comme stratégie de contournement.....	353
La route vers la FIFA : un parcours très politique	355
Section 2 : La pérennisation du paradigme ethno-nationaliste.....	361
1. Des transitions au service du paradigme	361
a. L'interminable transition post-guerrière.....	363
b. Une transition politique désincarnée	367
2. Le stade comme espace de « controlled decontrolling of emotions ».....	371
a. La mémoire de la guerre comme grammaire des tribunes	372
b. La guerre comme si c'était hier	373
c. Poursuivre la guerre par d'autres moyens	377
d. La guerre constitutive de l'identité du supporter	379
3. Des rivalités politiquement entretenues : le cas de Mostar	381
a. Les marqueurs de la division de Mostar.....	381
Division politique.....	381
Division territoriale	384
Division démographique	385
Division scolaire.....	387

b. De quoi la rivalité Zrinjski/Velež est-elle le nom ?.....	389
c. Le cadre spatio-temporel de la rivalité Zrinjski / Velež.....	394
d. Aux fondements des rivalités sportives.....	397
4. Le football comme instrument de résistance au paradigme ethno-nationaliste	399
Conclusion.....	405
CHAPITRE 5 : Football, politisation et violences politiques	407
Section 1 : Politisation par le football et football comme espace d'apprentissage politique.....	409
1. Des supporters militants	410
a. La socialisation à l'espace public par le groupe.....	410
b. Le groupe comme lieu du politique.....	414
c. Carrières de supporters-militants.....	419
2. Le football comme champ fertile en mouvements sociaux.....	423
a. Lutter contre le système : Ensemble pour le Dinamo.....	424
b. Survivre et rester soi : Notre Hajduk.....	428
c. La réappropriation de l'appareil sportif.....	434
3. Le football comme inspirateur politique ?	441
a. La FIFA et le contexte bosnien	441
b. L'intervention de la FIFA en Bosnie.....	443
c. Les leçons politiques de l'intervention de la FIFA	447

Section 2 : Violences sportives, violences politiques.....	454
1. Les approches théoriques des violences sportives	454
a. Tentative de synthèse des savoirs sur les violences sportives	455
b. Les variables situationnelles dans le déclenchement de violences	462
c. Dimension macrosociologique des violences sportives	466
2. Des violences sportives aux violences politiques : une comparaison Serbie-Croatie	471
a. Les mobilisations politiques violentes des supporters extrêmes depuis 2000.....	472
b. Un parcours européen différencié	474
Les pratiques politiques et institutionnelles	476
La question LGBT.....	478
La justice	480
c. Supporters extrêmes et politique en Serbie : un héritage spécifique.....	483
Les tribunes et le crime organisé.....	484
Les connexions politiques des tribunes serbes	488
Le paradoxe serbe.....	495
3. La violence politique et la question du régime	499
a. Les théories de la violence politique	500
De l'exaltation au rejet : chemin philosophique de la violence	500
Le modèle de la frustration relative.....	503
Violence et théorie de la mobilisation des ressources.....	505
b. Violence et non-violence dans l'espace post-yougoslave	507
Les déterminants du recours à la violence	508

Le recours à la violence est-il efficace ?	510
c. Quelle légitimité pour la violence politique ?	516
Violence et régime politique dans l'espace post-yougoslave.....	516
Peut-on concevoir une « responsabilité de se rebeller » ?.....	523
Conclusion	529
CONCLUSION GENERALE	531
Le football comme monde.....	532
Le football comme fait social total.....	533
Football et fabrique identitaire	535
Football et processus de politisation	537
BIBLIOGRAPHIE	543
Ouvrages généraux et théoriques	543
Ouvrages sur l'espace post-yougoslave	551
Ouvrages sur le football	555
Chapitres d'ouvrages.....	559
Articles académiques.....	564
Communications.....	573
Rapports, mémoires et documents officiels	574
Films et documentaires vidéo.....	575
Presse.....	576

Organisations internationales et ONG.....	578
Blogs et think tanks	578
Fonds d'archives	579
Principaux forums de supporters	579
Entretiens.....	580

INTRODUCTION

En septembre 2012, le joueur serbe Adem Ljajić est exclu de la sélection de football de Serbie par le nouveau sélectionneur Siniša Mihajlović. Ce dernier reproche à Ljajić d'avoir rompu l'engagement écrit que chaque joueur avait dû signer à l'arrivée de Mihajlović comme condition pour pouvoir évoluer avec le maillot de l'équipe nationale. Cet engagement comprenait quelques règles de discipline commune, ainsi qu'une obligation de chanter l'hymne national lors des matchs de la sélection. Or, dès le premier match, Adem Ljajić se distingua en refusant de chanter l'hymne serbe, *Bože Pravde* (Dieu de la justice), ce qui entraîna sa mise à l'écart immédiate. Pour se défendre, le joueur rappela qu'il devait respecter ses origines et ses racines. Ljajić est originaire de la région du Sandžak de Novi Pazar, au sud de la Serbie, où la majorité de la population est Bosniaque musulmane selon le recensement serbe de 2011. Or, l'hymne serbe, adopté à l'indépendance du pays en 2006¹, est un chant dont les paroles s'adressent à la nation serbe chrétienne orthodoxe, c'est-à-dire des paroles auxquelles Ljajić ne s'estimait pas lié autant que ses coéquipiers serbes orthodoxes.

Cet événement suscite trois observations. D'abord, il convient de rappeler que dans l'espace post-yougoslave mais aussi ailleurs à l'Est de l'Europe, les frontières des Etats ne recourent pas celles des groupes nationaux dans la mesure où les Etats y sont apparus après les nations contrairement à la France et la Grande-Bretagne étudiées par Norbert Elias². Cette inversion chronologique change tout puisqu'elle découple les notions de citoyenneté et de nationalité (on peut être citoyen d'un Etat tout en étant le national d'un autre Etat dans lequel son groupe national est majoritaire, comme les Hongrois en Roumanie, Slovaquie et Serbie), et rend intelligible l'existence politique de minorités nationales avec des droits spécifiques³. Par conséquent, le cas de Ljajić n'a rien d'exceptionnel dans un pays où seulement 80% de la population seulement est serbe orthodoxe⁴. Ensuite et dans la continuité, Siniša Mihajlović est mieux placé que quiconque pour comprendre ces subtilités puisqu'il est lui-même l'enfant

¹ Indépendance par défaut suite au référendum d'indépendance du Monténégro qui mit un terme à l'éphémère Union Serbie-Monténégro (2003-2006) qui avait elle-même succédé à la République Fédérale de Yougoslavie (RFY 1992-2003).

² Elias, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Pocket Presse, 1982

³ Garde, Paul, *Le discours balkanique. Des mots et des hommes*, Paris, Fayard, 2004

⁴ Selon les chiffres du recensement de 2011. Par comparaison, les Croates catholiques forment plus de 90% de la population en Croatie.

d'un mariage mixte entre un père serbe orthodoxe et une mère croate catholique. Originaire de Borovo Selo, près de Vukovar, son destin l'a pourtant conduit à épouser ostensiblement la cause serbe dès ses premières années de footballeur¹, puis à devenir un ami personnel du seigneur de guerre Arkan, ancien chef des supporters du club de l'Étoile Rouge de Belgrade, qui formèrent le noyau dur des Tigres, sa milice paramilitaire pendant la guerre en Croatie et Bosnie². Le personnage de Mihajlović lui-même est donc empreint de complexité, aux confins du sportif et du politique. Enfin, la position de Ljajić a alimenté en Serbie une polémique politique et identitaire concernant sa loyauté et, partant, la loyauté à la Serbie des Bosniaques du Sandžak de Novi Pazar.

Si cette affaire démontre à quel point le football est chargé de symboles et de significations politiques et identitaires par ses différents acteurs (joueurs, supporters, responsables politiques, presse, opinion publique), il serait erroné d'y voir là une forme de folklore balkanique mu par une sensibilité nationaliste plus développée qu'ailleurs. Au contraire, le football est l'une des pratiques culturelles les plus universelles qui soit, et suscite aux quatre coins de la planète émotions et passions, sentiments d'appartenance et fabrique de l'adversaire. Un tel phénomène social est donc intrinsèquement identitaire et politique dans la mesure où il se situe à la charnière entre les émotions personnelles et les passions collectives, celles qui revêtent nécessairement un caractère politique³, et qui ne peuvent laisser indifférents les responsables au pouvoir. La France elle-même, pourtant peu passionnée de football comparée à ses voisins européens⁴, n'est pas exempte de ce type de considération. Comme le rappelle l'historien Paul Dietschy dans l'introduction d'un numéro spécial de la revue *Vingtième Siècle* sur le football⁵, l'intérêt public, médiatique, politique et universitaire pour le football a fortement cru en France à la faveur de la victoire de l'équipe de France à la Coupe du monde, organisée en France, en 1998. A l'occasion de cette victoire, on salua la supériorité du modèle d'intégration à la française (la France qui gagne), qui a permis à la France « Black Blanc Beur », ce nouveau slogan fédérateur, de triompher. Dès lors, l'équipe de France de football sortait du domaine du sportif et du giron des amateurs de football

¹ Sa houleuse altercation avec le Croate Igor Štimac sur le terrain en 1991 est restée très fameuse. Ironiquement, les deux hommes se sont retrouvés face à face en tant que sélectionneurs de la Serbie et de la Croatie lors de la double confrontation entre ces sélections en 2013.

² Nous reviendrons en détail ultérieurement sur Arkan et sa milice.

³ Braud, Philippe, *Petit traité des émotions, sentiments et passions politiques*, Paris, Armand Colin, 2007

⁴ Barbier, Joachim, *Ce pays qui n'aime pas le foot. Pourquoi la France appréhende mal le football et sa culture*, Paris, Hugo Sport, 2012

⁵ 2011/3, n°111

(journalistes sportifs et supporters) pour entrer dans celui de l'investissement politique et identitaire. Les Bleus ne s'appartenaient plus, ils étaient à présent chargés de significations politiques et sociales qui allaient en réalité mettre en exergue la construction médiatique et politique de la question identitaire en France. Depuis 1998, et le slogan « Black Blanc Beur », jusqu'aux polémiques des années 2000 sur les origines immigrées de trop nombreux joueurs et leur absence supposée de patriotisme à travers le refus de certains de chanter la *Marseillaise*, l'équipe de France de football a été le réceptacle d'investisseurs politiques, intellectuels et médiatiques qui ont articulé à partir et autour d'elle un débat nettement plus large sur la question identitaire qui traverse l'espace public français à une époque donnée. L'équipe devient alors un objet symbolique incarnant un malaise identitaire théorisé par ces investisseurs, qui renvoie aussi bien à la question de l'immigration, de la jeunesse et des banlieues, qu'à une construction normative du patriotisme. Personne n'a en effet jamais reproché à Michel Platini et ses coéquipiers de ne pas chanter la *Marseillaise* dans les années 1980, ce qu'ils ne faisaient jamais. C'est la preuve du caractère récent de l'accaparement du football dans le discours politique là où celui-ci occupe depuis bien longtemps dans d'autres pays plus passionnés une place prépondérante dans les imaginaires politiques et identitaires nationaux, que l'on pense au Brésil, à l'Italie, à l'Ecosse, à l'Argentine, ou à l'Iran par exemple. Dans les trois premiers pays cités, le football est un terrain labouré depuis longtemps aussi bien dans le discours politique que dans le champ universitaire en ce qui concerne l'histoire politique sociale et identitaire du pays, notamment du point de vue des antagonismes qui les traverse (raciaux pour le Brésil¹, géographiques pour l'Italie², religieux pour l'Ecosse³). En tant que fait social et politique, le football est convoqué, au-delà de la métaphore, à la fois comme fenêtre d'observation privilégiée de phénomènes politiques, sociaux et identitaires mais aussi comme acteur de ces phénomènes. Eduardo Archetti a ainsi montré dans quelle mesure le football avait forgé l'identité nationale argentine⁴. Pour sa part,

¹ Leite Lopes, José Sergio, « Successes and contradictions in « multiracial » Brazilian football », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Entering the field. New perspective on world football*, New York, Oxford, 1997 ; Leite Lopes, José Sergio, Faguer, Jean-Pierre, « L'invention du style brésilien : sport, journalisme et politique au Brésil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°103, 1994

² Grozio, Roberto (dir.), *Catenaccio e contropiede. Materiali e immaginari del football italiano*, Rome, Pellicani, 1990 ; Dietschy, Paul, « Une passion urbaine : football et identités dans la première moitié du vingtième siècle. L'exemple de Turin et de l'Italie », *Histoires urbaines*, Vol.1, n°3, 2001

³ Murray, Bill, *The Old Firm : sectarianism, sport and society in Scotland*, Edinburgh, John Donalds Publishers, 1984

⁴ Archetti, Eduardo, « Masculinity and football : the formation of national identity in Argentina », in Giulianotti, Richard, Williams, John (eds.), *Game without frontiers : football, identity and modernity*, Arena, Aldershot,

Christian Bromberger, pionnier en France des études universitaires sur le football, passe par le football pour mettre en évidence les tensions sociales qui traversent l'Iran¹.

Tous ces auteurs s'inscrivent dans l'idée que « *le football est le révélateur des mutations de nos sociétés* » comme le défendent les auteurs du numéro spécial de la revue *Hommes et migrations*. Ils suivent en cela la proposition faite par Norbert Elias et Eric Dunning selon laquelle « *la connaissance du sport et la clé de la connaissance de la société* »². Elias et Dunning considèrent en effet que l'apparition du sport moderne est le résultat du processus de civilisation dans la Grande-Bretagne du XIXe siècle. Au cœur de la thèse d'Elias sur ce processus qui traverse l'Europe, le sport s'inscrit comme un des instruments de la domestication des émotions. Il aboutit à la codification des confrontations entre individus dans le cadre d'activités ludiques qui ne mettent plus en danger l'intégrité physique des participants tout en leur permettant de jouir des émotions liées à la confrontation (le *quest for excitement* et le *controlled decontrolling of emotions*), et en leur inculquant le respect de certaines règles et pratiques comme le *Fair Play*. Dans cette optique, le sport n'est pas « hors-sol », mais est au contraire résolument enraciné dans la société dans laquelle il se développe. C'est pourquoi, bien qu'étant formellement le même par ses règles partout dans le monde, le football est fondamentalement différent d'un endroit à un autre de par les représentations et les imaginaires qu'il véhicule, en lien direct avec les histoires politiques, sociales et culturelles des sociétés considérées.

C'est donc sur la base de cette idée générale d'une sphère du football et d'une sphère politique et sociale interpénétrées, dont nous développerons la méthodologie et l'armature théorique plus loin, que ce travail s'inscrit. En d'autres termes, pour revenir à l'affaire de l'hymne serbe non chanté par Adem Ljajić évoquée plus haut, notre ambition sera de montrer dans quelle mesure cette histoire n'a rien d'anecdotique, qu'elle est au contraire au cœur d'enjeux politiques et identitaires qui touchent la Serbie, et qu'elle contribue à les forger.

1994, p. 37 sq ; Archetti, Eduardo, « And give a joy to my heart ». Ideology and emotions in the Argentinian cult of Maradona », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Entering the field*, op.cit.

¹ Bromberger, Christian, « Le football en Iran, un révélateur des tensions au sein de la société » conférence donnée à l'Université du Luxembourg, juin 2010
http://classiques.uqac.ca/contemporains/bromberger_christian/football_en_Iran/football_en_Iran.pdf

² Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Agora Pocket, 1994, p.25

Genèse et cadrage

Notre réflexion sur ces interactions entre football, politique et identités dans l'espace post-yougoslave a commencé lors d'un premier séjour de recherche de six mois à Belgrade en 2008. A cette occasion, nous avons notamment assisté au plus près des événements à la prise d'assaut puis l'incendie de l'ambassade des Etats-Unis en plein cœur de Belgrade par des individus identifiés comme « hooligans »¹ en marge d'une manifestation contre l'indépendance du Kosovo. Dans les stades des deux principaux clubs de la ville, l'Etoile Rouge de Belgrade et le Partizan Belgrade, les démonstrations de la part des supporters les plus engagés (par des chants, slogans, banderoles ou chorégraphies) revêtaient régulièrement une dimension politique certaine, que ce soit sur le Kosovo ou le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Celles-ci débordaient même du stade puisque les murs de la ville étaient recouverts de tags et graffitis à la gloire soit de l'une soit de l'autre équipe, d'un groupe de supporters ou d'un autre. Cela signifie que ces groupes, capables de mobiliser plusieurs milliers de personnes et d'agir dans l'espace public, y compris par la violence, dépassent de très loin le cadre du supportérisme engagé ou de « supportérisme extrême » pour reprendre la formule du sociologue Nicolas Hourcade. Pour lui, il s'agit d'individus engagés dans le soutien inconditionnel à leur club et à l'identité de leur groupe, y compris en utilisant la violence. Hourcade estime que « *ultras et hooligans sont les deux pôles du supportérisme extrême* »², c'est pourquoi, malgré des différences notoires entre ces deux termes³, nous proposons de retenir ce terme pour la suite de ce travail.

Aussi bien leurs actes que la façon dont le discours politique et médiatique les représentait faisaient de ces groupes des acteurs politiques en tant que tels. Si une telle influence dans l'espace public ne manquait pas d'étonner l'observateur extérieur, elle semblait en revanche totalement intégrée par les acteurs politiques et militants associatifs auxquels nous nous adressions à l'époque pour notre recherche sur le Kosovo. Ceux-ci voyaient ces supporters comme une branche active et violente de la sphère politique d'extrême droite nationaliste liée à la fois au crime organisé et à certaines franges de l'Eglise orthodoxe. Les clubs eux-mêmes, l'Etoile Rouge de Belgrade et le Partizan Belgrade,

¹ Nous reviendrons plus tard sur la polysémie de ce mot et les représentations sociales qu'il véhicule.

² Hourcade, Nicolas, « Supporters extrêmes : Violences et expressions politique en France », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne, Antipodes, 2008

³ Nous reviendrons en détail sur ces points au cours du chapitre 1

semblaient jouir d'une aura qui dépassait de loin le cadre des amateurs de sport. Ils étaient comme des monuments de la culture populaire serbe, comme si le positionnement sur cet axe sportif était l'un des premiers choix cruciaux à faire dans la vie autour de 8 ans et qu'il concernait tous les citoyens. Bien sûr, cette perception était intelligible dès lors qu'on se replongeait dans l'histoire de la fin de la Yougoslavie dans la guerre. La bataille de Maksimir du 13 mai 1990, c'est-à-dire la non-tenue d'un match de championnat de Yougoslavie en raison des violences extrêmes entre supporters croates du Dinamo Zagreb et serbes de l'Etoile Rouge de Belgrade, est devenue un événement célèbre dans l'histoire politique du sport, au même titre que la demi-finale olympique de water polo de 1956 entre la Hongrie et l'URSS juste après l'intervention des chars soviétiques à Budapest. Au demeurant, lorsque nous évoquons de façon informelle la question du football avec nos interlocuteurs, la référence à Maksimir, puis à l'engagement de nombreux supporters de football dans les forces armées, revenait sans cesse. Cependant, cette allusion convenue, comme si elle expliquait tout en elle-même à vingt ans d'intervalle, ne faisait pas l'objet d'une analyse poussée ni d'une mise en perspective avec la capacité des supporters de football de se mobiliser sur un agenda politique après la guerre, et après la fin du régime de Slobodan Milošević en 2000.

Or, pour que cette analyse au croisement du football, du politique, de la guerre et des questions identitaires ait un sens, il faut qu'elle embrasse non seulement le cas de la Serbie mais aussi le reste de l'espace post-yougoslave, au moins l'espace qui a été soumis à la guerre. C'est la raison pour laquelle notre étude portera en particulier sur la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo, tandis que la Slovénie, la Macédoine et le Monténégro seront relativement négligés. Il nous semble en effet, dans une perspective comparatiste, que le fait d'avoir traversé un conflit armé de haute intensité (ce qui exclut la Slovénie, le Monténégro et la Macédoine qui ont connu à divers moments des conflits de faible intensité) confère des spécificités quant aux problématiques de politisation, de recompositions identitaires et de violences politiques que nous allons traiter. Cela ne signifie pas que ces problématiques à travers et par le football sont absentes dans les pays issus de la Yougoslavie que nous ne traiterons qu'à la marge. Le sport peut en effet constituer un objet d'étude certain au Monténégro à propos de la question des recompositions identitaires après l'indépendance du pays, dans le cadre de l'affirmation d'une identité nationale monténégrine

spécifique¹ face à la volatilité identitaire observée lors des différents recensements². Le fait que des supporters engagés, Serbes du Monténégro, aient préféré faire cause commune avec des supporters russes contre les supporters du Monténégro lors d'une rencontre Monténégro-Russie, ne manque pas d'interpeler alors que les supporters Monténégrins et Russes eux-mêmes entretiennent de bonnes relations³. Cette même question identitaire pourrait être convoquée en Slovénie d'un autre point de vue. Les participations historiques de la Slovénie à l'Euro 2000 et au Mondial 2002 ont rouvert un débat identitaire très intéressant. Selon le sociologue slovène Petar Stankovič, les succès récents de la sélection de football ont redynamisé un discours nationaliste cherchant à passer sous silence le nombre important d'immigrés venus de Bosnie intégrés à la sélection de Slovénie. Or, le football avait justement été négligé pendant des décennies auparavant précisément parce qu'il n'entrait pas dans le cadre de l'identité slovène. D'un autre côté, les succès de la sélection slovène ont tout de même ouvert le débat par rapport à une population qui jusqu'alors n'était présente dans les représentations mentales et médiatiques que pour être stigmatisée⁴.

Cependant, l'expérience de la guerre, de même que son imaginaire⁵, nous semblent constituer des spécificités aussi bien parce que le football en a été l'acteur à plusieurs titres que parce qu'il continue d'être l'acteur et le témoin d'un espace post-guerrier dans lequel ces pays sont intrinsèquement liés les uns aux autres.

De même, analyser les capacités politiques des supporters de football dans les années 2000 n'a de sens que si elles sont mises en perspective par rapport à l'histoire de ces mouvements depuis leur apparition dans les années 1980 dans le contexte de désagrégation progressive de la Yougoslavie communiste. Sans cette double entrée spatio-temporelle extrêmement exigeante, la question ne pourrait être traitée dans son intégralité, c'est-à-dire à travers les questions de la politisation, de la violence, et des recompositions identitaires dans

¹ Celle-ci passe par d'autres canaux comme la langue, puisque le Monténégro a récemment introduit deux nouvelles lettres dans son alphabet, donnant naissance à une langue monténégrine spécifique désormais retranscrite dans les livres scolaires. Voir « Guerre des langues au Monténégro : ultimatum au 2 septembre », *Le Courrier des Balkans*, 30 août 2011 ; « L'affaire du dictionnaire déchire le Monténégro », *Le Courrier des Balkans*, 15 juin 2016

² Vuković, Ivan, « Population censuses in Montenegro – A century of national identity repacking », *Contemporary Southeastern Europe*, 2/2, 2015

³ Voir notre entretien avec Pavle, un des responsables des supporters de la sélection du Monténégro, publié par le site spécialisé sur le football en Europe de l'Est *Footballski*, « On a discuté avec Pavle, porte-parole du groupe ultra Crnogorci jug (Monténégro) », 6 avril 2015

⁴ Stankovič, Petar, « Sport, nationalism and the shifting meaning of soccer in Slovenia », *European journal of cultural studies*, Vol.7, n°2, 2004

⁵ Hastings, Michel, Féron, Elise (dir.), *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2002

une perspective comparée. Cette tâche était d'autant plus ambitieuse et nécessaire qu'au moment d'entamer notre travail, les recherches existantes sur la question étaient parcellaires, soit dans le temps, soit dans l'espace. Ainsi, les travaux pionniers de l'ethnologue serbe Ivan Čolović sur les supporters-guerriers portaient-ils sur la Serbie et la période allant de la fin des années 1980 à la fin des années 1990¹. L'auteur lui-même nous a souvent rappelé qu'il n'avait plus travaillé sur la question de façon approfondie depuis lors. D'autres auteurs avaient également investi le sport comme objet de recherche en Croatie. C'est le cas du sociologue Srđan Vrcan, puis de son étudiant, et par ailleurs hooligan² du Hajduk Split, Dražen Lalić. Le premier a produit une analyse de la violence politique dans le football rejoignant celle de Čolović à partir du terrain croate³, tandis que Lalić a produit par la suite une somme ethnographique essentielle sur le groupe de supporters du Hajduk Split, la *Torcida*⁴. Là encore, leurs recherches datent toutefois des années 1990⁵. Sack et Suster ont pour leur part analysé les interactions entre football nationalisme et guerre à la charnière des années 1990. Quant à l'historien Richard Mills, son œuvre est plus diversifiée dans la mesure où il a aussi bien travaillé sur le football et la guerre en Serbie dans les années entre 1989 et 2006⁶ que sur la Bosnie à travers ses recherches sur la ville de Mostar⁷.

D'autres chercheurs ont évoqué par ricochet le football dans leurs travaux, on retrouve donc ici et là quelques textes, ou quelques pages sur la question, sans que l'analyse ne soit poussée au-delà sur l'objet football lui-même. C'est le cas chez Marina Glamočak qui consacre deux pages aux supporters de football dans son travail sur les milices paramilitaires

¹ Čolović, Ivan, « Le football, les hooligans et la guerre », in Popov, Nebojša, *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998 ; Čolović, Ivan, *Campo di calcio, campo di battaglia*, Messine, Mesogea, 1999 ; Čolović, Ivan, *The politics of symbol in Serbia*, Londres, Hurst, 2002 ; Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, Paris, Non-Lieu, 2012

² Mot que Lalić a employé lui-même avec nous pour se décrire, c'est pourquoi nous le reprenons ici.

³ Vrcan, Srđan, « The curious drama of the president of a republic versus a football fan tribe », *International review for the sociology of sport*, Vol.37, n°1, 2002 ; Vrcan, Srđan, *Sport i nasilje danas u nas* (sport et violence ici et aujourd'hui), Zagreb, Naprijed, 1990 ; Vrcan, Srđan, *Nogomet, politika, nasilje, ogledi iz sociologije nogometa* (football, politique, violence. Essai de sociologie du football), Zagreb, Jesenski & Turk, 2003 ; Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre (eds.), *Sport, politique et sociétés en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005

⁴ Lalić, Dražen, *Torcida, Pogled iznutra*, (Torcida, un regard de l'intérieur) Zagreb, Profil, 2012 (1^e ed. 1993)

⁵ Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back : football in the Former Yugoslavia », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football cultures and identities*, Londres, MacMillan, 1999

⁶ Mills, Richard, « It all ended in an unsporting way » : Serbian football and the disintegration of Yugoslavia 1989-2006, *The International Journal of the History of Sport*, Vol.26, n°9, 2009

⁷ Mills, Richard, « Velež Mostar football club and the demise of brotherhood and unity in Yugoslavia 1922-2009 », *Europe-Asia studies*, Vol.62, n°7, 2010

aussi bien en Croatie qu'en Serbie¹, de Tim Judah qui se penche sur le même phénomène en Serbie², ou encore de Philippe Chassagne qui travaille sur le crime organisé³. L'anthropologue Stéphanie Rolland consacre également un article à la situation de Mostar⁴, tandis que la guerre et le nationalisme à travers le football dans l'espace post-yougoslave sont également évoqués brièvement chez Pascal Boniface⁵. Enfin, le sujet est présent chez plusieurs journalistes sportifs fameux dont les livres sur le football ont ouvert la voie à une nouvelle littérature du genre. On retrouve notamment un chapitre de Simon Kuper sur les supporters du Dinamo Zagreb et leur conflit avec le président Tuđman⁶, un autre de Franklin Foer sur ceux de l'Etoile Rouge⁷, et enfin, une fascinante plongée dans l'histoire de l'ex-Yougoslavie à travers son football sous la plume de Jonathan Wilson, fin connaisseur de la région⁸.

En réalité, la plupart des innombrables travaux de recherche portant sur l'ex-Yougoslavie, que ce soit sur la désagrégation du pays à partir de la fin des années 1980, sur son éclatement guerrier dans les années 1990, ou dans les recompositions politiques et identitaires de l'espace post-yougoslave⁹ négligent de parler de sport, si ce n'est dans sa dimension symbolique et métaphorique. Le même constat peut être fait s'agissant d'autres domaines considérés comme mineurs en science politique comme la musique. Les travaux de Sabrina Ramet sur la scène rock yougoslave dans les années 1980 viennent combler un manque sur la saisie « par le bas » de l'effondrement du pays¹⁰. Cela peut s'expliquer par la place prépondérante dans la discipline prise par l'étude du processus historique « par le haut », à travers l'étude des partis politiques, des mouvements diplomatiques, de la fin du communisme puis de la guerre elle-même, et enfin des études portant sur la démocratisation et

¹ Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, Paris, L'Harmattan, 2002

² Judah, Tim, *The Serbs*, Londres, Yale University Press, 2009

³ Chassagne, Philippe, Gjeloshaj, Kolë, « Sport, affaires et milieu dans les Balkans », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre (eds.), *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et Orientale*, op.cit.

⁴ Rolland, Stéphanie, « Le football dans la Bosnie-Herzégovine d'après guerre : exhibition symbolique et exaltation identitaire », *Migracijske i etničke teme*, Vol.23, n°3, 2007

⁵ Boniface, Pascal, *La terre est ronde comme un ballon. Géopolitique du football*, Paris, Seuil, 2002

⁶ Kuper, Simon, *Football against the enemy*, Londres, Orion, 1996

⁷ Foer, Franklin, *How football explains the world*, Londres, Arrow Book, 2004

⁸ Wilson, Jonathan, *Behind the curtain, travels in Eastern European football*, Londres, Orion books, 2006

⁹ On peut retrouver une somme critique des travaux les plus notables dans l'ouvrage de Sabrina Ramet, *Thinking about Yugoslavia, scholarly debates about the Yugoslav breakup and the wars in Bosnia and Kosovo*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005

¹⁰ Ramet, Sabrina, *Balkan babel. The desintegration of Yugoslavia from the death of Tito to the fall of Milošević*, Boulder, CO: Westview, 2002 (4e édition)

l'eupéanisation de l'espace post-yougoslave après 2000. Sabrina Ramet résume cette dichotomie en séparant les « réalistes » des « idéalistes » à propos de l'Europe de l'Est dans les années 1980. Selon elle, les premiers s'intéressaient au contrôle de la communication par le parti, aux structures de police et de sécurité, à l'armée, aux statistiques économiques, et privilégiaient les entretiens avec les officiels du régime. A l'inverse, les seconds « prenaient la société au sérieux », soulignant les fissures du consensus moral, les changements de culture politique, la montée de certaines formes de résistances aux régimes qui tendaient à montrer que ceux-ci souffraient d'une crise d'illégitimité d'autant plus intenable que toute tentative de réforme les aurait conduits à leur perte comme l'avait noté Schöpflin¹. A côté des officiels du régime, ces chercheurs rencontraient aussi des responsables religieux, des syndicalistes, des opposants, des journalistes, des activistes des droits de l'homme, et même des stars du rock². On peut donc estimer recevable l'argument selon lequel les soviétologues n'auraient pas été à ce point surpris par l'effondrement de l'URSS s'ils avaient également pris en compte et observé, à l'occasions de matchs de football et de basket entre clubs de différentes républiques, les crispations identitaires et les violences que le régime tentait de juguler et de masquer³.

Or, la réhabilitation progressive des émotions en science politique⁴ s'accompagne d'une progression du nombre des études sur les objets qui les provoquent, quand bien même ceux-ci peuvent être considérés comme n'étant pas « nobles » au sein de la discipline. Le football fait partie de ces objets. Il nous semble pourtant que dès lors que le football est une pratique sociale et identitaire très répandue qui suscite les passions et parfois même la violence, et que les stades sont susceptibles de recueillir des expressions d'ordre politique de la part de supporters de football, alors il est du devoir du chercheur de tenter de décrypter ce qui se joue entre la sphère du football et la sphère politique. On ne saurait prétendre à une connaissance approfondie d'une société en passant à côté d'un fait social qui provoque autant de passions. C'est pourquoi les études sur le sport en général, et le football dans le cas présent, se multiplient notamment grâce à des travaux récents de jeunes chercheurs issus de la

¹ Schöpflin, George, *Politics in Eastern Europe. 1945-1992*, Londres, Blackwell, 1993

² Ramet, Sabrina, *Thinking about Yugoslavia*, chap. 2 « The collapse of East European communism », op.cit., pp. 35-53

³ Butautas, Ingvaras, Čepaitienė, Rasa, « le sport dans la construction de l'identité nationale lituanienne », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit. ; Boniface, Pascal, *Football et mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2006, p.50

⁴ Braud, Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996

région comme l'anthropologue Ivan Đorđević qui a travaillé sur les supporters serbes et leur rapport au politique¹, l'historien Dejan Zec qui a étudié le fin de la Yougoslavie à travers le football² ou encore Dario Brentin qui analyse la place du sport dans le dispositif de reconnaissance identitaire et d'exercice du pouvoir politique dans la Croatie du président Franjo Tuđman³. C'est donc dans cette démarche que nous nous inscrivons, en réfutant une idée reçue très tenace selon laquelle le football serait le reflet d'une société. L'idée de reflet renvoie en effet à une symétrie parfaite et horizontale du phénomène qui est censé renvoyer avec exactitude à une situation ou une société. Le reflet n'introduit pas de nuance, il n'interroge pas sur la situation elle-même, il ne fait qu'en rendre compte par l'intermédiaire du phénomène témoin. Or, dire qu'un phénomène est le reflet de la société dans laquelle il est observé suppose d'avoir encapsulé la société en question dans quelques traits caractéristiques forcément réducteurs et déformants, rendant caduque l'idée même d'un reflet fidèle.

A rebours de cette idée, il s'agira d'aborder trois problématiques cruciales, à savoir la question du processus de politisation, celle des violences politiques, et enfin celle des décompositions et recompositions identitaires dans l'espace post-yougoslave. Dans notre perspective, le football nous semble être la meilleure porte d'entrée possible, la seule qui soit au croisement de ces trois problématiques et qui puisse se décliner en fil rouge dans l'ensemble de l'espace post-yougoslave par-delà les spécificités et les trajectoires des pays qui en sont issus. On voit ici en quoi notre proposition est à la fois ambitieuse et inédite car elle entend croiser trois problématiques qui sont la plupart du temps analysées de façon séparées sur un espace géographique lui aussi désormais morcelé dans les études académiques qui portent le plus souvent sur tel ou tel pays issu de la Yougoslavie. De surcroît, on aura observé dans l'énumération succincte des travaux portant sur le football dans l'espace post-yougoslave qu'il n'en existe aucun en langue française à l'exception de l'article de Stéphanie Rolland. Il s'agit donc également de combler ce vide dans l'ensemble du champ de recherche académique pourtant sur la région balkanique lui-même relativement délaissé ces dernières

¹ Đorđević, Ivan, *Antropolog među navijačima* (un anthropologue parmi les supporters), Belgrade, Biblioteka XX vek, 2015

² Zec, Dejan, « Soutenir l'équipe nationale ou se battre entre nous ? Le supportérisme envers la Yougoslavie lors de la Coupe du monde 1990 », in De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2016

³ Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation : the social roles of sport in Tuđman's Croatia », *Sport in society*, Vol.16, n° 8, 2013

années¹. Faire du football un fil rouge tout au long de ce travail nécessite toutefois que nous expliquions dans le détail ce que nous entendons par là. Autrement dit, comment l'idée d'analyser politiquement l'espace post-yougoslave non seulement à *travers* le football mais aussi *par* le football se décline-t-elle sur le plan méthodologique et théorique?

Le football comme fait social total ?

Là où Christian Bromberger délaisse le concept de fait social total, d'autres auteurs comme Marc Augé², Christian Piocello³ ou encore Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting⁴ retiennent pour leur part que le football, en tant que pratique sociale et culturelle largement répandue à travers le monde, constitue un « fait social total » au sens de Marcel Mauss⁵, c'est-à-dire un fait social à travers et par lequel la totalité d'une société peut se donner à voir dans toutes ses dimensions (politique, sociale, culturelle, économique, identitaire, religieuse, morale, juridique, historique, esthétique, morphologique). Marc Augé note ainsi : « *le football constitue un fait social total parce qu'il concerne, à peu de chose près, tous les éléments de la société mais aussi parce qu'il se laisse envisager de différents points de vue* »⁶. Pour autant, au regard de tous les phénomènes sociaux volontiers qualifiés de faits sociaux totaux, le risque est grand de participer à la dilution du concept et à son affaiblissement épistémologique. L'ethnologue Thierry Wendling explique ainsi que la conception de la société chez Mauss est une conception figée et non dynamique et en permanente recomposition⁷. Par conséquent, son attachement au Tout, à l'expression d'une totalité serait incompatible avec une société dynamique et plurielle. Ce serait la raison pour laquelle, selon l'auteur, Christian Bromberger, qui décrit le match de football comme un creuset d'identifications (au pluriel), ne retient pas un concept appuyé sur l'idée d'une société

¹ La relative mise en sommeil de l'Association française d'études sur les Balkans (Afebalk) jusqu'à un récent colloque de juin 2016 se voulant comme un nouveau départ, et la publication aléatoire de sa revue *Balkanologie* (dernier numéro publié en 2012) démontrent une mise en retrait des Balkans dans l'espace académique francophone.

² Augé, Marc, « Un sport ou un rituel ? », *Manière de voir ? Le Monde diplomatique Hors Série « Football et passions politiques »*, mai-juin 1998

³ Piocello, Christian, *Sports et sciences sociales. Histoire, sociologie, prospective*. Paris, Vigot, 1999

⁴ De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, « Le sport, bien plus qu'un jeu », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit., p.7

⁵ Mauss, Marcel, *Essai sur le don* (1924), Paris PUF, Quadrige, 2012

⁶ Augé, Marc, « Un sport ou un rituel ? », *Manière de voir ? Le Monde diplomatique*, op.cit., p.75

⁷ Wendling, Thierry, « Football ne rime pas toujours avec fait social total », in Poli, Raffaele (dir.), *Football et identités. Le sentiment d'appartenance en question*, Neuchâtel, Editions CIES, 2005

figée alors que le football en révélerait au contraire le caractère éclaté, dynamique et pluriel. « *Que faire du fait social total et de la société pensée comme une totalité devant des phénomènes qui manifestent, selon le cas, des passions individuelles, des chauvinismes nationaux, des affiliations religieuses, des revendications autonomistes, des conscience de classe, des âges de vie etc. ?* » demande ainsi Wendling. On peut rétorquer que le même Christian Bromberger, s'il n'utilise pas le concept, en retient tout de même l'esprit lorsqu'il passe par le football afin de produire une analyse des problèmes politiques et sociaux qui traversent la société iranienne¹. Ensuite, si le caractère dynamique d'une société est antinomique avec le concept de fait social total par l'incapacité du fait en question à exprimer un Tout homogène et intelligible, cela signifie que le concept lui-même n'est valable que pour les sociétés figées, « primitives » et intemporelles telles que celles étudiées par Mauss il y a près d'un siècle, à supposer qu'on accepte que ces sociétés fussent bel et bien figées et qu'on le démontre. Cela signifie, en creux, que le concept de fait social total ne serait alors plus d'aucune utilité à l'égard de nos sociétés modernes et dynamiques. Autrement dit, d'un côté, il existe le risque de réifier et diluer à la fois le concept en voyant des faits sociaux totaux partout, de l'autre, il est promis à une mort certaine par l'impossibilité de reproduire les conditions originales dans lesquelles il pouvait être mis à jour. Chacune de ces positions nous paraît exagérée, c'est la raison pour laquelle nous proposons, tout en partant des critiques de Wendling, et de Mauss lui-même, de cadrer davantage ce que nous appellerons fait social total tout au long de ce travail, et pourquoi nous pensons qu'il peut s'appliquer au football dans l'espace post-yougoslave des années 1980 à nos jours.

Cela n'est possible qu'à deux conditions. D'abord, il faut que le football soit réellement une pratique largement répandue pour lui conférer une capacité d'explication sociale suffisante. Il ne s'agit donc pas de dire que le football est en soi un fait social total indépendamment d'un cadre spatio-temporel bien défini. On serait en effet bien en peine de démontrer cette hypothèse au sein d'une société qui ne le pratique pas ou peu, par exemple dans le sous-continent indien. Ensuite, il faut lever « l'ambiguïté théorique » relevée par Camille Tarot entre le fait de considérer le fait social total comme une méthode d'analyse (et non une simple métaphore qui rapprocherait sa pratique d'une cérémonie de *Potlatch* dans laquelle on se donne le ballon, on attend qu'on le rende, on fait honneurs aux passeurs décisifs

¹ Bromberger, Christian, « Le football en Iran, un révélateur des tensions au sein de la société » conférence donnée à l'Université du Luxembourg, juin 2010

et on salue les actions collectives¹) et le fait de se focaliser sur la morphologie de la pratique de ces faits, c'est-à-dire tout ce qui entoure leur tenue factuelle et physique. La dimension morphologique est en effet soulignée par Mauss comme étant essentielle dans l'analyse et pourtant souvent négligée au profit d'une vision abstraite du concept. Mauss écrit ainsi :

« Les faits sociaux totaux rassemblent tous les hommes d'une société et même les choses de la société à tous points de vue et pour toujours. Ainsi la fête, la feria latine, le mousslem berbère, sont à la fois dans grand nombre de cas : des marchés, des foires, des assemblées hospitalières, des faits de droit national et international, des faits de culte, des faits économiques et politiques, esthétiques, sérieux, des jeux. C'est le cas du potlatch nord-ouest américain, du hakari, c'est-à-dire des grandes distributions de « monts » de vivre que l'on retrouve depuis les îles Nicobar jusqu'au fond de la Polynésie. A ces moments, sociétés, groupes et sous-groupes, ensemble et séparément, reprennent vie, forme, force ; c'est à ce moment qu'ils repartent sur de nouveaux frais ; c'est alors qu'on rajeunit telles institutions, qu'on en épure d'autres, qu'on les remplace ou les oublie ; c'est pendant ce temps que s'établissent et se créent et se transmettent toutes les traditions, même les littéraires, même celles qui seront aussi passagères que le sont les modes chez nous : les grandes assemblées australiennes se tiennent surtout pour se transmettre des œuvres d'art dramatique et quelques objets »².

On peut défendre l'idée qu'une compétition internationale de football telle que la Coupe du monde rentre dans cette catégorie décrite par Mauss, au cours de laquelle les allégeances sont réaffirmées, les récits s'écrivent et se renouvellent, les légendes sont célébrées et transmises de génération en génération. On se rapproche ici du compromis proposé par Thierry Wendling afin de conserver le capital heuristique du fait social total tout en levant l'ambiguïté soulevée plus haut : le football ne peut pas être un fait social total en soi de façon abstraite et indéterminée, mais ne peut l'être que lorsque sa dimension morphologique est à l'œuvre, dans le temps et dans l'espace. Autrement dit, ce n'est que lors de la tenue de matchs de football que celui-ci peut démontrer son potentiel, en particulier s'agissant de matchs ou de compétitions considérées comme importantes et mobilisatrices au-delà de l'aspect sportif. De fait, une rencontre entre la Serbie et la Croatie n'est pas n'importe quel match, et ne véhicule pas le même univers de sens qu'un autre match dont le seul enjeu serait sportif. C'est lorsque le football revêt ce caractère de cérémonie qu'on peut le qualifier de fait social total, en réconciliant la dimension morphologique et la dimension méthodologique d'utilisation du football dans l'analyse d'une société. C'est donc dans cette perspective que nous entendons nous appuyer sur le football afin de proposer, à travers lui et

¹ Villemus, Philippe, *Le Dieu football. Ses origines, ses rites, ses symboles*, Paris, Eyrolles, 2006, p.128-129

² Mauss, Marcel, *Œuvres 3. Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, Paris, Minuit, 1969, p. 329

par lui, des analyses politiques sur l'espace post-yougoslave, c'est-à-dire en partant du principe qu'en tant que fait social total, le football dévoile autant qu'il façonne lui-même, de façon dynamique, cet environnement politique et social. Une fois cette réserve levée, cette approche à la fois méthodologique et théorique n'a toutefois de sens que si l'on peut définir en complément ce que nous entendons par football.

Les mondes du football

Le football est un sport qui fut codifié au XIXe siècle en Grande Bretagne, et s'est ensuite répandu partout dans le monde à la faveur des bateaux et des trains¹. Cependant, cette information primaire n'offre pas de point d'appui pour le définir. Dès lors, comment peut-on définir le football ? Très souvent, les travaux portant sur le football ne prennent pas la peine de définir ce qu'ils entendent par football tant cela semble évident à chacun. D'autres travaillent en particulier sur un de ses acteurs (joueurs, supporters, acteurs économiques, médias etc.), ce qui les dispense de cet effort de définition. Pourtant, si l'on veut faire du football un objet de science politique pertinent, encore faut-il produire cet effort de formalisation. Cela serait-il possible si l'on se contentait d'une définition purement factuelle du football, c'est-à-dire réduit à sa plus simple expression de pratique sportive réglementée opposant deux équipes qui ont pour objectif de propulser un ballon dans le but adverse à l'aide de toutes les parties du corps à l'exception des mains et des bras ? Réduire le football à cette définition télégraphique typique d'un dictionnaire revient à réduire les combats de coqs à Bali observés par Clifford Geertz à de simples gallinacés dressés pour se battre et s'entretuer à des fins de divertissement². Rien ne peut être construit à partir d'une définition aussi désincarnée puisqu'alors, l'objet ne signifie rien. Or, un phénomène social ne saurait exister sans contenir en soi des significations et des univers de sens. Ainsi, nous avons déjà souligné le caractère intrinsèquement politique du football en ce qu'il est un phénomène social de masse provoquant des émotions collectives dans l'espace public, ce qui ne peut pas ne pas être investi par la sphère politique. On voit donc que même la plus simple définition du football doit inclure sa dimension politique, et ne peut pas s'enfermer dans le formalisme.

Alors qu'est-ce que le football ? Est-il le terrain ? Est-il le stade ? Est-il l'incarnation de valeurs ? Est-il un langage universel ? Est-il une activité économique organisée par une

¹ Dietschy, Paul, *Histoire du football*, Paris, Perrin, 2010

² Geertz, Clifford, *Bali. Interprétation d'une culture*, Paris, Gallimard, 1983

sorte de multinationale, la FIFA, qui « rules the people's game »¹ ? Est-il un « opium du peuple » crétinisant ?² Le football, a-t-il un sens ? Autrement dit, est-il par nature même, ainsi que l'avance le sociologue croate Srdjan Vrcan, une activité schmittienne et même proto-fasciste, qui reposerait sur une division ami/ennemi, ce qui explique, selon l'auteur, pourquoi « la collusion entre le football et le nationalisme est (...) un mariage très naturel issu d'une affinité mutuelle profonde entre les partenaires » ?³ Ou bien est-il au contraire une pratique favorisant par nature à la fois l'intégration sociale et la transmission de valeurs positives de respect et de *fair play* mais aussi la mise en relation d'individus et de communautés en servant de passerelle, par sa simplicité et son universalité ? Nous pouvons trouver chez les chercheurs comme chez les praticiens l'une ou l'autre de ces définitions, ce qui pose à notre sens un véritable problème théorique. Si l'on peut conférer au football certaines qualités, ou au contraire certains défauts qui sont symétriquement inverses aux qualités en question⁴, alors cela veut dire que le football ne possède par nature ni les uns ni les autres et que tout travail à prétention scientifique se reposant sur l'une ou l'autre de ces définitions est nécessairement sujet à caution dès son postulat de départ. C'est pourquoi il est nécessaire de sortir de cette double impasse d'une définition soit décharnée soit idéologisée, en proposant une autre démarche théorique.

Ainsi, pour définir ce que nous entendons par football, nous adopterons une approche théorique résolument interactionniste, en considérant le football non pas comme une substance, quelles que soient les caractéristiques qu'on lui confère, mais au contraire comme un ensemble de relations entre divers acteurs, en nous appuyant principalement sur les travaux d'Howard Becker sur l'art, en particulier dans son ouvrage *Les mondes de l'art*. Becker écrit :

« Un monde de l'art se compose de toutes les personnes dont les activités sont nécessaires à la production des œuvres bien particulières que ce monde-là (et d'autres éventuellement) définit comme de l'art. Des membres d'un monde de l'art coordonnent les activités axées sur la production de l'œuvre en s'en rapportant à un ensemble de schémas conventionnels incorporés à la pratique courante et aux objets les plus usuels. Les mêmes personnes coopèrent souvent de manière régulière, voire routinière, de sorte qu'un monde de l'art se présente comme un réseau de chaînes de coopération qui relie les participants selon un ordre établi. (...) Dans cette perspective, les œuvres d'art ne représentent pas la

¹ Sugden, John, Tomlinson, Alan, *FIFA and the contest for world football : who rules the people's game ?*, Cambridge, Polity, 1998

² Brohm, Jean-Marie, Perelman, Marc, *Le football, une peste émotionnelle*, Paris, Editions Verdier, 2006

³ Vrcan, Srdan, « Football, politique et violence », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre (eds.), *Sport, politique et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit., p. 112

⁴ Par exemple capacité de réconciliation entre communautés contre exacerbation de sentiments nationalistes

production d'auteurs isolés, « d'artistes » qui possèdent un don exceptionnel. Elles constituent bien plutôt la production commune de toutes les personnes qui coopèrent suivant les conventions caractéristiques d'un monde de l'art afin de donner naissance à des œuvres de cette nature »¹.

Pour Becker, l'art est donc une communauté d'activité, des « mondes » composés d'acteurs, coordonnés et aussi parfois concurrents. Il considère par exemple le musicien comme étant au centre d'une chaîne de coopération. C'est cette chaîne, faite d'interactions entre tous ses maillons, qui va créer la musique ramenant finalement le musicien, selon Becker, presque à un rôle subalterne dans le processus global. L'existence de la musique requiert en effet des créateurs passés, des ingénieurs du son, des producteurs et maisons de disque, des diffuseurs (radio, gérants de salles de spectacle, chaînes de télévision musicales comme MTV pionnière en son temps), des fabricants de supports musicaux (CD, MP3), une presse spécialisée, mais aussi des gens capables de décrypter la musique, d'en retracer l'histoire à travers les différentes cultures, de la théoriser, de l'enseigner (musicologie, historiens de la musique), sans oublier les fabricants d'instruments, les mécènes, et enfin, le public. Entre tous ces acteurs, une convention technique autour de leurs savoirs respectifs et de leurs rôles spécifiques dans le processus de création de la musique, mais aussi des perceptions mutuelles, des pratiques, des habitudes, des intérêts, des innovations des uns freinés par les réticences, l'incompréhension, les intérêts divergents ou l'incrédulité des autres. L'œuvre finale est en réalité le résultat de cette symphonie en mouvement, qu'elle soit parfaite ou avec des fausses notes, elle est l'émanation de leurs interactions, décisions et interprétations. Becker étend cependant ses observations au-delà de l'art lui-même, en faisant de son approche une approche théorique réutilisable dans d'autres domaines. Ainsi explique-t-il :

*« Ce que j'ai dit ici des mondes de l'art procède d'une approche théorique plus générale de la société et peut contribuer à son développement. Ce que j'ai dit des mondes de l'art, j'aurais pu l'étendre à n'importe quel monde social : **parler de l'art, c'est une façon particulière de parler de la société et des mécanismes sociaux en général** »².*

Nous défendrons l'idée qu'il en va exactement de même pour le football, qu'il soit amateur ou professionnel, ce qui signifie refuser de partir d'une définition substantialiste et naturaliste du football. Il suffit d'observer une finale d'une grande compétition pour vérifier que tout est écrit, consigné et organisé tel « une symphonie » qui doit se jouer sans fausse

¹ Becker, Howard, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 2006 (1^e ed. 1982), p.58-59

² Ibid, p.22. Souligné par nous

note, depuis la gestion du trafic routier pour permettre l'acheminement des équipes et des spectateurs jusqu'au protocole, réglé « comme du papier à musique », de la remise de la coupe à l'équipe victorieuse. Même l'organisation d'un match professionnel ordinaire nécessite de préparer le stade (entretien des tribunes, des vestiaires et de la pelouse), un travail en coordination entre la ligue de football, la chaîne de télévision qui diffuseront la rencontre en direct ainsi que l'ensemble de la presse sportive, les annonceurs publicitaires, le club, la municipalité, la police, le club adverse, les groupes de supporters, la boutique du club etc. Les joueurs, eux, n'ont qu'à rentrer dans les vestiaires où les intendants du club auront préparé les maillots, les kinés auront disposé les tables de massages, tandis que les adjoints prépareront le matériel pour l'échauffement. Cyniquement, on pourrait aussi inclure dans cette boucle les enfants asiatiques qui ont probablement cousu les maillots et ballons que les joueurs utiliseront lors du match.

Mais le football signifie en réalité encore plus d'acteurs et d'interactions selon l'angle par lequel on l'étudie. Si l'on s'intéresse à l'aspect économique¹, on découvre un business au chiffre d'affaire colossal, dans lequel évoluent joueurs, clubs, agents de joueurs, avocats fiscalistes, équipementiers sportifs, sponsors, magasins d'articles de sport et fournisseurs, agences de communication et de marketing, diffuseurs, médias, fédérations et ligues, entreprises de paris sportifs mais aussi mafias clandestines organisées autour de ces paris qui sont capables de truquer les résultats de matchs. La différence avec la musique réside peut-être dans l'existence d'un organisateur suprême sous forme de Léviathan, chargé d'organiser les compétitions, de faire appliquer les règles, de les modifier le cas échéant. Ce Léviathan est la fédération internationale de football (FIFA).

Cependant, si l'on interroge la dimension sociologique du football, les acteurs cités ci-dessus, qui jouent leur partition en fonction de leur savoir-faire et de leurs intérêts, laissent la place aux joueurs professionnels, entraîneurs, personnels de clubs, dirigeants et propriétaires de clubs, mais aussi à tous les pratiquants de ce sport que ce soit en club ou en dehors, aux bénévoles de tous les clubs amateurs, aux parents qui accompagnent leurs enfants tous les week-ends, aux municipalités, aux éducateurs de quartiers, aux différents groupes de supporters y compris les plus fervents, les plus violents, aux spectateurs et milliards de téléspectateurs. N'oublions pas non plus, depuis une trentaine d'années, les universitaires qui

¹ Voir Drut, Bastien, *L'économie du football*, Paris, La Découverte, 2012

travaillent sur et à partir du football, par exemple en médecine ou en biomécanique, mais aussi de façon plus récente en histoire, en sociologie, en anthropologie et en science politique¹. Enfin le football dépasse le cadre du sport et même du business par sa dimension politique, dont les acteurs interagissent également dans « la symphonie », qu'ils soient chefs d'Etat et de gouvernement, ministres, élus municipaux, propriétaires de clubs qui en font un tremplin pour se lancer en politique (Silvio Berlusconi, Bernard Tapie, Gigi Becali en Roumanie), ou dirigeants de fédérations au premier rang desquels la FIFA dont le président est reçu à travers le monde avec les honneurs dus à un chef d'Etat. Les affaires de corruption mises au jour à propos de la désignation de la Russie et du Qatar pour l'organisation des Coupes du monde de football 2018 et 2022² démontrent à quel point les aspects politiques, géopolitiques et économiques du football sont étroitement interconnectés, que ce soit sur un mode de convergence ou de divergence.

Il existe donc plusieurs mondes du football à l'aune des acteurs en jeu, de leurs univers de sens et intérêts respectifs. A propos de l'art, Becker distingue ainsi quatre familles d'acteurs. D'abord, il y a les artistes installés que l'auteur qualifie de « professionnels intégrés »³, c'est-à-dire ceux qui sont au cœur, et se considèrent être au cœur de l'art légitime. Il est important de rappeler que dans le monde du football, la place des « professionnels intégrés » n'est pas tenue en premier lieu par les joueurs professionnels, acteurs certes intégrés mais la plupart du temps secondaires sportivement et politiquement. Elle est au contraire tenue par ceux qui cherchent à contrôler et réguler le football, c'est-à-dire les fédérations nationales et internationales de football (FIFA), les sponsors, les agents, les diffuseurs et les gouvernements politiques qui permettent de faire que le football se joue sur leurs territoires tout en cherchant à le transformer en instrument de bénéfice politique⁴, c'est-à-dire en objet soumis à des contingences matérielles et politiques supérieures. A ceux-là s'ajoutent ceux qui écrivent le feuilleton du football, et en façonnent l'imaginaire, c'est-à-dire

¹ Voir aussi notamment les revues scientifiques ayant fait beaucoup pour le développement des études de sciences humaines sur le football : *International Review for the Sociology of Sport* ; *Sport in societies : cultures, commerce, media, politics* ; *International journal of the history of sport* ; *Soccer and Society*

² Voir le livre de Philippe Auclair et Eric Champel, *FIFAGATE, Comment le Qatar a fait exploser le système Blatter*, Paris, Michel Lafon, 2015. Les investigations des journalistes et des forces de police tendent à montrer que ces attributions, que ce soit pour la Coupe du monde ou les Jeux Olympiques, sont souvent propices à des pratiques de corruption tant leur organisation revêt une importance politique cruciale pour les pays et villes candidats.

³ Becker, Howard, *Les mondes de l'art*, op.cit., p. 264

⁴ La stratégie de diplomatie sportive du Qatar illustre cette idée. Voir Chesnot, Christian, Malbrunot, Georges, *Qatar, les secrets du coffre fort*, Paris, Michel Lafon, 2013

les médias et journalistes sportifs, mais aussi, à certains égards, ceux qui réfléchissent et produisent de la connaissance et du discours sur le football et à partir de lui, c'est-à-dire les scientifiques de toutes les disciplines.

Si les interactions entre ces « professionnels intégrés » ne sont pas toujours exemptes de frictions, et si leurs intérêts et logiques sont souvent contradictoires (politique, diplomatique, économique, financier médiatique, sportif), ils s'accordent sur une représentation légitime du football et forment donc en ce sens un monde du football dont ils déterminent les règles et les marges afin d'en faire un phénomène qu'il convient de maîtriser. C'est pourquoi ces acteurs cherchent à se prémunir de tout ce qui pourrait perturber l'expression prévisible de l'objet football¹, par exemple l'expression potentiellement intempestive de supporters extrêmes, les « francs-tireurs », pour reprendre la terminologie de Becker². Ceux-ci ont une conception du football radicalement différente, dans laquelle l'émotion de l'expérience sensible du stade et du collectif, la dévotion envers leur club favori allant souvent de pair avec le développement d'une rivalité exacerbée envers un ou plusieurs clubs rivaux, et la pratique d'un supportérisme engagé voire militant³ l'emportent sur des considérations tactiques, organisationnelles ou politiques. Le monde du football des « professionnels intégrés » est donc d'une certaine manière une *science du football*, non pas au sens de connaissances, mais au sens de maîtrise, de capacité organisationnelle, de science de gouvernement.

De même, ce que Becker décrit comme « l'art populaire » peut être assimilé aux acteurs invisibles du football car n'appartenant pas au monde du football des professionnels intégrés, n'ayant pas les mêmes codes sociaux, ni les mêmes logiques d'action vis-à-vis du jeu de football⁴. Il s'agit en particulier des millions de joueurs amateurs, enfants ou adultes, mais aussi parents accompagnateurs, dirigeants bénévoles, téléspectateurs et spectateurs non militants (à l'inverse des supporters engagés) qui pratiquent un tout autre football au sein de

¹ D'où la conclusion de contrats d'assurance aux sommes colossales qui couvrent les risques d'annulation d'une compétition par exemple.

² Lesquels ont une conception du football radicalement différente, où l'émotion et la dévotion envers son club favori (et bien souvent sa ville), allant souvent de pair avec le développement d'une rivalité exacerbée envers le club rival, l'emportent sur des considérations tactiques, organisationnelles ou politiques.

³ Nous reviendrons en détail sur cette dimension dans le chapitre 1

⁴ Ne serait-ce que s'agissant de la notion de plaisir, de gratuité, et de jeu en soi, qui disparaissent dans la pratique des professionnels intégrés, mais aussi de nombreux joueurs professionnels qui adoptent un regard distancié sur leur « métier », dès lors que le jeu devient une activité économique de spectacle sportif. Cette prise de distance apparaît notamment très tôt chez les jeunes apprentis footballeurs issus de familles défavorisées ou de pays pauvres qui sentent le poids de la responsabilité de la réussite qui pèse sur leurs épaules et leurs pieds.

leurs clubs de quartier. Néanmoins, celui-ci partage avec le football intégré la même organisation spatio-temporelle autour d'un calendrier de rencontres et de compétitions déterminées à l'avance, disputées dans un stade donné. Ces « artistes populaires » sont encore à distinguer de « l'art naïf », qui correspondrait à tous ceux qui s'adonnent au football hors de tout cadre traditionnel tout en respectant plus ou moins les règles basiques du jeu, ne serait-ce que celle qui consiste à ne pas jouer le ballon avec la main. On peut penser ici à tous ces enfants qui jouent au football dans la rue sans équipement particulier, n'y jouent pas forcément à nombre égal dans chaque équipe, n'ont jamais reçu d'entraînement spécifique, et développent ainsi un jeu fait de naïveté mais aussi de technique et d'anarchie tactique qui tend à disparaître une fois le jeune joueur pris en main par un centre de formation qui va cadrer et formater le joueur afin qu'il soit compatible avec le football professionnel et ses codes. Les plus grands joueurs Sud-Américains ou Africains ont commencé à jouer comme des « artistes naïfs » ce qui, selon beaucoup d'observateurs, fait précisément leur spécificité et leur génie. L'Argentin Diego Maradona en est le meilleur exemple. On voit ici qu'il existe très peu de passerelles entre le monde du football des artistes naïfs, et celui des professionnels intégrés. En réalité, bien qu'il s'agisse du même sport, chaque catégorie d'acteurs évolue dans un monde du football différent. Il s'agit toujours de football, mais il ne s'agit pas du même football, d'où l'utilisation du pluriel pour désigner *les mondes* du football.

C'est donc ainsi, à rebours d'une vision naturaliste et substantialiste que nous entendrons « football » tout au long de ce travail, c'est-à-dire, pour le résumer d'une formule, que le football n'est rien d'autre que ce que ses acteurs en font. Il porte les valeurs, les imaginaires et les symboles, contradictoires, dont ses acteurs, concurrents, le chargent. Cette approche interactionniste et compréhensive est donc la seule qui, à notre sens, permet d'embrasser toute la plasticité du football, c'est-à-dire cette capacité à « servir plusieurs maîtres » selon l'expression de Richard Giulianotti¹. Il incombe alors au chercheur de débrouiller ces interactions, de retracer les stratégies de tous les intervenants du jeu, de décrypter les significations sociales, politiques, identitaires et symboliques que les supporters, les citoyens, les gouvernements, les discours médiatiques, les joueurs investissent dans le football, afin que celui-ci, en tant qu'instrument d'analyse mais aussi en tant qu'acteur social et politique, livre tout son intérêt, toute sa pertinence dans l'étude des évolutions politiques et sociales de cet espace.

¹ Giulianotti, Richard, *Football. A sociology of a global game*, op.cit., p.16

Une fois ces fondations méthodologiques et théoriques posées, il convient à présent de détailler plus avant les deux problématiques principales que nous développerons tout au long de ce travail *à travers* et *par* le football, à savoir la question identitaire d'un côté, et la question de la politisation et de la violence politique de l'autre.

Football et identité

Qu'est-ce que l'identité ? Que signifie s'identifier ? Comment définir sa propre identité ? Elle peut être individuelle ou collective, caractériser une classe sociale, une ville, une nation. L'identité est avant tout une altérité, un rapport à l'autre, un « je », un « nous », qui n'existe qu'en tant que construction opposée à un « vous », un « eux »¹. Si l'on suit Pierre Tap, ce processus se décline sous deux formes distinctes. D'une part, l'*identisation*, par laquelle l'acteur tend à se différencier, à distinguer le moi du eux, et d'autre part, l'*identification*, par laquelle l'acteur tend à s'intégrer dans un ensemble plus vaste, distinguant le nous du ils². Les critères objectifs d'identification et de différenciation ne sont pas les seuls à entrer en ligne de compte. L'identité, par exemple l'appartenance nationale, relève en effet en dernier ressort du domaine de la croyance subjective, qu'elle soit issue de la modernité ou antérieure à elle. C'est là en effet un point de divergence dans les théories sur le nationalisme. Là où Ernest Gellner voit dans le nationalisme une idéologie politique consciente, propre à la modernité de l'Etat et du capitalisme, qui fait advenir la nation³, il nous semble plus judicieux de nous rapprocher de la thèse de Benedict Anderson sur les « communautés imaginées »⁴. Selon lui, faire débiter l'analyse aux temps de la modernité est erroné en ce sens que les communautés connues aujourd'hui comme groupes nationaux ont eu une existence pré-politique et pré-moderne. Les sentiments d'appartenance collectives n'ont en effet pas attendu le XIXe siècle, et se sont développés dans le monde (et pas seulement en Europe) en particulier grâce à l'essor de l'imprimerie qui a permis la diffusion de savoirs et de langues vernaculaires, mais aussi de la religion. Ceci est par exemple particulièrement le cas au sein

¹ De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, « Football et identités du « je » au « nous » en passant par les « autres » », in De Waele et Husting (ed.), *Football et identités*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2008

² Tap, Pierre (dir.), *Identité collective et changements sociaux*, Toulouse, Privat, 1979, cité in Dietschy, Paul, « Une passion urbaine : football et identité dans la première moitié du vingtième siècle. L'exemple de Turin et de l'Italie », *Histoire urbaine*, Vol.1, n°3, 2001

³ Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989

⁴ Anderson, Benedict, *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996

de l'empire Ottoman, qui fonctionnait dans ses territoires par système de *millet*, qui sont des communautés nationales non territoriales, définies par la religion, placées sous l'autorité d'un patriarche et soumises à la juridiction religieuse. Cela explique l'importance, dans un empire où le Sultan représentait tant l'autorité politique que religieuse, de la religion comme facteur d'identification nationale¹. Ce système renforce les sentiments d'appartenance. Ainsi les Serbes ont leur patriarcat à Peć, au Kosovo, à partir de 1557, ce qui atteste de l'existence d'une pré-nation serbe très consciente d'elle-même qui a perduré avant même l'âge moderne des nations, ce que Eric Hobsbawm a nommé les « proto-nations »².

Anderson et Hobsbawm se rejoignent donc pour faire de la langue, de la religion, et du sentiment d'appartenance à une communauté de destin présente ou passée, avec les mythes et légendes inhérents à cette communauté, les principaux éléments sur la base desquels le nationalisme va se développer. Dès lors, on peut s'inscrire dans le modèle séquentiel défini par Miroslav Hroch, qui distingue trois phases de développement du mouvement national³. D'abord, la phase A, purement folklorique et sans dimension politique. Puis la phase B, qui se caractérise par l'apparition d'un petit groupe d'activistes et de militants pionniers de « l'identité nationale »⁴ qui commence à faire campagne autour de cette revendication identitaire associée à la revendication d'un territoire spécifique afin d'y construire un Etat-nation. Enfin, la phase C est celle de la massification du mouvement national qui mobilise alors une part importante du groupe considéré. Dès lors, l'identification à ce groupe, la croyance en cette appartenance suppose la possibilité de représenter le groupe, de le faire advenir au travers de différents symboles, que ce soit une figure historique, un drapeau, ou un hymne. Or, le sport moderne, et le football en particulier en tant que sport le plus populaire et le plus pratiqué, joue ce rôle de représentation en miroir du groupe d'appartenance. Comme le notait Eric Hobsbawm : « *ce qui fait du sport le moyen efficace par excellence pour inculquer des sentiments nationaux, lors de toutes les manifestations destinées aux hommes est la facilité avec laquelle l'individu le plus apolitique ou le moins public peut s'identifier avec une nation symbolisée par des jeunes qui excellent dans un sport où tous voudraient être bons* »⁵. Autrement dit, la popularité universelle du football perdure parce qu'aux compétitions de

¹ Hermet, Guy, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil, 1996

² Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalisme en Europe depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992

³ Hroch, Miroslav, *Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985

⁴ Thiesse, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999

⁵ Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence, *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2006 (1^{er} ed. 1996)

clubs, où le poids du marché est de plus en plus important¹, se juxtaposent à intervalles réguliers de grandes compétitions internationales où les nations s'affrontent entre elles dans des joutes symboliques au cours desquelles la puissance économique cède la place aux valeurs dont chaque sélection est investie par sa nation, au prestige national, à la possibilité pour tous les peuples dont l'équipe participe au tournoi de se retrouver à la fois unis et séparés émotionnellement².

C'est notamment en raison de son potentiel identificatoire, qui donne à voir de façon palpable une communauté d'appartenance solidaire d'habitude invisible, que le football est profondément politique. En effet, par l'identification, « *l'évènement sportif conjure le spectre de la dissolution du social, de l'atomisation, qui hante les hommes depuis le début du processus de l'individualisation, spectre auquel sont venues s'ajouter d'autres hantises : peur des collectivités de s'évanouir dans la mondialisation, la construction de grands ensembles internationaux (comme l'Union européenne), les mouvements de population (émigration et immigration)* »³. Ainsi Pierre Lanfranchi a-t-il montré comment le football avait suivi, dans la première moitié du XXe siècle, le développement du nationalisme et le mouvement de création des Etats-nations⁴. Dès avant la Première Guerre mondiale, la création des équipes nationales, puis la création des championnats nationaux dans l'entre-deux guerres, ainsi que les premiers tournois olympiques de football dans les années 1920 et les débuts de la Coupe du monde en 1930, ont donné à voir l'importance, pour le meilleur et pour le pire, du football dans les politiques de promotion de l'identité nationale en Europe. Du Brésil des années 1950-1960 aux pays africains nouvellement indépendants (en particulier le Ghana de Nkrumah)⁵, en passant par la Côte d'Ivoire et l'Irak contemporain, les interactions entre football, politique et questions identitaires ne sont ni une question de géographie ni une question d'époque, ni une question de régime politique, mais au contraire une stratégie utilisée de façon générale par tous les promoteurs de l'identité nationale et de son renforcement qui ont pu compter sur la puissance identificatoire du football. Il n'est ainsi par surprenant d'entendre le fantasque

¹ Cela n'empêche pas ces compétitions de créer des sentiments d'appartenance très forts envers ces clubs, parfois qualifiés de « patriotisme local » par les supporters eux-mêmes, dans une revendication d'authenticité contre la globalisation de certains grands clubs de football comme le Real Madrid ou Manchester United devenus des marques à part entière avec des fans dans le monde entier.

² Rowe, David, « Sport and the repudiation of the global », *International Review for the Sociology of Sport*, 2003, n°38, p. 281-294

³ Yonnet, Paul, « Composants de l'identité, mécanismes de l'identification », in De Waele et Husting (ed.), *Football et identités*, op.cit., p.21

⁴ Lanfranchi, Pierre, « Football, cosmopolitisme et nationalisme », *Pouvoirs*, Vol.2, n°101, 2002

⁵ Dietschy, Paul, Kemo Keimbou, David-Claude, *L'Afrique et la planète football*, Paris, EPA, 2010

Miroslav Blažević, ami intime du président croate Franjo Tuđman, et sélectionneur de l'équipe de Croatie qui prit la 3^e place à la Coupe du monde de 1998, déclarer : « *En Croatie, je suis un héros. C'est moi qui ai réveillé le sentiment identitaire croate en gagnant le championnat de Yougoslavie en 1982 avec le Dinamo Zagreb* »¹. Pour incantatoire et rapide soit-elle, cette affirmation ne manque toutefois pas d'interroger. C'est pourquoi il est essentiel de combler le vide existant en la matière en ce qui concerne l'espace post-yougoslave au sens large aussi bien dans le temps, depuis les dernières années de la Yougoslavie communiste à nos jours, que dans l'espace, c'est-à-dire non pas seulement sur un des pays issus de la Yougoslavie mais sur l'ensemble de la zone ayant connu la guerre.

Politisation et violence politique

On désigne par politisation le processus par lequel un intérêt pour la politique et ses enjeux se développe au sein d'un groupe social², ou bien le processus par lequel une question est progressivement investie par les acteurs politiques et traitée sur le plan politique alors qu'elle ne l'était pas auparavant, par exemple la question environnementale. C'est la première partie de la définition qui va retenir notre attention ici en l'appliquant à la sphère du football. Nous avons certes montré que le football était intrinsèquement politique, mais cela ne dit rien de la façon dont ses acteurs, notamment les supporters (mais aussi les joueurs dans de plus rares cas), entrent dans un processus de politisation de leurs pratiques, y compris violentes. C'est pourquoi nous proposons de nous appuyer sur la définition de la politisation donnée par Jacques Lagroye, c'est-à-dire une « *requalification des activités sociales les plus diverses, requalifications qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités* »³. La notion clé mise en avant par Lagroye est celle de transgression. La politisation consiste à mélanger les genres, à contester la séparation d'activités qui relèvent du champ politique d'autres activités qui n'en relèveraient pas, et de révéler les rapports sociaux,

¹ *L'Equipe*, 6 juillet 1998

² Nous pouvons par exemple citer ici les travaux des historiens Eugen Weber et Maurice Agulhon sur le processus de politisation des campagnes françaises entre le XVIII^e et le XIX^e siècle. Weber, Eugen, *Peasants into Frenchmen. The modernization of rural France 1870-1914*, Stanford University Press, 1976 ; Agulhon, Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970

³ Lagroye, Jacques, *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360-361

les stratégies d'acteurs pour procéder à ce désenclavement, que ce soit à découvert de façon assumée, en développant des discours de légitimation (distinction entre *le* politique, noble, par lequel il faut parfois passer pour faire avancer une cause ou une activité et *la* politique, qui peut pervertir la pureté de la dite cause) ou de déni (Lagroye cite l'exemple du professeur dont la mission est de former des citoyens critiques, une mission qui comporte une dimension politique « en son sens le plus noble », mais qui refusera catégoriquement d'admettre, et il en va de sa propre légitimité perçue, le caractère politisé de son activité) ¹.

En l'espèce, la transgression consistera à montrer dans quelle mesure des stades de football sont progressivement devenus des arènes politiques à partir de la fin des années 1980, et comment certains acteurs du football comme les supporters engagés sont eux-mêmes progressivement devenus des acteurs politiques, c'est-à-dire comment s'effectue le brouillage de la frontière entre la sphère politique et la sphère du football, par qui, et dans quel but. De ce point de vue en effet, plusieurs matchs de football que nous analyserons peuvent exprimer ce brouillage, incarner la politisation du football dans la mesure où les supporters y ont « dépassé les limites assignées par la sectorisation de leurs activités »². Ce dépassement de fonction peut prendre plusieurs formes, l'une d'entre elles étant l'utilisation de la violence qui revêtira alors une dimension politique. L'utilisation de la violence est une pratique courante chez les supporters de football extrêmes et nous analyserons en détail au cours de ce travail les tenants et aboutissants de cette utilisation de la violence, ses motifs, et ses effets. L'enjeu en ce qui concerne la politisation est de comprendre par quels mécanismes cette violence, ou ce potentiel de violence, en vient à être investi d'une signification politique. Dražen Lalić constate ainsi que le comportement des supporters de football devient de plus en plus violent, « *il perd progressivement son caractère symbolique de naguère et se transforme en affrontements sérieux et règlements de compte avec la police, donc il n'a plus rien à voir avec le jeu lui-même. Cette évolution se poursuit jusqu'à la fin des années 1980, sauf que le motif essentiel des affrontements devient politique* »³. « Slobo, tu n'échapperas pas au couteau » clamaient ainsi les supporters croates à l'adresse du président serbe Slobodan Milošević à la fin des années 1980. Selon Srđan Vrcan, la situation s'est même dégradée encore plus tôt en Bosnie où même au niveau local, « *le football a servi de vecteur pré-politique de division et d'exclusion sociale au niveau de ce qui était considéré comme normal dans la vie de tous les*

¹ Ibid, p. 363

² Ibid., p.365

³ Lalić, Dražen, « La violence des supporters de football : genèse du phénomène en Yougoslavie », *Kultura*, 1990

jours. Presque partout, les matchs de football ont été vite transformés en occasions d'affrontements violents quasi réguliers entre les groupes de supporters de différentes nationalités »¹. Par conséquent, notre réflexion n'a de sens que parce que le football a été, et continue d'être un espace de politisation. Mettre à jour les ressorts par lesquels le football et ses acteurs sont intégrés dans le jeu politique depuis les années 1980 jusqu'à nos jours, et dans quelle mesure cette politisation a évolué dans le temps et l'espace depuis lors constituera donc l'un des axes majeurs de ce travail. Il convient dans ces conditions d'explicitier les méthodes, sources, et terrains d'enquête sur lesquels nous nous fonderons pour mener à bien cette réflexion visant à mettre à jour les interactions entre football, politique et identités dans l'espace post-yougoslave.

Une approche pluridisciplinaire

Les problématiques que nous visons à travers et par le football, que ce soit la question de la politisation, de la violence, ou de l'identité, se situent au cœur de la science politique. Cependant, notre cadre spatio-temporel, de même que l'objet même de cette recherche, le football, nécessitent l'emploi d'une pluralité de méthodes d'investigation empruntées à plusieurs disciplines des sciences sociales connexes, que ce soit l'histoire, la sociologie ou l'anthropologie puisque c'est d'abord à partir de ces disciplines que le football a pénétré les études en sciences sociales. Nous nous positionnerons donc dans une démarche résolument pluridisciplinaire sur le plan méthodologique et analytique en fonction des sources et des données de terrain considérées.

La description dense

Toute notre démonstration repose sur notre capacité à faire parler le football, y déceler des signes, mettre à jour des univers de sens et des imaginaires politiques et identitaires convergents, divergents et concurrents aux yeux de ses différents acteurs. Notre définition interactionniste du football est donc essentiellement sémiotique et s'inscrit dans la lignée des observations de Clifford Geertz dans sa tentative de fonder une théorie de la culture en

¹ Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence », op.cit., p. 106 Celui-ci ne cite cependant pas de sources locales attestant de ces évènements.

constatant le « marasme conceptuel » résultant d'un « pot-au-feu théorique »¹ dans lequel la culture est affublée d'innombrables définitions de la même façon que l'on pouvait définir le football de multiples manières selon les caractéristiques propres qu'on croyait pouvoir lui déceler. Il écrit ainsi : « *Croyant, comme Max Weber, que l'homme est un animal pris dans les réseaux de signification qu'il a lui-même tissés, je considère la culture comme assimilable à une toile d'araignée, et par suite son analyse comme relevant non d'une science expérimentale en quête de loi mais d'une science interprétative en quête de sens* »².

Faire parler le football et le relier aux problématiques que nous avons mises en avant n'est pas autre chose. Or, puisque faire parler le football signifie en premier lieu faire parler les espaces et les acteurs du football, nous nous appuyerons sur ce que Clifford Geertz, à la suite de Gilbert Ryle, nomme la « description dense »³. Ryle imagine ainsi une situation dans laquelle deux individus clignent de l'œil droit. La première personne le fait par un réflexe involontaire au niveau de l'œil, mais la seconde, pensant qu'il s'agit d'une tentative d'entrée en communication selon un code social établissant le clin d'œil comme tel, lui répond par un autre clin d'œil. Cela va engendrer une situation d'incompréhension mutuelle entre les deux individus. Pour l'observateur, une description formelle des faits, une « description fine », consisterait à constater que deux individus ont cligné de l'œil droit l'un après l'autre. Le geste est en effet identique, et l'un a succédé à l'autre. Or, nous voyons bien que le sens donné à ce clin d'œil est totalement différent d'un individu à l'autre. Par conséquent, la « description dense » consiste dans le cas présent à introduire dans le récit tout l'univers de sens et les codes sociaux attachés à l'acte physique du clignement de l'œil, ce qui permettra au lecteur de saisir le caractère équivoque de la situation. Autrement dit, ce n'est pas parce qu'un individu sait physiquement cligner d'un œil qu'il effectue un clin d'œil relativement au sens social conféré par ce geste. L'analyse consiste donc à trier et ordonner des structures de signification et à déterminer à la fois leur contexte social et leur éventuelle portée politique. C'est le rôle du chercheur, familier de ces codes, de proposer un cadre d'interprétation qui restitue la description dans toute sa pertinence et la rend intelligible. En l'espèce, faire parler le football signifie par exemple s'intéresser à l'exhibition régulière de banderoles, de messages et de symboles de la part de groupes de supporters et les décrire de telle façon que la charge

¹ Geertz, Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquêtes*, n°6, 1998, p.2

² Ibid., p.3

³ Ibidem

identitaire et/ou politique contenue par ces instruments soient éclairée à destination du non-initié. Lors du match Serbie-Croatie de 2013 à Belgrade, une longue bache avait été déployée en bas de la tribune nord. Sur fond de drapeau serbe, on pouvait y lire en cyrillique l'inscription « Vukovar ». Voilà typiquement une observation propice à la description dense dans la mesure où la description n'a d'intérêt que si elle livre en même temps les clés pour comprendre la charge politique revêtue par une telle banderole autrement sans importance¹. Nous évoquons plus haut la présence massive de tags et graffitis liés au football sur les murs de Belgrade. C'est en apprenant à déchiffrer ce langage que sa dimension criminelle nous est apparue, c'est-à-dire le fait pour un groupe de marquer son territoire dans le cadre de divers trafics². La description dense est aussi ce qui peut rendre intelligible le déroulé du match Yougoslavie - Pays-Bas de juin 1990 à Zagreb au cours duquel la sélection yougoslave fut huée et insultée par le public³. Parce qu'ils ne possédaient pas les codes pour saisir les enjeux politiques et identitaires liés à ce match, les hollandais n'ont jamais compris pourquoi le public brandissait des drapeaux hollandais et prenait fait et cause pour eux. L'idée de description dense nous est ainsi apparue encore plus frappante lorsque nous avons assisté aux audiences du procès qui a suivi la mort du supporter français Brice Taton, agressé par d'autres supporters du club du Partizan Belgrade en septembre 2009. Lors de l'audience, un accusé, S.P, s'est défendu d'avoir eu l'intention de blesser gravement qui que ce soit, s'inscrivant dans une confrontation classique entre supporters afin de faire valoir sa suprématie, notamment à travers le vol de trophées comme une écharpe appartenant à l'adversaire. La présidente du tribunal, peu au fait de ces codes et pratiques entre supporters extrêmes, a alors demandé à l'accusé pourquoi il n'avait pas simplement demandé aux Français une écharpe, ou proposé un échange. L'accusé a semblé décontenancé par cette question, et n'a pas su quoi répondre puisque le vol d'objet fait partie intégrante de l'expérience de la confrontation. Peu nombreux dans la salle étaient ceux qui pouvaient comprendre le sens de la déclaration de l'accusé et le caractère incongru de la question de la présidente. Ce décalage total dans l'univers de sens des deux individus n'est pas sans rappeler l'exemple du clin d'œil évoqué plus haut. C'est pourquoi Geertz précise :

« Si l'ethnographie est une description « dense » et les ethnographes ceux qui se livrent à la description, alors la question déterminante dans toute situation de ce genre – qu'il s'agisse de la petite annonce d'un journal de terrain ou d'une imposante monographie à la

¹ Nous développerons cette description au chapitre 4

² Nous développerons ce point au chapitre 5

³ Nous développerons ce cas au chapitre 1

Malinowski – est de savoir si elle parvient à distinguer un clin d’œil d’une contraction de paupière et les vrais clins d’œil de leurs simulacres »¹.

L’observation participante

Faire parler le football pour le relier aux problématiques que nous comptons exposer (question identitaire, politisation et violence politique) revient donc, pour reprendre les termes de Clifford Geertz, à passer, de l’inscription (la description dense) à la spécification (le diagnostic), c’est-à-dire « *d’une part mettre par écrit le sens que des actions sociales particulières revêtent pour les acteurs qui les ont entreprises et d’autre part établir, de la manière la plus explicite possible, ce que la connaissance ainsi acquise démontre de la société étudiée* »². A cette fin, la simple description dense de phénomènes ne saurait pourtant suffire. Pour saisir au mieux les interactions entre les mondes du football, la question identitaire et les problématiques de politisation et de violence, il nous semble indispensable de pratiquer auprès des acteurs du football, en particulier les « francs-tireurs » c’est-à-dire les supporters les plus engagés, une observation participante poussée. A propos des études sur la police, Gary Marx affirme que « *l’essentiel de la littérature sur les sujets policiers controversés se répartit entre deux catégories : les œuvres a-critiques de la part de ceux qui sont informés de l’intérieur et les œuvres critiques de profanes mal informés* »³. Il y a donc deux écueils à éviter pour le chercheur. Le premier serait d’observer son objet de trop loin ce qui altérerait la pertinence de ses analyses par l’absence de familiarité et de sensibilité. Le second serait de l’observer de trop près en épousant l’objet ou la cause, au risque d’une perte de neutralité axiologique et de distance critique⁴. C’est dans cet inconfortable entre-deux méthodologique que l’observation participante se situe.

Cette démarche, qui rejoint les préceptes d’une sociologie compréhensive⁵, vise à pénétrer et observer l’agencement des rapports sociaux, des pratiques et des représentations

¹ Geertz, Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquêtes*, n°6, 1998, p.10

² Ibid, p.16

³ Marx, Gary, *Undercover Police Surveillance in America*, Berkeley, University of California Press, 1988

⁴ Lalonde, Jean-François, « La participation observante en sciences de la gestion: plaidoyer pour une utilisation accrue », *Recherches qualitatives*, Vol. 32, n°2, 2013

⁵ Voir sur ce point Hourcade, Nicolas, « Supporters extrêmes : Violences et expressions politique en France », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique (dir.), *Le football à l’épreuve de la violence et de l’extrémisme*, op.cit. ; Le Bart, Christian, Ambroise, Jean-Charles, *Les fans des Beatles. Sociologie d’une passion*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001

d'un terrain étudié. Selon Jennifer Platt, il s'agit d'une technique d'immersion active au sein du groupe social observé dont le chercheur fait alors lui-même partie¹. Cela permet d'avoir accès à des informations et d'observer des scènes et pratiques qui seraient invisibles pour l'observateur extérieur², que ce soit des scènes prises et vécues sur le vif, des informations et confidences glanées au fil de conversations informelles, ou encore des documents inédits que les individus rendront exceptionnellement disponibles. Cela exige au préalable d'établir un rapport de confiance avec les intéressés, une tâche souvent difficile au sein de groupes de supporters dont les rapports avec le monde extérieur (monde politique, presse) sont empreints de méfiance. Si l'on suit les distinctions opérées par Georges Lapassade, nous avons été partisan d'une observation participante externe³ et ouverte, c'est-à-dire opposée à une infiltration clandestine. Dans cette optique, nous disposons de trois atouts à faire valoir. Le premier est notre capacité à parler suffisamment la langue locale pour susciter une forme de reconnaissance tant il est rare que des observateurs étrangers fassent cette démarche. Le deuxième est notre connaissance du milieu des supporters qui gommait en partie le caractère incongru de notre présence. Bien que n'ayant jamais appartenu à des groupes de supporters extrêmes, notre connaissance approfondie des différentes situations de ces supporters engagés en Europe⁴ s'est révélée fort utile afin de « briser la glace » et démontrer une forme de légitimité. Le troisième atout fut de pouvoir compter, sur chaque terrain d'enquête, sur des intermédiaires dont le rôle a été essentiel tout au long de notre travail. Par intermédiaire nous entendons des individus qui ont joué le rôle d'introducteur entre nous et le reste du groupe.

¹ Platt, Jennifer, « The Development of the « Participant Observation » Method in Sociology : Origin Myth and History », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, n°19, 1983 ; Soulé, Bastien, « Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, Vol.27, n°1, 2007

² Il ne faut cependant pas perdre de vue que les observés peuvent également modifier leurs comportements en présence d'un intrus observateur parmi eux

³ Celle-ci signifie que le chercheur vient en toute transparence du dehors et ne s'insère que le temps de sa recherche, tandis que l'observation participante interne part de la position inverse d'un « insider » qui devrait fabriquer son rôle de chercheur. On peut par exemple ranger le sociologue Dražen Lalić dans cette catégorie puisqu'il a été hooligan au Hajduk Split avant de mettre ses connaissances internes au service de la sociologie et de les formaliser. Voir Lapassade, Georges, « Observation participante », in Barus-Michel, Jacqueline, Enriquez, Eugène, Levy, André (dir.), *Vocabulaire de psychosociologie*, Paris, ERES, 2002

⁴ Les questions sur la situation conflictuelle des supporters engagés du Paris-Saint-Germain sont ainsi très souvent revenues chez la plupart des groupes avec lesquels nous avons été en contact, preuve de la circulation, même partielle, des informations dans le milieu des tribunes. Certains nous demandaient ainsi si nous connaissions personnellement tel ou tel supporter français qu'ils avaient rencontré au cours de rencontres de compétitions européennes. Il est possible que ces questions aient eu valeur de test d'évaluation, c'est pourquoi notre ligne de conduite a toujours été de s'en tenir à la stricte vérité sur notre identité à la fois académique et footballistique.

Celui-ci pouvait être un membre important du groupe, ou bien un sympathisant suffisamment proche des leaders influents pour nous permettre d'intégrer le groupe.

C'est ainsi, grâce à la connaissance de leur leader historique, que nous avons pu partager un après-derby avec les supporters ultras croates du club de Zrinjski Mostar. Notre présence dans leurs deux bars toute la nuit n'a été acceptée, bien qu'interrogée, que parce que nous étions invité explicitement par le leader en question. Une fois cette situation éclaircie, nous avons alors été traité en invité. C'est grâce à un autre intermédiaire que nous avons pu effectuer un déplacement en car de 250 km avec un groupe de supporters extrêmes de l'Etoile Rouge de Belgrade au cours duquel chants, consommation d'alcool et autres, rapports avec la police et conversations informelles ont pu avoir lieu. C'est là l'intérêt principal de l'observation participante de pouvoir expérimenter à la première personne ce qui n'est en temps normal accessible que dans les œuvres de fiction de qualité variable¹ et les témoignages épars disponibles sur les forums spécialisés dont on ne peut jamais vraiment tracer la véracité. De la même façon, nous devons à plusieurs intermédiaires supporters engagés d'avoir pu vivre des matchs au cœur de tribunes souvent très difficiles à pénétrer pour les profanes, que ce soit au sein des supporters extrêmes du Dinamo Zagreb, du Hajduk Split, de l'Etoile Rouge de Belgrade, du Partizan Belgrade ou du KF Pristina, tout en nous pliant à l'exercice du rôle au sens de Goffman. Cela signifie exécuter comme l'ensemble de la tribune les chants et slogans, participer aux tifos et chorégraphies organisées par la groupe. Bien sûr, tout n'a pas été possible. L'absence d'intermédiaire, les refus opposés à nos tentatives de prise de contact par certains acteurs et/ou groupes ont existé, davantage en Serbie qu'en Croatie d'ailleurs.

Toutefois, les innombrables conversations informelles que nous avons eues avec des supporters engagés, y compris des leaders de groupes, présents et passés, les documents photographiques exceptionnels montrés et confidences faites n'ont pu l'être qu'à travers ces intermédiaires grâce auxquels certaines portes se sont ouvertes. Nos mises en relation avec les différents acteurs du football ont à ce titre souvent été l'œuvre d'un même procédé, à savoir un acteur qui, après avoir été en relation avec nous, nous mettait à son tour, en répondant de nous, avec un autre acteur avec lequel la confiance était donc immédiate. De ce point de vue, il n'est pas surprenant que cette phase soit celle qui a demandé le plus de temps par rapport aux autres séquences de recherche qui ne nécessitaient pas d'avoir recours à l'observation

¹ Deux des romans les plus cultes sur le sujet ont été écrits par John King, *Football Factory*, Paris, Seuil, 2004 (1996), et Nick Hornby, *Fever Pitch*, Londres, Penguin, 1992

participante au sein de groupes de supporters engagés. Cependant, si l'observation participante s'avère donc à notre sens indispensable lorsqu'il s'agit d'étudier des groupes relativement fermés¹, elle ne saurait suffire à elle seule. En effet, le fait d'avoir assisté et couvert des événements sportifs et politiques (matches, manifestations, procès) en tant que spectateur ou que correspondant de presse a fortement contribué à notre récolte de données en plus de l'élargissement de notre réseau de contacts. Le simple fait d'avoir du recul physique, de pouvoir faire un pas de côté, dans un stade ou dans la rue, est souvent fort utile pour connecter avec les problématiques politiques et identitaires traitées ce qui a été acquis lors des observations participantes. Paradoxalement, cette identité de « journaliste » a parfois pu nous servir à gagner la confiance de certains groupes, particulièrement en Croatie, lorsque nous parvenions à exporter leur cause dans la presse française².

Les entretiens

Les problématiques que nous avons l'intention de traiter relèvent de l'analyse qualitative. Dans ce cadre, et dans la mesure où les données recueillies par l'expérience sensible de première main sont insuffisantes si elles ne sont pas confrontées à d'autres expériences et connaissances de la part d'autres acteurs du football, nous avons mené plus d'une quarantaine d'entretiens. Le profil des interviewés est très diversifié afin de couvrir un large éventail des acteurs du football en lien avec les problématiques identitaires et politiques traitées. Ils sont tour à tour joueurs, supporters extrêmes, militants associatifs, dirigeants du football européen et mondial, membres de la police, journalistes sportifs, sociologues et chercheurs sur les questions de sécurité et de violence. Certains apportent leur témoignage en tant qu'acteur mobilisé dans une action politique (c'est le cas des supporters engagés croates), d'autres se situent davantage dans l'analyse (c'est le cas des sociologues et chercheurs en sécurité). Nous avons fait le choix pour les interroger de procéder à des entretiens semi-directifs pour la plupart, à l'exception des entretiens libres lorsqu'il s'agit de restituer une trajectoire biographique ou un récit, notamment pour les supporters engagés et les

¹ Dans le domaine de la sécurité, voir l'argumentation de Frédéric Diaz, « L'observation participante comme outil de compréhension du champ de la sécurité », *Champ pénal*, Vol.2, 2005

² S'agit-il pour autant d'un dépassement de fonction ? Bien que conscient de l'effet positif pour notre travail de recherche que nos publications dans la presse pouvaient avoir, nous n'avons cependant pas le sentiment d'avoir fait preuve de malhonnêteté intellectuelle, ni envers nos interlocuteurs qui connaissaient cette double fonction, ni envers les plateformes médiatiques ayant accepté nos publications que nous assumons tout à fait sur le fond.

responsables de la FIFA et de l'UEFA. Ces entretiens ont pour objet de cerner les hypothèses que nous avons déjà formulées autour d'une dizaine de questions à poser ou d'affirmations à tester auprès de notre interlocuteur. Sur cette base, il s'agit d'une part de demander d'éventuelles informations précises manquantes afin d'alimenter ou infirmer nos hypothèses, par exemple avec le Colonel Todorović de la police anti-hooligan de Belgrade, et d'autre part de soumettre une hypothèse à l'interviewé afin de la discuter, de la creuser, et de nourrir ainsi notre propre réflexion. C'est pourquoi les entretiens durent près d'une heure en moyenne car ils constituent un axe central de notre recueil qualitatif d'informations et de notre processus de réflexion.

Analyses de données et temporalité

Tout ce travail de terrain, par l'observation participante et les entretiens, a été globalement effectué entre 2011 et 2014. Néanmoins, le travail d'analyse s'est poursuivi bien après compte tenu de la profusion d'informations et de bouleversements qui ont touché l'espace post-yougoslave très récemment (par exemple en mai 2016 avec l'intégration du Kosovo comme membre officiel de la FIFA et de l'UEFA) en ce qui concerne les interactions entre les mondes du football, les questions identitaires et les questions politiques. Une veille médiatique de la presse locale, le suivi régulier à la fois des compétitions sportives qui charrient leur lot régulier de données pertinentes, mais aussi des forums spécialisés des supporters ainsi que leurs comptes sur les réseaux sociaux, constituent autant d'impératifs de nature à enrichir notre corpus de données d'une information, d'une déclaration ou d'une photographie. La difficulté consiste alors à savoir mettre fin dans le temps au recueil de données afin de permettre à l'analyse de prendre de la hauteur. Toutefois, nous estimons que ces nouvelles informations ne peuvent pas ne pas être prises en compte dans l'analyse d'autant qu'elles confirment la plupart du temps les hypothèses posées en amont. Il serait néanmoins tout aussi absurde de laisser de côté des données infirmant telle ou telle analyse au motif qu'elle ne s'intégrerait plus dans notre cadre chronologique. Ainsi, ce travail de recherche n'aurait aucun sens à propos du Kosovo si nous posions comme préalable que la borne chronologique s'arrête de façon arbitraire en 2015. Nous ne pouvons pas ne pas prendre en compte la nouvelle réalité du Kosovo comme membre de la FIFA et en déduire de premières observations quand bien même ce bouleversement serait très récent. Par

conséquent, bien que la clarté analytique exigerait que nous tracions une limite chronologique claire pour l'arrêt de recueil de données, l'argument du recul n'est ici pas recevable si l'analyse risque de s'en trouver biaisée, incomplète ou déjà obsolète¹. Nous cherchons en priorité la cohérence entre nos hypothèses de départ, les analyses que nous faisons et les données recueillies, même si celles-ci sont plus récentes par rapport à notre travail de terrain proprement dit. Ces hypothèses de départ portent à la fois sur la démonstration du bien-fondé de nos options méthodologiques et théoriques quant au football, mais aussi sur le fond des interactions entre les mondes du football et les problématiques politiques et identitaires.

Hypothèses

L'objet principal de ce travail est de mettre à jour puis de mesurer l'impact exercé par le football dans l'espace post-yougoslave à travers deux problématiques principales, à savoir les questions identitaires d'une part, les processus de politisation et les violences politiques de l'autre. C'est parce que nous croyons dans la pertinence de cet impact qui sera à démontrer que nous avons posé pour fondement théorique à la fois que le football peut être considéré comme un fait social total, mais aussi qu'il doit être compris au sens des mondes du football selon une approche interactionniste, par ses acteurs. Ces deux points conduisent respectivement à deux propositions principales. La première est que le football doit être vu à la fois comme une fenêtre d'observation permettant l'analyse mais aussi comme un agent politique et un espace de politisation en soi. La seconde est que le football n'est rien d'autre que ce que ses acteurs en font, ce qui signifie qu'il n'existe pas de nature du football. Valider ces deux propositions fortes à travers l'étude de l'espace post-yougoslave aura pour conséquence de consacrer la double pertinence théorique et méthodologique consistant à considérer le football à la fois comme un fait social total, mais aussi comme des mondes du football mus par les interactions entre ses acteurs.

Notre analyse politique de l'espace post-yougoslave depuis la fin des années 1980 jusqu'à nos jours est donc fondée sur ces deux hypothèses. Celles-ci vont alors se décliner

¹ Ce dernier risque est très réel lorsque les chercheurs travaillent sur des objets évolutifs ou des aires géographiques soumises aux aléas de la vie internationale. Que l'on pense par exemple aux travaux sur les raisons de la stabilité des régimes autoritaires en Tunisie ou en Union Soviétique en cours d'achèvement respectivement en 2011 et 1991. C'est tout l'édifice qui s'effondre et on ne peut pas le sauver en décidant de façon arbitraire que le travail d'analyse s'arrête en 2010 ou 1990 en restant aveugle à ce qui suit.

tout au long de notre travail en plusieurs questions, à l'aune des problématiques identitaires et de politisation visées.

- Le football a-t-il participé à l'effondrement de la Yougoslavie ? A l'exercice du pouvoir par les régimes successeurs ? Si oui comment et dans quelle mesure ?
- Existe-t-il une affinité élective entre football et nationalisme ?
- Existe-t-il un continuum logique dans le passage des supporters extrêmes engagés dans les tribunes à engagés sur le front de la guerre ?
- Le football favorise-t-il la politisation ? Si oui, comment ?
- L'année 2000 marque-t-elle une césure majeure compte tenu des bouleversements politiques qui se produisent alors ?
- L'étude de l'espace post-yougoslave apporte-t-elle des éléments nouveaux quant au débat théorique sur le hooliganisme ?

A l'aune de nos deux propositions théoriques fortes mentionnées plus haut, nous ferons dans un premier temps l'hypothèse que la réponse à la première question est positive, tandis qu'elle est négative à la seconde question. Pour tester ces prises de position, nous ferons appel non seulement aux théories du nationalisme telles que nous les avons rapidement présentées plus haut en y ajoutant des considérations sur les idées de « nationalisme banal »¹ et de « performances »², mais aussi au concept novateur de « dispositif de sensibilisation » développé par Christophe Traïni. Empruntant aux paradigmes constructivistes et interactionnistes, il s'agit de réhabiliter dans l'analyse politique le rôle des émotions, de la symbolique, du langage, et des croyances dans l'engagement et les mobilisations. Selon l'auteur, un « dispositif de sensibilisation » signifie « *l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue* »³. Il s'agira donc de mettre à jour dans le détail dans quelle mesure le

¹ Billig, Michael, *Banal nationalism*, Londres, Sage publications, 1995

² Edensor, Tim, *National identity, popular culture, and everyday life*, New York, Berg, 2002

³ Traïni, Christophe (dir.), *Emotions...mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008, p.13

football et ses acteurs se sont impliqués dans ce dispositif aux côtés d'autres entrepreneurs politiques, que ce soit avant, pendant, puis après la guerre.

Répondre de façon positive aux deux questions suivantes sur les supporters-soldats et le football comme espace de politisation ne revient pas à postuler une nature du football. Au contraire, nous rejetons cette idée sur le plan théorique. En revanche, il nous semble indispensable de nous appuyer sur les théories développées par la sociologie des mobilisations et de les appliquer aux acteurs du football afin de répondre aux deux questions mises en avant ici. C'est en soi une innovation théorique défendue par de plus en plus de chercheurs sur le football¹ que d'employer ces outils (rôle des émotions, concept de rétributions symboliques², modèle séquentiel de carrière³, métaphore du pèlerin⁴ etc.) à destination de ses acteurs, en particulier les supporters engagés. C'est par ce chemin théorique que nous comptons à la fois apporter un regard nouveau sur les observations d'Ivan Čolović sur les supporters-guerriers, puis démontrer que le football constitue un espace privilégié de politisation et un lieu d'apprentissage de l'espace public, y compris à travers l'utilisation de la violence politique.

La cinquième question renvoie aux changements démocratiques qui se sont produits autour de l'année 2000, que ce soit en Croatie avec les élections de janvier 2000, en Serbie avec la révolution du 5 octobre 2000 qui a chassé Slobodan Milošević du pouvoir, changements qui ont rejailli sur la Bosnie, soulagée des ingérences de ses deux voisins. Enfin, l'année 2000 marque également les premiers temps d'un Kosovo post-guerre, sous administration internationale en vue de la construction d'un Etat de droit démocratique⁵. A l'aune de ces bouleversements, il n'est pas insensé au premier abord de considérer ce moment comme une rupture avec les pratiques politiques des régimes autoritaires nationalistes post-guerriers des années 1990. Cependant, nous faisons au contraire l'hypothèse, à travers et par le football, que cette rupture formelle masque en réalité de fortes continuités, ce qui constitue en creux une critique aux théories de la transition démocratique et de la démocratisation par l'intégration européenne. Celles-ci se sont développées à la faveur de la fin des régimes

¹ Lestrelin, Ludovic, « De l'avantage de comparer les carrières supportéristes à des carrières militantes », *Sciences sociales et sport*, n°8, 2015

² Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n°11, 2005

³ Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (trad.)

⁴ Hirschman, Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983

⁵ Gricourt, Sébastien, Pernet, Guillaume (dir.), *Kosovo : récits sur la construction d'un Etat*, Paris, Non Lieu, 2014

communistes en Europe centrale et orientale. Après avoir observé les processus de transition d'un régime autoritaire à un régime démocratique en Amérique latine puis en Espagne, certains chercheurs se sont tournés vers l'Europe centrale et orientale afin d'y tester leurs hypothèses¹. Dans la perspective de l'apparition d'un régime démocratique, les élites politiques sont ainsi au cœur du processus de mutation, notamment par l'introduction de procédures démocratiques comme des élections libres. Selon l'expression d'Andrew Przeworski, il s'agit de faire en sorte que la démocratie devienne *the only game in town*², c'est-à-dire la seule règle du jeu possible entre acteurs politiques. Pour sa part, Guy Hermet distingue trois modes de transition³. La transition *octroyée*, dans le cas où le pouvoir lui-même s'engage dans la voie de la transformation, c'est par exemple le cas de la Slovénie. La transition *cogérée*, dans le cas où les élites participent elles-mêmes à la sortie du régime avec l'opposition. Ce fut le cas par exemple de la Croatie au moment de la mort de Franjo Tuđman et des élections démocratiques de janvier 2000 qui seront le point de départ de la transformation du parti HDZ sous l'impulsion d'Ivo Sanader⁴. Enfin, il y a la transition *imposée*, qui résulte de l'effet de forces contestataires, ce qui ressemble à ce qui s'est produit en Serbie avec les manifestations populaires du 5 octobre 2000 qui ont conduit au départ de Slobodan Milošević⁵.

Néanmoins, ce paradigme a rapidement fait l'objet de critiques dont quatre que nous allons reprendre très rapidement ici. D'abord, il a été reproché aux tenants de ce courant de ne pas être des spécialistes de l'Europe centrale et orientale, et donc de chercher à tout prix à confirmer leurs hypothèses théoriques avec un matériel empirique très faible ou erroné, dans une sorte de « sociologie-safari »⁶. Ensuite, son aspect téléologique, mécanique apparaît rapidement, ce qui tend à évacuer la complexité des processus, de même que les désajustements, soubresauts susceptibles de se produire. Ceci est peut-être le résultat du postulat de la « transitologie » de considérer l'acteur à l'aune des théories du *rational choice*,

¹ Schmitter, Philippe, O'Donnell, Guillermo, *Transitions from authoritarian rule : tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1986

² Przeworski, Adam, *Democracy and the market. Political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991

³ Hermet, Guy, « La démocratisation à l'amiable : de l'Espagne à la Pologne », *Commentaire*, Vol.13, n°50, été 1990

⁴ Tanner, Marcus, *Croatia. A nation forged at war*, Londres, Yale University Press, 2010 (3^e. ed.)

⁵ Bujosević, Dragan, Radovanovic, Ivan, *The fall of Milošević. The 5th october revolution*, New York, Palgrave MacMillan, 2003

⁶ Hertaux, Jérôme, Zalewski, Frédéric, *Introduction à l'Europe postcommuniste*, Bruxelles, De Boeck, 2012, p. 15

très développée aux Etats-Unis. Or, si cette idée est pertinente pour étudier les choix et stratégies d'acteurs, il n'en demeure pas moins que cela tend à écarter toute dimension macrosociologique, le poids des structures, des réseaux sociaux, des imbrications historiques et géographiques sont absents de l'analyse, ce qui conduit à la quatrième critique développée par Michel Dobry : les tenants de la « transitologie », ne voyant pas, ou négligeant ces éléments, ont considéré l'Europe de l'Est comme un territoire vierge, nu, sur lequel on pourrait expérimenter en temps réel des modèles de transition politique et économique¹.

C'est sur la base de ces critiques qu'ont émergé les approches de dépendance au sentier, ou *path dependency*, qui, tenant précisément compte de ce qu'il y avait une vie avant 1989, tentent d'expliquer les décalages entre la trajectoire réelles des sociétés postcommunistes et la trajectoire idéale prédite par les tenants de la transitologie. Celles-ci résulteraient du fait que les acteurs font des choix en fonction d'habitudes, de structures de pensées, de schémas préconçus qui expliquent le verrouillage des trajectoires suivies (lock-in), la permanence des choix effectués par les acteurs en raison du coût élevé du changement des habitudes, à supposer même qu'elles soient pensables. Leurs tenants, comme David Stark, rejettent la notion de rupture². Selon François Bafoil, il est plus judicieux de parler de « *décomposition partielle de certains éléments institutionnels et de recompositions en fonction des habitudes acquises et des nouvelles règles. Les institutions ne naissent pas ainsi de rien mais se trouvent « recombinaées » à la faveur de trajectoires poursuivies dans le passé, qui permettent l'adaptation aux nouvelles règles du jeu* »³. C'est donc en nous appuyant sur cette idée, à travers et par le football, que nous faisons l'hypothèse d'une forte continuité entre l'avant et l'après 2000 dans l'espace post-yougoslave.

Enfin, la dernière question présente une spécificité par rapport aux cinq autres dans la mesure où elle part du terrain post-yougoslave pour remonter à une problématique liée au football, et non l'inverse. Bien que les polémiques d'ordre théorique sur le phénomène de violences sportives, aussi appelées « hooliganisme », ne soient plus aussi fortes que dans les années 1990, l'espace post-yougoslave demeure une région dans laquelle les violences sportives sont toujours très régulières et sérieuses. C'est pourquoi il nous semble pertinent, à

¹ Dobry, Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, 50^e année, n°4-5, 2000

² Stark, David, Bruszt, Laszlo, *Post-socialist pathways. Transforming politics and property in East central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992

³ Bafoil, François, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006

partir des données recueillies en observation participante mais aussi auprès de divers interlocuteurs lors d'entretiens, de proposer quelques réflexions de nature à renouveler les perspectives et approfondir les connaissances sur le sujet.

Plan

Ce travail sera divisé en deux parties suivant un ordre chronologique. En effet, afin de mieux interroger le caractère de rupture ou de continuité de l'année 2000, il nous apparaît pertinent pour des raisons analytiques et pratiques d'utiliser cette date comme frontière, c'est-à-dire lieu de contrôles, d'échanges et de passages et non mur infranchissable¹. Ces deux parties forment donc deux périodes chronologiques au cours desquelles les mêmes problématiques identitaires et politiques seront mises à l'épreuve. Ainsi, la première partie sera elle-même composée de trois chapitres. Le premier chapitre se penchera sur l'implication du football et de ses acteurs dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste, c'est-à-dire au rôle du football dans le processus de désintégration de la Yougoslavie. Néanmoins, il convient d'insister sur le fait qu'il n'y avait aucune fatalité à ce que cette désintégration se produise dans la guerre et le chaos. C'est pourquoi un second chapitre est indispensable pour isoler la guerre elle-même afin d'analyser les effets du processus guerrier sur le football. C'est également au cours de ce chapitre que la question des supporters-guerriers sera traitée. Enfin, un troisième chapitre sera consacré au rôle du football dans l'exercice du pouvoir politique en dehors de la guerre, aussi bien dans sa capacité d'appui au pouvoir politique que dans son potentiel de résistance politique. Nous y développerons notamment, dans une comparaison entre la Serbie et la Croatie, l'idée d'un processus de politisation du football en Croatie, opposée à un processus de « footballisation » de la société en Serbie.

La seconde partie sera composée de deux chapitres qui s'inscrivent dans la continuité des problématiques analysées dans la première partie. Le quatrième chapitre sera consacré aux recompositions identitaires qui ont suivi 2000. Nous y développerons une étude comparée du supportérisme des équipes nationales dans la région, une analyse du paradigme ethno-nationaliste, un récit du rôle du football dans les recompositions politiques et identitaires au Kosovo, ainsi qu'un focus de la situation de la ville de Mostar. Pour finir, le cinquième et

¹ Foucher, Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007

dernier chapitre abordera la question du football comme espace de politisation et d'apprentissage de l'espace public en dehors de tout recours à la violence comme nous le verrons dans le cas des initiatives civiques des supporters du Dinamo Zagreb et du Hajduk Split. Puis, nous procéderons à une comparaison entre la Serbie et la Croatie en ce qui concerne les violences politiques commises par des supporters extrêmes afin de déceler non pas des similitudes mais en réalité des divergences profondes entre les deux pays, qui nous permettront de développer des analyses politiques plus poussées sur la Serbie. Enfin, en nous appuyant sur la multiplication des interventions politiques et guerrières de supporters extrêmes dans le monde, et sur la recrudescence du nombre de régimes politiques hybrides, nous avancerons quelques réflexions sur la question de la violence politique, notamment en proposant de réfléchir à l'existence d'une éventuelle « responsabilité de se rebeller ».

**Partie 1 : Des hommes, des
stades, et le crépuscule
yougoslave : les années
sombres 1980-2000**

CHAPITRE 1 : Le football dans le dispositif d'éclatement de la Yougoslavie

La thèse selon laquelle la Yougoslavie était une chimère illégitime condamnée à l'avance, déjà en 1919, et plus encore à partir de 1945, continue d'être très en vogue, en particulier dans les milieux nationalistes serbes et croates¹. Ce paradigme a été conforté par les tenants de la thèse essentialiste et huntingtonienne des « haines ancestrales »² qui ont grandement contribué à mythifier les Balkans en terre de folklore barbare et incompréhensible, aux peuples enchevêtrés s'égorgeant depuis des siècles³. Pourtant, céder à cette facilité rhétorique signifie en réalité mettre l'éclatement de la Yougoslavie⁴, et plus encore, sa dislocation dans la violence extrême⁵, sur le compte d'une sorte de fatalité historique transcendante qui ne trouverait alors ni causes concrètes ni même, et c'est là le point clé, de responsables. D'intangibles autant que mystérieuses forces profondes seraient la « ruse de la Raison » que les partisans d'une lecture hégélienne de l'Histoire⁶ ont cru déceler dans l'inévitable dialectique de l'éclatement guerrier de la Yougoslavie.

Or, Hannah Arendt a montré que cette vision dialectique et neutraliste ne pouvait plus tenir après la Shoah. Il y a une nécessité à la fois pour l'Histoire de juger d'un système ou d'une politique⁷, mais aussi pour l'historien d'éduquer son propre jugement, de faire preuve d'une « bonne subjectivité », et de ne pas oublier, dans le sillage de Marc Bloch, que « l'objet de l'Histoire, c'est le sujet humain lui-même »⁸. L'Histoire ne serait pas un mouvement

¹ Thèse résumée par la formule du « divorce le soir des noces » entre Croates et Serbes lors de la fondation de la première Yougoslavie en 1919. Pour une présentation et une discussion de cette thèse, voir Garde, Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000 ; Rupnik, Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo, l'échec yougoslave*, Paris, Complexes, 1992 ; Milosavljević, Olivera, « La Yougoslavie, un leurre ? », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998, p.64-92

² Sur la thèse des haines ancestrales, très présente au tout début du conflit afin de fournir des clés de lectures au public occidental, voir Kaplan, Robert, *Balkan ghosts, A journey through history*, New York, Picador, 1993

³ Todorova, Maria, *L'imaginaire des Balkans*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011

⁴ Question, entre autres, discutées par Sabrina Ramet dans son très précieux ouvrage *Thinking about Yugoslavia, scholarly debates about the Yugoslav breakup and the wars in Bosnia and Kosovo*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005

⁵ Il s'agit bien là, soulignons-le, de deux circuits différents. Ce n'est pas parce qu'il existe des causes à la dissolution de la Yougoslavie que celle-ci devait nécessairement se produire dans la violence d'une guerre, les cas tchécoslovaque et soviétique sont là pour le rappeler.

⁶ Hegel, Georg, *La raison dans l'histoire*, Paris, 10-18, 2003 (1^e ed. 1830)

⁷ Arendt, Hannah, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Paris, Seuil, 1991

⁸ Ricoeur, Paul, *Histoire et vérité*, Paris, Seuil, 2001 (1^e ed. 1955)

autonome et au sens déterminé à l'avance, hors de portée des hommes, mais au contraire, une matière humaine par excellence que les hommes et les idées façonnent.

Dès lors, pour inévitable qu'elle puisse paraître rétrospectivement, la dissolution de la Yougoslavie a elle aussi des causes directes. L'idée d'une dissolution, le fait de la rendre intelligible, puis concevable, puis souhaitable, puis inévitable aux yeux de plus en plus de Yougoslaves n'est pas le résultat d'un enchaînement d'évènements désincarnés. C'est au contraire le résultat d'un « dispositif de sensibilisation » mis en œuvre par un certain nombre d'acteurs publics qui se sont efforcés, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, de ranimer une rhétorique nationaliste enflammée que le dogme titiste avait réduite au silence depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le dispositif de sensibilisation suppose de se défaire de l'image négative prêtée aux émotions dans l'analyse de la mobilisation politique, tant la décision de l'engagement n'est jamais le résultat d'un calcul purement rationnel mais engage en même temps que la raison les émotions de l'individu¹, émotions que les dispositifs de sensibilisation cherchent précisément à susciter. On ne peut donc pas traiter comme des anomalies l'exaltation nationaliste, la haine, l'esprit de revanche, la peur, l'égoïsme, la méfiance qui ont saisi de plus en plus de Yougoslaves vers la fin des années 1980, notamment chez les Serbes, les Croates et les Slovènes. Ces émotions étaient en effet précisément ce que les entrepreneurs politiques cherchaient à provoquer, en détruisant et délégitimant méthodiquement les autres alternatives au nationalisme².

Il nous appartient donc dans ce chapitre de déconstruire l'ensemble de ce dispositif, et de nous pencher en particulier sur le rôle que le football y a tenu, notamment chez les supporters de football. Cela exige au préalable de faire un retour sur le contexte yougoslave dans les années 1980, dans ses dimensions politique, économique, culturelle et sportive avant de nous intéresser précisément à la façon dont le dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste a été mis en œuvre.

¹ Marcus, George, *Le citoyen sentimental. Emotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008

² Gordy, Eric, *The culture of power in Serbia : nationalism and the destruction of alternatives*, University Park, Penn State University Press, 1999

Section 1 : Rendre la séparation concevable : le football dans le dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste

1. Tableau général de la Yougoslavie dans les années 1980

a. Aspects politiques et économiques

La décennie 1980 est la dernière de la Yougoslavie communiste, et si l'on écarte la thèse déterministe, elle concentre beaucoup d'éléments considérés par la plupart des spécialistes comme des facteurs ayant mené à la fois à la destruction des alternatives, puis à la dissolution du pays. Tous ceux qui se sont penchés sur la question s'accordent en effet à dire que la mort du Maréchal Tito, président à vie de la Yougoslavie communiste, le 4 mai 1980, marque un tournant décisif dans la vie et la mort du pays, puisque Tito était le régulateur suprême, la clé de voûte du système. Certains évoquent même le yougoslavisme comme d'une religion civile puisant son histoire dans la gloire des Partisans¹, ayant pour but transhistorique de faire l'union des peuples yougoslaves, le tout cimenté par le charisme exceptionnel de Tito². Une fois celui-ci disparu, la société qu'il a légitimée par sa domination autoritaire et charismatique au sens de Max Weber, n'a pas été en mesure de se transformer en Etat démocratique à la légitimité légale rationnelle. Il n'est donc pas anodin que des spécialistes de la Yougoslavie comme Sabrina Ramet prennent cet évènement comme point de départ de leur analyse sur la fin de la Yougoslavie³.

En effet, il faut rappeler que la Yougoslavie des années 1970, peuplée de 20 millions d'habitants, vit une sorte d'apogée après une première décennie marquée par la brutalité du régime et le schisme yougo-soviétique : le niveau de vie est élevé par rapport aux autres pays de l'Est grâce à des emprunts à l'étranger à taux préférentiels et le pays s'ouvre au tourisme de masse. Surtout, la Yougoslavie et Tito jouissent d'un grand prestige au sein du mouvement des

¹ Résistants communistes, venus de toute la Yougoslavie, dirigés par Tito qui ont combattu l'occupant nazi. L'histoire des partisans est le fil conducteur de l'histoire de la Yougoslavie de Tito en ce qu'elle illustre la devise du régime « Fraternité et unité ». La Yougoslavie est le seul pays à s'être libéré par lui-même de l'occupant, un motif de fierté qui se traduira peu après la fin de la guerre par la rupture entre Tito et Staline.

² Flere, Sergej, « The broken covenant of Tito's people : the problem of civil religion in communist Yugoslavia », *East European politics and societies*, vol.21, n°4, 2007, p.681-703

³ Ramet, Sabrina, *Balkan babel. The desintegration of Yugoslavia from the death of Tito to the fall of Milošević*, Boulder, CO: Westview, 2002 (4e édition)

non-alignés. Sa position de trait d'union entre l'Est et l'Ouest en fait un partenaire privilégié dans le contexte de la Guerre froide. Cependant, la charnière de 1980 représente un bouleversement contextuel majeur, que ce soit la mort de Tito qui va laisser son testament politique, la Constitution de 1974, fonctionner sans lui, les premiers effets de la grave crise économique consécutive au choc pétrolier de 1979, et enfin les manifestations violentes au Kosovo en 1981. D'un point de vue politique, économique et identitaire, ces trois éléments jettent les bases de la tourmente dans laquelle la Yougoslavie va vivre tout au long des années 1980.

Le second choc pétrolier de 1979 fut durement ressenti en Yougoslavie. La croissance ralentit avant de devenir négative, le système d'autogestion n'avait pas les outils nécessaires pour sortir le pays de la crise. Les entreprises furent incitées à multiplier les investissements improductifs, les emplois superflus composèrent jusqu'à 27% des emplois en 1986 compte tenu de l'interdiction de licencier, l'inflation atteint 2685% par an, et les pénuries en tout genre se multiplièrent¹. La dette extérieure explosa, le revenu personnel réel par habitant se réduisit drastiquement² et aucune solution fédérale n'était efficace. Cela renforça par ailleurs les réflexes nationaux des républiques du nord, plus riches, Slovénie et Croatie, qui protestèrent contre le système de péréquation des moyens au sein de la Yougoslavie, qui ne réglait aucun problème³. A cet égard, Harold Lydall se fera prophète en écrivant en 1989 : « *le déclin du niveau de vie a été si grand qu'il est difficile d'imaginer un autre pays qui n'aurait pas réagi à cette situation par des changements politiques radicaux, ou même par une révolution* »⁴.

Si les républiques du nord protestent contre une péréquation inefficace, c'est aussi parce que la Constitution de 1974, octroyée par Tito en réponse politique au Printemps croate de 1971 sévèrement réprimé dans un premier temps⁵, confère aux entités fédérées de la Yougoslavie des pouvoirs nettement plus élargis qu'auparavant. Ce texte, fondé sur le culte du consensus, donnait à chaque république et province autonome un droit de veto sur les projets de loi discutés au niveau fédéral, avec donc un risque de paralysie évident⁶. Il prévoyait ainsi

¹ Pour ces données économiques, voir Lydall, Harold, *Yugoslavia in crisis*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p.9

² Voir le tableau statistique reproduit par Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, op.cit., p.109

³ Selon Dijana Pleština, c'est cette contestation, née de la fédéralisation poussée de 1974, qui constitue l'élément clé de l'explication de l'explosion yougoslave. Voir Pleština, Dijana, *Regional development in communist Yugoslavia: success, failure and consequences*, Boulder, CO, Westview Press, 1992, p. 233

⁴ Lydall, Harold, op.cit., p.9

⁵ Sur le Printemps croate et ses acteurs, voir Tanner, Marcus, *Croatia, a nation forged at war*, Londres, Yale University Press, 2010 (3^e. ed.), p.184-203

⁶ Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave, 1988-1992*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.19-20

un plus grand degré de fédéralisation des compétences, qu'elles soient institutionnelles, politiques, économiques, monétaires et même militaires. Le pouvoir fédéral apparaissant alors comme l'émanation de celui des entités fédérées, à l'instar du modèle américain par exemple. Les républiques (mais pas les provinces autonomes de Vojvodine et du Kosovo) avaient même le droit à l'auto-détermination.

Les polémiques autour de la Constitution sont essentiellement d'origine serbe tant ceux-ci se sentent floués par ce texte pour deux raisons. D'abord, en Serbie même, la Constitution consacre « *l'éclatement de la Serbie en trois unités étatiques* »¹ dans la mesure où le Kosovo et la Vojvodine disposent des mêmes prérogatives que les autres républiques. En d'autres termes, la Serbie n'a plus aucun pouvoir sur ses provinces, tandis qu'elles continuent au contraire d'envoyer des représentants à l'assemblée de Serbie et d'influer sur les décisions. La Serbie ne peut même plus modifier sa propre constitution. Deuxièmement, la philosophie trop fédéraliste ne convient pas aux Serbes dans la mesure où ce texte alimente les autonomismes des autres peuples qui disposent d'un Etat (Slovénie, Croatie, Macédoine, voire Kosovo d'une certaine façon) alors que les Serbes sont dispersés dans toutes les républiques. La Yougoslavie centralisée est donc pour eux la seule solution pour que tous les Serbes vivent dans un seul Etat.

S'agissant du Kosovo, la Constitution de 1974 a débouché sur une reprise en main du pouvoir local par les élites communistes albanaises. Or, comme l'a montré Tim Judah², il n'y a jamais eu au XXe siècle d'équilibre entre les deux peuples : lorsque l'un est au pouvoir, l'autre est discriminé. C'est ce qu'il se passe pour le peuple serbe à partir de 1974 d'autant plus que les prérogatives données aux provinces leur donnent le sentiment d'être loin de la Serbie et que celle-ci les abandonne. En avril 1981, une manifestation d'étudiants albanais, bientôt rejoints par toute la population albanaise, réclamant le statut de république (masque cachant le désir d'indépendance puisque le statut de république donnait le droit à l'auto-détermination), tourna à l'affrontement avec les forces de l'ordre qui réprimèrent sans ménagement les manifestants. Pour leur part, Sabrina Ramet et Branka Magaš voient dans cet événement un tournant décisif pour le destin de la Yougoslavie compte tenu de la détérioration profonde des relations serbo-albanaises qui ne laissa pas sans réaction les autres républiques. La Slovénie,

¹ Samardžić, Radovan (dir.), *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990, p.299

² Judah, Tim, *Kosovo, war and revenge*, New Heaven, Yale University Press, 2002, chap 1: *history: war by other means* p 1-33

puis la Croatie se rangèrent derrière les Albanais avant et surtout après la prise de pouvoir en Serbie de Slobodan Milošević en 1987 à la faveur de la crise du Kosovo¹.

La Yougoslavie se trouve dans les années 1980 au cœur d'une double crise économique et politique très sévère, qui appauvrit la population, et qui renforce les replis sur les républiques, favorisés par le fait que celles-ci ont acquis une grande autonomie. Autrement dit, la Yougoslavie fédérale post-1974 a créé un « *découpage vertical du pouvoir central, dont le résultat fut la transformation d'un pouvoir autoritaire unitaire en un pouvoir autoritaire décentralisé au niveau des républiques* »². Cela signifie que les élites communistes locales s'intéressent davantage aux intérêts de leurs républiques et de leurs propres peuples qu'à la fédération, mettant à mal tous les mécanismes de solidarité et de péréquation entre les républiques. Ce mécanisme était censé fonctionner entre les républiques riches du nord (Slovénie et Croatie) qui disposent d'un réseau de PME ouvertes sur l'Autriche et l'Allemagne, en plus des devises liées au tourisme pour la Croatie, et les républiques plus pauvres et moins développées du sud où l'industrie lourde prime (Bosnie, Macédoine, Kosovo), accusées par les premières de gabegie. Il faut ajouter à cela le cas du Kosovo qui allume progressivement toutes les questions nationales (en particulier serbe, albanaise, puis slovène et croate par ricochet) et débouche sur le sursaut d'une Serbie de plus en plus belliqueuse et soucieuse d'une recentralisation du pays après 1987, ce qui effraie les autres.

b. Aspects culturels et sportifs

Si la fin du verrou communiste a eu les mêmes effets désintégrateurs dans les trois fédérations de l'Est de l'Europe (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, URSS), c'est peut-être, comme le souligne Réneo Lukić, que l'incapacité de ces régimes autoritaires à créer un sentiment d'appartenance commune par-delà les identités nationales particulières ne leur a pas permis de résister aux explosions politiques³. Dans cette perspective, les aspects culturels et

¹ Voir Magaš, Branka, *The destruction of Yugoslavia, tracking Yugoslavia's break-up: 1980-1992*, Londres, Verso, 1992; Ramet, Sabrina, *Balkan babel*, op.cit.

² Vesna Pešić, « La guerre pour les Etats nationaux », in Popov Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme*. op.cit.

³ Lukić, Réneo, Lynch, Allen, *Europe from the Balkans to the Urals : the disintegration of Yugoslavia and the Soviet Union*, Oxford, Oxford University Press, 1996

sportifs entrent également en ligne de compte au moment de faire le point sur le contexte général yougoslave dans les années 1980.

Ainsi, Andrew Watchel choisit de partir de l'angle culturel pour expliquer la fin de la Yougoslavie¹. D'après lui, les premières réformes de décentralisation dans les années 1960, notamment dans l'éducation, ont mis un terme à la tentative des élites politiques de créer une culture yougoslave unifiée en sus des identités nationales, écartant alors la possibilité d'un *balisage conscient* (mindful flagging), pour reprendre la formule de Michael Billig, en faveur d'une identité commune yougoslave². A partir de ce mouvement de décentralisation, chaque république fera lire aux enfants principalement des auteurs locaux, rendant toujours plus difficile l'établissement de référents culturels communs. Aussi écrit-il :

« *The abandonment of attempts at cultural nation building on the part of both political and cultural elites created the conditions for the collapse of the Yugoslav state. In foregrounding cultural processes, I'm disagreeing with the emphasis of other accounts of Yugoslavia's failure, which have placed the blame primarily on political and economic factors. This is not to say I believe that cultural analysis alone can explain Yugoslavia's demise. Such a claim would clearly be simplistic. But Yugoslavia's political and economic malaise in the 1980s, real as it was, would not have led to the disappearance of the country had a robust vision of the Yugoslav nation been in place* »³.

Dès lors, pour Watchel, ce n'est pas tant la montée du nationalisme politique qui a permis l'expression culturelle toujours plus forte des particularismes, mais le contraire. C'est parce qu'il existait un environnement culturel propice à l'expression nationaliste de chacun des peuples yougoslaves prévalant sur l'expression d'une identité yougoslave, que le nationalisme politique a pu trouver un terreau si fertile à sa prise de pouvoir, d'abord dans les cœurs, puis dans les urnes en 1990. Watchel cite par exemple le roman de Milorad Pavić, *The dictionary of the Khazars*, paru en 1984⁴. Dans ce livre, l'auteur offre le compte-rendu de mêmes événements de points de vue différents et parallèles : le point de vue chrétien, juif, et musulman. Il fait en sorte que leurs points de vue ne se rejoignent jamais, de sorte qu'aucune compréhension mutuelle n'est possible dès lors que les points de départ sont différents. Et lorsque les trois individus parviennent à se rejoindre dans le roman, au lieu de trouver la vérité et le consensus, ils sont tous détruits. Le livre, aussitôt considéré comme subversif, n'en a pas

¹ Watchel, Andrew, *Making a nation, breaking a nation : literature and cultural politics in Yugoslavia*, Stanford, Stanford University Press, 1998

² Billig, Michael, *Banal nationalism*, op.cit.

³ *Ibid*, p.229

⁴ Watchel, Andrew, *Making a nation, breaking a nation*, op.cit., p.217-219

moins eu un impact très fort sur les élites politiques serbes en particulier. Il valorise l'absence de recherche d'un compromis avec l'autre, rendu inintelligible précisément parce que l'autre est un autre intangible avec lequel aucune entente n'est donc intrinsèquement possible. On voit où ce type de raisonnement peut mener. Cependant, le livre de Pavić n'aurait pas eu un tel impact sur le débat public si l'immense majorité de l'intelligentsia, serbe en particulier, ne s'était pas engagée sur cette voie, comme on le verra un peu plus loin.

De son côté, Sabrina Ramet a mené un travail novateur sur la situation du rock en Yougoslavie, et son évolution au cours des années 1980¹. Contrairement aux autres pays de l'Est de l'Europe, la Yougoslavie a choisi de tolérer ce style musical fondamentalement rebelle à partir de la rupture entre Tito et Staline. Ce mouvement fut identique à celui du cinéma où les productions hollywoodiennes furent importées après 1948. Les tournages occidentaux furent encouragés après la construction des studios Avala sur volonté de Tito, très grand cinéphile, qui voyait là une occasion de faire œuvre de *soft power* avant l'heure². Selon Ramet, le rock a commencé à prendre dans les années 1960 avec l'importation de plusieurs groupes comme *the Shadows* ou les *Beatles*, et la multiplication des groupes locaux copiant les styles américain et britannique. Du fait de la mansuétude du régime à leur égard, les groupes de rock (Korni group, Indeksi) ont été « *les meilleurs serviteurs du régime de Tito des années 1960 au milieu des années 1980* » selon le journaliste musical Dušan Velić³. A partir des années 1970 et la création par Goran Bregović de son groupe Bouton blanc (Bijelo dugme), les groupes de rock « s'indigénisent ». Ils chantent en serbo-croate (même les groupes slovènes et macédonien pour une meilleure audience), et insèrent des éléments de folklore local (de Bosnie, de Macédoine, de Serbie) dans leurs mélodies. Cependant, note Sabrina Ramet, alors que la plupart des figures majeures de la scène rock clamait son identité yougoslave, l'évolution de la scène n'a pas échappé à l'ambiance générale de repli de la fin des années 1980. Les groupes furent de plus en plus identifiés par leur république d'origine tandis qu'ils avaient de moins en moins la possibilité de se produire dans les autres républiques. Certains ont alors embrassé cette situation en se désintéressant du reste de la Yougoslavie, par exemple le groupe croate *Dirty theater*, ou le groupe macédonien *Memory* qui ne se produisaient respectivement qu'en Croatie et Macédoine par conviction. De surcroît,

¹ Ramet, Sabrina, *Balkan babel*, op.cit., p.126-148

² Voir le film de Mila Turaljić, *Cinema Komunista* sorti en 2010 et qui fut un très grand succès dans tous les Balkans.

³ Cité in Ramet, op.cit., p.130

la libération progressive de la parole, comme la crise économique et politique toujours plus profonde, participèrent de l'écriture de textes plus sombres sur la mort, la guerre etc¹. Si la situation du rock yougoslave vient en contre-point de l'argument de Watchel sur la prépondérance du culturel sur le politique, elle montre peut-être davantage en réalité la circularité de la relation entre le politique et le culturel, et l'impossibilité pour un domaine culturel, même le plus spécifique et « yougoslave », d'échapper à la montée des périls.

C'est précisément le cas du sport, matière plastique par excellence, même dans les disciplines, comme le basket, dans lesquelles les sélections de Yougoslavie ont eu le plus de succès et ont longtemps suscité un enthousiasme général en dépit des différences². Selon Ivan Cvetković, journaliste sportif très expérimenté au quotidien *Politika*, Tito n'était pas un très grand amateur de sport (il préférait le cinéma, comme mentionné précédemment). Il n'a pas existé de plan systématique d'excellence sportive dans un ou deux sports particuliers comme cela fut le cas en Allemagne de l'Est ou en Roumanie avec la natation féminine ou la gymnastique³. La pratique sportive était néanmoins très encouragée dès le plus jeune âge et organisée localement⁴, sans qu'un sport en particulier ne soit privilégié, d'où une très grande culture sportive plurielle et mixte. « *Nous étions forts en water polo parce qu'en plus de notre morphologie, il y avait la possibilité matérielle d'y jouer en Dalmatie et au Monténégro avec la mer quand nous n'avions pas les moyens de construire des piscines comme en Hongrie ou en Italie. Aujourd'hui, les meilleurs clubs d'ex-Yougoslavie sont ceux de Dalmatie et du Monténégro en plus du Partizan Belgrade, ce n'est pas un hasard, c'est une pratique sportive et culturelle locale, on ne joue pas au water polo à Zagreb* » indique Cvetković⁵. En revanche, une fois les talents repérés, la priorité était donnée à la sélection de Yougoslavie sur les clubs, tous adossés à un organe public, comme dans tous les systèmes communistes. Bien que cela n'ait rien d'officiel, les sélections prenaient soin d'accueillir des joueurs de chaque république afin de favoriser l'identification de tous les Yougoslaves à leur équipe. Malgré cela, Jean-Pierre Augustin et Pascal Gillon mettent en lumière un constat très intéressant en ce qui concerne le rendement de chacun des pays de l'Est qu'ils résument ainsi : « *les efforts*

¹ Ibid., p.145

² Le championnat d'Europe de basket 1989 qui se tint à Zagreb témoigne par exemple de l'enthousiasme général suscité par l'équipe yougoslave, vainqueur du tournoi.

³ On pourra se reporter utilement au numéro de *l'International Journal of the History of Sport*, « Sport in Eastern Europe during the Cold War », présenté par Thierry Terret, vol.26, n°4, 2009

⁴ Kustec-Lipicer, Simona, « Sports policy in Slovenia : the forms of State intervention over time », *Transitions*, vol.47, 2007, p.73-93

⁵ Entretien avec Ivan Cvetković, Belgrade, 2012

consacrés par les pays à la lutte sportive sont proportionnels à leur implication dans le système d'alliance avec le grand frère soviétique »¹. Autrement dit, bien que Tito fût très sensible au titre de champion du monde de basket obtenu par la Yougoslavie à Ljubljana en 1970, la Yougoslavie arrive très loin au classement des médailles olympiques cumulées sur la période 1952-1988 par rapport à ses voisins ce qui tend à renforcer l'idée qu'il n'y a pas eu de programme systématique d'excellence sportive à marche forcée dans le but d'une reconnaissance symbolique internationale². Cela semble être confirmé par l'exemple du développement du basket, que nous avons étudié en particulier³.

Dès lors, observer la perception avec laquelle les succès des sélections yougoslaves étaient reçus à la fin des années 1980 est en effet très instructif en ce que cela nous renseigne dans le temps et l'espace sur ce qu'il reste de l'idée de Yougoslavie. En effet, jamais la sélection yougoslave de basket, la plus forte de son histoire, n'avait remporté autant de succès qu'à la charnière de 1990, et faisait figure de seule équipe capable de se mesurer à la *Dream Team* américaine pour les Jeux Olympiques de 1992. Pourtant, tel un nageur pris dans un fort courant contraire, ces victoires n'ont eu aucun effet sur le renforcement d'un sentiment yougoslave dans un pays qui se délitait de tous les côtés. Au moment de fêter leur victoire au championnat du monde de 1990, un spectateur pénètre sur le parquet avec un drapeau croate. Il est alors saisi par l'une des stars de l'équipe, le Serbe Vlade Divac, qui jette le drapeau. Cet évènement montre bien que malgré les efforts des sportifs pour rester unis et éviter de parler politique, quelque chose ne colle plus, non pas tant dans le geste d'un individu, mais dans la réaction de Divac, puis dans la perception de son geste, en particulier en Croatie⁴.

De même, au Mondial 1990 de football en Italie, lorsque la Yougoslavie se qualifie pour les quarts de finale en éliminant brillamment l'Espagne grâce à un doublé de l'idole des Serbes, Dragan Stojković, c'est avant tout en Bosnie que l'on fête cette victoire, signe d'une

¹ Augustin, Jean-Pierre, Gillon, Pascal, « Les pays de l'Europe de l'Est et l'olympisme : participations et performances avant et après 1989 », *Transitions*, vol.47, 2007, p.107-130

² Un chemin résolument emprunté par les autorités d'Allemagne de l'Est à des fins de légitimation internationale, leurs athlètes étant alors des « ambassadeurs en survêtement ». Hurtebize, Claude, « L'invention du sport de haut niveau : sport politique et politique du sport de la RDA », *Géopolitique*, n°66, 1999

³ Trégourès, Loïc, « Un modèle yougoslave ? Genèse, enjeux et perspectives d'une voie spécifique du développement du basket-ball », in Archambault, Fabien, Artiaga, Loïc, Bosc, Gérard (dir.), *Le continent basket. L'Europe et le basket-ball au XXe siècle*, Bruxelles, Peter Lang, 2015

⁴ Voir à ce sujet le remarquable film *Once Brothers*, ESPN Films, NBA Entertainment, série 30x30, diffusé en France sur *ESPN America* le 19 octobre 2010, qui raconte comment l'épisode du drapeau est à l'origine de la fin de l'amitié entre Vlade Divac et l'autre star de l'équipe, le Croate Dražen Petrović, tragiquement décédé dans un accident de la route en 1993.

angoisse, d'un désir de se raccrocher à la dernière chose qui prouve que la Yougoslavie existe encore. Si l'on se réjouit aussi en Serbie (beaucoup moins en Croatie et Slovénie), c'est parce que la doctrine officielle de Milošević est encore de conserver la Yougoslavie, mais dans une acception différente de celle de Sarajevo la cosmopolite¹. Ainsi, ce n'est pas le moindre des paradoxes de dire que la guerre est venue des stades alors que les équipes de football et de basket de Yougoslavie ont survécu à la déliquescence institutionnelle de l'Etat yougoslave, actée au minimum depuis janvier 1990. La sélection de basket yougoslave, avec des joueurs croates, a ainsi remporté son dernier titre européen fin juin 1991.

Cependant, on voit qu'entre le triomphe des basketteurs yougoslaves à Zagreb en 1989, et la géographie différenciée des festivités liées au Mondial de football 1990, le temps des périls semble s'être accéléré, sous l'effet d'un dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste qui fonctionne à plein régime pour éliminer toute alternative intellectuelle et politique. Ce travail de fond a été mené par différents acteurs en particulier dans les années 1980, c'est pourquoi nous allons à présent retracer dans les grandes lignes cette campagne politique sur la base du modèle des quatre dimensions inégalement interdépendantes du dispositif de sensibilisation proposé par Traïni. Ces quatre dimensions sont « *les équipements matériels et les opérations pragmatiques déployés par les militants ; les émotions que ces derniers s'appliquent à prescrire ; les argumentations discursives et les justifications idéologiques qui accompagnent la mise à l'épreuve des dites émotions ; enfin les réactions affectives effectivement suscitées* »².

Nous allons voir que les dispositifs, fondés sur les mêmes méthodes, ne vont pas tarder à se faire écho d'une nation à une autre. De ce point de vue, le dispositif de sensibilisation serbe se caractérise par son antériorité par rapport aux autres dispositifs qu'il va alimenter³, et va se cristalliser autour de deux thèmes principaux : l'injustice territoriale produite par la Constitution de 1974 et la question du Kosovo.

¹ Zec, Dejan, « Soutenir l'équipe nationale ou se battre entre nous ? Le supportérisme envers la Yougoslavie lors de la Coupe du monde 1990 », in De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2016

² Traïni, Christophe, *Emotions...mobilisation !*, op.cit., p.14

³ Sur cet engrenage, et la responsabilité de la partie serbe, voir Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, op.cit

2. Les acteurs du dispositif de sensibilisation au nationalisme

a. Les intellectuels pyromanes

Lorsque nous avons interrogé l'anthropologue Ivan Čolović sur le rôle des intellectuels dans les deux dernières décennies et sur leur capacité à s'opposer à la barbarie, sa réponse, teintée d'humour, ne manqua toutefois pas d'interpeller: « *Eux, ce sont les pires (rires), c'est par eux que tout commence, c'était le cas en Bosnie, les leaders étaient professeurs d'université (Vojislav Šešelj¹), poètes (Radovan Karadžić), popes etc* »². C'est ce que le philosophe slovène Slavoj Žižek a nommé « le complexe poético-militaire »³, en référence aux vers mortifères de Radovan Karadžić et son alter ego en uniforme Ratko Mladić. On se souvient que Platon avait recommandé que les poètes fussent expulsés de la cité. Sage conseil, observe Žižek, tant ce sont les exaltations des poètes et écrivains, plus que des hommes politiques, qui ont semé les graines du nationalisme dans les années 1980. Ce sont eux qui ont rêvé de nettoyage ethnique, ce sont eux, qui par leurs mots, ont fait vibrer la fibre nationale.

Parmi ceux-ci, un écrivain en particulier retient l'attention: Dobrica Ćosić. Né en 1921 et décédé en mai 2014, passé dans l'opposition dès 1968 précisément pour protester contre l'inaction des autorités contre le sort tragique selon lui des Serbes du Kosovo. D'après Bogdan Bogdanović, un des fondateurs du Cercle de Belgrade, union d'intellectuels contre la guerre et le nationalisme, « *Dobrica Ćosić est le principal responsable du drame serbe, il a ensorcelé cette nation* »⁴. Sa phrase, prononcée en 1977, à l'occasion de sa réception à l'Académie serbe est une véritable bombe à retardement: « *Les Serbes ont toujours perdu dans la paix ce qu'ils ont gagné dans la guerre* »⁵. Outre les pétitions de soutien aux Serbes du Kosovo, et les réunions publiques, l'apport principal des intellectuels serbes demeure le mémorandum de l'Académie des sciences de 1986, inspiré par Ćosić mais sans participation de sa part. Encore une fois, la mort de Tito ouvre une perspective pour les intellectuels, non seulement pour la

¹ Leader du parti radical serbe (SRS) ultranationaliste, inculpé pour crimes de guerres au TPIY de La Haye depuis 2003

² Entretien, Belgrade, 2012. Lire également sur ce sujet l'entretien accordé par le médecin et intellectuel macédonien Ante Popovski à la revue *Confluence méditerranée* « La responsabilité des intellectuels », n°30, été 1999

³ Žižek, Slavoj, « Karadžić et le complexe poético-militaire », *Le Monde*, 1 Août 2008

⁴ Cité in Grmek, Mirko, Gjidara, Marc, Simac, Neven, *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris, Fayard, 1993, p.302

⁵ Ibid

liberté d'expression, mais aussi pour le contenu même de ce qu'ils peuvent dire et écrire. Devant les défis que les événements de 1979-1981 ont imposé à la Yougoslavie et au peuple serbe, l'Académie estime qu'il est de son devoir de faire le bilan de quarante ans de communisme, de faire un état des lieux des problèmes politiques, économiques, sociaux, scientifiques et culturels les plus actuels, de faire des propositions allant dans le sens de l'intérêt général.

Le mémorandum est en réalité publié sous formes d'extraits dans la presse, une fuite contre laquelle se sont toujours insurgés les académiciens qui parlaient d'une ébauche et d'un travail inachevé. Quoiqu'il en soit, le mémorandum est composé de deux parties. La première est une analyse de la crise de la société yougoslave, tandis que la seconde ressemble plus à une esquisse de programme national à destination du peuple serbe. Ce faisant, le texte parvient à deux conclusions contradictoires. Dans la première moitié, on conclut que le système politique yougoslave tel qu'il est conçu est inefficace et préjudiciable pour *tous* les peuples de Yougoslavie. Dans la seconde au contraire, il apparaît que seul le peuple serbe souffrirait en réalité de ces maux (en particulier les Serbes du Kosovo, victimes d'un génocide, de même que les Serbes de Croatie dont on craint qu'ils subissent le même sort que leurs grands-pères lors de la Seconde Guerre mondiale, massacrés par les Oustachis croates) et qu'il doit donc réagir¹. Or, réagir signifie, selon les académiciens, poser la question de l'organisation territoriale et étatique du peuple serbe, une formule à peine euphémisée pour envisager déjà une solution post-yougoslave. C'est ce qu'ils laissent entendre dans l'extrait suivant :

« La plus grande calamité est que le peuple serbe n'a pas son Etat comme l'ont tous les autres peuples. Certes l'article premier de la Constitution de la République de Serbie comporte une disposition selon laquelle la Serbie est un Etat, mais inévitablement se pose la question de savoir quel genre d'Etat il s'agit, étant donné qu'il est proclamé incompetent sur son propre territoire et qu'il n'a pas à sa disposition les moyens d'assurer l'ordre sur une partie de son territoire pour assurer la sécurité des personnes et des biens de ses citoyens, pour barrer le chemin au génocide perpétré au Kosovo et pour arrêter le départ des Serbes de leurs foyers séculaires. (...) Le violent nationalisme albanais au Kosovo ne peut être combattu si la Serbie ne cesse d'être la seule république dont les relations intérieures sont définies par les autres. (...) La question non résolue de l'Etat serbe n'est pas le seul défaut qu'il faudrait par des changements constitutionnels. Par la Constitution de 1974, la Yougoslavie est devenue une communauté étatique très lâche et l'on réfléchit également à d'autres solutions et pas seulement à celle qui est yougoslave, comme le prouvent les déclarations récentes des

¹ Milosavljević, Olivera, « Du mauvais usage de l'autorité scientifique », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme*, op.cit., p.205-238

députés slovènes. Ces réflexions et une désintégration fondamentale déjà réalisée amènent à penser que la Yougoslavie est menacée par une décomposition croissante. Le peuple serbe ne peut pas tranquillement attendre l'avenir dans un pareil climat d'incertitude »¹.

En outre, l'un des principaux opposants à Slobodan Milošević à partir de la fin des années 1980 se nomme Vuk Drašković, un écrivain nationaliste. Ses romans, dont l'action se déroule notamment pendant la Seconde Guerre mondiale², participent du réveil des rancœurs entre les peuples, tout en réclament la réhabilitation des Tchetsniks³, alimentant la méfiance des autres peuples sur les intentions serbes. Le futur président croate Franjo Tuđman, militaire Partisan reconverti en historien nationaliste, n'a-t-il pas lui-même été emprisonné pour propagande hostile à la Yougoslavie après avoir écrit un livre d'histoire révisionniste sur les événements de la Seconde guerre mondiale ?⁴ Lui et plusieurs autres intellectuels croates se sont manifestés dans les années 1980 pour réclamer la libération des prisonniers politiques faisant suite au printemps croate. C'est autour de lui et de plusieurs autres intellectuels, défenseurs de droits de l'homme comme anti-communistes nationalistes, que va se structurer ce qui deviendra le parti nationaliste de la Communauté démocratique croate (HDZ)⁵.

Il en va de même s'agissant du réveil intellectuel slovène. Inquiets de l'afflux massifs d'immigrés venus de Bosnie et du Kosovo, et sûrs de la particularité de leur nation, tournée vers l'Ouest, plus mature politiquement et économiquement, à la langue et la culture spécifiques, les intellectuels slovènes participent activement au développement d'un « nationalisme défensif »⁶ slovène. Ce mouvement débouche sur la publication en février 1987 du numéro 57 de la revue *Nova Revija* dans lequel est clairement élaboré un « programme national slovène ». Celui-ci part du principe que la Yougoslavie, en 1919 puis en 1945, était un outil de conservation de leur spécificité nationale et culturelle, et en aucun cas un instrument de sa dilution. Or, puisque tout le pouvoir est entre les mains de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, et que le titisme a « fabriqué » des nouvelles nations qui sont redevables à l'Etat central (Musulmans, Monténégrins et Macédoniens), il y a un risque de conflit entre les anciennes nations et les nouvelles. Ce n'est donc pas un hasard si ces

¹ Grmek, Mirko, Gjidara, Marc, Simac, Neven, *Le nettoyage ethnique*, op.cit., p.279-280

² Dont le plus fameux d'entre eux, « Le couteau », relate dans les détails les atrocités subies par les Serbes aux mains des Oustachis croates pendant cette période.

³ Royalistes serbes qui ont davantage combattu les partisans de Tito que l'ennemi nazi.

⁴ Matvejević, Predrag, « Pour une autopsie du post-communisme. Esquisse pour un portrait du président Tuđman », in Matvejević, Predrag (dir.), *Ex-Yougoslavie, les seigneurs de la guerre*, Paris, L'esprit des Péninsules, 1999, p.71-84

⁵ Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., p.86-89

⁶ Ramet, Sabrina, *Nationalism and federalism in Yugoslavia*, Indiana University Press, 1992, p.209

intellectuels, comme Ivan Urbančić, encouragent vivement les intellectuels serbes dans leurs revendications nationales, en leur ouvrant les pages de leurs revues et publications par exemple.

Selon Urbančić, la Yougoslavie doit redevenir une fédération de nations souveraines. Or, cela implique de démanteler les institutions fédérales centralisatrices que sont la Ligue des Communistes et l'armée, autrement dit, les ciments de la Yougoslavie sans lesquels le pays, après la mort de Tito, ne peut plus exister. La conclusion à laquelle ces intellectuels arrivent très vite est donc que le peuple slovène n'a plus aucune raison de rester au sein de la Yougoslavie, tant d'un point de vue national que rationnel économiquement et politiquement. Et Urbančić de conclure : « *la Yougoslavie ne peut exister car elle ne contient en soi aucune nécessité historique... L'existence de la Yougoslavie en tant qu'Etat unitaire et centralisé est, comme le prouve la pratique, impossible* »¹. Ce point de vue faisait largement consensus en Slovénie, y compris dans la classe politique, qui n'a pas été prise à revers par ces prises de positions relayées dans la presse, mais les a accompagnées en démocratisant progressivement le champ social slovène. Contrairement à la Serbie où le nationalisme a servi de substitut à la démocratisation de la société, les élites slovènes sont au contraire parvenues à faire coïncider nationalisation du débat avec démocratisation de la société. Le fait de n'avoir aucune revendication territoriale et d'être une république ethniquement très homogène a beaucoup compté en la matière car cela a permis, comme on l'a vu, de faire des nationalistes serbes des alliés, et non des ennemis comme pour les Croates.

b. L'Eglise

Outre les intellectuels, le dispositif de sensibilisation passe également par les églises, en particulier de l'église orthodoxe serbe même si l'église catholique en Croatie n'est pas non plus restée neutre. Dans les années 1980, elles ont fait un retour sur la scène publique et politique à la faveur de la mort de Tito puis de l'ambiance générale en Europe de l'Est dans cette période. Très écoutées et respectées, c'est peu dire qu'elles n'ont rien fait pour apaiser

¹ Jović, Dejan, *Jugoslavija, država koja je odumrla. Uspon, kriza i pad Četvrte Jugoslavije (Yougoslavie, l'Etat qui a disparu. Croissance, crise et chute de la Quatrième Yougoslavie)*, Belgrade, Samidzat B92, 2003, cité in Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., p.84

les tensions entre les peuples à cette période, bien au contraire¹. Dans les années 1980, l'église serbe est dominée par ce qu'on appelle le courant justinien, du nom de Justin Popović, théologien et opposant au communisme, mort en 1979. D'après lui, le monde orthodoxe doit se détourner du matérialisme qui a frappé l'Occident, car cela ne peut que conduire au relativisme, à l'athéisme, puis au nihilisme. Les Occidentaux ont oublié la vraie foi, et ont placé l'homme, plutôt que Dieu, au centre de leurs réflexions. En cela le peuple serbe est différent. Selon Popović, le peuple serbe a été élu par Dieu à partir du moment où le Prince Lazar a fait le choix du sacrifice terrestre au Kosovo en 1389 pour gagner le royaume céleste. La courbe de l'évolution est donc inversée par rapport au monde occidental. Là où la philosophie des Lumières a arraché l'homme à Dieu et à ses déterminismes pour qu'il se réalise, Popović voit au contraire l'évolution naturelle du peuple serbe comme un retour vers Dieu que le communisme (et la Yougoslavie?) avait voulu empêcher. Le salut du peuple serbe passe donc par un retour au passé médiéval glorieux et à ses valeurs sous-jacentes. D'où le rôle que l'église entend s'attribuer une fois Tito mort et le système communiste chancelant, elle, la seule institution serbe existant depuis ces temps glorieux, la seule qui « *n'eût jamais trahi le peuple serbe au cours de son histoire* »².

Aussi en avril 1982, vingt-et-un prêtres signent un appel adressé aux plus hautes instances politiques serbes et fédérales ainsi qu'au Saint-Synode. Cet appel entendait « *élever la voix pour défendre ce qui fait l'essence spirituelle et biologique du peuple serbe au Kosovo-Metohija* »³. Ce fut le premier d'une longue liste de textes et de pétitions de la part de l'église, qui entendait ainsi retrouver toute sa place dans le débat public, et dans le cœur du peuple serbe. Par ailleurs, plusieurs revues publiées par elle voient le jour, comme *Pravoslavje* (orthodoxie) ou *Glas Crkve* (la voix de l'église). Dans la première moitié des années 1980, on y redécouvre des poèmes épiques, des poésies en décasyllabes⁴, le folklore médiéval⁵, racines que le communisme avait voulu effacer. Pas un numéro de ces revues ne paraît sans que ne s'y trouvent articles et informations sur le Kosovo, qui font davantage appel à l'émotion du lecteur, en particulier la peur et le sursaut populaire, qu'il ne s'applique à

¹ Ramet, Sabrina, *Balkan babel*, op.cit., p.79-116 ; Radić, Radmila, « L'Eglise et la question serbe », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme*, op.cit., p.137-178

² Cité in Radić, Radmila, *L'église et la question serbe*, op.cit., p. 141

³ Ibid, p. 139

⁴ Pour des exemples de ces poésies, voir Koljević, Nikola, *Du patriotisme, littérature et politique*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995 ; Čolović, Ivan, *The politics of symbol in Serbia*, op.cit.

⁵ Voir les nombreux travaux de Čolović sur le folklore et son utilisation à des fins de mobilisation nationaliste.

l'exactitude des faits. Ainsi, en 1982, un des rédacteurs de l'appel, Atanasije Jevtić, écrit un texte intitulé « Du Kosovo et autour du Kosovo », dans lequel on peut lire:

« Aujourd'hui un, demain sept, après-demain tous jusqu'au dernier! Tel est le slogan enragé, le message que les irrédentistes albanais envoient aux Serbes du Kosovo et qui a même été publié dans la presse, révélant de la façon la plus claire possible leur objectif final: l'extermination du peuple serbe sur le territoire du Kosovo-Metohija. Ce message menaçant des nazis albanais est exprimé au Kosovo depuis plusieurs décennies. Cette devise génocide fut parfois formulée en chuchotant, parfois à haute voix, mais durant les dernières décennies elle s'est souvent transformée en actions violentes instaurant la terreur psychologique et physique, et même en gestes criminels publics aux dépens de populations serbes innocentes vivant au Kosovo »¹.

On retrouve ici plusieurs éléments caractéristiques du discours serbe autour du Kosovo dans les années 1980, en particulier celui de l'église. Il s'agit de la menace de génocide contre un peuple serbe saisi d'effroi au Kosovo (et bientôt en Croatie), l'innocence du peuple serbe qui subit les pires persécutions depuis des décennies, la sournoiserie albanaise, la métaphore filée avec le nazisme (objectif « final », en écho à la solution finale) et partant de là, la comparaison dans la martyrologie entre le peuple juif et le peuple serbe. A travers ses actions et sa mobilisation, l'église serbe fut la première à relayer les plaintes des Serbes du Kosovo. Elle sera bientôt suivie par les intellectuels serbes, et en particulier l'Union des écrivains dont le siège, rue Francuska à Belgrade, fut à maintes reprises le lieu de réunions entre tous les opposants au communisme et les sympathisants de la cause des Serbes du Kosovo puis du peuple serbe. La boucle est ainsi bouclée autour de l'autorité morale retrouvée de l'église et de l'autorité scientifique des intellectuels sur lesquelles s'appuiera Slobodan Milošević à partir de 1987.

c. La symbiose des acteurs politiques et médiatiques

Les responsables politiques, de même que les médias sous leur contrôle, ont été un autre agent de mobilisation émotionnelle pendant cette période, que ce soit pour susciter la peur, la colère, la méfiance ou le repli nationaliste. De ce point de vue, la montée en puissance de Slobodan Milošević donne lieu à une prise de contrôle des médias serbes qui vont dès lors se mettre au service de la propagande nationaliste de Belgrade. D'autre part, elle provoque une réaction des responsables politiques et des médias ailleurs en Yougoslavie pour dénoncer

¹ *Pravoslavje*, n°366, 15 juin 1982, cité in Koljević, Nikola, *Du patriotisme, littérature et politique*, op.cit.

ce phénomène, et, parfois, le reproduire à l'identique dans leur propre république, comme dans le cas croate à partir de la victoire du HDZ de Franjo Tuđman en 1990¹.

Lorsqu'il arrive à Kosovo Polje, dans les faubourgs de Priština en avril 1987 pour calmer les tensions, Milošević, qui n'est alors qu'un sombre apparatchik directement lié au président Ivan Stambolić², est accueilli par une foule survoltée, qui s'oppose aux forces de police à coups de pierre³. D'abord fébrile, pâle, Milošević vient finalement à la rencontre des manifestants, et prononce la fameuse phrase « *personne n'a le droit de vous frapper* »⁴, suivi d'un discours enjoignant les Serbes et les Monténégrins à rester au Kosovo au nom de leurs ancêtres et de leurs descendants, et des droits historiques qui sont les leurs sur cette terre. A partir de cet instant, Milošević prend une autre dimension. Alors qu'il s'en retourne à Belgrade, la foule des Serbes du Kosovo l'acclame: « *Slobo Slobodo!!!* »⁵. Pour la première fois, un leader communiste avait brisé un tabou en évoquant les droits historiques du peuple serbe sur la terre du Kosovo, les ancêtres serbes et monténégrins, le caractère courageux des Serbes, l'honneur, et le statut de victime des Serbes du Kosovo, bref, en faisant vibrer la corde sensible du peuple serbe par rapport à ce que représente le Kosovo dans son historiographie et son imaginaire national⁶. A ce sujet, Ivan Čolović résume les choses ainsi :

« *Le nationalisme est une religion politique, célébrer le Kosovo ressemble à une liturgie, grâce au Kosovo, on a un contact provisoire mais profond avec l'essence même de notre identité nationale. Comme dans toute religion, il y a les interdits et les tabous: ici, sont exclus, voire excommuniés ceux qui ne savent pas ce que signifie le Kosovo, ou ceux qui en refusent la signification* »⁷.

Par les soins de son ami Dušan Mitević⁸, directeur de la télévision de Belgrade, ces images de liesse populaire en l'honneur de Milošević furent diffusées en boucle dans tout le

¹ Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., p.88-89

² Président de la présidence de Serbie, mentor politique de Milošević, qui finira par le faire assassiner, et dont on retrouvera le corps bien des années plus tard.

³ Incidents fabriqués de toute pièce par des amis de Milošević, les leaders serbes locaux et la police, afin d'obtenir une mise en scène télévisuelle avantageuse pour Milošević. Voir Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, Paris, Denoël, 2008, p. 49

⁴ Sur le récit de cette journée, nous suivons la description de Florence Hartmann, *Milošević, la diagonale du fou* op.cit., p. 34 sq

⁵ En serbo-croate, « Slobodan » signifie libre.

⁶ Bataković, Dušan, *Kosovo, un conflit sans fin ?*, Lausanne, L'Age d'Homme, 2008

⁷ Entretien, Belgrade, 2012

⁸ Le rôle clé de Mitević est parfaitement décrit, y compris avec le témoignage de l'intéressé, dans le documentaire de Leslie Woodhead *Milošević, un dictateur très moderne*, BBC, 2002, qui souligne le rôle crucial que les médias de masse tels que la télévision de Belgrade ou le quotidien *Politika*, ont joué dans la propagande nationaliste orchestrée par le pouvoir politique. Voir aussi les films d'Antonio Carella, *Milošević*, Corvea l'anno, Rai Tre, 2003, et Susan Aasen, *Slobodan Milošević, Serbian strongman*, History Channel, 1999

pays, si bien qu'il devint rapidement l'homme le plus populaire de Serbie et put ainsi prendre le pouvoir au sein des communistes serbes. Il devint également le champion des nationalistes serbes, des intellectuels, et de l'église orthodoxe serbe, mais aussi le nouveau cauchemar des Albanais et plus généralement des autres peuples de Yougoslavie qui virent monter avec anxiété l'excitation belliqueuse serbe. En deux ans, entre 1987 et 1989, des dizaines de « meetings de la vérité » sont organisés dans les moindres détails par les hommes de Milošević. Des bus sont affrétés de toute la Serbie, les usines sont fermées et les ouvriers incités à participer aux manifestations. Aux slogans à caractère social du début succèdent des slogans ouvertement nationalistes et guerriers, relatifs au Kosovo¹. Les médias serbes couvrent chaque rassemblement, n'hésitant pas à gonfler le nombre de participants pour souligner son caractère révolutionnaire. Textes, photos et discours remplissent les pages des journaux tandis que la télévision diffuse en boucle les images de la foule en liesse et survoltée. Aussi les médias contrôlés par Milošević sont-ils une pièce maîtresse dans l'homogénéisation et l'excitation de l'opinion serbe², d'où son empressement à mettre en œuvre un regroupement des télévisions sous son contrôle, de même que le puissant groupe de presse *Politika*. Ce faisant, la liberté d'opinion était réservée, avec les pires difficultés, à quelques cercles bien informés de Belgrade tandis que le reste de la Serbie n'était informée que par la télévision publique. Par conséquent, le culte de la personnalité se développe et Milošević remplace progressivement Tito dans les slogans de la foule et dans les portraits qu'elle brandit:

*Le peuple se demande maintenant,
Qui dans son coeur remplacera Tito,
On sait désormais qui sera le second Tito,
Slobodan est son nom et nous en sommes fiers!
Qui s'avisera, qui s'avisera
De s'en prendre à notre Slobodan
On lui fera, on lui fera
Voler la tête de sur les épaules!³*

¹ Sur cette évolution dans les slogans, et le culte de la personnalité qui se développe autour de Milošević, voir en particulier Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit.

² Woodhead, Leslie, *Milošević, un dictateur très moderne*, op.cit.

³ Cité in Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit., p. 24

d. Analyse top-down du dispositif de sensibilisation

Pour caractériser l'état émotionnel dans lequel les entrepreneurs en émotions (intellectuels, église, responsables politiques et médias) ont plongé le peuple serbe, Sabrina Ramet écrit :

« Were we to construct a psychological profile of an individual who viewed himself as a perennial victim of various contemptible « others » who had sought to overcome their inferiority by uniting in a conspiracy against him, who considered himself « entitled » to vastly more than was his lot, and who was determined to punish the conspirators and take their possessions, we would say that the person in question was a paranoid schizophrenic with neurotic or psychotic delusions. We would also conclude that he could be dangerous to those coming into contact with him. For nations going to war, heightened aggressiveness may be all too functional. It is for this reason that nations setting out on premeditated wars of conquest are to adopt a calculated policy of inculcating mass paranoid schizophrenia in the public. The media can readily be used to make paranoia mainstream, and as paranoia becomes mainstream, it becomes ever harder for citizens to resist its snares, temptations, and oversimplifications »¹.

On voit donc que la peur joue ici un rôle essentiel². C'est la peur de l'autre, distillée au sein du peuple serbe, puis la peur symétrique que les Croates et les Slovènes vont ressentir et exprimer vis-à-vis du bellicisme serbe montant, qui finit par rendre concevable puis souhaitable, et enfin inévitable aux yeux du plus grand nombre la dissolution de la Yougoslavie. Elle accrédite inexorablement l'idée que chaque peuple doit vivre de son côté pour que la paix et la sécurité puissent exister. C'est la peur qui mobilise alors qu'en d'autres contextes elle peut paralyser. C'est la peur qui désarme les consciences et encourage les pulsions de violence et d'agressivité. C'est la peur qui légitime la force, discrédite le dialogue et détruit la confiance réciproque. C'est la peur qui désigne les traîtres et les ennemis tout en les déshumanisant³. La peur, l'anxiété, la rancœur, le nationalisme exacerbé, la haine⁴, transforment le réel en situation binaire d'où les alternatives à l'idéologie et aux émotions dominantes sont exclues.

¹ Ramet, Sabrina, « Under the holy lime tree », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (dir.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, Seattle, Washington University Press, 2005

² Robin, Corey, *La peur. Histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2004

³ Girard, René, *Le bouc-émissaire*, Paris, Grasset, 1982

⁴ Bien que nous souscrivions globalement à la mise en garde de Joseph Krulić selon laquelle *ce n'est pas la haine qui a provoqué la guerre mais la guerre qui a provoqué la haine*, il n'en demeure pas moins que les dispositifs de sensibilisation avaient pour objet de susciter dans des franges suffisantes des populations afin de rendre impossible tout retour en arrière, d'abord s'agissant de l'illégitimité de la Yougoslavie, puis sur la légitimité de la guerre. C'est là qu'interviennent en particulier les supporters extrêmes.

Dès lors, les travaux de Roderick Kramer et de David Messick sur la paranoïa collective semblent être les plus pertinents pour décrire les symptômes que l'on retrouve au sein peuple serbe¹. Ceux-ci dégagent en effet quatre symptômes tendant à confirmer le diagnostic de paranoïa collective. D'abord, ce qu'ils appellent « *dysphoric rumination* », c'est-à-dire le fait de repenser à des événements du passé, à les ré-imaginer et les réinterpréter d'une façon négative et pessimiste. Ainsi en est-il de la création de la seconde Yougoslavie au détriment des Serbes, et du génocide perpétré par les Oustachis, passé sous silence par les autorités. La télévision inonde ainsi les foyers serbes de reconstitutions macabres et de fictions folkloriques de mauvais goût qui remplacent les films à la gloire des Partisans tant produits et diffusés sous Tito. Le deuxième élément est l'« *exaggerated perceptions of conspiracy* », en d'autres termes, la tendance à voir des complots partout contre la Serbie. Que ce soit Milošević lui-même, ou dans la presse, les complots fleurissent à cette période contre le peuple serbe et les ennemis se multiplient : Albanais, Croates, Américains, Vatican, Allemagne, démocrates etc. Le troisième symptôme est appelé « *sinister attribution error* », il s'agit ici d'attribuer à outrance aux autres peuples des crimes et des mauvaises intentions à l'égard du peuple serbe. Les journaux et la télévision relaient en effet à l'envi des histoires invraisemblables de viols de jeunes filles serbes par des Albanais², des massacres commis en Croatie contre des Serbes. Dernier symptôme, ce que les auteurs appellent l'« *hypervigilant social information processing* », c'est-à-dire la tendance à sur-interpréter et à se méfier du moindre mouvement ou parole émise par les ennemis désignés, Croates, Albanais ou Musulmans.

A ces quatre symptômes dégagés par Kramer et Messick, il convient d'en ajouter un cinquième, mis en avant cette fois par le socio-psychologue Melvin Lerner, à savoir la croyance en un monde juste, que chacun obtient ce qu'il mérite³. C'est cette croyance qui a motivé chez le peuple serbe la certitude qu'il obtiendrait ce qu'il méritait compte tenu de son comportement héroïque à la bataille du Kosovo en 1389, pendant les cinq siècles l'occupation

¹ Kramer, Roderick, Messick, David, « Getting by with a little help from our enemies: collective paranoia and its rôle in intergroup relations », in Sedikides, Constantine, Schopler, John, Insko, Chester (eds.), *Intergroup cognition and intergroup behaviour*, Mahwah NJ, ed. Sedikides, Schopler and Insko, 1998

² Cela relève du pur fantasme qui apparaît chaque fois que se trouvent mêlées deux populations qui se sentent très différentes comme les Noirs et les Blancs aux Etats-Unis. Comme le souligne la journaliste croate Jasna Babić: « De 1981 à 1988, au Kosovo ont été enregistrés 134 viols, ce qui signifie qu'en 7 ans, il y a eu dans cette province moins de viols qu'en Slovénie en une seule année. Dans 12% des cas seulement l'agresseur est albanais et la victime serbe ou monténégrine ». *Danas*, 9 juillet 1991, cité in Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit., p.56

³ Lerner, Melvin, *The belief in a just world : A fundamental delusion*, New York, Plenum press, 1980

ottomane puis pendant les deux guerres mondiales, à savoir le Grande Serbie regroupant tous les Serbes dans un seul Etat.

Le dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste serbe avait pour objet de susciter les émotions évoquées précédemment grâce à la substitution des symboles mythiques¹ au véritable débat de la démocratisation de la Yougoslavie au crépuscule de l'expérience communiste. C'est ainsi, pour reprendre l'argument de Robert Thomas², que ces symboles, manipulés par les entrepreneurs en émotion, ont permis à Milošević de prendre le pouvoir sur un peuple hébété, rendu à la fois apeuré et avide de revanche. Autrement dit, il n'y a, dans cette montée en tension, plus rien de rationnel. C'est ce que développe Sabrina Ramet à travers la théorie du leader libidinal³. Il s'agit de mettre en parallèle les idéaux-types de l'autorité légitime chez Weber⁴, avec la théorie de la psyché humaine de Freud⁵. Ici, l'autorité traditionnelle correspond au surmoi (les deux font appel au sacré et à des codes de comportement moraux). L'autorité bureaucratique/légale-rationnelle correspond au moi (domaine séculaire dans lequel la bureaucratie comme le moi appliquent à l'infini des schémas rationnels assimilés au cours de la socialisation). Enfin, l'autorité charismatique correspond à la libido en ce sens que chacun fait appel à des comportements qui dépassent le rationnel, qui peuvent s'avérer aussi constructifs que destructifs. Selon Freud, la santé psychologique d'un individu dépend d'un équilibre entre ces trois éléments (moi, surmoi, libido). Si cet équilibre est rompu, l'individu souffre alors de désordre psychologique. Par analogie, la bonne santé d'un Etat consiste dans un mélange des trois éléments avec les deux premiers fonctionnant comme un contre-poids au troisième, sans pour autant l'anéantir. Or, lorsqu'un leader charismatique, soutenu par d'autres entrepreneurs en émotions, entre en scène et hypnotise un peuple, cet équilibre est rompu, et la société est plongée dans un état de peur et d'excitation intense. Comme le souligne Ramet: « *When a society is at the height of libidinal fever, it is like a man driven wild with sexual frenzy: rational judgment is suspended, cost-benefit analysis is held in contempt if it is regarded at all, and all that remains is the collective lust for satisfaction* »⁶. Appliqué à la Serbie, la surdose de libido a conduit à suspendre toutes les

¹ Čolović, Ivan, *Politics of symbol*, op.cit.

² Thomas, Robert, *The politics in Serbia in the 90s*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 9

³ Ramet, Sabrina, *Under the holy lime tree*, op.cit., p. 127

⁴ Weber, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Collection 10-18, 1963

⁵ Freud, Sigmund, *L'avenir d'une illusion*, Paris, PUF, 2003 (1e ed. 1927)

⁶ Ramet, Sabrina, *Under the holy lime tree*, op.cit., p. 127

étapes de l'auto-contrôle et à se vautrer dans ce que Slavoj Žižek appelle une « *orgie destructrice permanente* »¹.

Ainsi, à travers leurs publications, leurs discours, leurs meetings, leurs reportages fabriqués, les entrepreneurs en émotions sont parvenus à inoculer au sein des peuples yougoslaves, par l'intermédiaire de la peur, de la frustration, de l'exaltation nationaliste, de l'agressivité verbale, l'idée qu'il n'y avait d'autre issue que la dissolution de la Yougoslavie. Ils ont instillé l'idée que la sécurité de chaque peuple passait par l'établissement d'un Etat-nation indépendant, ethniquement homogène dans la mesure où l'autre était forcément une menace. Electoralement, les premières élections libres au niveau des républiques en 1990² donnent sans surprise la victoire aux partis nationalistes partout, sauf en Serbie où Milošević reconfigure l'ancien parti communiste sur une plateforme nationaliste. Si la conséquence de la mise en œuvre de ce dispositif de sensibilisation, un conflit armé, n'est jamais loin, elle demeure toutefois comme un impensé. Chacun se garde bien d'être celui qui en parlera ou la déclenchera en premier³. Ce sera tout le jeu de Milošević avec les Occidentaux que de faire croire, avec succès jusqu'en 1992, que l'éclatement violent de la Yougoslavie est le seul fait des indépendantistes slovènes et croates.

¹ *Le Monde*, 1er Août 2008

² Le fait même de ne pas avoir trouvé d'accord pour organiser des élections à l'échelle de la Yougoslavie mais à celle des républiques selon un calendrier différencié ne pouvait que renforcer les forces centrifuges vers la dissolution malgré les efforts du Premier ministre yougoslave Ante Marković et son parti défendant l'unité yougoslave. Il obtiendra ses meilleurs scores dans les villes cosmopolites de Bosnie comme Sarajevo ou Tuzla, sans pour autant empêcher en Bosnie le triomphe des trois partis nationalistes, le SDA bosniaque d'Alija Izetbegović, le HDZ, émanation du HDZ croate, et le SDS serbe, parti créé par Radovan Karadžić.

³ Les historiographies actuelles n'ont toujours pas réconcilié les points de vue sur la question. Les Croates évoquent une « Domovinski Rat », guerre patriotique d'indépendance suite à l'agression serbe, quand ces derniers pointent l'égalité responsabilité des Slovènes, des Croates et d'eux-mêmes dans un engrenage qui a dépassé tout le monde. Le témoignage de l'ancien président serbe de la présidence yougoslave Borisav Jović, semble pourtant démentir ce point de vue et confirmer le plan serbe visant à provoquer le conflit tout en niant y être impliqué. Voir le film *Yugoslavia, death of a nation*, BBC, 1995 tiré du livre éponyme de Laura Silber et Alan Little, New York, Penguin Books, 1997 (3^e ed.)

Section 2 : Le monde du football dans le dispositif de sensibilisation au nationalisme

Dans ce dispositif de sensibilisation, les mondes du football, en particulier celui des tribunes, n'est pas resté neutre. Inséré dans le champ social, le football a été traversé par l'ambiance des années 1980. Là où les intellectuels, hommes d'églises et responsables politiques et médiatiques sont dans une démarche « par le haut » du dispositif, comptant sur leur autorité et leur légitimité pour faire (re)descendre l'idée nationaliste au sein du peuple, les groupes de supporters de football ont eux aussi été des acteurs du dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste, mais « par le bas ». Ils possèdent leur propre répertoire d'action et leurs propres cibles, en particulier les jeunes garçons et adolescents en quête d'identité et d'exaltation, mais aussi, par presse interposée, toute la société serbe. Ces groupes de supporters de football sont dans leur très grande majorité nés dans la seconde partie des années 1980. Cela ne doit rien au hasard, et tout au contraire à la diffusion progressive dans toute l'Europe à cette époque de deux modèles-types de supportérisme extrême, l'un italien de tendance *ultra*, et l'autre anglais de tendance *hooligan*. C'est donc ce double processus, d'abord l'importation et l'indigénisation des modèles de supportérisme, puis la politisation des tribunes et l'insertion de celles-ci dans le dispositif de sensibilisation, que nous allons éclairer à présent.

1. Eléments de définition du supportérisme extrême

Supporters, ultras, hooligans, hools, casuals, autant de termes qui renvoient chacun à la désignation d'un fan de football et de son club, tout en recouvrant des réalités diverses. En effet, le mot « hooligan » est très connoté négativement dans le débat public, il est chargé d'une forte stigmatisation sociale et condamnation morale, alors que la notion de « hooliganisme » ne correspond à aucune définition claire ni scientifique, ni juridique, comme le souligne Anastassia Tsoukala¹. Ainsi en Russie, les membres du groupe punk *Pussy Riot*

¹ Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe. Sécurité et libertés publiques*, Québec, Athéna, 2010

ont été condamnés pour hooliganisme¹. Il convient donc de clarifier ces éléments de vocabulaire dès à présent, en nous appuyant sur le concept de « supportérisme extrême » proposé par le sociologue Nicolas Hourcade. Pour lui, ceux que l'on appelle, ou qui se nomment eux-mêmes, *ultras*, *hools* ou *hooligans*, font partie d'un même ensemble de supporters extrêmes dont ils forment les deux principaux pôles, distingués par leurs pratiques. « *Les pratiques des ultras et des hools sont suffisamment différentes pour être distinguées, et suffisamment proches pour être considérées comme deux formes d'un supportérisme extrême* »². C'est donc à partir de cette catégorie englobante que nous allons travailler car il serait erroné de définir un individu par l'un ou l'autre de ces termes une fois pour toutes. Il faut au contraire privilégier une approche compréhensive qui s'intéresse à la façon dont les supporters eux-mêmes se définissent, ainsi qu'à leurs pratiques, en l'absence d'une véritable définition du hooliganisme. Or, non seulement à l'intérieur d'un groupe de supporters, certains penchent davantage vers le « pôle ultra » et d'autres vers le « pôle hooligan », mais en fonction des circonstances, des variables situationnelles, des rivalités, et de son évolution personnelle dans la « carrière »³ de supporter, un même individu peut, par ses pratiques, répondre aux deux appellations à la fois ou consécutivement. Pour faire le point sur ces pôles et les pratiques qui y sont associées, il convient d'abord d'en faire brièvement l'histoire, avant de nous pencher, dans un second temps, sur la réception, dans l'ancienne Yougoslavie, de ces pratiques et de leur politisation.

a. Aux origines du hooliganisme

Les violences sportives sont aussi anciennes que le sport lui-même, de la Rome antique⁴ au *calcio fiorentino*, sorte de football joué à Florence aux XVIe-XVIIIe siècles. A propos de ce dernier, Bredekamp raconte comment les autorités s'efforcent de maintenir

¹ En langue serbo-croate, le mot « *huligani* » désigne ainsi dans son acception courante tout individu jeune de type supporter de football, notamment par sa tenue vestimentaire, s'adonnant à des violences n'ayant parfois rien à voir avec le football, sans que la qualité de supporter de football n'ait été établi chez l'individu. Le terme *navijači* signifie supporter, il englobe l'ensemble des supporters de football, quelles que soient leurs tendances et leurs pratiques.

² Hourcade, Nicolas, « Supporters extrêmes, violences et expressions politiques en France », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique, *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne, Antipodes, 2008, p.91

³ Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (trad.)

⁴ Thuillier, Jean-Paul, *Le sport dans la Rome antique*, Paris, Errance, 1996

l'ordre parmi les spectateurs des équipes opposées, en séparant les tribunes, filtrant les entrées, et imposant une présence policière massive, des mesures qui figureraient aisément dans n'importe quel manuel de sécurité d'un événement sportif actuel¹. Enfin, les envahissements de terrain et bagarres générales n'étaient pas rares au début du XXe siècle, comme le rappellent Tranter² et Dietschy³. Pour autant, Eric Dunning et Norbert Elias⁴, de même que Dominique Bodin⁵ et Anastassia Tsoukala⁶ soulignent les différences fondamentales qui existent entre les formes de violences que l'on nomme « hooliganisme », et les violences du début du siècle. D'abord, ces violences ne sont plus forcément liées à un fait de jeu comme l'erreur d'un arbitre, ou un geste violent d'un joueur par exemple. Les supporters ont leur propre « agenda » d'utilisation de la violence entre eux, indépendamment du jeu. En d'autres termes, « *les incidents de violence cessent d'être spontanés, liés au déroulement du match de manière émotionnelle, et inscrits dans une dimension spatio-temporelle bien définie par l'enceinte sportive et la durée du match, pour devenir de plus en plus organisés, rationnels et inscrits dans une dimension spatio-temporelle indéfinie (...)* »⁷. Sous les réserves indiquées précédemment, c'est donc dans cette optique de violences modernes, *pour soi*, pratiquées par des supporters en recherche spécifique de cette violence physique, que le terme de hooliganisme sera employé. L'autonomisation des actes de violence conduit à une régulation nouvelle de ces actes, autrefois ponctuels. Enfin, ces actes touchent à l'origine en particulier un sport, le football, et un pays, la Grande-Bretagne. Il importe donc d'essayer de comprendre pourquoi en revenant sur la genèse de ces violences sportives modernes, et sur les premières études explicatives du phénomène.

¹ Bredekamp, Horst, *La naissance du football : une histoire du calcio*, Paris, Frontières, 1998

² Tranter, Nigel, « The cappielow riot and the composition and behaviour of soccer crowds in late Victorian Scotland », *International Journal of the history of sport*, vol.1, n°3, 1995

³ Dietschy, Paul, *Histoire du football*, Paris, Perrin, 2010

⁴ Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, mais aussi Dunning, Eric, Murphy, Patrick, Williams, John, *The roots of football hooliganism*, Londres, Routledge, 1988

⁵ Bodin, Dominique, Robène, Luc, Héas, Stéphane, *Sports et violences en Europe*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2004

⁶ Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe*, op.cit

⁷ Ibid, p.11

Socio-histoire du hooliganisme

Si l'on suit le raisonnement de Dominique Bodin¹, la première étape de cette histoire se situerait dans les années 1960 en Grande-Bretagne. D'abord, la multiplication des loisirs et l'autonomisation de la jeunesse permet aux jeunes de se rendre seuls au stade, en prenant possession de tribunes entières, les moins onéreuses, situées derrière les buts, les *virages* en français, *ends* en anglais, *curve* en italien. Ensuite, le football devient lui-même plus spectaculaire, plus professionnel, et présente donc plus d'intérêt. Enfin, les jeunes créent et se regroupent autour des sous-cultures particulières, à contre-courant des valeurs et pratiques culturelles dominantes de la société britannique, comme les mouvements *punk*, *skinhead* ou des *teddy boys* par exemple. De ce fait, les jeunes, fins connaisseurs de football, apportent de nouveaux rites et de nouvelles pratiques au stade, différents de ce que l'on pouvait connaître avec un public adulte. Ils développent des formes plus engagées de soutien à l'équipe, notamment par des chants et des chorégraphies vocales, tout en mettent un point d'honneur à rester debout tout le match.

La deuxième étape nous amène en 1969 toujours en Grande-Bretagne. Prenant acte de la formation de ces groupes de jeunes et de leur comportement dans les stades, le rapport Lang propose de les isoler du reste du public. Cette ségrégation spatiale renforce leur identité et la solidarité entre eux. En outre, laisser toute une tribune à ce type de public revient à introduire la question du territoire. Désormais, chaque groupe de supporter aura son propre territoire à défendre contre les autres groupes qui chercheront à le prendre lors des confrontations de leurs clubs respectifs. La suprématie dans les tribunes devient donc un enjeu indépendant des variables sportives, qui s'acquière et se défend chaque semaine, en préparant les actions contre des adversaires connus, hors de toute spontanéité. Du point de vue de la primauté territoriale, on retrouve quelques similitudes avec les travaux, même anciens, qui ont pu être menés sur les gangs aux Etats-Unis².

La troisième étape se situe dans les années 1970-1980 qui sont des années de déstructuration de la classe ouvrière britannique. Les violences au stade augmentent drastiquement dans les années 1970 à mesure que les usines ferment, que l'inflation et le chômage s'accroissent. D'après Patrick Mignon, « *la brutalité du projet thatchérien d'effacer*

¹ Bodin, Dominique, *Le hooliganisme*, Paris, PUF, 2003

² Thrasher, Frederic, *The gang. A study of 1313 gangs in Chicago*, Chicago, Chicago University Press, 1963 (1^{er} ed. 1927)

culturellement et politiquement la classe ouvrière sont des facteurs puissants qui permettent de rendre compte de l'autonomisation du fait supporter et des stratégies de visibilité sociale adoptées par les hooligans »¹. Les premières enquêtes sociologiques menées dans les années 1970 sur ces violences au stade montrent qu'elles sont effectivement le fait de jeunes chômeurs et ouvriers, qui répondent à la violence sociale dont ils sont victimes par la violence physique à l'occasion de matchs de football.

La quatrième étape consiste en la mise en perspective des premières tentatives de construction d'un modèle théorique d'explication de ces violences sportives dans les années 1970. Dès le début, les analyses tendent à se distinguer entre celles qui partent « du bas », c'est-à-dire de l'individu et du groupe, mettant à contribution la psychologie, la microsociologie et l'anthropologie, et celles qui partent « du haut », autrement dit celles qui donnent la priorité aux grandes transformations de l'environnement social, privilégiant donc la macrosociologie pour expliquer le phénomène. Cette querelle théorique n'a toujours pas trouvé de point d'équilibre au sein d'une hypothétique et sans doute illusoire théorie générale du hooliganisme.

Les tenants de la querelle théorique sur le hooliganisme

Nous reviendrons en détail ultérieurement sur les différentes propositions théoriques qui ont marqué les études sur le hooliganisme, en particulier à partir du moment où celles-ci ont débordé de la seule Grande-Bretagne, mais disons dès à présent quelques mots de l'opposition entre le niveau micro et le niveau macro de l'analyse, telle qu'elle a commencé à apparaître dans les premières réflexions sur les violences sportives dans les années 1970-1980. Chez les tenants du micro comme niveau essentiel de l'explication, on insiste à la fois sur le caractère symbolique de la violence, et sur l'importance de cette symbolique dans la construction sociale des identités des jeunes supporters. D'abord présente chez Peter Marsh², l'idée est que les groupes de supporters mesurent leur virilité au cours de batailles ritualisées.

¹ Mignon, Patrick, « La violence dans les stades : supporters, ultras et hooligans », *Les cahiers de l'INSEP*, n°10, 1995 ; voir aussi du même auteur *La société du samedi : supporters, ultras et hooligans. Etude comparée de la Grande-Bretagne et de la France*, Paris, Rapport de l'Institut des Hautes Etudes de la sécurité intérieure, 1993

² Marsh, Peter, *Aggro : the illusion of violence*, Londres, Dent, 1978

Cette violence rituelle, que Marsh nomme *aggro*¹, débouchent en réalité rarement, et accidentellement, sur une véritable violence physique, qui n'est alors que la transgression de règles établies par leur groupe. Par la pratique de l'*aggro* et de différents rites initiatiques au sein de leur groupe, les jeunes supporters se construisent, d'un point de vue social et identitaire, des carrières et des réputations personnelles, au sens de Becker² et de Goffman³, qui leur serait refusées dans le reste de la société. Cette symbolique de la violence est reprise un peu plus tard par certains anthropologues, éloignés de la tradition britannique (Augé⁴, Onofri et Ricci⁵, Dal Lago⁶, Bromberger⁷), qui en font la clé de la compréhension de ces comportements violents. Ce faisant, ils démystifient l'idée d'une violence irrationnelle et bestiale, au profit d'une violence ritualisée, constructrice de sens au sein d'un univers de pratiques. Plus symbolique que vraiment physique, cette violence s'inscrirait dans le cadre de rites propres à ces groupes semblables à des tribus avec drapeaux, emblèmes, uniformes, chants et tambours.

A rebours de ces tentatives qui laissent de côté l'environnement socio-économique, les premières analyses menées en Grande-Bretagne, où le phénomène était concentré en Europe à cette époque, accordent précisément une grande importance à cet aspect macrosociologique des violences sportives, et rejoignent quelques éléments avancés précédemment dans la troisième étape. Parmi les premiers travaux, ceux de Ian Taylor⁸, d'inspiration marxiste, voient dans le hooliganisme une réaction de la jeune classe ouvrière britannique à la professionnalisation du football, à son embourgeoisement, qui aboutit à sa dénaturation en tant qu'élément de culture ouvrière. Dépossédés de leur sport par sa marchandisation et son éloignement social (les joueurs deviennent professionnels, et ne viennent plus de « chez nous »), les jeunes issus de la classe ouvrière réagissent par la violence comme une forme de résistance à ce sentiment d'expropriation d'une partie de leur identité. Dans le sillage de

¹ Selon Tsoukala, « ce terme désigne tout acte d'agressivité rituelle opérant au niveau symbolique et soumis à un ensemble de règles posées, le plus souvent implicitement, par chaque groupe de hooligans ». Voir Tsoukala, op.cit., p.28

² Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, op.cit

³ Goffman, Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1973

⁴ Augé, Marc, « Football : de l'histoire sociale à l'anthropologie religieuse », *Le Débat*, 1982, p. 59-67

⁵ Onofri, Massimo, Ricci, Antonello, *I ragazzi della curva*, Bologne, Il Mulino, 1984

⁶ Dal Lago, Alessandro, *Descrizione di una battaglia*, Bologne, Il Mulino, 1990

⁷ Bromberger, Christian et al. , *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 1998 ; ouvrage issu de recherches menées dans les années 1980

⁸ Taylor, Ian, «Football mad : a speculative sociology of football hooliganism », in Dunning, Eric, *The sociology of sport*, Londres, Frank Cass & Co., 1971, p. 352-377

Taylor, et reprenant l'idée de dépossession, John Clarke¹ avance l'idée selon laquelle les jeunes supporters issus de la classe ouvrière se créeraient un système de valeurs propres et cohérentes au sein d'une sous-culture qui s'inscrirait en opposition avec les valeurs dominantes d'une société britannique « moyennisée » et aseptisée par la consommation de masse de laquelle ils sont rejetés à la marge. Il s'agit ainsi d'exprimer, par ces valeurs et les pratiques anti-sociales qui y sont associées, un rejet autant de la norme sociale dominante que l'autorité parentale. Celui-ci s'exprime à travers la violence, l'utilisation de drogues, le port de vêtements ou de coupes de cheveux originales et reconnaissables par ceux qui partagent ce langage, cette appartenance et cette affirmation identitaires. Cela dépasse les stades de football, comme Clarke l'analyse à propos des *skinheads*, mais se produit également dans ce cadre-là, les *skinheads* faisant partie des acteurs du hooliganisme.

Enfin, dans les premières analyses du phénomène d'un point de vue macrosociologique, il est indispensable de revenir sur la théorie avancée par Norbert Elias et Eric Dunning, que leurs détracteurs en particulier ont appelé par la suite « l'école de Leicester ». C'est en réalité à partir d'elle que toutes les études sur le sujet se sont positionnées ensuite, une polémique théorique qui a profondément marqué la sociologie dans les années 1990 à mesure que d'autres terrains que la Grande-Bretagne, notamment l'Ecosse², étaient analysés³. Reprenant l'idée de sous-culture délinquante, Dunning et son équipe entendent démontrer que le hooliganisme est un phénomène de classe, étant en particulier caractéristique de la classe ouvrière laborieuse (*rough working class*)⁴. Les auteurs procèdent en deux temps. D'abord, ils s'appuient sur les enquêtes sociologiques disponibles pour

¹ Clarke, John, « football and working class fans : tradition and change », in Ingham, Roger (dir.), *Football hooliganism*, Londres, Interaction imprint, 1978, p. 37-60

² Notamment ceux de Richard Giulianotti et Herbert Moorhouse. Voir par exemple Moorhouse, Herbert, « Professional football and working class culture : english theories and scottish evidence, *The sociological review*, Vol. 32, n°2, 1984, p. 285-315

³ La polémique s'est fortement développée lors de la publication en 1991 d'un numéro spécial de la revue *The sociological review* (Vol.39 – n°3). Par la suite, chaque courant se répondra par publication interposée. Voir par exemple Dunning, Eric, Rojek, Chris (eds.), *Sport and leisure in the civilizing process : critique and counter-critique*, Londres, Manmillan, 1992 ; Dunning, Eric, « The social roots of football hooliganism : a reply to the critics of the " Leicester school" », in Giulianotti, Richard, Bonney, Norman, Hepworth, Mike (eds.), *Football violence and social identity*, Londres, Routledge, 1994, p. 128-157. Voir aussi les critiques sur les travaux, y compris les plus récents, de Dunning, adressées par Tsoukala, *Hooliganisme en Europe*, op.cit., p. 76-78

⁴ Dunning, Eric, Murphy, Patrick, Williams, John, « La violence des spectateurs lors des matchs de football : vers une explication sociologique », in Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994 (1986) ; Dunning, Eric, Murphy, Patrick, Williams, John, *The roots of football hooliganism*, Londres, Routledge, 1988

confirmer l'origine sociale ouvrière des hooligans. Cependant, tous les jeunes garçons¹ issus de la *rough working class* ne deviennent pas des hooligans, il faut donc expliquer le passage à l'acte. Pour Elias, le processus de civilisation se traduit par le passage d'une société aux liens segmentaires entre groupes, à une société aux liens fonctionnels, avec pour conséquence une division du travail accrue et une euphémisation de la violence. Les sociétés fonctionnant selon des liens segmentaires se caractérisent pour lui par la pauvreté, des emplois peu qualifiés, un faible niveau d'études, une mobilité sociale réduite, une domination masculine, une surveillance relâchée des enfants, une faible capacité de contrôle des émotions, la formation de bandes, et un seuil de répulsion à la violence élevé. Or, la *rough working class* se situe encore dans ces liens segmentaires, ce que Durkheim nomme la « solidarité mécanique »². Par conséquent, la violence continue d'être pour ces jeunes un moyen légitime de résolution des conflits, de même qu'une source d'acquisition d'un statut, d'une identité, et d'amusement. Pour le résumer simplement, ils sont en retard dans le processus de civilisation sur le reste de la société, n'ont pas encore intégré le degré suffisant d'autocontrôle pour maîtriser leurs émotions. Leur seuil de tolérance à la violence est encore très élevé, ce qui explique son recours régulier, notamment au stade.

Mondialisation et transformations du phénomène

La cinquième et dernière étape repérée par Bodin correspond à la massification, la mondialisation et la médiatisation du phénomène hooligan, notamment à partir du drame du Heysel en 1985³. Les matchs de coupe d'Europe disputés par les clubs anglais permettent de diffuser leurs pratiques violentes sur le continent, conduisant à la constitution dans les années 1980 de groupes hooligans ailleurs notamment en Europe du Nord, par exemple en Allemagne, Pays-Bas, mais aussi à Paris au sein de la tribune Boulogne. D'autre part, si la médiatisation du phénomène en Grande-Bretagne entraîne les premières mesures de

¹ La question du genre est très peu abordée dans les travaux de Dunning, ce qui pose problème car on présuppose alors que seuls les jeunes garçons seraient sujets à la violence.

² Durkheim, Emile, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2004 (1^e ed. 1893)

³ Lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs des champions le 29 mai 1985 opposant les Anglais de Liverpool aux Italiens de la Juventus Turin au stade du Heysel à Bruxelles, des supporters anglais agressent et chargent les supporters italiens. Pris de paniques, ceux-ci tentent de s'échapper du stade, et se ruent vers le mur de la tribune Z qui, sous la pression, finit par céder, provoquant la mort de 39 personnes, étouffées, écrasées sous la pression. Voir Govaert, Serge, Comeron, Manuel, *Foot & violence. Politique, stade et hooligans. Heysel 1985*, Bruxelles, De Boeck université, 1995

répression de la part du gouvernement Thatcher, elle offre également aux hooligans une visibilité sociale accrue, un statut et une identité de groupe. Elle devient en outre, selon Stanley Cohen, un élément amplifiant la déviance et les violences elles-mêmes en les publicisant, et favorisant une « panique morale » à l'égard de ces jeunes supporters¹. C'est ainsi qu'apparaît la *Thugs League*, classement informel des différents groupes de hooligans, sorte de championnat parallèle au championnat de football, désignant à la fin de la saison le groupe qui aura remporté le plus de bagarres, ceux qui auront été les plus « tough »². Le terrain est ici déconnecté des tribunes, et cette compétition parallèle, alimentée par le traitement médiatique, fonctionne comme un facteur incitatif à toujours plus de violence, mais une violence rendue plus sophistiquée par le contrôle accru de la police.

Ainsi deux phénomènes apparaissent. D'abord, la violence quitte progressivement le stade en raison de la présence massive des forces de police et de caméras de surveillance. Les groupes rivaux se donnent rendez-vous en marge du match mais loin du stade pour se mesurer, dans des bagarres codifiées à l'avance (nombre égal, pas d'armes, ne pas frapper quelqu'un au sol etc. dans ce qui devient un vrai sport avec un vrai entraînement)³. Cette pratique enlève toutefois l'aspect excitant raconté par tous ceux qui s'adonnent à ce type de violence lorsqu'il s'agit de rentrer en contact avec le groupe adverse en déjouant le dispositif de surveillance de la police⁴. C'est pourquoi le contact en ville reste l'expérience la plus recherchée.

Ensuite, les supporters violents portant maillots et écharpes de l'équipe laissent place à ce qu'on appelle des *casuals*, des indépendants. Ce sont des individus généralement issus d'un milieu socio-professionnel plus élevé, qui n'ont pas l'apparence *skinhead* classique comme on l'attendait dans les années 1980, qui ne revêtent aucun signe distinctif pour mieux se fondre dans la masse, mais portent au contraire des vêtements de marque très onéreux et reconnaissables entre ceux qui pratiquent la violence sportive (les marques de vêtement *Fred*

¹ Cohen, Stanley, *Folk devils and moral panics*, Londres, Routledge, 1972

² Zani, Bruna, Kirchler, Erich, « When violence overshadows the spirit of sporting competitions », *Journal of communities and applied social psychology*, Vol.1, 1991, p. 5-21

³ Filmées, ces bagarres sont aujourd'hui mises en ligne sur les sites de partage de vidéos. On y voit en général deux « équipes », vêtues d'un t-shirt d'une couleur particulière, s'encourageant et donnant de la voix avant le contact. La bagarre elle-même ne dure que quelques minutes, voire quelques instants, jusqu'à ce que l'une des équipes se déclare vaincue. Il est alors très fréquent que les protagonistes des deux équipes s'aident mutuellement à se relever et se serrent la main. Cette pratique est très fréquente en Russie ou en Pologne, mais ne fait pas partie des usages dans les Balkans.

⁴ Voir par exemple les récits de Tom, supporter de Chelsea, dans l'excellent roman culte de John King, *Football factory*, Paris, Seuil, 2004 (1996)

Perry, Stone Island et Lonsdale, ou les chaussures classiques *Adidas* par exemple). Ceci illustre un point soulevé par Tsoukala : les explications sur les origines du hooliganisme, et celles sur sa pérennisation et ses transformations spatio-temporelles, relèvent de deux circuits différents¹. Il s'agit là d'une critique importante apportée aux travaux de Dunning qui, en cherchant à élargir son analyse aux autres terrains que la Grande-Bretagne, est parti de ses analyses produites pour expliquer l'origine du hooliganisme en Grande-Bretagne afin de les appliquer ailleurs, avec peu de succès². En effet, non seulement on peut imaginer que chaque terrain a son degré de spécificité quant à l'origine du phénomène, mais en plus, le cas britannique lui-même offre, avec l'apparition des *casuals*, la preuve d'une dichotomie entre l'analyse des origines d'un phénomène, et celle de ses évolutions.

b. Le développement du supportérisme « ultra »

Si l'on reconnaît à la Grande-Bretagne la paternité du hooliganisme, c'est en Italie que l'on situe l'apparition, à partir de la toute fin des années 1960, d'un mode de supportérisme nouveau et particulier, le phénomène *ultra*. L'historien Sébastien Louis rappelle ainsi que les premiers groupes de supporters ultras se forment en 1968-1969 dans le triangle industriel Milan-Turin-Gênes avec respectivement la *Fossa dei Leoni*³ du Milan AC en 1968, les *Boys* de l'Inter Milan et les *Ultra Tito Cucchiaroni* de la Sampdoria Gênes en 1969, le premier groupe à reprendre l'appellation « ultra », suivi rapidement en 1970 par les *Ultras Granata* du Torino⁴. L'apparition de ces groupes spécifiquement dans l'Italie industrielle du Nord peut s'analyser socio-historiquement. C'est en effet avant tout dans cette région que vivent les jeunes ouvriers et étudiants du pays, qu'ils soient d'ici ou du Sud de l'Italie (Naples, Bari ou Sicile), venus pour étudier ou trouver du travail. A cet égard, Christian Bromberger montre bien dans quelle mesure l'installation d'une famille originaire du Sud de l'Italie à Turin pour y trouver du travail, notamment chez Fiat, se double d'une nouvelle allégeance, en particulier chez les enfants et les jeunes, au club de la Juventus Turin (propriété de la famille Agnelli, qui

¹ Tsoukala, Anastassia, *op.cit.*, p.13

² Dunning, Eric, *et al, Fighting fans : football hooliganism as a world phenomenon*, Dublin, University college Dublin Press, 2002

³ « Fosse aux lions ».

⁴ Louis, Sébastien, *Le phénomène ultra en Italie : histoire du mouvement des groupes de supporters ultras de 1968 à 2005*, Paris, Mare et Martin, 2006

possède aussi Fiat), club le plus populaire d'Italie en dehors de Turin tandis que le Torino est davantage soutenu par les locaux¹.

Pour le sociologue Antonio Roversi, qui a commencé ses recherches sur le sujet dans les années 1980, la naissance de ces groupes résulte de la conjonction de deux éléments en particulier. « *D'abord, le fait que des gamins qui, jusque-là, se rendaient au stade avec leur père ou leur oncle se sont trouvés en âge d'y aller avec des copains, en groupe, et de se couper ainsi d'un contrôle familial que l'on n'apprécie pas trop vers seize ou dix-huit ans. Deuxième élément, ces jeunes se sont plus ou moins rassemblés par affinités politiques. Ce qui n'a rien de surprenant : mai 1968 n'était pas si loin et l'Italie traversait alors une période très intense sur le plan politique (...)* »². Ainsi, le contexte politique italien de la fin des années 1960, avec des groupuscules d'extrême gauche de plus en plus actifs et les événements de 1968 sont indispensables pour comprendre l'apparition du phénomène. La volonté d'échapper au contrôle social parental, de même que le caractère spectaculaire des actions menées par les groupuscules politiques inspirent les jeunes amateurs de football, parfois eux-mêmes militants politiques, à prendre modèle sur ces répertoires d'action (banderoles, slogans, port de symboles, violence et défi à l'autorité) pour les importer au stade, au sein d'un territoire défini, la *curva*, qu'ils s'approprient³. Néanmoins, cette affinité avec le contexte politique, que l'on retrouve parfois dans les noms donnés aux groupes de supporters (*Brigate Rossonere* du Milan AC, *Nuclei armati bianconeri* de la Juventus⁴), ne doit pas conduire à penser que les stades furent noyautés par la politique. La volonté de choquer, de provoquer, à travers ces noms, fait partie du jeu en quelque sorte. Aussi, si l'évolution de la vie politique italienne peut se lire dans les tribunes (coloration majoritairement d'extrême gauche au début, puis apolitisme, puis retour de l'extrême droite), et si les symboles politiques et banderoles furent présents, il serait toutefois exagéré de dire que les stades se sont transformés en espaces de meeting politique⁵.

¹ Bromberger, Christian, Mariottini, Jean-Marc, « Le rouge et le noir. Un derby turinois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1994, n°103, p. 79-89

² Cité in Broussard, Philippe, *Génération supporter*, Paris, So Press Editions, 2011, p. 132-133 (1^{er} ed. 1990)

³ Louis, Sébastien, « la politique dans le mouvement ultra en Italie », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, op.cit., p. 67-86

⁴ Respectivement « brigades rouges et noires », en référence aux brigades rouges, et « noyaux armés blancs et noirs », en référence aux noyaux armés prolétariens, très actif dans les années 1970

⁵ Roversi, Antonio, *Calcio, tifo, e violenza : il teppismo calcistico in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1992

Dès lors, quels sont ces groupes ? Comment se composent-ils ? Comment se caractérisent-ils ? Quels sont leurs objectifs, leurs répertoires d'action ? En quoi le supportérisme ultra est-il à la fois proche et différent du hooliganisme ? En langue française, les travaux de Bromberger sur la question à Marseille, Naples et Turin dans les années 1980 sont pionniers¹. Il met en lumière l'univers de sens donné par les groupes ultras à leur engagement de supporters, que ce soit par les noms et symboles dont ils s'affublent, par leurs chants et slogans, ou par leur pratique exubérante, et parfois violente de soutenir leur équipe, à domicile comme en déplacement.

Il est communément pensé que la différence entre le supportérisme ultra et le hooliganisme se situe au niveau de la violence, supposée moins présente et moins recherchée chez les ultras que chez les hooligans qui en font leur principal motif de venue au stade. Cependant, les travaux et observations empiriques menés auprès de groupes de supporters se qualifiant eux-mêmes d'ultras² montrent que cette idée mérite d'être affinée pour mieux saisir la question du rapport à la violence dans le monde contrasté des tribunes. En réalité, si l'on suit le raisonnement de Nicolas Hourcade, les points de divergence entre ces deux pôles du supportérisme extrême sont de quatre ordres : le mode d'organisation, le type de participation au spectacle, les relations avec le monde du football, et la manière d'appréhender la violence³. Alors que les hooligans agissent en bandes informelles, les groupes de supporters ultras se rassemblent très souvent sous la forme d'associations officielles, avec un bureau, un président, un trésorier, des membres qui cotisent, un porte-parole chargé de communiquer avec le club et la presse etc. Cette structuration va de pair avec le rôle d'acteur à part entière que les ultras entendent jouer dans la marche du club qu'ils soutiennent et dans le football en général. A la fois soucieux de leur indépendance par rapport à la direction des clubs et de leur côté « rebelle » contre toute forme d'autorité sportive, politique ou policière, les supporters ultras n'en désirent pas moins, à travers leur constitution en personnalités juridiques, demeurer ou devenir un interlocuteur légitime dans le monde du football où présidents de clubs, de ligues et de médias télévisés ont l'habitude de prendre les décisions entre eux. Partant de l'idée que le football ne peut exister sans les supporters, ils doivent donc être

¹ Bromberger, Christian, et al., *Le match de football*, op.cit.

² Comme ceux, déjà cités, de Bromberger, Hourcade, Louis, Broussard, Dal Lago, mais aussi ceux du sociologue croate, et lui-même ancien supporter extrême du Hajduk Split, Dražen Lalić, *Torcida, Pogled iznutra*, (Torcida, un regard de l'intérieur) Zagreb, Profil, 2012 (1^{er} ed. 1993).

³ Hourcade, Nicolas, « Supporters extrêmes, violences et expressions politiques en France, in Busset, Thomas et al., *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, op.cit., p. 87-105

considérés comme des interlocuteurs courants¹. Au contraire, les hooligans ne sont pas intéressés par ces considérations, et restent à la marge du monde du football.

En outre, les supporters ultras sont très impliqués dans l'animation des tribunes lors des matchs, une sorte de compétition parallèle avec les autres groupes, dont les chorégraphies et autres tifos sont commentés ensuite sur les forums spécialisés. Il s'agit de montrer, à domicile comme en déplacement, sa ferveur et sa capacité d'organisation d'une tribune entière par la réalisation de spectacles vivants pour lesquels les autres spectateurs du stade viennent aussi. Ces centaines d'heures de travail et les sommes qui sont dépensées pour quelques secondes de chorégraphies montrent, comme le rappelle Patrick Mignon, que le supportérisme ultra se situe au-delà de la recherche émotionnelle, de la décharge d'adrénaline guettée par les hooligans à l'approche d'un contact. Les supporters ultras se situent davantage dans une démarche de cause embrassée à laquelle ils se consacrent totalement, dans une logique de militantisme². De fait, ils entendent être eux-mêmes une partie du spectacle, et refusent d'assister au match comme à un spectacle dans une logique de spectateur passif.

On voit donc que contrairement aux hooligans dont le principal objet est la recherche de la violence, les supporters ultras ne considèrent celle-ci que comme un moyen d'action, acceptable certes et plus ou moins utilisé en fonction des groupes, mais pas au cœur, ni à l'origine de leur engagement. Néanmoins, l'ambiguïté de la violence réside notamment dans le fait que ultras comme hooligans ont une vision conflictuelle, et non pas consensuelle du football³. La provocation de l'adversaire et du reste de l'audience, le rejet d'un *fair play* perçu comme hypocrite, la volonté farouche d'indépendance par rapport à la direction du club et aux autorités, font partie du jeu. Bromberger raconte ainsi comment les supporters ultras de la Juventus de Turin et ceux du Torino se provoquent mutuellement lors des derbys en mettant en scène à l'aide de banderoles et de chorégraphies deux drames qui ont touché l'un et l'autre club : l'accident d'avion de 1949 qui a décimé toute l'équipe du Torino d'un côté, et le drame

¹ Un message que le collectif français SOS Ligue 2, regroupant les supporters de plusieurs clubs de 2^e division, a fait passer lorsqu'ils se sont opposés, par des banderoles et chants hostiles, aux horaires de matchs de leurs clubs pour des motifs de retransmission télévisuelle.

² Mignon, Patrick, « Les désordres des stades, 1945-2005 », in Tétart, Philippe, *Histoire du sport en France. De la libération à nos jours*, Paris, Vuibert, 2007, p. 261-274 ; voir aussi, Mignon, Patrick, *La passion du football*, Paris, Odile Jacob, 1998 ; et Lestrelin, Ludovic, « De l'avantage de comparer les carrières supportéristes à des carrières militantes », *Sciences sociales et sport*, n°8, 2015, p. 51-77

³ Hourcade, Nicolas, « Supporters extrêmes, violences et expressions politiques en France », in Busset, Thomas, et al., *op.cit.*, p.92

du Heysel de 1985 qui a tué 39 supporters de la Juventus de l'autre¹. Dès lors, ces provocations et ces manifestations d'opposition peuvent déboucher sur des violences physiques.

Ensuite, on retrouve sociologiquement un même type de population, c'est-à-dire des hommes jeunes (16-35 ans), à l'origine sociale plus diversifiée (étudiants, ouvriers, employés, classe moyenne et moyenne inférieure) que le modèle britannique ne le laisse supposer. Dès lors, au sein d'une même tribune, il est courant qu'un groupe de supporters ultras soit au contact de quelques personnes plus en retrait, indépendants, amateurs de violence plus que d'animation de la tribune. Or, la défense de sa tribune ou de son club peut exiger de faire front commun contre un adversaire. C'est pourquoi on ne saurait tracer de frontière nette entre ces deux pôles ni au sein d'une tribune, ni à propos d'un même individu car même un individu peut passer d'un style à l'autre au cours de sa « carrière » de supporter.

Si les ultras italiens se sont inspirés des chants anglais, ils ont ensuite créé leur propre modèle de supportérisme fait de drapeaux, de symboles, de tambours, de banderoles, de chorégraphies, d'engins pyrotechniques etc. Or, si le modèle britannique a eu un succès certain dans le nord de l'Europe (Pays-Bas, Allemagne, Belgique), c'est au sud que le modèle ultra s'est répandu en Europe, que ce soit dans le sud de la France (Marseille), en Espagne puis au Portugal, ou bien en Yougoslavie et en Grèce. La *Torcida* du club de Hajduk Split, formée en 1950 après que des jeunes yougoslaves furent rentrés très impressionnés de la ferveur des supporters brésiliens lors du Mondial 1950, est une notable exception. Cependant, leur exubérance a vite été interdite par le régime titiste, et le retour d'un supportérisme actif et spectaculaire ne fut acquis que dans les années 1970².

Là encore, les conditions qui ont présidé à la naissance d'un mouvement à un endroit précis n'ont pas besoin de se trouver dans un autre espace pour que le mouvement se reproduise. Les déplacements des supporters italiens lors des compétitions européennes, notamment ceux du Milan AC contre Bordeaux dans les années 1980³ pour ce qui est de la France, permettent aux jeunes supporters d'autres pays de s'appropriier le modèle spectaculaire de supportérisme proposé par les Italiens, tout en l'adaptant à la réalité locale,

¹ Bromberger, Christian, *Football, la bagatelle la plus sérieuse du monde*, Paris, Bayart, 1998

² Lalić, Dražen, *Torcida*, op.cit.

³ Voir le documentaire de Laurent Buchemeyer, *Supporters de l'arène. Supporters ou hooligans ?*, sur les Ultras-Marines, groupe de supporters ultras des Girondins de Bordeaux formés dans les années 1980, Grand angle productions, France 3, 2003

comme nous le verrons s'agissant de la Yougoslavie. Or, d'ores et déjà, la dimension politique du mouvement ultra français est par exemple bien moins développée qu'en Italie. Ainsi les années 1980 sont celles d'une diffusion à grande échelle du modèle ultra de supportérisme, favorisé par les rencontres européennes (auxquelles les Anglais ne participent plus dans la seconde partie des années 1980 suite au drame du Heysel). A cette époque, les groupes ultras italiens réunissaient plusieurs centaines de milliers de jeunes dans les tribunes tandis que le championnat de football italien attirait les plus grands joueurs du monde comme Michel Platini et Diego Maradona. Une expansion qui multipliait les occasions de violences entre groupes rivaux tout au long de cette décennie puisqu'un nouveau groupe doit forcément asseoir sa réputation pour recruter de nouveaux membres, et cela passe par l'affrontement, symbolique ou réel, avec des groupes adverses¹. De surcroît, comme nous le verrons avec la Yougoslavie, le passage à une autre génération de jeunes plus radicalisés et attirés par l'interdit à la tête des groupes s'avère également source de tensions et de violences supplémentaires puisque cette nouvelle génération doit s'affirmer pour prendre le pouvoir. Cela ne peut se produire que par la confrontation, non seulement en interne face aux anciens, mais aussi face aux autres groupes².

Les deux pôles du supportérisme extrême se sont donc développés à partir des années 1960 respectivement en Grande-Bretagne et Italie, avant de se répandre dans toute l'Europe entre les années 1970 et surtout 1980 au gré des contacts établis entre supporters, du traitement toujours plus important du phénomène par les médias et des matchs de compétitions européennes. Une fois ces éléments de définitions rappelés, il s'agit à présent d'étudier dans le détail les conditions de transposition et de pénétration de ces modèles de supportérisme dans ce qui était encore la Yougoslavie, et la façon dont les tribunes ont alors joué leur propre partition dans le dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste.

¹ Dal Lago, Alessandro, *Descrizione di una battaglia : i rituali del calcio*, op.cit.

² Louis, Sébastien, « La politique dans le mouvement ultra en Italie », in Busset, Thomas et al., *op.cit.*, p.76-77

2. La politisation des tribunes yougoslaves

a. Des tribunes sensibles au discours nationaliste

Si les rencontres européennes entre supporters et la diffusion médiatique des phénomènes liés aux tribunes favorisent la transposition locale des modèles britannique et italien de supportérisme, il n'en reste pas moins que celle-ci demeure liée à des caractéristiques politiques et sociales locales, différenciées selon les pays. En effet, il y a peu de choses en commun entre la façon dont le supportérisme extrême a été adopté en France ou aux Pays-Bas d'un côté, et en Yougoslavie ou en Union soviétique de l'autre. La cristallisation politique autour d'un régime en voie de délégitimation et de nécrose, la dégradation économique continue, les évolutions des pratiques culturelles au sein de la jeunesse sont autant d'éléments de contexte indispensables à la compréhension des modalités de transposition en Yougoslavie des modèles de supportérisme extrême. La constitution des principaux groupes de supporters de football en Yougoslavie date de la charnière entre la fin des années 1970 et la fin des années 1980. Cela ne signifie pas que les jeunes n'allaient pas au stade encourager leur équipe favorite avant, mais qu'ils n'étaient pas organisés, ni territorialement installés, et n'utilisaient pas de matériel typique du « tifo » organisé tel que des drapeaux, tambours, fumigènes, pétards et chorégraphies. De même, les violences entre supporters d'équipes opposées n'avaient rien de régulières et d'organisées avant cette période. Ces pratiques sont par ailleurs influencées par les changements politiques qui s'opérèrent alors en Yougoslavie que nous avons décrits précédemment. Cela est particulièrement visible dans l'histoire du groupe des supporters du club de Hajduk Split, un des rares grands clubs dont l'existence est antérieure à l'instauration du régime communiste en Yougoslavie (1911). En effet, le groupe, nommé *Torcida*¹ est connu pour être le plus vieux groupe de supporters organisé d'Europe, puisque sa création remonte à 1950 lorsque des étudiants croates, impressionnés par les images des supporters brésiliens à la Coupe du monde 1950 au Brésil, décidèrent d'afficher un soutien bruyant et exubérant à leur équipe à l'occasion d'un match au sommet contre l'Etoile Rouge de Belgrade.

¹ Du verbe *torcer* qui, en portugais, signifie tordre, mais aussi, de façon imagée, encourager. On suppose que ces groupes de supporters aux pratiques d'encouragement exubérantes aidaient ainsi leur équipe à prendre le dessus sur leurs adversaires. Liés aux écoles de samba, ces groupes ont vu le jour entre les années 1940 et les années 1960. Buarque de Hollanda, Bernardo, « The Brazilian national team and the invention of Brazil's Torcida leader in the FIFA World cups : an analysis of a supporter's trajectory », Colloque international *Soccer as the beautiful game, football's artistry, identity and politics*, Hofstra University, New York, 10-12 Avril 2014

La *Torcida* est l'exception qui confirme la règle en ce qui concerne la période de création de ces groupes. Cependant, la date de 1950 ne doit pas faire oublier que rapidement après le match évoqué, les autorités communistes arrêtaient les leaders et interdisent tout rassemblement de masse susceptible de troubler l'ordre public¹. Le mot même de *Torcida* disparut pendant plus de 20 ans avant qu'une nouvelle génération de supporters ne le fasse renaître dans les années 1970 à la faveur d'un contexte politique et sportif plus propice à l'expression d'un supportérisme engagé (fédéralisation du pays et desserrement du contrôle social, grands succès sportifs du Hajduk, diffusion des modèles anglais et italien de supportérisme, et inauguration du nouveau stade Poljud en 1979). Lalić rappelle toutefois à bon escient que les premières bagarres qui eurent lieu dans les années 1970 entre la *Torcida*, groupe pionnier en la matière et le plus nombreux, et d'autres groupes qui ont commencé à se former, comme les *Grobari*² du Partizan Belgrade, demeuraient dans la limite d'une violence alimentée par une rivalité sportive entre les rares groupes capables de mobiliser des centaines d'individus, qui ne comportait pas encore vraiment de dimension politique autre qu'un rejet du communisme. Autrement dit, la bagarre de 1978 à Split entre *Torcida* et *Grobari* ne saurait faire l'objet d'une surinterprétation politique allant dans le sens d'un nationalisme débridé dans les stades dès cette époque selon Lalić³.

A Belgrade comme à Split, la fin des années 1970 est donc celle d'un apprentissage des nouveaux modèles de supportérisme et d'un investissement des tribunes par de jeunes supporters. Ces derniers s'organisent petit à petit, utilisent de plus en plus de matériel, se déplacent, et provoquent des incidents et des violences sur la base de la rivalité entre leurs clubs. Les déplacements des groupes déjà constitués dans des villes qui n'en comptent pas provoquent par ailleurs une émulation locale poussant certains jeunes locaux à fonder leur propre groupe par mimétisme avec ce qu'ils ont vu. Les groupes des grands clubs se subdivisent en sous-groupes qui favorisent telles ou telles pratiques de supportérisme mais se retrouvent contre les rivaux. C'est ainsi qu'en une dizaine d'années les principaux clubs yougoslaves comptent leurs groupes de supporters extrêmes, aux pratiques empruntées aux

¹ Lalić, Dražen, *Torcida, pogled iznutra*.op.cit. Sociologue, Dražen Lalić était un membre actif de la *Torcida* dans les années 1980 tout en étudiant la sociologie auprès de Srđan Vrcan, spécialiste de sociologie du sport. Pour un résumé, en anglais, de l'histoire de la *Torcida*, voir <http://stari.torcida.org/english/history.htm>

² Fossoyeurs ou croque-morts en français. Le nom viendrait du nom de la rue dans laquelle se trouve le stade du Partizan, *Humska*, qui serait littéralement la « rue du monticule de terre », renvoyant donc à l'idée de cimetière. L'autre théorie est que ce sont les supporters rivaux de l'Etoile Rouge qui ont trouvé ce nom en raison des couleurs noires du maillot du Partizan, qui ressemblait aux uniformes portés par les employés des cimetières.

³ Entretien, Zagreb, 2013

traditions anglaises et italiennes, voire à l'exubérance argentine et à l'anarchie des tribunes grecques¹. Cela aboutit pour certains à la création d'un style balkanique propre de supportérisme fait d'une organisation forte et structurée très présente dans l'animation des tribunes (tendance ultra), à la recherche permanente du contact violent avec d'autres groupes, renforcée par une forte consommation d'alcool (tendance hooligan).

Or, comme on l'a vu, la transposition locale de ces styles de supportérisme extrême est fonction du contexte politique et social. Sébastien Louis a montré ce qu'il en était en Italie lors de la naissance du mouvement ultra avec des tribunes politisées plutôt à l'extrême gauche, ceci correspondant au climat politique en Italie après 1968, avant que cette tendance ne s'inverse plus tard². En Yougoslavie, le climat de la fin des années 1970 et des années 1980 favorise davantage la critique d'un système communiste pris dans ses contradictions et ses impuissances. Cela renforce par contraste la parole nationaliste, bien que celle-ci soit encore feutrée et ne bénéficie pas d'une large publicité hors de certains secteurs. Il n'est donc pas étonnant qu'au sein des groupes nouvellement formés de supporters extrêmes, qui se caractérisent notamment par le rejet de toute figure d'autorité, le nationalisme, comme réponse au système communiste, ait été aussi répandue³. Comme Sabrina Ramet le rappelle à propos des paroles de plus en plus noires des chansons des groupes de rock, la jeunesse yougoslave des années 1980 est prise entre l'âge d'or yougoslave vécu par leurs parents et la crise économique et politique qui les touche et rend leur avenir très incertain. Dans cette optique, le succès du *gangsta rap* venu des Etats-Unis, et sa philosophie matériel-nihiliste, nous semble être, au même titre que le surinvestissement dans le supportérisme extrême un signe, non pas seulement d'une recherche identitaire adolescente ordinaire, mais d'un malaise structurel plus profond qui touche à la société yougoslave elle-même et aux perspectives de plus en plus sombres qu'elle laisse entrevoir⁴.

¹ Entretien avec Djura, porte-parole du groupe *Južni Front* (Front Sud), groupe faisant partie des *Grobari* du Partizan Belgrade

² Louis, Sébastien, *Le phénomène ultra en Italie*, op.cit.

³ Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.173

⁴ Cette culture issue du *gangsta rap* sera très représentative de la Serbie des années 1990 dans laquelle la violence et les gangs, alimentés par les sanctions internationales, seront tout puissants. Cela est parfaitement illustré par le film documentaire de Janko Baljak *Vidimo se u citulji* -rendez-vous à la rubrique nécrologique- (B92, 1993) où l'auteur suit pendant plusieurs mois plusieurs chefs de gangs (dont certains sont tués pendant le tournage), très marqués, notamment d'un point de vue vestimentaire et philosophique, par le style développé par les rappeurs et gangsters américains, incarnés par Tupac Shakur ou encore Tony Montana, personnage principal du film générationnel *Scarface* (1983). Aujourd'hui encore, une partie de la jeunesse serbe voue un culte important au film de Matthieu Kassovitz *La Haine* (1995), illustré par les nombreux graffitis qui ornent les murs

De ce point de vue, le stade, en tant que lieu où le contrôle social est moindre que dans le reste du champ social, s'avère être un lieu d'expression politique crucial pour la circulation de la contestation politique à caractère nationaliste et la mise au défi du système de pouvoir. C'est notamment ce qu'explique Zoran Timić, l'un des fondateurs des premiers groupes de supporters extrêmes de l'Etoile Rouge de Belgrade à la toute fin des années 1970 :

« *Le football était un moyen de nous rebeller contre le communisme en Yougoslavie. La plupart des fans de l'Etoile Rouge de Belgrade était déjà très nationaliste. Au début des années 1980, nous avons repris à notre compte les chorégraphies et les chants du football italien, et le hooliganisme du football anglais pour créer notre propre style de supportérisme anti-communiste. Le hooliganisme est alors devenu un moyen de montrer que nous étions libres et que nous résistions au communisme* »¹.

Il faut noter que cette fonction du stade comme lieu de rébellion et d'expression politique n'est pas propre à la Yougoslavie, mais plutôt aux pays dotés de régimes autoritaires. On l'a vu en URSS, en Tchécoslovaquie, d'autres exemples comme l'Argentine², ou plus récemment les pays d'Afrique du Nord³, ont déjà été étudiés. De fait, dans des régimes autoritaires, le stade dépasse la simple fonction de *controlled decontrolling of emotions* mise en avant par Norbert Elias⁴, pour au contraire devenir une arène potentiellement politique et subversive vis-à-vis du régime en place s'agissant des supporters extrêmes. Dès lors, les stades des années 1980 offrent deux situations comparables en Serbie et Croatie. Celles de groupes de supporters qui se forment et se structurent sur les modèles et les pratiques évoqués auparavant, et qui politisent progressivement leurs discours, leurs banderoles, leurs chants et leurs actes violents, d'abord contre la police, puis entre eux sur une base nationaliste⁵. C'est ce phénomène qui se développe dans le cadre du dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste qui a été décrit antérieurement⁶.

de certains immeubles, de même que la connaissance par cœur et en phonétique des répliques les plus fameuses. Voir « La jeunesse de Belgrade est obsédée par le film *La Haine* », *Vice*, 11 septembre 2014

¹ « Football, blood and war », *The Observer*, 18 janvier 2004

² En particulier pendant le Mondial 1978, où le public scandait « va a acabar, la dictadura militar ! », voir Boniface, Pascal, *La terre est ronde comme un ballon. Géopolitique du football*, Paris, Seuil, 2002, p.38

³ « Egypte : génération ultras », *Le Monde*, 17 octobre 2011, voir aussi les analyses régulières de James Dorsey sur les liens entre football et politique au Moyen-Orient <http://mideastsoccer.blogspot.fr/>

⁴ Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, op.cit

⁵ Tournant identifié par Dražen Lalić pour qui progressivement la violence n'a plus rien à voir avec le jeu lui-même, « La violence des supporters de football ; genèse du phénomène en Yougoslavie », *Kultura*, 1990, p. 124-129

⁶ C'est un point de désaccord que nous avons avec Richard Mills qui, dans l'une des rares études sur le sujet pour la Serbie, fait débiter sa recherche sur les liens entre football et politique dans les tribunes à la toute fin des années 1980, éliminant ainsi tout le processus de construction politique des groupes de supporters extrêmes.

b. Les clubs comme vecteur du discours nationaliste

Pour mieux cerner le rôle spécifique joué par les supporters de football dans ce dispositif, on peut proposer de l'analyser à travers le modèle du développement des mouvements nationaux forgé par Miroslav Hroch¹. Celui-ci découpe l'histoire des mouvements nationaux en trois phases. La phase A est purement folklorique, culturelle, littéraire et n'a aucune portée politique. Dans la phase B, des pionniers, intellectuels, poètes, « découvrent » la spécificité historique, linguistique, géographique du peuple auquel ils appartiennent, et entreprennent d'en systématiser la transmission dans une démarche militante de l'idée nationale. C'est, selon ce modèle, toute l'action de Vuk Karadžić s'agissant de l'identité serbe². C'est aussi ce que décrit très bien l'écrivain Ivo Andrić dans son roman *Le pont sur la Drina* lorsqu'il évoque ces jeunes érudits serbes enthousiastes qui, étudiant à Vienne, sont au contact de tout ce bouillonnement national en cours au sein de l'empire des Habsbourg. Ils viennent jusqu'à Višegrad investis d'une mission, celle de convertir la population serbe locale à l'idée de nation, et donc à la nécessité de l'établissement d'un Etat-nation³. Enfin, la phase C correspond au moment où l'idée nationale acquiert le soutien d'une partie significative du peuple dont les pionniers militants se réclament.

Utiliser ce schéma, en l'adaptant au XXe siècle, nécessite cependant de considérer le retour du nationalisme, non seulement en Yougoslavie mais aussi partout où le communisme s'est effondré, comme une renaissance du discours national en rupture avec le communisme. C'est-à-dire une forme de retour aux sources qui replonge ses racines dans une histoire et des références tues sous la contrainte pendant plusieurs décennies. Dans ces conditions, la différence avec le modèle initial de Hroch serait l'absence de phase A, et l'accélération du processus de passage entre la phase B et la phase C, eu égard notamment aux nouveaux moyens de communication. En effet, Hroch signale que les populations telles que les ouvriers et les paysans, de même que les gens vivant dans des endroits reculés des centres d'idées, sont ordinairement les derniers pénétrés par l'idée nationale et que cette transmission prend du temps. Or, l'instantanéité des moyens d'information et de communication telle que la

Voir, Mills, Richard, « It all ended in an unsporting way » : Serbian football and the disintegration of Yugoslavia 1989-2006, *The International Journal of the History of Sport*, Vol.26, n°9, Juillet 2009, pp.1187-1217

¹ Hroch, Miroslav, *Social preconditions of national revival in Europe*, op.cit.

² Sur ce processus et Karadžić, voir Thiesse, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 2001, p. 83-86

³ Andrić, Ivo, *Le pont sur la Drina*, Paris, Belfond, 1994 (trad.)

télévision abolit cette difficulté, à plus forte raison dans la mesure où la télévision et la presse écrite populaire sont contrôlées par les militants de la cause nationaliste.

Dans ce contexte, le stade est l'un des théâtres privilégiés de la phase C. On peut le soutenir d'abord étant donné l'importance sociale et nationale accordée aux différents clubs sportifs en Yougoslavie, et la façon dont ces clubs ont été progressivement chargés d'un point de vue identitaire dans un sens nationaliste. Autrement dit, là où l'Etoile Rouge de Belgrade a été fondée en 1945 sous patronage communiste, et a toujours été dirigée par des dignitaires communistes y compris dans les années 1980¹, ses supporters, au-delà même des supporters extrêmes et y compris jusqu'au sein de la direction du club, se sont subjectivement réappropriés le club dans le sens du club de la « serbité ». Par conséquent, aux yeux des Serbes en général, et pour les Serbes vivant hors de Serbie en particulier, être supporter de l'Etoile Rouge de Belgrade était une façon déguisée et subversive de revendiquer son appartenance à la nation serbe dans le contexte communiste autant que dans le contexte d'une montée nationaliste dans les autres républiques où les Serbes vivaient comme la Croatie. Čolović cite ainsi un passage d'un article daté d'août 1991 de la revue du club, *Zvezdina Revija*, dans laquelle on peut lire : « *pour les Serbes de Croatie l'Etoile Rouge est quasiment une part de leur identité nationale ! Jusqu'à une date récente encore, ils ne pouvaient pas dire tout haut quelle était leur appartenance ethnique, mais ils ont par contre toujours clamé quel club ils soutenaient* »².

Il en va de même, de façon pire encore, pour les supporters du Partizan Belgrade, qui doivent composer non seulement avec le fait que leur club est historiquement celui de l'armée yougoslave, donc a-national et anti-serbe selon le discours nationaliste, mais qu'en plus Franjo Tuđman lui-même en a été président dans les années 1950 et que c'est lui qui a décidé que le club porterait les couleurs blanches et noires !³ Il y a donc la nécessité pour eux, de faire d'autant plus leurs preuves dans l'exaltation de l'identité serbe qu'ils sont initialement accusés d'être de mauvais patriotes⁴. D'où les slogans d'allégeance au nouveau maître de

¹ Comme l'atteste la monographie du club de Ljubivoje Ršumović datant de 1986, citée par Ivan Čolović, « Le football, les hooligans et la guerre », in Popov, Nebojša, *Radiographie d'un nationalisme*. op.cit, p.187

² Ibid., p.186

³ Une tâche dans l'histoire du club que même le journal du club, *Partizanov Vesnik*, s'efforce de minimiser. *Ibid*, p.182

⁴ Ce que les supporters de l'Etoile Rouge ne manquent pas de rappeler, par exemple lors du derby de la saison 1991-1992 avec une banderole indiquant « Grobari marš iz Srbije » que l'on peut traduire par « Grobari hors de Serbie », une formule les ramenant à leur condition de traîtres supposés.

Belgrade une fois celui-ci parvenu au pouvoir : « *Partizan, Partizan, that's a Serbian team, Slobodan Milošević is proud of them* »¹. Ce processus se produit en parallèle de la *serbisation* de l'armée yougoslave selon Zoki, un ancien Grobari très respecté dans la tribune : « *Tu devenais supporter du Partizan parce que ton père ou quelqu'un de ta famille était dans l'armée, c'est pour ça qu'il y avait des supporters du Partizan partout en Yougoslavie, bien au-delà des Serbes. Moi je vivais en Bosnie, j'avais des amis Slovènes, Musulmans et même Croates qui étaient supporters du Partizan. Et puis quand la situation politique a commencé à se détériorer, l'armée a suivi le même chemin. Petit à petit, les autres nationalités sont parties, l'armée est devenue une armée serbe, et donc le Partizan un club serbe* »².

La logique est identique en Croatie avec le Dinamo Zagreb devenu, au fil des ans, le club de la « croacité » face aux deux grands clubs serbes. Le raisonnement vaut également pour le Hajduk Split, seul de ces quatre grands clubs à ne pas devoir son existence au régime communiste, avec de surcroît la défense de l'identité régionale dalmate. C'est donc parce que ces clubs sont plus que de simples clubs de football aux yeux des supporters très nombreux qui les suivent, que le football se transforme en véhicule évident et commode du dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste à travers la montée en puissance des groupes de supporters. De surcroît, les matchs eux-mêmes sont télévisés et ce qu'il s'y passe bénéficie d'une grande résonance ensuite dans le reste du champ social grâce à la large couverture médiatique. La dénonciation des violences ou des débordements sont un motif de fierté pour ceux qui sont à l'origine des troubles, et peuvent faire office d'élément attractif chez des jeunes supporters en quête de sensations et d'identité³.

Ivan Čolović cite l'exemple de journaux sportifs très lus qui, dans leurs comptes-rendus des rencontres entre équipes de différentes républiques, ne manquent pas de dénoncer les attitudes, chants, banderoles et violences à caractère nationaliste⁴. Cependant, selon leur

¹ Čolović, Ivan, *politics of symbol*, op.cit., p.273. L'allégeance à Milošević est toutefois intéressante car nonobstant sa politique, il n'en reste pas moins le président de la Ligue Communiste de Serbie avant de la rebaptiser Parti Socialiste de Serbie (SPS) en 1990.

² Entretien, Belgrade, 2015

³ C'est la raison pour laquelle les acteurs du football et des médias décident désormais de ne plus montrer à l'écran d'éventuels incidents en tribunes, ni les *streakers*, ces individus qui entrent sur le terrain, le plus souvent nus, afin d'honorer un pari. Ces images, enregistrées par les télévisions, peuvent ensuite être diffusées lors de journaux télévisés, puis servir de preuves judiciaires, mais ne sont plus diffusées en direct à la télévision. De fait, les images d'incidents que l'on trouve désormais sur les sites de partage de vidéos sont souvent des images amateurs d'autres spectateurs qui ont filmé avec leur téléphone portable.

⁴ Čolović, Ivan, « Le football, les hooligans et la guerre », in Popov, Nebojša, *Radiographie d'un nationalisme*, op.cit., p. 181

nationalité, ces journalistes ne font que condamner le nationalisme des groupes adverses avec des expressions elles-mêmes stigmatisantes et guerrières. « *Ils ont flairé comme des bêtes sauvages le sang dans l'air, voulu qu'il coule, et alors seulement leurs instincts les plus bas auraient été satisfaits* » décrit un journaliste serbe à propos des supporters du Dinamo Zagreb lors d'un Dinamo-Partizan du 25 mars 1990¹. Les journalistes mettent sur le compte d'éléments isolés et incontrôlables le nationalisme venu des groupes de supporters leur propre nation. Cela participe évidemment de la stigmatisation et du renforcement de la méfiance généralisée vis-à-vis de l'autre en tant que menace à laquelle, bien qu'on défende le contraire, il convient de répondre. Ainsi, les supporters de football participent, avec leur propre répertoire d'action et en direction de cibles particulières (les amateurs de football en général, et les jeunes garçons en particulier), au passage très rapide de la phase B à la phase C. On assiste alors à la massification « par le bas » du message nationaliste remis sur le devant de la scène « par le haut » par les militants pionniers de la cause nationale.

Ce processus peut s'observer concrètement en analysant l'évolution des tribunes au sein de deux des principaux clubs yougoslaves, à savoir l'Etoile Rouge de Belgrade et le Dinamo Zagreb. A propos de l'Etoile Rouge, il convient de découper l'analyse en deux temps. Le premier est celui qui parcourt les années 1980 avec la création des groupes de supporters extrêmes et la politisation des stades qu'ils provoquent. Le second est le tournant de 1989 lorsque Željko Ražnatović, plus connu sous le nom d'Arkan, prend la tête et unifie les groupes de supporters dans un seul grand groupe structuré.

c. L'épicentre de la folie

Tout au long des années 1980, la tribune nord du stade Marakana, où s'installent progressivement les supporters les plus engagés de l'Etoile Rouge de Belgrade, est en ébullition. Ces supporters se recrutent parmi les jeunes des quartiers bourgeois de Belgrade mais aussi chez les fils d'ouvriers de la ville, faisant de l'Etoile Rouge un club davantage attaché à l'identité belgradoise que son rival du Partizan². L'importation des modèles anglais

¹ *Ibid*

² D'après les observations que nous avons pu faire à l'occasion de nombreux matchs et grâce aux photos disponibles sur les forums spécialisés, cela est encore visible aujourd'hui à travers la présence dans la tribune des

et italien de supportérisme se traduit par la création de plusieurs groupes. Principalement, le groupe *Ultras* se réfère au modèle italien, tandis que le second groupe important, les *Red Devils*, reprend le répertoire anglais fait d'alcool et de bagarres. Un troisième grand groupe se joint aux deux autres, les *Zulu Warriors*. Ces trois groupes forment le cœur de la tribune Nord pendant les années 1980, et lui confèrent sa réputation aujourd'hui résumée d'un slogan présent sous forme de graffiti ici et là autour du stade et en ville : « *Crazy North, epicenter of madness* ». Ils fabriquent les premiers tifos rouges et blancs, parent la tribune de drapeaux et d'écharpes de la même couleur, et utilisent de plus en plus de fumigènes au fil des années. Cette dernière pratique semble nous indiquer que le contrôle social dans l'enceinte du stade est de moins en moins important, tandis que le nombre de supporters extrêmes progresse en parallèle. Les fumigènes et pétards craqués et jetés sur les forces de l'ordre, puis sur les supporters adverses comme projectiles, deviennent progressivement monnaie courante.

Ce spectacle visuel hebdomadaire est largement repris par les médias, surtout pour le dénoncer, ce qui n'empêche pas, bien au contraire, les pionniers des groupes cités de se transformer en héros à trois titres. Héros populaires d'une partie de la jeunesse, plutôt urbaine et masculine, qui découvre et adopte ces pratiques subversives. Héros politiques en osant braver la police du régime, en l'affrontant directement, en provoquant des incidents avec d'autres supporters, en reprenant chants et slogans nationalistes¹. Héros patriotiques en remettant à la mode le salut à trois doigts², en introduisant dans le stade des drapeaux serbes, d'autres à l'effigie de Draža Mihailović³, de Vuk Drašković, ou encore en représentant des saints et icônes orthodoxes, fondateurs de la nation serbe. On retrouve dans cette scénographie les thèmes principaux autour desquels le discours nationaliste s'est articulé à partir des années

supporters de l'Etoile Rouge de drapeaux représentant les armoiries et les emblèmes de la ville de Belgrade, le plus souvent absents dans la tribune des supporters du Partizan.

¹ Dont le très fameux : « *Zvezda Srbija, nikad Jugoslavija* », qui signifie Etoile (rouge), Serbie, jamais Yougoslavie.

² Le pouce, l'index et le majeur, ces trois doigts représentant la sainte trinité, c'est ainsi que les Serbes se signent lorsqu'ils prient. Indépendamment de sa signification originelle, ce signe est devenu un signe de ralliement à caractère nationaliste vu le contexte, un signal d'appartenance, une sorte de code qui distingue les Serbes des autres. Il est très frappant de constater que sur la photo de la victoire de 1991 en coupe d'Europe, les joueurs de l'Etoile Rouge présents font tous ce geste à l'exception de Robert Prosinečki, qui est Croate.

³ Leader du mouvement tchetnik, royalistes serbes qui ont davantage combattu les partisans de Tito que les nazis pendant la Seconde guerre mondiale, tout en commettant nombre de massacres contre les autres populations yougoslaves. La réhabilitation des tchetniks et de Mihailović dans le récit national serbe est un processus constant depuis la mort de Tito, puis tout au long des années 1990, puis après la chute de Milošević jusqu'à aujourd'hui et sa réhabilitation officielle par la justice serbe, décidée le 15 mai 2015. Cela donne lieu à d'importants et houleux débats internes entre historiens et au sein de l'opinion publique. Voir Vasić, Roland, *Mihailović, entre révolution et restauration. Yougoslavie 1941-1946*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; « Au nom du peuple : anticommunisme et révisionnisme à la sauce serbe », *Le Courrier des Balkans*, 6 juin 2014

1980, notamment le retour au premier plan de l'Église orthodoxe serbe qui revendique son rôle de défenseur et de guide moral et spirituel du peuple serbe. Les discours liés à la remise en cause du dogme titiste des partisans, réhabilitant en creux le mouvement tchetnik serbe, qualifié de nationaliste, de traître et de fasciste par l'historiographie communiste¹ prennent également de l'ampleur. Le stade se veut donc le réceptacle populaire, en particulier en direction des jeunes, de débats politiques qui agitent de plus en plus la société serbe en provenance de ses élites intellectuelles et religieuses.

La portée politique conséquente des actions menées par les supporters de football, en particulier ceux de l'Étoile Rouge de Belgrade, est attestée par le tournant de 1989, et la prise de contrôle de la tribune par Arkan. À l'origine, Arkan, par ailleurs grand amateur de football, est un bandit qui sévit dans toute l'Europe, un braqueur de banques surdoué que le régime yougoslave protège à l'étranger en échange de services rendus, notamment l'assassinat d'opposants au régime à l'étranger. De retour en Serbie au début des années 1980 après plusieurs évasions en Europe occidentale, il se fait le nouveau caïd de Belgrade, roule en Cadillac rose, élimine tous ceux qui se mettent en travers de son chemin pour le contrôle de trafics divers grâce à ses protections au sein des services secrets. C'est cette connexion entre sa passion pour le football et ses liens avec les services yougoslaves sous contrôle de Belgrade qui va faire de lui l'homme idéal pour mettre en ordre une tribune anarchique qui suscite les pires craintes chez Slobodan Milošević².

Il faut en effet comprendre que la prise de pouvoir de ce dernier, si elle semble emporter l'adhésion des *Grobari*, mais aussi de la plupart des intellectuels nationalistes comme Dobrica Ćosić ainsi que de l'église orthodoxe (au moins dans un premier temps), ne satisfait pas les plus nationalistes parmi les Serbes. Ceux-ci, comme certains supporters extrêmes de l'Étoile Rouge, ne se retrouvent pas dans cet apparatchik communiste, mais plutôt dans le verbe lyrique et exalté du romancier Vuk Drašković qui fonde son propre mouvement politique nationaliste en 1989, le SPO. Ils peuvent aussi se retrouver dans celui, volontairement outrancier et belliqueux, de Vojislav Šešelj, qui revendique directement l'héritage tchetnik au sein de son parti radical serbe (SRS). Milošević redoute donc que le stade, partie intégrante d'un dispositif de sensibilisation qui jusque-là le servait, ne lui

¹ Voir cet entretien avec l'historienne serbe Dubravka Stojanović « Balkans : comment les pouvoirs manipulent l'historiographie pour légitimer leurs politiques », *Le Courrier des Balkans*, 1^{er} juin 2011

² Sur le parcours d'Arkan et sa prise de pouvoir au sein des tribunes de l'Étoile Rouge, voir Stewart, Christopher, *Arkan, la tigre dei Balcani*, Padova, Alet, 2009 (trad.), p.155-169

échappe et ne profite à d'autres personnalités politiques que lui. De surcroît, la violence dont font preuve les supporters extrêmes, et l'impossibilité de la canaliser ni de l'orienter a priori, suscite chez lui la crainte qu'elle ne se retourne un jour contre lui. C'est la raison pour laquelle il finit par demander à Jovica Stanišić, chef de la sécurité d'Etat, en réalité patron des services secrets, l'UDBA, qui protègent Arkan, et par ailleurs membre du conseil d'administration de l'Etoile Rouge de Belgrade, de prendre contact avec Arkan afin de le placer à la tête des groupes de supporters extrêmes du club. Si Milošević et Arkan se sont très rarement rencontrés, le pacte passé à ce moment-là par l'intermédiaire de Stanišić¹ est clair : Arkan doit « dépolitiser » la tribune, ce qui signifie éliminer tous les signes favorables aux partis et individus opposés à Milošević, et la « discipliner » afin que son potentiel de violence ne se retourne pas contre lui, mais au contraire puisse éventuellement lui servir le moment venu. En échange, Arkan a les mains libres pour développer ses affaires à Belgrade dès lors que ses intérêts ne se heurtent pas à ceux du clan Milošević, en particulier ceux de son fils Marko.

Christopher Stewart raconte ainsi comment Arkan prit la parole devant une centaine de supporters un soir d'hiver 1989 pour leur annoncer qu'il prenait leur tête, et qu'il allait tout réorganiser afin de faire des supporters de l'Etoile Rouge le groupe le plus puissant qui existe. De fait, si les bâches des groupes continuèrent à s'afficher au stade, il fut décidé de centraliser la tribune sous une seule bannière, en adoptant un seul et nouveau nom, celui de *Delije*, qui signifie en français Preux, ou Héros². La centralisation passe par une organisation plus structurée, avec un bureau dans lequel Arkan s'installe, des relations officielles avec le club, une gestion financière etc³.

¹ Dont le rôle d'intermédiaire, avec Franko « Frenki » Simatović, entre le pouvoir de Belgrade et Arkan, lorsque celui-ci sera à la tête de son unité paramilitaire en Croatie et Bosnie, est avéré par les enquêtes de Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, malgré leur très surprenant acquittement final. http://www.icty.org/case/stanistic_simatovic/4

² *Heroes* est la traduction anglaise privilégiée des supporters eux-mêmes.

³ Foer, Franklin, *How football explains the world*, op.cit., chapitre 1 consacré à l'Etoile Rouge.



Photo 1 : Bâche *Delije Sever* (Delije Nord) en cyrillique, utilisation massive de fumigènes, et bagarres provoquées à Cologne en 1989. L'une des premières fois où cette bâche est posée au centre par rapport aux autres

C'est ainsi que les *Delije*, loin de sortir du dispositif de sensibilisation politique au nationalisme par cette reprise en main, y prennent au contraire une place de choix, de façon aussi légitime que les écrivains ou l'église, car désormais, ils ne s'opposent plus à Milošević. Les chants et slogans popularisés dans les stades coïncident avec ceux qui sont entonnés lors des manifestations de masse organisées par Milošević et ses alliés en 1988-1989.

d. La riposte croate

En Croatie, les supporters du Dinamo Zagreb commencent à s'organiser selon les nouveaux modèles de supportérisme au début des années 1980, et se baptisent *Bad Blue Boys* en 1986, en référence au film *Bad Boys* de 1983 avec Sean Penn. Leur style est davantage tourné vers le modèle anglais tandis que la *Torcida* de Split adopte un style proche du modèle italien. Ce sont les deux principaux groupes de supporters extrêmes en Croatie dans les années 1980 auxquels il convient d'ajouter l'*Armada* de Rijeka, qui possède un petit noyau de supporters très actifs et souvent violents. Comme en Serbie, le stade constitue un lieu de moindre contrôle social dans lequel on peut exprimer davantage qu'ailleurs son rejet de la Yougoslavie. Mais à la différence de la Serbie, il n'y a pas eu de montée en tension organisée par le haut avec en point d'orgue la prise de pouvoir de Milošević. Diane Masson explique au

contraire très bien comment les élites croates (intellectuelles et politiques) sont longtemps restées silencieuses et prudentes face aux évènements de Serbie, ce qu'elle nomme « le silence croate »¹. Contrairement à la Slovénie dont les élites et le peuple se sont assez tôt retrouvés dans le rejet explicite du bellicisme de Belgrade, les Croates ont hésité jusqu'à la toute fin des années 1980. Puis, certaines voix nationalistes se firent fortement entendre pour réagir à la politique de Belgrade, portée par le poids de la diaspora croate² et la création du HDZ par Franjo Tuđman en 1989³.

Auparavant donc, les tribunes des stades étaient d'autant plus sujettes à l'expression politique que celle-ci ne trouvait pas vraiment de relais ailleurs. On observe ainsi dans les tribunes des supporters qui, vêtus de leurs blousons *Bombers* retournés de façon caractéristique, s'en prennent de plus en plus à la police et aux supporters des autres républiques, en particulier les Serbes. La compétition entre groupes de supporters pour savoir qui est le meilleur, le plus dédié à son club, et le plus fort physiquement, s'articule alors autour du discours nationaliste ambiant. Les déplacements de supporters entre les républiques sont de plus en plus surveillés par la police de même que les leaders eux-mêmes, ce qui renforce leur identité de groupe et leur volonté d'en découdre avec une police considérée comme étant dans la main des Serbes. Au cours de cette période, en dehors des engins pyrotechniques et de leurs écharpes et bâches, les supporters viennent au stade avec le drapeau croate de l'époque communiste, c'est-à-dire un drapeau yougoslave à l'envers, tricolore avec des bandes horizontales rouge blanc bleu, dans cet ordre-là. Chaque république avait en effet un drapeau, avec leurs couleurs et une étoile rouge, et tout autre étendard était interdit. L'exhibition ostensible de ce drapeau, pratique que l'on retrouve également en Serbie et dans une moindre mesure en Slovénie, est également une forme de rébellion à cette période.

¹ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie (1989-1995)*, Paris, L'Harmattan, 1998

² Sur le rôle de la diaspora croate dans la mobilisation guerrière et politique en Croatie, voir Hockenos, Paul, *Homeland calling, exile patriotism and the Balkan wars*, Londres, Cornell University Press, 2003

³ Ainsi les délégués de la ligue des communistes de Croatie hésiteront longtemps avant de finalement quitter avec les Slovènes le XIVe Congrès de la Ligue Communiste de Yougoslavie en janvier 1990, signant l'arrêt de mort cérébrale de la Yougoslavie. Voir Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., p. 96



Photo 2 : *Torcida* à Belgrade dans les années 1980 : blouson Bombers retourné, écharpes, et drapeaux croates.



Photo 3 : chorégraphie des *Delije* représentant un drapeau serbe. Etoile Rouge de Belgrade-Hajduk Split, saison 1989-1990

Au cours des années 1980, les principaux acteurs du monde du football (joueurs et supporters), s'accordent à dire que la rivalité entre le Dinamo Zagreb et le Hajduk Split n'était pas extrêmement forte ni violente. Il était bien sûr important d'être la meilleure équipe et le

meilleur groupe de supporters de Croatie, mais cela était moins essentiel que de s'unir contre les autres, en particulier les Serbes. Ainsi les rencontres entre le Dinamo Zagreb et le Hajduk Split donnaient-elles lieu dans les années 1980 à des scènes d'entente, de chants et de tribunes communes entre la *Torcida* et les *Bad Blue Boys*. De même, lorsque l'un ou l'autre de ces clubs recevait un club de Belgrade, il était courant que des supporters des deux clubs croates se retrouvent dans la même tribune puis dans la rue pour s'en prendre au groupe adverse et à la police¹.



Photo 4 : supporters du Dinamo Zagreb et du Hajduk Split, en déplacement à Sarajevo en 1986

La politisation des tribunes croates est montée d'un cran après la création du HDZ et l'approche des premières élections libres d'avril-mai 1990 en marge desquelles le discours nationaliste est désormais présent et légitime². Assumant totalement leur rôle politique, les supporters des deux clubs se prononcent ouvertement, dans leur tribune avec chants et bannières, en faveur de Tuđman et du HDZ. Le match Hajduk-Dinamo de mars 1990 permet d'observer à cet égard une symbiose entre les deux tribunes, qui véhiculent le même message. L'appel des *Bad Blue Boys* en faveur du HDZ est visible à plusieurs reprises dans la vidéo du résumé du match³. On peut voir sur la photo suivante la banderole déployée par la *Torcida*, de

¹ Voir les différents témoignages et les images des matchs de l'époque proposés dans le documentaire « Football rivalries : Dinamo-Hajduk » produit par la chaîne ESPN, visible ici <http://www.youtube.com/watch?v=M47zdFIWY64> Tous les protagonistes soulignent ainsi la différence fondamentale dans l'importance de la rivalité entre la période précédant l'indépendance et la période ultérieure.

² La victoire du HDZ n'est cependant pas un raz de marée comme le rappelle opportunément Diane Masson, ce qui s'explique notamment par les votes régionalistes en Istrie et Dalmatie, ainsi que par le vote pour les communistes des Serbes de Croatie. Voir Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre*, op.cit.

³ Visible ici <https://www.youtube.com/watch?v=y7SD7A9posE>

même qu'une bache *Torcida* avec l'écusson croate représentant un damier rouge et blanc¹, des drapeaux du nouveau logo du club, où le damier a également remplacé l'étoile rouge au centre, ainsi que des drapeaux croates de l'époque yougoslave en bas à gauche de l'image. Bientôt ces drapeaux seront remplacés dans les tribunes par des drapeaux croates où le damier rouge et blanc prendra la place de l'étoile rouge.



Photo 5 : « Torcida pour le HDZ » indique la banderole, identique à celle déployée par les *Bad Blue Boys* de l'autre côté du stade : « BBB pour le HDZ ».

Le monde du football, en particulier les supporters extrêmes, a donc contribué au dispositif de sensibilisation à la cause nationaliste. Ils l'ont fait de façon complémentaire aux entrepreneurs en émotions classiques tels que les intellectuels et les responsables politiques. Là où les premiers cherchaient avant tout à susciter l'angoisse et la peur vis-à-vis de l'autre de même qu'un sursaut de fierté nationale, les stades servaient à favoriser directement l'exaltation nationaliste et la haine de l'autre, banalisant et appelant à l'utilisation de la

¹ Repris parmi les symboles de l'Etat croate fasciste dans les années 1940, ce damier était auparavant celui de l'ancien royaume de Croatie depuis le XVI^e siècle. Adopté en décembre 1990, l'ordre des cases a été modifié (rouge en haut à gauche au lieu du blanc) afin de le différencier du drapeau oustachi, ce qui n'a pas levé les soupçons d'une réhabilitation rampante des symboles et de la rhétorique ultranationaliste de cette période par le nouveau pouvoir en Croatie.

violence. Cette gradation, induite mais non directement encouragée par les entrepreneurs en émotions, leur permettra ensuite non seulement de dégager leur responsabilité politique du conflit qui s'annonce, mais surtout de le mettre sur le compte d'une implacable dialectique de haines incontrôlables que l'autre peuple, et non plus seulement les autres dirigeants, a libérées. Tout l'intérêt des supporters extrêmes est là : relayer par le bas le dispositif de sensibilisation, y ajouter leur propre sensibilité et leur propre répertoire qui saisit une partie de la jeunesse, c'est-à-dire chanter tout haut ce que les entrepreneurs classiques se sont bien gardés de dire, tout en l'approuvant tout bas pour la plupart. Ce sont des dizaines de milliers de Serbes exaltés qui finissent par réclamer des armes lors des meetings de Milošević¹ ou lors des matchs de l'Etoile Rouge de Belgrade, et non pas ce dernier qui, formellement, leur a demandé de se battre. De ce fait, les Croates sont fondés à penser qu'il ne s'agit pas seulement d'une affaire entre Milošević et eux, mais d'une confrontation directe entre les Serbes dans leur ensemble et eux-mêmes, et réciproquement chez les Serbes.

Avant que le conflit n'éclate, les stades ont joué un dernier rôle bien précis dans le dispositif de sensibilisation au nationalisme, celui de tuer symboliquement la Yougoslavie, en faire quelque chose qui ne peut plus exister puis qui, *de facto*, n'existe plus avant même son extinction *de jure*. La dissolution ne mène pas fatalement à la guerre, il n'est pas question de se tromper sur les responsabilités des uns et des autres, mais cela va inévitablement participer d'un climat belliqueux dont plus personne ne pourra se sortir. C'est à travers six événements très précis, qui se sont déroulés dans des stades, que nous allons nous pencher sur cette mise à mort symbolique.

¹ Les images de ces manifestations sont visibles dans le documentaire *Yougoslavie, suicide d'une nation européenne*, issu du livre de Silber et Little, BBC, 1995

Section 3 : Le stade comme arène de mise à mort symbolique de la Yougoslavie

Entre le retrait des délégués communistes slovènes et croates du XIV^e Congrès de la Ligue des Communistes de Yougoslavie en janvier 1990 et les premiers actes de guerre ouverte en Croatie autour de l'été 1991, 18 mois s'écoulent. 18 mois pour passer de l'intelligibilité de la dissolution de la Yougoslavie en tant que fédération à l'inéluctabilité de cette dissolution dans la guerre. C'est sur le premier élément que nous allons nous pencher à présent, c'est-à-dire comment, en l'espace d'un an tout juste, de mai 1990 à mai 1991, à travers six événements, les stades vont devenir le tombeau symbolique de la fédération yougoslave. La pièce se joue en trois actes. Elle commence par la mise en scène de la haine et de la violence entre les deux camps principaux, puis elle se poursuit avec la mise en scène de la séparation de ces deux camps, et enfin s'achève avec la mise en scène de la vie séparée des deux camps qui actent la fin de la fédération avant même que celle-ci n'advienne juridiquement.

1. Le mythe de Maksimir

On a beaucoup écrit sur le match du 13 mai 1990 entre le Dinamo Zagreb et l'Etoile Rouge de Belgrade au stade Maksimir de Zagreb, un match qui n'a finalement jamais eu lieu en raison des très violentes bagarres entre supporters serbes et croates dans le stade et en dehors. Dans la presse internationale en particulier, avide de bonnes histoires et de raccourcis, on a même considéré qu'il s'agissait du « coup d'envoi » symbolique de la guerre, pour filer la métaphore footballistique¹. De fait, si ce match revêt autant d'importance, c'est parce que le caractère prémédité de ce qui s'y est produit, de même que la dramaturgie, au sens théâtral, des faits, lui ont conféré une dimension politique et mythique presque immédiate². Il faut rappeler que le match survient quelques jours seulement après les premières élections libres en Croatie, remportées par le parti nationaliste de Franjo Tuđman, le HDZ, dont le projet

¹ Kuper, Simon, « Did Boban kick off the Balkans conflict ? », *Political football series, Channel 4 news*, 19 septembre 2007

² Sack, Allen, Suster Zeljan, « Soccer and Croatian nationalism : A prelude to war », *Journal of sport and social issues*, 2000, n°24, pp.305-320

politique n'augure rien de bon en particulier pour les centaines de milliers de Serbes de Croatie. La tension politique est donc très élevée au moment de la rencontre.

Les différents récits de cette journée laissent peu de doute quant au caractère prémédité de toutes les violences qui ont émaillé un match qui n'a finalement jamais eu lieu. Les témoignages concordent pour décrire des stocks de pierres à disposition, ainsi que de l'acide pour venir à bout des grillages¹. Les événements de Maksimir posent une question simple : comment une bagarre, même préméditée, entre deux groupes de supporters ennemis qui se détestent cordialement a-t-elle pu devenir un tel élément cristallisateur de haine entre Serbes et Croates, au point de devenir un mythe fondateur dans l'histoire reconstituée de la mort de la Yougoslavie² ? Le tournant de Maksimir tient probablement non pas aux événements eux-mêmes, certes graves, mais à leur perception immédiate puis rétrospective de la part des principaux acteurs politiques, médiatiques et sportifs. Cela a été rendu possible par la couverture médiatique exceptionnelle de ces événements en comparaison des autres incidents à caractère nationaliste entre supporters qui eurent lieu auparavant. Cette rencontre était en effet très chargée tant d'un point de vue identitaire que sportif. Deux des meilleures équipes du pays, deux des plus populaires dans leurs nations respectives, dans le sport le plus populaire du pays, allaient s'affronter dans un sommet du championnat yougoslave. La rencontre était donc diffusée en direct à la télévision ce qui a accentué le sentiment, à travers toute la Yougoslavie, de vivre quelque chose d'historique. « *C'est donc ça que nous sommes devenus ? C'est donc comme ça que tout va finir ?* » se lamente alors le commentateur de la télévision³ pendant que les supporters croates envahissent le terrain pour aller en découdre avec les supporters serbes positionnés dans la tribune d'en face. En prenant à témoins les millions de téléspectateurs de Yougoslavie, il les inclut dans cette tragédie surréaliste, dont il pressent qu'elle marque un point de rupture, l'achèvement d'une époque et l'entrée dans une zone de turbulences dont personne ne sait encore comment il sera possible d'en sortir.

En réalité, les turbulences étaient assurées dès lors que chaque république organisait ses propres élections libres en 1990 indépendamment de la fédération⁴. Il faut ajouter à cela le retrait, déjà évoqué, des délégués slovènes et croates de la Ligue des Communistes de

¹ Voir par exemple le récit de Jonathan Wilson, *Behind the curtain, travels in Eastern European football*, op.cit., p.110

² Il faut en effet rappeler que ce non-match n'a en rien mis un terme au championnat de Yougoslavie unifié qui s'est encore tenu une saison de plus.

³ Voir le remarquable documentaire de Vuk Janić, *The last yugoslavian team*, NPH/PhV productions, 2000

⁴ Voir Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., p. 98 et sq

Yougoslavie en janvier 1990. Pour autant, de la même façon qu'il est plus facile de se représenter la nation sous la forme d'une équipe sportive l'incarnant, on peut dire que les incidents de Maksimir ont servi d'illustration au caractère alors irréversible de la cassure à l'intérieur même de la Yougoslavie. De ce point de vue, plus que des jeunes se battant à coup de sièges et cherchant à se voler des bâches, c'est l'image du jeune capitaine du Dinamo Zagreb et future star du Milan AC Zvonimir Boban assénant un violent coup de pied à la tête d'un policier qui provoque un choc. Non seulement Boban s'en était pris, chose inimaginable, à un représentant de l'ordre yougoslave¹, mais aux yeux de tous ce jour-là, il était évident que cette police s'était montrée bien plus zélée à l'égard des Croates que des Serbes. Cela participa grandement à la délégitimation en Croatie de tout ce qui évoque la Yougoslavie, et alimentera en retour la volonté du nouveau pouvoir croate de purger la police et les services administratifs des Serbes jugés trop nombreux².



Photo 6 : Fresque murale à Zagreb représentant le coup de pied de Zvonimir Boban à un policier le 13 mai 1990

¹ Bien que réputée moins dure que ses voisines du bloc de l'Est, la Yougoslavie titiste n'en était pas moins un régime autoritaire dans lequel l'expression de toute opposition était sévèrement « encadrée ».

² Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit, p. 142-143

Comme l'a montré l'anthropologue serbe Ivan Đorđević, deux lectures de Maksimir se firent alors face. Du côté serbe, le discours médiatique consiste à accuser les Croates d'avoir tout organisé pour galvaniser le peuple juste après la victoire du HDZ, et pour disposer d'un prétexte à la purge des éléments serbes dans la police et l'administration croate. Côté croate au contraire, on dénonce la barbarie et la violence des supporters de l'Etoile Rouge et de leur chef Arkan, venus uniquement pour provoquer le chaos, ainsi que la police yougoslave, qui venait de démontrer toute sa partialité en faveur des Serbes. C'est ainsi que d'une opposition entre groupes de supporters ennemis qui n'avait rien d'exceptionnelle, la façon dont la presse s'est emparée de l'évènement l'a sortie du monde du football pour le politiser. Il ne s'agissait plus simplement d'une rivalité entre supporters serbes et croates qui attisent le nationalisme et la haine comme il en existe d'ailleurs encore aujourd'hui, mais d'un évènement fondateur à marquer du sceau de l'irréconciliable entre les Serbes et les Croates au sens large à travers leurs presses respectives, c'est-à-dire la fabrication, l'authentification de la séparation d'avec l'ennemi clairement désigné. Ivan Đorđević souligne en outre, en comparant le traitement de la presse serbe et croate vingt ans après l'évènement, comment la mémoire de Maksimir diffère totalement d'un pays à l'autre¹. Là où la presse serbe ne consacre que quelques lignes à un évènement mineur dont on persiste à penser qu'il a été orchestré par les Croates, la presse croate continue pour sa part, dans l'ensemble, de se souvenir de Maksimir comme du jour où la Croatie s'est levée et a dit non à l'ordre yougoslave contrôlé par les Serbes. Ce sentiment s'explique en partie par le geste de Boban, devenu ainsi instantanément héros croate, statut renforcé par la suite par ses discours patriotiques².

Néanmoins, le processus de mythification de Maksimir ne vient pas seulement du traitement médiatique local, ni même de sa redécouverte par les médias étrangers. L'interprétation des évènements de Maksimir comme « le coup d'envoi de la guerre » doit en réalité beaucoup à l'appropriation des évènements par les supporters eux-mêmes, et à la façon dont ils ont reconstruit l'histoire par la suite, avec la complicité de la presse locale, en particulier du côté croate. Les *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb tirent une très grande fierté d'avoir été ce jour-là en première ligne pour « engager la première bataille » contre les Serbes. Cela constitue une page glorieuse de l'histoire du groupe, comme si, après leur

¹ Đorđević, Ivan, « Twenty years later : the war did (not) begin at Maksimir », *Serbian Institute of ethnography*, 2012

² Suspendu six mois par la fédération yougoslave et de ce fait privé de Coupe du monde 1990, Boban n'en honorera pas moins sept sélections avec l'équipe de Yougoslavie, jusqu'en mai 1991, avant d'être le fer de lance de la génération dorée croate qui terminera à la troisième place de la Coupe du monde 1998 en France.

naissance en 1986, ils étaient nés à nouveau ce 13 mai 1990. Beaucoup d'entre eux, comme d'autres supporters extrêmes croates de Split ou Rijeka, s'engageront très vite dans l'embryon de défense croate avec même que des uniformes officiels ne soient disponibles, d'où les images de certains soldats portant l'écusson de leur club sur la manche au lieu de l'écusson de la Croatie. Chaque année depuis 1994, les *Bad Blue Boys* actuels rendent hommage à ceux qui ont péri pendant la guerre en déposant plaques, bougies et gerbes de fleurs devant le monument sculpté à leur mémoire à l'entrée du stade, et sur lequel on peut lire le message suivant :

« A tous les supporters du Dinamo pour qui la guerre a commencé le 13 mai 1990 à Maksimir et s'est achevée dans le sacrifice de leur vie sur l'autel de la patrie croate »¹.



Photo 7 : le monument à la mémoire des *Bad Blue Boys* morts au front pendant la guerre. LT

Du côté serbe, Arkan, qui était sur le terrain le 13 mai 1990 pour assurer la sécurité de l'entraîneur de l'Etoile Rouge, évoquera plus tard Maksimir en ces termes : «*Le match a eu*

¹ « Svim navijačima DINAMO za koje je rat počeo 13 maj 1990 na stadionu Maksimir, a završio se polaganjem svojih života na oltar domovine HRVATSKE ».

lieu le 13, nous nous sommes organisés tout de suite après... J'avais prévu qu'il y aurait la guerre juste après ce match à Zagreb. J'avais tout prévu et je savais que le poignard oustachi aurait recommencé à tuer des enfants et des femmes serbes »¹. Une déclaration opportuniste qui ne repose sur rien d'autre que son intuition et a le mérite de le placer, en tant qu'acteur du conflit, au centre du jeu puisqu'il fut un des protagonistes de Maksimir.

Ainsi, d'un côté comme de l'autre, le passage de la mise en scène d'un irrémédiable divorce est devenu, par construction rétrospective des supporters, le premier jour de la guerre. Cette mythification fait fi de l'histoire réelle² mais elle est essentielle à leur construction identitaire en tant que groupe, de même qu'elle a été essentielle au discours politique et identitaire croate à ce moment-là. A ce titre, la relative discrétion des *Delije*, et des Serbes en général vingt ans après, par rapport aux *Bad Blue Boys* et aux Croates, tient probablement à la désormais évidente nature criminelle du groupe paramilitaire ensuite dirigé par Arkan en Croatie et Bosnie, dont les *Delije* ont représenté le noyau dur, nous y reviendrons. On constate ainsi encore de nos jours qu'il est malvenu voire dangereux de prononcer le nom d'Arkan auprès des supporters extrêmes de l'Etoile Rouge³.

Les événements de Maksimir ouvrent la voie à une nouvelle séquence qui est celle de la mise en scène, côté croate en particulier, du rejet irrémédiable de tout ce qui relève de la yougoslavie. Considérée comme sous contrôle des Serbes, elle incarne désormais la figure de l'ennemi. Après le long silence politique croate de la fin des années 1980, tout se passe comme si le coup de pied de Boban contre un policier incarnant le régime avait symboliquement et définitivement rompu dans l'esprit de tous les Croates l'équilibre précaire sur lequel survivait encore la Yougoslavie. Il y aurait donc un avant et un après Maksimir, non pas en ce que ce non-match du 13 mai 1990 aurait donné le coup d'envoi de la guerre, mais plutôt en ce qu'il aurait donné le coup de sifflet final de la Yougoslavie fédérale, ce qui est très différent s'agissant des responsabilités de chacun dans la dislocation guerrière du pays. A partir de Maksimir, les stades vont être à plusieurs reprises les théâtres d'une nouvelle

¹ *L'unité serbe*, journal du Parti serbe de l'unité, novembre 1994, cité in Čolović, Ivan, *Campo di calcio, campo di battaglia*, op.cit., p. 48

² Trégourès, Loïc, « Le rôle du football dans l'éclatement de la Yougoslavie », in Robène, Luc (dir.), *Le sport et la guerre XIXe et XXe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p.497-506 ; Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation : the social roles of sport in Tudjman's Croatia », *Sport in society*, 16 : 8, 2013

³ Cette difficulté est illustrée par le récit de Franklin Foer dans son livre *How football explains the world*, op.cit. ; de même que dans le documentaire de la BBC « Frontline football. Bosnia Vs Serbia », 2005 <https://www.youtube.com/watch?v=CVW02Pty47s>

séquence, dans laquelle la fédération yougoslave se trouve au cœur d'un paradoxe sportif et politique : elle continue d'exister formellement mais n'existe plus dans la réalité. Entre juin et octobre 1990 à quatre reprises, les stades transforment la Yougoslavie en fantôme dont l'âme est en train de disparaître.

2. La Yougoslavie comme spectre

Comment peut-on soutenir en juin 1990 que la Yougoslavie est morte, alors qu'elle est là, sur le terrain, représentée par onze joueurs au maillot bleu, issus de toutes les républiques, au garde-à-vous au moment où l'hymne yougoslave retentit ? Le football comme le basket yougoslave ont vécu ce tragique paradoxe d'avoir sur le terrain pendant cette période troublée la meilleure équipe de leur histoire, à un moment où plus personne ne considère le sport comme un ciment de l'identité yougoslave comme Tito l'avait rêvé. Des équipes fantômes qui démontrent matériellement aux yeux du monde que la Yougoslavie existe encore alors qu'elle est déjà morte dans l'esprit. Les joueurs ont beau rappeler qu'il faut éviter de parler politique et se concentrer sur le jeu, comment se concentrer sur le jeu le 3 juin 1990 lorsque, trois semaines après les événements de Maksimir, la sélection de Yougoslavie vient disputer son dernier match de préparation avant le Mondial 1990 dans ce même stade ? Ce qui était un geste d'apaisement de la part des dirigeants de la fédération de football yougoslave à l'égard des Croates se transforme en meeting indépendantiste à la stupéfaction des adversaires néerlandais qui ne comprennent pas grand-chose à ce qui arrive.

Avant le match, l'hymne yougoslave est tellement hué qu'on ne l'entend pas¹. Les sifflets provoquent les sourires de Dragan Stojković et Dejan Savicević tandis qu'on lit la déception sur le visage de Safet Sušić². Le sélectionneur Ivica Osim applaudit également ironiquement le public tandis que la presse de Belgrade titrera le lendemain « Maksimir contre la Yougoslavie »³. Les 20.000 spectateurs du stade Maksimir encouragent en effet les joueurs hollandais et manifestent leur opposition à la Yougoslavie en scandant des « Hrvatska

¹ Voir le documentaire « The last yugoslavian team » de Vuk Janić, op.cit. Rappelons que l'équipe compte encore plusieurs joueurs croates dans ses rangs.

² Voir le récit de ce match par Gigi Riva, *Le dernier penalty*, Paris, Seuil, 2016

³ « Od Urugvaja do Nemačke – Italija 1990 » (De l'Uruguay à l'Allemagne. Italie 1990), RTS, 2012 <https://www.youtube.com/watch?v=I0cRK0gfk0k> Originaire de Sarajevo, Osim démissionnera de son poste, en larmes, après les premiers bombardements de Sarajevo en 1992.

Hrvatska ! »¹, puis en déployant par dizaines des drapeaux hollandais qui présentent l'avantage d'être identiques aux drapeaux croates à l'exception de l'emblème². Au moment de faire la photo, le capitaine de l'équipe Faruk Hadžibegić lance à ses partenaires : « *ce soir, nous sommes 11 contre 20.000 !* ». Une formule qui résume très bien la situation : la Yougoslavie n'est plus qu'une équipe de football, ou une équipe de basket, en train de survivre à un pays qui n'existe plus aux yeux d'une partie de ses citoyens.

Si l'allégeance à une équipe nationale de football dit quelque chose de l'allégeance au pays qu'elle représente, alors le soutien différencié apporté à la Yougoslavie lors de la Coupe du monde 1990 expose parfaitement les lignes de fractures qui opposent les différents peuples yougoslaves en cet été 1990. L'historien serbe Dejan Zec s'est penché sur la question et plusieurs enseignements peuvent être tirés de son travail³. Sans surprise, les groupes de supporters qui ont fait le déplacement en Italie pour soutenir la Yougoslavie sont principalement issus des groupes des clubs de Bosnie, en particulier de Sarajevo (*Horde Zla* - horde de l'enfer - du FK Sarajevo, et *Maniacs* du *Željezničar* Sarajevo), de Mostar (*Red Army* du *Velež* Mostar), mais aussi de Banja Luka dont le groupe ultra, les *Vultures* (Vautours), était à l'époque ethniquement mixte et très yougoslaviste avant que la ville ne devienne ensuite la capitale ethniquement pure des Serbes de Bosnie⁴. Cette prédominance des supporters en provenance de Bosnie s'explique pour des raisons à la fois historiques et identitaires. Tout d'abord, la Bosnie a été un terrain privilégié d'action des Partisans de Tito en particulier à partir de 1942, puis d'héroïques batailles, immortalisées par le cinéma, en 1943-1944. Bihać, Jajce et Drvar ont ainsi été les capitales successives du maquis après que Tito fut chassé de Serbie⁵. Issus de toutes les nationalités, ces résistants se sont recrutés massivement dans une Bosnie en proie aux massacres commis à la fois par les Oustachis croates et les Tchetniks serbes. Xavier Bougarel explique ainsi comment le mouvement des Partisans est parvenu, « par des micropratiques politiques et militaires » à retisser des liens

¹ « Croatie, Croatie ! »

² « Sjećate li se zadnjeg gostovanja Nizozemske ? » (vous souvenez-vous de la dernière réception des Pays-Bas ?), *Jutarnji List*, 2 février 2008

³ Zec, Dejan, « Soutenir l'équipe nationale ou se battre entre nous ? Le supportérisme envers la Yougoslavie lors de la Coupe du monde 1990 », in De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2016

⁴ Dejan Zec estime à 20.000 la somme des supporters extrêmes réunis dans ces quatre groupes. Environ 5000 supporters auraient fait le déplacement en Italie pour le Mondial, diaspora et groupes de plus petits clubs serbes compris, un relatif échec compte tenu de tous les efforts déployés par la fédération yougoslave pour faciliter les déplacements à moindres frais.

⁵ Garde, Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, op.cit., p.185

entre les communautés vivant en Bosnie et les rallier à leur cause. « *La Bosnie-Herzégovine devient alors un bastion du mouvement des partisans, et c'est à Jajce que, le 29 novembre 1943, le Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie (AVNOJ) annonce la création d'une nouvelle Yougoslavie* »¹.

Cette tradition sera particulièrement forte dans les villes mixtes de Bosnie, par exemple à Tuzla, très marquée par son passé communiste et qui, pendant la guerre comme aujourd'hui, se fera fort d'être le dernier bastion de résistance contre le nationalisme avec une population toujours mixte. Ce n'est donc pas un hasard si Sarajevo fut le lieu de création de la Ligue des forces démocratiques de Yougoslavie, formation politique créée en septembre 1990 par le Premier ministre fédéral yougoslave Ante Marković afin de contrer l'essor des partis nationalistes en vue des élections en Bosnie de novembre 1990². C'est dans les villes de Bosnie, à la population mixte, que les partis citoyens pour la Yougoslavie, c'est-à-dire ne se définissant pas suivant une ligne ethnique, feront leurs meilleurs scores, toutefois insuffisants face à la victoire conjuguée des différents partis nationalistes.

La seconde raison de cette prédominance est d'ordre identitaire. Ceux qu'on appelle aujourd'hui Bosniaques, c'est-à-dire la nation se caractérisant par son appartenance à la religion musulmane, n'ont été reconnus comme nation par la Yougoslavie qu'à la fin des années 1960, sous le nom de Musulmans, d'où une fragilité identitaire que n'ont pas les autres peuples vivant en Bosnie. Les nationalistes serbes et croates continuent d'ailleurs de penser que les Bosniaques ne sont que des Serbes ou Croates islamisés. Ainsi le nationalisme bosniaque se définit davantage territorialement, dans la volonté de conserver l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, qu'ethniquement dans la volonté d'établir un Etat commun avec les populations musulmanes du Sandžak, à cheval sur la Serbie et le Monténégro. L'attachement au dogme titiste, et donc à l'identité yougoslave, est par conséquent d'autant plus indispensable que la conception de la Bosnie est différente selon chaque peuple. La Bosnie, cette « Yougoslavie en plus petit » selon le mot de Stefano Bianchini³, n'a de sens que si chaque communauté l'accepte. Or, comme le souligne Zoran Kosanić :

¹ Bougarel, Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, p.36-37

² Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., p.130

³ Carella, Antonio, *Milošević*, diffusé sur Rai Tre dans le cadre de la série documentaires *Correva l'anno*, Mars 2003

« Le sentiment d'appartenance à une nation bosniaque, supposant la reconnaissance d'un terreau commun et l'épanouissement au sein d'une entité territoriale, était invalidé par la mémoire collective des nations prises séparément. Dans la seule république où les Musulmans pouvaient affirmer leur identité nationale, l'entité territoriale ne pouvait subsister si les Serbes et les Croates en Bosnie-Herzégovine, qui avaient une matrice républicaine à laquelle se rattacher, décidaient d'en nier l'existence. Aussi c'est pour des raisons éminemment concrètes que, tout au long de l'après-guerre, le Parti avait gouverné de façon autoritaire et rigide, et qu'il avait avec le plus de conviction intégré le titisme et les concepts d'égalité et « d'unité et de fraternité » : il s'agissait de sauvegarder puis de pérenniser l'existence de cette république. La reconnaissance, tardive mais effective, de la nation Musulmane répondait à la nécessité de fixer un statut à plus de 40% de la population, mais aussi d'éviter les prétentions territoriales des républiques voisines sur une partie ou la totalité du territoire composant la Bosnie-Herzégovine. Or, la Slovénie venait de rejeter en bloc le titisme et menaçait de quitter purement et simplement la fédération, Tuđman arrivait à la tête de la Croatie et affirmait à travers ses discours que les frontières de l'AVNOJ n'étaient pas intangibles, Milošević était perçu comme un bolchévique arrogant non exempt de nationalisme populiste. Prise entre tous ces feux, la Bosnie-Herzégovine se situait à un carrefour déterminant de son existence »¹.

La dernière phrase est ici décisive : si la Yougoslavie cessait d'exister, comment la Bosnie telle qu'elle était conçue dans l'architecture titiste pourrait-elle continuer d'exister ? C'est cette question angoissante que tous les non-nationalistes se posent en Bosnie à mesure que les périls se rapprochent, et c'est donc là que l'appartenance à l'identité yougoslave est la plus forte. C'est dans les villes de Bosnie qu'on a le plus fêté la qualification de la Yougoslavie pour les quarts de finale de la Coupe du monde après une victoire sur l'Espagne. Ces rassemblements festifs étaient autant de cris d'une angoisse qui cherche à se rattacher à l'une des dernières institutions qui démontrent que la Yougoslavie a encore un sens et qu'elle peut accomplir de belles choses dans la fraternité et l'unité. Dans ces villes encore mixtes, on ne prend pas forcément conscience du danger de la guerre, ou plus exactement, on n'y croit pas, et on imagine que les querelles entre Serbes et Croates ne pourront pas déborder en Bosnie. On sent pourtant que la Yougoslavie ne sera plus la même².

En dehors de Bosnie, la sélection de Yougoslavie est également soutenue en Macédoine, autre pays très angoissé à l'idée d'être la victime collatérale et impuissante d'un affrontement serbo-croate et d'un éclatement d'une fédération protectrice³. En revanche, le soutien est faible, voire très faible en Croatie et en Slovénie comme on pouvait l'anticiper,

¹ Kosanić, Zoran, op.cit., p.124-125

² Lire les récits d'habitants de Sarajevo incrédules au moment du début du siège dans le livre de Barbara Demick, *Besieged. Life under fire on a Sarajevo street*, Londres, Granta, 2012 (1996)

³ D'où la proposition, teintée de désespoir, des présidents de Bosnie et de Macédoine, en 1991, d'une « fédération asymétrique » avec ce qui resterait de la Yougoslavie une fois les départs de la Slovénie et de la Croatie actés.

sans même parler du Kosovo. Quant à la Serbie, le soutien populaire à la Yougoslavie est réel même en l'absence de supporters extrêmes en Italie parmi les grands groupes. On peut se demander pourquoi après des années de discours nationalistes et de négation de l'héritage titiste. D'abord, depuis sa prise de pouvoir, Slobodan Milošević a toujours évoqué l'avenir des Serbes au sein de la Yougoslavie. Quand bien même la fédération devrait exploser, il ferait en sorte d'en faire porter la responsabilité aux Slovènes et aux Croates et de se présenter comme l'unique défenseur de la Yougoslavie¹, jusqu'à en reprendre le nom de 1992 à 2003 sous l'appellation de République Fédérale de Yougoslavie (RFY) regroupant la Serbie et le Monténégro. En 1990, il n'est donc pas question dans la rhétorique nationaliste serbe d'abandonner la Yougoslavie, c'est pourquoi les Serbes continuent de s'identifier à celle-ci sportivement. Cependant, la subtilité réside dans le fait qu'on ne dit jamais de quelle Yougoslavie il s'agit, à quelle conception de la Yougoslavie on fait référence. On a déjà vu que la Yougoslavie fédérale n'était pas acceptable pour les Serbes et que Milošević avait immédiatement constitué un bloc serbe re-centralisé au sein de la présidence collégiale en s'emparant du pouvoir à travers ses alliés au Monténégro, en Vojvodine et au Kosovo². En réalité, la Yougoslavie, aux yeux des Serbes, était la garantie que tous les Serbes vivent dans le même Etat. Il s'agit donc là d'une notion territoriale³, et non politique et identitaire comme l'entendaient les non-nationalistes de Bosnie.

Malgré les incidents de Maksimir, le championnat de Yougoslavie a pu se jouer une saison supplémentaire en dépit des tensions politiques de plus en plus importantes. A cet égard, dès l'automne 1990, les stades ont été à nouveau le théâtre de la mise en scène de la disparition de la Yougoslavie à travers deux événements. Le premier a eu lieu le 26 septembre 1990 au stade Poljud de Split à l'occasion d'un match entre le Hajduk Split et le Partizan Belgrade. Les supporters visiteurs avaient été interdits de déplacement afin d'éviter tout risque de débordements. Néanmoins, les supporters croates ont fini par pénétrer sur le terrain afin de s'en prendre aux joueurs du Partizan qui ont pu s'enfuir. Puis, le drapeau yougoslave qui flottait à l'autre bout du stade a été brûlé sous les applaudissements de toute la tribune nord de la *Torcida*. Symboliquement, la Yougoslavie n'est plus qu'un petit tas de cendre et qui part en fumée. Il est important de noter que contrairement à Maksimir, la police est cette

¹ Silber Laura, Little, Alan, *Yugoslavia, death of a nation*, op.cit.

² Ce faisant, il contrôlait quatre des huit voix de la présidence collégiale instaurée après la mort de Tito.

³ D'où l'absence de difficulté vue par Milošević à ce que les Slovènes quittent la Yougoslavie puisqu'il n'y avait pas de Serbes.

fois-ci restée en retrait, grâce à l'action du président du conseil exécutif de la municipalité de Split et vice-président du Hajduk Goran Pavlov qui « est intervenu pour que la police n'intervienne pas », arguant que « Split n'est pas Belfast »¹. L'absence de réaction de la police a probablement empêché de très graves incidents de se dérouler, et même si le match a été définitivement arrêté, tout est finalement rentré dans l'ordre². Le sociologue croate, et ancien supporter extrême du Hajduk, Dražen Lalić a beaucoup insisté auprès de nous l'importance de ce match :

« Les gens parlent tout le temps de Maksimir, mais je pense que c'est une erreur. Je pense qu'on parle beaucoup trop de Maksimir, et qu'on ne parle pas assez de ce qui s'est passé à Poljud ce soir-là. Brûler un drapeau n'est pas anodin. Brûler le drapeau de la Yougoslavie, ça veut dire qu'elle est morte, qu'elle n'existe plus, et quand on commence à brûler des drapeaux, on sait que la vraie guerre n'est plus très loin »³.

De fait, les incidents de Poljud ne peuvent pas cette fois-ci être mis sur le compte de groupes de supporters rivaux désireux d'en découdre, ni d'une mauvaise organisation, ni d'un évènement prémédité. La spontanéité du geste, qui va au-delà des chants et des drapeaux croates, traduit l'irréversibilité du divorce yougoslave. La Yougoslavie fédérale et communiste ne peut tout simplement plus exister dès lors que le communisme s'effondre partout en Europe et que l'idée même d'une fédération yougoslave, sur une base démocratique, devient chaque jour un peu plus improbable pour les Croates, a fortiori depuis l'élection de Tuđman.

3. Le football comme instrument de souveraineté croate

En tant que véritable amateur de football, Franjo Tuđman a toujours compris à quel point le sport pouvait représenter un atout essentiel de *public diplomacy* dans la voie d'une reconnaissance symbolique de la Croatie avant même que la Yougoslavie ne cesse officiellement d'exister. En effet, les évènements sportifs représentent un moyen d'expression essentiel d'une identité collective. Les travaux prenant au sérieux le sport, comme d'autres pratiques de culture populaire, dans l'illustration du processus de construction et de

¹ « I Torcida spalila jugo-zastavu » (Et la Torcida brûla le drapeau yougoslave), *Slobodna Dalmacija*, 18 novembre 2003

² Toute la séquence est visible sur cette vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=oJSrjckW-js>

³ Entretien, Zagreb, 2011 ; voir également l'analyse de Sack et Suster sur ce match, « Soccer and Croatian nationalism : A prelude to war », *Journal of sport and social issues*, 2000, n°24, pp.305-320

consolidation identitaire sont désormais bien connus, par exemple ceux de Tim Edensor¹. Pour lui, la nation, cette « communauté imaginée » pour reprendre l'expression de Benedict Anderson², s'incarne notamment à travers un système de symboles, de codes et de « performances » dont la reproduction et la spatialisation agissent comme un mécanisme de réassurance permanente à l'appartenance commune à une même identité, qu'il s'agisse de la célébration d'une fête ancestrale avec des costumes folkloriques traditionnels³, de tout le cérémonial qui accompagne une rencontre sportive de l'équipe nationale, ou du travail opéré par exemple autour de la langue (concours de nouveaux mots, célébration de l'Académie ou redécouverte d'auteurs locaux)⁴. Ces événements répétés donnent lieu à des émotions partagées, permettent la mise en commun d'un système de pensée et de valeurs qui favorise l'homogénéisation, sur le territoire défini, du peuple qui y vit. Il y a donc, comme le souligne Jelena Džankić⁵, une double utilité de ces manifestations et symboles : d'abord à visée interne afin de cimenter le sentiment d'appartenance commune, puis à visée externe en tant qu'instrument d'un *soft power*⁶ ayant un objectif d'image sur la scène internationale. Il s'agit de se forger une bonne image, se faire (re)connaître, faire en sorte de placer son pays sur une carte grâce à des événements et performances sportifs ou culturels.

Si l'on revient au match de football, ce fut tout l'objet de la rencontre amicale qui eut lieu le 17 octobre 1990 entre une sélection de joueurs croates et l'équipe nationale des Etats-Unis. D'un point de vue sémiologique, aucun signe ne manque à la mise en scène de ce match pour en faire une célébration de la nouvelle nation croate indépendante, pas même la filouterie mise en œuvre pour parvenir à disputer la rencontre. En effet, pour que le match puisse avoir lieu, il a fallu faire croire à la FIFA qu'il ne s'agissait pas d'une sélection croate, mais d'une sélection informelle de joueurs issus de la Yougoslavie⁷. C'est pourquoi un joueur albanais (Kujtim Shalla) et un joueur slovène (Gregor Židan) ont accepté de jouer le jeu et de servir de

¹ Edensor, Tim, *National identity, popular culture, and everyday life*, op.cit.

² Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, op.cit.

³ Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence, *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2006 (1^e ed. 1996)

⁴ Thomas, Paul-Louis, « La dislocation linguistique comme instrument de pouvoir : l'exemple de l'ex-Yougoslavie », in Chaker, Salem (dir.), *Langues et pouvoirs de l'Afrique du Nord à l'Extrême-Orient*, Aix-en-Provence, Edisud, 1998

⁵ Džankić, Jelena, « Sportizenship : the complex link between citizenship, sports and national identity », *CITSEE*, Octobre 2012

⁶ Nye, Joseph, *Bound to lead: The changing nature of American power*. New York 1991

⁷ D'ailleurs, pendant ce temps, la sélection des moins de 21 ans de Yougoslavie disputait un match contre l'URSS avec dans ses rangs les meilleurs jeunes croates, Jarni, Šuker, Štimac, Prosinečki, Bokšić et Boban.

faire-valoir à toute la mise en scène¹. Que les Etats-Unis, certes peu au fait des affaires de football, mais bien placés pour parler de diplomatie sportive, et surtout fermement opposés à la dissolution de la Yougoslavie malgré les avertissements de leur ambassadeur à Belgrade², se soient laissés prendre à cette mise en scène orchestrée par les Croates est encore un mystère. Cela ne voulait peut-être pas dire grand-chose pour eux, mais le retentissement de ce match en Croatie fut immense dans le sens d'une reconnaissance internationale symbolique, et du renforcement de l'identité croate en interne. Le match a en effet revêtu tous les oripeaux d'une rencontre internationale classique entre deux nations indépendantes sur un même pied d'égalité. La mise en scène montrée par la télévision ne laisse aucun doute sur la portée politique évidente de la rencontre. On y montre les joueurs³ la main sur le cœur pendant que retentit l'hymne croate, on montre des drapeaux croates dans les tribunes, et enfin, l'hymne se conclut par un plan en tribune sur le président Tuđman qui applaudit autant qu'il est applaudi⁴. Pour couronner le tout, cette sélection croate qui ne dit pas son nom, vêtue pour la première fois du désormais fameux maillot à damier rouge et blanc, remporte le match 2 buts à 1.

¹ « Početak borbe za samostalnost : Hrvatska je za povijesnoj utakmici prijavljena kao momčad jugo-lige » (Le début de la lutte pour l'indépendance : la Croatie est décrite pour ce match historique comme une sélection de joueurs yougoslaves), *Index*, 17 octobre 2014

² Zimmerman, Warren, *Origins of a catastrophe. Yugoslavia and its destroyers*, New York, Times book, 1996

³ Parmi ces joueurs, certains sont par ailleurs sélectionnés en équipe de Yougoslavie, il s'agit donc pour eux d'un vrai choix politique. On peut citer Aljoša Asanović ou Zoran Vulić, qui a disputé le Mondial avec la Yougoslavie, et jouera pour la sélection yougoslave jusqu'en mai 1991 et le retrait de tous les joueurs croates après le référendum d'indépendance de juin 1991.

⁴ Scène visible sur la vidéo contenue dans l'article déjà cité en note 1 « Početak borbe za samostalnost » , *Index*, 17 octobre 2014



Photo 8 : les joueurs croates pendant l'hymne. Au premier rang, Aljoša Asanović, Zoran Vulić est 5^e en partant de la droite



Photo 9 : le premier maillot de la Croatie en 1990, au design imitation années 1940, qui sera modernisé dès le second match contre la Roumanie

Ce match ne figure pourtant pas sur les tablettes de la FIFA en tant que tout premier match officiel de la sélection croate et pour cause. D'une part, ce n'est pas la sélection croate qui était censée être sur le terrain, et d'autre part, la fédération croate de football était toujours sous la tutelle de la fédération yougoslave et donc n'était pas reconnue par la FIFA en tant que telle¹. Cela n'empêche pas la Croatie, et la fédération croate, de faire de ce match le tout

¹ La Croatie a été reconnue par la FIFA pendant la Seconde Guerre mondiale du temps du régime oustachi collaborationniste. Une volumineuse correspondance, en allemand, existe toujours dans les archives de la FIFA qui n'a toujours pas été exploitée.

premier de la nouvelle Croatie indépendante¹, ce qui traduit bien le caractère politique et symbolique évident de la rencontre. La dernière preuve de ce caractère politique est inscrite sur le ticket même du match, où figure la mention « međudržavna nogometna utakmica », c'est-à-dire littéralement « match de football inter-Etatique » comme pour souligner le nouveau caractère de la Croatie comme d'un Etat libre et souverain, alors que le terme classique « international » se traduit habituellement par « međunarodna », un terme qui sera repris sur les tickets du second match de la sorte entre une sélection croate et la Roumanie en décembre 1990. Cette expression de « međudržavna » sera d'ailleurs fortement condamnée par les autorités politiques et sportives de Belgrade, preuve de sa portée politique et conflictuelle². Le ticket indique par ailleurs bel et bien qu'il s'agit du match « Hrvatska-SAD » c'est-à-dire « Croatie-USA » et non pas une simple sélection de joueurs yougoslaves comme il avait été signalé à la FIFA. Il représente également le blason croate à damier rouge et blanc avec le symbole du Ban Josip Jelačić, figure centrale de l'historiographie croate et zagréboise dont la statue a été réinstallée sur la place centrale de Zagreb rebaptisée à son nom juste une semaine avant le match, autre acte de souveraineté vis-à-vis de la Yougoslavie communiste qui l'avait fait enlever. Sur le changement de formulation entre *međudržavna* et *međunarodna*, on peut faire l'hypothèse qu'il porte la marque du fait accompli. Il était nécessaire la première fois de se déclarer comme un Etat en situation de quasi-indépendance. Deux mois plus tard, cela est acquis et il n'y a plus besoin de cette gymnastique sémantique. De surcroît, le drapeau de la Croatie apparaît sur le second ticket alors qu'il était absent lors du premier. Il ne s'agit pas du drapeau croate actuel, mais d'un drapeau tricolore sur lequel l'étoile rouge a été remplacée par le blason à damier rouge et blanc. Lors de ce second match, qui n'est pas non plus répertorié dans les archives de la FIFA en tant que match officiel de la

¹ « *Bila je to prva utakmica hrvatske reprezentacije od osamostaljenja* » (ce fut le premier match de la sélection croate à partir de l'indépendance) écrit le site de la fédération croate. Dans la mesure où l'indépendance factuelle de la Croatie est postérieure de 8 mois au match si l'on se réfère au référendum d'indépendance (juin 1991), et de plus d'un an si l'on se réfère à la reconnaissance internationale (janvier 1992), on peut ici imaginer que le terme *osamostaljenje*, qui désigne le processus d'indépendance, évoque les élections libres d'avril-mai 1990 comme d'un tournant consacrant la nouvelle Croatie libre et indépendante dans le récit historique croate.

² « Cette expression leur a donné la rougeole » selon une formule employée dans un article du journal *Jutarnji List*, « Je li 20. godišnjica prve utakmice zaslužila većeg suparnika od Malte? » (L'anniversaire des 20 ans de notre premier match ne méritait-il pas un meilleur adversaire que Malte ?), 18 octobre 2010

sélection croate, les jeunes joueurs issus de la génération dorée (Boban, Šuker, Jarni) seront présents¹.



Photo 10 : ticket du match du 17 octobre 1990 au stade Maksimir de Zagreb entre la Croatie et les Etats-Unis



Photo 11 : ticket du match Croatie-Roumanie, joué au stade Kantrida de Rijeka le 22 décembre 1990

4. Bari : entre apothéose et chant du cygne

Alors que le football constitue un instrument politique et identitaire puissant pour les différents acteurs croates (responsables politiques, joueurs, supporters) dans leur lutte pour l'indépendance, ces mêmes forces nationalistes sont également à l'œuvre en Serbie, en particulier du côté des supporters. Dès lors, comme nous l'avons déjà souligné précédemment,

¹ Ce qui ne les empêchera pas de jouer pour la Yougoslavie jusqu'au référendum d'indépendance de la Croatie, c'est-à-dire juin 1991. En réalité, ils ont disputé leur dernier match avec la Yougoslavie le 15 mai 1991 à Belgrade contre les Iles Féroé.

une dichotomie se forme dans les années 1980 entre la réalité du club de l'Etoile Rouge de Belgrade, un club qui a vocation à accueillir tous les meilleurs joueurs de Yougoslavie, et la façon dont ce club est perçu, aussi bien par ses supporters que par ses rivaux. Alors qu'historiquement, l'Etoile Rouge n'est pas moins liée au régime que le Partizan Belgrade, le club va progressivement devenir synonyme de club de la « serbité », traduction francisée du terme *srpstvo*. Cela peut s'expliquer par son attachement plus important à la ville de Belgrade, au fait que ses supporters se recrutent dans toutes les couches de la société, ou encore au fait que ce soit le club favori des Serbes vivant en dehors de Serbie. Quoi qu'il en soit, si *Zvezda*¹ devient le club de la *serbité* pour ses supporters comme pour ses ennemis, cela signifie que ses victoires sont désormais vécues comme des victoires serbes pour ses supporters et comme des défaites pour ses ennemis, y compris au sein de la Yougoslavie. C'est comme cela qu'il faut lire la victoire, historique, de l'Etoile Rouge de Belgrade en finale de la Coupe d'Europe des clubs Champions en 1991 contre l'Olympique de Marseille au stade San Nicola de Bari en Italie.

Ivan Čolović a montré, à travers l'étude de la presse sportive serbe avant et après la finale, à quel point le club était vécu et ressenti comme un club serbe et non plus yougoslave (« *L'Etoile Rouge est la meilleure entreprise de Serbie et la plus rentable* »), indépendamment de la composition très cosmopolite de son effectif². Il montre en creux comment le récit footballistique mythifie le *Nous* et le *Eux*, rapproche la façon dont l'équipe a construit sa victoire (en refusant le jeu pendant tout le match, c'est-à-dire en sacrifiant sa nature joueuse et ses qualités offensives pour un bien supérieur) à la façon dont le Tsar Lazar avait accepté le sacrifice de la défaite de Kosovo Polje en 1389 pour le bien supérieur qu'était la reconnaissance des Serbes comme peuple céleste. Les joueurs sont ainsi « *des héros qui, après avoir connu une descente en enfer où ils ont connu une nouvelle naissance, se sont à nouveau élevés dans les hauteurs célestes, là où ne sauraient séjourner que les preux*³, *les véritables artistes et les combattants sans faille ni peur* »⁴. D'ailleurs, Dieu est une figure constante du récit footballistique en faveur de l'Etoile Rouge, par l'entremise de Saint-Nicolas, très important dans le rite orthodoxe serbe, également nom du stade de Bari qui doit accueillir la finale. Toute la symbolique du sacrifice des joueurs de l'Etoile Rouge tourne

¹ Nom affectueux par lequel on nomme l'Etoile Rouge en langue locale. *Zvezda* signifie étoile. Etoile Rouge se dit *Crvena Zvezda*.

² Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit, p.39-45

³ Traduction française du mot *Delije*, du nom du groupe des supporters extrêmes de l'Etoile Rouge

⁴ Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit., p.42

autour de ce contact avec Dieu qui les aurait récompensés en leur offrant finalement la victoire qui se refusait à eux. C'est là une mystique qui parle aux Serbes qui ont fondé leur récit national sur le mythe du sacrifice du Tsar Lazar.

Du côté des supporters, la religion est également présente, les drapeaux et bannières à l'effigie de saints, en particulier de Saint-Nicolas sont de sortie. Cette finale, regardée par toute l'Europe et au-delà, doit être l'occasion pour les supporters extrêmes de lancer deux messages. Le premier à l'adresse des autres supporters d'Europe qui consiste à démontrer sa force en provoquant des incidents contre les supporters marseillais, mais en se montrant supérieurs vocalement et visuellement dans les tribunes à l'aide de fumigènes, de chants et de *papellitos*. Le second message est plus large et politique. Il vise à rappeler que l'Etoile Rouge est un club serbe, et que cette victoire n'est pas une victoire yougoslave comme le reste de l'Europe le pense, mais une victoire serbe, ce que les supporters croates leur concèdent bien volontiers d'ailleurs.



Photo 12 : virage occupé par les supporters de l'Etoile Rouge à Bari et spectacle pyrotechnique



Photo 13 : lancer de *papellitos* et de rouleaux de papier toilette, imitation de la pratique sud-américaine

Avant le match, un immense drapeau serbe frappé d'une croix dorée et des 4 lettres C en alphabet cyrillique (donc des S en latin) vient recouvrir tout le second anneau de la tribune. Ces 4 lettres C de chaque côté de la croix sont le symbole ethnique et religieux du peuple serbe, de l'église orthodoxe serbe et de la Serbie, que l'on retrouve encore aujourd'hui sur le drapeau serbe, de même que sur le logo de la fédération de football par exemple. Ces lettres sont l'acronyme de la devise des Serbes : « Samo Sloga Srbina Spasava » (Seule l'unité sauve les Serbes).



Photo 14 : drapeau serbe déployé par les supporters lors de la finale à Bari

Enfin, preuve que cette victoire était perçue comme une victoire serbe, et qu'elle est aujourd'hui toujours considérée comme une victoire serbe, on peut trouver dans les archives du site officiel de la République de Serbie une page¹ consacrée à ce match avec la composition des équipes, l'ordre exact de la séance de tirs au but victorieuse, une multitude de photos, aussi bien des joueurs avec la coupe que des 20.000 supporters serbes présents ce soir-là à Bari, ou encore des festivités qui eurent lieu à Belgrade après la victoire. Le même type de page est disponible sur la victoire de l'Etoile Rouge en Coupe Intercontinentale² contre le club chilien de Colo Colo, rencontre disputée à Tokyo³.

La victoire de l'Etoile Rouge de Belgrade peut objectivement s'apparenter à une victoire yougoslave. Elle repose sur le savoir-faire yougoslave pour fabriquer des footballeurs, et la composition même de l'équipe est yougoslave, avec des joueurs serbes, deux Macédoniens, un Monténégrin, un Croate, un Bosniaque et même un serbo-roumain. Cet épisode démontre donc que ce ne sont pas tant les faits qui comptent que la façon dont ils sont perçus et interprétés. Une victoire ne peut pas être yougoslave si plus personne ne s'identifie à la Yougoslavie. Une victoire ne peut pas être yougoslave si le vainqueur est perçu comme le club de la *serbité*, dont les supporters extrêmes ont tant fait pour répandre le discours nationaliste. Le triomphe de Bari, tout comme l'écrasante victoire de la sélection de Yougoslavie le 15 mai 1991 contre les Iles Féroé 7-0 apparaissent comme de funestes trompe-l'œil. Alors même que *de facto* les terrains de sport sont les derniers espaces démontrant que la Yougoslavie existe encore, une Yougoslavie qui de surcroît n'a jamais eu autant de succès, la perception collective de tous ces succès participe directement de la mort de la Yougoslavie puisque les uns n'y sont plus sensibles et que les autres y voient des succès serbes. Ce qui aurait pu servir de ciment identitaire en d'autres temps est désormais inopérant car un point de non-retour politique et identitaire a été atteint.

¹ <http://www.arhiva.srbija.gov.rs/vesti/1999-06/12/13220.html>

² Rencontre opposant le champion d'Europe au champion d'Amérique du Sud, désignant de façon informelle le meilleur club du monde.

³ Longtemps organisée à Tokyo en raison du sponsoring d'une entreprise japonaise, cette victoire a donné naissance à un slogan aujourd'hui considéré par certains comme un slogan nationaliste serbe : « Srbija do Tokija » (la Serbie jusqu'à Tokyo). Une polémique a ainsi vu le jour dans l'espace post-yougoslave lorsque deux joueurs serbes du club anglais de Manchester City (Kolarov et Nastasić) ont revêtu un T-shirt avec ce message pour fêter le titre de champion d'Angleterre en mai 2014. Cet épisode montre que la sensibilité du public est toujours extrême alors que photos à l'appui, ni les joueurs eux-mêmes, ni leurs coéquipiers et amis issus d'ex-Yougoslavie (Jovetić le Monténégrin, et Džeko le Bosniaque) n'y ont vu aucun mal. La fédération anglaise a même ouvert une enquête à la demande du Congrès Bosniaque Nord-Américain. Voir « Iztraga FA zbog slogana Srbija do Tokija », (enquête de la fédération anglaise sur le slogan la Serbie jusqu'à Tokyo) *Al Jazeera Balkans*, 24 mai 2014

Conclusion

Nous avons montré que le football, par l'intermédiaire des supporters de football ou du discours des journalistes sportifs par exemple, a été l'un des éléments du dispositif de sensibilisation au discours nationaliste ayant conduit à l'inévitabilité de la dislocation de la Yougoslavie. Cela fut rendu possible par son extrême politisation à partir des années 1980. Par politisation, nous reprenons la définition donnée par Jacques Lagroye selon lequel il s'agit d'une « *requalification des activités sociales les plus diverses, requalifications qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités* »¹. La notion clé mise en avant par Lagroye est celle de transgression. Cela peut se faire à découvert de façon assumée (le soutien affiché par les groupes de supporters croates au HDZ par exemple), en développant des discours de légitimation (sur la nécessité pour les supporters de sortir du cadre strict de l'encouragement à leur équipe afin de défendre leur peuple contre celui qui l'agresse) ou de déni (dépolitisation affichée de la tribune de l'Etoile Rouge à partir de 1989 pour mieux la placer sous le contrôle du régime par l'intermédiaire d'Arkan). Ainsi, nous pouvons suivre le sociologue Srđan Vrcan lorsqu'il estime que « *le monde du football a fonctionné comme une sorte de « système d'avertissement rapide » social et politique, en annonçant d'avance les tempêtes futures et les remous qui agitaient les entrailles de la société* »².

En revanche, il nous semble indispensable d'opérer une distinction entre l'éclatement de la Yougoslavie, et son éclatement dans la guerre, quand bien même il s'agit davantage d'une césure dans la continuité que d'une rupture nette, et ce pour plusieurs raisons. Philosophiquement, considérer qu'une guerre est inévitable au regard d'une situation politique donnée, aussi complexe soit-elle, c'est écarter les responsabilités et les intérêts des entrepreneurs politiques de guerre à ce que celle-ci ait lieu, c'est exonérer autant les criminels que les cerveaux du conflit. Dès lors, la guerre est réifiée, on en fait une forme de *ruse de la raison* pour dénouer le nœud d'une situation politique inextricable. Dans ces conditions,

¹ Lagroye, Jacques, *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360-361

² Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence. Le cas symptomatique de l'ex-Yougoslavie », in De Waele Jean-Michel et Husting, Alexandre, *Football, politique et sociétés en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005, p. 105

aucune paix ni aucune justice n'est possible car c'est sortir la guerre de son acception Clausewitzienne comme d'un phénomène de prolongement politique. Or, la guerre en Yougoslavie, on va le voir, est éminemment politique, elle a été déclenchée d'en haut, et ne peut donc pas échapper à sa reconstitution politique qui permet ainsi d'identifier les acteurs, les mécanismes, les temporalités. C'est tout le travail de Little et Silber¹ de décortiquer ces séquences afin de réfuter la thèse des haines ancestrales présidant au conflit qui a longtemps alimenté l'idée de son inévitabilité, et justifié par là-même l'inaction internationale².

Historiquement, ce serait une faute de considérer, à la lumière des éléments qui ont été présentés dans ce chapitre, que la guerre, telle qu'elle a eu lieu, en découle naturellement. Faire l'histoire à l'aune de son dénouement comporte le risque de produire une histoire déterministe éloignée de la complexité humaine. Empiriquement, les autres fédérations communistes, la Tchécoslovaquie et l'URSS, se sont également disloquées, ce qui peut signifier deux choses. La première est que dans ces pays comme en Yougoslavie, le régime communiste à bout de souffle a perdu toute légitimité et toute capacité à éviter la montée de forces centrifuges pour lesquelles la fin du communisme et le retour à la démocratie passent nécessairement par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc par la constitution d'un Etat-nation indépendant. Autrement dit, la dislocation de la Yougoslavie fédérale n'est pas une anomalie dans ce contexte, elle est au contraire parfaitement intelligible. Le second élément est que la dislocation de la Tchécoslovaquie et de l'URSS se sont produites de façon pacifique, contrairement à la Yougoslavie. L'instabilité politique et institutionnelle liée à la chute du communisme ne peut donc pas suffire à justifier la dislocation guerrière de la Yougoslavie. Cela signifie qu'il faut se pencher sur les responsabilités des entrepreneurs politiques et les raisons pour lesquelles la dislocation de la Yougoslavie, concevable dans le contexte général de la fin des années 1980 a débouché sur un conflit armé généralisé. Toutes choses égales par ailleurs, la guerre aurait-elle eu lieu si Vaclav Havel et Mikhaïl Gorbatchev avaient été à la place de Slobodan Milošević et de Franjo Tuđman ? La question, bien que fictive, permet de mettre le doigt sur ces responsabilités.

En 1990, un rapport de la CIA signale que « *l'expérience yougoslave a échoué et le pays éclatera d'ici les 18 mois à venir. Tout ceci risque d'être accompagné de violences*

¹ Silber, Laura, et Little, Allan, *Yugoslavia, death of a nation*, op.cit.

² Thèse rendue très populaire par le livre de Robert Kaplan *Balkan Ghosts*, op.cit.

ethniques et de troubles qui pourraient provoquer une guerre civile »¹. On retrouve ici la frontière, certes ténue mais réelle, entre d'un côté l'échec de la Yougoslavie et donc son éclatement, et de l'autre ce qui n'est encore qu'un risque que cet éclatement se produise sous la forme de violences et d'un conflit généralisé. C'est cette frontière qui nous conduit à opérer une distinction entre le rôle du football dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste et son rôle dans le dispositif guerrier que nous allons analyser à présent.

¹ Binder, David, « Yugoslavia seen breaking up soon », *New York Times*, 28 septembre 1990, cité in Lukić, Rénéo, *L'agonie yougoslave (1986-2003)*, Laval, Presses de l'Université de Laval, 2003. Voir aussi Popović, Dragoljub, « Le fédéralisme de l'ancienne Yougoslavie revisité. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.10, n°1, 2003, p.41-50

CHAPITRE 2 : De la balle aux balles : le football dans le dispositif guerrier

Bien que des escarmouches et des tensions aient émaillé la Croatie dès l'été 1990 en Krajina croate, il est communément admis que les guerres de Yougoslavie proprement dites ont débuté à l'été 1991. D'abord pendant quelques jours en Slovénie après les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, puis en Croatie dans la région de la Krajina, alors majoritairement peuplée de Serbes, avant de basculer dans un conflit généralisé à partir de septembre-octobre. Ce basculement est symbolisé par les 87 jours de la bataille de Vukovar entre la fin du mois d'août et la chute de la ville, entièrement détruite, aux mains de l'armée serbe le 18 novembre 1991. Puis, à la faveur d'un accord négocié à l'ONU qui créait une force d'interposition entre les belligérants avec un déploiement de casques bleus (la FORPRONU), le conflit serbo-croate proprement dit sera plus ou moins gelé en Croatie jusqu'en 1995. Pendant ce temps, la guerre va éclater en Bosnie-Herzégovine en avril 1992 sous l'impulsion des Serbes de Bosnie commandés militairement par Ratko Mladić et politiquement par Radovan Karadžić. La chronologie de ces événements a été décrite et analysée à maintes reprises ailleurs¹, il ne nous appartient donc pas de nous pencher en détail sur ces faits.

Ce qui va nous occuper dans ce chapitre est le(s) rôle(s) que le football, toujours entendu au sens de Becker de mondes du football, a tenu pendant la guerre, et en relation avec la guerre. On s'intéressera ici en particulier à la première période des guerres yougoslaves, de 1991 à 1995, en laissant donc de côté dans l'immédiat le second conflit lié au Kosovo. Au chapitre précédent, nous avons considéré le football principalement sous l'angle des tribunes afin de le traiter comme un acteur à part entière du dispositif de sensibilisation au discours nationaliste, et non pas seulement comme un simple sport neutre et désincarné qui aurait été pris en otage par des forces supérieures. Ainsi nous avons distingué *instrumentalisation*, qui suppose une attitude passive, et *politisation*, qui implique une démarche active des acteurs du football.

¹ Voir Silber, Laura et Little, Allan, *Yugoslavia, death of a nation*, op.cit ; Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit, Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit, Pirjevec, Jože, *Le guerre yougoslave 1991-1999*, Turin, Einaudi, 2002

Si les tribunes ont continué de jouer un rôle actif dans la guerre comme nous le verrons ultérieurement, il convient cependant d'envisager ici le football sous d'autres angles, c'est-à-dire à travers d'autres acteurs, afin d'en déceler toute la plasticité. Ce changement de focale permet alors de penser dans un premier temps le football comme la victime de la guerre. Victime d'abord de la perturbation et parfois de l'interruption sur le long terme du cycle des compétitions entendu comme la marque d'une *normalité sociale* désormais détruite. Victime ensuite d'une instrumentalisation politique dont la guerre a ouvert la voie, en mettant à nu les logiques d'action concurrentes des « professionnels intégrés » du football.

Avant d'entrer plus avant dans le fond du sujet, il convient toutefois d'explicitier ce que nous entendons par « normalité sociale ». Selon Albert Ogien, si produire une définition « stable et monolithique de la normalité » est impossible pour la sociologie, celle-ci admet néanmoins comme postulat qu'un « phénomène social est normal pour autant qu'il est stable et récurrent dans une société donnée »¹. Cela rejoint les analyses de Durkheim selon lesquelles un fait social est normal dès lors qu'il est généralisé, répété, régulier, qu'il offre un univers de sens, qu'il remplit une fonction dans l'organisation et la cohésion sociales². On peut appliquer cette définition au phénomène de *Komšilik*³, c'est-à-dire au mode d'organisation de la vie sociale et pluricommunautaire en Bosnie sous l'empire ottoman selon des pratiques de bon voisinage. Xavier Bougarel explique que ce mode de sociabilité désigne les bonnes relations entre voisins appartenant à des communautés différentes dans la Bosnie ottomane (1463-1878) marquée par l'organisation sous forme de millet, c'est-à-dire de communautés religieuses non territorialisées. Autrement dit, il s'agit là d'un système de « *coexistence quotidienne entre les différentes communautés, qui s'exprime essentiellement à travers l'entraide dans le travail ou la vie quotidienne, l'invitation à la célébration des cérémonies religieuses et l'association aux événements de la vie familiale (...) souvent symbolisé par ce café sucré qui se boit entre komšije* »⁴.

Faut-il encore, pour que cet ordre social, avec ses règles et ses contraintes socialement admises, soit respecté, que ces pratiques soient observées selon des règles strictes de respect et de réciprocité. C'est dans le respect de ces règles que se trouve l'univers de sens de la

¹ Ogien, Albert, *Sociologie de la déviance*, Paris, PUF, 2012, p.287 et p.29

² C'est ainsi que le crime est décrit comme un fait social normal selon lui, Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 2007 (1^{er} ed. 1937)

³ Du mot serbe *komšija* (voisin), lui-même dérivé du turc *komsuluk*, qui signifie voisinage.

⁴ Bougarel, Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, op.cit., p.81

société bosnienne ottomane, et sa cohésion sociale en ce qu'elle produit ses propres normes. On retrouve donc ici les conditions qui font du *komšiluk* une pratique sociale normale au sens de Durkheim. Le *komšiluk* fabrique, façonne autant qu'il perpétue une forme de normalité sociale propre à la Bosnie ottomane organisée socialement et religieusement sous forme communautaire. Le *komšiluk* désigne ainsi non la mixité des rapports sociaux en Bosnie, mais leur mitoyenneté. Il ne s'agit pas pour les membres des communautés de se mélanger, d'accepter des mariages mixtes par exemple¹, mais d'organiser des règles strictes permettant la bonne entente les uns à côté des autres.

Or, comme le rappelle Jacques Sémelin, la violence de masse passe par la décomposition du lien social, c'est-à-dire l'effondrement du système, des règles de fonctionnement *normal* d'une société, en l'espèce ici le *komšiluk*². Chez Durkheim, l'ordre social est maintenu par la socialisation et la contrainte afférente. Cependant, de façon complémentaire, Max Weber pense que l'ordre social est en dernière instance garanti par un pouvoir central, jouissant du monopole de l'utilisation de la violence, et cherchant à puiser la légitimité de son ordre chez les gouvernés³. Autrement dit, si le *komšiluk* résulte de pratiques intégrées dans la socialisation de chaque famille et génération, il demeure que l'obéissance à cet ordre social normatif résulte en dernier ressort de la légitimité reconnue par les individus à l'instance assurant la domination au sens weberien, c'est-à-dire à l'Etat. Par conséquent, si la normalité d'une conduite, d'une pratique, d'un ordre social est assurée par l'Etat, tout cet ordre ne peut que s'effondrer lorsque l'Etat lui-même s'effondre. Un autre système de valeurs, créant un autre univers de sens, induisant d'autres pratiques qui deviendront de nouvelles habitudes, une nouvelle quotidienneté, prendront le relais. Bougarel ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne que :

« Dans le komšiluk, le caractère stable et pacifique des relations quotidiennes entre communautés passe par un « chacun chez soi, chacun à sa place », dont le garant reste malgré tout, en dernière instance, l'Etat. Là réside l'ambivalence et la fragilité constitutives du komšiluk. Cette réassurance au niveau quotidien du caractère stable et pacifique des relations entre communautés fonctionne parce que l'Etat est en mesure de garantir ce caractère stable et pacifique au niveau politique. Qu'il cesse de le faire, ou qu'il monte les

¹ Bougarel insiste (p.87) sur le fait que les mariages mixtes sont le fait de la modernité de l'après-guerre, concerne les villes et non les campagnes, et davantage les Serbes et les Croates que les Bosniaques. Au surplus, en dehors de certaines villes comme Mostar ou Tuzla, le taux de mariage mixte en Bosnie n'est pas plus élevé qu'ailleurs en Yougoslavie.

² Sémelin, Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005, p.160-163

³ Weber, Max, *Sociologie du droit*, Paris, PUF, 1986

communautés les unes contre les autres, et le komšilik (recherche de la sécurité par la réciprocité et la paix) peut alors basculer dans le crime (recherche de la sécurité par l'exclusion et la guerre) »¹.

Ce que nous nommons « normalité sociale » désigne donc ces pratiques quotidiennes respectant et reproduisant l'ordre établi, créant un univers de sens commun à l'ensemble des individus, transmis de façon générationnelle aussi longtemps que l'Etat assure en dernière instance l'ordre social en question, et se montre capable de gérer les éventuels conflits. Ce terme s'oppose donc à la fois aux moments de frictions entre deux ordres lorsqu'un nouveau système de valeur tend à s'imposer face à l'ancien, mais aussi au moment où il n'existe plus, temporairement, d'ordre social stable, en particulier en raison d'un conflit armé. En situation de conflit armé, les pratiques qui sous-tendaient l'ordre social précédant se trouvent suspendues, et une nouvelle lutte pour la normalité a lieu, c'est-à-dire que les individus recomposent leur propre quotidienneté en fonction de la nouvelle configuration exceptionnelle qui existe désormais. Ils le font soit en luttant pour conserver les pratiques précédentes au prix de certaines transformations, soit au contraire en les éliminant de leur nouvelle routine. Ce cas de figure se produit soit parce qu'elles ne sont plus acceptables dans le nouvel ordre (ou désordre) social, soit parce qu'elles ne sont plus matériellement praticables sauf dans des conditions rocambolesques. Il s'agit aussi bien d'attitudes que d'actes. Les individus réorganisent leurs habitudes pour aller au marché, pour continuer d'entretenir des relations sociales entre eux, pour continuer d'alimenter une vie culturelle. C'est ainsi que l'on continue tant bien que mal à organiser des concerts dans des caves dans une Sarajevo assiégée et privée d'électricité², à laisser tant bien que mal les enfants jouer dehors au milieu des carcasses de voiture et des balles qui sifflent³, que l'on continue de se marier et de faire des enfants, que l'on invente une nouvelle cuisine en fonction de ce que l'aide humanitaire rend (rarement) disponible, et que l'on invente de nouvelles recettes à partir de...rien⁴, ce qui donnera lieu à des livres écrits sur le ton de l'humour, bref, que l'on continue à vivre.

¹ Bougarel, Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, op.cit., p.84

² Voir le film de Leslie Woodhead et Muhamed Mujkić, *Srebrenica memorial film*, réalisé dans le cadre d'une exposition permanente sur Srebrenica à Sarajevo. On y suit, à partir d'images d'archives, à plusieurs années d'intervalle, des personnages de la vie courante de Sarajevo, dont un musicien qui continue, avec ses amis de jouer et de donner des concerts.

³ Lire le témoignage frappant de lucidité de la jeune Zlata Filipović, 12 ans au début du siège, dont le livre a connu un grand succès international à sa sortie *Le journal de Zlata*, Paris, Robert Lafont, 1993

⁴ Demick, Barbara, *Besieged. Life under fire on a Sarajevo street*, op.cit.

On retrouve ici ce que James Scott a appelé les résistances infra-politiques¹. Par infra-politique, Scott entend ce qui se situe en dessous du radar de l'engagement politique classique et conscient contre un régime ou une situation politique donnée. De ce point de vue, l'humour, déjà traditionnellement très présent en Bosnie du temps de la Yougoslavie à travers des troupes et autres groupes de comédiens comiques², représente une ressource naturelle essentielle et facilement disponible à la fois de conservation distanciée de l'esprit critique face à une situation inédite et bouleversante, mais aussi tout simplement un mécanisme de survie au niveau psychique face à ce bouleversement qui brise tout ce que les individus avaient connu comme cadre de vie et normes sociales³. Barbara Demick relate très bien comment les plaisanteries sur leur situation d'assiégés ont aidé les habitants de Sarajevo qu'elle a suivis à dépasser la sidération qui a été la leur de voir leur ville bombardée et prise au piège, et se fondre, tant bien que mal, dans cette nouvelle normalité faite de danger permanent et de privations. Ainsi l'une des blagues les plus populaires du moment disait :

« - *Quelle est la différence entre Sarajevo et Auschwitz ? - A Auschwitz, il y avait du gaz* »⁴.

De la même façon, cette idée de normalité peut être utilisée de façon courante à l'occasion de conflits pour désigner, à la faveur d'une accalmie ou d'efforts d'acteurs extérieurs comme des ONG ou des organisations internationales, le retour de pratiques antérieures au déclenchement du conflit. Celles-ci sont attachées à l'univers de sens et à l'ordre social précédents, intelligibles chez les individus, à partir desquelles ils cherchent à recomposer leur quotidien en situation de conflit. C'est ainsi que l'UNICEF a insisté pour que les enfants et adolescents libyens puissent passer leurs examens scolaires *le plus normalement*

¹ Scott, James, *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990

² Par exemple le très populaire programme télévisé *Top lista nadrealisti* (top liste du surréalisme), diffusé de 1984 à 1991 avec une nette inflexion vers la satire politique dans les dernières années. Les auteurs, d'origines variées, étaient tous de Sarajevo et le programme d'abord diffusé sur TV Sarajevo. Dans l'un des sketches resté très fameux, les auteurs parodient les querelles de langue entre les différents peuples (narod), confinant à l'absurde. D'autres sketches se voulant parodiques se sont également avérés tragiquement prémonitoires, par exemple sur la division de Sarajevo. Le programme a été relancé à la radio en 1992-1993 pendant la guerre, malgré les très fréquentes coupures d'électricité, et commençait par cette phrase devenue culte : « bonjour à vous trois qui avez encore un groupe électrogène ».

³ Voir le reportage de Chuck Sudetić, « Sarajevo journal : this can't be Bosnia, there's too much laughing », *New York Times*, 6 juillet 1993

⁴ Demick, Barbara, *Besieged*, op.cit., p.70

possible en 2011 alors que les combats entre le régime et ses opposants faisaient rage¹. N'a-t-on pas vu sur les écrans du monde entier des enfants syriens pris au piège à Alep utiliser un cratère d'obus comme une piscine et sembler s'amuser gaiement ?

C'est donc dans cette optique que nous présentons le football comme une pratique sociale normale, témoin du respect de l'ordre social pacifié de la société yougoslave. Ce faisant, l'impossibilité de jouer au football va épouser les limites spatio-temporelles du conflit ainsi que son intensité, ce qui confirme sa pertinence comme indice de normalité.

¹ <http://www.voicesofyouth.org/fr/posts/redonner-un-sentiment-de-normalite-aux-enfants-libyens-un-imperatif-pour-lunicef>

Section 1 : Le football, victime de la guerre

1. Destructures et reconstructions de la normalité

Les matchs et les compétitions de football, quel que soit le niveau auquel ils sont organisés, participent d'une division du temps social entre des activités de travail par exemple, et des activités de loisirs. Dans les régimes communistes en particulier, la pratique sportive était vivement encouragée¹, y compris au niveau amateur et chez les enfants, tant à des fins d'éducation et de discipline d'un côté, que de *public diplomacy* de l'autre, le sport étant un moyen aisé et populaire de démontrer la supériorité d'un modèle aux yeux du monde lors de compétitions sportives². Ces dernières étaient donc totalement intégrées dans la routine des individus, que ce soit en tant que sportifs, ou en tant que spectateurs et téléspectateurs, comme en témoigne l'instauration à la télévision yougoslave du *Subota u 5*, c'est-à-dire le rendez-vous hebdomadaire, le samedi à 17h, devant un match du championnat professionnel yougoslave de basketball, l'un des plus relevés au monde à l'époque³. Or, cette routine, cette division du temps social ne peut exister que lorsque règne l'ordre social et politique, garant de la reproduction régulière, selon un calendrier bien précis, des activités sportives et des compétitions. Autrement dit, la bonne tenue des rencontres sportives participe de la création et de la reproduction d'un état de normalité sociale, en ce sens qu'aucun événement politique ou naturel majeur ne vient interrompre cette routine. Au contraire, tout événement politique ou naturel majeur qui viendrait interrompre cette routine⁴ serait le signe alors d'une sortie, au moins temporaire, de cet état de normalité sociale. Ainsi, que des matchs de football se tiennent selon l'organisation prévue, aux horaires et aux lieux prévus aussi bien au niveau

¹ Riordan, James, *Sport in Soviet society : development of sport and physical education in Russia and the USSR*, Londres, Cambridge University Press, 1977

² D'où la stratégie de spécialisation de certains pays comme la Roumanie avec la gymnastique, ou la RDA avec le sport féminin, où les médailles, obtenues à grand renfort de dopage systématique, étaient moins soumises à la concurrence. Voir Spitzer, Giselher, *Doping in der DDR*, Cologne, Strauss, 1998 ; Hurtebize, Claude, « L'invention du sport de haut niveau : sport politique et politique du sport de la RDA », *Géopolitique*, n°66, 1999

³ Trégourès, Loïc, « Un modèle yougoslave ? Genèse, enjeux et perspectives d'une voie spécifique du développement du basket-ball », in Archambault, Fabien, Artiaga, Loïc, Bosc, Gérard (dir.), *Le continent basket. L'Europe et le basket-ball au XXe siècle*, Bruxelles, Peter Lang, 2015

⁴ Que l'on pense, dans un tout autre contexte, au report des matchs de Ligue des champions de football qui devaient avoir lieu le mercredi 12 septembre 2001, ou de la suspension des championnats de football en Libye, Egypte et Tunisie en marge des événements politiques de 2011-2012. Une catastrophe naturelle peut également bouleverser la normalité sociale symbolisée par la tenue régulière de matchs de football.

professionnel qu'avec des enfants, peut être considéré, dans cette perspective, comme un indice fort, pour le dire simplement, que tout est « normal ».

C'est donc dans cette première perspective que le football a été la victime de la guerre. La guerre a éliminé toute normalité sociale et plongé la Yougoslavie dans un état de conflit armé de haute intensité ouvert et durable, c'est-à-dire dans une situation exceptionnelle et anormale où le politique, mais aussi la vie économique et sociale sont tournés vers l'effort de guerre, en suspendant tout le reste de la vie sociale ordinaire. Dès lors, la normalité est suspendue au regard de cette situation exceptionnelle qui va ainsi justifier, pour des raisons pratiques de sécurité et de mobilité, que les matchs et compétitions de football, quel que soit le niveau, soient annulés. C'est ce cadre-là que nous pouvons illustrer à partir de la situation du football entre 1991 et 1995. Le football, au même titre que les activités artistiques (concerts, expositions) qui ont continué d'avoir lieu pendant la guerre dans des conditions troublées, porte ainsi la marque, non seulement de la dislocation de la normalité sociale, mais aussi de la tentative, par les acteurs du football, de retisser les liens de cette normalité en continuant à jouer. Bien sûr, dans le contexte exceptionnel de la guerre, ces tentatives relèvent bien souvent de la mise en œuvre d'une stratégie politique évidente. C'est ce qu'il convient d'analyser dans un premier temps.

a. Le football bouleversé par la guerre

Malgré les événements de Maksimir, le championnat de football de Yougoslavie s'est bel et bien disputé une saison supplémentaire (1990-1991), tandis que le Hajduk Split est venu non sans angoisse à Belgrade remporter la dernière coupe de Yougoslavie de l'histoire, au stade du Partizan, contre l'Etoile Rouge de Belgrade en mai 1991. Cela signifie, si l'on continue de penser en termes de normalité sociale, que malgré la montée des tensions qui marquaient la fin de vie de la fédération yougoslave et les incidents réguliers avec les supporters, il était tout de même possible d'organiser de façon relativement normale les compétitions de football sur tout le territoire de la Yougoslavie jusqu'en mai 1991. A la fin de cette saison 1990-1991, les clubs croates et slovènes se retirent du championnat yougoslave, de même que les joueurs croates et slovènes cessent de jouer pour la sélection yougoslave, juste avant les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. C'est à partir de ce

moment que l'on peut observer dans quelle mesure, et selon quelle temporalité la guerre vient bouleverser la normalité sociale incarnée par la tenue régulière et organisée de compétitions de football.

De ce point de vue, une rapide comparaison entre la Slovénie et la Croatie est très révélatrice. La guerre en Slovénie n'a en réalité duré qu'une dizaine de jours à l'été 1991. Par conséquent, comme le rappelle la Fondation pour l'enregistrement des statistiques de football (RSSSF), qui recense et archive tous les résultats connus de compétitions de football dans le monde, le championnat slovène 1991-1992 a normalement débuté le 18 août 1991¹, sur tout le territoire slovène. De surcroît, à l'issue de ce premier championnat, le club de l'Olimpija Ljubljana, premier champion de Slovénie, disputera la coupe d'Europe dès le début de la saison suivante 1992-1993. En revanche, en Croatie, le tout nouveau championnat national est amputé de la moitié du calendrier classique puisqu'il débute au début de l'année 1992 et non autour de août-septembre 1991 comme c'est le cas de l'immense majorité des championnats professionnels en Europe. Cette situation est bien sûr due à la phase aiguë du conflit armé serbo-croate qui se déroule entre l'automne 1991 et janvier 1992, lorsque la résolution 743 du Conseil de sécurité des Nations Unies crée une force de protection (la FORPRONU). Les casques bleus vont se positionner le long des lignes de séparation entre les belligérants, gelant ainsi plus ou moins, en dehors de quelques offensives croates, le conflit jusqu'en 1995². Si le championnat est donc disputé entre février et juin 1992, il faut noter que les équipes dalmates (Šibenik, Dubrovnik et Zadar) ont dû jouer leurs matchs à domicile sur terrain neutre hors de Dalmatie pour des raisons de sécurité³. De surcroît, contrairement au cas slovène, le premier champion de Croatie, le Hajduk Split, ne sera pas autorisé à disputer la Coupe d'Europe dans la mesure où, contrairement à la Slovénie, la fédération croate ne sera reconnue par l'UEFA qu'en 1993 et non en 1992 en raison de la guerre⁴. Le retour du football est ainsi entendu comme le retour au cours normal des choses. On voit dès lors comment la tenue de compétitions de football est fortement corrélée à l'intensité et à la géographie de la guerre plus qu'au statut de guerre lui-même.

¹ <http://www.rsssf.com/tabless/slov92.html>

² Voir la chronologie et le récit très complet de toutes les opérations militaires de 1990 à 1999 dans Pirjevec, Jože, *Le guerre jugoslave*, op.cit

³ <http://www.rsssf.com/tablesk/kroa92.html>

⁴ Le Croatia Zagreb, champion de Croatie en 1993, pourra disputer les compétitions européennes lors de la saison 1993-1994, tout en disputant son match « à domicile » à Ljubljana, l'UEFA estimant que Zagreb n'était pas assez sûre pour accueillir une rencontre internationale.

Néanmoins, c'est en Bosnie que cette idée a été illustrée de la façon la plus frappante, là où la destruction de la normalité sociale, et donc du football, a été la plus évidente. Elle passe par deux événements majeurs. Le premier est l'impossibilité pour les clubs de Bosnie de terminer le championnat de Yougoslavie 1991-1992. Ainsi, les clubs FK Sarajevo, Željezničar Sarajevo, Sloboda Tuzla, et Velež Mostar n'ont pas pu disputer les six derniers matchs du championnat de Yougoslavie en raison de la guerre qui a éclaté au début du mois d'avril 1992. Ces matchs ont donc été déclarés perdus 3-0 au profit de leurs adversaires¹. Par la suite, il n'y aura plus de compétition de football organisée sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine pendant deux ans. L'ensemble du territoire sera à nouveau ouvert aux matchs en 1994-1995, selon la division ethnique et géographique résultant des combats². En outre, le stade Grbavica, du Željezničar, se trouvant sur la ligne de front, sera bombardé à de multiples reprises et laissé à l'abandon tandis que les terrains aux alentours du stade olympique de Koševo, le stade du FK Sarajevo, serviront de cimetière devant l'accumulation des victimes civiles. Ainsi, là encore, ce n'est pas l'état de guerre en soi qui empêche le football, mais à plus petite échelle son intensité et ses caractéristiques géographiques.

¹ <http://www.rsssf.com/tables/j/joeg92.html>

² Voir ici le résultat des trois compétitions (coupe à élimination directe) organisées séparément par les fédérations de football des Bosniaques, des Croates et des Serbes de Bosnie. <http://www.rsssf.com/tables/b/bihcuphist.html> A noter que les premiers résultats des compétitions bosniaques de football, où le Čelik de Zenica enchaîne les triomphes, n'est pas tant le résultat d'une supériorité sportive historique que la conséquence directe d'une géographie de la guerre et de l'immédiat après-guerre dans laquelle la ville de Zenica fut épargnée, et par conséquent, ses joueurs, ses terrains et ses ressources également.



Photo 15 : terrain du stade Grbavica et tribune sud



Photo 16 : tribune ouest du stade Grbavica

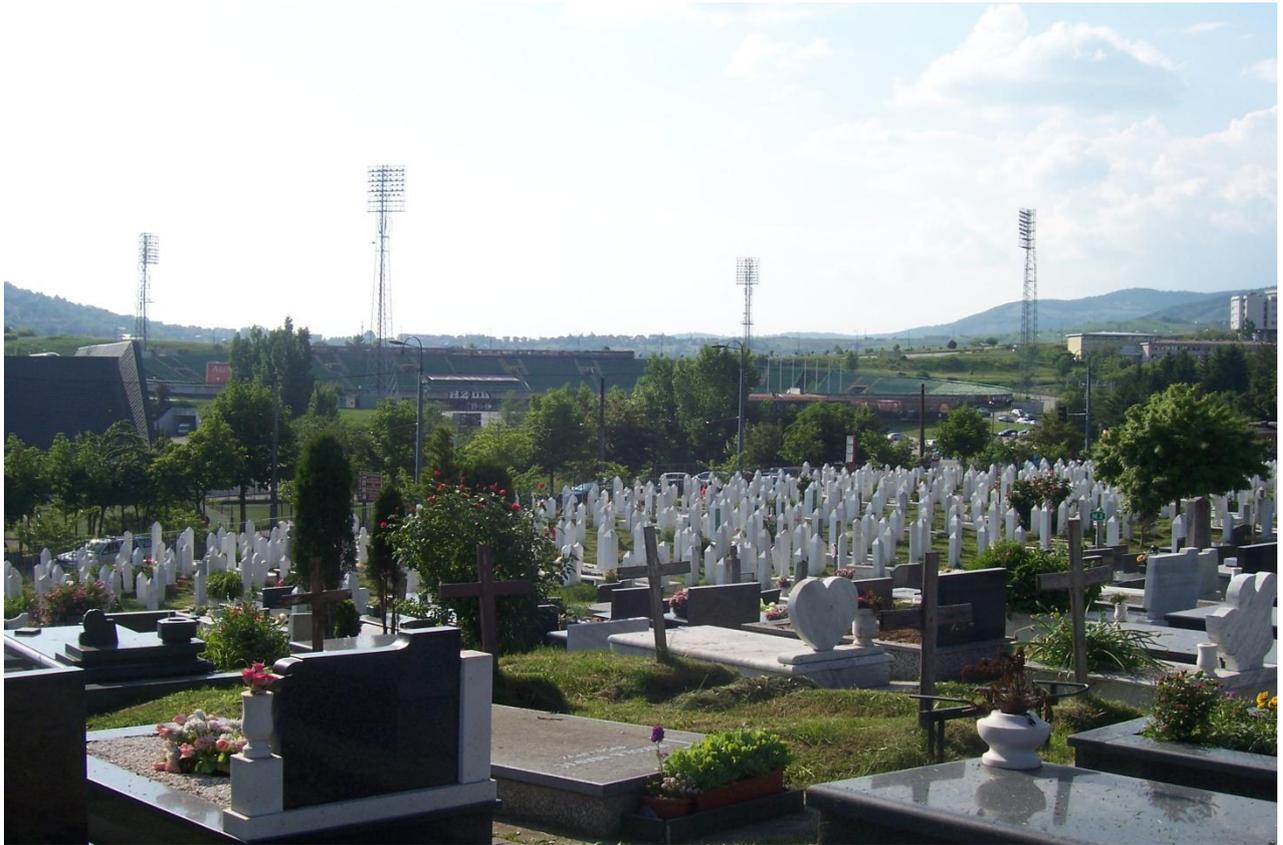


Photo 17 : cimetière attenant au stade olympique Koševo. Toutes les tombes indiquent une date de décès comprise entre 1992 et 1995. Crédit : LT

En parallèle, l'autre événement majeur lié à l'éclatement de la guerre est la démission du sélectionneur de l'équipe de Yougoslavie Ivica Osim, bosnien originaire de Sarajevo. Cette décision est, selon Osim, directement motivée par les bombardements serbes qui s'abattent sur Sarajevo depuis plusieurs semaines, et qui rendent sa mission de conduire une équipe de Yougoslavie à l'Euro 1992 totalement vaine. « C'est tout ce que je peux faire pour ma ville, interprétez cela comme vous voudrez, vous savez très bien ce qui se passe là-bas » déclare-t-il lors d'une conférence de presse extraordinaire à Belgrade¹. Le retrait d'Osim est consécutif à celui du capitaine bosniaque de l'équipe Faruk Hadžibegić². Il est immédiatement suivi par le retrait de tous les autres joueurs bosniaques et macédoniens de l'équipe (Mehmed Baždarević, et Darko Pančev notamment), à l'exception du gardien Faruhdin Omerovic qui fera partie, avec les deux Slovènes Darko Milanič et Džoni Novak³, des trois seuls joueurs non serbo-monténégrins à faire le voyage de préparation à l'Euro 1992 en Suède. Symboliquement, si

¹ Osim je zbog agresije na BiH podnio ostavku (Osim a démissionné à cause de l'agression sur la Bosnie-Herzégovine), *Sportsport.ba*, Octobre 2012

² Le récit de ce retrait, poignant pour le joueur, est fait par Gigi Riva dans *Le dernier penalty*, op.cit.

³ Leur choix étrange alors que la Slovénie a déjà déclaré son indépendance est probablement lié au fait qu'ils jouaient en Serbie au Partizan Belgrade, comme Omerović. Ils rejoindront ensuite la sélection de Slovénie une fois celle-ci officiellement membre de la FIFA et de l'UEFA.

l'équipe de Yougoslavie est morte avec le retrait des Slovènes et des Croates en 1991, le départ d'Osim et des autres non Serbo-Monténégrins quelques mois plus tard, dans le fracas d'une guerre désormais ouverte et de haute intensité, achève d'enterrer l'idée même de Yougoslavie. La Yougoslavie était morte, le cercueil est désormais fermé.

b. Recompositions du football et reconstruction de la normalité sociale

La guerre a bouleversé le cours normal des compétitions de football. Néanmoins, plusieurs initiatives prises par différents acteurs du football vont contribuer à reconstruire une routine autour de la pratique du jeu. De ce point de vue, chercher à recréer une normalité sociale grâce au football s'inscrit dans une démarche éminemment politique bien que les finalités puissent profondément diverger. C'est ce que nous allons développer à partir de trois cas de figure. D'abord l'initiative du joueur Predrag Pašić à destination des enfants de Sarajevo, puis la résurrection du club croate du Zrinjski Mostar, et enfin l'organisation de compétitions de football sur les territoires de Croatie et de Bosnie occupés par les Serbes.

Pašić, le « rebelle du football »¹

Ancien joueur de niveau international, Predrag Pašić est un Serbe de Bosnie, un enfant de Sarajevo qui a effectué une grande partie de sa carrière au FK Sarajevo dans les années 1980. Ironiquement, le psychologue de l'équipe à ce moment-là n'est autre que Radovan Karadžić, le futur leader nationaliste des Serbes de Bosnie². Au moment où la guerre éclate, on propose à maintes reprises à Pašić de quitter la ville pour l'Allemagne, où il a évolué pendant sa carrière. Celui-ci refuse, et décide de faire quelque chose pour Sarajevo, étranglée par le siège de l'armée serbe. De ce point de vue, son discours sur Sarajevo, ville symbole de

¹ Cette expression se réfère au titre du documentaire de Gilles Perez et Gilles Rof, présenté par Eric Cantona, *Les rebelles du football* (Arte, 2012), faisant le portrait de plusieurs footballeurs ayant dépassé la seule sphère de leur sport pour jouer un rôle politique et social important dans leur contexte. Ainsi, ce documentaire présente par ailleurs Socrates, très impliqué dans la démocratisation du Brésil dans les années 1980, Rachid Mekloufi, qui a rejoint l'équipe du FLN pendant la guerre d'Algérie, ou encore Didier Drogba, pour son rôle joué dans le processus de paix et de réconciliation en Côte d'Ivoire au début des années 2000. <http://lesrebellesdufoot.com/les-5-histoires/pasic-le-rebelle/>

² « Predrag Pašić and the siege of Sarajevo », *Al Jazeera*, 27 mars 2013

tolérance, n'est pas différent de celui d'Ivica Osim, également Bosnien et Yougoslave de cœur.

*« At the outbreak of war I chose to stay here, with my fellow citizens. As the days passed, I thought about what I could do for them. I was a football player, people knew me for that reason: I played for FK Sarajevo along and Yugoslavia, I had attended the World Cup in Spain. With some friends, I thought, 'let's create a football school'. **To give a sign of normality**¹, to communicate that life went on. We made the announcement on the radio: 'Predrag Pašić opens an academy for future champions in Sarajevo' - Bubamara². We did not think anyone would come. At best, we expected six or seven people. The training pitch was in Skenderija, very close to the front. One had to cross a bridge that was kept constantly under fire by snipers. It seems impossible now, but you know, at the time there was a sniper at every corner, one more, one less...over two hundred showed up. Muslim, Serb, Croat children. Outside, people would shoot each other for these differences. I taught them that these were what made us strong, I taught them to think as a team »³.*

On décèle à travers son témoignage et son initiative de créer une école de football fondée sur des valeurs de respect et de multiethnicité, un message politique (ou infra-politique pour reprendre la catégorie de James Scott) de résistance à double titre. Premièrement, l'objectif est de résister à la guerre. Il s'agit donc de chercher à redonner aux enfants prisonniers de l'état de siège un espace de normalité sociale. Les témoignages relatant la vie quotidienne dans Sarajevo assiégée insistent sur le bouleversement des pratiques courantes et les tentatives permanentes de reconstruction d'une normalité ou sur la grande difficulté à maintenir un semblant de vie sociale, à travers les marchés ou les activités culturelles par exemple⁴. Les écoles, ou les parcs pour enfants sont fermés et pris pour cibles par les snipers. Les enfants sont donc la plupart du temps confinés à l'intérieur des bâtiments⁵. Par conséquent, le simple fait de s'affranchir du siège pour mettre sur pied à partir de rien une école de football est un acte de résistance politique par rapport à l'état de guerre. De même, les risques pris quotidiennement par les enfants pour traverser le pont et rejoindre Skenderija cernée par les snipers peuvent être vus comme autant d'actes de résistance, certes politiquement inconscients, de la part d'enfants qui avaient toutefois pleinement conscience

¹ Souligné par nous

² Coccinelle en serbo-croate

³ « Predrag Pašić, football at the test of nationalism », *Osservatorio sui Balcani*, 1^{er} octobre 2014

⁴ Les marchés représentaient des cibles fixes faciles pour les mortiers, comme en témoigne les massacres de Markale, du nom de ce marché touché par à deux reprises par des obus de mortier en 1994 puis 1995, faisant 105 morts au total. L'un de ces bombardements a été porté à l'écran dans le film anglais *Welcome to Sarajevo* de Michael Winterbottom en 1997

⁵ Voir Filipović, Zlata, *Le journal de Zlata*, op.cit. On retrouve également ces éléments sur l'enfance et le danger de jouer dehors dans notre reportage sur le footballeur Edin Džeko publié dans la presse. « Džeko système », *So Foot*, juillet-août 2011, p.74

du danger auquel ils s'exposaient. Il était donc essentiel de s'approprier un espace, connu de tous dans la ville, pour y créer une bulle de résistance dans laquelle le temps serait suspendu malgré les bruits des mortiers et des coups de feu au dehors. Dans cet espace, le temps d'un entraînement, d'un cours, la réalité extérieure n'existait plus. La création de cet espace de normalité était essentielle à la survie mentale des enfants qui l'ont fréquenté, nonobstant les dangers physiques auxquels ils s'exposaient pour se déplacer. En effet, les cas de syndromes post-traumatiques liés à la guerre sont toujours extrêmement nombreux dans la Bosnie actuelle, un sujet qui ne reçoit aucun traitement politique ou sanitaire public¹.

Le second axe de résistance concerne le refus du nationalisme. La fierté de Pašić lorsqu'il évoque sa ville de Sarajevo est liée à son caractère multiethnique et multiconfessionnel², historiquement creuset et carrefour de toutes les cultures³. Par conséquent, *Bubamara* revêtait un double objectif : offrir un espace de normalité sociale aux enfants, préservés de la guerre qui faisait rage au dehors, mais aussi leur offrir un espace de normalité politique, entendu par Pašić comme un espace dans lequel la folie du nationalisme, au sens psychanalytique du terme, n'aurait pas encore contaminé les esprits⁴. A Sarajevo, la lutte contre le nationalisme avait subi une lourde défaite début avril 1992 dans une dernière tentative d'empêcher la guerre, lorsque des dizaines de milliers de manifestants pacifistes avaient dû reculer sous les balles de snipers serbes postés aux fenêtres du désormais fameux hôtel Holiday Inn, à l'époque quartier général du parti démocratique serbe (SDS) de Karadžić puis lieu d'hébergement de la presse internationale pendant le conflit⁵. L'initiative de Pašić prenait ainsi tout son sens dans un environnement où il n'était plus admis de ne pas choisir son camp, dans lequel le manichéisme nationaliste s'était substitué à toute complexité et toute rationalité de la pensée⁶, détruisant toutes les autres alternatives philosophiques et politiques⁷.

¹ « Après la guerre : abandon, désespoir et solitude en Bosnie-Herzégovine », *Le Courrier des Balkans*, 11 juillet 2014 ; « Bosnie-Herzégovine: dans les esprits la guerre n'est toujours pas terminée », *Le Courrier des Balkans*, 6 novembre 2008

² « Predrag Pašić and the siege of Sarajevo », *Al Jazeera*, 27 mars 2013

³ Il n'est dès lors guère étonnant que Sarajevo ait été, on l'a vu, l'une des villes les plus yougoslaves du pays jusqu'à la fin. La même remarque vaut pour Tuzla, à la forte imprégnation communiste et yougoslave, également en Bosnie-Herzégovine.

⁴ La encore, ce n'est pas la moindre des ironies que Radovan Karadžić fût lui-même psychiatre de formation.

⁵ Pour le récit de ces moments historiques, voir le remarquable film documentaire de la BBC *The death of Yugoslavia*, basé sur le livre d'Allan Little et Laura Silber *Yugoslavia, death of a nation*, op.cit.

⁶ Ce sera d'ailleurs un des problèmes qui se posera au président bosniaque Alija Izetbegović de devoir concilier, aussi bien dans ses discours politiques que sur le terrain, des combattants nationalistes bosniaques avec d'autres combattants anti-nationalistes défenseurs d'une Bosnie unie et multiethnique.

⁷ Gordy, Eric, *The culture of power in Serbia : nationalism and the destruction of alternatives*, op.cit.

« All around the building, people were spreading hatred and firing shells. People were killing each other. But this was a place filled with dreams. The dreams born in the heads of those boys. It was crucial for us that the school had kids from all of Sarajevo's communities, just like before. They played football, wore the same jerseys and were together. Outside, there was hatred between their fathers and between our politicians. (...) Some of the children's parents were even members of the warring armies but because of the power of football, we all managed to play peacefully, together in one place. There was not even tension on the pitch. The children did not understand hate. Their view was that we were all the same and they did not understand why there were problems. We reinforced this idea with the philosophy of sport, which is a collective, unifying philosophy »¹.

Il convient ici d'opérer une distinction entre la perception de Pašić, pour lequel son initiative n'est pas du tout politique, et se revendique même apolitique au sens où la politique se réfère selon lui aux nationalistes et auteurs de guerre², et le caractère objectivement politique de son action si on l'analyse du point de vue de l'action résistante. En revanche, d'autres initiatives visant au rétablissement d'une normalité sociale à travers le football sont pour leur part totalement intégrées aux stratégies politiques nationalistes alors en cours, en particulier en Bosnie et en Croatie. C'est notamment le cas de la résurrection du club croate de Mostar, le Zrinjski Mostar.

Le Zrinjski ou le retour de la croacité à Mostar

En Bosnie-Herzégovine, Sarajevo n'est pas la seule ville multiethnique, loin s'en faut. Selon les chiffres du recensement, la population de Mostar en 1991 se composait à 35% de Bosniaques, à 34% de Croates, à 19% de Serbes, et à 10% de Yougoslaves³. Cependant, en tant que plus grande ville de l'ouest de l'Herzégovine, région très majoritairement peuplée de Croates, Mostar n'a pas été exempte de tensions à caractère nationaliste. Le réseau herzégovinien est en effet très connu pour ses positions très nationalistes et pour l'influence qu'il a exercée sur Franjo Tuđman en Croatie même. Cela est illustré par le remplacement, à l'hiver 1992, de la tête du HDZ de Bosnie, petit frère du HDZ croate. Stjepan Kljuić, né à

¹ « Predrag Pašić and the siege of Sarajevo », *Al Jazeera*, 27 mars 2013

² Cette observation est toujours valable si l'on observe les problèmes que Pašić a avec les autorités politiques, en particulier avec le SDA, parti nationaliste bosniaque, qui cherche à lui retirer les terrains de son école. Quant aux autres écoles qui ont été ouvertes dans la partie serbe de la Bosnie, elles ne sont pas vues d'un bon œil par les autorités locales selon lui. Voir « Predrag Pašić : football at the test of nationalism », Osservatorio sui Balcani, 1^{er} août 2014

³ « Ethnic composition of Bosnia-Herzegovina population, by municipalities and settlements, 1991 », *Zavod za statistiku Bosne i Herzegovine*, Bilten n°234, Sarajevo, 1991

Sarajevo, urbain, a pour objectif en 1991-1992 de préserver dans une Bosnie unie la sécurité des 500.000 Croates qui vivent un peu partout dans les villes de Bosnie. Il est remplacé par Mate Boban, Herzégovinien, ancien directeur de supermarché, dont l'objectif politique est au contraire de rattacher les 200.000 Croates de Herzégovine, population plus rurale, ethniquement homogène et culturellement plus proche de la Dalmatie que de Sarajevo, directement à la Croatie¹.

Dès lors, il n'est guère étonnant que des centaines de volontaires de Herzégovine soient allés se battre en Croatie contre les Serbes en 1991. Ce sont eux qui ont repris le combat en Bosnie, à travers la branche armée du HDZ, le HVO². Cette expérience leur permit de devancer la mobilisation militaire des Bosniaques, pris au dépourvu lorsque les Serbes ont porté l'offensive en Bosnie au printemps 1992. La victoire du HVO contre les forces serbes en juin 1992 à Mostar a bouleversé la donne. D'un côté, les Serbes ont fui la ville, de l'autre, les Bosniaques qui avaient fui sont revenus, de même que des milliers d'autres Bosniaques chassés d'ailleurs en Bosnie. Ainsi, les Croates se retrouvèrent numériquement en minorité. De surcroît, des combattants bosniaques, qui s'étaient engagés dans le HVO à Mostar, rejoignaient désormais les forces armées bosniaques, jusque-là inexistantes. C'est dans ce contexte que le HDZ de Mate Boban décide de proclamer en juillet l'Union croate de *Herceg Bosna*, sur le modèle des républiques serbes de Krajina en Croatie et en Bosnie, dont Mostar, principale ville de la région, serait la capitale³. Dans ces conditions, il devenait essentiel de conquérir la ville face aux populations et combattants bosniaques majoritairement situés de l'autre côté de la rivière Neretva, devenue frontière entre les deux parties de la ville au fil du conflit. L'objectif initial était de rattacher ce territoire à la Croatie. Cependant, ce dessein fut abandonné sous la pression du conflit puis sous la pression américaine grâce à laquelle furent conclus les accords de Washington de 1994. Ceux-ci prévoient la création d'une fédération croato-bosniaque, fondement de l'architecture institutionnelle actuelle de la Bosnie⁴.

En matière de football, ces tensions nationalistes ont également trouvé une traduction. Richard Mills raconte ainsi comment le club historique de la ville, le Velež Mostar, club

¹ Tanner, Marcus, *Croatia, a nation forged in war*, op.cit., p.285-286

² Hrvatsko Vejiće Obrane, Conseil de défense croate.

³ Tanner, Marcus, *Croatia*, op.cit., p.287

⁴ Sur cet accord, voir notamment Pirjevec, Jože, *Le guerre yougoslave 1991-1999*, op.cit., p.367 et sq

yougoslave au sens idéologique du terme, a été menacé et attaqué par des nationalistes croates lorsqu'il a continué de s'engager dans le championnat yougoslave¹ après le retrait des clubs slovènes et croates à partir de la saison 1991-1992². C'est ainsi qu'il faut comprendre la décision de faire renaître de ses cendres le club croate du Zrinjski Mostar. Le nom complet du club est Hrvatski Športski Klub Zrinjski Mostar, ce qui laisse peu de doute sur la *croacité* revendiquée du club, de même que son emblème, orné du damier rouge et blanc, comme la plupart des clubs de football croates. Le club est né en 1905. Après quelques succès dans l'entre-deux guerres, le Zrinjski rejoint à partir de 1941 le championnat de l'Etat indépendant croate (NDH)³, Etat collaborationniste dirigé par les Oustachis d'Ante Pavelić, dont la fédération et le championnat sont alors reconnus officiellement par la FIFA. C'est la raison pour laquelle, comme tous les clubs ethniques ayant participé à des activités de collaboration avec l'ennemi, le Zrinjski sera interdit par le nouveau régime communiste à partir de 1945.

Cet épisode est évoqué sur la page officielle du club⁴, comme une injustice historique enfin réparée en 1992. Après avoir rappelé avec un ton neutre et factuel que le club a été intégré à partir de 1941 au championnat croate, en compagnie des clubs croates de Sarajevo et de Banja Luka, le texte convoque au contraire le langage de l'affect en évoquant « la tâche noire » qui se serait abattue sur le destin du Zrinjski en 1945, où le « *nouveau gouvernement populaire a interdit à toutes les associations culturelles et sportives à caractère national de reprendre leur travail. Les motifs de cette interdiction de symboles nationaux ne sont, bien sûr, pas les mêmes que du temps de l'Empire Ottoman, de l'Empire austro-hongrois ou que du premier royaume de Yougoslavie, néanmoins, le résultat de ces quatre variantes a procuré le même plaisir aux dirigeants* ». La résurrection du club est ainsi liée au « *début du multipartisme en Bosnie qui a annoncé le réveil de la conscience nationale croate, et le retour de sentiments puissants, bien que réprimés pendant des décennies, envers les clubs de Napretak, Hrvoje et Zrinjski* ». Le club, dont « *le simple fait de prononcer le nom pouvait*

¹ Les nationalistes croates parlaient alors de championnat de *Serboslavie*.

² Mills, Richard, « Velež Mostar football club and the demise of brotherhood and unity in Yugoslavia 1922-2009 », *Europe-Asia studies*, 62 : 7, 2010, p. 1107-1133

³ Contrairement au Hajduk Split, qui refuse de rejoindre dans un premier temps le championnat italien puisque le NDH donne Split à Mussolini, ni le championnat croate à partir de 1943 quand les Italiens sont chassés de Croatie. Split sera au contraire un important foyer de la résistance des partisans de Tito, et ce dernier aura toujours, semble-t-il, une sympathie particulière pour le Hajduk, malgré l'existence du Partizan Belgrade, club de l'armée yougoslave.

⁴ <http://www.hskzrinjski.ba/index.php/klub/povijestkluba>

envoyer en prison » voit donc à nouveau le jour suite à une assemblée générale à Međugorje « après 47 ans d'interdiction communiste ».

Dans cette optique, les paroles de la chanson officielle du club sont également intéressantes dans l'exaltation du sentiment national croate, autant que dans l'amour du club, thème habituellement unique de ce type de compositions¹. Écrit dans un langage direct où le texte s'adresse à un Zrinjski humanisé, le club est ainsi décrit comme *« un glorieux nom croate, que l'on porte, dont on est fier, il est l'âme de l'âme de notre Mostar. Quand il joue, quand il mène le combat, il y met tout son cœur, pour son peuple, sur le terrain toujours la tête haute, vers la victoire que les Croates célèbrent. Il brille dans le jeu comme le soleil de Mostar, le cœur de l'Herceg Bosna bat pour le Zrinjski ».*

*Zrinjski je slavno hrvatsko ime
ti ga nosiš, ponosi se njime
vjero i nado, nova i stara
dušo duše našega Mostara*

*Pobjeda, pobjeda neka Zrinjski slavi
mostarski Zrinjski, crven, bijeli, plavi
sa terena uvijek podignute glave
pobjedu, pobjedu sad Hrvati slave*

*Uz tebe je sav hrvatski puk
uvijek te prati sa tribina huk
i kad igraš i kad biješ boj
čini to srcem, sve za narod svoj*

*Pobjeda, pobjeda neka Zrinjski slavi
mostarski Zrinjski, crven, bijeli, plavi
sa terena uvijek podignute glave
pobjedu, pobjedu sad Hrvati slave*

*Na terenu budi k`o Neretva plah
nek` ti bura bude u grudima dah
blistaj ti u igri k`o mostarsko sunce
za tebe kuca Herceg Bosne srce*

¹ <http://www.hskzrinjski.ba/index.php/klub/o-klubu>

*Pobjeda, pobjeda neka Zrinjski slavi
mostarski Zrinjski, crven, bijeli, plavi
sa terena uvijek podignute glave
pobjedu, pobjedu sad Hrvati slave*

En 1992, contrairement à son maillot historique blanc avec une bande diagonale rouge, le Zrinjski porte un maillot sensiblement identique à celui de la sélection nationale croate, à damier rouge et blanc. De fait, le club devient ainsi l'une des principales formations du nouveau championnat de Herceg Bosna¹ que les autorités croates de Bosnie cherchent à organiser dès la saison 1993-1994², à partir du moment où elles contrôlent assez le territoire de leur entité politique auto-proclamée pour réinstaurer cette forme de normalité sociale et nationale. La résurrection du Zrinjski relève donc dans ce contexte d'une opération de légitimation d'un projet territorial, politique et nationaliste dont le club fait partie intégrante. A l'échelle de la ville de Mostar, bientôt coupée en deux par la guerre entre Bosniaques et Croates, le club s'impose dès lors comme une nouvelle réalité politique et sportive qui s'inscrit en contre-point total avec le club historique du Velež Mostar³.



Photo 18 : l'équipe du Zrinjski Mostar en 1992

¹ Bien que le club ne l'ait jamais gagné de 1994 à 2000, dates de son existence.

² Avant cela, le Zrinjski dispute des matchs amicaux dans le reste de l'Herzégovine contrôlée par les forces croates, mais aussi en Croatie et ailleurs à l'étranger (Allemagne, Canada où la diaspora croate est importante), conférant au club une forme de statut d'ambassadeur de la Herceg Bosna.

³ Nous analyserons en détail ultérieurement la situation politique et footballistique de Mostar depuis la fin de la guerre.

La stratégie des Croates de Bosnie de marquer leur territoire par l'organisation de compétitions de football n'est toutefois pas isolée. Les Serbes de Bosnie et de Croatie ont également mené une telle politique.

c. La recherche d'une continuité territoriale serbe par le football

Dans les territoires serbes de Croatie, réunis politiquement au sein de la Republika Srpska Krajina (RSK), un championnat de football a été organisé à partir de la saison 1992-1993, concordant avec la relative stabilisation des forces suite à l'accord de cessez-le feu de janvier 1992¹. Cette compétition était découpée en cinq zones géographiques, dont les meilleures équipes s'affrontaient ensuite pour le titre. Cette organisation reflétait l'absence de continuité territoriale de la RSK, entre d'un côté une longue zone sous contrôle allant du Nord de la Dalmatie, le long de la frontière avec la Bosnie jusqu'en Slavonie occidentale, et de l'autre la Slavonie orientale à la frontière serbe, au niveau de Vukovar. En Republika Srpska de Bosnie (RS) en revanche, les combats continus et le morcellement territorial ont contraint les autorités à n'organiser qu'une coupe, à partir de 1993-1994.

A l'instar des Croates de Bosnie, la stratégie des Serbes de Bosnie et de Croatie s'agissant du football servait plusieurs objectifs politiques. Le premier d'entre eux était d'ordre territorial. En organisant des compétitions sur un territoire sous contrôle, il s'agissait de sensibiliser aux nouvelles frontières de la RSK au sein de la Yougoslavie (entendue au sens de RFY) aussi bien la population locale que les acteurs extérieurs tels que les Croates, Belgrade et la communauté internationale par ce marquage territorial. Richard Mills souligne à cette fin le rôle important joué par le journal sportif *Derbi*², instrument essentiel de « nationalisme banal »³ dans l'expression de l'identité serbe à travers les rencontres de football. En effet, ce que Billig appelle du nationalisme banal pourrait se rapprocher de la catégorie infra-politique de Scott en ce qu'elles sont toutes les deux situées « sous le radar », presque à un niveau subliminal, s'agissant de l'identité pour l'une, du politique pour l'autre.

¹ Pour les détails techniques relatifs à l'organisation du football dans les territoires serbes pendant la guerre, nous nous appuyons tout au long de ce développement sur les travaux de Richard Mills, « Fighters, footballers and nation builders : wartime football in the Serb-held territories in the former Yugoslavia 1991-1996 », *Sport in society*, 2013

² Ibid.

³ Billig, Michael, *Banal nationalism*, op.cit.

Chez Billig, le nationalisme banal désigne tout ce qui, au quotidien, participe de façon plus ou moins inconsciente à reproduire dans les esprits un sentiment d'appartenance à un peuple et à un territoire. De ce point de vue, des représentations cartographiées des clubs de football disputant les compétitions de RSK, la publication à grande échelle d'un journal qui devient une sorte de journal sportif officiel de RSK sont autant d'indicateurs qui participent de l'imprégnation quotidienne, sans qu'il y ait besoin de grands discours politiques et patriotiques, du sentiment d'appartenance à la RSK des Serbes de Croatie, et de leur conviction que ce territoire est bel et bien devenu une réalité politique et géographique tangible amenée à durer.

Ainsi, le message de l'organisation d'une compétition de football témoigne d'une situation de *fait accompli* après une séquence de conflit dans lequel la normalité était suspendue et dans lequel les limites territoriales étaient floues et disputées. Il s'agit dès lors d'insister sur la maîtrise définitive en profondeur de ce territoire que rien ne peut plus remettre en cause, et sur son caractère serbe. Le second objectif était pour les dirigeants d'asseoir leur légitimité et leur pouvoir, voire leur popularité à travers l'organisation de compétitions sportives. La présence très remarquée du président de la RSK, Milan Martić, accompagné de hauts gradés de l'armée de la RSK, à plusieurs matchs et aux remises de trophées doit se comprendre dans cette optique. Le troisième objectif était de fournir une preuve du retour à la normalité sociale à la population autant que d'offrir une source de distraction pour les soldats mobilisés afin de soutenir le moral des troupes combattantes. Les compétitions de football étaient donc paradoxalement à la fois preuve de pacification relative sur un territoire donné et soutien à l'effort de guerre qui se poursuivait par ailleurs.

En outre, l'idée d'une réunification des championnats de football des entités serbes a plusieurs fois été avancée, par l'intermédiaire du journal *Derbi*, ce qui s'est concrétisé en 1994 par une « super coupe » opposant le vainqueur de la coupe de RSK et le vainqueur de la coupe de RS. Cette idée n'est politiquement pas neutre, et il n'est guère surprenant qu'elle ait davantage été caressée par les dirigeants de la RSK que de la RS dans la mesure où elle recouvrait deux desseins. D'abord, il s'agissait d'ancrer un éventuel championnat unique à la Yougoslavie et donc de réaliser l'unité territoriale de tous les Serbes de l'ancienne Yougoslavie, d'abord grâce à un championnat de football afin de placer sur la carte, de façon réelle, tous ces territoires, avant de passer à la phase politique de cette unification. La compétition et sa représentation (tant dans la presse que lors des matchs eux-mêmes avec un

drapeau unique, la présence de responsables politique et religieux etc.) aurait alors permis d'enraciner concrètement la réunification des territoires dans l'esprit des individus. Ensuite, vers 1994 puis 1995, il apparaît évident que la contre-offensive croate place la RSK en position de grande fragilité, ses dirigeants cherchent donc par tous les moyens, notamment le football, à s'arrimer à la RS qui semble plus solide. On peut d'ailleurs observer les différentes phases de la guerre à travers les vicissitudes des compétitions de football, puisqu'en 1995, les compétitions de football de RSK n'iront pas à leur terme à mesure que les Croates reprennent du terrain d'où les Serbes sont désormais chassés.

La revendication d'un rattachement au championnat yougoslave a été portée à son paroxysme par le club du FK Borac Banja Luka, principale ville des Serbes de Bosnie qui, par un tour de passe-passe administratif, a choisi de s'enregistrer à Belgrade comme Borac Belgrade afin de se conformer aux exigences de la FIFA¹, tout en passant la semaine à Banja Luka avant d'errer de stade en stade en Serbie pour y disputer ses matchs le week end. Le président du club Anđelko Grahovac ne faisait d'ailleurs pas mystère des considérations politique et nationale derrière sa décision. « *This is more than football, more than sport. Because Borac playing in the Yugoslav League, together with clubs from Serbia and Montenegro, is a unique case in the world. And in that way we are practically demonstrating that we are together* »². Toutefois, le Borac Banja Luka réintègrera les compétitions de RS en 1995, assez tôt pour remporter la coupe de RS dès sa première participation dès décembre 1995. C'est dans cette victoire symbolique que l'on peut déceler en réalité la différence d'approche entre la RS et la RSK. Contrairement à la RSK qui avait fait du football un élément central de reconnaissance nationale et d'assise territoriale pendant le conflit, c'est la fin de la guerre et les accords de Dayton, plus que la guerre en elle-même, qui ont achevé de légitimer la RS comme entité politique, territoriale et nationale. Cela rappelle la fragilité intrinsèque de la RSK par rapport à son homologue de Bosnie dont il fut acquis assez tôt dans tous les plans de paix qu'elle survivrait au conflit d'une façon ou d'une autre. Dès lors, c'est à partir de 1995-1996 que la Republika Srpska a besoin d'exister par elle-même après avoir abandonné l'idée d'un rattachement politique à la RFY. Elle s'efforce de construire sa propre assise politique et territoriale ainsi que ses propres marqueurs identitaires, dont le football fera partie à travers le maintien de l'existence de la fédération de football de Republika Srpska et

¹ Nous avons pu consulter dans les archives de la FIFA toute la correspondance entre le club, la fédération de Yougoslavie et la FIFA sur la question du rattachement du club à la fédération yougoslave.

² Cité in Mills, Richard, « Fighters, footballers and nation-builders », *op.cit.* p.16

d'un championnat de RS¹. Cette nécessité de marquer sa spécificité et de revendiquer sa légitimité par rapport à Sarajevo, aussi bien politiquement que sportivement, est l'une des raisons pour lesquelles les Serbes de RS se décideront tardivement, avec réticence et sous la pression de la FIFA² à rejoindre le championnat unifié de Bosnie-Herzégovine en 2002, soit quatre ans après les premières rencontres entre clubs bosniaques et clubs croates.

On voit donc à travers ces exemples à quel point le football a été un marqueur à la fois de la destruction de la normalité sociale, mais aussi un outil dans la tentative politique de reconstruction de cette normalité, que cette tentative ait été à visée nationaliste ou pas. Dès lors, c'est après avoir montré l'importance politique et symbolique de ces tentatives que l'on peut d'autant mieux comprendre pourquoi l'interdiction légale de jouer au football peut représenter une sanction politique et symbolique très douloureusement ressentie. C'est en ce sens, après avoir été victime de la destruction de la normalité sociale, que le football a également été victime de la guerre.

2. Football-sanction, football sanctionné

Alors que l'état de guerre a formellement interrompu ou au moins négativement influencé la tenue de compétitions de football, rien dans les corpus juridiques des belligérants n'empêchait dans les faits les compétitions d'avoir lieu³. C'est donc une étape supplémentaire qui est franchie lorsque la RFY est exclue de toutes les compétitions sportives internationales à partir de 1992. Il s'agit de revenir sur cette décision afin d'en décrypter l'impact, tant réel que symbolique, avant d'en tirer les conséquences quant au fonctionnement du football, pris dans les logiques concurrentes de ses « professionnels intégrés ».

¹ Et le maintien d'une sélection de Republika Srpska, ce qui ne va pas sans poser de problèmes au niveau de la fédération unifiée de Bosnie-Herzégovine (NFSBiH) dont la fédération de RS est membre. La fédération de RS insiste régulièrement pour disputer ses propres matchs, notamment contre la Serbie, ce qui est refusé par l'UEFA. Ce fut encore le cas en mai 2015.

² Entretien avec Jérôme Champagne, ancien directeur des relations internationales de la FIFA. Zurich, 2011

³ Le cas spécifique du Kosovo dans les années 1990 sera traité ultérieurement

a. Le football comme arme juridique, quels fondements, quel impact ?

Dans un premier temps de la crise yougoslave, la Communauté Européenne gère la question par l'intermédiaire de Lord Carrington et José Cutileiro. Un embargo sur les armes est voté à l'ONU (résolution 713 du 25 septembre 1991), tandis que les Européens décident de sanctions économiques contre ceux qu'ils estiment être les principaux responsables de l'escalade du conflit en Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire la Serbie et le Monténégro. Le 15 mai 1992, le Conseil de sécurité vote à l'unanimité la résolution 752 qui exige le retrait des troupes yougoslaves et croates de Bosnie, et appelle au respect du cessez-le-feu signé le 12 avril. C'est le non-respect de cette résolution par la partie serbe, qui entraîne l'adoption deux semaines plus tard de la résolution 757. Celle-ci est votée le 30 mai 1992 par le Conseil de sécurité des Nations Unies vote par 13 voix et 2 abstentions (Chine et Zimbabwe). Elle instaure un embargo contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), et prend soin d'inclure spécifiquement au paragraphe 8 alinéa b l'obligation pour les Etats « *d'empêcher la participation à des manifestations sportives sur leur territoire de personnes ou de groupes représentant la RFY* »¹. Plus précisément, le paragraphe 8 prévoit un embargo total, y compris culturel et scientifique. Ainsi, lors de la séance du 30 mai 1992 consacrée à la discussion du projet de résolution, puis au vote de celle-ci, l'ambassadeur français à l'ONU Jean-Bernard Mérimée déclare : « *le texte comporte également une disposition sur le gel des contacts sportifs. Je souhaite indiquer de manière très claire que la France, qui a voté la résolution, se dissocie de ce passage. Pourquoi ? Parce que la mesure envisagée est dérisoire par rapport à la gravité des enjeux, inutilement vexatoire et, surtout, inappropriée parce que empruntée à une panoplie de mesures adoptées dans un autre contexte, celui de la lutte contre l'apartheid* »².

Utilisées à l'encontre de l'Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid, les sanctions sportives apparaissent en effet comme une nouvelle option dans l'éventail des sanctions à disposition des Nations Unies, sanctions qui, à l'instar de l'ONU elle-même, retrouvent un second souffle à la faveur de la fin de la guerre froide et de la guerre du Golfe. On a ainsi pu parler à propos de la décennie 1990 de la décennie des sanctions, à mettre en relation avec

¹ http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/757%281992%29

² Document S/PV.3082 du 30 mai 1992

l'explosion des interventions extérieures de l'ONU¹. On peut dès lors s'interroger sur le concept même de sanctions sportives, sur ses fondements juridiques et politiques, ses implications politiques et symboliques, ainsi que son efficacité au regard des « sanctions studies »². Jusqu'en 1990, l'ONU n'avait voté des sanctions qu'à deux reprises, contre dix-huit dans la décennie 1990-2000. Comme pour les opérations impliquant des casques bleus, il s'est agit tout au long de cette décennie de retenir les erreurs commises au début afin d'affiner les interventions et les sanctions. La Yougoslavie ne fait pas exception à cette règle. David Cortright et George Lopez rappellent que les sanctions au début des années 1990 étaient massives, aveugles et comportaient de sérieux inconvénients humanitaires, et que ce sont les leçons tirées de ces expériences, dans un processus « d'apprentissage continu »³ qui ont conduit à l'élaboration progressive de sanctions davantage ciblées et intelligentes, les « *smart and targeted sanctions* », telles que le gel d'avoir, l'interdiction de déplacement pour certaines personnes, l'embargo ciblé sur une marchandise comme les diamants en Sierra Leone etc⁴. En outre, les recherches menées ont permis de comprendre que les sanctions fonctionnaient davantage si elles étaient perçues comme un moyen de persuasion et non comme une punition. Il s'agit d'inciter le régime visé à changer son attitude et respecter le droit, davantage que de le sanctionner pour ne pas l'avoir déjà fait. C'est ce qu'a rappelé le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki Moon lors du colloque de 2007 sur l'amélioration de l'application des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU⁵.

Or, en 1992, toutes ces réflexions n'en sont qu'à leurs balbutiements. L'émotion suscitée par les intenses combats en Bosnie et le siège de Sarajevo accentue par ailleurs la volonté de certains Etats de punir la RFY. Dès lors, on peut faire l'hypothèse que l'embargo sportif résulte d'une double réflexion. D'abord, comme indiqué par M. Mérimée, les sanctions sportives contre l'Afrique du Sud étaient encore dans toutes les mémoires, et il est

¹ Cortright, David, Lopez, George, *The Sanctions Decade: Assessing UN Strategies in the 1990s*, Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, 2000. Voir aussi le numéro special de la Revue Internationale et Stratégique (RIS), *Sanctionner et punir*, Vol 97, n°1, 2015

² On se reportera notamment aux travaux de David Cortright et George Lopez, du groupe de recherche de l'Université Notre-Dame « *Sanctions and Security Research Program* », <http://www.sanctionsandsecurity.org/>

³ Grosser, Pierre, « Des histoires sans leçons ? De l'efficacité et de la pertinence des sanctions contemporaines », *Revue Internationale et Stratégique*, Vol.97, n°1, 2015, p.90

⁴ Ces sanctions sont le fruit de réflexions croisées de chercheurs et de diplomates qui cherchent à en évaluer en permanence l'efficacité. Voir Biersteker, Thomas, « Scholarly Participation in Transnational Policy Networks. The Case of Targeted Sanctions », in Lowenthal, Abraham et Bertucci, Mariano (dir.), *Scholars, Policymakers, and International Affairs. Finding Common Cause*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2014.

⁵ Voir les rapports publiés par les Nations Unies sur la question, en particulier celui relatif au colloque organisé le 30 avril 2007 sur *l'amélioration de l'application des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité*, document S/2007/734 du 13 décembre 2007 http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2007/734

généralement admis qu'elles ont contribué à « *sensibiliser et galvaniser l'opinion publique mondiale* »¹ sur la question de l'apartheid². On peut donc imaginer qu'il s'agissait par cet embargo sportif de sensibiliser l'opinion mondiale, et les Serbes eux-mêmes sur leur propre responsabilité dans ce conflit. Le championnat d'Europe des nations de football 1992 commençant 10 jours plus tard en Suède, la première application concrète de la résolution visible par le monde entier serait l'exclusion de l'équipe qui était déjà en Suède pour disputer le tournoi³. Les Jeux Olympiques de Barcelone, qui devaient débiter à l'été 1992, avec pour la première fois des athlètes croates, slovènes et bosniens, seraient une autre occasion d'appliquer ces sanctions⁴. Ensuite, l'ambassadeur Mérimée emploie le terme de « inutilement vexatoire ». Il est clair en effet que cet embargo sportif s'apparente davantage à une punition gratuite et humiliante⁵ qu'à une mesure ciblée avec un but précis. Comme on punirait un enfant très turbulent, on vient ici dire à la Yougoslavie « tu n'es plus comme nous, nous ne voulons plus te voir, nous ne voulons plus jouer avec toi »⁶.

Cependant, les sanctions doivent aussi s'examiner à l'aune des objectifs que l'on cherche à atteindre, bien que Lisa Martin ait montré que celles-ci étaient parfois davantage le résultat de l'agenda des grandes puissances plutôt que de l'intérêt objectif de la communauté internationale⁷. Autrement dit, quelle peut bien être la finalité d'une suspension sportive ? Si l'on en croit le chercheur canadien Barry Burciul, la réponse est davantage à rechercher du côté de l'impact symbolique à l'international, et du traumatisme psychologique que cela va

¹ Déclaration de l'ambassadrice de la Jamaïque à l'ONU Mme Mathurin Mair devant l'Assemblée Générale de l'ONU. Document A/48/PV.96 du 23 juin 1994

² Il faut néanmoins rappeler que la plupart des fédérations internationales de sport ont devancé l'ONU dans l'exclusion de l'Afrique du Sud des compétitions. La Convention internationale de lutte contre l'apartheid dans le sport n'a, à ce jour, été signée que par 72 Etats et ratifiée par 60. La France, les Etats-Unis, n'en sont pas parties. Par conséquent, il est difficile de dire si c'est l'action de la communauté internationale en matière de sport, ou bien celle du mouvement sportif autonome lui-même qu'il convient de mettre en avant.

³ La télévision a immortalisé les images de Lennart Johansson, alors président suédois de l'UEFA, responsable de la compétition, se rendant au camp de base de la délégation yougoslave pour leur annoncer qu'en raison de la résolution de l'ONU, ils étaient exclus de la compétition et devaient quitter le territoire suédois. Rappelons que la résolution doit être appliquée par les Etats, et non les organisations internationales non gouvernementales comme l'UEFA et la FIFA. Autrement dit, légalement, c'est la Suède, organisatrice de la compétition sur son sol, qui était tenue de ne pas laisser participer l'équipe yougoslave.

⁴ Le CIO a sur ce point adopté une politique très active de façon à contourner ces sanctions, nous y reviendrons.

⁵ Badie, Bertrand, *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014. Voir aussi l'entretien avec Bertrand Badie dans le numéro spécial n° 97 de la *Revue Internationale et Stratégique* déjà mentionné « Les sanctions, une forme particulière d'humiliation ? », p.69-77

⁶ Politiquement, cela se traduira par le refus, contre l'avis de la France, de reconnaître la RFY comme l'Etat successeur de la Yougoslavie de Tito si bien que la RFY ne sera admise à l'ONU qu'en 2000, après la chute de Slobodan Milošević.

⁷ Martin, Lisa, *Coercive Cooperation: Explaining Multilateral Economic Sanctions*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1992

provoquer au sein du peuple sanctionné, que dans la recherche d'un changement de comportement de la part du régime sanctionné¹. C'est clairement ce qu'a confirmé l'ambassadeur autrichien lors de la réunion du Comité des sanctions : l'exclusion sportive sert à faire savoir et comprendre *au peuple serbe* (et non au gouvernement) que la communauté internationale désapprouve la politique de son gouvernement². En l'espèce, cela signifie tout de même, au-delà de son caractère de prime abord anecdotique et vexatoire, que le sport est alors pleinement considéré comme un instrument central de « *soft power* »³, de reconnaissance symbolique dont l'Etat coupable est privé. C'est en quelque sorte lui retirer une part de sa souveraineté et de son identité. Priver une nation de sport est donc supposé être une sanction à la mesure de l'investissement politique, identitaire et symbolique que les régimes mettent dans le sport à des fins de politique internationale. De ce point de vue, on se souvient très bien à quel point le football a servi d'ambassadeur de la Croatie dans le monde, à quel point le président croate Franjo Tuđman en contrôlait tous les rouages, sans compter les discours patriotiques des joueurs et de l'entraîneur Miroslav Blažević lui-même⁴. On peut d'ailleurs se demander si ces sanctions sportives, dont Slobodan Milošević, qui n'aimait pas le sport, se fichait totalement, n'auraient pas eu un autre impact politique si, par pure hypothèse, elles avaient été prises contre la Croatie.

De fait, cette suspension a été très durement ressentie dans la population serbo-monténégrine passionnée de sports (et par les sportifs eux-mêmes qui n'ont pas compris ce que le sport avait à voir avec la politique⁵), comme un acte de mépris profondément blessant et injuste⁶. Ce résultat tangible et conforme à ce qui était envisagé pose toutefois la question de la pertinence de l'objectif psychologique et symbolique suivi, au regard des conséquences au sein même du peuple. La question est en effet de savoir s'il est bien opportun de susciter la frustration et la colère d'un peuple dont on voudrait éventuellement qu'il se soulève contre

¹ Burciul, Barry, « Report on the seminar on the UNSC sanctions », *Canadian center for foreign policy development*, Ottawa, 17 juillet 1998

² ONU, document interne S/AC.27/SR.22, réunion du 16 juillet 1992

³ Nye, Joseph, *Bound to lead : the changing nature of american power*, New York, Basic books, 1990, et du meme auteur *Soft power: the means to success in world politics*, New York, Public affairs, 2004

⁴ En particulier en marge de l'Euro 1996 et du Mondial 1998 en France. Voir par exemple les articles parus dans *Libération*, 26 juin, 4 et 8 juillet 1998

⁵ Voir notamment le témoignage du joueur monténégrin Predrag Mijatović dans le film de Vuk Janić *The last Yugoslavian team*, NPS/PhV productions, 2000

⁶ La presse du régime a beaucoup appuyé la théorie du complot, expliquant que les équipes et sportifs yougoslaves étaient des concurrents trop sérieux et que ces sanctions inutiles visaient en réalité à les écarter. Elles étaient donc le résultat de la peur et de la lâcheté de l'Occident. Voir Čolović, Ivan, *Campo di calcio, campo di battaglia*, op.cit., p.33

son dirigeant. Cette question s'est posée à grande échelle lorsqu'il s'est agit de constater qu'un embargo total comme ceux subis par la Yougoslavie ou l'Irak touchait bien plus le peuple que les élites, et affaiblissait sa capacité de révolte¹. Sans compter qu'il est possible de provoquer le réflexe inverse de regroupement autour de l'idée nationale voire du leader. Ainsi lorsque les sanctions sportives ont été suspendues, l'équipe yougoslave de basket a immédiatement remporté le championnat d'Europe 1995 qui se déroulait en Grèce. Conspuée par le public grec, l'équipe yougoslave a reçu sa médaille en l'absence des joueurs croates, troisièmes de la compétition, qui ont reçu l'ordre quitter le podium. Vu le comportement des joueurs yougoslaves, le vice-président de la FIBA a été obligé d'écrire à la fédération yougoslave de basket en des termes très inhabituels. Il écrit notamment que : « *les joueurs yougoslaves ne se sont pas comportés conformément aux règles de conduite que devraient suivre des champions. Certains d'entre eux se sont permis d'offenser le public par des gestes tels à provoquer des réactions violentes, par chance seulement verbales* », et poursuit ainsi « *j'aimerais vous rappeler ma récente intervention en votre faveur pour vous permettre de participer aux compétitions de la FIBA et je m'attendais à recevoir en échange un comportement plus sportif et décent de la part de vos athlètes* »².

Si déjà les joueurs se sont laissé emporter par leurs sentiments après trois longues années de privations considérées comme totalement injustes, imaginons ce que cela peut être pour un peuple par ailleurs abreuvé de propagande nationaliste depuis près de dix ans. La victoire de la RFY a donc donné lieu à une liesse populaire qui n'a fait que renforcer le sentiment d'injustice ressenti par les Serbes face à leur exclusion sportive de plus de deux ans. Ivres de joie après cette victoire, l'opinion commune tendait davantage à penser qu'on avait exclu la Yougoslavie parce qu'elle était sportivement trop forte pour ses concurrents plutôt que pour envoyer un signal de désapprobation envers un gouvernement que par ailleurs de nombreux Serbes combattirent pendant les années 1990, peu aidées en cela par l'embargo. De ce point de vue, si l'objectif des sanctions sportives est de déclencher un choc psychologique et envoyer un message symbolique, c'est réussi. On peut toutefois questionner le résultat final. Dans le cas présent, les Serbes ont nourri un très fort sentiment d'injustice et une frustration intense à l'égard de la communauté internationale, contribuant à alimenter le nationalisme.

¹ Cortright, David, Lopez, George, *The Sanctions Decade: Assessing UN Strategies in the 1990s*, op.cit.

² Archives FIBA, lettre d'Aldo Vitale, vice-président de la FIBA à la fédération yougoslave de basket, datée du 7 juillet 1995

Il faut également rappeler que ces sanctions sportives ne représentaient pas un point clé de la politique de sanction de l'ONU contre la RFY¹. Il n'est donc pas étonnant qu'elles n'aient produit aucun résultat politique tangible puisqu'elles n'étaient pas destinées à cela. Cortright et Lopez estiment ainsi que les sanctions économiques très strictes ont connu un relatif succès pour forcer Milošević à s'éloigner progressivement des Serbes de Bosnie dirigés par Radovan Karadžić, mais à aucun moment ils ne mentionnent les sanctions sportives comme ayant eu le moindre impact sur la conduite politique de Belgrade². C'est en revanche en renversant la causalité, c'est-à-dire en ne considérant plus l'éventuelle efficacité de la suspension sportive en tant que sanction, mais davantage la levée temporaire de la suspension comme une incitation que l'on peut réfléchir. En effet, ces sanctions présentent l'avantage de pouvoir servir de levier pour inciter à des changements politiques concrets tout en maintenant le régime sous pression en conservant intacte l'armature des sanctions les plus dures³. En l'espèce, la levée de la suspension sportive a fait partie des « carottes », avec d'autres mesures handicapantes comme l'interdiction de survol international et de transport aérien, votées par la résolution 943 du 24 septembre 1994, en échange de la reconnaissance par Belgrade de la frontière entre Bosnie et RFY, et de retrait du soutien politique, militaire et matériel aux Serbes de Bosnie⁴.

L'interdiction aux clubs et à la sélection de RFY de disputer des rencontres et des compétitions de football à l'étranger⁵ a sans aucun doute contribué à alerter l'opinion publique, européenne en particulier compte tenu de l'exclusion soudaine de la RFY de l'Euro 1992, sur les atrocités commises par le camp serbe dans la guerre en Bosnie. Elle a aussi servi de marqueur visible directement à l'égard du peuple serbe. Ainsi, contrairement aux tentatives précédentes de rétablir le football en vue de la reconstruction d'une normalité sociale, le

¹ Il est vraisemblable que ce sont les Etats-Unis, très en pointe sur l'importance du sport en *public diplomacy*, et la Grande-Bretagne, qui ont insisté sur l'insertion du sport dans l'éventail de sanction. Voir Trégourès, Loïc, « L'embargo sportif de la Yougoslavie en 1992 ou la diplomatie du symbole », Congrès annuel de l'Association Française de Science Politique, Section 51, Strasbourg, 2011

² Cortright, David, Lopez, George, « Learning from sanctions decade », *Global dialogue*, Vol. 2, n°3, été 2000

³ Ibid.

⁴ Résolution obtenue au forceps par la Russie, avec abstention des Etats-Unis, ce qui indique une autre utilité de ces sanctions « secondaires » : offrir une marge de négociation aux grandes puissances entre elles. La Russie a ainsi pu se prévaloir auprès des Serbes de ce résultat, et la concession américaine aux Russes s'est avérée peu coûteuse politiquement.

⁵ La résolution n'empêche pas l'organisation par les fédérations sportives yougoslaves des compétitions nationales sur leur propre sol, mais interdit à des équipes ou sélections étrangères de se rendre en Yougoslavie ou d'inviter des sportifs yougoslaves. Le championnat de football yougoslave a donc continué pendant ces années, dans des conditions économiques très difficiles, les dirigeants des deux grands clubs de Belgrade s'arrangeant pour multiplier les derbys afin de maintenir des recettes, du niveau de jeu et la passion pour le football.

message adressé ici, à travers la suspension du football international, est celui d'une suspension volontaire d'un élément de normalité sociale dans les relations internationales. De fait, conformément à l'exceptionnalité sportive revendiquée par les grandes organisations internationales de sport, les compétitions sportives internationales sont en principe entendues comme des moments où des athlètes et des sélections représentant des Etats éventuellement ennemis peuvent se rencontrer sans que les motifs de rivalité ne remettent en cause la compétition. Par conséquent, on ne peut pas considérer comme négligeable le fait que même cette exceptionnalité soit rejetée par le politique lorsque l'on fait savoir à un régime et à un peuple qu'on ne veut ni ne peut plus jouer avec lui comme si de rien n'était alors qu'on estime qu'il est responsable d'une guerre, et que donc on ne peut pas faire « comme si tout était normal »¹.

Le football est donc pris dans un jeu politique qui dépasse de très loin le jeu mais qui met en exergue les logiques concurrentes de ses « professionnels intégrés » qu'il convient de décrypter.

b. Le football ou l'absence de football, résultat de logiques concurrentes

Les sanctions sportives prises à l'encontre de la RFY confirment la perspective interactionniste inspirée de Becker que nous avons choisie pour caractériser le football. En effet cette décision, de même que l'absence d'une telle décision au niveau de l'ONU depuis lors, a procédé et continue de procéder d'une lutte d'influence entre les différents « professionnels intégrés » du football. Répondre à la question « qu'est-ce que le football ? » passe donc par la réponse à la question « à qui appartient le football ? ». Dans le système pyramidal du football, la FIFA est l'échelon suprême². C'est elle qui garantit les lois du jeu, c'est sous son égide que se disputent (ou pas) les compétitions du monde entier, et c'est sous sa responsabilité que sont placées les confédérations régionales comme l'UEFA pour l'Europe. A l'instar du CIO pour les Jeux Olympiques, la FIFA est donc le décideur en

¹ On retrouve cet argument régulièrement lors de chaque grande compétition internationale, par exemple lors des JO de Londres en 2012 à l'égard de la Syrie, d'autant que plusieurs athlètes syriens avaient clairement affiché leur soutien au président Bachar Al Assad. <http://syrie.blog.lemonde.fr/2012/07/18/a-la-veille-des-jeux-olympiques-limpossible-neutralite-des-sportifs-syriens/>

² Sugden, John, Tomlinson, Alan, *FIFA and the contest for world soccer : who rules the people's game ?*, Cambridge, Polity, 1998

dernier ressort s'agissant du football mondial. Son travail est de faire en sorte que le football se joue, et que les fédérations nationales organisent le jeu dans leurs frontières, le tout à l'abri de toutes considérations politiques¹ ou juridiques extérieures. La FIFA interdit ainsi le recours aux juridictions civiles pour le règlement des litiges, ne reconnaissant que la compétence du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) de Lausanne². Or, à la lumière des recherches effectuées dans les archives de la presse et de la FIFA, il apparaît clairement que, contrairement à l'intense activité diplomatique du CIO et de son président Juan Antonio Samaranch auprès des grandes puissances pour contourner ces sanctions³, la FIFA s'est distinguée par sa passivité sur ce dossier, laissant d'autres « professionnels intégrés » que sont les Etats et les gouvernements s'introduire dans son domaine, quand bien même ces sanctions venaient modifier de façon inédite un tournoi de football majeur qui allait débiter seulement quelques jours plus tard. Dans les jours qui précèdent la résolution en effet, plusieurs réunions ont lieu entre dirigeants de l'UEFA, de la FIFA, et responsables suédois de l'organisation de l'Euro 1992. Le 27 mai 1992, trois jours avant le vote de la résolution 757, le secrétaire général de la FIFA Josef Blatter indique, dans un fax à destination du président de l'UEFA Lennart Johansson, que d'après le département juridique de la FIFA, la fédération yougoslave de football fonctionne toujours normalement et que la FIFA n'a donc aucune raison d'interférer dans ses affaires. Par ailleurs, on souligne que l'Euro relève de la compétence de l'UEFA, et que l'ordre et la sécurité sont du ressort du pays organisateur, en l'espèce la Suède. Ce sera à elle de décider si elle peut accueillir la Yougoslavie sans aucun risque sécuritaire. Dans le cas contraire, le comité de l'UEFA a la possibilité d'exclure l'équipe en question, sans possibilité d'appel, mais, précise Josef Blatter, « *cela risque de créer un dangereux précédent* »⁴. Pour sa part, Lennart Johansson estime à 50% les chances de participation de la Yougoslavie, à cause de la possibilité de sanctions que pourrait prendre le gouvernement suédois. On prévoit dès lors que le cas échéant, le Danemark remplacerait la Yougoslavie⁵. Pourtant, le gouvernement

¹ Article 17 alinéa 1 des statuts de la FIFA.

² Article 68 des statuts de la FIFA

³ L'activité de Samaranch n'ira pas sans provoquer des remous chez certains membres du Comité des sanctions de l'ONU dans la mesure où Samaranch a cherché à les contourner en obtenant l'accord des grandes puissances afin de trouver une solution pour les athlètes yougoslaves. Finalement, le compromis sera d'autoriser les athlètes yougoslaves de sports individuels uniquement à venir concourir en tenue neutre et sous le drapeau du CIO, en s'abstenant de toute déclaration politique. Pour les détails de cette activité diplomatique intense, Voir Trégourès, Loïc, *op.cit.* Congrès de l'AFSP, Strasbourg, 2011

⁴ Archives FIFA, téléfax daté du 27 mai 1992, « *Participation of the Yugoslavian team in the finals of the 1992 European Championship in Sweden* ».

⁵ Le Danemark était arrivé 2^e du groupe de qualification de la Yougoslavie. Ironie de l'histoire, les Danois, déjà en vacances pour la plupart, se rendront à la hâte en Suède et finiront par remporter le tournoi.

suédois affirme que l'Euro est du ressort de la fédération suédoise de football. Les instances internationales du football prennent donc la décision, le 29 mai, soit la veille du vote de la résolution, de confirmer la participation de la Yougoslavie à l'Euro 1992, en l'absence de demande de sanction de la part de la Suède, ou de la CEE. Le Premier ministre britannique John Major indique alors son désaccord. La situation se renverse brutalement dès le lendemain avec l'adoption de la résolution 757. On notera que précédemment, le concept de séparation entre la sphère sportive et la sphère politique, pierre angulaire du mouvement sportif international, n'avait pas été brandi par Lennart Johansson, qui était prêt à exclure la Yougoslavie sur simple demande du gouvernement suédois. Dès le vote de la résolution, alors que la fédération de Yougoslavie adresse directement à la FIFA une note juridique peu convaincante¹, le président de la FIFA Joao Havelange prend la décision de suspendre la fédération yougoslave et d'exclure l'équipe de Yougoslavie de l'Euro 1992, alors que les joueurs se trouvaient déjà en Suède. Dans la motivation de la décision envoyée à Belgrade, la FIFA indique qu'en tant qu'Etat membre de l'ONU, la Suède est tenue de respecter les résolutions votées et que par conséquent, la FIFA est contrainte d'exclure l'équipe de Yougoslavie avant que les autorités suédoises n'expulsent la délégation². La FIFA note également que la fédération de Yougoslavie, contrairement aux statuts de la FIFA « *n'est plus maître de la situation footballistique dans son pays* », puisque les associations de football de Slovaquie, Croatie, Macédoine et Bosnie-Herzégovine, supposées sous son contrôle, ont toutes fait des demandes d'affiliation à la FIFA³.

Si la première partie de la réponse de la FIFA ne pose pas de problème, le second argument soulève quelques interrogations dans la mesure où trois jours plus tôt, cette même FIFA ne constatait aucun problème de fonctionnement interne au sein de la fédération de Yougoslavie. Or, les demandes d'affiliation des associations slovène et croate avaient été transmises bien avant le 31 mai 1992. Cet élément relève ainsi de la reconstruction juridique a posteriori. Il est donc frappant de constater que la FIFA, qui dans ses statuts ne prévoit pas l'exclusion pour des motifs politiques (article 15), se soit contentée d'obtempérer à la résolution de l'ONU sans chercher à exercer une certaine influence diplomatique active à propos des sanctions sportives, ce qui va à l'encontre de sa volonté de séparer sport et

¹ L'argumentation juridique est peu convaincante, mais le président de la fédération yougoslave, Branko Bulatović, en appelle à l'esprit d'indépendance de la FIFA par rapport à l'instrumentalisation politique du sport.

² Sur la base de cette interprétation, la FIFA estime cependant que la fédération de football de RFY peut demeurer membre de la FIFA de plein droit, mais ne peut prendre part à aucune compétition internationale.

³ Archives FIFA, fax de la FIFA à la fédération de football de Yougoslavie daté du 2 juin 1992

politique. Ni les archives de la FIFA, ni les archives de presse de l'époque ne font état d'une initiative de la FIFA à propos de ces sanctions, se calquant totalement sur les décisions du comité des sanctions de l'ONU. Le seul geste de bonne volonté active fut de repousser du 1^{er} au 30 septembre 1992 le délai de décision quant à l'exclusion définitive de la RFY des qualifications au Mondial 1994, sur demande du Premier ministre yougoslave Milan Panić, qui avait écrit une lettre en ce sens au président de la FIFA¹ et au Comité des sanctions de l'ONU. Mais la FIFA, autant que les documents puissent en témoigner, et au-delà de sa compréhension et de sa bienveillance, est restée passive par rapport à cette requête, et n'a pas cherché à la soutenir au niveau diplomatique.

Ainsi, ce n'est que lorsque les sanctions sportives furent suspendues pour 100 jours en septembre 1994 que la FIFA autorisa la RFY à disputer des matchs amicaux internationaux², sans pour autant pouvoir participer aux éliminatoires du championnat d'Europe 1996. La RFY ne sera réintégrée dans le concert footballistique des nations que le 23 décembre 1994 pour les matchs amicaux³, et le 24 avril 1996 pour les matchs de compétition (match contre les Iles Féroé dans le cadre de la qualification au Mondial 1998). De même en 1998, lorsque certains intellectuels et parlementaires européens réclameront l'exclusion de la RFY du Mondial en raison de la politique de Milošević au Kosovo, le porte-parole de la FIFA, Keith Cooper, se contentera de dire : « *la FIFA a pour politique de suivre celle des Nations Unies. Comme la Yougoslavie s'est qualifiée sur le terrain et qu'il n'y a pas de directive de l'ONU, il n'y a aucune raison de réviser notre position* »⁴.

Cette attitude est peut-être à chercher dans la différence de perception du football entre la FIFA et les instances sportives d'un côté, et les acteurs politiques de l'autre. Pour les premiers, le football est la raison même de leur existence et de leur pouvoir, tandis qu'il s'agit d'un instrument symbolique et politique pour les seconds. Cette distinction peut expliquer pourquoi la FIFA est toujours plus attentive aux campagnes de boycott⁵, qui sont une vraie

¹ Archives FIFA, fax de Milan Panić, Premier ministre de la RFY à Joao Havelange, président de la FIFA, daté du 4 septembre 1992.

² Décision prise lors du comité exécutif de la FIFA du 27 octobre 1994 à New York. Procès-verbal. Archives FIFA.

³ « Le Brésil étrenne sa couronne contre les revenants yougoslaves », *Libération*, 23 décembre 1994

⁴ *L'Humanité*, 15 juin 1998

⁵ Par exemple les campagnes de boycott des prochains Mondiaux en Russie et au Qatar se multiplient, et iront croissant à mesure que les échéances arriveront. On observera alors également une possible dichotomie entre des activistes favorables à un boycott, des gouvernements réservés, et des fédérations de football, voire des joueurs, défavorables à une telle décision. Après plusieurs campagnes de boycott des JO pendant la guerre froide et pour

menace contre une compétition et donc contre le football telle qu'elle l'entend, plutôt que contre une sanction sportive prise au plus haut niveau politique mondial qui modifie certes la compétition mais sans remettre en cause ni son bien-fondé ni déroulement. Par conséquent, cela reste compatible avec son statut d'organisation internationale non gouvernementale (INGO). Selon Malcolm Waters, celles-ci tirent leur puissance du fait qu'elles fonctionnent par-delà les Etats et les frontières, y compris juridiquement, et elles ont la capacité de réunir les peuples autour d'intérêts ou de causes communes sans que les Etats puissent influencer ce processus¹. La FIFA peut donc toujours estimer être au sommet de la pyramide du football tout en souffrant que le football puisse faire l'objet d'intrusions juridiques et politiques fortes qu'elle n'a pas décidées. Ce cas de figure reste cependant tout à fait exceptionnel puisque depuis la Yougoslavie, il n'y a plus eu de sanctions sportives prises au niveau de l'ONU², phénomène que l'on peut sans aucun doute attribuer pour partie au lobbying souterrain des INGOs telles que le CIO et la FIFA auprès des grandes puissances afin de conserver leur souveraineté sur leurs activités. Par ailleurs, si la FIFA continue de prôner la séparation stricte des sphères politique et sportive, elle a pris acte depuis longtemps de l'incontournable aspect politique du football, et a pris les devants en développant en conséquence une politique active contraire à l'esprit de sanctions visant à faire du football un espace d'ouverture et de dialogue, comme en témoigne son action en Palestine, au Japon et en Corée³, et plus récemment à Chypre¹.

protester contre l'apartheid, ainsi que sur le Mondial 1978 en Argentine, Carole Gomez rappelle à juste titre que le CIO n'hésite désormais plus à menacer d'exclure les comités olympiques des Etats qui appelleraient au boycott des Jeux Olympiques. C'est pourquoi ces appels sont désormais relayés par des ONG, intellectuels ou responsables politiques à titre individuel. Voir Gomez, Carole, « Le boycott à l'heure du soft power et de la diplomatie d'influence », *Revue internationale et stratégique*, vol.97, n°1, 2015, p.123 ; sur le boycott des JO de Montréal de 1976 par 28 Etats pour protester contre la présence de la Nouvelle Zélande, accusée de soutenir l'apartheid, voir Eric et Catherine Monnin, « Le boycott politiques des Jeux olympiques de Montréal », *Relations internationales*, n.134, 2008, p.93-113 ; sur les appels au boycott de la Coupe du monde en Argentine de 1978, voir Contamin, Jean-Gabriel, Le Noé, Olivier, « La coupe est pleine Videla ! Le Mondial 1978 entre politisation et dépolitisation », *Le Mouvement social*, janvier-mars 2010

¹ Waters, Malcolm, *Globalization*, Londres, Routledge, 1995, p. 112

² On parle bien ici de l'ONU. L'Union Européenne, par la position commune 95/544/PESC avait interrompu en 1995 tous les contacts sportifs par le refus d'octroi de visas aux délégations et équipes nationales du Nigéria. Voir Latty, Franck, « Le boycott des Jeux Olympiques à l'épreuve du droit », *Gazette du palais, Droit du sport*, n°2, 19-21 Octobre 2008, p. 19

³ Les deux pays avaient déposé des dossiers séparés pour l'organisation de la Coupe du monde 2002 qui devait avoir lieu en Asie en vertu d'une règle informelle de rotation des continents. Or, la FIFA craignait que les relations entre les deux Etats, mauvaises pour des raisons historiques, ne se dégradent davantage si l'un devait l'emporter sur l'autre dans cette compétition hautement symbolique et politique. On les incita donc très fortement à recalibrer leurs dossiers et présenter une candidature commune qui aurait alors toutes les chances d'être validée avec l'arrière-pensée que cette aventure participerait du rapprochement entre les deux pays et les

La guerre a eu, on l'a vu, un impact direct et parfois considérable sur le football comme jeu, comme activité économique de spectacle sportif et comme pratique sociale à dimension politique. Elle est venue casser la chaîne des interactions entre les différents acteurs (« professionnels intégrés », « artistes populaires » et « artistes naïfs »), nécessaires à la pratique du football. C'est en ce sens que le football a été victime de la guerre. Néanmoins, le monument érigé par les supporters du Dinamo Zagreb en l'honneur des leurs tombés à la guerre² dont ils considèrent qu'ils l'ont initiée lors du fameux match du 13 mai 1990, ne peut pas ne pas interpeller, et justifie que l'on pose la question dans l'autre sens, c'est-à-dire non plus l'impact de la guerre sur le football, mais le rôle du football dans la guerre. En effet, la participation directe de supporters extrêmes de football à la guerre est un phénomène qui a suscité de nombreuses réflexions et interrogations d'une part sur une éventuelle affinité naturelle du football avec la violence d'essence fasciste, d'autre part sur le rôle du football dans l'économie générale de la guerre en Croatie et Bosnie.

deux peuples. Voir Dietschy Paul, Gastaut, Yves, Mourlane, Stéphane, *Histoire politique des Coupes du monde*, Paris, Vuibert, 2006

¹ « A Chypre, la réunification passe par le foot », *Le Monde*, 8 mai 2015

² Ces monuments ou plaques figurent aussi notamment devant ou dans les stades du Hajduk Split, du FK Sarajevo, du Željezničar Sarajevo et de l'Etoile Rouge de Belgrade

Section 2 : Le football et la guerre : liaisons dangereuses ?

Le thème du sport en Yougoslavie, en l'espèce du football, connaît ses premières publications importantes en langue locale très tardivement, à la fin des années 1980¹. Ce thème fait d'ailleurs toujours l'objet de peu de recherches en sciences sociales dans les pays concernés par les chercheurs locaux principalement en raison d'un manque de moyens comme l'explique la sociologue slovène Mojca Doupona Topič qui souligne leur très faible représentation au sein des activités de l'Association européenne d'études du sport (EASS) ou encore dans les publications de *l'International Review for the Sociology of Sport*². Pour autant, à la lecture de ces travaux pionniers, en particulier ceux de Srđan Vrcan, de Dražen Lalić et de Ivan Čolović, il apparaît qu'au-delà de leurs différences d'approche et de méthode, ils se rejoignent sur l'idée qu'il y aurait une sorte d'affinité élective entre le football et la guerre qui passerait par le développement de pratiques violentes et fascistes, induites à la fois par le jeu lui-même mais aussi par la subculture de ceux qui le suivent avec le plus de ferveur, les supporters extrêmes.

Afin de clarifier les termes avec lesquels nous allons réfléchir à présent, nous entendrons par affinité élective la définition donnée par Michael Löwy à partir des travaux de Max Weber : « *L'affinité élective est le processus par lequel deux formes culturelles – religieuses, intellectuelles, politiques ou économiques – entrent, à partir de certaines analogies significatives, parentés intimes ou affinités de sens, dans un rapport d'attraction et influence réciproques, choix mutuel, convergence active et renforcement mutuel* »³. En outre, par subculture, on s'appuiera ici sur la définition de Mike Brake, selon lequel il s'agit de « *systèmes de sens, modes d'expression ou styles de vie développés par des groupes en*

¹ Les premiers travaux de Srđan Vrcan en la matière sont relatifs à l'apparition du supportérisme extrême et datent de la fin des années 1980. On retrouve ses premiers textes sur le sujet dans son livre *Sport i nasilje danas u nas* (sport et violence ici et aujourd'hui), Zagreb, Naprijed, 1990. Ceux de Dražen Lalić datent du début des années 1990

² Doupona Topič, Mojca, « Assessing the sociology of sport : on sport and the challenges of post-socialist countries », *International Review for the Sociology of Sport*, 2015, Vol.50 (4-5). Paradoxalement, cet objet de recherche a été investi ces dernières années par d'autres chercheurs dont une bonne partie n'est pas originaire de la région comme par exemple Richard Mills, Davide Sterchele, Shay Wood, Christian Nielsen, Andrew Hodges, en plus des locaux comme Dario Brentin, Ivan Đorđević et Dejan Zec. Voir le numéro spécial de *Sport in society* « Football in South-eastern Europe : from ethnic homogenization to reconciliation ? », Vol.16, Issue 8, 2013

³ Löwy, Michael, « Le concept d'affinité élective chez Max Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, n°127, 2004, p. 93-103

position de subordination structurelle, en réponse aux systèmes de sens dominants »¹. Or, notre ambition ici sera de discuter et, à certains égards, de contester d'un point de vue théorique et empirique le cadre d'interprétation du football proposé par Vrcan et Čolović. Il s'agit donc dans un premier temps de décrire ce cadre.

1. Le football c'est la guerre

a. Le football comme univers schmittien

L'idée selon laquelle le football serait par nature un monde dominé par le paradigme ami/ennemi de Carl Schmitt a été développée par Srđan Vrcan. Son raisonnement a pour objectif d'établir une affinité élective entre football, violence et nationalisme politique², et peut se découper en trois séquences. D'abord, il s'agit de constater les liens qui se sont forgés entre les mondes du football (clubs, supporters, dirigeants) et le nationalisme politique à partir des années 1980, ainsi que nous l'avons nous-mêmes montré dans le chapitre précédent. Sur la base de cette relation très féconde, Vrcan conclut qu'il ne s'agit pas là d'une exception due à un contexte lui-même exceptionnel, mais bien d'un « *mariage moderne très naturel issu d'une affinité mutuelle profonde entre les partenaires* »³. L'auteur souligne ainsi que les groupes de supporters extrêmes fonctionnent suivant des codes propres à leur subculture développée autour de l'engagement pour leur propre club et leur propre groupe, ainsi, indispensable corollaire, qu'autour de la notion de rivalité avec d'autres groupes. On retrouve ici l'idée du football comme monde binaire dans la lignée de la pensée de Schmitt pour qui la conscience de soi et de son groupe d'appartenance n'advient que lorsque l'on a identifié ses ennemis⁴. Chez Schmitt en effet, l'objet final du politique, étroitement lié à la religion et à sa propre foi catholique, est bel et bien un combat pour une foi que l'on estime absolument vraie

¹ Brake, Mike, *The sociology of youth culture and youth subcultures*, Londres, Routledge, 1985, p. 8

² Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence. Le cas symptomatique de l'ex-Yougoslavie », in De Waele Jean-Michel et Husting Alexandre (eds.), *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit, p. 101-114

³ Ibid., p.112

⁴ Schmitt, Carl, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 2009 (1^{er} ed. 1933)

et non-négociable. A cet égard, les Croisades sont précisément pour lui cette incarnation d'une hostilité viscérale, c'est-à-dire, à son sens, profondément politique¹.

La deuxième séquence consiste à glisser des supporters au football lui-même en tant que jeu et que sport moderne, et à théoriser une nature du football. C'est ainsi que Vrcan invite à revisiter la définition générale de Giulianotti selon laquelle le football « peut remplir plusieurs fonctions et servir plusieurs maîtres »², en insistant sur le fait que le football présente en réalité toutes les caractéristiques présentes dans l'acception du politique chez Schmitt. Vrcan écrit ainsi :

« Le football est plus approprié pour certaines fonctions politiques ou pour certains maîtres et même qu'il peut mieux servir un certain type de politique en fonction de leurs affinités électives comme

- 1- *La manière de concevoir et de pratiquer la politique dans la lignée de Carl Schmitt plutôt que dans la lignée de la tradition aristotélicienne ;*
- 2- *Une politique entendue comme activité humaine liée à la force, à la violence et à la domination, plutôt que la politique conçue et pratiquée conformément à l'idéal de « ne pas dominer et ne pas être dominé »*
- 3- *Une politique proche d'une vision du darwinisme social, selon laquelle la société humaine est une arène de compétition sans merci et un champ de bataille dans la lutte permanente pour la survie des plus doués, plutôt qu'une politique d'orientation contraire au darwinisme social ;*
- 4- *Une politique qui utilise le populisme ou la démocratie plébiscitaire obsédée par le principe du leader, plutôt qu'une politique fondée sur la démocratie délibérative et réticente au principe du leader »³.*

En établissant ainsi une affinité élective entre le football et la conception du politique dans le système de pensée de Schmitt, Vrcan entend démontrer la nature nécessairement fascisante du football puisque le raisonnement politique de Schmitt le conduisait lui-même à voir dans la voie fasciste, puis nazi, la seule possibilité de salut, à la fois politique et spirituel, à travers la volonté du nazisme d'agir dans l'histoire et de lutter contre l'antipolitisme supposé du marxisme et du libéralisme. Par conséquent, si Heinrich Meier souligne que le soutien de Schmitt au nazisme est davantage de nature instrumentale que nationaliste (et que son antisémitisme est davantage motivé par l'antisémitisme chrétien classique qu'une

¹ Meier, Heinrich, *La leçon de Carl Schmitt*, Paris, Les Editions du Cerf, 2014

² Giulianotti, Richard, *Football. Sociology of a global game*, Cambridge, Polity Press, 1999, p.16

³ Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence. Le cas symptomatique de l'ex-Yougoslavie », *op.cit.*, p.111-112

adhésion aux théories de l'aryanité)¹, Vrcan voit dans le football un élément central de mobilisation nationaliste en vue de l'application du programme politique schmittien, c'est-à-dire l'instauration inévitable d'un fascisme fondé sur la violence politique à l'égard de l'ennemi mortel désigné ainsi afin de faire advenir, puis de consolider et enfin d'assurer le salut de sa propre communauté.

La troisième séquence du raisonnement de Vrcan repose sur la fécondité heuristique de la pensée à l'extrême, notamment inspirée par Louis Althusser. Ce positionnement repose sur l'idée que l'extrême met à nu les véritables comportements humains détachés de toute contingence sociale. Toute situation sociale pensée à l'extrême jouit donc d'une pureté analytique qu'une configuration « normale » ne peut pas révéler. Cela rejoint la pensée de Georges Canguilhem selon lequel il faut penser la pathologie pour découvrir le normal puisque c'est la maladie qui est l'indice direct de la vie. Aussi dit-il que « *la santé c'est la vie dans le silence des organes, que par suite le normal biologique n'est, (...), révélé que par les infractions à la norme et qu'il n'y a conscience concrète ou scientifique de la vie que par la maladie* »². Autrement dit, tout ce qui a été posé théoriquement sur le football ne peut être vérifié empiriquement que si l'on accepte de penser à l'extrême, dans la mesure où c'est dans ces conditions que les comportements sociaux véritablement révélateurs et symptomatiques peuvent être le mieux mis à jour contrairement aux situations « normales » ou « moyennes » dans lesquelles le contrôle social et institutionnel les diluent. Vrcan écrit ainsi :

« Penser de manière extrême permet de mieux détecter les tendances macro-structurelles et les contraintes situationnelles qui existent ailleurs, dans les « cas normaux » et les « situations normales ». Ces tendances sont presque invisibles, mais prêtes à éclater dans des situations de crise sociale grave. Elles transforment parfois subitement toute la scène sociale, politique et culturelle et apparaissent, en même temps, comme une totale surprise pour la réflexion sociologique, qui, elle, se focalise d'habitude sur les cas normaux et moyens. Dans le cas qui nous occupe, cette approche présente l'avantage de pouvoir examiner les relations éventuelles entre le football contemporain et des manières contemporaines et divergentes de concevoir et de pratiquer la politique : en l'occurrence, un type de politique contemporaine qui requiert un type de légitimation particulière et produit des conflits politiques surchauffés, extrêmement chargés de violence, menant à des confrontations armées et à des guerres »³.

¹ C'est pourquoi Meier parle de Schmitt non comme un penseur politique, mais comme un théologien politique, tant sa foi est au cœur de tout son système de pensée. Meier, Heinrich, *La leçon de Carl Schmitt*, op.cit., p. 212-213

² Canguilhem, Georges, *Le normal et le pathologique*, Paris, PUF, 2013, p. 72

³ Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence. Le cas symptomatique de l'ex-Yougoslavie », op.cit., p. 101-102

On voit donc dans quelle mesure la construction théorique de Vrcan fait du football un objet par nature fascisant et violent, producteur d'un imaginaire guerrier et polémologique, véhicule objectif d'un nationalisme dont l'objet n'est jamais autre chose que l'exercice de la violence, qu'elle soit symbolique ou potentiellement guerrière¹. Cette construction par le haut est par ailleurs complétée par une analyse anthropologique par le bas qui s'intéresse en particulier aux supporters extrêmes de football, analyse développée en Croatie par Vrcan et surtout en Serbie par Ivan Čolović.

b. Les supporters-guerriers, filiation plutôt qu'anomalie

Comment est-il possible que des supporters de football se transforment du jour au lendemain en une armée disciplinée prête à aller sur les champs de bataille? Comment passe-t-on d'une bataille rangée dans le stade Maksimir de Zagreb à des crimes de masses à Zvornik ou ailleurs? S'appuyant sur le cas des supporters de l'Etoile Rouge de Belgrade, les *Delije*, Ivan Čolović a pour ambition de s'inscrire en faux contre la théorie répandue sur l'effet cathartique du sport, popularisée par Norbert Elias notamment². Pour Elias, le sport moderne est une excellente illustration de son concept majeur de processus de civilisation dans la mesure où les individus et nations se mesurent désormais lors de joutes sportives dont les règles ont été définies à l'avance, permettant ainsi de connaître l'excitation d'une confrontation tout en écartant tout risque de violence physique pour les acteurs comme pour les spectateurs en dehors des règles admises³. Dans une société civilisée où l'auto-contrainte est élevée, l'activité sportive va permettre ce qu'Elias nomme le *controlled decontrolling of emotions*, c'est-à-dire la possibilité pour les joueurs et les spectateurs, l'espace de la rencontre sportive, de laisser libre cours à leurs émotions, en temps normal réprimées dans la société, sans courir le moindre risque de violence. Ce relâchement des émotions, cette quête de l'excitation doivent trouver matière à s'exprimer dans une société « civilisée » au sens d'Elias, et le sport moderne va être ce moyen, cet exutoire, grâce auquel, dans un espace donné et un temps déterminé (le stade le temps d'un match par exemple), par sa fonction cathartique, les

¹ Crettiez, Xavier, *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006

² Čolović, Ivan, « Le football, les hooligans et la guerre », in Popov, Nebojša, *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, op.cit.

³ Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, op.cit.

individus pourront continuer d'éprouver des émotions, crier, chanter, injurier, sauter, sans mettre en danger l'équilibre de la société.

A cela, Čolović rétorque trois choses. La première est que le football n'a pas joué ce rôle cathartique, bien au contraire, puisque la violence verbale puis physique qui en émanait a fini par gagner, par un échange circulaire, l'ensemble de la société dans laquelle le discours nationaliste et violent tendait en parallèle à s'imposer. Non seulement le football n'a pas contenu le potentiel de violence et de nationalisme qui essaimait dans l'ensemble de la société au sein des stades dans un rôle cathartique, mais il l'a de surcroît renforcé dans et en dehors des stades. La seconde est que c'est précisément au stade, au sein des groupes de supporters, à travers leurs pratiques et valeurs, que plusieurs centaines de supporters de football se sont ensuite tout naturellement engagés dans des groupes paramilitaires, en particulier dans celui d'Arkan, les Tigres¹. C'est à ces valeurs et ces pratiques, ce que Vrcan et Perasović nomment de leur côté la subculture des supporters², que Čolović s'intéresse en particulier. L'auteur nous entraîne sur le chemin qui a conduit ces jeunes hommes de la violence symbolique et ritualisée avant le match et dans le stade, à travers des chants guerriers, dépréciatifs et injurieux envers les adversaires, ce que Peter Marsh nomme l'*aggro*³, à la violence réelle au stade, puis à la violence barbare sur le champ de bataille à l'encontre de civils, hommes, femmes et enfants indistinctement⁴. Ce faisant, il montre par la force de l'exemple que loin d'être un exutoire à la violence ou un simple *quest for excitement*, selon l'expression de Norbert Elias, le match de football a été au contraire un terrain d'entraînement à la guerre pour les supporters du groupe des *Delije* de l'Etoile Rouge de Belgrade, un entraînement à la discipline⁵ et à la répétition de chants de supporters qui seront ensuite adaptés ou repris tels quels sur le champ de bataille.

¹ Sur l'engagement de supporters de l'Etoile Rouge au sein des Tigres, voir Stewart, Christopher, *Arkan, la tigre dei Balcani*, op.cit. p. 171-198

² Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence. Le cas symptomatique de l'ex-Yougoslavie », *op.cit.*, p. 101-102 ; Perasović, Benjamin, « Le hooliganisme sportif comme phénomène subculturel », *Pitanja*, n°5-6, Zagreb, 1988, p. 8-19

³ Marsh, Peter, *Aggro : the illusion of violence*, Londres, Dent, 1978

⁴ L'ébauche de l'acte d'accusation du TPIY contre Arkan, mort en 2000, ne laisse aucun doute à ce sujet. http://www.icty.org/case/zeljko_raznjatovic/4

⁵ « J'ai toujours insisté sur la discipline. Vous savez comment sont les supporters, ils sont bruyants, ils boivent beaucoup, j'ai tout de suite mis un terme à tout ça, je les ai obligés à se couper les cheveux courts, et se raser tous les jours, et à ne plus boire d'alcool, à partir de là, tout s'est très bien passé » déclarait Arkan en 1994. Cité in Čolović, Ivan, *Campo di calcio, campo di battaglia*, op.cit., p. 49

L'auteur donne trois pistes pour expliquer ce cheminement. Premièrement, l'organisation sociale des groupes de supporters, par son aspect pyramidal, sa très forte hiérarchisation et son rapport au chef, ressemble beaucoup à un régiment militaire. Cette dimension prémilitaire est renforcée, selon l'auteur, par les pratiques et les valeurs de la subculture des supporters extrêmes qui produisent un potentiel de violence prêt à être exploité. Ces pratiques et valeurs sont notamment l'exacerbation à outrance de la masculinité, la consommation d'alcool et de drogue, le sens de l'organisation, un penchant politique pour les extrêmes, le plus souvent à droite, la cohésion d'un groupe à l'identité teintée de romantisme, mais aussi, au stade, les uniformes symbolisés par le port d'un même t-shirt ou d'une même écharpe, les chants sur l'amour des siens et la haine de l'autre, les processions en ville avec tambours pour aller au stade comme on irait à la bataille, ou encore l'utilisation régulière et légitime de la violence contre d'autres groupes¹.

De nombreux témoignages de supporters extrêmes filent la métaphore sexuelle lorsqu'ils évoquent leurs pratiques violentes, décrivant la rencontre violente avec l'autre groupe comme aussi puissante que du sexe... « avec deux filles »². Cette exaltation va à rebours d'une vie quotidienne par ailleurs sans intérêt. L'engagement enthousiaste dans la guerre a donc cette vertu de ré-enchantement du monde. Indépendamment des convictions politiques qui poussent à la mobilisation, on s'y engage pour vivre pleinement, ressentir le frisson de l'aventure et de communion avec les siens, ce lien indéfectible qui ne peut exister en dehors de la guerre, ni en dehors du stade quand des milliers de voix entonnent le même chant, produisent les mêmes gestes au même moment. La guerre, pas plus que la subculture supportériste, ne supportent la demi-mesure, le demi-engagement, la fadeur, la quotidienneté banale³.

Aussi n'est-il pas étonnant, selon Čolović, que des centaines de *Delije* soient passés des gradins au champ de bataille en si peu de temps tant ces deux univers reposent en réalité symboliquement sur les mêmes codes. Il suffisait juste, comme Vrcan l'avait indiqué, d'un contexte social permettant de penser à l'extrême, pour que cette filiation naturelle du supporter-guerrier soit mise à jour, pour que les armes remplacent les fumigènes, car la

¹ Perasović, Benjamin, « Le hooliganisme sportif comme phénomène subculturel », *Pitanja*, n°5-6, Zagreb, 1988, p. 8-19 ; voir aussi Bromberger, Christian, *Le match de football, ethnologie d'une passion partisane*, op.cit., ainsi que la partie relative aux mondes ultra et hooligan au chapitre 1

² Cette citation est celle d'un supporter extrême du Partizan Belgrade, tirée de la série documentaire *International Football Factory*, ZigZag productions, Bravo TV Channel, 2007, épisode 4, *The Balkans*.

³ Berlin, Isaiah, *Le bois tordu de l'humanité. Romantisme, nationalisme et totalitarisme*, Paris, Albin Michel, 1990

discipline mentale, la motivation idéologique, la capacité d'organisation et de mobilisation, la pratique régulière de la violence, notamment contre la police du régime, ainsi que l'entraînement physique étaient déjà là à travers leur propre corpus de valeurs et pratiques. Cette hypothèse serait d'ailleurs vérifiée par le fait qu'indifféremment des contextes locaux, on retrouve des supporters-guerriers aussi bien chez les Serbes (les *Delije* en particulier), que chez les Croates, où des supporters du Dinamo Zagreb, du NK Rijeka et du Hajduk Split ont été parmi les premiers à s'engager dans les forces armées¹. On retrouve également parmi les défenseurs de Sarajevo un nombre certain de supporters des deux principaux clubs de la ville, le FK Sarajevo et le Željezničar Sarajevo, comme l'un des fondateurs des *Manijaci 1987* Dževad Begić-Đilda tué par un sniper en 1992². Une plaque en leur honneur a été posée dans le stade Grbavica du Željezničar Sarajevo, ainsi qu'un monument à l'entrée du stade olympique de Koševo, dans lequel évolue le FK Sarajevo.



Photo 19: « Monument dédié aux martyrs combattants et civils, supporters du FK Sarajevo, victimes de l'agression contre la Bosnie-Herzégovine 1992-1996. Souvenir et reconnaissance éternelle ». Crédit : LT

¹ Vrcan, Srđan, *Nogomet, politika, nasije, ogledi iz sociologije nogometa* (football, politique, violence. Essai de sociologie du football), Zagreb, Jesenski & Turk, 2003

² Voir la page en sa mémoire sur le site du groupe des Manijaci <http://www.themaniacs.org/tm/manijaci/djilda>

Deuxièmement, d'un point de vue politique, le départ de nombreux *Delije* à la guerre procède d'un échange gagnant-gagnant avec le régime serbe. Comme nous l'avons noté, c'est Milošević lui-même qui, alerté par l'aspect potentiellement menaçant pour son propre pouvoir de la violence extrême et anarchique des supporters, a œuvré pour installer Arkan à leur tête afin de les « dépolitiser ». Cela rappelle que l'un des principaux aspects de la subculture du supportérisme extrême est une forme assumée de déviance au sens d'Howard Becker¹, c'est-à-dire une opposition frontale aux valeurs sociales établies, à la culture hégémonique au sens gramscien c'est-à-dire la domination culturelle et morale exercée par qui exerce le pouvoir politique², et à la représentation de l'autorité. Autrement dit, Čolović estime que le contexte de guerre a permis au régime de mettre à son service un « capital de la haine »³ et un potentiel de violence qui, en temps de non-guerre, lui aurait totalement échappé et aurait pu lui être préjudiciable. Ce détournement de violence est un élément parmi d'autres du rôle que la guerre a pu jouer dans la construction et la consolidation des Etats et des régimes en Serbie, mais aussi en Croatie, comme l'a montré Diane Masson⁴.

Ainsi, d'un côté, le régime peut compter sur des combattants très bien entraînés, qui croient en la cause serbe et qui de surcroît ne rechigneront pas à faire le « sale boulot » que l'armée régulière, en proie aux désertions, ne voudra pas faire. Cela consiste en effet à nettoyer ethniquement des villages désignés par le commandement serbe, par le meurtre, le viol et le pillage systématique. De l'autre, ces hooligans-guerriers, par ces actions de bravoure et de sacrifice, se rachètent une conduite auprès de la société serbe. Marginalisés socialement, ils rentrent au pays auréolés de leurs exploits sur le champ de bataille, et tel le Fils prodigue⁵, peuvent désormais jouir de leur réhabilitation sociale et des richesses accumulées sur le champ de bataille. Čolović cite ainsi un reportage publié dans le journal de l'Etoile Rouge *Zvezdina Revija* consacré aux supporters partis au front, valorisant leur bravoure. Dans un style lyrique et personnalisé qui n'a plus rien à voir avec le journalisme sportif, l'auteur écrit :

« Tous soigneusement rasés sous leurs bérets militaires noirs, ils partent en chantant : "L'armée serbe c'est nous, les tigres d'Arkan, tous des volontaires, nous ne donnons la terre serbe à personne". Le bruit des pas semble donner son rythme et sa force à la mélodie. Ils disparaissent dans la forêt mais le chant résonne encore : "A la bataille, à la bataille, à la bataille, lève-toi, brave Serbe, ne t'éloigne pas de ton foyer, la gloire et Dieu protègent les

¹ Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, op.cit.

² Hoare, George, Sperber, Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, Paris, La Découverte, 2013, p. 93-112

³ Čolović, Ivan, *Le Bordel des guerriers*, op.cit., p. 89

⁴ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995*, op.cit.

⁵ Čolović, Ivan, « Le football, les hooligans et la guerre », op.cit., p. 201

Serbes". Je remonte dans mes souvenirs et je replace ces braves petits gars dans les stades d'Europe. Je sais exactement qui était où, qui se mettait le premier à chanter, qui déployait le premier le drapeau, qui allumait la première torche. Les Preux¹ d'Arkan... (...) Les meilleurs supporters du monde... Les Preux ont abandonné leurs accessoires quelque part sous les voûtes du Marakana belgradois et, armés d'un fusil, ils sont partis faire la guerre. Des combattants sans peur, tous des héros »².

Enfin, on a observé à la faveur de la fin du communisme, de l'effondrement des cadres d'autocontrôle traditionnels, et de l'essor du discours nationaliste et religieux, un retour à un certain ordre patriarcal favorisant la rétribution d'une virilité exacerbée, associée à la *serbité* retrouvée, au fait de servir le destin de la Serbie, et du peuple serbe. Dans cette configuration, la guerre devient sexy explique Čolović, elle offre un nouvel horizon de sens et d'attentes, la possibilité de s'offrir un destin à bon compte puisque la figure du soldat parti défendre son peuple en Croatie et Bosnie devient l'incarnation même de la bravoure, de la virilité dont chaque homme serbe doit faire preuve, et que chaque femme serbe est en droit d'attendre dans la recherche d'un compagnon. A l'aise dans ce schéma qui épouse une bonne partie de la subculture supportériste, les supporters extrêmes sont de ce fait des recrues naturelles pour aller faire la guerre, la vraie, après avoir affronté à longueur de championnat les supporters de l'autre camp dans un simulacre dont ils ne demandaient qu'à l'étendre. Ainsi, le supporter-soldat peut rentrer chez lui non seulement auréolé de son nouveau statut conféré par le régime, mais aussi fort de ces nouvelles rétributions matérielles et symboliques que la nouvelle société violente et virilisée lui offre et qu'il n'aurait jamais eues autrement : une reconnaissance sociale, du respect, de l'argent, des femmes³.

Les démonstrations de Vrcan et Čolović se complètent donc pour conférer au football une affinité naturelle avec le nationalisme, la violence et la guerre. Que ce soit par le haut, à travers une théorisation du football comme monde schmittien, ou par le bas, en considérant le monde des supporters extrêmes, les deux auteurs convergent vers la même idée que le football et ses acteurs sont, de par leur nature même, parties prenantes à la guerre, et non un simple objet extérieur instrumentalisé par des acteurs engagés dans les circonstances exceptionnelles du cas yougoslave.

¹ Traduction française du terme *Delije*, que les intéressés traduisent en anglais par *Heroes*.

² Čolović, Ivan, « Le football, les hooligans et la guerre », op.cit., p. 195

³ Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit.

c. Les supporters comme avant-garde de la guerre

Sack et Suster¹, de même que Vrcan et Lalić² vont plus loin que le simple constat d'une affinité naturelle et concomitante entre football et guerre. Ils insistent en effet sur le fait que les supporters extrêmes de football, en légitimant l'usage généralisé de la violence et de la rhétorique nationaliste par-delà les stades, ont en fait été à l'avant-garde de la guerre en ce qu'ils ont participé, avec d'autres, à la réactivation d'une « culture de la guerre »³, c'est-à-dire des représentations fantasmées de l'autre, une mise en condition mentale en faveur de l'hostilité et de l'utilisation de la violence contre « les oustachis ». Il ne s'agit donc plus seulement d'en être un acteur naturel une fois celle-ci devenue réalité, mais d'en être un élément déclencheur. Vrcan et Lalić expliquent ainsi :

« The previous commitment of these fans to nationalist politics caused the war, making them, at least at the beginning, a war vanguard. It was not the case that the whole society was immersed in a tidal wave of organised political violence ; rather, the football fans acted as the catalyst for political violence of a mass scale. These actors gave organised political violence a social and moral legitimacy. They introduced and intensified the conflict in the context of the radical ethnification of politics. They gave the existing conflict the appearance of inevitability, an « all or nothing » and « either/or » ethos »⁴.

L'hypothèse des auteurs est celle d'une réflexivité entre la culture politique dominante d'un endroit donné, et la subculture du supportérisme qui va s'y développer⁵. Selon eux, il y a une résonance cognitive entre ces deux sphères qui vont donc s'alimenter. Ainsi, là où la culture politique dominante favorise le nationalisme et l'ethnification du système politique, la subculture du supportérisme en sera influencée. En retour, les valeurs et pratiques de cette subculture, faite notamment de violence et d'opposition à l'ordre établi, vont s'étendre et normaliser par-delà les stades l'utilisation de la violence comme un répertoire d'action politique légitime, en rendant ainsi progressivement intelligible puis inévitable la guerre à grande échelle après avoir déclenché la guerre des stades. Les supporters ont donc incarné le conflit naissant, dans la mesure où l'effondrement économique et politique du régime

¹ Sack, Allen, Suster, Zeljan, « Soccer and Croatian nationalism : a prelude to war », *Journal of sport and social issues*, n°24, 2000

² Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back : football in the Former Yugoslavia », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football cultures and identities*, op.cit.

³ Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, *14-18 Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000

⁴ Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back », *op.cit.* p. 177

⁵ Ibid., p. 179

communiste, et avec lui ses structures sociales traditionnelles, a favorisé la porosité entre la culture dominante et la subculture du supportérisme, au point d'aboutir à une forme d'horizontalité dans laquelle des pans entiers de cette subculture (violence, machisme, nationalisme) sont devenus des éléments de la culture dominante. C'est ainsi que la nature conflictuelle rituelle qui structure le monde des tribunes, cette « métaphore guerrière » selon l'expression d'Alessandra Dal Lago¹, s'est « transférée »² dans la vie politique et sociale d'un pays en crise, au système délégitimé, débouchant alors sur un affrontement armé par un glissement évident et inévitable. Ainsi, les différents auteurs locaux mobilisés ici défendent l'idée qu'il existerait une nature du football, portée sur le nationalisme et le conflit, de même qu'une affinité élective du monde des supporters de football, à travers leur subculture, vers la violence. Ces liens feraient donc du football un phénomène social aux tendances nécessairement fascistes, un acteur dont l'implication à la guerre n'est alors plus un accident mais relève bel et bien d'une logique intrinsèque. Or, s'il n'est pas discutable que de nombreux supporters de football ont effectué un transfert depuis leurs tribunes jusqu'au front pour les raisons exposées par Ivan Čolović, en déduire l'existence d'une nature fascisante du football et de la subculture supporters semble en revanche plus discutable. De surcroît, la démonstration de Čolović offre une entrée ethnologique et symbolique sur la subculture des supporters, mais tend à négliger sa dimension sociologique malgré la référence à plusieurs travaux de terrain notamment de Dražen Lalić et Benjamin Perasović. En outre, la deuxième partie de sa démonstration sur le Fils prodigue réhabilite l'idée de l'exceptionnalité du contexte yougoslave, ce qui tend à entrer en contradiction avec l'ambition d'offrir une théorie générale du football et d'une subculture supporters intrinsèquement violente et guerrière.

Or, la question de la nature du football est essentielle. Postuler une nature fascisante à la fois du football et de la subculture des supporters extrêmes de football déplace la focale sur le plan théorique général et supprime la nécessaire contextualisation dans l'analyse du rôle du football dans les guerres en Yougoslavie. Il s'agit donc d'opérer autant un recentrage théorique qu'un recentrage contextuel afin de tenter de résoudre la question des éventuelles affinités électives entre le football et la guerre.

¹ Dal Lago, Alessandro, *Descrizione di una battaglia : i rituali del calcio*, Bologna, Il Mulino, 1990

² Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back », *op.cit.*, p. 180

2. La guerre par le football, ou un football de guerre ?

a. Une autre approche théorique

La démonstration de Vrcan souffre, à notre sens, de deux écueils d'ordre théorique qui rendent ses conclusions discutables. Le premier est celui de la naturalisation du football. Cela signifie qu'à la question de savoir ce qu'est le football, Vrcan répond qu'il s'agit d'un phénomène social par essence violent et fascinant. Il rejoint en cela d'autres auteurs également d'inspiration marxiste tels que Jean-Marie Brohm ou Marc Perelman, qui voient le football intrinsèquement comme un véhicule du nationalisme, de la violence, du libéralisme débridé, de la manipulation politique et de la « crétinisation des masses », bref, un opium du peuple destiné à reproduire les rapports de forces entre dominants et dominés¹. Toutefois, leurs ouvrages se caractérisent davantage par leur verbe haut teinté de mépris envers le football et ses amateurs que par les éléments empiriques inexistantes qu'ils apportent à l'appui de leurs démonstrations. Celles-ci demeurent par conséquent à l'état d'essai rhétorique à la portée sociologique nulle. De surcroît, il convient de souligner ici le tropisme français de cette école de pensée critique de la sociologie, tant le monde intellectuel français a toujours eu dans son ensemble, au moins jusqu'en 1998, un rapport pour le moins distancié, pour ne pas dire méprisant, avec l'objet sportif². Ce constat est d'autant plus frappant si l'on considère les envolées d'intellectuels italiens, latino-américains ou britanniques lorsqu'il s'agit de parler de football. A l'inverse, d'autres auteurs ou acteurs tels que des ONG³ répondent à la question de savoir ce qu'est le football en défendant l'idée d'une nature positive de celui-ci, lui conférant des vertus intrinsèques d'intégration, d'ascension sociale, de réconciliation, de solidarité, d'apprentissage de la différence et de la socialisation, et même de morale selon la fameuse phrase d'Albert Camus : « le peu de morale que je sais, je l'ai appris sur les terrains de football »⁴. Les dirigeants du FK Guber, le club de football de Srebrenica, ne font-ils pas de leur club, multiethnique, un modèle de coexistence dans cette ville martyre de la guerre ?⁵

¹ Brohm, Jean-Marie, Perelman, Marc, *Le football, une peste émotionnelle*, op.cit.

² Barbier, Joachim, *Ce pays qui n'aime pas le foot*, op.cit.

³ Les ONG qui travaillent à partir du football dans un but de rapprochement et de réconciliation dans des situations post-confliktuelles sont extrêmement nombreuses, y compris dans les Balkans, nous y reviendrons.

⁴ Lenzini José, *Camus et l'Algérie*, Paris, Editions Edisud, 2010

⁵ « Devet decenija multietničkog FK Guber » (Neuf décennies de FK Guber multiethnique), *Al Jazeera Balkans*, 8 juillet 2013 ; voir aussi « De Sarajevo à Rio » *L'Equipe Magazine*, numéro spécial Coupe du monde, Juin 2014, p. 94-106

Dès lors, comment un même phénomène pourrait-il revêtir en même temps deux natures diamétralement opposées ? Si l'on peut dire du football qu'il est tout et son contraire, c'est peut-être qu'il n'est finalement rien en soi. Par conséquent, n'y a-t-il pas une impasse théorique, épistémologique et méthodologique à fonder une démonstration sur le postulat d'une nature intrinsèque du football ? C'est la raison pour laquelle, comme nous l'avons exposé en introduction, nous privilégions une approche interactionniste du football inspirée des travaux d'Howard Becker sur les mondes de l'art, qui est une autre façon de préciser la définition de Giulianotti déjà utilisée par Vrcan « le football peut servir plusieurs maîtres ». Ici, la question n'est pas de savoir si le football est par nature porté à servir un maître plutôt qu'un autre, mais bien au contraire, faire le constat que cette inclinaison n'existe pas empiriquement. Par conséquent, pour le dire d'une formule générale, le football n'est rien d'autre que ce que l'on en fait. Tout l'enjeu est alors de définir ce que nous entendons par « on ».

C'est dans cette formule que se trouve, nous semble-t-il, le seul chemin théorique et épistémologique valable pour prendre le football comme objet de recherche sans le réifier ni le personnaliser. Dans cette perspective, le football ne serait pas une substance avec des caractéristiques propres (puisqu'on peut lui attacher toutes les caractéristiques et leur contraire), mais le résultat des relations entre ses différents acteurs, et du sens que ceux-ci donnent à leurs actions dans une démarche compréhensive décrite par Max Weber¹. C'est à travers ces interactions et ces signifiants, faits de coopération et de concurrence, que la complexité et la plasticité du football peuvent émerger. De surcroît, si l'on reprend l'énumération des raisons pour lesquelles Vrcan considère que le football est un monde schmittien, et par conséquent, d'essence fascisante, on peut remarquer que ces raisons pourraient en réalité s'appliquer à tous les sports collectifs de compétition. La recherche de la victoire sur l'autre, l'élimination progressive des plus faibles au profit des plus talentueux², le rôle d'un entraîneur ou d'un capitaine charismatique dans la mobilisation de l'équipe et son

¹ Colliot-Thélène, Catherine, *La sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2008. Sur les supporters extrêmes, Nicolas Hourcade emploie cette démarche quant aux dénominations « ultra » ou « hooligans », prenant au sérieux la façon dont les acteurs eux-mêmes se définissent. Voir également pour une application de cette démarche, Le Bart, Christian, Ambroise, Jean-Charles, *Les fans des Beatles. Sociologie d'une passion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001

² Bien que cette notion de talent soit elle-même très problématique, et relève tant de l'idée que de la construction sociale comme l'a montré Manuel Schotté, *La construction du « talent »*. *Sociologie de la domination des coureurs marocains*, Paris, Raisons d'agir, 2012

leadership, tous ces éléments ne sont pas propres au football. La cohérence aurait voulu que Vrcan vît dans les sports collectifs de compétition en général une affinité élective avec le nationalisme et le fascisme, et non pas seulement dans le football.

Le second écueil théorique nous semble être le choix de réfléchir dans le cadre d'une « situation extrême », qui apparaît peut-être comme une catégorie trop statique. C'est pourquoi on pourrait privilégier une approche en termes de configuration, au sens de Norbert Elias¹. Elias utilise la métaphore d'un grand jeu d'interactions entre acteurs dans lequel l'action d'un acteur va entraîner la réaction d'un autre, et ainsi de suite, ce qui fera, dans son ensemble, évoluer les individus et la société (le jeu et les joueurs chez Elias), comprise non plus comme une entité supérieure propre mais, dans une conception relationnelle, comme le résultat d'une chaîne d'interdépendance entre acteurs. La configuration est alors comprise comme un « ensemble de tensions »², une toile d'interdépendances au terme desquelles les interactions entre individus civilisés débouchent sur un équilibre des forces.

Dès lors, c'est à partir de cet équilibre des forces que l'action de certains acteurs va entraîner une réaction en chaîne et déboucher éventuellement sur une situation extrême. L'enjeu est alors d'analyser la dynamique interactionnelle qui a conduit d'un point d'équilibre à une rupture puis une reconfiguration vers une situation extrême, ou bien au contraire comment d'une situation extrême, la dynamique interactionnelle provoque un retour à une situation d'équilibre civilisée. C'est cette phase dynamique intermédiaire, que nous avons partiellement étudiée au cours du chapitre précédent, qui offre le meilleur potentiel heuristique, davantage que l'étude d'une situation extrême figée.

Certes, la situation extrême permet de faire ressortir des traits qui passeraient inaperçus dans une situation normalisée, c'est-à-dire dans laquelle les rapports sociaux sont régis par des normes sociales et des lois communément admises et garanties par un ensemble de figures d'autorité légitimes³ et de contraintes sociales diffuses, ce que Foucault nomme la « microphysique du pouvoir »⁴. Dans une configuration normalisée, les supporters extrêmes seraient de simples déviants au sens de Becker dont les éventuels débordements violents

¹ Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1981, voir aussi Déchaux, Jean-Hugues, « Sur le concept de configuration : quelques failles dans la sociologie de Elias Norbert », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1995, vol. 99, p. 293-313

² Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op.cit., p. 157

³ Weber, Max, *Le savant et le politique*, op.cit.

⁴ Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975

seraient non seulement condamnés moralement mais aussi réprimés par les autorités. Il serait alors impossible d'observer empiriquement ce qui a pu être observé en ex-Yougoslavie avec ces supporters-soldats. Cependant, la situation extrême signifie que les normes sociales, la civilisation au sens d'Elias¹, auront été dissoutes par la disparition des contraintes sociales traditionnelles. Autrement dit, dans une situation à l'extrême, il n'y a plus ni normes ni déviance, c'est une forme de retour à l'état de nature où les individus recomposent progressivement leurs normes de comportement dans un sens différent d'une configuration traditionnelle puisqu'en situation extrême, la raison du plus fort l'emporte. Ce qu'Hannah Arendt nommait la « banalité du mal » correspond précisément à cette idée d'individu normalisé, civilisé au sens d'Elias, qui, une fois les contraintes sociales abolies par la situation extrême, devient un agent du crime, pourtant dénué de tout sadisme² ou inclination primaire à la violence et au crime, ce qui rend précisément effrayant le mal³.

Les très nombreux témoignages empiriques relatant comment des individus ordinaires sont devenus en temps de guerre, c'est-à-dire dans une situation extrême où le contrôle social disparaît, des tortionnaires, violeurs, gardiens de camp, voleurs, assassins⁴, montrent que le concept de situation à l'extrême aplatit la spécificité entrevue par Vrcan à propos des supporters de football : à l'extrême, nous sommes tous des assassins potentiels, nous perdons tous de vue le contrôle social et les normes de socialisation qui prévalent en temps de paix et d'équilibre configurationnel. C'est ce que Christopher Browning a montré à propos du 101^e bataillon de réserve de la police allemande confronté au meurtre de masse de juifs de Pologne⁵. Bref, en situation extrême, tous les individus auront tendance à s'adapter à la nouvelle situation, et se reconfigurer eux-mêmes stratégiquement en adoptant de nouveaux comportements qu'ils n'adopteraient jamais dans une configuration normale d'équilibre.

¹ Elias, Norbert, *La dynamique de l'Occident* et *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1975

² Le sadisme serait une porte de sortie honorable qui permettrait de mettre sur le compte d'un esprit individuel dérangé des comportements ignobles qui sont en réalité potentiellement à la portée de tous si la situation s'y prête. L'expérience de Stanford menée par Philipp Zimbardo avec un groupe divisé entre prisonniers et gardiens de prison tend à montrer qu'une majorité obéit sans discuter, mais qu'environ 30% développent un zèle et une cruauté qu'on ne leur connaissait pas auparavant. Voir Zimbardo, Philipp, *The Lucifer effect : understanding how good people turn evil*, New York, Random House, 2007

³ Arendt, Hannah, *Eichmann à Jerusalem*, Paris, Gallimard, 1997 (1963). La question de la cruauté est toutefois absente de la réflexion d'Arendt comme le souligne Jacques Sémelin, *Purifier et détruire*, op.cit., p. 451

⁴ Voir le saisissant et glaçant livre de récit sur le génocide rwandais côté bourreaux de Jean Hatzfeld, *Une saison de machettes*, Paris, Seuil, 2003

⁵ Browning, Christopher, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994 ; voir aussi Clervoix, Patrick, *L'effet Lucifer, des bourreaux ordinaires*, Paris, CNRS éditions, 2013

Ainsi, au-delà des expériences de psychologie sociale bien connues de Stanley Milgram¹, l'anthropologue norvégienne Tone Bringa a tourné un documentaire saisissant dans un village de Bosnie où cohabitent Bosniaques et Croates². Elle filme le village à la fin des années 1980, les villageois témoignent alors tous de leur bonne entente. Elle rend visite à deux femmes, une Bosniaque et une Croate amies de longue date, qui expliquent qu'elles ont toujours vécu côte à côte, s'invitent à boire le café tous les jours³, et que toutes les tensions politiques ne les concernent pas, que cela ne changera rien ni entre elles ni à la vie du village. Puis Bringa revient en 1993 et peine à reconnaître les lieux et les gens. Entre temps, la guerre est arrivée jusqu'au village. D'abord les tirs au loin, les rumeurs, les mises en garde, la pression interne à la communauté⁴, la prise de distance entre les communautés, la disparition de la confiance et l'instauration de la méfiance, les mesquineries, les soupçons, les rancœurs. Puis un groupe paramilitaire croate a fait une incursion, détruit des maisons habitées par des Bosniaques, tué et pillé, et surtout a trouvé appui sur des membres même du village qui en ont profité pour voler le bétail, la voiture du voisin convoitée, ou pour abuser des filles qui avaient eu le malheur de se refuser à eux auparavant.

Les Bosniaques ont fui, certaines de leurs maisons sont occupées par des Croates eux-mêmes chassés d'autres villages. La vieille dame raconte alors rétrospectivement comment la guerre s'est rapprochée petit à petit, et comment les communautés se sont repliées sur elles-mêmes sous la pression, certains hommes sont partis au front, d'autres ont été tués, elle ne voit plus du tout son amie qui est pourtant quelques dizaines de mètres au-dessus mais qui ne sort plus de chez elle. Ce que ce documentaire montre, et rejoint en cela les observations de Jacques Sémelin⁵, c'est comment un voisin, avec qui on a grandi, joué, dont on a gardé les enfants, qui était invité à toutes les célébrations, avec qui on travaille depuis des années, peut se transformer en meurtrier, violeur et tortionnaire en peu de temps, pour peu que le contexte y soit propice. « *On pensait que cela viendrait des Tchetsniks, mais pas de nos voisins croates.*

¹ Milgram, Stanley, *Obedience to authority*, New York, Harper and Row, 1974

² Bringa, Tone, *We're all neighbours*, TV Granada, 1993

³ L'invitation à boire le café est l'incarnation très concrète du *komšilik*, les relations de bon voisinage qui caractérisent la vie intercommunautaire en Bosnie, voir Bougarel, Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, op.cit.

⁴ Ce point est essentiel pour expliquer comment des individus ordinaires surmontent leurs réticences morales pour tuer des gens innocents au début : ce n'est pas tant dans la déshumanisation de la victime que dans la pression du regard voire physique de ses camarades que l'individu trouve les ressources pour tuer afin de ne pas se désolidariser, il est alors « encapsulé », pris dans une logique de loyauté avec son propre groupe, pour sa propre survie une fois le premier crime commis. Voir Oberschall, Anthony, « The manipulation of ethnicity. From ethnic cooperation to violence and war in Yugoslavia », *Ethnic and racial studies*, vol. 23, n°6, novembre 2000

⁵ Sémelin, Jacques, *Purifier et détruire*, op.cit

On ne s'attendait pas à ça... Il faut traverser ça... On se dit à peine bonjour ou bonsoir. Tout d'un coup les gens changent de face, changent de visage. Pour moi, c'est arrivé en une journée, on ne peut pas le décrire » dit ainsi la vieille dame bosniaque¹. La découverte dérangeante de Browning et de quelques autres est que ceux qui se laissent aller à ces extrémités ne sont pas nécessairement des ratés ou des sadiques, ce sont au contraire des gens d'une confondante banalité, dirigés non par des ratés et des sadiques, mais au contraire par des gens extrêmement instruits, ce que Christian Ingrao rappelle très judicieusement².

Par conséquent, le potentiel heuristique de la démarche théorique de Vrcan est discutable car elle ne montre en rien une quelconque spécificité des supporters de football à se comporter différemment du commun des mortels en situation extrême. L'explication de leur présence sur les champs de batailles ne se trouve donc pas là. Pour l'expliquer, il convient peut-être d'adopter un point de vue plus instrumental, moins essentialiste, et insister davantage sur l'exceptionnalité du contexte yougoslave qu'il s'agit de penser plutôt que sur une introuvable nature.

b. Penser l'exceptionnalité du contexte yougoslave

Si la question de l'implication du football et des supporters extrêmes dans les guerres yougoslaves ne peut être résolue par la voie théorique proposée par Vrcan, c'est parce qu'elle devrait s'appliquer partout de la même façon à circonstances extrêmes égales puisque le football et la subculture des supporters sont fascisants par affinité élective. Or, d'une part les configurations extrêmes ne sont jamais égales d'un cas à l'autre, et d'autre part, on a observé des dénouements bien différents dans des circonstances extrêmes proches, en raison des spécificités de chaque cas. C'est pourquoi il faut recentrer l'analyse sur l'exceptionnalité du contexte yougoslave, tant au niveau de la subculture supporters, qu'à celui des stratégies d'enrôlement militaire. C'est ainsi que l'on pourra essayer de comprendre pourquoi de si nombreux supporters de football sont devenus soldats.

¹ Bringa, Tone, *We're all neighbours*, op.cit

² Ingrao, Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010 ; « *Je ne comprends pas tous ceux qui continuent à s'étonner que la barbarie ait pu jaillir d'une nation européenne aussi cultivée que l'Allemagne. La culture n'est pas en soi un rempart contre la barbarie. Elle donne au contraire des armes à celui qui veut justifier rationnellement ses émotions et ses passions* » rappelle Jacques Sémelin. *op.cit.*, p. 107

L'histoire a posteriori

Dans cette optique, il convient au préalable de se prémunir d'un des écueils d'ordre téléologique auquel le chercheur doit faire face, qui consiste en la tentation déterministe de faire l'histoire à l'aune de son dénouement. Cela signifie bâtir un raisonnement nécessairement cohérent qui reconstruit un événement de façon séquentielle, chaque étape, à partir du dénouement, étant expliquée par l'étape précédente de façon logique et dialectique. Ce faisant, l'impression est, à l'issue du raisonnement, qu'il ne pouvait pas en être autrement, et que toutes ces étapes, telle une *Ruse de la raison*, ne pouvaient que mener à une seule issue possible, celle qui a été constatée. C'est ce que note l'historienne Arlette Farge, qui critique ceux qui, étudiant la France de 1750, y voit déjà la Révolution de 1789. En étudiant les archives, celle-ci soutient que « *il n'y a aucun fait ou événement qui ne conduise à un autre événement sans que d'autres types de postures, de positions, de dispositifs, aient pu être présents au même moment* »¹.

On peut accepter que pour des raisons tactiques, certains acteurs cèdent à cette reconstruction. C'est ce que fait Arkan lorsqu'il déclare en 1994 qu'il a su que la guerre allait éclater après les incidents violents de Maksimir. C'est également ce que font les supporters du Dinamo Zagreb pour des enjeux de construction identitaire propres à leur groupe, mais que le discours médiatique et historiographique croate a repris à son compte, comme l'a montré Ivan Đorđević². Néanmoins, quand bien même pouvait-on faire l'hypothèse d'un conflit armé en mai-juin 1990, en quoi un match de football était-il un indice plus évident que des mouvements d'armes légères ou la propagande nationaliste des divers médias ? Et comment ce qui n'était qu'une hypothèse parmi d'autres en mai-juin 1990, s'est-elle transformée en réalité 12 mois plus tard ? N'y avait-il aucune autre issue à tel point qu'on puisse, a posteriori, dire que des bagarres de supporters étaient « le prélude à la guerre » ?³ Nous soutenons donc que d'un point de vue méthodologique et scientifique, cette position est difficilement défendable, et que la seule issue s'agissant de l'étude des supporters extrêmes est de se

¹ Farge, Arlette, « Le parcours d'une historienne. Entretien avec Laurent Vidal », *Genèses*, n°48, septembre 2002

² Đorđević, Ivan, « Twenty years later : the war did (not) begin at Maksimir », *Serbian Institute of ethnography*, 2012

³ Sack, Allen, Suster, Zeljan, « Soccer and Croatian nationalism : a prelude to war », *Journal of sport and social issues*, n°24, 2000

pencher sur Maksimir et tout ce que nous avons décrit au chapitre précédent en ignorant volontairement la guerre.

Ainsi, défendre l'idée, une fois que la guerre a commencé et que des supporters sont partis au front, qu'on la sentait venir comme une évidence en prenant l'exemple de Maksimir et des bagarres récurrentes pour des motifs nationalistes nous semble relever de la reconstruction *a posteriori*. Or, celle-ci néglige de distinguer, comme le font Vrcan et Lalić en parlant d'inévitabilité du conflit¹, entre l'inévitabilité de la fin de la Yougoslavie, intelligible, quoique non fatale, dans le sillage de la fin du communisme au même titre que les autres fédérations d'URSS et de Tchécoslovaquie, et sa fin dans la guerre. Ce n'est pas la même chose de dire que les conflits entre supporters, compte tenu de leur rôle dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste, étaient un indice par le bas de la forte dégradation de la vie commune en Yougoslavie permettant d'envisager sa dissolution, que de dire, d'après les mêmes éléments, qu'il était évident que le pays éclaterait dans des guerres intimes, atroces, longues de près de dix ans, avec plus de 100.000 morts et des millions de réfugiés et déplacés à la clé.

Si des bagarres récurrentes entre supporters extrêmes pour des motifs nationalistes sont un élément d'explication pour dire, après coup, qu'un conflit allait inévitablement éclater, alors comment expliquer que ces mêmes bagarres, entre Tchèques et Slovaques, entre Russes et Ukrainiens, Litvaniens, Géorgiens, n'aient pas débouché sur un conflit armé dans ces fédérations qui ont pourtant éclaté ?² D'autres auteurs mettent également en avant le rôle proactif du football dans la fin de l'URSS, sans pour autant que cela ait débouché sur un conflit armé³. Mieux encore, comment expliquer que ces mêmes bagarres, qui continuent d'opposer Serbes et Croates ou Bosniaques lorsqu'ils se rencontrent⁴, ou tout simplement en Bosnie à une plus petite échelle, ne débouchent sur aucun conflit armé alors même que, si l'on suit Vrcan dans les liens qu'il établit entre culture politique dominante et subculture, la culture politique dominante dans l'espace post-yougoslave continue d'être animée par l'ethno-nationalisme ? Pourquoi alors la subculture des supporters extrêmes ne déborde-t-elle plus hors de sa propre sphère ? Ou bien dans quelle mesure déborde-t-elle encore aujourd'hui, sans pour autant que l'on puisse craindre un nouveau conflit ? Ces dernières questions démontrent

¹ Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back : football in the Former Yugoslavia », op.cit

² Trégourès, Loïc, « Le rôle du football dans l'éclatement de la Yougoslavie », in Robène, Luc (dir.), *Le sport et la guerre, XIXe-XXe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013

³ Sugden, John, Tomlinson, Alan, « Football, resentment and resistance in the break-up of the former Soviet Union », *Sport in Society*, 2000, 3 : 2, p. 89-108

⁴ Par exemple en 2007 entre les Serbes du Partizan Belgrade et les Croates de Bosnie du Zrinjski Mostar.

par l'absurde à quel point l'analyse du rôle des supporters de football dans la guerre ne peut être traitée qu'à partir de l'exceptionnalité de la situation yougoslave de l'époque.

Spécificités de la situation yougoslave

Dans son analyse évoquée plus haut, Ivan Čolović estime qu'il n'est pas étonnant que les supporters extrêmes se soient retrouvés sur le champ de bataille puisqu'ils sont, par leur organisation même, une sorte de groupe pré-militaire. Ceci serait corroboré par le fait que des supporters de chaque camp se sont retrouvés au front, et pas seulement des Serbes. Néanmoins, les nombreuses études sociologiques de terrain portant sur les supporters extrêmes apportent un autre éclairage aux pratiques et motivations des groupes, et des individus qui les composent¹. On peut par exemple suivre Ludovic Lestrelin qui propose de penser ces groupes en termes de mouvement social, et ses membres comme des militants d'une cause, leur club, leur groupe², au lieu de les penser comme un groupe pré-militaire, au prétexte qu'il existe un leader, un rival, un sens de la hiérarchie, du dévouement, des signes et symboles de reconnaissance, tout ce qu'un mouvement militant possède également, à l'exception, la plupart du temps mais pas toujours, de la pratique légitimée de la violence symbolique et physique. Il y a donc le risque de voir, sur le plan symbolique davantage que sociologique, les groupes de supporters extrêmes comme des armées en puissance d'autant plus que l'on sait a posteriori que certains d'entre eux se sont réellement engagés dans la guerre.

De surcroît, comme nous l'avons souligné au chapitre précédent, s'il existe un corpus commun de subculture du supportérisme extrême partout en Europe, il n'en demeure pas moins que chaque pays a ses propres spécificités à la fois dans la naissance du phénomène puis dans son développement car les supporters recomposent leurs pratiques avec le contexte sportif, politique et social local³. C'est peut-être là que se situe le point de jonction entre la nature supposée pré-militaire de ces groupes, et l'engagement de certains de ses membres dans les combats. En effet, nous avons montré au chapitre précédent les interconnexions étroites qui existaient entre les groupes de supporters et la sphère politique. Ce qui caractérise

¹ Voir nos développements sur les mondes ultra et hooligan au chapitre précédent

² Lestrelin, Ludovic, « De l'avantage de comparer les carrières supportéristes à des carrières militantes », *Sciences sociales et sport*, n°8, 2015

³ Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe*, op.cit.

la Yougoslavie, et ce qui fait sans doute son exceptionnalité dans ce contexte spécifique, tient à l'extrême politisation des supporters, et à leur violence d'ordre politique, qu'il s'agisse de se battre contre la police d'un régime communiste honni, ou contre les rivaux des autres communautés. Dès lors, être militant de sa cause, pour reprendre la catégorie de Lestrelin, équivalait bien souvent à être par ailleurs militant politique nationaliste, quitte à défendre ses idées sur le champ de bataille une fois la guerre commencée. Dans ces conditions, est-ce le supporter de football qui s'engage dans la guerre, ou bien le militant politique ? On retrouve cette circularité non dénuée d'ambiguïté dans ce que relate Zoki, 45 ans, un supporter historique très respecté du Partizan Belgrade et ancien soldat en Bosnie :

« Le mode de recrutement se faisait finalement peu par le football directement. Ce n'est pas comme ça que ça marchait. Si tu voulais t'engager, ça se faisait localement, par l'antenne du parti¹. Tu allais les voir en disant que tu voulais t'engager, et on te donnait une affectation »².

L'aspect idéologique de l'engagement chez les supporters est un point important à souligner afin de nuancer l'idée selon laquelle il ne s'agirait que de gangs mafieux dont l'unique objectif a été de faire du profit³. L'aspect idéologique ne fait aucun doute chez les supporters Croates puisqu'au moment de leur engagement, le rapport de force militaire était très défavorable à la Croatie, il y avait donc sans aucun doute des rétributions symboliques à l'engagement⁴, mais pas de profit au sens crapuleux du terme à espérer. Du côté serbe, bien sûr, les Tigres d'Arkan, qui n'étaient pas composés *que* de supporters de football loin s'en faut, étaient particulièrement connus pour se livrer à toute sorte de trafics. Leur camp de base, installé à Erdut, à la frontière serbo-croate, était lieu stratégique pour faire fructifier les affaires dans une RFY sous embargo international⁵. De surcroît, ils étaient bien mieux payés que les soldats ordinaires, ce qui fait deux raisons de susciter des vocations intéressées. Néanmoins, Christopher Stewart raconte très bien que ce n'était pas les combattants qui choisissaient les Tigres, mais les Tigres qui choisissaient ceux qui les rejoindraient, au terme

¹ En l'espèce le SDS, parti de Radovan Karadžić. En Serbie, les milices paramilitaires ont été adossées à des partis politiques nationalistes d'opposition, que ce soit celle du SPO de Vuk Drašković ou celle des radicaux de Vojislav Šešelj. Il s'agit bien ici de groupes structurés et non de bandes locales plus informelles fondées sur les connaissances interpersonnelles de leurs membres.

² Entretien, Belgrade, 2015

³ Idée développée notamment par John Mueller, « The banality of ethnic war », *International Security*, vol.25, n°1, été 2000

⁴ Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n°11, 2005

⁵ Une blague circulant sur leur compte disait qu'on reconnaissait les Tigres parmi les autres à leurs ongles sales car ils creusaient les jardins des maisons bosniaques afin d'y trouver de l'argent ou des bijoux.

d'un entraînement physique harassant et d'une mise en condition idéologique sans faille¹. Autrement dit, rejoindre les Tigres impliquait un engagement idéologique préalable, là où en effet d'autres groupes, comme les « Aigles blancs » de Višegrad dirigés par le jeune Milan Lukić, 25 ans en 1992, n'étaient pas motivés par l'héroïsme, l'honneur ou la patrie mais exclusivement par le profit².

Qui plus est, d'autres facteurs contextuels rentrent en ligne de compte pour expliquer l'engagement de nombreux supporters dans les combats. Côté serbe, le charisme d'Arkan, son autorité, ont eu tôt fait de convaincre des dizaines de *Delije* de rejoindre son groupe³. Rien ne dit qu'ils auraient été aussi nombreux sans lui. Côté croate, la situation chaotique de l'organisation des forces armées en sous-nombre en 1990-1991 a créé un appel d'air pour tous les individus prêts à se battre⁴. Ce dernier point amène à une autre spécificité du conflit yougoslave de nature à expliquer pourquoi on devient supporters-soldat, qui est le recrutement des combattants.

La stratégie de recrutement des combattants

Les travaux de Marina Glamočak⁵ apportent un éclairage quant à l'organisation des belligérants sur le terrain. Qui sont-ils et dans quel cadre se battent-ils ? Selon l'auteur, les forces militaires en présence se structurent autour des interactions entre les régimes au pouvoir qui contrôlent la police et le groupe paramilitaire du parti (dans le cas croate), les partis politiques nationalistes d'opposition et leurs milices paramilitaires respectives, ainsi que l'armée régulière (dans le cas serbe qui peut compter sur l'héritage de l'armée populaire yougoslave – JNA, progressivement serbisée). La méfiance envers la JNA, et la volonté de disposer de ses propres moyens de défense a par exemple poussé le HDZ à former sa propre formation paramilitaire dès 1990, ainsi que d'autres unités de volontaires visant à supplanter le système de défense territoriale (TO)⁶, dont les armes lourdes ont été confisquées par la JNA

¹ Stewart, Christopher, *Arkan, la tigre dei Balcani*, op.cit.

² Sudetić, Chuck, « Le criminel de guerre », in Ourdan, Rémy (ed.) *Après-guerre(s)*, Paris, Autrement, 2001. Il va sans dire que cela n'amoindrit en rien l'ampleur des crimes commis par les Tigres, au contraire.

³ Stewart, Christopher, *Arkan, la tigre dei Balcani*, op.cit.

⁴ Tanner, Marcus, *Croatia. A nation forged at war* op.cit. On raconte ainsi souvent qu'en l'absence d'uniformes aux couleurs de la Croatie, les engagés supporters du Dinamo avaient cousu dans un premier temps l'écusson de leur club sur leurs vestes militaires.

⁵ Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit.

⁶ Le système de défense de la Yougoslavie, principalement en prévision d'une invasion soviétique, était celui d'une guérilla similaire à la guerre menée par les Partisans, c'est-à-dire de disposer sur tout le territoire d'unités

comme en Slovénie, quitte à assurer, de façon mensongère, que ces unités n'avaient qu'un rôle de protection civile. Selon Glamočak, « *c'est à ce moment-là que l'Etat yougoslave commença à se dissoudre militairement : la création de détachements de volontaires de la défense civile n'était pas conforme à la loi, elle n'était ni du ressort de la république, ni de celui de la fédération, et elle modifiait la conception jusque-là en vigueur de la défense populaire généralisée* »¹. L'objectif de la part des régimes en place est alors de donner un encadrement à ces milices et groupes paramilitaires, et de s'en servir comme d'une force supplétive et subordonnée à l'armée régulière, y compris en éliminant ceux qui refusent de se soumettre.

Du côté serbe comme croate, cette prise de contrôle, par l'infiltration ou le meurtre, des milices créées par d'autres partis politiques d'opposition s'organise. C'est le cas en Croatie de la milice des Forces armées croates (HOS), créée par le fondateur du Parti croate du droit (HSP), se réclamant de la tradition idéologique oustachi. Ce n'est que par leur infiltration par le pouvoir, et leur sacrifice, notamment à Vukovar², que le régime est parvenu soit à dompter et rediriger les troupes vers ses propres forces, soit à éliminer les milices et leurs chefs qui lui refusaient l'allégeance. C'est le cas également en Serbie où le pouvoir finit par créer ses propres groupes paramilitaires, en sus de l'armée, sous le contrôle de la police et des services de renseignements. C'est le cas des Tigres d'Arkan, placés sous la supervision de Franko Simatović qui est, avec Jovica Stanišić, le principal organisateur du réseau de milices en Croatie puis en Bosnie³. Il est également à l'origine de la création des Bérêts rouges⁴ rebaptisés ensuite l'Unité spéciale (JSO) au service du régime jusqu'en 2000, au sein desquels

de réserves et d'armes capables de tenir en échec un adversaire supérieur en hommes et armements. De fait, tout le territoire était parsemé de dépôts d'armes lourdes et légères que les républiques indépendantistes ont cherché à utiliser, et que la JNA a cherché à récupérer avant qu'il ne soit trop tard.

¹ Ibid, p. 165

² Il est généralement admis que Tuđman a délibérément sacrifié Vukovar afin d'une part d'engranger des gains politiques et moraux auprès de la communauté internationale, mais aussi plus prosaïquement pour y sacrifier toutes les milices rivales qui y avaient été envoyées au front sans l'appui militaire nécessaire. Beaucoup sont morts, les autres ont été redirigés vers la Garde nationale croate, sous contrôle du pouvoir. Voir les conversations entre le commandant des forces croates à Vukovar et Tuđman, *Courrier international*, 15 décembre 1994

³ Voir l'acte d'accusation du TPIY contre les deux hommes, acquittés à la surprise générale lors de leur procès en première instance. Un procès en appel devrait avoir lieu en 2017. http://www.icty.org/case/stanistic_simatovic/4

⁴ Groupe paramilitaire dirigé par Milorad Ulemek « Legija », dont le retournement en 2000 jouera un rôle certain dans la chute de Milošević. Plusieurs membres des Bérêts rouges, par ailleurs liés au clan mafieux de Zemun, dont Legija lui-même, seront ensuite jugés coupables de l'assassinat du Premier ministre Zoran Đinđić en 2003 sans que le commandement politique ne soit jamais élucidé. Voir « Serbie : enfin la vérité sur les Bérêts rouges et le meurtre de Zoran Đinđić ? », *Le Courrier des Balkans*, 27 septembre 2011

étaient principalement recrutés des criminels de droit commun, libérés en échange de service à la patrie.

Dès lors, le rôle des milices et groupes paramilitaires est capital dans la conduite de la guerre puisqu'ils en assurent, en lien opérationnel direct avec les armées régulières, les tâches les plus sombres, le nettoyage ethnique, véritable objectif de la guerre, sous le contrôle et le financement des autorités qui font d'une pierre deux coups en évitant d'une part de se salir les mains, et en optimisant d'autre part un potentiel de violence susceptible de lui être préjudiciable. Ils s'inscrivent ainsi dans un processus de privatisation de la guerre¹. Xavier Bougarel indique ainsi que « *les milices politico-mafieuses se sont constituées en associant le plus souvent militants de partis nationalistes extrémistes et minoritaires et membre de la criminalité organisée* »². Et Glamočak d'ajouter : « *Issus de partis extrémistes, à l'héritage idéologique historique, les patriotes déclarés, une fois sur le terrain, changent de valeurs, d'idée mobilisatrice, pour devenir des voleurs et des petits profiteurs de guerre* »³. On voit donc que l'engagement de nombreux supporters extrêmes de football dans la guerre n'est pas tant le résultat d'une supposée nature fascisante du football et de la subculture supportériste, mais plutôt d'une conjonction à la fois des spécificités locales de la subculture supporters dans la Yougoslavie du tournant des années 1990, mais aussi de la configuration des forces armées sur le terrain, structurées autour de milices et de groupes paramilitaires en complément des armées régulières, ce qui permet à des éléments extérieurs d'être au cœur des combats et des crimes commis, pour des raisons tant idéologiques que crapuleuses.

Cependant, ne serait-on pas fondé à penser, à la lumière des récents cas de figure observés en Egypte, en Ukraine ou en Turquie, que l'argument de Čolović sur le caractère pré-militaire des groupes de supporters reprend une nouvelle vigueur empirique, à rebours de notre tentative de penser l'exceptionnalité du contexte yougoslave ? C'est cette apparente contradiction qu'il s'agit à présent de discuter.

¹ Hibou, Béatrice (ed.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999

² Bougarel, Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, op.cit., p. 102 Cela était également vrai en Bosnie où des criminels ont été sortis de prison pour défendre Sarajevo.

³ Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit. p.167

c. La production d'un « football de guerre »

Ces dernières années, les cas d'implication directe de nombreux supporters extrêmes lors de situations de manifestations politiques violentes dans des contextes aussi divers que l'Égypte et l'Ukraine n'ont pas manqué d'interpeller¹. Certains ont pu redécouvrir dans les travaux de Čolović une clé pour comprendre ce phénomène, tant il semble confirmer son intuition. En effet, par leur habitude de la confrontation physique avec l'autorité, par leur organisation hiérarchique et disciplinée, par leur capacité et facilité à se mobiliser, par leur esprit de solidarité, les supporters extrêmes sont une catégorie privilégiée d'acteurs présents lors de situations de graves et violents conflits politiques. Cependant, de la même façon qu'on ne pouvait pas simplement faire appel à la théorie des dominos pour expliquer la multiplication des manifestations populaires dans le monde arabe à partir de l'insurrection tunisienne de 2011, il serait insuffisant de se contenter de l'analyse ethnologique en termes de symboles de Čolović pour expliquer le phénomène d'implication des supporters extrêmes dans ces situations d'insurrection violente, voire même de guerre ouverte, comme en Ukraine. En effet, si empiriquement ses observations n'ont jamais semblé aussi vraies depuis la guerre en Yougoslavie, il nous paraît néanmoins indispensable d'analyser les dynamiques internes à chaque pays pour mieux saisir la configuration générale entre les différents groupes d'acteurs, leurs dynamiques et interactions. La façon dont les membres des groupes de supporters extrêmes se sont impliqués dans les manifestations violentes en Égypte ou en Turquie était bien davantage réactive par rapport aux violences perpétrées par les régimes en place que proactive en vue de provoquer ces violences et une insurrection². De surcroît, il faut prendre en compte les rapports que ces groupes peuvent entretenir avec les acteurs politiques, policiers et militaires. Ces interactions expliquent pourquoi d'un cas à l'autre des supporters extrêmes peuvent se retrouver du côté du pouvoir ou des manifestants³. De même, les rivalités entre les

¹ Voir par exemple sur l'Ukraine <https://ukrzine.wordpress.com/2015/02/28/ukrainian-football-ultras-at-war-pics/> ; Hassabo, Chaymaa, « Les ultras égyptiens : du mythe à la banalisation de la participation à la Révolution », in Busset, Thomas, Besson, Roger, Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme*, Berne, CIES, Peter Lang, 2014 ; Sur le Moyen-Orient, voir en particulier le blog de l'analyste James Dorsey, très riche en informations et analyses <http://mideastsoccer.blogspot.fr/>

² Sur la Turquie, voir par exemple « Football rivals' fans join forces in Taksim », *Euronews*, 3 juin 2013 ; Sur l'Égypte, voir par exemple « En Égypte, les supporters de foot prêtent main forte à la révolution », *Rue 89*, 22 novembre 2011.

³ La Bulgarie et récemment la Macédoine offrent deux exemples de ce type où des supporters extrêmes, forts de liens plus ou moins anciens entre leaders et le parti au pouvoir viennent prêter main forte aux autorités et provoquer des incidents avec les manifestants.

groupes eux-mêmes, qui peuvent recouper des rivalités ethniques ou politiques, peuvent avoir un impact sur une éventuelle mobilisation commune.

Dans ces conditions, c'est bien la situation politique générale nouvelle qui crée ce que nous proposons de nommer un « football de guerre », c'est-à-dire une nouvelle configuration dans laquelle les acteurs du football s'adaptent aux comportements des acteurs politiques en adoptant eux-mêmes de nouveaux comportements, en décidant de nouvelles formes de mobilisations qui ne sont plus seulement liées au stade, qui peuvent impliquer l'utilisation d'une violence qui n'est plus symbolique mais réelle et politique, par exemple en allant protéger des manifestants contre la police, en manifestant eux-mêmes, c'est-à-dire en devenant une sorte de contre-public dans l'espace public réapproprié (Turquie, Egypte)¹, ou en s'engageant au front comme certains supporters ukrainiens l'ont fait. Dès lors, ce n'est pas en les voyant comme des groupes uniformément et symboliquement pré-militaires et fascisants que l'on peut rendre intelligible leur implication dans des violences politiques et des conflits. Cette analyse au cas par cas, pour autant qu'elle puisse dégager des similarités logiques (puisqu'ils partagent tous un socle commun de valeurs et pratiques) au-delà des différences évidentes, ne peut se faire qu'avec les outils de la sociologie, en particulier la sociologie des crises² et celle des mobilisations³ appliquée aux groupes de supporters extrêmes. Il convient donc de considérer ces groupes comme des groupes sociaux, voire des mouvements sociaux au sens de Tilly⁴, c'est-à-dire comme ayant un rôle public et un impact potentiel sur la société⁵. Cela signifie de les traiter non comme des fascistes en puissance mais comme des militants de leur cause⁶, y compris, contrairement au cas yougoslave et post-yougoslave, lorsque celle-ci ne revendique ni n'affiche aucune dimension politique.

De surcroît, l'analyse ethno-symbolique de Čolović nous semble incomplète en ce qu'elle n'ouvre pas la possibilité d'un jugement critique sur chaque cas pratique. Pour le dire simplement, ce n'est pas parce que des *Delije* se sont clairement inscrits dans un projet fasciste et criminel au sein des Tigres que tous les supporters extrêmes qui s'engagent également au cours d'un conflit ou d'une insurrection choisissent le même camp. Pour rester

¹ Sur la Turquie, voir Turan Ömer, Ozçetin, Burak, « Football fans at Gezi : counterpublic in the making », *From Habermas to fanblogs : exploring the public sphere of European football*, Football Research in Enlarged Europe (FREE) conference, Ankara, Avril 2014

² Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009 (1986)

³ Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011

⁴ Tilly, Charles, *La France proteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986

⁵ Lalić, Dražen, *Torcida, pogled iznutra* (Torcida, regard de l'intérieur), op.cit., p. 293

⁶ Lestrelin, Ludovic, « De l'avantage de comparer les carrières supportéristes à des carrières militantes », *Sciences sociales et sport*, n°8, p. 51-77.

sur le cas yougoslave, ce n'est pas la même chose de nettoyer Zvornik de sa population bosniaque que de défendre Sarajevo ou Vukovar assiégées, quand bien même il s'est trouvé des criminels de droit commun, y compris parmi les supporters de football de Sarajevo, pour défendre la ville, comme le montre l'exemple d'Izmet Bajramović Čelo¹. C'est là l'essence même du droit international et du droit humanitaire que de considérer d'une part la légitime défense et ses limites, et d'autre part la notion de crime de guerre individualisé afin de bien faire la distinction entre une action militaire légitime et un crime commis que l'action militaire ne peut pas légitimer.

La théorie de Čolović peut donc aider à comprendre pourquoi on retrouve des supporters extrêmes sur le front chez les Serbes, les Croates et les Bosniaques compte tenu de leur profil, mais elle reste muette sur le sens que l'Histoire donnera à leur action. C'est là tout le dilemme entre un Arkan et un Čelo, indépendamment de leur vie criminelle. Or, il est indispensable de juger l'Histoire là où Čolović présume que les supporters extrêmes seront toujours, par leur subculture fascisante et violente, du mauvais côté. Les cas du groupe des *Carsi* du club de Besiktas Istanbul, suffit à exprimer cette complexité, puisqu'il se revendique de la tendance anti-fasciste de gauche du monde des supporters extrêmes². Ce sont eux qui, avec le soutien d'autres groupes de la ville, qui sont pourtant leurs irréductibles ennemis, ont été en première ligne contre le pouvoir turc lors des manifestations violemment réprimées de la place Taksim en 2013. Là encore, si l'on cherche à appliquer la théorie de Čolović à ce cas, on comprendra peut-être qu'ils se trouvent là quand la situation dégénère davantage que d'autres catégories d'acteurs plus pacifiques, mais on laissera dans l'ombre à la fois les raisons de leur engagement, ainsi que le jugement critique pourtant indispensable à porter sur leur mobilisation. Enfin, pour ajouter à la complexité du sujet, des supporters extrêmes aux options politiques nationalistes clairement affichées peuvent très bien, au regard de l'Histoire, se retrouver à lutter du bon côté³, d'où la nécessité d'un jugement critique de l'Histoire, qui

¹ Un des leaders des supporters du FK Sarajevo, criminel notoire, et chef de la police militaire de Sarajevo jusqu'en 1993, poste dont il profita pour faciliter ses affaires. Evacué de la ville après une grave blessure fin 1993, il ne rentrera qu'après la guerre, subira plusieurs arrestations, mais son aura restera intacte auprès de nombreux Bosniaques, à commencer par les supporters du FK Sarajevo. Souffrant de problèmes de santé, il se suicide en 2008.

² Voir par exemple ce reportage sur le rôle majeur des *Carsi* dans les manifestations contre le pouvoir turc de 2013 « Pepper Spray Is Our Perfume': Football Fans Challenge Erdogan », *Der Spiegel international*, 5 juillet 2013

³ Le cas de l'Ukraine est assez éclairant sur ce point

ne peut pas être neutralisé par un supposé caractère intrinsèquement fascisant des supporters extrêmes.

Nous avons donc décrit ce qui constituait un « football de guerre », mus par l'exceptionnalité du contexte yougoslave du début des années 1990, et les raisons pour lesquelles les supporters extrêmes de football se sont retrouvés par centaines sur le champ de bataille, en proposant quelques éléments supplémentaires aux analyses de Čolović. Néanmoins, s'il est désormais établi que le football n'a pas été que victime de la guerre, la question demeurée en suspens est toutefois celle de sa place dans l'économie générale de la guerre. Notre hypothèse est que contrairement au dispositif de sensibilisation au discours nationaliste dans lequel le football avait joué un rôle prépondérant, celui-ci n'a tenu, dans le dispositif guerrier, qu'un rôle marginal, indépendamment de la présence de plusieurs centaines de supporters sur le front de part et d'autre. Le démontrer nécessite donc d'analyser en détail à la fois les éléments et acteurs directement déclencheurs de la guerre, ainsi que sa conduite.

3. Le football dans l'économie générale de la guerre

Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, il est indispensable de faire la distinction entre la dissolution de la Yougoslavie et le caractère guerrier de sa fin. Si la perte de légitimité du système et sa rigidité, la détérioration massive de la situation économique, le caractère ethnique de la fédéralisation ou l'insuffisance de références culturelles et identitaires communes sont autant d'explications plausibles de la fin de la Yougoslavie, le déclenchement de la guerre, lui, ne saurait être le fruit de contingences extérieures à la prise de décision humaine. Nous suivrons donc Christopher Bennett lorsqu'il insiste en priorité sur le facteur humain au moment d'analyser l'éclatement violent de la Yougoslavie, avec pour principal responsable Slobodan Milošević¹, ce sur quoi la plupart des auteurs ayant travaillé sur la question s'accordent². La guerre, phénomène humain, procède de décisions humaines. C'est pourquoi nous verrons dans un premier temps dans quelle mesure la guerre a été un projet à la fois politique et territorial pensé d'en haut, avant de nous intéresser à la conduite de la guerre concrètement, c'est-à-dire aux stratégies par lesquelles, sur le terrain, le conflit a

¹ Bennett, Christopher, *Yugoslavia's bloody collapse : causes, course and consequences*, New York, New York University Press, 1995

² Ramet, Sabrina, *Thinking about Yugoslavia*, op.cit., p. 6

progressivement pris forme¹. L'absence des acteurs du football dans la première partie, et leur présence secondaire dans la deuxième, renseignera ainsi sur la place marginale du football dans l'économie générale de la guerre, confirmée par son absence, ou très succincte évocation, dans la plupart des études ayant eu à traiter de façon globale l'éclatement yougoslave²

a. La guerre comme projet venu d'en haut

A la lumière de ce qui a été exposé précédemment sur les causes profondes du conflit, deux hypothèses peuvent être écartées. La première est que la guerre serait une revanche liée à des haines ancestrales entre d'obscures peuplades barbares que le lecteur étranger confondra volontiers comme il confond les Syldaves et les Bordures dans les aventures de Tintin. La seconde est que les discours identitaires enflammés d'intellectuels, d'hommes d'église, des médias, d'artistes et mêmes de supporters de football ne sauraient se traduire *nécessairement* par un conflit généralisé sans leur appropriation et leur utilisation par une force politique, incarnée par des responsables, qui prennent la décision de fermer le champ des possibles et d'entrer sciemment vers la voie du conflit armé.

Dès lors, l'option de la guerre devient celle qui est privilégiée en vue de la construction d'un nouveau pouvoir, censé survivre à la fin du communisme, dans lequel l'exaltation nationaliste se substitue à une transition démocratique libérale comme elle a eu lieu ailleurs à partir de 1989. La guerre se mue donc en une ressource politique dans laquelle puiser sa propre légitimité et mobiliser la population autour de soi en vue de la construction et de la conservation de ce pouvoir. C'est la thèse de Marina Glamočak lorsqu'elle présente la guerre comme le résultat de l'incapacité des responsables politiques à surmonter les obstacles institutionnels inhérents au fédéralisme ethnique yougoslave³. Cette incapacité a empêché toute possibilité de transition démocratique, poussant chaque responsable à devoir se légitimer

¹ Nous nous intéresserons principalement ici aux acteurs locaux. Cela ne signifie pas que les acteurs internationaux n'ont joué aucun rôle dans le conflit, si ce n'est pour le déclencher, à tout le moins pour l'entretenir ou l'empêcher de s'achever plus tôt, par manque de volonté politique, de vision stratégique, et par pusillanimité. La plupart des auteurs s'accordent également sur ce point. Voir Gow, James, *The triumph of the lack of will, international diplomacy and the yugoslav war*, New York, Columbia University Press, 1997 ; Dizdarević, Zlatko, Riva, Gigi, *J'accuse l'ONU*, Paris, Calmann-Lévy, 1995 (trad.)

² Un nombre conséquent d'ouvrages a été écrit sur l'économie générale de la guerre, dont la discussion va très au-delà du cadre de ce travail. Nous nous contenterons donc d'en exposer les grandes lignes directrices. Très peu de ces travaux accordent davantage qu'une page ou une rapide évocation au rôle joué par le football dans l'économie générale de la guerre.

³ Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit.

sur la base d'une mobilisation nationaliste et guerrière afin de construire son propre pouvoir dans un univers post-yougoslave. Glamočak souligne ainsi que :

« *La violence est l'acte fondateur de la légitimité du pouvoir, celui-ci est le seul acteur qui, légitimement, a le droit de recourir à la violence*¹. (...) *La guerre est un acte politique engendré par l'Etat, et les Etats sont les acteurs centraux de la politique car ils manipulent la violence et subissent les conséquences de son emploi. En l'occurrence, le processus de démocratisation en Yougoslavie a été l'occasion historique de réaliser des Etats nationaux. Si, au début, nationalisme et poussée démocratique ont pu coïncider, il est évident que l'institutionnalisation des Etats nationaux a engendré la transition guerrière. (...) L'objectif des nouveaux pouvoirs a été d'assurer une nouvelle cohésion sociale dans le cadre national, ce qui a été rendu possible par une forte liaison entre pouvoir, élite intellectuelle d'orientation nationale et classe ouvrière. (...) Le fait de réduire la nation à la solidarité nationale avant, pendant et après la guerre, a pour conséquence directe le refus du pluralisme politique, non plus interdit comme auparavant mais confronté à l'impossibilité de s'institutionnaliser* »².

Dans le même ordre d'idée, Diane Masson considère que l'utilisation politique de la guerre a été un outil de consolidation du pouvoir aussi bien en Serbie qu'en Croatie dans la mesure où la mobilisation nationaliste permanente sous-tendait et légitimait le pouvoir ne pouvait se passer du conflit pour survivre³. Cela rejoint la théorie du leader libidinal par Sabrina Ramet exposée au chapitre précédent⁴, et met en perspective le calendrier choisi par Milošević pour déclencher une opération militaire d'envergure au Kosovo en 1997-1998, au moment où son pouvoir est sérieusement menacé par l'opposition interne suite aux élections municipales⁵. Ainsi, la guerre fut d'abord un projet politique visant à la création de nouveaux Etats nationaux sur les cendres de la Yougoslavie. Ce projet ethnique est confirmé par le désintérêt de Milošević à l'égard du départ de la Slovénie dans la mesure où celle-ci ne compte pas de population serbe⁶. Cela démontre par ailleurs que la position publique de Milošević, consistant à se poser en protecteur de la Yougoslavie contre les séparatistes slovènes et croates, tenait en réalité de la posture visant à faire porter la responsabilité d'un éventuel déclenchement des hostilités, aux yeux du monde et des Serbes, sur les Slovènes et les Croates. Cette stratégie lui a finalement valu le ralliement début mars 1991 d'une armée

¹ Weber, Max, *Le savant et le politique*, op.cit.

² Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit. p. 18-19

³ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995*, op.cit

⁴ Voir aussi sur la centralité d'*Eros et Thanatos* dans le fonctionnement social, Enriquez, Eugène, *De la horde à l'Etat, essai de psychanalyse du lien social*, Paris, Gallimard, 1983

⁵ Dérens, Jean-Arnault, *Le piège du Kosovo*, Paris, Non-Lieu, 2008, voir aussi, Thomas, Robert, *Serbia under Milošević*, op.cit.

⁶ Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit., p. 143

yougoslave déboussolée et incapable de mener par elle-même un putsch militaire pour sauvegarder l'intégrité territoriale de la Yougoslavie¹. Par ailleurs, cette stratégie avait déjà prouvé son efficacité sur le plan politique avec le retrait forcé des délégués slovènes et croates du XIVe congrès de la Ligue Communiste de Yougoslavie de janvier 1990 face au bloc serbe (Serbie, Monténégro, Kosovo, Vojvodine)².

Les recherches et témoignages attestent désormais que la guerre a été conçue en amont des premiers coups de feu, et ne peut plus être présentée comme le dernier recours d'un dilemme de sécurité³ dans lequel il n'y avait plus d'autre choix⁴. Les autres fenêtres d'opportunité ont été sciemment bouchées en amont par les principaux acteurs du conflit, sans que par ailleurs la communauté internationale, en particulier la CEE, ne soit capable d'en ouvrir d'autres. Les preuves d'une entente au sommet de Karadžević⁵ entre les leaders serbe et croate dès mars 1991, avant même les premiers combats en Slovénie, sont aujourd'hui connues. Les récits d'Hartmann⁶, Silber et Little⁷ concordent pour dire que c'est à ce moment-là que le destin de la Bosnie-Herzégovine a été scellé entre Serbes et Croates dans le sens d'un partage⁸. Ce qui se joue à Karadžević est la mise à nu de tout ce qui sera ensuite dissimulé, c'est-à-dire que Milošević n'a que faire des Serbes de Croatie⁹ mais il s'en sert d'abord pour pousser la Croatie à déclencher les hostilités, ensuite pour donner une excuse à la JNA pour pénétrer en Croatie et sécuriser les zones serbes hors du contrôle croate, et enfin pour disposer d'une monnaie d'échange afin de mieux négocier le partage de la Bosnie avec Zagreb le moment venu. Le partage territorial de la Bosnie est déjà entériné par les Serbes dans un plan appelé RAM (cadre en serbe), publié par la presse indépendante de Belgrade dès

¹ Ibid., p. 225 et sq

² Silber, Laura, Little, Allan, *Yugoslavia, death of a nation*, op.cit

³ Roe, Paul, « Former Yugoslavia : the security dilemma that never was ? », *European journal of international relations*, n°6, 2000, p. 373-393

⁴ C'est ce que montre l'ouvrage collectif de Branka Magaš et Ivo Žanić (eds.) dont les chapitres sont notamment signés par d'anciens acteurs politiques et militaires du conflit, *The war in Croatia and Bosnia-Herzegovina*, Londres, Frank Cass, 2001 ; voir également Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave*, op.cit., chapitre intitulé « une guerre préméditée », p. 265-289

⁵ Première rencontre qui en appela beaucoup d'autres, ainsi que des contacts réguliers entre leurs conseillers. Voir Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit.

⁶ Ibid., p. 174-181

⁷ Silber, Laura, Little, Allan, *Yugoslavia, death of a nation*, op.cit., p. 119-134

⁸ Ce qui rend d'ailleurs rétrospectivement inacceptable l'idée selon laquelle ce serait l'arbitrage Badinter, et le référendum d'indépendance tenu en Bosnie en mars 1992 qui, par désespoir, aurait directement provoqué le déclenchement des hostilités par les Serbes de Bosnie. Lukić, Rénéo, Lynch, Allen, *Europe from the Balkans to the Urals : the disintegration of Yugoslavia and the Soviet Union*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 204

⁹ Il n'est donc pas étonnant qu'il les ait abandonnés à leur sort en 1995 lors de la grande contre-offensive croate qui se traduira par le départ forcé de 200.000 Serbes de Krajina. Il cherchera même à les diriger vers le Kosovo pour faire coup double : rendre ce problème invisible en Serbie là où les nationalistes lui ont durement reproché son inaction, et chercher à modifier la composition ethno-démographique du Kosovo.

septembre 1991¹. En outre, les deux leaders négocient ainsi directement dès avril 1991 les éventuels échanges de population entre Serbes et Croates de Bosnie afin de garantir une continuité territoriale pour chacun, ainsi que la constitution d'un Etat Musulman tampon autour de Sarajevo².

On voit donc que si le projet de construction d'Etats nationaux ethniquement purs est le fruit d'un discours intellectuel et religieux poussé à son paroxysme à la fin des années 1980 dans lequel les mondes du football ont pris leur part, celui-ci n'a pu se concrétiser que dans la mesure où il est devenu une ressource exploitée politiquement par des leaders en quête de légitimation personnelle et de consolidation de leur régime. La guerre est venue sciemment, d'en haut, depuis les palais, comme un conflit politique, et non d'en bas, par l'embrasement des stades, comme un conflit ethnique. Les thèses défendant l'idée d'un engrenage incontrôlable venu d'en bas, d'une fatalité de la guerre décelée et même provoquée par la violence politique des supporters de football débordant des stades, ne peuvent plus tenir devant les preuves de sa préméditation par les plus hautes sphères du pouvoir politique, d'abord serbe, puis croate. La guerre a donc été pensée d'en haut, avant d'être exécutée en bas. Il s'agit de voir concrètement par quels mécanismes, et quel rôle les acteurs du football ont pu y tenir.

b. La guerre au concret : étapes, objectifs et acteurs

Si l'on distingue chronologiquement entre la phase de déclenchement de la guerre (d'abord en Croatie puis en Bosnie), et sa conduite, on peut déceler deux stratégies complémentaires. D'abord une stratégie de l'escalade pour faire exploser le conflit, puis une stratégie de l'irréversible, afin de remplir les objectifs fixés par les responsables politiques³.

¹ Lukić, Rénéo, Lynch, Allen, *Europe from the Balkans to the Urals*, op.cit.

² Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit. p. 180-181

³ Nous suivrons dans les pages à venir principalement les récits et chronologies croisés de Florence Hartmann, op.cit., Laura Silber et Allan Little, op.cit., et Jože Pirjevec, *Le guerre jugoslave 1991-1999*, op.cit

La stratégie de l'escalade

Nous allons nous concentrer ici sur plusieurs faits qui illustrent cette stratégie sans prétendre, encore une fois, à l'exhaustivité d'un récit sur la guerre qui dépasse de très loin l'objet de ce travail. La stratégie de l'escalade consiste à faire monter les tensions progressivement, cran par cran, dans l'espoir que l'autre camp soit le premier à faire le pas de trop et déclenche le véritable conflit, au-delà des accrochages qui demeurent encore sous le radar. Ce fut principalement la stratégie des Serbes que d'exacerber les tensions, d'abord en Croatie, puis en Bosnie, tout en faisant en sorte, par leurs provocations, de faire porter la responsabilité du déclenchement de la guerre par d'autres¹, assurant qu'ils ne faisaient que se défendre. Il est important de noter que dans toutes ces séquences, les acteurs du football sont absents.

Dans les deux camps, la propagande nationaliste alimentait l'hostilité et le repli mutuel. Bien que minoritaire dans l'opinion serbe de Croatie, le nouveau parti nationaliste serbe du SDS, créé par un psychiatre, Jovan Rašković, pouvait compter sur la puissance médiatique de Belgrade pour alimenter la peur, en particulier en Krajina. En retour, le raidissement croate était palpable à partir de l'élection de Franjo Tuđman, dont la victoire tient en réalité beaucoup à sa diabolisation par les médias serbes. Cela conduisit le pouvoir croate à voter fin juillet 1990 quelques mesures symboliques très négativement ressenties par les Serbes comme leur déclassement en tant que minorité nationale du nouvel Etat de Croatie, l'abandon de l'alphabet cyrillique etc., ce qui, en retour, alimenta les velléités séparatistes avec l'organisation d'un référendum prévu pour le 17 août en Krajina. Or, l'annonce de l'arrivée de forces de police croates pour empêcher la tenue du référendum mobilisa les hommes en armes, qui établirent des barricades et coupèrent les routes menant vers la Dalmatie. Ce que l'on a nommé « la révolution des rondins » est ainsi le premier coup de force d'une spirale qui finira par mener à un conflit ouvert à partir de la fin de l'été 1991, soit un an plus tard.

Entre temps, Jovan Rašković, favorable à un compromis avec Zagreb, aura été écarté par Belgrade au profit d'un partisan de la ligne dure du SDS, Milan Babić, le maire de Knin, principale ville serbe de Krajina. On voit donc ici clairement à l'œuvre la stratégie de l'escalade jouée par Belgrade qui peut se décliner de la façon suivante. Réunir les Serbes de

¹ Les Croates et Tuđman en Croatie, les Bosniaques et la Communauté internationale, en particulier la Commission Badinter, en Bosnie-Herzégovine.

Croatie, principalement en Krajina sous le contrôle du SDS, donc de Belgrade. Etablir une unité politique parallèle qui refuserait de se soumettre à Zagreb. Fomenteur des troubles, établir des barricades, grignoter du territoire de localité en localité¹ afin de provoquer la réaction des forces de l'ordre croate. Forcer l'armée yougoslave, finalement ralliée aux Serbes, à intervenir au prétexte de séparer les belligérants, permettant de fait aux Serbes d'établir leur autonomie en dehors de tout contrôle croate. Profiter de ce fait accompli pour modifier les frontières d'une nouvelle Yougoslavie dans laquelle vivraient tous les Serbes².

Le même processus a été progressivement mis en œuvre en Slavonie, là où Serbes et Croates vivaient pourtant en bonne intelligence depuis longtemps, notamment à Vukovar et Osijek. Là encore, la propagande, et la promotion des plus extrémistes par les régimes croate et serbe, ont provoqué le repli des populations. En avril 1991, une série d'incidents aboutit au massacre de douze policiers croates par des miliciens de Vojislav Šešelj dans le village de Borovo Selo. Pour la première fois, Tuđman parle alors de guerre, dans une atmosphère où il n'est plus question de discuter³. Little et Silber racontent ainsi comment le chef de la police croate à Osijek, Josip Reihl-Kir, qui s'efforçait avec succès de maintenir des relations avec les séparatistes serbes des villages alentours, fut assassiné le 1^{er} juillet 1991 avec deux autres conseillers municipaux serbes modérés par un policier croate, sans qu'on ne sache jamais vraiment qui avait donné l'ordre⁴. Il fut remplacé par des tenants de la ligne dure du HDZ. C'est ainsi que les opérations de ce type se multiplièrent à partir de l'été 1991, une fois la guerre-éclair en Slovénie achevée par le retrait de l'armée yougoslave, et l'indépendance slovène actée dans les faits par les Serbes. Les Croates déclarèrent la mobilisation générale en août, l'armée yougoslave ne se contenta plus d'entériner les gains serbes mais commença à bombardier au mortier les villes croates, la spirale était enclenchée.

La stratégie de l'escalade a fonctionné sensiblement de la même manière en Bosnie-Herzégovine, autour de la constitution d'institutions parallèles contrôlées par le SDS de Radovan Karadžić, de la recherche d'une assise territoriale, d'incidents isolés de plus en plus

¹ Ainsi du parc national de Plitvice en mars 1991. Les Croates envoyèrent des forces récupérer les lieux. Le bilan est d'un mort côté croate, et deux côté serbe, les premiers d'une guerre qui n'est pas encore ouverte.

² C'était en tout cas la plateforme des nationalistes serbes, mais nous savons que les Serbes de Croatie n'étaient pas une priorité pour Milošević.

³ La Croatie tient son référendum d'indépendance, boycotté par les Serbes, le 19 mai 1991, avec 95% des votants se déclarant en faveur d'une Croatie souveraine et indépendante, pouvant s'unir librement avec d'autres républiques yougoslaves dans une alliance d'Etats souverains.

⁴ Le meurtrier, Anton Gudelj, fut condamné en 1994 pour ces meurtres, extradé depuis l'Allemagne en 1996, puis rapidement gracié par le pouvoir, une décision annulée par la Cour constitutionnelle en 2001, soit après la mort de Tuđman et la première alternance politique. Après avoir été extradé d'Australie en 2007, il fut condamné à 20 ans de prison en 2008.

nombreux, jusqu'au redéploiement de l'armée yougoslave à partir de janvier 1992 suite au gel du conflit en Croatie obtenu par l'ONU. Le référendum d'indépendance exigé par la commission Badinter fournit aux Serbes le prétexte à l'érection de barricades autour de Sarajevo, pour une première courte durée, avant que le siège ne débute réellement quelques semaines plus tard. Dans le même temps, les prémices de l'opération de dépeçage et d'épuration ethnique de la Bosnie deviennent visibles. Zagreb a placé à la tête du HDZ de Bosnie un partisan du rattachement à la Croatie, Mate Boban, à la place de Stjepan Ključić, partisan d'une solution interne à la Bosnie. Quant aux Serbes, pendant que tout le monde a les yeux rivés sur Sarajevo, ses groupes paramilitaires, dont les Tigres d'Arkan, s'emparent de plusieurs localités de l'Est de la Bosnie, dont Bjeljina et Zvornik, et les nettoient de leur population bosniaque par la peur, l'incendie des maisons, la torture et le meurtre.

On voit donc que c'est concrètement dans ces opérations, provocations, escarmouches, tentatives d'intimidation commandés d'en haut que l'on trouve l'origine de la spirale guerrière, bien plus que dans la bataille de Maksimir ou n'importe quelle autre bagarre de supporters de football qui apparaissent en réalité très secondaire dans tout cet enchaînement. Alors que la guerre en Croatie, plus ou moins gelée entre janvier 1992 et 1995, est avant tout tactique pour Milošević, ce qui se joue en Bosnie à partir d'avril-mai 1992 est au contraire au cœur du projet guerrier élaboré par les régimes serbe et croate. C'est la mise en œuvre de ce projet radical de transformation ethnique et territoriale du pays, cette stratégie de l'irréversible, qu'il faut éclairer en y précisant le rôle tenu par les supporters-guerriers.

La stratégie de l'irréversible

Une fois le conflit déclenché et installé dans la durée, il ne restait plus qu'à atteindre les objectifs de guerre fixés, en employant à cette fin les moyens jugés les plus efficaces. La finalité de la guerre est sans aucun doute le nettoyage ethnique en vue de redessiner les frontières de nouveaux Etats ethniquement purs. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'expression « purification ethnique » (ou nettoyage, ou épuration) est d'abord un « néologisme de traduction »¹ de l'expression serbe « etničko čišćenje ». Il est donc essentiel de garder à l'esprit que le nettoyage ethnique n'a pas été une conséquence inévitable de la

¹ Krieg-Planque, Alice, « Purification ethnique ». Une formule et son histoire, Paris, CNRS éditions, 2003, p. 305

guerre, mais bien son objectif premier. Cela fut établi dès 1992 dans les rapports de Tadeusz Mozowiecki, l'envoyé spécial de l'ONU pour les droits de l'homme¹. Ainsi pour Norman Cigar, « *le nettoyage ethnique n'était pas simplement le résultat involontaire et malencontreux des combats ou d'une guerre civile. Il s'agissait au contraire d'une politique rationnelle, les conséquences directes et planifiées de décisions politiques prises en conscience par le régime serbe en Serbie et en Bosnie-Herzégovine* »². Dès lors, la stratégie de l'irréversible ne peut pas séparer la finalité de la guerre de ses moyens employés ni des acteurs privilégiés pour mettre en œuvre ces moyens. Or, il y a quelque chose de profondément dérangent à penser des crimes atroces, en apparence gratuits, comme faisant partie d'un dispositif rationnel visant à s'assurer de l'irréversibilité des objectifs de guerre. Pourtant, on peut défendre l'idée que même un crime gratuit commis dans l'extase de la toute-puissance, c'est-à-dire hors de toute rationalité de la part de son auteur, peut s'insérer dans l'économie générale rationnelle d'une guerre dont l'objet même est de séparer de façon irréversible des communautés qui vivaient jusque-là sur un même territoire et dans un même pays. On retrouve alors ici l'intuition de Joseph Krulić pour qui c'est bel et bien la guerre qui a créé la haine, et non l'inverse³. Il ne peut en être autrement dans une guerre intime, entre voisins, où les crimes se commettent pour ainsi dire les yeux dans les yeux. C'est pourquoi l'engagement de milices et groupes paramilitaires s'inscrit au cœur de l'économie du conflit et non à sa marge une fois celui-ci irrémédiablement déclenché, d'où la surreprésentation dans ces groupes, à côté des armées régulières, d'éléments socialement déviants ou marginaux, comme des aventuriers, des mafieux, des nationalistes exaltés, des criminels de droit commun et des supporters de football, plus aptes à « faire le sale boulot » de la guerre que les soldats ordinaires. Ces acteurs, notamment les supporters de football auquel nous nous intéressons, ne sont pas nécessairement destinés à jouer ce rôle indistinctement dans tous les conflits. C'est bel et bien la nature du conflit yougoslave tel qu'il a été pensé qui leur a offert cet espace d'action, et non leur caractère intrinsèquement et indistinctement fascinant.

¹ Rapports rassemblés dans le *Livre noir de l'ex-Yougoslavie*, Paris, Arléa, 1993

² Cigar, Norman, *Genocide in Bosnia : the policy of « ethnic cleansing »*, Texas A&M University Press, 1995, p. 4. La référence à la Serbie est utile pour rappeler que les Croates vivant en Slavonie orientale du côté serbe, et en Vojvodine, ont été chassés de Serbie en 1991.

³ Krulić, Joseph, « L'explosion », in Rupnik, Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo. L'échec yougoslave*, Paris, Editions complexe, 1992

Conclusion

Concevoir le football d'un point de vue interactionniste, de façon compréhensive, par ses acteurs, permet d'en percevoir toute la complexité et d'éviter de le naturaliser. Ce n'est ainsi que l'on peut saisir l'ambiguïté des rapports observés entre les mondes du football et la guerre, puisque le football, en fonction de ses acteurs, oscille entre la figure de la victime, de l'instrument, et du complice de la guerre. Néanmoins, la guerre a d'abord été un projet intellectuel puis politique à des fins de conquête puis de conservation du pouvoir. Bien sûr, ceux qui écrivent, ordonnent, et ceux qui massacrent de leurs mains sont rarement les mêmes personnes. Mais devant l'Histoire, et la justice internationale, les concepteurs et ordonnateurs du nettoyage ethnique, qui ne viennent pas des stades, n'en sont pas moins coupables que ses opérateurs, dont certains viennent des stades car au fond, Arkan et ses hommes n'auraient rien pu faire sans l'appui logistique, politique et financier du pouvoir serbe, ni le soutien moral de la majorité de l'intelligentsia serbe et de l'Eglise orthodoxe¹.

De surcroît, si l'on considère que la guerre ne fut pas un conflit sauvage de tous contre tous mais bien plutôt une action préméditée dont la partie serbe porte la plus grande part de responsabilité, alors il convient de juger l'engagement des supporters extrêmes en accord avec ce constat. Défendre Sarajevo ou la Croatie, en dehors de potentiels crimes de guerre commis, n'est pas la même chose que de nettoyer Zvornik de sa population bosniaque. En outre, nous avons montré, en analysant l'économie générale de la guerre, que le football y avait joué un rôle tout à fait périphérique. A la lumière des faits présentés rappelant que la guerre avait été un projet conçu d'en haut, on ne peut plus présenter les événements de Maksimir ou de Split comme un prélude à la guerre. Certes, les mondes du football ont autant donné des indications sur la fin proche de la Yougoslavie qu'ils l'ont alimentée dans le cadre du dispositif de sensibilisation au discours nationaliste. Mais il est à notre sens erroné de leur accorder une place centrale dans le dispositif guerrier. La révolte des rondins, l'incident de Plitvice, les déclarations menaçantes de Radovan Karadžić sur la disparition du peuple bosniaque, la multiplication des barricades et des escarmouches, les mouvements d'armes observés dès 1990 sont autant de véritables indices du caractère imminent, non de la dissolution de la

¹ Trégourès, Loïc, « Le rôle du football dans l'éclatement de la Yougoslavie », in Robène, Luc (dir.), *Le sport et la guerre XIXe et XXe siècles*, op.cit. p. 506

Yougoslavie, mais de son éclatement dans la guerre. C'est dans ces faits qu'il faut chercher des préludes à la guerre, et non dans des bagarres entre supporters de football.

Nous avons analysé la place des mondes du football d'abord dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste, puis dans le dispositif guerrier. Il reste, afin d'être complet sur la période considérée qui s'étend des années 1980 à 2000, à analyser les interactions entre les mondes du football et la sphère politique et sociale dans les Etats post-yougoslaves pendant et après la guerre, mais en dehors de celle-ci. Quel rôle le football a-t-il joué dans le dispositif d'exercice du pouvoir jusqu'en 2000 ? En quoi le football nous permet-il de saisir les différentes trajectoires des Etats post-yougoslaves ? En quoi a-t-il exercé un impact sur ces trajectoires ?

CHAPITRE 3 : Le football dans le dispositif d'exercice du pouvoir politique

Si la décennie 1990 fut évidemment marquée par la guerre pour les pays issus de la Yougoslavie (dans cette décennie, seule la Macédoine y a réellement échappé sous une forme ou sous une autre), on ne saurait la réduire à cela, y compris s'agissant des interactions entre les mondes du football et la sphère politique. La vie politique, économique, sociale et culturelle s'est recomposée dans chacun des nouveaux pays indépendants pendant, par-delà, puis après la guerre avec son héritage à intégrer. Le football n'a pas été absent de cette recomposition, loin s'en faut. Il s'agit néanmoins de voir dans quelle mesure. Nous ferons en effet ici l'hypothèse que le football revêt une double fonction politique. La première est d'être une fenêtre d'observation privilégiée à travers laquelle observer les évolutions politiques et sociales d'une société donnée, à partir de la façon dont les acteurs politiques et sociaux s'emparent du football, dans leurs discours ou leurs actes. Les traitements de ce type, qu'ils soient journalistiques¹, ou académiques², se sont multipliés à mesure que le sport, et le football en particulier, est progressivement devenu un objet légitime de recherche en sciences sociales. Néanmoins, cette fonction de fenêtre n'est pas satisfaisante à elle seule car elle néglige comment les représentations politiques et sociales dont on charge le football vont ensuite se répercuter dans la société elle-même. Autrement dit, il ne s'agit pas d'un simple jeu de miroir, mais d'une relation circulaire. Non seulement le football permet d'observer les traits d'une société politique, mais de surcroît, il exerce un impact politique et social sur elle, que ce soit dans la production de discours politiques et identitaires³, dans la reproduction de rapports de force politiques, ou au contraire, dans la production d'une force d'opposition politique. C'est cette double fonction politique que nous allons à présent analyser successivement à propos de la Bosnie, de la Croatie, de la Serbie et du Kosovo.

¹ Winner, David, *Brilliant Orange : the neurotic genius of dutch soccer*, Londres, The Overlook Press, 2008

² Grix, Jonathan, « From hobbyhorse to mainstream : using sport to understand British politics », *British Politics*, Vol.5, n°1, 2010

³ Le cas de l'Espagne est très éloquent à cet égard, que ce soit historiquement puis depuis les succès plus récents conjugués de la sélection espagnole et du FC Barcelone, instrument de l'identité séparatiste catalane, la première étant ironiquement composée de l'ossature du second. Voir par exemple Gómez, Daniel, *La patria del gol. Fútbol y política en el estado español*, Barcelone, Alberdania, 2007 ; Miravittlas, Ramon, *La función política del Barça*, Barcelone, Catarata, 2013

Section 1 : Le football comme reproducteur des rapports de force politiques : le cas de la Bosnie-Herzégovine

Les Accords de Dayton de novembre 1995 mettent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine¹. Leurs principes généraux sont ceux d'une division ethnique du pays entre les trois peuples constituants en deux entités avec d'un côté la Fédération de Bosnie-Herzégovine (*Federacija* ou FBiH, 51% du territoire) qui regroupe les Bosniaques et les Croates, et de l'autre la *Republika Srpska* (RS, 49% du territoire), peuplée à plus de 90% de Serbes². Le chapitre précédent a montré comment le football avait été organisé pendant la guerre. L'enjeu sera ici d'analyser en quoi le contrôle du football a constitué un enjeu éminemment politique entre les différents acteurs, qu'ils soient locaux ou internationaux. Le processus de passage d'un football de guerre à un football post-guerre de 1996 à 2002 a en effet contribué à construire une représentation mentale et politique des accords de Dayton tant au sein des peuples constituants que des acteurs internationaux, qu'ils soient politiques, comme le Haut Représentant de la communauté internationale (OHR), ou sportifs comme la FIFA et l'UEFA. Ainsi, l'intégration progressive du football au niveau institutionnel, de même que la construction d'un univers recomposé de sens par les nouveaux groupes de supporters extrêmes, illustrent autant qu'ils encadrent les nouvelles narrations politiques concurrentes et antagonistes autour de la Bosnie post-Dayton. De ce point de vue, le symbolisme hypertrophié développé par les mondes du football reprendrait le rôle qu'Edelman conférait à l'art dans sa capacité à dessiner un univers de sens politique³. Le cas du football est donc typique de ce que fut la Bosnie-Herzégovine au sortir de la guerre et dans ses premières années dans les rapports de force politique, et la prise de décision politique. Pour le montrer, nous pourrions nous appuyer sur un riche corpus d'archives issues de la FIFA, ainsi que sur différents entretiens libres réalisés avec les acteurs internationaux de l'époque de la FIFA, de l'UEFA et de l'OHR. Puis, après avoir analysé ce processus par le haut, nous nous intéresserons aux

¹ Pour accéder au texte de l'accord, dont la version originale est en anglais : <http://www.ohr.int/decisions/archive.asp> La Constitution de la Bosnie se trouve à l'annexe 4. Voir Holbrooke, Richard, *To end a war*, New York, Random House, 1998, Daaler, Ivo, *Getting to Dayton*, Washington DC, Brooking Institution Press, 2000 ; Bose, Sumantra, *Bosnia after Dayton*, Londres, Hurst & Company, 2002

² S'ajoute à ces deux entités le petit district de Brčko, que nous négligerons par la suite pour des motifs de clarté.

³ Edelman, Murray, *From arts to politics : how artistic creations shape political conceptions*, Chicago, University of Chicago Press, 1995

représentations de cette nouvelle Bosnie de Dayton par le bas, par le prisme des clubs et supporters de football.

1. Le processus politique d'intégration de la fédération de football

a. Les représentations de la Bosnie post-Dayton à travers le football

Si les accords de Dayton mettent fin au conflit armé entre les belligérants, ils ne les mettent pour autant pas du tout d'accord sur le sens politique et territorial à donner à l'Etat de Bosnie-Herzégovine. L'objectif de guerre initial des Serbes et des Croates était de scinder la Bosnie en rattachant les entités politiques et territoriales créées (*Herceg Bosna* et *Republika Srpska*) respectivement à la Croatie et la RFY, d'où les campagnes de nettoyages ethniques, en particulier dans l'Est de la Bosnie chez les Serbes, afin de constituer et consolider une continuité territoriale. Néanmoins, si les divers plans de paix proposés par la Communauté internationale n'ont jamais ouvert cette possibilité, ils ont en revanche toujours proposé un découpage ethnique décentralisé de la Bosnie. Les accords de Dayton eux-mêmes ouvrent la possibilité de liens spéciaux entre les Croates de Bosnie et la Croatie d'un côté, et les Serbes de Bosnie et la RFY de l'autre. Dès lors, au sortir de la guerre, les accords de Dayton conviennent à tous par dépit sans satisfaire réellement personne. Les Bosniaques ont conservé l'intégrité territoriale de la Bosnie au prix d'une guerre terrible et d'institutions consociatives au sens de Lijphart¹, qui ne leur laissent guère de marge de manœuvre. Les Croates, qui sont les moins nombreux, ont dû, dès les accords de Washington de 1994² puis de Dayton, renoncer à leur propre entité, définitivement dissoute en 1996, afin de former une fédération

¹ Le modèle de consociation, imaginé par Arend Lijphart, consiste en la possibilité pour une société divisée selon des lignes ethno-nationales, culturelles ou religieuses, de vivre dans un même Etat de façon démocratique, sur la base du consensus au lieu d'une base majoritaire. Pour cela, il faut remplir quatre conditions : une grande coalition qui garantisse la participation des représentants de tous les groupes dans la prise de décision politique, une proportionnalité dans la représentation politique et administrative, une large autonomie dans le domaine culturel, éducatif et religieux, et enfin, un droit de veto pour chaque groupe si celui-ci considère qu'une politique remet en cause son intérêt vital. Bien que la Bosnie remplisse formellement ces conditions, ce modèle ne peut pas fonctionner sans volonté politique de la part des représentants politiques de chaque groupe. Voir Lijphart, Arend, *Democracy in plural societies : a comparative exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977 ; « Changements et continuité dans la théorie consociative », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.4, n°3, 1997

² Accords négociés sous l'égide des Etats-Unis afin de mettre un terme au conflit entre Croates et Bosniaques, qui a notamment fait rage à Mostar. L'objectif de cet accord était de conclure une alliance pour lutter contre les Serbes.

avec les Bosniaques. Ils se sentent donc lésés d'être au sein d'une entité dans laquelle ils sont minoritaires, malgré la division de l'entité en cantons¹. Le lobby herzégovinien, qui a représenté la ligne nationaliste la plus dure auprès de Tuđman, a d'ailleurs critiqué ce dernier pour avoir accepté un tel accord, considérant que Dayton était une victoire serbe². Enfin les Serbes de Bosnie sont en 1996 fermement opposés à des accords qui brisent leur objectif de réunification avec la Serbie³. C'est d'ailleurs à grand peine que Radovan Karadžić se retire de la vie politique, sans pour autant être inquiété par les troupes internationales malgré le mandat d'arrêt émis contre lui par le TPIY. En d'autres termes, quelle que soit la formule envisagée, la RS d'alors ne veut rien avoir affaire avec cette Bosnie-là. La victoire des partis nationalistes aux élections de 1996 consolide dans les urnes les rapports de force qui avaient mené à la guerre, ainsi que leurs acteurs et leurs partis⁴.

Le processus d'intégration du football dans la Bosnie de Dayton vient donc illustrer autant qu'alimenter le rapport des acteurs à ce nouveau cadre institutionnel et politique. L'intégration progressive du football au niveau institutionnel, de même que la construction d'un nouvel univers de sens par les nouveaux groupes de supporters extrêmes à travers leurs symboles illustrent autant qu'ils encadrent les nouvelles narrations politiques concurrentes et antagonistes autour de la Bosnie post-Dayton, d'autant plus que les membres des instances dirigeantes du football sont tous par ailleurs responsables politiques ou nommés par les partis qui exercent le pouvoir et contrôlent les fédérations de sport. Nous pouvons le montrer dans un premier temps en prenant le cas des Croates. Les archives de la FIFA montrent une abondante correspondance sur toute l'année 1996 entre une fédération se présentant comme la fédération de football de la république croate de *Herceg Bosna*, ayant son siège à Mostar, et la fédération de football de Bosnie-Herzégovine ayant son siège à Sarajevo, interlocutrice de la FIFA depuis 1992, reconnue comme membre provisoire de la FIFA le 31 mai 1995, et comme membre permanent le 4 juillet 1996. Au cours de cette correspondance, les Croates se plaignent dans de très longues lettres auprès de la FIFA et de la fédération de Bosnie de ne pas être considérés ni par l'une ni par l'autre comme des interlocuteurs légitimes, représentant

¹ 5 cantons bosniaques, 3 cantons croates et 2 cantons mixtes

² Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie 1989-1995*, op.cit., p. 263-264

³ Rappelons que c'est Slobodan Milošević qui a négocié pour les Serbes et non un Serbe de Bosnie, avec en vue ses propres intérêts comme la levée des sanctions contre la RFY. Malgré les pertes militaires de l'automne 1995, les Serbes de Bosnie étaient toujours sur une ligne maximaliste. Voir Holbrooke, Richard, *To end a war*, op.cit.

⁴ Le SDA, le HDZ et le SDS sortirent largement vainqueurs de ce scrutin en recueillant chacun au moins le double des voix des autres partis respectivement bosniaques, croates et serbes réunis.

le peuple croate et le football en *Herceg Bosna*. Cela se traduit par le refus de la FIFA et de l'UEFA de les recevoir comme représentants officiels à une réunion importante à Zagreb les 20-21 mai 1996 visant à régler les derniers détails en vue de l'adhésion pleine et entière de la fédération de Bosnie-Herzégovine comme membre de la FIFA. Les instances internationales estiment en effet que les recevoir de façon officielle serait nécessairement un geste politique qui pourrait avoir de grandes répercussions en Bosnie¹. Les Croates exigent alors qu'on leur transmette tous les documents et qu'un accord puisse être trouvé pour intégrer les Croates dans l'organisation du football en Bosnie. L'argument croate, qui reflète en réalité les représentations que les responsables politiques croates se font de la Bosnie, consiste à dire que la fédération de Bosnie-Herzégovine basée à Sarajevo, bien que reconnue comme unique interlocutrice de la FIFA et de l'UEFA, ne représente en réalité que les Bosniaques, et qu'elle ne peut donc pas à ce titre s'imposer aux deux autres fédérations, celle de *Herceg Bosna*, et celle de *Republika Srpska*. Il faut donc les réunifier sur un pied d'égalité.

On voit donc ici à quel point l'enjeu du football est symboliquement essentiel en termes de reconnaissance identitaire car la fédération de football de *Herceg Bosna* continue d'exister et d'envoyer des documents officiels après la dissolution de la république de *Herceg Bosna* le 14 août 1996, conformément aux accords de Dayton. Il s'agit autant de se poser en représentant du peuple croate dans le monde du football que d'obtenir les meilleures conditions d'intégration à la fédération de football de la *Federacija*, qui devrait former, sur le modèle de Dayton, l'une des deux (avec celle de la RS) fédérations de football intégrées à la fédération de Bosnie-Herzégovine. L'animosité entre les Croates et les représentants Bosniaques, pour la plupart, de la fédération de Bosnie reconnue par la FIFA, est illustrée par une lettre envoyée par celle-ci aux Croates ainsi qu'à la FIFA. On y lit en toutes lettres la différence fondamentale de représentation de ce qu'est la Bosnie d'un côté et de l'autre. A la FIFA, la fédération de Bosnie indique la mention suivante : « *please find enclosed a copy of the letter that we sent to the so-called² football federation of Herceg-Bosna* »³. La lettre, dans laquelle on perçoit facilement de l'animosité, a même suscité le commentaire manuscrit d'un responsable de la FIFA⁴ écrivant : « *C'est pas la joie...* ». On y lit :

¹ Fax de Michel Zen-Ruffinen, secrétaire général adjoint de la FIFA, à Markus Studer, chef de la division sport de l'UEFA, 15 mai 1996. Archives FIFA.

² Souligné par nous

³ Fax du 14 septembre 1996. Archives FIFA

⁴ Vraisemblablement Vincent Monnier, chargé des associations nationales à la FIFA.

« We are forced to send You this letter, because You are constantly trying to minimize the legality of the Football Federation of Bosnia and Herzegovina and all its activities for further development of football on the whole territory of Bosnia and Herzegovina. Bosnia and Herzegovina is independent and recognised country, therefore the Football Federation of Bosnia and Herzegovina is recognised Football Federation, and not a Federation of one entity, as somebody from Football Federation of Herceg-Bosna is trying to present it. (...) There are letters written to FIFA and UEFA, with requests for equalizing the Football Federation of international recognised country and Federations of countries that do not exist¹, but they still want to exist as independent Federations, with their own competitions. In consideration of international activities, they want the same rights like us, and they behave like Bosnia and Herzegovina is not the complete country but an union. Dears Sirs, only if You include yourselves in the Assembly, Executive Committee and other organs, as well as if You accept the proposition of common competitions and all other activities in the Football Federation of Bosnia and Herzegovina, You can decide about all problems in football on the territory of Bosnia and Herzegovina ».

A partir de la saison 1997-1998 et jusqu'à la création d'un championnat unifié en 2000, un système de play-off sera mis en place après un championnat bosniaque et un championnat croate, afin de déterminer un champion commun. Ce n'est qu'à cette condition que l'UEFA a accepté que des clubs de Bosnie-Herzégovine puisse disputer les compétitions européennes. Néanmoins, preuve des désaccords persistants entre les deux camps, les play-offs de la saison 1998-1999 ne seront pas joués en raison de l'incapacité de se mettre d'accord sur la tenue de matchs à Mostar². En conséquence, le club désigné champion par la fédération, le FK Sarajevo, champion du championnat bosniaque, sera privé de coupe d'Europe par l'UEFA.

Contrairement aux Croates qui font preuve d'une grande agitation afin d'être intégrés au fonctionnement du football en Bosnie-Herzégovine, il en va tout autrement des Serbes. En effet non seulement ceux-ci se désintéressent totalement du processus d'intégration du football au sein d'une fédération unique mais en plus, ils le refusent tout simplement. Cette prise de distance est illustrée par la différence entre les très nombreux et longs courriers envoyés à la FIFA par la fédération de *Herceg Bosna*, et l'unique courrier de trois petits paragraphes envoyé à la FIFA par la fédération de *Republika Srpska*, dans lequel, dans un anglais mal assuré, le secrétaire général de la fédération Rodoljub Petković indique trois choses. D'abord, il prend acte que la FIFA demande à la fédération de RS de s'intégrer au système de la fédération de Bosnie-Herzégovine. Ensuite, il indique que les conditions minimales n'existent pas en vue d'un tel rapprochement. Enfin, il demande en conséquence à

¹ Souligné par eux

² <http://www.rsssf.com/tables/b/bih99.html>

ce que la FIFA accepte la fédération de RS comme un membre à part entière. Cela traduit une fois de plus l'attitude des dirigeants politiques serbes vis-à-vis à la fois de Dayton et de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, qu'ils estiment illégitime et avec lequel ils ne veulent avoir aucun rapport.

b. Le pilotage du processus ou le rôle de la communauté internationale

La principale constante en Bosnie-Herzégovine à partir de 1996 et plus encore 1997 et l'instauration des pouvoirs de Bonn¹, est le rôle primordial de la communauté internationale dans la prise de décision et la création d'organes et institutions indispensables à la vie de la Bosnie-Herzégovine, que les responsables locaux étaient dans l'incapacité politiques de créer en raison de leurs désaccords². Les responsables du dossier de l'adhésion de la Bosnie à la FIFA et à l'UEFA reconnaissent ainsi que d'un strict point de vue juridique, la fédération de Bosnie-Herzégovine, devenue membre officiel de la FIFA en juillet 1996, ne remplissait pas les conditions, en particulier celle de contrôler toutes les activités de football sur l'intégralité de son territoire³, ce que les Croates, on l'a vu, ont eu beau jeu de dénoncer. L'une des raisons de cette reconnaissance est que la fédération de football de Bosnie basée à Sarajevo, reconfigurée en 1992 après l'indépendance du pays, était la continuatrice de la fédération de football de Bosnie membre de la fédération de football de Yougoslavie. Par conséquent, les contacts avec les instances internationales existaient déjà. Toutefois, comme pour d'autres domaines que nous verrons ultérieurement, la complexité politique et institutionnelle de la Bosnie transposée au football a exigé que la FIFA admette l'adhésion officielle de la fédération de Bosnie alors que le processus d'intégration de toutes les composantes du football en Bosnie était à peine esquissé, à rebours de ce qui aurait dû se produire. Ce sont la FIFA et l'UEFA qui ont encore été à la manœuvre pour faire pression sur la fédération de Bosnie afin qu'elle modifie à plusieurs reprises ses statuts en vue d'intégrer toutes les composantes du football du pays. Comme dans le domaine politique, il apparaît clairement en

¹ Pouvoirs conférés par le Peace Implementation Council (PIC) regroupant les puissances intéressées au règlement de la guerre en Bosnie, par lesquels le Haut Représentant peut imposer des lois, des institutions et démettre des responsables politiques.

² Parmi ceux-ci, dans les premiers temps on peut penser à l'uniformisation des plaques minéralogiques, l'instauration d'une nouvelle monnaie, le Mark convertible (KM) monnaie locale adossée au Deutsch Mark, puis à l'Euro par un taux de change fixe, géré par une Banque centrale indépendante de toute pression politique. Enfin, la Cour Constitutionnelle est toujours composée de plusieurs juges étrangers.

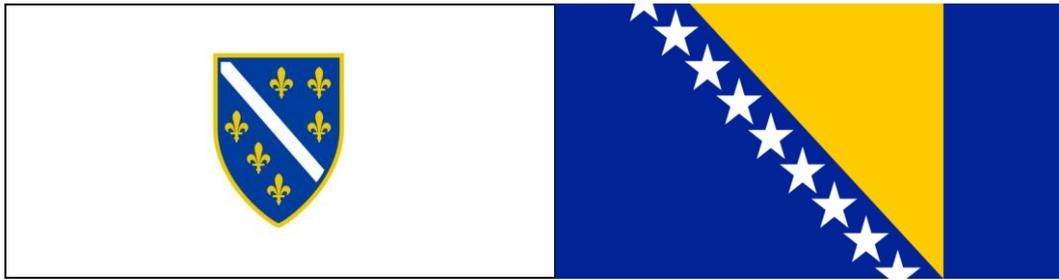
³ Entretiens téléphoniques avec Vincent Monnier, de la FIFA, et Marcel Benz de l'UEFA.

matière de football que si l'ordre juridique avait dû être suivi à la lettre pour chaque décision, et si la liberté avait été donnée aux acteurs locaux sans interférence internationale, bien peu de choses auraient été réalisées en Bosnie depuis 1996.

La primauté de la décision politique et d'une certaine idée du « bon sens » sur les aspects strictement juridiques est exprimée par le secrétaire général de la FIFA de l'époque, Joseph Blatter, dans une note manuscrite adressée à Vincent Monnier, dans laquelle il écrit : « *Si le dossier (de candidature) est complet, et selon les statuts actuels, le Congrès de la FIFA devrait accepter la B-H comme membre. Sinon, on ne solutionnera jamais le problème* »¹. Cette dernière phrase illustre très bien ce que signifie la Bosnie post-Dayton, c'est-à-dire un pays dans lequel les décisions sont souvent prises au forcing, sous la pression, si ce n'est à l'initiative de la communauté internationale, et souvent avec souplesse par rapport aux règles juridiques telles qu'elles devraient être respectées. Sans cela, le pays ne disposerait pas du minimum d'institutions pour fonctionner réellement. De fait, non seulement la communauté internationale a été au centre de la création des institutions minimales pour faire fonctionner l'Etat de Bosnie-Herzégovine, mais elle a aussi été à la base de l'adoption de ses symboles les plus importants comme le drapeau et l'hymne national. Cela traduit un profond désaccord sur la nature même de ce qu'est la Bosnie aux yeux de ses trois peuples constituants à l'issue de la guerre, et l'absence d'identité partagée, ni même de compromis possible sur cette question fondamentale. Or ces symboles sont très importants notamment à l'occasion des rencontres de football. Ainsi, le premier drapeau de la Bosnie post-Dayton, qui figure sur l'affiche officielle du premier match international disputé en Bosnie par sa sélection, représente sur un fond blanc un écusson bleu avec des lys jaunes, symboles de la Bosnie médiévale, et une bande blanche diagonale en travers. Or, ce drapeau était très proche du drapeau de *l'Armija BiH*, c'est-à-dire l'armée fidèle à Sarajevo, très majoritairement composée de Bosniaques. Par conséquent, les autres peuples constituants ont protesté contre ce symbole, et en l'absence de compromis possible, l'OHR a fini par imposer un nouveau drapeau, neutre, avec les couleurs jaune et bleu comme l'Union Européenne, un triangle pour rappeler la forme géographique de la Bosnie, et des étoiles infinies en diagonale².

¹ Note du 27 mai 1996 en réponse à une question de Vincent Monnier sur la position de la FIFA quant à l'adhésion de la Bosnie. Archives FIFA.

² A noter que le même procédé a été utilisé pour le Kosovo, qui dispose d'un drapeau découvert le jour même de sa proclamation d'indépendance, avec un fond bleu, le Kosovo en jaune, et des étoiles au-dessus censées représenter le nombre de communautés y vivant. Nous reviendrons ultérieurement sur la différence d'appropriation par les peuples de ces drapeaux.



De même, l'hymne initial, *Jedna si Jedina*, a été abandonné pour des raisons identiques, et un nouvel hymne, sans nom et sans paroles, a été promulgué par le Haut Représentant en 1999¹. Enfin, suivant la modification du drapeau de l'Etat, la fédération de football de Bosnie a plusieurs fois changé de logo pour des raisons d'acceptation politique. Le premier logo contenait des lys jaunes, qui ont été retirés dans la deuxième version. Ces deux versions contenaient l'inscription « Bosnia and Herzegovina football federation » en anglais. Enfin, la version actuelle, datant de 2011 contient les inscriptions « Nogometni/fudbalski Savez Bosna i Hercegovina » (Fédération de football de Bosnie-Herzégovine) à la fois en alphabet latin et cyrillique².



¹ « Decision on imposing the national anthem of BiH » http://www.ohr.int/decisions/statemattersdec/default.asp?content_id=354 Néanmoins, il n'est pas rare qu'au moment des hymnes, alors que les joueurs gardent le silence, les supporters se mettent à chanter. Ils reprennent en réalité l'ancien hymne *Jedna si Jedina*. Après 10 ans, un concours pour trouver des paroles avait abouti à un texte neutre, qui devait être voté en 2009, mais le vote n'a toujours pas eu lieu.

² *Nogomet* signifie football en croate, c'était également le mot utilisé par la fédération de Bosnie à ses débuts. Le mot *fudbal* est utilisé en serbe. Les Bosniaques utilisent les deux. D'où le compromis d'utiliser les deux mots dans la dénomination de la fédération.

c. Les bases politiques du compromis : calquer Dayton

Les exemples qui précèdent démontrent que le processus d'intégration de la fédération de football de Bosnie n'a rien eu à voir avec le sportif mais au contraire tout avec le politique, à la fois dans les blocages initiaux, dans la solution de compromis envisagée, et dans le moment de résolution. Pour dépasser les blocages initiaux analysés précédemment, les responsables de la FIFA et de l'UEFA ont, en concertation avec le personnel de l'OHR, pris la décision de calquer le fonctionnement de la fédération de football sur le modèle institutionnel défini par les accords de Dayton. Pour Vincent Monnier, cette solution était indispensable pour trouver une issue au problème :

« Dans nos réunions, nous rencontrons nos interlocuteurs officiels, ceux de Sarajevo, mais aussi les Serbes de la fédération de RS, légitime selon Dayton, et enfin les Croates de la Herceg Bosna car nous étions bien obligés, jusqu'à ce qu'ils acceptent de former avec les Bosniaques la fédération de football de la Federacija, sur le modèle de Dayton. Donc, on a décidé de suivre le modèle de Dayton pour ne pas porter préjudice à la mise en route de l'Etat »¹.

Pour autant, le modèle de Dayton n'était pas une garantie de succès puisque les Serbes rejetaient ce compromis. C'est ce que rappelle Jérôme Champagne, à l'époque conseiller de Joseph Blatter et chargé des relations internationales à la FIFA :

« LT : sur le fond, sur la question de la Bosnie, j'ai discuté avec beaucoup de journalistes sportifs sur place, il y en a un qui pense que la FIFA a fait un statut provisoire sur le modèle de Dayton, mais que c'était une bêtise, qu'il n'y avait pas besoin de le faire

JC : (coupe) à l'époque vous voulez dire ?

LT : Oui, il s'agissait de dire aux Serbes « écoutez, eux ils jouent, pas vous, et puis quand vous voudrez venir jouer, vous ferez ce qu'il faut ».

JC : c'est de manière évidente pas un Serbe qui vous a dit ça (rire).

LT : Non

JC : La réalité c'est quoi ? Rappelez-vous au début, la communauté du football de la Republika Srpska n'avait pas accepté les accords de Dayton. Je crois que cet argument ferait sens en théorie, mais à l'époque, même ce statut-là, les Serbes ne l'ont pas accepté. Donc, ça ne correspond pas à la réalité. C'est seulement à partir de 2001 que les clubs bosno-serbes ont commencé par jouer la Coupe réunifiée, on avait commencé par ça, et puis comme ils ont eu de bons résultats ça s'est bien passé... Mais ensuite pour le championnat, ils avaient peur de ne pas être au niveau et de se faire avoir, donc nous avons fait une saison transitoire où on leur garantissait la 1^e année un nombre fixe de clubs, je crois que c'était 6². Donc cet

¹ Entretien téléphonique avec Vincent Monnier, 2012

² Seule le niveau supérieur est unifié. La Premier League de Bosnie-Herzégovine 2015-2016 est composée de 16 clubs dont 5 clubs issus de RS. A la fin de chaque saison, les deux dernières équipes ont reléguées, et remplacées par les vainqueurs respectivement du championnat de *Federacija* et celui de RS, qui font office de seconde division. Autrement dit, il y a forcément entre 4 et 6 clubs serbes dans le championnat supérieur. Le projet de réduire le nombre de clubs de 16 à 12 se heurte notamment à la difficulté de trancher sur la répartition, par entité, de la proportion de clubs qui devront être sacrifiés.

argument ne vaut pas parce que même à l'époque, les Serbes du football ne voulaient pas de Dayton, et il faut savoir s'adapter à son époque »¹.

Pour Vincent Monnier, c'est le changement de contexte politique qui a permis d'amorcer le processus d'intégration avec les Serbes puisque, rappelons-le, les dirigeants des fédérations de football étaient étroitement liés aux partis politiques au pouvoir.

« En 2000, il y a eu des changements politiques importants dans la région. Tuđman venait de mourir, il y avait eu les premières élections vraiment démocratiques en Croatie, Milošević a quitté le pouvoir, et même en Bosnie il y a eu du mieux. Donc, la baisse de la rhétorique nationaliste a favorisé les progrès dans l'intégration de la fédération. Cela signifie que le sport subit la décision du politique, mais il peut ensuite la consolider. C'est une aberration de penser le contraire. Jamais la FIFA ou le CIO n'ont précédé les changements politiques, c'est l'inverse »².

Ce contexte politique a favorisé en RS l'idée que le cadre de Dayton ne serait pas changé, puisque la communauté internationale ne le permettrait pas, et qu'il fallait donc s'organiser à partir de là et prendre toute sa part, y compris au sein de la fédération de football. Cela s'ajoute au bon fonctionnement sportif de la fédération où, à partir de 1998, les clubs bosniaques et croates ont disputé des compétitions ensemble.

Vincent Monnier : *« La fédération de Bosnie n'a pas posé de problème pour faire selon Dayton. Le problème est que tant que les Serbes refusaient l'idée de Dayton, nous n'avions aucun moyen de pression, si ce n'est de leur dire qu'ils étaient isolés puisque la fédération de Bosnie fonctionnait et qu'elle était reconnue. Alors on faisait miroiter le financement de projets locaux ici ou là mais c'était limité »³.*

La conjonction du politique et du sportif est alors essentielle pour Marcel Benz :

« On a demandé à la fédération de football de copier Dayton, avec deux fédérations, celle de Federacija et celle de RS qui, en tant que fédérations territoriales demanderaient leur adhésion à la fédération de Bosnie-Herzégovine. Il a fallu attendre 2002 pour y parvenir vraiment, le temps que les Serbes s'aperçoivent qu'ils ne seraient jamais reconnus de façon indépendante, et que le système entre Bosniaques et Croates fonctionnait plutôt bien d'abord avec des play-off entre 1998 et 2000, puis avec un championnat unifié à partir de 2000, d'où l'accord de l'UEFA pour que les clubs disputent les Coupes d'Europe. Et puis surtout, par rapport à Dayton, les Serbes ont dit oui quand on leur a promis un tiers des sièges dans tous les organes (Assemblée générale, Comité exécutif et commissions diverses), et une présidence tournante à trois tous les seize mois »⁴.

¹ Entretien avec Jérôme Champagne, Zurich, 2011

² Entretien avec Vincent Monnier

³ Ibid

⁴ Entretien avec Marcel Benz

Le communiqué de presse officiel de la FIFA cite ainsi Jean Fournet-Fayard, chef de la délégation FIFA/UEFA et ancien président de la fédération française de football : « *Sous la présidence du Dr Milan Jelić, les membres de l'Association de Football de la République Serbe (de Bosnie) ont fait preuve d'une grande maturité et décidé de travailler dans le sens du sport et non de la politique*¹. Ceci est d'autant plus réjouissant que les discussions sur l'unification du football en Bosnie-Herzégovine, qui durent depuis plusieurs années, ont souvent été difficiles »².

La réunification était toute proche en 2000 mais les Serbes avaient reculé au dernier moment, probablement en raison des craintes pour leurs clubs comme le souligne Jérôme Champagne. L'année 2002 marque donc la fin du processus d'intégration de la fédération de football de Bosnie-Herzégovine porté à la fois par le compromis sur la base de Dayton, et par l'accord finalement donné par les responsables politiques de RS pour que la fédération de football de RS intègre la fédération de Bosnie, signe d'un changement de regard plus global des responsables politiques de la RS vis-à-vis des institutions de Dayton dont ils ont progressivement appris à se servir.

Ces représentations de la Bosnie de Dayton peuvent également être retracées « par le bas », à travers les bouleversements et recompositions observées au niveau des clubs de football et des groupes de supporters extrêmes.

2. Recompositions identitaires du football en Bosnie

a. Des clubs ressuscités, portés par de nouveaux groupes de supporters

La période allant de 1992 à 1996 a permis, à la faveur de la fin de la Yougoslavie communiste, et de la répartition territoriale des forces, de faire renaître de leurs cendres des clubs de football que le régime de Tito avait éliminés en raison de leur tendance nationaliste. Ces clubs sont croates ou serbes, et s'accompagnent alors d'une nouvelle génération de supporters extrêmes qui créent leur groupe sur le modèle mis en évidence dans les années

¹ Cette déclaration ne manque pas d'ironie dans la mesure où Milan Jelić, économiste de formation, est membre du parti des sociaux-démocrates indépendants (SNSD) du Premier ministre de RS de l'époque, et sera lui-même président de la Republika Srpska en 2006 en même temps que président de la fédération de football de RS jusqu'à sa mort d'un arrêt cardiaque en 2007.

² Communiqué officiel de la FIFA, 19 février 2002

1980. Cela est favorisé par la constitution d'un championnat de Bosnie dans lequel il va apparaître plus évident de soutenir le club de sa ville ou de son quartier dès lors qu'il a une chance de jouer dans les plus hautes divisions, en dehors des groupes déjà installés depuis la fin des années 1980 dans les clubs de Bosnie à forte identité locale comme le Sloboda Tuzla¹ ou le Čelik Zenica².

En effet, les Serbes et Croates de Bosnie de la génération précédente auraient plutôt eu tendance à soutenir les clubs serbes et croates emblématiques, en plus des clubs mixtes de Sarajevo, en particulier le Željezničar, de même que le Velež Mostar pour les Croates de Mostar. Cela est confirmé par Gordan, un supporter du Zrinjski Mostar de 37 ans qui reconnaît qu'il était supporter du Velež Mostar avant la guerre³. Selon Ivan Rozić, 27 ans, fondateur de la journée du chocolat à Mostar en réponse aux violences interethniques qui ont émaillé la ville après un match de football entre la Croatie et l'Espagne en juin 2012⁴, les Croates qui vivaient à Mostar avant la guerre se sont ensuite divisés entre supporters du Zrinjski et ceux qui sont restés au Velež, en particulier les plus âgés. Lui-même membre du groupe *Ultra Mostar 94* au tournant des années 2000, il retrace l'évolution du groupe qui a justifié son départ après trois ans d'implication: *« J'ai été très impliqué dans les UM94, c'était bien. Mais avec le temps, il y a eu de plus en plus de gens, de plus en plus de jeunes, qui n'étaient pas forcément d'ici mais que la guerre a amenés ici, et donc il y a eu de plus en plus de violence, de nationalisme, ça me dérangeait vraiment, moi, je voulais juste m'impliquer pour mon club. J'ai encore des cousins qui sont impliqués, mais moi j'ai arrêté »*⁵. La différence entre Gordan et Ivan réside principalement dans leur âge. Ivan est trop jeune pour avoir été supporter du Velež comme tout habitant originaire de Mostar avant 1992 l'était⁶. Quant à Gordan, il n'est pas assez vieux pour avoir construit un imaginaire et une pratique assez solides autour du Velež pour résister à la pression interne au groupe national et

¹ Sloboda signifie liberté. Tuzla est une ville industrielle très marquée par son passé communiste, dont la population jeune et mixte a résisté pendant toute la guerre à la voie du nationalisme.

² Čelik signifie acier, en rapport avec la tradition industrielle de la ville.

³ « Mostar, al derby più pericoloso del mondo a vincere è la paura », (Mostar, dans le derby le plus dangereux du monde, c'est encore la peur qui gagne), *La Stampa*, 27 novembre 2012

⁴ « Chocolate mess helps Mostar solve town's own mess », *BIRN*, 26 juin 2012

⁵ Entretien avec Ivan Rozić, Mostar, 2013

⁶ Y compris Dragan Čović, actuel président du HDZ de Bosnie et membre croate de la présidence tripartite du pays. Ses discours nationalistes contrastent fort avec ses jeunes années de leader des supporters du Velež Mostar dans les années 1970 comme le montre une photo publiée dans la presse. Cela souligne le caractère éminemment politique du soutien ou du retrait du soutien à un club. Voir « Velež i političari : kako je Dragan Čović prije 40 godina predvodio rodjenu » (Velež et les politiciens : comment Dragan Čović était à la tête des Rodeni (le nom donné aux supporters du Velež) il y a 40 ans », *Klix.ba*, 5 mai 2015

continuer à soutenir ce club contre le club incarnant sa propre nation¹. Ainsi, pour un Croate de Mostar, soutenir le Zrinjski signifie mettre en scène sa *croacité*, et à l'inverse, soutenir le Velež, signifie la renier aux yeux des autres.

Les remarques de Rozić sur les jeunes de plus en plus radicaux indiquent donc que pour un jeune Croate de Mostar, soutenir le Zrinjski ne relève pas du choix comme s'il y avait d'autres opportunités de clubs à soutenir, mais d'un acte de foi étroitement lié à son identité croate. C'est pourquoi la rivalité entre le Zrinjski et le Velež dépasse le cadre d'une rivalité classique entre deux clubs d'une même ville car elle plonge au cœur de l'idée même que chacun se fait de ce qu'est Mostar et de ce qu'est sa propre identité. On peut également faire l'hypothèse que la radicalisation progressive observée par Rozić s'explique par l'intégration des clubs croates dans un championnat commun avec les clubs bosniaques en play-off à partir de 1998 puis dans un championnat à partir de 2000. Il y avait donc davantage de raisons d'observer des expressions nationalistes à l'encontre des équipes non-croates, en particulier avec la perspective de pouvoir disputer à nouveau des derbys contre le Velež Mostar, ce qui s'est produit le 13 août 2000, dès le premier championnat unifié entre Bosniaques et Croates².

Non loin de là à Široki Brijeg, le club de football local n'avait pas disparu du temps de la Yougoslavie même s'il n'a adopté le nom de *Nogometni Klub Široki Brijeg* qu'en 1995. La fin de la guerre correspond là-bas à l'apparition d'un nouveau groupe ultra lié aux succès du club d'abord dans le championnat de *Herceg Bosna* puis dans le championnat unifié de Bosnie-Herzégovine dans la mesure où le club n'avait jamais évolué au plus haut niveau du temps de la Yougoslavie. Le groupe, né en 1996, se nomme *Škripari*. Ce nom vient des guérilleros croates locaux qui continuèrent à lutter contre les communistes après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en se cachant dans des grottes, « škripine » en langue locale, d'où le nom de *škripari*. On voit donc déjà tout l'imaginaire lié à l'identité nationale croate charrié par ce nom. On le retrouve dans le répertoire de symboles exhibés lors des matchs, que ce soit à travers des drapeaux, bâches, ou banderoles exposés lors des matchs. On y voit très souvent le drapeau de la *Herceg Bosna*, ou à défaut le drapeau croate. Les années 1990 étaient également propices à l'apparition de croix celtiques, ce qui est moins le cas depuis les années

¹ Cela transparait dans sa réponse finale sur ses choix politiques : « nous savons que les leaders politiques spéculent sur la fracture nationaliste, mais on vote quand même pour eux parce qu'au fond, on a encore peur ».

² Les derbys précédents remontent à l'entre-deux guerre.

2000¹. La symbolique catholique, élément essentiel de l'identité croate est également présente, comme on peut le voir sur les photos suivantes.



Photo 20 : match de basket, 1997. A noter la bache des *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb sous le drapeau croate, et la croix celtique sur le O de Široki. Le drapeau de gauche à moitié visible au sol représente une grande croix.



Photo 21 : drapeau de la Herceg Bosna et utilisation d'engins pyrotechniques.

¹ Cela est vrai malgré une retentissante affaire ayant vu un drapeau nazi et un drapeau du Vatican brandis en même temps dans la tribune. Au-delà de la provocation, ce geste symbolise un certain bricolage identitaire mêlant une tradition nationaliste oustachi assumée, à un sentiment exacerbé d'appartenance au catholicisme, incarnant la modernité en opposition à l'obscurantisme de l'orthodoxie serbe et de l'islam bosniaque.



Photo 22 : bâche présentant le groupe comme les « gardiens de la ville », symbolisée par une église catholique. Au milieu de la bâche, le damier croate.

Enfin, le même cas de figure s'applique au FK Slavija de Sarajevo, club historiquement serbe de la ville, situé à l'Est de Sarajevo, dans la partie de la ville appartenant à la RS depuis les accords de Dayton. Le club, créé en 1906 a été mis au ban par le pouvoir communiste en 1946, et n'a revu le jour qu'en 1993 au moment de la création de la fédération de football de *Republika Srpska*. Le FK Slavija a alors évolué dans les basses divisions avant de revenir dans l'équivalent de la 2^e division en 2000. C'est à ce moment qu'un groupe de supporters s'est formé, dénommé *Sokolovi*, qui signifie aigles. Comme pour les *Škripari*, le répertoire de symboles du groupe recoupe toute la palette d'expressions de l'identité serbe, de l'orthodoxie, de l'imaginaire serbe et de l'appartenance territoriale à la *Republika Srpska*, car dans les années 1990 après la guerre, plus encore que la capitale de la RS Banja Luka, c'est à Istočno Sarajevo¹ que la frontière entre les deux entités était physiquement marquée, avec des contrôles routiers similaires à des passages de douane, donnant l'impression d'entrer dans un autre pays². L'imaginaire serbe et l'identité orthodoxe des serbes sont par exemple convoqués sur la photo ci-dessous, qui est le premier déplacement des *Sokolovi*, environ 300 personnes,

¹ Istok signifie « Est ». Cette dénomination géographique a remplacé l'appellation « Srpsko Sarajevo » sur décision de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine en 1996.

² D'une certaine façon, plus feutrée, c'est toujours le cas. Il n'y a plus de contrôle, mais l'impression demeure, par les panneaux, les drapeaux, l'ambiance générale, que l'on est dans un autre pays. La visite comparée des deux gares routières, la grande gare de Sarajevo, et la petite gare de Lukavica (Sarajevo Est) est symptomatique à cet égard. Pour l'anecdote, lorsque l'on cherche à acheter un ticket de bus en ligne pour Sarajevo depuis la compagnie de bus de Serbie, il ne faut pas cocher « Bosnie » dans l'onglet « Pays » mais « Republika Srpska ». Une seule liaison quotidienne existe entre Belgrade et Sarajevo contre une dizaine entre Belgrade et Lukavica.

en *Federacija*, pour affronter le *Željezničar* Sarajevo au début des années 2000. On y voit une bâche avec l'inscription « Ravná Gora ». Ce lieu, qui désigne une montagne à l'Ouest de la Serbie, est très symbolique de l'imaginaire nationaliste serbe dans la mesure où c'est de là qu'est parti, en mai 1941, le mouvement tchetnik du Général Draža Mihailović¹. Il a été remis au goût du jour par un pèlerinage annuel à la mi-mai lancé par l'écrivain Vuk Drašković en 1990 dans le but de réhabiliter le mouvement tchetnik et son leader. On peut également lire sur la bâche suivante « S verom u Boga, mi protiv svih » (avec la foi en Dieu, nous contre tous), qui se réfère à l'importance du domaine du divin dans l'identité orthodoxe serbe². L'un des sous-groupes des *Sokolovi* s'appelle d'ailleurs *Orthodox Corps*.



Photo 23 : premier déplacement des *Sokolovi* en *Federacija*

¹ Judah, Tim, *The Serbs*, Londres, Yale University Press, 2009, p. 117

² Cette relation particulière entre l'église, l'Etat et le peuple n'est cependant pas propre à la Serbie. Partout dans les Balkans orthodoxes, l'église est nationale, que ce soit en Grèce, en Bulgarie ou en Roumanie. C'est ce qu'on appelle en théologie le phylétisme, c'est-à-dire la confusion entre le politique et le spirituel, entre les intérêts nationaux et ceux de l'église, ce que le théologien et historien Olivier Clément nomme « *le nationalisme ecclésiastique* ». L'église est donc l'institution référence du peuple serbe par-delà les frontières de la Serbie elle-même que l'histoire ancienne et récente a tracées.



Photo 24 : chorégraphie représentant le drapeau serbe et l'écusson du club, et une bache « fierté de Srpska » pour désigner la Republika Srpska, ainsi que la bache du sous-groupe *Orthodox Corps* en bas à droite de l'image.

Ainsi le football, vu par le bas, à travers la renaissance de clubs et l'apparition de groupes de supporters nouveaux, se recompose à partir de la nouvelle situation politique, territoriale et sportive de la Bosnie de Dayton.

b. Des clubs et tribunes reconfigurées par la guerre : le cas de Banja Luka

Banja Luka, capitale de la *Republika Sprska* après la guerre (c'était Pale pendant la guerre), est un cas à la fois paradigmatique et paradoxal de la guerre en Bosnie. Paradigmatique parce qu'elle a fait l'objet d'un nettoyage ethnique systématique pour la vider de sa population non-serbe et de son patrimoine culturel et religieux (les mosquées en particulier ont été détruites), elle est donc l'idéal-type du projet politique et guerrier serbe. Paradoxal parce que Banja Luka n'a pas connu la guerre. Autrement dit, ce nettoyage s'est fait en situation de non-conflit aigu, il ne peut pas être justifié par une urgence ou une contrainte militaire. Il est le résultat exact de ce que les dirigeants politiques serbes ont recherché, c'est-à-dire un territoire ethniquement pur. Dans un récit autobiographique, l'écrivain Srđan Šušnica raconte son enfance à Banja Luka, ses grands-parents partisans venus

de Macédoine, la tradition yougoslave de ses parents, son enfance avec ses amis dont il ne lui venait pas à l'esprit de demander l'origine, puis le tournant de 1991-1992.

« I started high school in the fall of 1991, which is where I experienced the first shocks of the war. I remember how my classroom friends disappeared one by one. And then, a few days or a week later, someone brings the news that Selma, or Valentin, or Mario won't be returning to school and that they'd left Banja Luka. These were traumas for me.

It was in high school that they first started categorizing us by nationality. Sometime in May 1992, my teacher Mile Sumrak (which literally means Twilight), vice principal and member of the SDS party¹, entered our classroom and said, "Come on kids, write down your name and nationality here," and circulated a paper. When it finally came to me I realized for the first time that children aren't only children but Serbs, Muslims, and Croats. I was so shocked I couldn't move.

Now I know that these exclamations of nationality were the first step in the process of dehumanization. I didn't know which category I belonged to and wrote down that I was a Yugoslav. Bojan, sitting next to me, did the same. Sumrak took the list and left, but came back after a short while, and told Bojan and I that the Yugoslav nationality didn't exist, that the country no longer existed, and that we'd have to identify differently. I told him that I didn't know what else to write and that I'd ask my mother, and left class confused.

Now I think how symbolic it is that all the woe and suffering of Serb nationalism and the war was brought into our classroom by someone with the last name 'Twilight'. In 1992, half of my class disappeared, as well as a lot of my Banja Luka. The twilight of war cleaned up the streets, neighbourhoods, villages, and memories. And now Serb nationalism tries to sell us the story that those times, those people, those children, and that life never existed. And that it's better like this. (...)

That April in 1992 was the beginning of organized terror tactics and expulsions of non-Serbs from Banja Luka. I lost friends from the neighbourhood, from the theatre club, from school... By the end of the war, 220 people were killed in Banja Luka and 75,000 expelled, just because they were Muslim or Croat. And Banja Luka didn't have even one day of war. Serbs renounced their friends and neighbours for an imaginary Serbianhood.

I witnessed how a group of nationalists walked through town forcing boys to cross themselves, beating them if they fumbled or did it in the 'wrong' way. I remember them pulling down boys' underwear to see if they were circumcised, beating them if they were. I watched how they threw people out of their apartments, broke into their houses, beat them with rifles on the streets, and took them to who knows where »².

Ce projet, qualifié parfois de *mémoricide*³, vise donc à effacer de l'histoire les traces d'une vie antérieure au nettoyage ethnique⁴ en passant par la destruction d'édifices et de monuments, l'érection de nouveaux monuments, le changement radical des noms de rue, la destruction d'archives pouvant rappeler le passé de la ville etc. On fait donc comme s'il en

¹ Le parti de Radovan Karadžić

² « Banja Luka : the city of oblivion and disdain », *Balkanist*, 24 juillet 2015

³ Grmek, Mirko, « Un mémoricide », *Le Figaro*, 19 décembre 1991

⁴ La destruction de toutes les mosquées à Zvornik, ville mixte entre Bosniaques et Serbes avant 1992, a suscité cette déclaration du nouveau maire nationaliste serbe de Zvornik en 1992 : « il n'y a jamais eu de mosquées à Zvornik ». Cité in Bevan, Robert, *The destruction of memory : architecture at war*, Londres, Reaktion books, 2006, p. 7

avait toujours été ainsi. Il reste pourtant un domaine dans lequel tout n'a pas été effacé, et en même temps dans lequel la transformation de la ville est évidente, les tribunes du stade du FK Borac Banja Luka. Le groupe des *Vultures* (vautours) se caractérise initialement par sa mixité, à l'image de la ville de Banja Luka dans les années 1980, et son attachement à la Yougoslavie comme en témoigne la présence systématique de drapeaux yougoslaves dans leur tribune¹. L'historien serbe Dejan Zec rappelle à bon escient que les *Vultures* sont présents parmi les groupes de supporters, principalement de Bosnie, qui sont allés soutenir la sélection de Yougoslavie au Mondial 1990².



Photo 25 : Borac Banja Luka-Partizan Belgrade, fin des années 1980. Pas de drapeaux serbes mais des drapeaux yougoslaves, et la bache des *Vultures* à droite de l'image.

Après la guerre, le nettoyage de la ville induit la recomposition du groupe qui pourtant garde le même nom³. Si les drapeaux yougoslaves disparaissent du paysage, le groupe ne cherche pas, dans sa communication, à renier son passé. Dans un premier temps, l'expression scénique du groupe n'est pas très différente de la période qui a précédé la guerre. La même bache *Vultures* est utilisée, on n'observe pas, d'après les nombreuses photos archivées sur le

¹ Cela est alors partagé par la plupart des grands clubs de Bosnie comme le FK Sarajevo, le Željezničar Sarajevo ou le Velež Mostar

² Zec, Dejan, « Soutenir l'équipe nationale ou se battre entre nous ? Le supportérisme envers la Yougoslavie lors de la Coupe du monde 1990 », in De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, op.cit.

³ Cette situation objective s'observe aussi probablement à Sarajevo au sein des *Manijaci* même si aucun chiffre ne peut le confirmer. Le noyau du groupe se trouvait dans le quartier mixte de Grbavica, durement touché par la guerre. Or, avec les déplacements de populations, les populations serbes et croates du quartier ont eu tendance à partir, retirant du même coup une partie de sa mixité au groupe, phénomène allant croissant au fil des générations. Cela ne signifie pas pour autant que les *Manijaci* se perçoivent et mettent en avant une identité bosniaque.

site du groupe¹, de manifestation ouverte de nationalisme. Ce qui apparaît comme contre-intuitif par rapport au nettoyage de la ville et à ce qu'on pourrait en attendre comme conséquences immédiates au niveau de la tribune, s'explique peut-être par deux éléments. Le premier est que le club de Banja Luka, se voulant représentant d'une ville serbe nettoyée du reste de ses habitants, a demandé et obtenu en 1992 son affiliation à la fédération de RFY, à condition que toutes ses activités aient lieu sur le territoire de la RFY. Le club a donc disputé plusieurs saisons dans quelques stades de Vojvodine jusqu'à la fin de la guerre et sa réintégration au sein de la fédération de RS et de Bosnie. Le second élément d'explication pourrait être qu'à l'instar des *Ultras Mostar 94*, l'expression nationaliste s'est d'autant plus faite sentir à mesure que le club jouait des matchs contre des équipes non-serbes. Autrement dit, c'est à partir de 2000 que l'on trouverait les premiers signes d'une expression spécifique et dure de l'identité serbe. De surcroît, cette période de latence, comme dans le cas de Mostar, permet à une nouvelle génération d'adolescents d'investir la tribune, des adolescents trop jeunes pour avoir connu l'ancien Banja Luka, et dont le seul schéma cognitif et éducatif correspond à une ville et un club phare de la serbité et de la *Republika Srpska*. Avec le temps, ils vont prendre le contrôle de la tribune pendant que les anciens vont se retirer, et c'est ainsi que la coloration nationaliste de la tribune s'installe dans le temps à partir du début des années 2000.



Photo 26 : la seule différence notable entre cette photo, datée de 1996, et une photo prise dans les années 1980 est l'absence de drapeau yougoslave

¹ <http://www.lesinari1987.net/sajt/>



Photo 27 : 2001, match de coupe de Bosnie entre Borac et Željezničar. Une croix celtique et des drapeaux serbes brandis, probablement en raison de l'adversaire.

Il faut donc attendre la réunification du championnat de Bosnie à partir de 2002-2003 pour que les rivalités ethniques se matérialisent et s'exacerbent en tribunes. A cet égard, comme nous le verrons plus loin, l'un des éléments le plus provocateurs consiste pour les Serbes à moquer les crimes qui ont été commis contre les Bosniaques pendant la guerre. C'est ainsi qu'est né le slogan « Nož žica, Srebrenica » (couteau, barbelés, Srebrenica).



Photo 28 : banderole faisant l'apologie du crime commis à Srebrenica, et drapeau serbe sur la gauche. Match contre le Željezničar au début des années 2000

Au fond, le changement symbolique le plus immédiatement visible pour le club dans la Bosnie de Dayton n'est peut-être pas tant son groupe de supporters, qui a mis du temps

avant d’embrasser les codes de l’identité serbe, que le logo du club lui-même. Tandis que le logo du club datant de l’époque communiste épouse les couleurs et l’ordre du drapeau yougoslave, l’étoile rouge, et l’alphabet latin, le logo que le club a adopté après la guerre reprend au contraire les couleurs du drapeau serbe, l’alphabet cyrillique, et l’année de naissance du club pour mieux l’ancrer dans le passé de la ville.



Que ce soit par le haut, à travers le processus d’intégration du football et de la fédération de football, ou par le bas avec les recompositions des clubs et des groupes de supporters, la nouvelle configuration de la Bosnie post-Dayton a bouleversé le paysage du football en Bosnie. En retour, se pencher sur ces bouleversements nous a permis de déceler les principales caractéristiques et ruptures dans les représentations de la Bosnie de Dayton chez les trois peuples constituants et leurs leaders politiques. Le football représente alors le parfait véhicule pour observer, reproduire, consolider et renforcer ces représentations par l’entremise du stade comme lieu de diffusion et de sensibilisation symbolique au message nationaliste. De plus, tout effort d’intégration en vue d’un meilleur fonctionnement du pays, comme l’exemple du processus d’intégration de la fédération de football le montre, ne peut alors venir que d’une impulsion de la communauté internationale¹. C’est ainsi que la fin formelle de la guerre par les armes en Bosnie ne débouche pas sur une paix positive, mais sur une simple absence de conflit qui ne règle absolument rien quant aux intentions véritables des anciens belligérants ni à l’idée, philosophique, politique et territoriale, qu’ils se font de la Bosnie. Le football incarne alors une fenêtre idéale qui donne à voir ce constat au concret et participe de sa reproduction.

¹ Nous verrons par la suite que ce constat, qui était vrai dans l’immédiat après-guerre, l’est toujours vingt ans après.

Section 2 : Entre politisation et footballisation, une comparaison Croatie-Serbie

1. La politisation du football comme stratégie de renforcement du pouvoir politique en Croatie

Comparée aux autres pays issus de la Yougoslavie, la Croatie a la particularité d'avoir été dirigée pendant les années 1990 par un président lui-même grand amateur de football. Ce qui pourrait n'être qu'un détail trivial est en réalité un élément capital pour comprendre les raisons de la forte politisation du football en Croatie pendant la décennie 1990 et ses objectifs. En reprenant l'idée de fenêtre d'observation, le football va nous permettre de comprendre et d'illustrer le fonctionnement même de l'Etat-nation ainsi que du régime croate pendant cette décennie, d'un point de vue politique, économique et identitaire. De surcroît, cette politisation du football, c'est-à-dire autant l'intrusion du monde politique dans celui du football que la mise à disposition des acteurs de ce dernier au service du politique renvoie également à l'importance du traitement politique de l'image, à la fois celle de Tuđman, celle des Croates et de leur représentation d'eux-mêmes, et celle de la Croatie à l'étranger. Notre réflexion se déclinera donc en trois temps. D'abord, le football sera une fenêtre pour comprendre la nature du pouvoir politique croate dans les années 1990, y compris sa personnalisation. Puis, nous aborderons la question de l'identité nationale à travers le football d'un point de vue interne, c'est-à-dire le rôle que le football joue dans la construction et la consolidation d'une identité croate. Enfin, nous finirons en abordant le rôle du football d'un point de vue externe comme instrument diplomatique et d'image entre les mains du régime croate vis-à-vis du reste du monde.

a. La Croatie des années 1990 : Tuđman, le régime, et le football

Si l'on part du football pour qualifier le système croate dans les années 1990, on peut faire principalement deux observations. Premièrement, le football est placé sous le contrôle direct du HDZ au pouvoir par diverses manœuvres. Cela illustre en réalité le processus de construction d'un Etat-parti à vocation hégémonique qui établit son contrôle sur toutes les

sphères de la société. La structuration de la scène politique croate et le rôle central que le HDZ y joue rejoint en effet non pas tant la notion de parti dominant imaginée par Duverger¹ que la définition du parti hégémonique proposée par Giovanni Sartori : « *les autres partis politiques peuvent exister comme autant de seconds rôles, n'étant pas autorisés à lutter avec le parti hégémonique sur des bases antagoniques égalitaires. Non seulement l'alternance ne peut pas se produire, mais elle ne saurait exister du fait de l'absence de toute modification de l'équilibre des pouvoirs. En outre, un tel parti reste au pouvoir, qu'il soit aimé ou non, et ne risque aucune sanction en cas de responsabilité, ne pouvant jamais être clairement défié* »².

En l'occurrence, le contrôle du football, qui se traduit notamment par le contrôle étroit de toute la sphère sportive depuis les fédérations et comité olympique jusqu'aux rédactions de journaux, ainsi que par la désignation aux postes de dirigeants des clubs des membres de confiance du HDZ³, remplit trois objectifs. C'est d'abord un système de gratification honorifique utilisé par le parti et Tuđman à l'égard d'hommes de confiance au sein du HDZ comme Zlatko Čanjug, président du Croatia Zagreb⁴. N'oublions pas qu'à l'époque communiste, les clubs étaient publics, et que les conseils d'administration étaient composés d'hommes proches du pouvoir. Cette pratique n'a pas cessé en Croatie et en Serbie puisque les clubs sont restés publics. On y retrouve donc des responsables politiques issus du parti au pouvoir, gratifié d'occuper ces fonctions honorifiques à forte exposition médiatique. C'est ensuite un contrôle sur un secteur économique comme un autre qui illustre comment le HDZ a établi une sorte d'économie de prédation sur l'ensemble des secteurs économiques de Croatie, entre les biens publics hérités de la Yougoslavie, et les privatisations manifestement effectuées dans des conditions douteuses afin de favoriser les amis du pouvoir et le parti. On estime ainsi que 80% des biens en Dalmatie, par l'intermédiaire de la Banque commerciale de Zagreb, sont entre les mains du HDZ, en particulier entre les mains du « lobby herzégovinien », chefs d'entreprises, directeurs, journalistes, issus de Herzégovine et placés là

¹ Duverger, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1972. Le caractère hybride du régime croate entre aspects démocratiques et autoritaires, assortis de la présence d'un leader charismatique, disqualifie la définition de Duverger qui n'a pas été pensée dans ce cadre.

² Sartori, Giovanni, *Parties and party systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976

³ Pezo, Vladimir, « Sport i hrvatski identitet » (sport et identité croate), in Budak, Neven, Katunarić, Vjeran (ed.), *Hrvatski nacionalni identitet u globalizirajućem svijetu* (L'identité nationale croate dans un monde globalisé), Zagreb, Centar za demokraciju i pravo Miko Tripalo, 2010, p. 135-157

⁴ Le Dinamo Zagreb a été rebaptisé Croatia Zagreb en 1993 sur décision de Tuđman. Nous y reviendrons en détail plus loin.

en raison de leur proximité avec le parti davantage que pour leurs compétences¹. La présence de Nadan Vidošević, ministre HDZ, plusieurs fois accusé de détournements de fonds, à la tête du Hajduk Split n'est donc pas une surprise. Le football est une activité économique à part entière de laquelle il est possible de détourner des fonds à des fins personnelles ou pour le parti, par exemple en encaissant des montants de transferts. C'est enfin un domaine d'expression publique contrôlé par le HDZ particulièrement activé après 1995 lorsqu'il faudra mettre en avant des thèmes identitaires mobilisateurs pour la population, tout en permettant au pouvoir de détourner l'attention de ses propres échecs économiques une fois que la guerre est terminée et qu'elle ne peut plus servir de bouclier pour disqualifier toute critique². C'est d'ailleurs en ce sens qu'il faut comprendre l'idée principale de Diane Masson selon laquelle la guerre a été au cœur de la construction et de la légitimation des régimes serbe et croate, en permettant à leurs leaders respectifs de construire, au-delà des spécificités de chacun, des « régimes autoritaires nationalistes à légitimité démocratique »³.

Là où la guerre a permis pendant quatre ans une mobilisation émotionnelle qui a servi le régime, la fin de la guerre ne peut se traduire que par deux choses. D'abord, le raidissement du régime en matière de libertés publiques et de pratiques autoritaires afin de réassurer un pouvoir qui ne peut plus reposer sur l'objectif suprême de création d'un Etat croate libre. Ensuite, la recherche de l'exploitation d'autres objets symboliques et émotionnels qui viendraient se substituer à la guerre pour maintenir le contact avec la population, d'où le rôle du football dans cette stratégie. Par conséquent, observer comment le HDZ a établi son contrôle sur le football et avec quels objectifs donne ainsi les clés pour mettre à jour les ressorts de son fonctionnement politique général pendant la décennie 1990, et sa tentative d'établir son hégémonie au sens gramscien⁴ sur la Croatie à travers l'imposition du paradigme ethno-nationaliste contre lequel, à l'instar de la Serbie, toutes les alternatives ont sciemment été disqualifiées⁵. On peut évoquer ici la recherche d'un contrôle étendu sur toutes les sphères de la société, y compris les médias⁶, l'économie ou la production culturelle¹, de même que la

¹ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et Croatie 1989-1995*, op.cit., p. 245

² Bellamy, Alex, *The formation of Croatian national identity : a centuries-old dream ?*, Manchester, Manchester University Press, 2003

³ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre*, op.cit., p.326

⁴ Hoare, George, Sperber, Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, Paris, La Découverte, 2013

⁵ Gordy, Eric, *The culture of power in Serbia : nationalism and the destruction of alternatives*, op.cit.

⁶ Il existe des médias libres en Croatie, notamment en Dalmatie avec le quotidien *Slobodna Dalmacija* et le journal satirique *Feral Tribune*, malgré les difficultés administratives et techniques créées par le pouvoir, avant même le délit de presse rétabli en mars 1996.

pratique très étendue de la corruption et du népotisme comme ciment d'un parti-conglomérat par ailleurs éclaté en plusieurs courants et influences et sans véritable doctrine². Enfin, de la même façon que le régime a fait du Croatia Zagreb et de l'équipe nationale de football des objets politiques censés représenter indistinctement tant la Croatie que le HDZ, il se caractérise par la disqualification permanente de toute voix d'opposition en assimilant de façon exorbitante et paralysante le HDZ à l'Etat croate³, et en organisant le système politique⁴ de façon à s'assurer en permanence d'une « majorité tyrannique » suffisante pour gouverner tout en pouvant souligner le caractère démocratique de ses institutions.

La seconde observation qui peut être faite à partir du football est la forte personnalisation du pouvoir dans les mains du président Tuđman et de ses conseillers directs. Si ce phénomène de personnalisation du pouvoir dans les mains d'un individu est une caractéristique classique des régimes autoritaires, Albert Malibeu a démontré il y a longtemps déjà que ce même phénomène était à l'œuvre également dans les régimes démocratiques sans que ceux-ci ne s'en trouvent nécessairement dévoyés, contrairement aux craintes des penseurs libéraux⁵. La frontière se situe alors dans le rapport entre le pouvoir personnalisé et des institutions qui puissent exister par delà l'homme incarnant le pouvoir. Par conséquent, la personnalisation du pouvoir dans un régime hybride comme celui de la Croatie (ou de la Serbie) ne saurait constituer une surprise. Ainsi, Tuđman est directement impliqué dans les affaires du football qu'il considère comme d'importantes affaires à caractère

¹ MacDonald, David Bruce, « La Croatie, un exemple « d'épuration langagière » ? *Raisons politiques*, n°2, mai 2001, p. 127-148

² Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre*, op.cit. p. 328

³ Ce faisant, le parti désigne ses opposants comme étant nécessairement des traîtres à la cause partagée par tous d'une Croatie indépendante. Selon la sociologue Vesna Pusić, les traîtres seraient en priorité les journalistes, les féministes, les antifascistes, les Serbes, les Croates au sentiment national peu développé, les Croates au sentiment national trop développé, et les membres du syndicat indépendant. Cité in Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre* op.cit., p. 174

⁴ C'est-à-dire les institutions, les lois électorales et le calendrier électoral. Tuđman a ainsi provoqué des élections anticipées à deux reprises, avec des lois électorales sur mesure, afin de capitaliser d'abord sur la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie, puis sur le triomphe militaire croate de l'été 1995 et la reconquête de tout le territoire sur les Serbes.

⁵ Malibeu, Albert, « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques », *Revue française de science politique*, Vol.10, n°1, 1960. L'auteur constate ainsi la demande des citoyens que l'autorité s'incarne dans une personnalité responsable, à rebours d'anonymes jeux de partis. Si cette analyse peut souffrir de sa temporalité (la France vient de passer à la Ve République), l'argument du souhait par les citoyens d'une incarnation du pouvoir y compris en régime démocratique résiste à l'espace et au temps, indépendamment des différences nationales. Voir Blondel, Jean, Thiebault, Jean-Louis (eds.), *Political leadership, parties and citizens. The personalisation of leadership*, Londres, Routledge, 2013

politique¹. De surcroît, contrairement à Milošević, Tuđman était sensible à son image, certains le comparant parfois à Tito dans ce culte de la personnalité qui passait par le fait de le voir partout, en uniforme d'apparat². En grand amateur de football, Tuđman appréciait donc particulièrement s'afficher dans les tribunes de son club, le Dinamo Zagreb qu'il fit rebaptiser Croatia Zagreb en 1993 et dont il favorisait les résultats, de même qu'avec l'équipe nationale de football. A cet égard, avant même le début de la guerre, le match entre la « sélection croate » et les Etats-Unis d'octobre 1990 que nous avons évoqué précédemment, avait permis une de ces mises en scène qu'il affectionnait dans laquelle il trônait en toute majesté, immortalisé par les caméras de télévision, dans la tribune présidentielle, chantant l'hymne national avant d'être acclamé par la foule.

Dario Brentin cite également des joueurs comme le capitaine de la sélection croate Zvonimir Boban ou encore le fantasque entraîneur Miroslav Blažević, lui-même membre du HDZ et ami intime de Tuđman, louant les qualités de leader naturel du président croate. Le premier dit ainsi qu'il est le père de tout ce que les Croates aiment et de l'équipe, tandis que le second avoue très volontiers qu'ils communiquent ensemble régulièrement sur la composition de l'équipe³. Cette image de père de la nation construite autour de Tuđman ne s'arrête donc pas au football comme la déclaration de Boban le laisse entendre. Le football, notamment, lui a permis de forger puis de travailler régulièrement cette image de leader politique charismatique dans lequel le peuple remet son destin pour mieux accomplir le destin de la Croatie. Cela dénote l'investissement politique dans la personne même de Tuđman, véritable clé de voute du système HDZ, et donc de l'Etat croate. En effet, le pouvoir croate, notamment en raison de la fragmentation du HDZ en plusieurs courants et luttes de pouvoir, est en réalité fortement transféré dans les mains de l'exécutif, c'est-à-dire dans celles de Tuđman et de son « cabinet présidentiel » créé fin 1995, véritable « Etat dans l'Etat »⁴. Ce moment, qui coïncide avec les accords de Dayton, est par ailleurs une preuve supplémentaire d'un resserrement du pouvoir au moment où les objectifs de guerre, puisqu'ils sont atteints, ne peuvent plus servir de bouclier contre l'opposition, et d'idéal absolu assez mobilisateur pour l'opinion. D'où la

¹ Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation : the social roles of sport in Tuđman's Croatia », *Sport in society*, Vol.16, n° 8, 2013

² Matvejević, Predrag, « Pour une autopsie du post-communisme. Esquisse pour un portrait du président Tuđman », in Matvejević, Predrag (dir.), *Ex-Yougoslavie : les seigneurs de la guerre*, op.cit.

³ Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation », *op.cit.*

⁴ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre* op.cit.,

défaite du HDZ à Zagreb aux élections municipales de 1996, et les manœuvres du parti pour annuler cette défaite.

La personnalisation du pouvoir est d'autant plus manifeste lorsque celui qui le personnifie n'est plus en mesure de l'exercer. Marcus Tanner rappelle ainsi que les années 1998-1999 ont été celle d'une vacance du pouvoir en raison de la maladie de Tuđman (un cancer de l'estomac puis des tumeurs au cerveau) qui l'ont rendu indisponible pour exercer ses fonctions, et donc pour faire les arbitrages en dernier ressort, d'où une paralysie politique et économique du pays puisque tout reposait sur lui¹. Ironiquement, on disait alors de lui qu'il n'était plus capable de se concentrer, de prendre des décisions, et n'était plus intéressé que par le football, qui lui a offert ses dernières grandes émotions et occasions de parader publiquement, lors de la Coupe du monde 1998 en France au cours de laquelle la Croatie parvint en demi-finale, un résultat aussi remarquable qu'inattendu. La politisation du football permet donc de rendre compte des deux principales caractéristiques de la Croatie de la décennie 1990, c'est-à-dire d'une part la construction d'un Etat-parti croate entre les mains du HDZ fonctionnant suivant un principe autoritaire, népotique et clientéliste, et d'autre part la personnalisation du pouvoir dans les mains du président Tuđman, lui-même sujet à un certain culte de la personnalité et de l'apparence. Cependant, c'est dans le domaine de la construction et de la consolidation de l'identité nationale croate que le football a joué le rôle le plus actif, au-delà de sa fonction de fenêtre d'observation.

b. Le football dans la construction identitaire croate

Le sport, et en particulier le plus populaire d'entre eux, est capable d'incarner de façon concrète une « communauté imaginée »² d'âmes qui, par les sentiments identiques éprouvés au même moment, à intervalle régulier, lors d'une compétition de l'équipe nationale de football, peut ainsi se percevoir de façon palpable comme un seul peuple³. Le football est alors l'instrument privilégié d'une volonté politique de nation-building⁴. Ces cérémonies de football répétées selon un calendrier prédéfini sont donc essentielles en ce qu'elles permettent

¹ Tanner, Marcus, *Croatia, a nation forged in war*, op.cit., p. 306

² Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, op.cit.

³ Edensor, Tim, *National identity, popular culture, and everyday life*, op.cit.

⁴ Voir par exemple Darby, Paul, « Let us rally around the flag : football, nation-building and pan-africanism in Kwame Nkrumah's Ghana », *The Journal of African History*, Vol. 54, n°2, 2013, p. 221-246

un réalignement permanent de l'allégeance d'un peuple envers sa propre identité¹. Ce faisant, comme le remarque John Hargreaves, la focalisation sur la narration identitaire permise par le sport fait de celui-ci un terrain privilégié d'instrumentalisation politique de la part d'un gouvernement dans le sens d'un accaparement de prestige, d'une dissimulation de manquements et d'une recherche de légitimité adossée à la réussite d'athlètes². Les Coupes du monde de football illustrent à cet égard le paradoxe soulevé par David Rowe, c'est-à-dire que derrière les apparences du football comme d'un sport mondialisé aux références communes et au langage universel, celui-ci ne peut exister en réalité que par « la répudiation du global », autrement dit par les différences qu'il induit en matière d'identification différenciée³. Un Mondial est donc certes vécu en même temps sur toute la planète, mais il est en réalité vécu de façon tout à fait différente dans chaque pays selon que leur sélection le dispute ou pas, qu'elle ait de bonnes performances etc.

Franjo Tuđman lui-même a théorisé l'importante place du football dans l'élaboration narrative et émotive du récit national croate en disant que « *les victoires en football forgent l'identité nationale autant que les guerres le font* ». C'est pourquoi Dario Brentin estime qu'en Croatie « *à travers les années 1990, le sport, y compris l'interprétation, les images, les métaphores ainsi que les événements sportifs eux-mêmes, furent hautement politisés dans le sens d'une expression nationale dans laquelle les discours narratifs relatifs à la nation, à l'identité et à la culture furent particulièrement articulés entre eux* »⁴. Nous allons donc voir comment le football a contribué à forger et consolider l'identité nationale croate, à travers deux exemples, le club du Dinamo Zagreb et la sélection nationale de Croatie.

Le Dinamo Zagreb, champion de l'identité croate

Dans son style caractéristique « à l'emporte-pièce », Miroslav Blažević a un jour déclaré qu'il avait lui-même réveillé l'orgueil national croate en remportant le titre de champion de Yougoslavie avec le Dinamo Zagreb en 1982, alors que le précédent datait de

¹ Fox, Jon E., « Consuming the nation : holidays, sport and the production of collective belonging », *Ethnic and Racial Studies*, 29, n°2, 2006

² Hargreaves, John, « Olympism and nationalism : Some preliminary consideration », *International Review for the Sociology of Sport*, 27, n°1, 1992

³ Rowe, David, « Sport and the repudiation of the global », *International Review for the Sociology of Sport*, n°38, 2003

⁴ Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation » op.cit.

1958¹. Pour péremptoire qu'elle soit, cette affirmation n'en est pas moins révélatrice de ce que le Dinamo Zagreb est alors l'incarnation symbolique la plus visible de l'identité croate en l'absence d'une sélection nationale. Cela est flagrant tout au long des années 1980, plus encore après l'apparition des groupes de supporters extrêmes, exprimant de façon exacerbée un discours nationaliste, comme nous l'avons vu au chapitre 1. Les ambiguïtés du HDZ et de Tuđman sur le régime oustachi et ses symboles sont déjà visibles depuis des mois dans les stades de football du Dinamo Zagreb ou du Hajduk Split², qui sont, vu le fort contrôle encore exercé par les communistes dans l'espace public, des contre-espaces dans lesquels l'identité croate peut être célébrée de façon libre et débridée. Par conséquent, se revendiquer comme supporter du Dinamo Zagreb, du Hajduk Split ou du NK Rijeka à la fin des années 1980 ne peut pas être neutre par rapport à la représentation que les Croates ont de ces clubs par rapport à l'identité nationale croate. Cette première phase culmine jusqu'à l'épisode de Maksimir, dont on a vu à quel point il avait transformé le jeune capitaine du Dinamo Zvonimir Boban en héros national du jour au lendemain après avoir asséné un coup de pied à un policier yougoslave. Il a également fait du Dinamo, et de ses supporters, des défenseurs de la nation croate contre ses agresseurs désignés. Enfin, il a été intégré au récit national comme un épisode marquant de la lutte pour l'indépendance, comme l'a rappelé Ivan Đorđević³.

L'indépendance croate a ensuite ouvert la voix à une réappropriation du Dinamo Zagreb par le nouveau pouvoir, en particulier par Franjo Tuđman. En tant qu'institution hautement représentative de l'identité croate, le Dinamo devait, selon Tuđman, s'ancrer dans le passé et ne plus incarner, de par son nom et sa date de fondation (1945), la Yougoslavie et le communisme. Tea Sindbaek explique ainsi comment le Dinamo va dans un premier temps, de 1991 à 1993, être rebaptisé *HAŠK-Grđanski Zagreb*, du nom des deux précédents clubs de Zagreb existant dans l'entre-deux guerres, desquels le Dinamo est censé avoir pris la relève⁴. Cette volonté d'enraciner le club dans le passé va toutefois se heurter à la fois à l'incongruité du nom, puis au fait que les deux clubs en question étaient rivaux. C'est pourquoi, afin de lever toute ambiguïté et de construire un symbole compréhensible par tous autant qu'un

¹ Une durée que les supporters du Dinamo attribuent au traitement particulièrement défavorable que le club, en tant que club croate, subissait de la part du pouvoir yougoslave de Belgrade. Cette idée d'avoir subi l'injustice yougoslave au profit des Serbes est récurrente dans le récit historique du club autant que dans celui de la Croatie elle-même en général.

² Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation », op.cit.

³ Đorđević, Ivan, « Twenty years later : the war did (not) begin at Maksimir », *Serbian Institute of ethnography*, 2012

⁴ Sindbaek, Tea, « A Croatian champion with a Croatian name. National identity and uses of history in Croatian football culture. The case of Dinamo Zagreb », *Sport in society*, Vol.16, n°8, 2013

ambassadeur pour le pays en Europe, Tuđman fait en sorte que le club soit rebaptisé *Croatia Zagreb* en février 1993, nom qu'il gardera jusqu'à la défaite du HDZ aux élections de 2000, ce qui est en soit un indice du caractère très politisé du football. Enfin, quand bien même les rivalités entre supporters des différents clubs croates ont « normalement » repris une fois l'indépendance acquise¹, il n'en demeure pas moins qu'en des circonstances exceptionnelles, le Dinamo/Croatia, en tant que meilleur club croate (avec l'aide de Tuđman il est vrai), redevient le représentant de toute la Croatie et non plus seulement des supporters du club. Ces circonstances furent réunies lors de la saison 1997-1998, lorsque le tirage au sort du tour préliminaire de la Ligue des Champions opposa le Croatia Zagreb au Partizan Belgrade. Cette rencontre fut naturellement perçue comme une continuation du conflit contre les Serbes, non seulement par les supporters du club, mais aussi par les joueurs eux-mêmes, la presse, et l'ensemble de l'opinion croate, y compris les supporters des rivaux du *Croatia* comme ceux du Hajduk Split. Tea Sindbaek cite ainsi un membre important de la *Torcida* de Split qui affirme qu'il soutiendra le *Croatia* contre le Partizan Belgrade non en tant que Croatia Zagreb comme club, mais en tant que Croatia comme nation².

Après une défaite 1-0 au match aller à Belgrade, les Croates s'imposent par un retentissant 5-0 au match retour au stade Maksimir, plongeant le pays entier dans une liesse digne d'une finale de Coupe du monde ou d'une victoire militaire. Les expressions de joie sont doublées de revanchisme et de sentiment de supériorité. Ainsi, les supporters croates lancent-ils des « Vukovar Vukovar » pendant tout le match tandis que les joueurs dédient leur victoire à tout le peuple croate et à toutes les victimes de la guerre. Enfin, le vocabulaire guerrier est lui-même repris puisque le match sera assimilé au nom de deux opérations militaires ayant permis en 1995 aux Croates de libérer leur territoire au prix du départ de plus de 200.000 civils serbes, à savoir Eclair (Bljelsak) et Tempête (Oluja). Ainsi, le journal *Večernji List* titre-t-il : « *Une tempête bleue faite de cinq éclairs* », avec d'un côté la photo de supporters croates, avec des drapeaux croates et non pas seulement des symboles du club, célébrant la victoire dans les rues de Zagreb, et de l'autre celle des joueurs sur le terrain. La métaphore, utilisée de façon récurrente dans le milieu des supporters mais aussi par les responsables politiques eux-mêmes, est très claire pour tous les Croates (et les Serbes), et chacun peut alors comprendre, depuis le moment du tirage au sort jusqu'au dénouement final,

¹ Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back : football in the Former Yugoslavia », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football cultures and identities*, op.cit.

² Sindbaek, Tea, « A Croatian champion with a Croatian name » *op.cit*

que toute la tension progressivement accumulée autour du match n'avait en réalité rien à voir avec du football.



Une du journal Večernji List du 31 août 1997. Crédit : TS

De surcroît, la lutte pour l'indépendance a redonné vie à une équipe nationale croate officiellement reconnue, après la période oustachi (1941-1945) au cours de laquelle la fédération de football de l'Etat croate indépendant (NDH) était reconnue comme membre par la FIFA. C'est donc à travers l'histoire de cette sélection que va également s'écrire le nouveau récit de l'identité nationale croate.

La sélection croate comme incarnation de la nation

Nous avons montré au chapitre 1 l'importance qui a été conférée à la rencontre entre une sélection croate et l'équipe nationale des Etats-Unis en octobre 1990. Ce match, répertorié par la fédération de football croate comme le premier match officiel de la sélection croate, a été surtout vécu en interne comme tel. Les drapeaux croates, de même que les chants et slogans des spectateurs à la gloire de la Croatie indépendante (dont le fameux slogan « au combat, au combat, pour notre peuple » - *u boj, u boj, za narod svoj*, mais aussi « prenons Knin¹, nous ne donnerons pas la Croatie ») ont été une démonstration d'allégeance identitaire et politique au projet d'indépendance politique d'un Etat-nation croate. Dario Brentin cite à cet égard plusieurs titres de journaux au lendemain de ce match, « l'esprit d'insoumission du peuple croate », ou encore « le triomphe de la mémoire historique du peuple »². Disputer ce match contre les Etats-Unis équivalait, en Croatie, à se sentir reconnu par la première puissance mondiale, et comme faisant partie de l'Europe occidentale, un sentiment essentiel puisque le récit historique croate s'articule autour du rejet de tout ce qui relève des Balkans, territoires peuplés de barbares arriérés occupés par les Ottomans, et met au contraire en avant l'appartenance de toujours du peuple croate à la culture européenne de par son passé au sein de l'empire d'Autriche³.

Au-delà de ce match, la place accordée par le président Tuđman au sport en général et au football en particulier dans l'exaltation de l'identité croate a fait de la sélection un élément central dans la définition de la *croacité*. Paul Garde rappelle à juste titre à quel point cette identité commune subjective si fortement ressentie indépendamment des spécificités régionales (Istrie et Dalmatie en particulier) dépasse l'absence d'éléments identitaires objectifs puisque géographiquement, historiquement, démographiquement et linguistiquement, la Croatie n'a rien d'évident en soi⁴. Dès lors, les Croates, y compris ceux de la diaspora et de Bosnie⁵, vont construire autour de leur sélection, les *Vatreni* (adjectif de *vatra* qui signifie feu), un attachement particulier symbolisant en réalité leur relation profondément émotionnelle à leur propre identité⁶. C'est au cours des matchs des *Vatreni* que

¹ Principale ville habitée par les Serbes de Croatie et point de départ de leur soulèvement en août 1990

² Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation », op.cit.

³ Dérens, Jean-Arnault, *La Croatie de A à Z*, Paris, André Versailles, 2012

⁴ Garde, Paul, *Le discours balkanique*, Paris, Fayard, 2004

⁵ Nous reviendrons sur le supportérisme des équipes nationales ultérieurement

⁶ Biti, Ozren, « Vatreni. Hrvatske nogometni proizvod » (Vatreni, un produit de football croate), *Libra libera*, n°11, 2002, p. 25-38

l'on peut revêtir le maillot au damier rouge et blanc si caractéristique, que l'on peut chanter à l'unisson aussi bien l'hymne national que des chants patriotiques, et exprimer son amour de la Croatie. Cela est d'autant plus vrai que la sélection, tout comme l'équipe de basket, médaillée d'argent dès les Jeux Olympiques de Barcelone en 1992, a immédiatement eu de très bons résultats comparativement à la taille de la Croatie et sa population. Qualifiée pour l'Euro 1996 dès sa première participation aux éliminatoires, la sélection croate va étonner le monde en 1998 en atteignant les demi-finales de la Coupe du monde en France. Ce résultat fut vécu en Croatie comme une immense extase collective, fortement instrumentalisée par le HDZ, tandis que les joueurs et l'entraîneur Blažević multipliaient les déclarations patriotiques pour expliquer leur exploit. « *Sans le président Tuđman, tous mes jeunes joueurs joueraient pour la Yougoslavie. Sans son courage et le HDZ, nous n'aurions jamais rien vécu de tout ça* »¹. Le défenseur Slaven Bilić expliquera ainsi plus tard qu'il a disputé le tournoi avec une fracture de fatigue à la hanche, au risque de sacrifier sa carrière, car il n'imaginait pas manquer cette occasion unique de représenter son pays aux yeux du monde entier². Le président Tuđman lui-même, prenant la parole devant une foule de 100.000 personnes venus accueillir leurs héros à leur retour de France, déclara que : « *le peuple croate tout entier, 8 millions de personnes, de Croatie ou de la diaspora, était derrière vous* », puis de théoriser à un autre moment : « *Le sport fait partie intégrante de la vie sociale et nationale d'un pays, mais à conditions physiques et matérielles égales, il y a quelque chose au-dessus de ça. C'est la conscience, la volonté, c'est cela que nos athlètes ont gagné avec la formation de la Croatie indépendante* »³.

On retrouvera cette effervescence patriotique, mêlée cette fois à une exaltation relevant davantage d'un nationalisme hostile, lorsque la sélection de Croatie rencontrera en 1999 la RFY dans le cadre des éliminatoires pour l'Euro 2000. Comme pour le match Croatia Zagreb-Partizan Belgrade, l'atmosphère autour du match disputé à Zagreb ne laissait aucune place au football, pas plus au sein de l'opinion que dans la presse ou même chez les joueurs. Le répertoire visuel et vocal habituel lié à la guerre fut à nouveau mobilisé, dans les chants, les slogans (Oluja, Knin, Vukovar, *Srbe na vrbe* (pendez les Serbes aux saules) etc. Là encore, ce match contre la RFY était ressenti comme la continuation du conflit par d'autres

¹ Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation », *op.cit.*

² Wilson, Jonathan, *Behind the curtain*, *op.cit.* De fait, Bilić, qui venait d'être transféré un an plus tôt dans le club anglais d'Everton, ne pourra jamais y évoluer en pleine possession de ses moyens, et devra mettre un terme à sa carrière prématurément en 2000.

³ Cité in Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation », *op.cit.*, p. 7

moyens, et les *Vatreni* comme l'arme à travers laquelle tous les Croates, comme un seul homme derrière leur équipe, allaient se venger des Serbes¹. Enfin, il ne faut pas oublier que chez Tuđman, le football devait également avoir un rôle diplomatique à jouer. Ne disait-il pas que ses sportifs avaient fait davantage pour la reconnaissance de la Croatie que ses ambassadeurs ?² Autrement dit, le football, que ce soit à travers la sélection nationale ou le Dinamo Zagreb, revêt un double rôle, souligné par Jelena Džankić³. En interne celui d'incarnation et de renforcement de l'identité croate, elle-même fondue dans le régime croate, comme nous venons de le voir. Mais le football est également censé promouvoir l'image de la Croatie à l'extérieur dans un contexte où il s'agit d'abord de se faire connaître, puis de regagner la sympathie acquise auprès de l'opinion publique occidentale après Vukovar⁴ puis perdue tant après la destruction du pont de Mostar et les opérations *Oluja* et *Bljesak* de 1995 qu'au vu de la nature du régime de Tuđman. C'est ce que nous allons analyser maintenant.

c. Le football comme principale arme du Soft power croate ?

Le rôle du sport comme élément crucial de diplomatie publique moderne a été souligné à de nombreuses reprises ces dernières années à mesure que le sport a été pris au sérieux dans le domaine des sciences politiques⁵. L'argument principal consiste à dire que, bien que le sport ait été à maintes reprises utilisé politiquement et diplomatiquement par le passé⁶, il se trouve que dans un monde de plus en plus connecté et globalisé, où l'information et l'image circulent de façon instantanée, les images symboliques et les rituels entourant le champ social du sport sont parfaitement intégrés aux stratégies diplomatiques des Etats-

¹ La grande ferveur nationaliste autour de ce match, symétriquement des deux côtés pour le match aller et retour à Belgrade puis Zagreb, a été très bien restituée par Vuk Janić dans son remarquable film *The last Yugoslavian team*, NPH/PhV productions, 2000

² Brentin, Dario, « A lofty battle », *op.cit.*, p.6

³ Džankić, Jelena, « Sportcitizenship: the complex links between citizenship, sports and national identity » *Citizenship in Southeast Europe Blog*, 24 October 2012

⁴ Par exemple en France à travers l'important écho dans le débat du livre d'Alain Finkielkraut, *Comment peut-on être Croate ?*, Paris, Gallimard, 1992

⁵ Dunning, Eric, *Sport matters: sociological studies of sport, violence and civilization* New York, Routledge 1999 ; Carrington, Ben, « Introduction : sport matters », *Ethnic and Racial Studies*, Vol.35, n°6, 2012

⁶ On pense par exemple à l'utilisation du sport faite par les régimes fasciste et nazi, mais aussi par les Britanniques. Voir Beck, Peter, *Scoring for Britain. International football and international politics 1900-1939*, Londres, Frank Cass, 1999

nations¹. De surcroît, les sportifs, tels d'autres figures publiques populaires (artistes, écrivains, acteurs etc.) incarnent souvent, comme le disait Tudman, un rôle spécifique d'ambassadeur à destination d'une audience plus large et plus populaire que les autres chancelleries du monde, dans le cadre d'une bataille symbolique pour la reconnaissance et la réputation internationale. Par conséquent, cette bataille va au-delà du *Soft power* entendu traditionnellement par Joseph Nye comme une stratégie diplomatique mise en œuvre par les Etats à destination d'autres Etats. Celui-ci définit en effet le *Soft power* ainsi :

« *A country may obtain the outcomes it wants in world politics because other countries – admiring its values, emulating its example, aspiring to its level of prosperity and openness – want to follow it. In this sense, it is also important to set the agenda and attract others in world politics, and not only force them to change by threatening military force or economic sanctions. This Soft power – getting others to want the outcomes that you want – co-opts people rather than coerces them* »².

Or, dans le cas du sport, la cible de cette diplomatie publique³ est l'audience internationale au sens large, et non pas seulement les décideurs politiques étrangers. Les Etats restent donc certes les principaux médiateurs et émetteurs de stratégies diplomatiques, mais non plus les seuls, de même qu'ils n'en sont plus les seuls destinataires. C'est ce que souligne Steven Jackson en rappelant que la nature de la diplomatie tend à évoluer du public vers le privé et de l'international vers le transnational⁴. C'est pourquoi il convient peut-être d'avoir une conception élargie du *Soft power* par rapport à celle originelle de Nye, qui se place du point de vue des Etats, et, en réalité, des Etats-Unis. Ce concept doit pouvoir servir non seulement aux Etats mais aussi à d'autres acteurs des relations internationales (ONG, organisations internationales, entreprises multinationales etc.), non plus seulement à

¹ Jackson, Steven, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalized world », *International Area Studies Review*, Vol.16, n°3, 2013 ; Pigman, Geoffrey, Rofe, Simon, « Sport and diplomacy: an Introduction », *Sport in Society*, Vol. 17, n°9, 2014

² Nye, Joseph, *Soft power, the means to success in world politics*, op.cit.; *Bound to lead. The changing nature of American power*, op.cit.. L'un des écueils du concept est que Nye se place du point de vue des Etats-Unis. Par conséquent, on peut se demander dans quelle mesure il est opérationnel pour un pays sans importantes ressources financières et/ou militaires. Selon les indices de *Soft power* créés (institut Elcano, revue Monocle), soit les pays en tête sont les grandes puissances économiques et militaires, soit ce sont les démocraties les plus avancées en fonction des critères retenus, écartant ainsi du classement du *Soft power* la Chine, la Russie ou le Qatar. De même, l'organisation de méga-événements sportifs par des puissances émergentes dans le cadre de stratégies de *Soft power* n'est possible que parce que ces pays disposent par ailleurs déjà de ressources financières et/ou militaires conséquentes (Brésil, Chine, Russie, Qatar, Azerbaïdjan). Voir Grix, Jonathan, Lee, Donna, « Soft power, sports mega-events and emerging states : the lure of the politics of attraction », *Global society*, Vol. 27, n°4, 2013

³ La diplomatie digitale, consistant en une intense et intelligente utilisation des technologies numériques, constitue un autre type de diplomatie publique. Voir Bjola, Corneliu, Holmes, Marcus, (eds.), *Digital diplomacy: Theory and Practice*, New York, Routledge, 2015

⁴ Jackson, Steven, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalized world », *op.cit.* p. 278

destination d'autres Etats mais d'une audience plus large, non plus seulement en vue de la satisfaction d'intérêts tangibles, mais aussi en vue d'amélioration d'une image de marque, d'une réputation. Ainsi, cette perte de monopole des Etats dans la conduite de la diplomatie et la multiplication des branches de celle-ci (sportive, digitale, culturelle etc.) a fait des sportifs des acteurs privilégiés au centre d'un mécanisme visant à toucher le public le plus large possible à l'échelle mondiale. Dans ces conditions, une stratégie de diplomatie sportive peut avoir deux objectifs.

Le premier, directement rattaché à l'idée de *Soft power* au sens strict, est celui de la recherche d'une reconnaissance politique et/ou symbolique définie comme étant l'intérêt supérieur de la nation. C'est à cette fin qu'il faut lire l'engagement des footballeurs algériens qui ont pris part à la formation de l'équipe de football du Front de Libération National (FLN). La tournée mondiale très politique entreprise par cette équipe afin de sensibiliser à la cause algérienne était une autre façon de lutter pour l'indépendance et d'être reconnus par la communauté internationale¹. De même, ce que l'on a appelé la « diplomatie du ping pong » entre la Chine et les Etats-Unis était une opportunité de prendre contact et d'opérer un rapprochement, étape par étape, entre les deux Etats, aboutissant à leur reconnaissance mutuelle². C'est aussi une stratégie à part entière suivie par le Kosovo comme nous le verrons ultérieurement. Le second objectif, complémentaire du premier, et d'autant plus important à l'ère de la communication globale et instantanée, est relative au *nation-branding*, c'est-à-dire la recherche de notoriété et d'amélioration de l'image de marque d'un pays notamment à travers les performances sportives de ses athlètes. C'est parce que cette stratégie est relativement peu coûteuse par rapport à ce qu'elle peut rapporter en termes d'image publique qu'elle est souvent utilisée par de jeunes ou petits Etats-nations qui ne disposent pas suffisamment d'autres ressources de pouvoir telles que des ressources militaires ou financières, définies par Nye comme composant le *Hard power*. Le Kenya, comme la Jamaïque, sont des exemples de pays à la capacité d'influence globale très réduite sur la scène internationale, dont les sportifs sont les seuls acteurs à pouvoir sublimer régulièrement l'image, leur assurant la sympathie des amateurs de sport à travers le monde et une renommée

¹ Saadallah, Rabah, Benfars, Djamel, *La glorieuse équipe du FLN*, Alger, Editions Enalgam, 1985

² Kissoudi, Penelope, « Sport, politics and International Relations in the twentieth century », *The International Journal of the History of Sport*, Vol. 25, n°13, 2008

que leur puissance entendue en termes militaires, économiques ou politiques ne justifie pas¹. Chaque bonne performance sportive est une occasion pour l'audience globale de s'habituer à la présence d'un drapeau, d'un hymne, de couleurs d'un pays que l'on peut placer sur une carte et découvrir, d'où la promptitude avec laquelle ces Etats demandent leur affiliation aux fédérations internationales de sport lorsqu'ils accèdent à l'indépendance².

Ce sont ces deux objectifs (reconnaissance et *nation-branding*) que la Croatie, sous l'étroit contrôle du régime mais avec la participation active des acteurs de terrain (joueurs, entraîneurs), a successivement suivis avec sa diplomatie sportive et l'importance donnée au football en particulier. Dans un premier temps, les sportifs ont mis leur notoriété et leurs victoires au service de la sensibilisation à la cause de l'indépendance croate (« *nous étions des ambassadeurs pour notre pays. C'était très important qu'il y ait des joueurs croates partout en Europe pour transmettre ce message, car avec nous il y avait la Croatie et le drapeau croate* » disait le footballeur Igor Štimac³). Puis, une fois celle-ci acquise, l'accent a été mis sur le football, servi par une génération exceptionnelle de joueurs de très grand talent, sublimés à l'idée de jouer pour leur patrie et d'être au service de son image dans le monde, d'après leurs propres termes⁴. A cet égard, si l'Euro 1996 reste la première compétition internationale disputée par une sélection croate de football, dans laquelle elle a plutôt bien figuré, le plus grand aboutissement sportif de cette équipe reste la troisième place obtenue à la Coupe du monde 1998. La performance des *Vatreni* a permis au monde entier, peu au fait des guerres yougoslaves, de se familiariser avec ce curieux et très spécifique maillot à damier rouge et blanc, de se fasciner et se prendre de sympathie pour ce petit pays de moins de cinq millions d'habitants à peine remis d'une douloureuse guerre d'indépendance qui parvient à déjouer tous les pronostics, écraser la grande Allemagne en quart de finale, et faire douter l'hôte français pour une place en finale.

Lors de la compétition, un gendarme français avait été grièvement blessé au cours d'affrontements avec des hooligans allemands. A partir de ce drame, l'entraîneur croate

¹ Hume Johnson, « Jamaica: A famous, strong but damaged brand », *Place Branding and Public Diplomacy*, n° 10, 2014 ; Houlihan, Barrie, Zheng, Jinming, « Small states: sport and politics at the margin », *International Journal of Sport Policy and Politics*, Vol. 7, n°3, 2015

² Menary, Steve, « When is a national team not a national team ? », *Sport in Society* Vol.10, n°2, 2007 ; Kobierecki, Michal, « Sport in International Relations. Expectations, Possibilities and Effects », *International Studies. Interdisciplinary Political and Cultural Journal* Vol.15, n°1, 2013

³ « Croatia Is Basking In Its Surprising Soccer Success The Team, Toughened By War, Has Advanced To The Semifinals In Its First Trip To The Tournament », *Philly.com*, 6 juillet 1998

⁴ Zvonimir Boban déclare ainsi : « quand je jouais pour la Yougoslavie, je ne ressentais rien. Mais maintenant que je joue pour la Croatie, quand j'entends mon hymne retentir, quand je porte ce maillot, c'est quelque chose de très spécial », cité dans le film de Vuk Janić, *The last Yugoslavian team*, op.cit

Miroslav Blažević, parfaitement francophone, a tenu à apparaître lors de chaque match avec un képi de gendarme en signe de solidarité, confié par le chef de la compagnie qui assurait la sécurité de la sélection croate. Un détail très apprécié par le public français qui a sans doute participé du sentiment de sympathie ressenti à l'égard des Croates¹. Ainsi, en termes d'image de marque, de notoriété, et de reconnaissance symbolique, la Coupe du monde de football 1998 peut être considérée comme un succès, ce qui ne fait aucun doute vu de Zagreb. Pourtant, la presse internationale n'a pas toujours accueilli avec sympathie la présence ostentatoire de Franjo Tuđman dans les tribunes de Paris et de Lyon, rappelant ainsi sa responsabilité dans l'isolement diplomatique dans lequel se trouve la Croatie après la fin de la guerre en raison de son refus de discuter du retour des réfugiés serbes en Krajina. Certains articles comparent ainsi son instrumentalisation du succès de l'équipe à celle de Videla et même de Mussolini², tandis que le *Guardian* dénonce derrière l'exaltation patriotique croate une hystérie nationaliste « aux relents fascistes »³.

Ces réserves viennent en réalité interroger à la fois l'importance du sport en matière de diplomatie internationale, mais aussi la portée du concept de *Soft power* lui-même. En effet, Steven Jackson rappelle la dimension schizophrénique de la diplomatie du sport en soulignant « *les manières conflictuelles et contradictoires avec lesquelles le sport est à la fois considéré comme sérieux et important mais aussi insignifiant et trivial selon les configurations, les contextes et par les acteurs représentant différents groupes d'intérêts* »⁴. Autrement dit, là où les Croates voient dans la Coupe du monde 1998 un exceptionnel succès diplomatique international, mesurer ce succès en termes diplomatiques apparaît très hasardeux en dehors de la visibilité que le pays a obtenue pendant le tournoi. C'est pourquoi il convient, explique Jackson, de faire preuve de prudence au moment de sous-estimer ou de surestimer le potentiel diplomatique du sport. En effet, la Croatie a en réalité continué d'être diplomatiquement isolée jusqu'à la mort de Tuđman et les premières élections libres qui virent la victoire à la présidentielle de Stipe Mesić en février 2000. Celui-ci a tourné la page de l'isolement en engageant la Croatie vers la voie de l'intégration européenne, de la coopération avec le TPIY et vers la fin de l'ingérence dans les affaires de la Bosnie, renouant ainsi tant avec les Etats de l'UE qu'avec les Etats-Unis. La fin de l'isolement diplomatique croate a donc peu à voir avec

¹ « Le soutien permanent de l'entraîneur au képi », *Le Parisien*, 5 août 1998. Sympathie sans doute alimentée sportivement par la leçon infligée à l'Allemagne, adversaire toujours particulier pour les Français.

² http://www.la-croix.com/Archives/1998-07-09/Football-_NP_-1998-07-09-432017

³ Cité in Brentin, Dario, « A lofty battle », *op.cit.*, p. 8

⁴ Jackson, Steven, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalized world », *op.cit.*, p. 274

les performances sportives de ses footballeurs comme instrument de *Soft power* qui aurait rendu le pays à nouveau attractif et sympathique pour ses partenaires occidentaux, mais au contraire aux pressions et conditionnalités économiques, c'est-à-dire une forme de *Hard power* selon Nye, posées par les Occidentaux pour réintégrer la Croatie dans le jeu. Marcus Tanner souligne ainsi :

« *The new team were most successful in their foreign policy objectives. They wanted to dispel international disapproval of Croatia, banish its image as something of a rogue state and start the process of integration into European Union and other Western financial and defense structures. The endless international carping and grumbling about Croatia stopped dead. (...) Within a year of taking office, the Croatian government had signed up to NATO's Partnership for Peace programme, joined the WTO and had started negotiations on a Stability Pact with the EU* »¹.

De surcroît, c'est à partir de ce tournant de 2000 que l'industrie touristique croate, autre élément crucial de *nation-branding*, a commencé à redémarrer, avant que le pays ne devienne une destination très à la mode à partir du milieu des années 2000. Il convient donc de réinterpréter les stratégies de diplomatie sportive à l'aune des résultats qu'un Etat veut obtenir. Soigner son image de marque, ou gagner en notoriété internationale à travers le sport peut constituer un objectif diplomatique en soi pour un Etat à la recherche de reconnaissance auprès d'une large audience internationale. Néanmoins, atteindre cet objectif ne signifie pas nécessairement engranger des succès politiques et diplomatiques auprès des autres Etats. Dès lors, si l'on intègre le *nation-branding* par le sport comme une stratégie de *Soft power*, alors il faut élargir le concept par rapport à ce que propose Nye lui-même sans pour autant le vider de son potentiel heuristique en voyant des stratégies de *Soft power* partout. C'est ce que Jackson nous invite à faire en repensant la diplomatie comme étant décentrée et transnationale.

Nous avons montré comment et dans quels buts le football avait été politisé par le régime croate. Il est important de rappeler ici que dans cette relation entre la sphère du football et la sphère politique, cette dernière est toujours demeurée dominante tandis que la sphère du football a été un dominé consentant. Or, nous faisons l'hypothèse inverse pour la Serbie, c'est-à-dire que la sphère politique n'a pas dominé la sphère du football mais qu'au contraire, cette dernière, en particulier à travers la subculture des supporters extrêmes, s'est immiscée, à partir des stades, dans toute la société serbe au point de la transformer en

¹ Tanner, Marcus, *Croatia, a nation forged in war*, op.cit., p. 311

profondeur. C'est pourquoi, contrairement à Srđan Vrcan, qui emploie le terme de *footballisation* pour désigner à la fois la Croatie et la Serbie¹, nous choisissons de lui donner une définition plus restrictive et de le réserver à la Serbie pour décrypter les spécificités de son fonctionnement dans les années 1990. En ce sens, le football aurait bel et bien été politisé en Croatie, tandis que ce serait la Serbie elle-même qui se serait *footballisée*. Cette hypothèse s'appuie sur les trajectoires différentes de la Croatie et de la Serbie à partir de 1991, notamment l'expérience différenciée de la guerre, des sanctions économiques, de la criminalité, de la violence sociale et du rapport du régime avec le football.

2. La *footballisation* de la Serbie

a. Eléments de définition de la *footballisation*

Chez Vrcan, la *footballisation* signifie que la sphère politique a emprunté au football ses codes et sa capacité de mobilisation identitaire. Il écrit ainsi : « *la sphère du football est devenue ouvertement un fait politique de première importance tandis que la politique dominante s'est identifiée à la sphère du football dans une proportion quasi-inconnue auparavant – on pourrait même parler de footballisation de la politique. La politisation transitionnelle du football a mené à son instrumentalisation politique quasi-totale, ainsi qu'à une instrumentalisation footballistique de la politique d'aujourd'hui* »². Or, il faut rappeler que Vrcan a une vision schmittienne du football, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Par conséquent, par codes du football empruntés par les sphères politiques serbe et croate, il se réfère au nationalisme, à la violence, au populisme, et à la dimension charismatique d'un leader, de même qu'à l'atmosphère des stades, propices à l'exaltation émotionnelle et aux comportements déviants. Cependant, nous avons émis des réserves à l'égard de cette vision naturalisante du football, nous ne pouvons donc pas nous référer à cette définition pour utiliser le terme de *footballisation*. En revanche, si l'on considère le football comme des « mondes » du football, c'est-à-dire, non comme une nature mais comme un système complexe d'interactions entre ses différents acteurs, alors il est possible d'isoler certains acteurs à partir desquels on pourrait forger une définition plus restrictive du concept

¹ Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit

² Ibid

de *footballisation*. Or, Vrcan, de même que Lalić, Čolović et Perasović s'intéressent également à la subculture des supporters extrêmes. Ils soulignent, comme nous l'avons vu précédemment, son caractère ambivalent entre sa spontanéité, son inventivité, son anarchie, et à la fois son sens rigide de l'organisation et de la discipline¹. Ils rappellent, comme nous l'avons fait au premier chapitre, les valeurs et pratiques sous-tendues par la subculture des supporters extrêmes, c'est-à-dire la centralité du conflit, que ce soit contre des rivaux ou contre les figures représentant l'autorité, l'indéfectible solidarité à l'intérieur du groupe fondé sur une identité forte, la valorisation de la violence, du masculinisme, de l'utilisation de drogues, de la consommation d'alcool etc. Dès lors, ce n'est peut-être pas le football en tant que nature qui s'est transféré dans la sphère politique mais plutôt la subculture des supporters extrêmes. Compte tenu du rôle des supporters extrêmes dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste, leur subculture a bénéficié de la porosité et de la fragilité sociale de la société yougoslave en crise marquée par une culture politique dominante fondée sur le nationalisme et l'ethnification politique comme sortie anti-démocratique du communisme². Ce faisant, elle a ainsi évolué du statut de subculture ou contre-culture vis-à-vis de l'ancien régime, à celui de culture accompagnante adossée aux régimes naissants, puis à culture dominante en Serbie. De ce point de vue, on pourrait considérer que le terme de *footballisation* est également impropre pour exprimer cette idée dans la mesure où les supporters extrêmes ne sont qu'un groupe d'acteurs parmi d'autres des « mondes » du football. Aussi, le terme de *hooliganisation* pourrait-il sembler plus adapté à la réalité de ce qui va être décrit à propos de la Serbie.

Cependant, c'est bel et bien la façon dont le football, au-delà des supporters extrêmes (clubs, dirigeants, joueurs, presse sportive), s'est transformé en courroie de transmission dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste qui a rendu possible cette montée en puissance de la subculture des supporters extrême hors de sa sphère d'origine. C'est pourquoi nous utiliserons tout de même le terme de *footballisation* pour décrire le processus de renversement par lequel les valeurs et pratiques de la subculture des supporters extrêmes ont progressivement essaimé dans l'ensemble de la société serbe au cours des années 1990. Il s'agit également, par ce terme, de souligner la différence symétrique avec le cas croate, dans

¹ Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back : football in the Former Yugoslavia », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football cultures and identities*, op.cit., p. 176

² Ibid

lequel la sphère du football avait été sciemment politisée du haut vers le bas par la sphère politique dominante.

b. La *footballisation* de la Serbie dans les années 1990

Il convient à présent d'analyser les raisons pour lesquelles nous faisons l'hypothèse que la trajectoire politique et sociale de la Serbie dans les années 1990 s'apparente à un processus de *footballisation* tel que nous l'avons défini plus haut. Pour cela, nous chercherons dans un premier temps à décrire les évolutions sociales et culturelles que la Serbie connaît dans les années 1990 en les rapprochant des valeurs et pratiques de la subculture des supporters extrêmes. Certains de ces traits sont relativement communs à la Croatie en raison de l'impact commun de la guerre sur les deux sociétés. Il existe toutefois des différences majeures. Puis, nous analyserons les causes structurelles de ce rapprochement (guerre, nature et fonctionnement du régime serbe et sanctions économiques).

Le retour au patriarcat

La Serbie n'est pas le seul pays dans lequel la fin du communisme s'est traduite par un fort retour à une forme prononcée de patriarcat. Sabrina Ramet rappelle que ce phénomène est relativement commun à tous les pays d'Europe centrale et orientale, et peut s'expliquer par une conjonction de facteurs comme l'existence initiale d'une société encore marquée par la tradition, le rejet de tout ce qui est associé au communisme, dont la promotion de l'égalité entre les sexes, le retour d'un discours nationaliste et nataliste associé à une forte réémergence du religieux qui tend réduire la femme à son rôle « naturel » d'épouse, de mère et de femme au foyer, et à naturaliser son corps pour en faire un simple élément biologique reproducteur au service de la gloire de la nation¹. Toutefois, la guerre donne au développement du discours patriarcal en Serbie et en Croatie une toute autre dimension, plus violente, non seulement à l'égard des femmes elles-mêmes², mais aussi à l'égard de la représentation des hommes, qui

¹ Ramet, Sabrina (ed.), *Gender politics in the Western Balkans : women and society in Yugoslavia and the Yugoslav successor states*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 1999 ; Ruschemeyer, Marilyn, *Women in the politics of postcommunist Eastern Europe*, New York, M.E Shape, 1994

² Parmi les activistes pacifistes en Yougoslavie pendant la guerre, nombreuses étaient des femmes comme le groupe serbe des *Femmes en noir* (Žene u crnom), ce qui, en plus d'être une femme dans une société marquée par la tradition, constitue une circonstance aggravante pour ces « traîtresses » à la cause patriotique.

doivent revêtir toutes les caractéristiques de la virilité guerrière, être musclés, prêts à se battre pour l'honneur de la patrie et la défense de son peuple. C'est cet « hypermasculinisme »¹ qui est désormais socialement valorisé, et l'on salue le courage de ces supporters de football autrefois vilipendés. Dans cet environnement virilisé à l'extrême, « la guerre est sexy »². Aller au front, au-delà de l'engagement patriotique déclaré, confère un capital de séduction important auprès des femmes. Cela revêt également une certaine dimension orgiaque, qui n'est pas sans lien avec la pratique récurrente du viol sur les femmes prisonnières³. Dès lors, seuls ceux qui font l'expérience de la guerre, portent des armes, peuvent être des vrais hommes. Les autres, les déserteurs, les pacifistes, ne sont que « des traîtres et des pédés »⁴. Certains soldats sont ainsi héroïsés par la presse et les bandes dessinées comme le Capitaine Dragan, élégant instructeur de l'unité spéciale de Knin en 1991⁵. S'il ne ressemble pas à l'hypermasculin de type Rambo ou Conan⁶ avec ses traits fins, c'est pour mieux incarner l'aspect chevaleresque d'une guerre dont les Serbes sont convaincus qu'elle est légitime, en défense de leurs frères de Krajina. L'héroïsation de la guerre, l'exacerbation de la masculinité, la valorisation et la sexualisation de la violence⁷, la tendance au nationalisme, sont autant de traits que l'on retrouve dans la subculture des supporters extrêmes. Si l'on peut les retrouver à la fois en Serbie et en Croatie, il n'en demeure pas moins que le phénomène s'imprègne bien davantage dans la société serbe que croate, avec pour conséquence une relativisation générale des valeurs, et la glorification sociale du gangstérisme, de la violence, de l'argent facile, et d'un folklore suranné, c'est-à-dire une société serbe moralement corrompue et « pulvérisée »⁸.

¹ Pavlović, Tatjana, « Women in Croatia : feminists, nationalists, and homosexuals », in Ramet, Sabrina (ed.), *Gender politics in the Western Balkans*, op.cit., p. 133-134

² Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit., p. 69

³ Cette pratique croise alors deux dimensions, celle de la soumission forcée de la femme à la puissance masculine, et celle de la soumission de l'ethnie de la femme violée à celle du soldat-voleur pour qui le viol est autant un acte d'humiliation envers l'autre qu'une récompense due après la bataille. Sémelin, Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, op.cit.

⁴ Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, op.cit.

⁵ Ibid.

⁶ Pavlović, Tatjana, « Women in Croatia : feminists, nationalists, and homosexuals », in Ramet, Sabrina (ed.), *Gender politics in the Western Balkans*, op.cit., p. 133-134

⁷ « C'est comme le sexe, avec deux filles » dit en parlant de violence contre d'autres supporters un membre des *Grobari* du Partizan Belgrade, dans le documentaire *International Football Factory*, Zig zag productions, Bravo TV channel, 2007. Le rapprochement entre l'excitation de la violence et celle liée au sexe est très courante dans le discours des supporters extrêmes.

⁸ Pavlowitch, Stevan, *Serbia : History behind the name*, Londres, Hurst & Co, 2002, p. 232

« *Rendez-vous à la rubrique nécrologique* »

Du temps de la Yougoslavie, les services spéciaux du régime communiste avait pour habitude d'exfiltrer ses criminels en Europe de l'Ouest en leur fournissant toute l'aide logistique dont ils avaient besoin en échange de quelques services comme des assassinats d'opposants politiques. Ainsi, ils ne commettaient aucun méfait en Yougoslavie et venaient même y dépenser l'argent qu'ils avaient volé. Arkan est le meilleur exemple de ce fonctionnement. Or, lorsque le régime s'est effondré et que la guerre a commencé, beaucoup de criminels de ce type sont rentrés à Belgrade en même temps, avec la caution du régime qui avait besoin d'eux pour faire la guerre. Au contraire, avec la guerre, de très nombreux jeunes appelés, parmi les plus diplômés et les plus brillants ont quitté le pays¹. Ce *brain drain* se traduit notamment par un appauvrissement culturel, illustré par l'avènement, encouragé par les médias aux ordres, d'un genre musical nouveau, le Turbofolk, mélange de rock saturé et de musique folklorique aux paroles kitschs valorisant les armes, le nationalisme, la virilité et l'argent facile². Des chanteuses aux formes généreuses se succèdent à la télévision dans des clips aux chorégraphies suggestives. La plus fameuse de ces chanteuses, Ceca, est une jeune fille de la campagne. Elle incarne le projet politique de Milošević consistant à s'appuyer électoralement sur les campagnes et les provinces désinformées et apeurées par le déclassé social contre l'intelligentsia urbaine et l'élite culturelle de Belgrade et de Novi Sad³. Son mariage avec Arkan en 1995, diffusé en direct à la télévision, est alors le conte de fée qui fait rêver toute la Serbie, ce qui en dit long sur le retournement des valeurs qui a eu lieu. Arkan personnifie en effet à lui seul le processus de *footballisation* de la Serbie, tant il se trouve à l'intersection de tous les mondes qui opèrent alors dans le pays entre football, politique, show business et crime organisé.

Les films *Lepa sela lepo gore*, et *Rane*, du réalisateur serbe Srđan Dragojević, sont pour James Gow et Milena Michalski « *l'illustration de la façon dont Milošević a corrompu la société serbe (...) pour aboutir à la prévalence d'une culture des armes, du fric et de la*

¹ On parle de près de 300.000 jeunes Serbes diplômés, la future élite du pays, qui a fui. Voir les travaux de Sasha Miličević et Chip Gagnon sur les *Draft Dodgers* et leurs stratégies pour éviter l'enrôlement.

² « Ethnic cleansing's balladeers get their marching orders », *The Independent*, 25 septembre 1994. La propre fille de Radovan Karadžić, Sonja, s'essaya à la chanson, sans grand succès.

³ Obradović, Marija, « Le parti au pouvoir : idéologie et technique de la domination », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, op.cit., p. 295

violence gratuite »¹. De même, dans le documentaire « Vidimo se u čitulji » (Rendez-vous à la rubrique nécrologique), Janko Baljak suit un certain nombre de criminels et chefs de gang entre 1994 et 1996². Leurs témoignages permettent de comprendre la fascination dont ils font l'objet, et met en perspective le caractère quasi-anarchique de Belgrade à cette époque, marquée par les règlements de compte en série et une économie qui avait quasi-intégralement basculé dans les mains de criminels. Le documentaire évoque par exemple le « mythe Knele », c'est-à-dire Aleksandar Knežević, gangster à l'ascension fulgurante, tué à 21 ans, et héros d'une partie de la jeunesse serbe. Un commandant de police reconnaît ainsi : « *pourquoi quelqu'un qui est encore jeune devrait travailler dur pour un salaire de misère quand il peut devenir riche et célèbre en faisant beaucoup moins d'efforts* » ? Un autre jeune gangster de 21 ans affirme que « *tous les jeunes rêvent de devenir gangster ne serait-ce que cinq minutes car ils ne vivront jamais dans une vie ce que nous vivons en une journée. Conduire de belles voitures, être avec des belles femmes, porter une grosse chaîne en or autour du cou etc.* ». La reconnaissance sociale dévolue aux gangsters vient alors confirmer la montée en puissance, dans la société serbe, de valeurs appartenant à la subculture des supporters extrêmes : violence et conflictualité, refus de toute forme d'autorité, port d'armes et virilité exacerbée. Aussi Gow et Michalski concluent-ils ainsi :

« Serbian society and culture in the 1990s was debased and atomized. The manipulative rule of Slobodan Milošević was predicated on politically proclaiming to uphold what was Serbian, while practically stripping Serbia and most Serbs of dignity and common values. This rule was founded on destroying the possibility of alternatives, whether political, cultural, social or economic³. It thrived in an atmosphere where the need for weary spirits to expend all energy on coping with the day to day meant no time or strength to oppose what had happened, politically, morally, culturally or economically. While some may have enthusiastically, if misguidedly, supported Milošević's war to begin with, only the barons of a venal and false society based on murder and Mafia business blended with the spinal cord of communism power mechanisms benefited. The impact of the war on Serbia generally was a loss of integrity, both physically, and more significantly, morally »⁴.

¹ Gow, James, Michalski, Milena, « The impact of the war on Serbia : spoiled appetites and progressive decay », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, Seattle, Washington University Press, 2005, p.143-165

² Baljak, Janko, « Vidimo se u čitulji », 35 minutes, B92, 1995, basé sur le livre *The crime that changed Serbia* d'Aleksandar Knežević et Vojislav Tufegdžić. De tous les protagonistes du documentaire, seul Kristijan Golubović est à ce jour encore en vie, devenu combattant d'Ultimate Fighting et vedette de télé-réalité après avoir purgé une longue peine de prison.

³ Gordy, Eric, *The culture of power in Serbia : nationalism and the destruction of alternatives*, op.cit.

⁴ Gow, James, Michalski, Milena, « The impact of the war on Serbia : spoiled appetites and progressive decay », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989*, op.cit., p. 162

Les valeurs et pratiques de la subculture des supporters extrêmes sont donc devenues dominantes, si ce n'est dans la majorité des esprits du moins dans les faits, compte tenu du caractère anarchique, violent et mafieux des relations sociales qui ont caractérisé la Serbie des années 1990. On peut ainsi se demander si cette *footballisation* ne signifie pas en réalité un « effondrement de la civilisation » (breakdown) au sens d'Elias¹. En son temps, Margaret Thatcher n'avait-elle pas déclaré que les hooligans britanniques étaient une « honte pour la civilisation » ? Il reste néanmoins à exposer les raisons pour lesquelles cette *footballisation* de la Serbie a été rendue possible. Il faut donc revenir sur la conjonction de trois facteurs explicatifs de ce phénomène, à savoir la guerre, le fonctionnement du régime de Milošević, et les sanctions internationales.

c. Aux fondements de la *footballisation* de la Serbie

La guerre a facilité en Croatie comme en Serbie la montée en puissance d'un « hypermasculinisme » violent. Cependant, Marina Glamočak rappelle que contrairement à la Croatie qui y est parvenue en les incorporant à son armée ou en les éliminant, le pouvoir serbe n'a pas été en mesure de totalement neutraliser les groupes paramilitaires qu'il a contribué à créer dans l'effort de guerre². Or, si le régime, par sa puissante police et ses services de sécurité, exerce toujours en dernier ressort le contrôle sur son territoire, il n'en demeure pas moins que l'existence de ces groupes puissants envers lesquels le régime avait une dette, a participé de la criminalisation à outrance de la société serbe au cours de ces années³. Cela est d'autant plus vrai que certains d'entre eux, comme les Béréts Rouges, ont ensuite été intégrés à l'appareil de sécurité d'Etat, créant une collusion mafieuse entre l'appareil de sécurité d'Etat et le crime organisé. Le maintien de Milošević au pouvoir est fondé sur l'établissement d'un climat de crise permanente, à travers la guerre⁴, et donc d'un degré de violence sociale élevé. Là où l'idéologie, et la cohérence d'un projet d'édification d'un Etat croate indépendant guident l'action autoritaire de Tuđman, Milošević se caractérise au contraire par son absence

¹ Elias, Norbert, *The Germans. Power struggle and the development of habitus in the nineteenth and twentieth centuries*, Cambridge, Polity Press, 1996, p. 308

² Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit., p. 170

³ La non-neutralisation de ces groupes et leur intégration au système de sécurité qui constituait un Etat dans l'Etat est une différence majeure dans les trajectoires de transition démocratique entre la Serbie et la Croatie à partir de 2000 comme nous le verrons ultérieurement.

⁴ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre*, op.cit.,

de conviction profonde et son opportunisme¹, qui lui font changer de discours et d'alliés au gré des circonstances tout au long des années 1990 entre bellicisme et pacifisme². Par conséquent, lorsque le premier peut mobiliser autour du projet et jouir de la légitimité de l'avoir accompli³, le second ne peut demeurer au pouvoir qu'en alliant la répression, à partir de l'intervention de l'armée contre les centaines de milliers de manifestants le 9 mars 1991, et l'anesthésie politique du peuple qu'il a lui-même provoquée.

En outre, l'épuisement du peuple serbe est obtenu à travers sa spoliation. Ainsi, par un système de banques pyramidales et en provoquant sciemment une hyperinflation aux montants inégalés par le recours à la planche à billet pour financer la guerre⁴, le régime a aspiré en 1992-1993 des milliards de Deutsch Mark de réserves de devises des Serbes⁵. Cela a eu pour effet un appauvrissement généralisé de la population (à l'exception des amis du régime et des gangsters d'où leur attractivité auprès des jeunes garçons et filles) qui n'a dû sa survie qu'à sa surface agricole mais qui, précisément accaparée par sa survie quotidienne, n'était plus en mesure d'avoir un impact politique. Ce n'est ainsi pas un hasard si les pires années en matière économique (1992-1995) sont celles au cours desquelles il y a eu le moins de mouvements de protestation contre le régime, contrairement à 1991 et 1996-1997 lorsque la guerre en Bosnie fut terminée et les sanctions levées. Les protestations pouvaient en effet socialement venir de la classe moyenne urbaine contre laquelle Milošević avait construit son pouvoir en faveur des paysans et populations plus conservatrices de la campagne qui ont moins souffert en raison de leur production agricole. Or, cette classe moyenne fut laminée par l'hyperinflation et la pauvreté, ce qui accéléra la fuite des cerveaux et des gens éduqués, et renforça l'apathie de la population restante. Cette spoliation du peuple fut aggravée par le vote par les Nations Unies de sanctions économiques contre la RFY en 1992⁶ qui se traduisit par une chute brutale de l'activité des entreprises du pays et donc des salaires, une pénurie de

¹ Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit.

² Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre*, op.cit., p. 327

³ Y compris de nos jours puisque la ville de Split a inauguré en 2014 une statue de Tuđman tandis que l'aéroport international de Zagreb a été baptisé à son nom en 2015.

⁴ Au plus fort de l'hyperinflation, la Banque nationale de Yougoslavie mettra en circulation des billets de 500 milliards de dinars.

⁵ Pour les détails de cette escroquerie, voir Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, op.cit., p. 497-500, voir aussi Dinkić, Mlađan, *Ekonomija destrukcije, velika pljačka naroda* (économie de la destruction, le grand pillage du peuple), Belgrade, Vin, 1995

⁶ Cet embargo fut relativement bien respecté par les pays voisins, à l'exception de la Macédoine. Les villages frontaliers de la RFY devinrent subitement très riches grâce à la contrebande de cigarettes, d'essence et d'autres produits de première nécessité. Voir Thomas, Robert, *Serbia under Milošević. Politics in the 1990s*, op.cit., p. 169

produits indisponibles localement, et la mise en place, par conséquent, d'une vaste économie de marché noir contrôlée par le régime et quelques mafieux affiliés comme Arkan. Les citoyens serbes n'avaient d'autre choix que de participer à ce système, en vendant à vil prix tout ce qui pouvait avoir de la valeur pour survivre à un moment où le salaire moyen de ceux qui travaillaient encore ne dépassait pas les 40 Deutsch Mark par mois¹. Ainsi en 1998, le PIB de la Serbie n'était plus que de 35% de ce qu'il était en 1989², l'industrie était à terre, les universités, foyers potentiels de contestation, fonctionnaient sans un sou, tandis que les employés des hôpitaux vendaient sur le marché noir toutes les machines possibles à la fois pour le trafic mais aussi pour survivre³.

Le régime a en réalité transformé la Serbie en Etat-mafia en liquidant les actifs des entreprises publiques comme Genex⁴, en détournant, une fois les sanctions allégées puis levées, les produits des droits douanes par l'intermédiaire de Mihalj Kertes⁵, directeur des douanes et très proche de Milošević, ou en concédant les licences d'importation de biens à des sociétés liées ou même directement possédées par le fils de Milošević, Marko, âgé d'à peine vingt ans⁶. Dans ce contexte, comme dans tout système mafieux, les hommes d'affaires se bouscullaient pour obtenir les faveurs de Milošević et surtout de sa femme, Mira Marković, à la très grande influence sur son mari. Elle était à la tête du parti de la gauche unie (JUL), allié de Milošević, qui était en fait une structure dans laquelle ceux qui souhaitaient obtenir des faveurs du pouvoir faisaient bien d'adhérer. De fait, la concurrence entre les hommes d'affaires pour obtenir les meilleures places déboucha sur de très nombreux meurtres exécutés par des professionnels sans que jamais la police ne fût en mesure d'en élucider un. Preuve ultime de ce mélange des genres entre monde politique et criminalité, lorsque Kertes fut arrêté en 2000 après le renversement du régime, il fut pris avec 1,3 million de dollars en Deutsch

¹ Ibid

² Miljković, Maja, Hoare, Marko Attila, « Crime and the economy under Milošević and his successors » in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989*, op.cit., p. 197

³ Ibid., p. 195

⁴ Ibid, p. 207

⁵ Ibid. Kertes avait été l'organisateur de la révolution des yaourts qui avait permis à Milošević de prendre le contrôle du gouvernement de Vojvodine en 1988. On parle d'un possible détournement de 4 milliards de dollars.

⁶ Il ne faut pas oublier non plus que le Monténégro s'était fait une spécialité dans le trafic de cigarettes afin de survivre pendant les années 1990, ce que cachait à peine, quelques années plus tard, l'homme fort du pays Milo Djukanović, au pouvoir depuis 1989, et qui a rompu avec Milošević à partir de 1997.

Mark et dinars, quinze fusils à lunette, dix voitures de luxe blindées, et sept kilos de cocaïne de grande qualité¹.

Ainsi on voit à quel point l'économie serbe était criminalisée et marquée par la violence et les pratiques mafieuses², ce qui renvoie à l'effondrement général d'une Serbie totalement corrompue d'un point de vue économique, social mais aussi et surtout moral. La guerre, le fonctionnement du régime, et les sanctions économiques ont consacré le triomphe d'une nouvelle classe de businessmen, de profiteurs de guerre et de gangsters, intimement liés au pouvoir politique. La puissance et le triomphe de la criminalité est la marque d'une dégénérescence plus globale de la vie économique et sociale en Serbie, et de sa défaite morale. C'est ce retournement, marqué par la victoire de la violence, du machisme, de l'argent, du crime, que nous avons appelé *footballisation*. Au milieu de cette décomposition morale et sociale, on peut enfin se demander ce qu'il en fut du football lui-même, et revenir à l'idée de fenêtre d'observation pour mieux illustrer la trajectoire de la Serbie, tant à travers celle de ses clubs phares qu'à travers l'histoire du FK Obilić, club repris par Arkan et qui connut un succès fulgurant.

d. Le football serbe, allégorie d'une déchéance

La déchéance sportive

Au moment où les joueurs de l'Etoile rouge de Belgrade soulèvent la Coupe intercontinentale en décembre 1991, le club est au faîte de sa gloire. Pourtant, la guerre incite déjà l'UEFA à ordonner au club de jouer ses matchs de coupe d'Europe de la saison 1991-1992 sur terrain neutre, notamment à Sofia, où l'Etoile Rouge disputera ses matchs de Coupe d'Europe à l'automne 1991. Porte-étendard de la *serbité* triomphante, l'Etoile Rouge est suivie par ses fidèles supporters qui vont jusqu'à emmener leurs enfants dans de longs voyages à travers l'Europe au lieu de les laisser à l'école, en guise de leçon de patriotisme³.

¹ Miljković, Maja, Hoare, Marko Attila, « Crime and the economy under Milošević and his successors » in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989*, op.cit, p. 201

² Pratiques qui ne sont pas sans rappeler, à certains égards, la brutalité du renversement de l'économie russe après 1990 dont les proches du pouvoir ont alors profité dans d'inimaginables proportions. Voir Boutillier, Sophie, Peaucelle, Irina, Uzunidis, Dimitri, *L'économie russe depuis 1990*, Bruxelles, De Boeck Université, 2008

³ Ivan Čolović cite ainsi un mot d'excuse écrit par un père de famille à l'institutrice de son fils pour excuser son absence. *Campo di calcio campo di battaglia*, op.cit., p.36

Le capitaine de l'équipe en 1992, Vladan Lukić¹, va pour sa part rendre visite aux supporters de l'équipe qui se sont engagés dans la guerre, les assurant du soutien de l'équipe et du peuple serbe. Cependant, les victoires sportives de l'Etoile Rouge incarnent autant son apogée que son chant du cygne. A l'instar de la Yougoslavie elle-même qui sombre rapidement dans la guerre, la pauvreté et le chaos, l'Etoile Rouge passe en très peu de temps de meilleur club du monde à monument du patrimoine en péril. Ce brutal renversement tient en réalité principalement à deux raisons. D'abord, les sanctions économiques et sportives de l'ONU contre la RFY vont avoir des conséquences désastreuses sur le club, ainsi que sur l'autre grand club de Belgrade, le Partizan. Ensuite, indépendamment des sanctions et de la guerre, la fin du système communiste marque en lui-même un bouleversement majeur dans le modèle de fonctionnement des clubs, un constat qui se retrouve partout ailleurs en Europe centrale et orientale où la décennie 1990 a vu des dizaines de clubs glorieux disparaître et d'autres être relégués dans les abîmes du football européen². Il faut donc entrer dans le détail de ces deux raisons pour appréhender dans quelle mesure le football en Serbie épouse la trajectoire de la Serbie elle-même.

La fin du communisme entraîne un bouleversement majeur dans l'organisation du football dans toute l'Europe de l'Est. En effet, les clubs omnisports étaient adossés à des structures publiques (armée, police, services secrets, entreprises publiques de chemin de fer etc.) qui les finançaient et influençaient bien souvent les résultats sportifs. Par conséquent, lorsque le système qui sous-tendait ces structures a disparu, les structures elles-mêmes n'ont plus été en mesure d'entretenir leurs clubs de sport. Ainsi, de nombreux clubs ont disparu, tandis que d'autres ont cessé, sous la pression de l'arrêt Bosman de 1995³, d'être des clubs de premier rang sur la scène européenne. Les résultats comparés des clubs issus d'Europe de l'Est dans les derniers tours des compétitions européennes par décennie entre les années 1970 et nos jours permettent d'observer une forte chute à partir de la seconde moitié des années 1990 lorsque la dernière génération des joueurs formés sous les régimes communistes (Bulgarie 3^e du Mondial 1994, Roumanie quart de finaliste, République Tchèque finaliste de

¹ En 1999, celui-ci, devenu joueur du FC Metz, cassera son contrat pour s'engager dans l'armée au moment des bombardements de l'OTAN sur la Serbie. Il deviendra plus tard président de l'Etoile Rouge avec le soutien des supporters extrêmes.

² Par exemple les clubs de l'Est de l'Allemagne. Pour les exemples de la Roumanie et de la Pologne, voir De Waele, Jean-Michel et Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit.

³ Gasperini, William, Polo, Jean-François, « L'espace européen du football. Dynamiques institutionnelles et constructions sociales. Introduction », *Politique Européenne*, n°36, 2012 ; Manzella, Andrea, « La dérégulation du football », *Pouvoirs*, n°101, 2002

l'Euro 1996) quitte les clubs d'origine de plus en plus tôt en raison des graves difficultés financières de ces clubs, obligés de vendre leurs meilleurs joueurs pour survivre. De fait, seuls un savoir-faire de formation intact et l'arrivée providentielle de riches hommes d'affaires apparus suite aux privatisations sauvages des années 1990 permettront à quelques clubs russes et ukrainiens de faire leur retour sur le devant de la scène européenne avec plusieurs succès dans les années 2000 (CSKA Moscou, Zenit Saint-Petersbourg, Dynamo Kiev, Shakhtar Donetsk)¹. Ce phénomène structurel de chute du communisme a correspondu en ex-Yougoslavie au phénomène conjoncturel de la guerre qui a également désorganisé et appauvri les clubs, et qui ont dû, pour la Serbie, faire face à l'exclusion de toute compétition européenne en raison des sanctions sportives.

L'impact de cette décision fut symbolique et fort, celui d'une humiliation d'être ainsi isolé et considéré comme un paria international, un Intouchable avec lequel on ne peut décidément même plus partager le même terrain. Cette décision illustre en réalité l'importance donnée à ce qui relève de l'immatériel dans un conflit, qui induit des réactions émotives, et ne peut se résoudre que par la reconnaissance mutuelle. Thomas Lindemann souligne ainsi que les conflits internationaux doivent souvent leur caractère inextricable non pas tant à des éléments matériels ou territoriaux mais à ce que les belligérants ne se reconnaissent pas dans leur altérité, ni ne reconnaissent comme légitimes leurs causes respectives². A travers cette décision d'exclure les Serbes (et les Monténégrins) de tout échange sportif, culturel et scientifique, il leur est en réalité signifié qu'ils ne sont plus reconnus, qu'ils n'existent plus, qu'ils ne sont plus des alter ego dans le concert des nations, que leurs artistes, leurs scientifiques, leurs sportifs ne méritent plus d'être reconnus et fréquentés comme tels, car leurs talents autrefois reconnus s'effacent désormais sur l'autel de l'infamie d'être Serbe. Par conséquent, le football serbo-monténégrin a continué à exister, mais uniquement dans ses propres frontières pendant trois saisons. L'ancien grand joueur et dirigeant de l'Etoile Rouge Dragan Džajić raconte ainsi comment les instances dirigeantes et la direction du Partizan Belgrade ont fait en sorte de multiplier les derbys pendant cette période afin d'entretenir un minimum d'engouement pour le football, et un semblant de compétition pour que les joueurs conservent leur niveau alors que les clubs ont dû laisser partir tous leurs meilleurs joueurs en

¹ Sur les cas de la Russie et de l'Ukraine, voir Veth, Manuel, « The Berlusconiization of Post-Soviet football in Russia and Ukraine : money scores goals, goals win titles and titles win popularity », *Journal of Sport History*, vol.41, n°1, 2014

² Lindemann, Thomas, *Causes of war. The struggle for recognition*, Colchester, ECPR Press, 2010

très peu de temps¹. Les adversaires de l'Etoile Rouge ont ainsi cessé d'être les plus grands clubs d'Europe pour devenir des petits villages de Serbie. A son retour sur la scène européenne lors de la saison 1995-1996, l'Etoile Rouge de Belgrade est ainsi éliminée dès le tour préliminaire de la Coupe UEFA par le modeste club suisse de Neuchâtel.

Ainsi, là où les clubs croates parviennent encore à tirer leur épingle du jeu (Hajduk Split est en quart de finale de la Ligue des Champions en 1995), les clubs serbes sortent de la décennie 1990 ruinés économiquement et sportivement à la fois par la fin du système de patronage qui existait sous le communisme, mais aussi, et peut-être surtout par les sanctions économiques et sportives qui ont touché le pays, les premières étant probablement plus décisives encore que les secondes dans l'appauvrissement généralisé de ces clubs qui rejoint là l'appauvrissement généralisé du pays. Dans sa « lamentation pour Marakana » en 2001, Ivan Čolović écrit :

« A notre grand regret, nous sommes un des rares pays à avoir été expulsé de ce royaume, ou bien nous représentons l'une de ses périphéries les plus éloignées. Notre grand temple du football est encore là, mais il y a de moins en moins de croyants, les liturgies du football s'y tiennent de plus en plus rarement, et les prières en l'honneur du ballon se font sentir, elles aussi, de moins en moins. De moins en moins, les flammes des feux d'artifices montent vers le ciel, tout comme les cris des croyants en transe. Obscur et vide, le Marakana se dresse là comme le témoin silencieux d'une chute, d'une défaite, d'un écroulement... Il n'y a pas de doute que ce stade et son club, comme notre football tout entier, ait succombé au mal qui, pendant les dix dernières années, a ruiné tout dans le pays »².

La criminalisation du football serbe

En tant que secteur économique désormais défait des règles liées au communisme (puissant patronage public, limite d'âge de 28 ans avant laquelle les joueurs ne peuvent pas partir à l'étranger), le football n'a pas échappé à la criminalisation généralisée de l'économie serbe sous l'effet des sanctions économiques internationales et de la guerre. Là où les compétitions sportives pouvaient être influencées par des agendas politiques dans l'espace communiste, ce sont désormais les intérêts mafieux qui prennent la main pour dicter leurs propres intérêts, que ce soit dans la prise de contrôle des clubs, dans la vente des joueurs, ou dans les résultats sportifs eux-mêmes, liés aux affaires et aux paris clandestins, avec les

¹ Wilson, Jonathan, *Behind the curtain*, op.cit.

² Cité in Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit., p. 109

règlements de compte et les meurtres inhérents à ce milieu¹. Le football illustre jusqu'à l'absurde la criminalisation forcée de l'économie serbe sous l'effet des sanctions internationales. En effet, l'interdiction de transferts bancaires vers des établissements situés en Serbie n'a pas empêché les clubs serbes de vendre leurs joueurs à l'étranger, ce qu'ils étaient de toute façon contraints de faire pour survivre. Or, cela n'était possible que grâce à l'existence de circuits parallèles, de comptes bancaires *off shore*, notamment à Chypre, et de circulations de mallettes remplies de Deutsch Mark rentrées clandestinement sur le territoire serbe, sur lesquelles les dirigeants prélevaient leur part. Quant aux joueurs, leur valeur marchande, l'effondrement des clubs et la criminalisation de l'économie ont concouru à en faire les proies de mafieux reconvertis en agents qui s'approprièrent directement les droits de ces joueurs sur les transferts, une pratique toujours d'actualité².

Néanmoins, le personnage d'Arkan incarne sans aucun doute le mieux la Serbie des années 1990 tant il se trouve à l'intersection de tous les mondes à l'œuvre, y compris celui du football à plusieurs titres, au cours de cette décennie. Arkan est un braqueur de banques, le criminel le plus riche de Serbie, ancien tueur pour les services yougoslaves, c'est également un criminel de guerre dont la milice, les Tigres, a nettoyé plusieurs villes de l'Est de la Bosnie, soutenue et financée aussi bien par le trafic que par l'Etat serbe. Au sein de cette milice se battaient des supporters de l'Etoile Rouge dont il était le chef. En 1993, Arkan devient également éphémère député du Kosovo, tandis que son parti politique, le parti de l'unité serbe, lui survit malgré la perte de son mandat. Le mariage d'Arkan avec la star du turbofolk Ceca est par ailleurs l'apothéose, retransmise en direct à la télévision, du système serbe de destruction des alternatives au nationalisme, et de construction politique et culturelle d'un « Far West » kitch dans les mains du pouvoir. Arkan et Ceca sont alors les deux héros qui incarnent à ce moment la Serbie et la serbité, l'alliance très naturelle entre la dimension politique et mafieuse du régime, et sa dimension « culturelle ». Si l'on en revient au football,

¹ Voir notamment Chassagne, Philippe, Gjeloshaj, Kolë, « Sport, affaires et milieu dans les Balkans », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre (eds.), *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et Orientale*, op.cit. Les auteurs rappellent à juste titre que la Serbie n'est pas le seul pays touché par ce phénomène. Dans les Balkans et ailleurs à l'Est, l'effondrement de l'ancien système a donné lieu à des recompositions liées au football dans lesquelles les acteurs du crime organisé ont su s'insérer.

² Encore aujourd'hui, les clubs serbes ne sont pas propriétaires de 100% des droits de leurs joueurs. Un certain pourcentage, voire la totalité, appartient très souvent directement à l'agent du joueur, si bien que les fortes ventes réalisées ne se traduisent pas par une amélioration substantielle des finances du club. D'autres montages sont imaginés qui privent les clubs serbes de la grande partie des revenus des transferts des joueurs. Ainsi le Partizan Belgrade, qui a vendu plusieurs joueurs à hauteur de 10 à 15 millions d'euros ces dernières saisons, lutte toujours pour régler ses factures d'électricité. Voir « Le football des Balkans, l'empire de Pini Zahavi », *Footballski*, 29 février 2016

Arkan a rapidement cherché à profiter de sa notoriété pour s'installer dans le milieu à travers la reprise d'un club, tant pour des raisons d'image que de business. Après avoir échoué à s'imposer à la tête de l'Etoile Rouge et du FK Priština, il reprend finalement le petit club belgradois du FK Obilić en 1996. Ce nom est très symbolique puisque dans le récit national serbe, Miloš Obilić est celui qui aurait, au péril de sa vie, tué le sultan Murat lors de la bataille du Kosovo en 1389. Miraculeusement, le club remonte dès la première saison en première division puis devient immédiatement champion de RFY lors de la saison 1997-1998. Là où les employés du club vantent les qualités de meneur d'homme d'Arkan, les adversaires préfèrent parler, à mots couverts, de pressions, menaces et autres coups tordus organisés par Arkan et ses hommes pour s'assurer les victoires nécessaires. Certains joueurs assurent avoir été menacés avant de jouer contre Obilić, d'autres auraient été retenus prisonniers puis relâchés après le match, tandis que l'Etoile Rouge a préféré à plusieurs reprises se changer dans son bus et rester sur le terrain à la mi-temps de peur de pénétrer dans les vestiaires du stade¹.

Sous la pression de l'UEFA qui refusait qu'un criminel de guerre présumé accompagne une équipe pour disputer la Ligue des Champions, Arkan démissionne en 1998 pour céder la place à sa femme Ceca. Après trois années de succès sous sa direction, le club périclité aussi vite qu'il est apparu après le meurtre d'Arkan en janvier 2000. Sa mort, ajouté au changement de gouvernement à la fin de l'année 2000 précipite la fin du club. Les joueurs sont tous vendus sans pour autant que le club touche l'argent de ces transferts. Ceca et d'autres complices sont ainsi accusés par la justice serbe de détournement de fonds sur ces transferts², une pratique en réalité très courante. Ainsi, la criminalisation organisée de la Serbie n'a pas épargné la sphère du football. Celui-ci est au contraire un excellent outil d'analyse pour mettre à jour la profondeur des liens entre le monde politique, présent dans les conseils d'administration des clubs, et le monde du crime organisé, lié aux clubs à travers les divers mouvements d'argent. Au croisement de tous ces univers, Arkan personnifie la décennie d'effondrement moral de la Serbie qui a cédé la place à un système qui, par ses structures mêmes, était politiquement nationaliste et belliqueux, économiquement prédateur et mafieux et culturellement kitch, patriarcal et réactionnaire.

¹ Ces anecdotes figurent dans les récits de Jonathan Wilson, *Behind the curtain*, op.cit., et Franklin Foer, *How football explains the world*, op.cit, dans son chapitre 1 sur la Serbie.

² « Serbie : Ceca inculpée dans l'affaire des transferts illégaux de son club de football », *Le Courrier des Balkans*, 30 mars 2011

Section 3 : Le football comme espace de résistance politique

Jusqu'à présent, nous avons montré dans quelle mesure les mondes du football avaient participé de l'exercice du pouvoir politique dans le sens de la reproduction des rapports de force politique en faveur des gouvernants. Il convient toutefois, afin d'être complet sur le rôle du football dans le dispositif d'exercice du pouvoir politique, de se pencher sur le phénomène inverse, c'est-à-dire dans quelle mesure le football peut devenir un espace de résistance politique pour ses acteurs afin de s'opposer au pouvoir politique en place. Cette fonction peut être soutenue par le concept de sphère du *subpolitique* développée par Ulrich Beck¹, appliquée au football. Pour Beck, la sphère du subpolitique interagit autant qu'elle diffère avec la sphère du politique selon quatre critères. D'abord, ce sont des acteurs sociaux hors du système politique. Ensuite, ces acteurs conçoivent leurs actions et la société en allant du bas vers le haut. En outre, la sphère subpolitique n'est pas ouverte, politiquement et idéologiquement, qu'à une seule orientation possible. Enfin, la force de cette sphère subpolitique réside dans la nature explosive de ce qui peut paraître au premier abord anodin au pouvoir politique, mettant ainsi en jeu autant la nature de ses réponses (ou son absence de réponse) que la chronologie de celles-ci. Autrement dit, le football va représenter un espace à la marge du politique dans lequel certains de ses acteurs vont capitaliser sur cet aspect marginal pour se mobiliser et chercher à exercer un impact sur l'agenda politique, en l'espèce, dans le sens d'une opposition résolue aux pouvoirs politiques en place au Kosovo, en Croatie et en Serbie. Cela démontre une fois encore la plasticité du football et son absence de nature intrinsèque qui le disposerait à servir de béquille aux autoritarismes de tous ordres. De fait, avant de voir comment les acteurs du football ont participé au tournant politique de 2000 en Serbie et Croatie, nous analyserons d'abord le rôle que le football a joué dans le très atypique mouvement de résistance politique non-violent des Albanais du Kosovo pendant les années 1990.

¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Champ-Flammarion, 2003

1. Le football dans le dispositif de résistance pacifique des Albanais du Kosovo

a. Le Kosovo, une histoire contestée

Il est difficile d'établir une histoire « objective » du Kosovo tant il fait l'objet, de la part des Serbes et des Albanais, d'une sur-valorisation émotionnelle et idéologique. Nombre d'ouvrages à prétention scientifique ont été écrits par des historiens, anthropologues et autres savants serbes et albanais dont l'unique objectif était de démontrer la légitimité unique de leur peuple à occuper cette terre, à la fois par antériorité historique et par domination démographique¹. C'est donc sur ces deux points que nous articulerons quelques données sur le Kosovo. Puis nous montrerons en quoi le XXe siècle a été une succession de dominations d'un peuple sur l'autre, faisant du Kosovo un objet de conflit permanent et non négociable.

Des légitimités concurrentes

La présence continue des Serbes au Kosovo est avérée depuis au moins le XIe siècle, notamment grâce à la toponymie. En effet, tous les noms de lieu du Kosovo sont d'origine slave, les noms albanais n'étant que des adaptations². Vers 1180, le prince serbe Stefan Nemanja conquiert ce qui est aujourd'hui le Kosovo oriental³. Celui-ci avait deux fils. Stefan, l'aîné, fut couronné premier roi de Serbie, pendant que le cadet, Sava, était moine au Mont Athos, en Grèce. Il y avait donc une indécision entre un roi lié à Rome et son frère moine orthodoxe. Cette incertitude fut levée en 1219 lorsque Sava décida de faire revenir le royaume dans le monde orthodoxe à condition que le Patriarcat oecuménique (en Grèce) lui accordât l'autocéphalie, c'est-à-dire la totale indépendance de l'église serbe⁴. Ainsi Sava devint Saint Sava, fondateur de l'Église serbe, qui allait être étroitement liée à l'expansion du royaume, notamment au Kosovo où de très nombreux monastères et églises furent construits entre le

¹ Citons par exemple Samardžić, Radovan (dir), *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, op.cit.; Koljević, Nikola, *Du patriotisme, littérature et politique*, op.cit.; Berisha, Ibrahim (ed.), *Serbian colonization and ethnic cleansing of Kosova: documents and evidence*, Priština, 1993; Pulaha, Selama, *L'autochtonéité des Albanais en Kosove et le prétendu exode des Serbes à la fin du XVIIIe siècle*, Tirana, 1995

² Garde, Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, op.cit., p.231

³ Comme le rappelle Jean-Arnault Dérens, les frontières du Kosovo telles que nous les connaissons aujourd'hui dans son découpage territorial et administratif ont souvent évolué au cours de l'histoire. Nous évoquerons donc les territoires de l'époque rapportés au découpage actuel. Voir Dérens, Jean-Arnault, *Le piège du Kosovo*, op.cit.

⁴ Fine, John V.A., *The early medieval Balkans*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 1991

XIIe et le XVe siècle comme le monastère des Saints-Archanges de Prizren, celui de Gračanica, ou de Visoki Dečani. Par ailleurs, le Patriarcat de l'église serbe a été installé à Peć en 1346, à l'Ouest du Kosovo actuel. Le Kosovo est ainsi souvent décrit comme le berceau de l'identité serbe. Le récit national serbe accorde une place centrale au mythe du Kosovo et à la bataille de Kosovo Polje¹ de 1389 contre les troupes de l'empire ottoman². Après la défaite, l'empire serbe se disloqua et le Patriarcat de Peć disparut en 1459. Il fut toutefois restauré en 1557, toujours basé à Peć, ce qui fit de l'église orthodoxe serbe la seule institution « nationale » du peuple serbe pendant plusieurs siècles. Sur le plan démographique, deux éléments participèrent du bouleversement des équilibres au Kosovo. D'abord, les cinq siècles de l'occupation ottomane correspondent à l'arrivée en nombre au Kosovo d'Albanais, qu'ils soient catholiques, ou convertis à l'islam pour des raisons de commodités. En outre, la contre-offensive³ autrichienne de 1688-1689 eut d'importantes conséquences puisque les Serbes furent poussés par l'Autriche à la rébellion contre les Ottomans. Cependant, la guerre tourna à l'avantage de la Sublime Porte. Ainsi, en janvier 1690, le Patriarche serbe Arsenije III Crnojević n'eut d'autre choix, face aux représailles massives au Kosovo, que de prendre la tête d'une vaste migration des Serbes vers les terres restées sous contrôle autrichien, notamment la Vojvodine et les régions qui servaient de frontières militaires entre les deux empires⁴. Cet épisode est connu sous le nom de « Grande migration » (*Seoba Velika*). Il fut dramatique pour les Serbes du Kosovo puisqu'à ces départs de masse s'ajoutaient un mouvement d'immigration vers le Kosovo de tribus venues du Nord de l'Albanie. Ainsi, la grande migration de 1690 représente le premier point de rupture démographique très important au Kosovo entre les Serbes et les Albanais.

La première partie du XIXe siècle marque l'émergence de la Serbie comme un Etat autonome. Dans le cadre du réveil des nationalités caractéristique du XIXe siècle⁵, le ministre de l'intérieur Ilija Garašanin, le « Bismarck serbe⁶ » rédigea en 1844 un document stratégique

¹ D'autres peuples, y compris des Albanais, ont participé avec les Serbes à cette bataille, mais celle-ci ne revêt pas du tout la même importance dans leurs récits nationaux respectifs.

² Selon la légende, alors que le Prince Lazar choisit la défaite et le sacrifice pour faire gagner aux Serbes le royaume céleste, son gendre Vuk Branković quitta le champ de bataille et devint ainsi dans l'imaginaire serbe l'image du traître. Dans les faits pourtant, il est établi que Vuk n'a pas abandonné la bataille. Voir Dérens, Jean-Arnault, *Kosovo, année zéro*, op.cit., p.40

³ L'armée autrichienne avait arrêté les troupes ottomanes aux portes de Vienne en 1683.

⁴ En serbo-croate, « frontière militaire » se dit « vojne krajine », voilà l'explication de la présence massive et séculaire de Serbes (jusqu'en 1995) dans ce qui est aujourd'hui le Krajina croate.

⁵ Sur ce réveil, voir en particulier Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992; Thiesse, Anne-Marie, *La construction des identités nationales, Europe XVIIIe-XXe siècle*, op.cit.

⁶ Mackenzie, David, *Ilija Garašanin, Balkan Bismarck*, Londres, East European Monographs, 1985

connu sous le nom de « *Nacertanje*¹ » (esquisse) à l'attention du prince Alexandre Karađorđević. Ce document préconisait une extension serbe vers le Sud, c'est-à-dire vers le Kosovo, que les Serbes appellent aussi « Vieille Serbie », ainsi que vers la Macédoine. Dans ce texte, Garašanin rappelle notamment que le destin serbe a été contrarié par la défaite de 1389 mais que la déliquescence ottomane devait permettre de reprendre les choses telles qu'elles avaient été laissées il y a 450 ans. Bien sûr, le souvenir de la bataille du Kosovo était présent chez les Serbes à travers les chants et poésies folkloriques recueillies en particulier par Vuk Karadžić, le « MacPherson serbe² », et formalisateur de la langue serbo-croate. Ainsi, à partir du milieu du XIXe siècle, « la Vieille Serbie (le Kosovo), et la Serbie du Sud (la Macédoine) allaient devenir de véritables obsessions pour Belgrade »³.

Le XXe siècle, balancier de la terreur

L'issue des guerres balkaniques de 1912-1913 fait toujours l'objet de très vives polémiques entre Serbes et Albanais en ce qui concerne le Kosovo. En effet, tandis que dans le récit historique serbe, le Kosovo a été « libéré » par l'armée serbe du joug ottoman puis est revenu au sein de la Serbie, dans le récit albanais, les Serbes « envahissent et colonisent » le Kosovo à cette date. Quoi qu'il en soit, dans les faits, le Kosovo passe sous contrôle serbe, tandis que le traité de Londres donne naissance à l'Albanie en 1912. Puis, tout au long du XXe siècle, le Kosovo passa d'une domination à une autre. Le récit que fait Tim Judah⁴ de cette période montre très bien comment à une période de domination serbe où les Albanais sont persécutés, succède une période de domination albanaise où ce sont les Serbes qui sont persécutés. Dans le temps, cela s'est passé comme le raconte benoîtement un policier serbe originaire du Kosovo en 1989 quand un réserviste de Belgrade lui demande pourquoi il brutalise les Albanais: « *C'est à notre tour de la faire... Ils nous ont maltraités sous les Turcs, nous les avons maltraités en 1912, ils nous ont maltraités après la retraite de 1915, nous les avons maltraités après 1918, ils nous ont maltraités pendant la Seconde Guerre mondiale*⁵,

¹ Pour une traduction partielle en français de ce texte, voir Grmek, Mirko, Gjidara, Marc, Neven, Simac, *Le nettoyage ethnique*, op.cit., p 75-98

² Thiesse, Anne-Marie, *La construction des identités nationales, Europe XVIIIe-XXe siècle*, op.cit., p 97

³ Dérens, Jean-Arnault, *Kosovo, année zéro*, op.cit., p 45

⁴ Judah, Tim, *Kosovo, war and revenge*, op.cit.

⁵ L'Italie fasciste a annexé l'Albanie et lui a adjoint la majeure partie du Kosovo actuel, le nord étant sous contrôle allemand dans la Yougoslavie occupée. Tout en s'écartant des versions serbe et albanaise qui exagèrent ou minimisent le rôle des Albanais dans la collaboration, il ne fait aucun doute que les Albanais du Kosovo ont

nous les avons maltraités après 1945 sous Ranković¹, puis ils nous ont maltraités à partir de 1974², maintenant, nous prenons notre revanche »³.

L'année 1989 marque une rupture. Symboliquement, Milošević, qui a pris le pouvoir en Serbie en 1987 en rallumant chez les Serbes la question du Kosovo, vient célébrer le 600^e anniversaire de la défaite de Kosovo Polje le 28 juin devant un million de Serbes qui acclament son discours belliqueux. Juridiquement et politiquement, c'est également l'année de l'abrogation des mesures d'autonomie vis-à-vis des provinces de Serbie (Kosovo et Vojvodine), pourtant prévues par la Constitution de 1974. La rupture est alors consommée entre le système serbe et les Albanais du Kosovo, et une autre séquence politique s'ouvre alors avec la fin du communisme en Europe et la fin de la Yougoslavie dans la guerre.

b. Les institutions parallèles au Kosovo

Lors de la négociation des accords de Dayton, Slobodan Milošević obtint qu'il ne fût pas question du Kosovo et que celui-ci fût considéré comme une affaire intérieure. Se trouvant en position de « faiseur de paix », cette concession lui a été accordée sans difficulté⁴. Personne ne se préoccupe donc de la politique de ségrégation que celui-ci applique au Kosovo depuis 1989. En effet, les changements constitutionnels de 1989 se sont traduits par la mise à l'écart de tous les Albanais des emplois dans les administrations, la presse, les universités, les entreprises⁵ ainsi que des postes de direction ou des postes politiques ou syndicaux, mais aussi par une politique de harcèlement et de persécution des Albanais par la police désormais exclusivement serbe. Ainsi, la destruction des alternatives au nationalisme et l'ethnification de la vie politique comme substitut à sa démocratisation, à l'œuvre ailleurs en Yougoslavie eut

accueilli au moins avec bienveillance l'occupation italienne qui les soustrayait à la domination serbe et les unifiait à la mère-patrie.

¹ Ministre de l'intérieur de Tito, parmi les « durs » du régime, et seul serbe de la garde rapprochée de Tito. Communiste convaincu, il tombe en disgrâce en 1966 et son renvoi marque un assouplissement du régime. Les funérailles de Ranković en 1983 donneront lieu à une récupération de la part des nationalistes serbes.

² Date de la dernière constitution adoptée sous Tito qui prévoit la fédéralisation poussée de la Yougoslavie et une grande autonomie pour les provinces autonomes qui dans les faits jouissent des mêmes prérogatives que les républiques sans en avoir le statut. Voir par exemple Judah, Tim, *Kosovo, war and revenge*, op.cit., Tomić, Yves, *La Serbie du prince Miloš à Milošević*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2003; Malcolm, Noel, *Kosovo : a short history*, Londres, MacMillan, 1998

³ Récit rapporté par Jean-Arnault Dérens, *Kosovo, année zéro*, op.cit., p334

⁴ Voir Holbrooke, Richard, *To end a war*, op.cit.

⁵ Ainsi selon Howard Clark, en 1991, les Serbes avaient renvoyé 150.000 Albanais de leurs emplois, soit 90% de la population active d'origine albanaise. Voir Clark, Howard, *Civil resistance in Kosovo*, Londres, Pluto Press, 2000, p.74

également lieu au Kosovo où le desserrement de l'état yougoslave a immédiatement signifié le resserrement de l'état serbe dans une région déjà fortement polarisée. La reprise en main serbe était donc totale dans tous les secteurs de la société, ce qui ne laissait pas d'autre choix aux Albanais que de se mobiliser dans d'autres cadres d'action plus clandestins que les grèves et les protestations publiques pratiquées depuis des années et sévèrement réprimées. C'est dans ce contexte que la Ligue Démocratique du Kosovo (LDK) fut créée autour d'Ibrahim Rugova et d'autres intellectuels et d'écrivains en décembre 1989. Ce dernier, élu président de la république du Kosovo proclamée par l'Assemblée du Kosovo dissoute par Belgrade¹, choisit d'adopter une stratégie de résistance non-violente et passive basée sur le boycott de la vie politique et des élections serbes², en partie par conviction personnelle, et en partie pour des raisons tactiques considérant que de cette façon, les Albanais pouvaient développer de leur côté leurs propres structures parallèles, ce qui fut fait d'abord de façon désordonnée et improvisée puis de façon plus verticale sous le contrôle de la LDK³.

Selon Besnik Pula, ces « institutions parallèles » ont pu émerger sur les ruines des anciennes structures dans lesquelles les Albanais travaillaient, désormais aux mains des Serbes. Les directeurs d'école, universitaires, chefs de services hospitaliers, directeurs administratifs etc. possédaient les compétences nécessaires pour « inventer » un nouveau système même avec des moyens défailants malgré la mise en place de financements venus principalement de la diaspora. De fait, le système d'éducation, principale institution ayant fonctionné dans les années 1990, a été rendu possible grâce à la mobilisation des membres des syndicats des enseignants albanais. Il en va de même pour les médecins qui ont continué à pratiquer tant bien que mal, ou encore des journalistes qui ont continué à faire paraître des journaux en langue albanaise malgré le danger. Pendant les années 1990, les classes se faisaient dans les maisons privées, dans les caves, à l'abri de la police serbe. Ce système scolaire parallèle a été remarquablement analysé par Denisa Kostovičova qui décrit une démarche à la fois éducative, politique et identitaire⁴.

¹ Un référendum clandestin eut lieu en septembre 1991 donnant près de 98% à l'indépendance. Seul candidat, Ibrahim Rugova fut élu « Président de la république de Kosovë ». Seule l'Albanie reconnut alors l'indépendance du Kosovo proclamée en octobre 1991.

² Ce boycott électoral est paradoxalement tout à fait capital à la survie du régime de Milošević puisqu'il lui assure 40 députés du Kosovo quand sa majorité tient parfois à moins de sièges comme lors des élections de décembre 1993. Voir Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre*, op.cit., p. 198-199

³ Pula, Besnik, « The emergence of the Kosovo « parallel state » 1988-1992 », *The Journal of nationalism and ethnicity*, Vol .32 , n°4, 2004 ; Kostovičova, Denisa, *Parallel worlds : response of Kosovo Albanians to the loss of autonomy in Serbia 1989-1996*, Keele, Keele University Press, 1997

⁴ Kostovičova Denisa, *Kosovo, the politics of identity and space*, Londres, Routledge, 2005

Educative car les Albanais ne pouvaient pas laisser leurs enfants sans école dès lors qu'ils n'avaient plus accès aux écoles et universités réservés aux Serbes ou qui avaient adopté le curriculum serbe. Politique car la démarche même de la création de ces institutions parallèles est fondamentalement politique, ce qui est d'autant plus remarquable qu'elle n'émane pas dans sa phase initiale d'une initiative de type « top-down » venue d'un parti politique. Pula rappelle que la LDK ne prendra le contrôle des institutions parallèles que dans un second temps, après que celles-ci furent créées de façon désordonnées par des initiatives d'individus (enseignants, parents) mus par un même sens de la résistance à l'oppression serbe, en fonction de la *structure des opportunités politiques*¹ du moment qui dissuadait le recours au répertoire d'action utilisé précédemment, c'est-à-dire les manifestations pacifiques et la grève². C'est ce que Pula nomme le « mouvement national » qui, bien que n'étant pas un Etat au sens wébérien, cherchait à « *préserver le cadre institutionnel minimal obtenu à partir de l'autonomie, défier la Serbie en démontrant une volonté politique commune de protester à travers la désobéissance civile, et susciter le soutien international en vue de la sécession* »³. Dès lors, le simple fait de faire classe devient un geste à portée politique. Enfin identitaire car faire classe renvoie à ce qui est enseigné. Or, le paradoxe soulevé par Kostovičova est précisément que la mise en place de cette structure éducative parallèle a permis aux enfants albanais de bénéficier pour la première fois d'un enseignement fondé sur le récit national albanais, avec des livres d'histoire et de géographie qui n'étaient plus issus de Yougoslavie mais écrits par les enseignants albanais eux-mêmes, reprenant donc l'histoire du peuple albanais mais aussi considérant le Kosovo comme un Etat indépendant⁴.

Comme le rappellent Colin Williams et Anthony Smith, « *whatever it may be, nationalism is always a struggle for control of land* »⁵. De ce point de vue, Kostovičova souligne l'importance de ce marquage territorial par les cartes géographiques en vue de la construction identitaire et politique du Kosovo, contre-intuitif par rapport à un récit historique qui rassemble l'ensemble du peuple albanais mais prend acte de sa séparation territoriale voulue par les puissances occidentales en 1912. En imprimant cette territorialité dans l'esprit

¹ Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015

² Les premières car les manifestants étaient systématiquement réprimés violemment et arrêtés, les secondes car plus personne ne travaillait dans l'appareil productif ou administratif à partir de 1992.

³ Pula, Besnik, « The emergence of the Kosovo « parallel state » 1988-1992 », *op.cit.*, p.797-798

⁴ Voir les cartes reproduites par Denisa Kostovičova, *Kosovo, the politics of identity and space*, *op.cit.*, p.135 sq

⁵ Williams, Colin, Smith, Anthony, « The national construction of social space », *Progress in human geography*, n°7, 1983

des enfants, de même qu'en cessant de leur apprendre la langue serbo-croate, le système parallèle, entendu comme réponse politique à la démarche politique de ségrégation du régime serbe, a définitivement coupé toute relation possible sur le long terme entre les Serbes et les Albanais, entre le Kosovo désormais pensé comme en dehors de la Yougoslavie, et tout ce qui relève de cette dernière et de la Serbie, en fabriquant la première génération de post-yougoslaves¹. On retrouve donc dans la capacité des Albanais à retourner en leur faveur la politique de ségrégation mise en œuvre par Belgrade ce que Goffman observait à propos du stigmaté². Si le simple fait d'être Albanais au Kosovo devait signifier ne plus avoir le droit de travailler, de s'instruire, et d'utiliser des installations sportives pour se divertir, alors on trouverait un moyen de faire de cette discrimination une force, non seulement en la contournant malgré les risques encourus, c'est-à-dire en continuant coûte que coûte à vivre le plus normalement³ possible « au nez et à la barbe » des Serbes, mais aussi et surtout en trouvant dans cette discrimination une source intarissable de motivation et d'unité pour mener à bien le projet politique de l'indépendance vis-à-vis des Serbes. Dans cette perspective, le football a représenté le moyen le plus visible de la poursuite d'une quotidienneté revendiquée comme un acte politique de résistance.

c. La ligue de football parallèle du Kosovo

L'observation de Pula sur les professionnels grâce auxquels les Albanais ont pu rapidement s'organiser vaut également pour le sport. Comme dans les autres domaines, le processus de ségrégation dans le milieu du sport a commencé immédiatement après les modifications constitutionnelles de 1989 comme le raconte Agym Bytyqi, le premier président de la fédération parallèle de football créée en 1991 :

« Les Serbes ont divisé le football du Kosovo en trois régions géographiques. Priština et quelques autres vers le Nord avec la Serbie, à l'Est avec la Macédoine, et le reste avec le Monténégro. La fédération de Serbie a imposé ce fonctionnement au Kosovo, c'était une décision politique, cela n'avait plus rien à voir avec du sport. Le nom de la fédération⁴ a été changé en « fédération de football de Kosovo et Metohija ». Ce n'était ni moral, ni

¹ De fait, il est de moins en moins courant que les Albanais du Kosovo de moins de 40 ans parlent le serbo-croate tandis que les plus anciens le parlent couramment. C'est par exemple dans cette langue que notre entretien avec le président Bytyqi a été réalisé.

² Goffman, Erving, *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975

³ Nous renvoyons ici à la définition de la normalité donnée au début du chapitre 2

⁴ La fédération de football du Kosovo était membre à part entière de la fédération de Yougoslavie au même titre que les fédérations des autres républiques et celle de la province autonome de Vojvodine.

politiquement possible de continuer à jouer dans ces conditions. Il n'y avait plus que des Serbes dans cette fédération, à part un ou deux Albanais, qui étaient « loyaux » avec les Serbes »¹.

Dans les clubs comme au sein de la fédération, l'épuration s'opère par le bas avec les joueurs dont la plupart finissent par partir d'eux-mêmes, et par le haut avec les dirigeants comme Bytyqi :

« A l'époque, j'étais directeur de la distribution d'eau à Prizren, et président du club Liria Prizren. J'ai d'abord été viré de mon travail, c'est un décret du parlement de Serbie qui m'a relevé de mes fonctions. Dans les clubs, avant, les directions et effectifs pouvaient être mixtes, pas de problèmes. Pour le club, rien n'a été écrit, des gens sont venus et m'ont dit que je ne pouvais pas rester. Les Serbes sont restés, mais tous les Albanais ont dû partir. Les gens qui nous ont remplacés étaient des gens d'ici ET des gens venus de Serbie envoyés par la fédération. Les locaux nous ont tourné le dos parce qu'ils avaient peur, ils avaient l'ordre de ne pas coopérer. La veille on mangeait ensemble, et le lendemain, il y a eu le cas de celui qui n'osait plus aider, et celui qui ne voulait même plus dire bonjour. Ils ont imposé de nouvelles directions dans tous les clubs du Kosovo, il ne restait plus que les joueurs car les équipes étaient encore parfois mixtes. Mais les joueurs ont été scandalisés par ces mesures, sans compter que leurs parents, qui avaient des emplois publics ou autres, perdaient leurs emplois. Les Serbes ont donc cherché à écarter les joueurs albanais également des terrains. Les dirigeants ont été expulsés, mais la tension est montée tellement que les joueurs sont partis d'eux-mêmes, il n'y a pas eu d'expulsion à proprement parler. Les terrains ont donc été nettoyés ethniquement ».

C'est dans ces conditions qu'a émergé l'idée de créer une autre fédération de football, qui pourrait assurer la survie du football albanais sur place, et revendiquer la continuité avec la fédération du Kosovo qui existait jusqu'en 1989 :

« A tous les niveaux de la vie au Kosovo nous fonctionnions selon un système d'apartheid. En tant qu'Albanais, on a été éjecté de tous les postes possibles, il était très difficile ne serait-ce que de vivre sans rien. Il y a eu un bureau d'initiative créé à Priština. Nous avons pris la décision d'organiser une structure parallèle à la fédération de football de Kosovo-Metohija, d'abord pour le football mais ensuite pour les autres sports. Il y a eu une assemblée générale le 20 août 1991 qui a formé la fédération de football du Kosovo. C'était une décision difficile car nous n'étions pas prêts, pas de stade, pas d'équipement, rien. On avait un peu d'aide matérielle mais on a tout bricolé nous-mêmes, y compris les terrains. Nous avons un gros moral ».

Cette fédération de football presque improvisée a pourtant présidé à l'organisation d'un championnat parallèle de football, son président mettant un point d'honneur à notifier la FIFA et l'UEFA de toutes leurs actions, des résultats finaux, tout en demandant, sans espoir de l'obtenir, leur reconnaissance. Comme pour l'école, ce championnat, qui a eu lieu pendant 6 saisons jusqu'à la guerre en 1998, s'est disputé dans des conditions particulières. D'une part, il fallait remplir les conditions matérielles minimales pour jouer au football, c'est-à-dire

¹ Entretien, Priština, 2012

trouver des ballons, des maillots, et un espace qui puisse faire office de terrain puisque les installations étaient interdites aux Albanais.

« On faisait les entraînements dans la rue, dans les champs, on trouvait un petit endroit et on se débrouillait. Cela faisait une grosse différence entre jouer sur des champs ou bien jouer au stade Poljud à Split »¹, plaisante ainsi Arbnol Morina, ancien capitaine du FK Priština entre 1989 et 1991.

Le président Bytyqi partage les mêmes souvenirs : *« On traçait des lignes, on trouvait des champs/prairies aux dimensions idoines, on a tout respecté. Il n'y avait pas de tribunes (rires). On fabriquait des filets et des buts avec du bois parfois parce que sur les terrains préexistants, la police avaient coupé les poteaux. Pour le transport et les équipements c'était très difficile, à cause de l'embargo l'essence était très chère, les chaussures ne durent qu'une demi-saison. On manquait de matériel, le plus gros problème était les chaussures parce que ça coûte très cher, on en manquait tellement que parfois quand un joueur sortait, il enlevait ses chaussures et les donnait au joueur entrant. A la fin des matchs, pas de vestiaires, les joueurs se lavaient avec des bouteilles, dans les ruisseaux, comme si on était en Afrique et pas en Europe. Nous organisions aussi des repas pour les joueurs avant les matchs grâce à l'aide de petits restaurateurs. Les arbitres étaient des arbitres officiels venus d'Albanie, mais ils n'étaient pas payés. Tout était sur une base volontaire ».*

L'ancien joueur Suad Kegi, trois fois champion du Kosovo pendant cette période, confirme les difficultés liées au matériel : *« nous devions cacher les maillots et les ballons, on les dégonflait et on les mettait sous le siège des voitures. Puis, on ne savait qu'au dernier moment où on allait jouer, pour limiter les fuites possibles »².*

D'autre part, il fallait compter avec les interventions de la police serbe et le risque que les jeunes soient enrôlés de force dans l'armée comme le rappelle Agim Bytyqi :

« Il y avait une grande peur que les joueurs soient embarqués pour aller à l'armée, mais ce n'est jamais arrivé. C'était une grosse responsabilité à prendre de faire jouer ces jeunes avec ce risque, mais malgré ça, aucun parent n'a jamais empêché ses enfants de jouer. La police visait les matchs les plus prestigieux (Priština-Liria par ex). Organiser un match était dur à cause de la pression de la police serbe, qui arrivait sur les terrains avec des Jeep, interrompaient les matchs, ils confisquaient les filets des cages, prenaient les ballons et emmenaient des joueurs pour les interroger. Dans un cas, la police a pris tous les équipements de l'équipe de Podujevo, ils ont battu les joueurs, ils étaient en sang, mais ils ont joué quand même. Nous n'avons pas cédé, nous avons réussi à faire vivre la ligue comme à l'époque des meilleurs jours. Lors des interrogatoires, ils nous menaçaient car ils avaient peur que nous soyons une sorte d'armée clandestine, et le sport était une forme d'entraînement déguisé. Ils voulaient savoir d'où venait l'argent. Bien souvent, c'était des dons de gens privés mais on n'a jamais trahi. 5, 10, 20 Mark le plus souvent. Les clubs

¹ Entretien, Priština, 2012

² Entretien, Gjilane, Kosovo, 2012

récupéraient les donations. Il n'y a pas un seul responsable de la ligue que n'ait pas été emmené plusieurs fois aux interrogatoires. Les pressions étaient quotidiennes ».

Pourtant, loin d'être découragés par ces conditions et ces dangers, tous les acteurs du football, y compris les spectateurs qui prenaient autant de risques que les autres à se regrouper en public, trouvaient au contraire dans cette adversité une inestimable rétribution identitaire et symbolique comme l'explique Hirschman¹ dans sa métaphore du pèlerin, qui rappelle que tous les aspects qu'un regard extérieur considérerait comme intuitivement négatifs font en réalité partie intégrante de l'expérience, en l'espèce, disputer ou assister à un match de football comme acte de résistance². Ainsi, non seulement les acteurs du football n'étaient pas dissuadés par ces conditions, mais ils considèrent même, a posteriori, qu'il s'agissait d'une sorte d'âge d'or, de par la dimension épique mais aussi politique que le football a revêtu alors. Cela transparait nettement dans leurs propos.

Agim Bytyqi : *« Il est arrivé qu'il y ait 10.000 spectateurs à nos matchs. Impossible de voir ça aujourd'hui (rires). Le match reprenait après le départ de la police, ou bien à un autre endroit. On a toujours respecté les règles du jeu avec les normes FIFA. Si ça recommençait aujourd'hui, on ne pourrait pas aussi bien s'organiser qu'à l'époque parce que nous avons le moral et LA morale avec nous. En période d'apartheid, il faut se battre jusqu'au bout ».*

Arbnol Morina : *« Avec la répression politique des Serbes, on faisait les matchs avec 4000-5000 spectateurs. C'était notre message aux Serbes. Vous ne nous laissez pas vivre normalement ? OK, nous organisons nos propres matchs comme partout ailleurs en Europe, avec autant de monde qu'à Belgrade. On se sentait proches les uns des autres, les temps étaient durs, mais nous avons un très gros moral, on était solidaires ».*

Suad Kegi : *« notre ligue était autant une compétition qu'un moyen de résistance. Pour nous et pour le public, c'était une forme de lutte contre les Serbes. C'était une longue période, mais période d'or quelque part, parce que c'était héroïque de jouer dans ces conditions et une victoire que la police ne vienne pas et que la partie aille au bout ».*

Khavit Kaitazi, journaliste sportif, auteur de plusieurs livres sur le football, notamment sur les années 1990³ : *« Je pratiquais ce que j'appelle un journalisme sportif de guerre. C'était dur de vivre et développer des choses, notamment le football. Ce n'était quand même pas possible que 90% de la population du Kosovo doive se cacher pour jouer ou voir du football. Le fondement était que le sport était nécessaire pour les jeunes et pour nous tous, quel que soit le prix. Certains ont été arrêtés, maltraités, emprisonnés, mon cousin par*

¹ Hirschman, Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983

² Ainsi, les déplacements inconfortables en bus de dizaines d'heures font partie intégrante de l'expérience des supporters extrêmes, et n'est pas vue comme un passage obligé pénible sur le chemin du match.

³ Kajtazi, Khavit, *Futbolli i Kosovës. Nga robëria në liri 1991-1999* (le football au Kosovo de l'esclavage à la liberté), Prill, Priština, 2012. Ses livres contiennent beaucoup de photos d'époque où l'on peut voir les terrains improvisés, les poteaux fabriqués avec du bois, ou encore les joueurs se laver dans des ruisseaux boueux, mais aussi les responsables de la fédération poser avec Ibrahim Rugova.

exemple, était volleyeur, il a passé 13 mois en prison en Serbie. On a joué au football malgré tout ça. Quand le Kosovo a déclaré son indépendance en 1991 avec Rugova, aujourd'hui c'est une réalité, on a notre Etat mais ce n'était pas le cas à l'époque. Nous, on ne faisait pas de politique, on faisait du sport. Nous avons créé des institutions pour donner corps à cette indépendance, nous avons le droit de décider de notre avenir. Parmi ces institutions, il y avait des fédérations de tous les sports olympiques ainsi qu'un comité olympique. Le sport pour nous c'était la vie. Nous étions là, les sportifs faisaient partie de notre société et ont apporté leur pierre à l'édifice. Exemple : en finale de la coupe du Kosovo, la police interrompt le match. La règle est : si la police intervient, on arrête, on n'oppose aucune résistance. Si la police fait de la répression, tu ne résistes pas, tu la fermes et tu prends sur toi. Tu joues au football pour ton plaisir, c'est une bonne thérapie psychologique. Quand le peuple a vu qu'on pouvait jouer au foot, même dans ces conditions, alors ils ont compris qu'on pouvait vivre ici. Il ne fallait surtout pas que le peuple quitte le Kosovo. Le peuple ne pouvait pas être coupable de quoi que ce soit, c'était de la faute de la Serbie, donc il fallait rester et montrer qu'on pouvait vivre »¹.

Cette résistance était alors autant individuelle que collective, d'où l'importance de créer, en complément des championnats, une sélection du Kosovo, capable de représenter la république du Kosovo sur le modèle fameux de l'équipe du FLN algérien². De fait, cette équipe est parvenue à disputer plusieurs matchs à l'étranger, notamment en Albanie, en Macédoine mais aussi en Turquie et en Allemagne, malgré des conditions très difficiles avec la police comme le rappelle Ajet Shosholli, entraîneur de la sélection :

« Après le match en Albanie en mars 1993, j'ai été convoqué au prétexte d'un problème avec mon passeport. Mais quand je suis arrivé, ils m'ont envoyé dans un autre service, j'ai attendu 1h30 dans un couloir. Puis je suis entré dans une pièce, il y avait 3 flics, qui me posaient des questions dont ils avaient déjà les réponses sur ce que j'avais fait et où j'étais. J'ai dit que c'était juste du foot et que ça n'avait rien de politique. Ils m'ont menacé mais je n'ai pas été frappé. Parmi les 3 flics, un d'eux avait été un de mes joueurs à Priština, ça m'a surement aidé. Ils m'ont juste pris mon passeport, que j'ai récupéré 2-3 ans après »³.

Jouer pour exister, jouer pour résister, tel était le mot d'ordre des acteurs du football au Kosovo qui ont fait de celui-ci un outil de résistance politique face aux Serbes tout au long de la décennie 1990.

L'utilisation du concept de sphère subpolitique appliquée au football est plus intelligible encore s'agissant des cas de la Croatie et de Serbie puisque, dans les deux cas, nous nous trouvons face à des acteurs qui ne sont pas issus du monde politique et qui s'opposent au pouvoir politique alors qu'ils peuvent être considérés comme politiquement et

¹ Entretien, Priština, 2012

² Saadallah, Rabah, Benfars, Djamel, *La glorieuse équipe du FLN*, op.cit.

³ Entretien, Priština, 2012

idéologiquement proches de lui. C'est d'ailleurs pourquoi ces pouvoirs ne jugent pas correctement la menace représentée par ces groupes, avec d'importantes conséquences dans les deux cas. En outre, ce concept va de pair avec le postulat que nous avons choisi d'une définition interactionniste du football sur le modèle des mondes de l'art d'Howard Becker. Ils permettent en effet tous les deux de penser l'autonomie des acteurs du football vis-à-vis du monde politique. C'est ainsi que nous pourrions mettre en perspective les conflits qui ont opposé des acteurs du football, en l'espèce des groupes de supporters extrêmes, aux régimes croate et serbe, des conflits qui sembleraient totalement illogiques d'un point de vue idéologique et politique en dehors de ce cadre théorique.

C'est donc dans cette perspective interactionniste, à partir des acteurs, de leurs perceptions, intérêts et identités, que les conflits entre le groupe de supporters extrêmes des *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb et Franjo Tuđman sur le nom du club d'une part, puis entre les *Delije* de l'Etoile Rouge de Belgrade et le régime de Milošević d'autre part, devront être analysés en ce qu'ils sont décisifs dans la fin de ces deux régimes.

2. Les acteurs du football dans le tournant politique de 2000 en Croatie et Serbie

a. Au nom du nom : les *Bad Blue Boys* et le régime de Tuđman

Comme nous l'avons observé plus haut, le club du Dinamo Zagreb a été débaptisé dès 1991, faisant suite à la volonté de Tuđman de tirer un trait sur tout ce qui pouvait revêtir une connotation communiste et/ou yougoslave. Le club a donc été rebaptisé HAŠK-Građanski Zagreb, puis, en 1993, Croatia Zagreb selon le désir de Tuđman. Ce fait du prince en apparence sans importance d'un point de vue politique s'est pourtant transformé en conflit ouvert entre le régime et les supporters du Dinamo et constitue, selon Srđan Vrcan, la première étape de l'effondrement de l'édifice du HDZ depuis la défaite aux municipales de Zagreb jusqu'à la défaite du HDZ aux élections de janvier 2000 suivant la mort de Tuđman¹. La thèse de Vrcan est d'ailleurs partagée par le sociologue croate Benjamin Perasović :

« *BBB were the only ones to fight physically against the police under Tuđman, this is true. Then trade unions and workers did it too when they got desperate. Tuđman could use*

¹ Vrcan, Srđan, « The curious drama of the president of a republic versus a football fan tribe », *International review for the sociology of sport*, Vol.37, n°1, 2002

nationalism legitimacy against human rights people, but not against BBB. He tried to label them yugo nostalgic or Soros¹ men. Then, average people could see his stubbornness. In a way, he was over, he had lost sense of reality »².

Avant d'analyser les ramifications politiques de ce conflit, il faut donc chercher à décrypter les ressorts de ce « curieux drame » entre le président croate et des supporters pourtant politiquement acquis à sa cause, et dont lui-même ne cessait de vanter le patriotisme. Vrcan propose de lire ce conflit à l'aune de la distinction opérée par Habermas entre le *système social* et le *monde vécu*³, Tuđman appartenant au premier monde, et les *Bad Blue Boys* au second. Le monde vécu se définit alors comme l'ensemble des savoirs constitués par la culture et le langage, un monde subjectif qui se place du côté de la perception de l'acteur qui s'oppose au caractère objectif et surplombant du système social, qui juge les actions à l'aune de sa propre conservation indépendamment des intentions et perceptions des acteurs. On comprend alors mieux dans cette optique l'irréconciliable perception que les deux camps avaient du mot *Dinamo*. Pour Tuđman, *Dinamo* était intrinsèquement lié au communisme et son système, désormais vaincu. Il s'agissait alors de s'attaquer au mot, tout en régénérant le club avec un nouveau nom à même de porter les valeurs patriotiques du nouveau système social. Ainsi, pendant un meeting, Tuđman fut interrompu par des supporters réclamant le retour de l'ancien nom. Il répondit alors en ces termes :

« Et vous jeunes gens qui ne connaissez pas l'histoire de la Croatie, le Dinamo existe à Pančevo en Serbie, c'est ça que vous voulez, le retour de fraternité et unité avec eux ! Alors ne vous laissez pas manipuler par des provocateurs. Nous avons récupéré le nom sacré de Croatie, et nous n'utiliserons plus jamais les noms falsifiés de Yougoslavie, Balkans ou Dinamo ! »⁴

Du côté des *Bad Blue Boys* et même au-delà, le mot *Dinamo* avait une toute autre signification, qui n'avait rien à voir avec le communisme. Pour eux, le nom est indissociable du club, c'est-à-dire une partie inaliénable de leur propre identité. C'est par amour pour ce club et ce nom qu'ils ont voyagé à travers toute la Yougoslavie dans les années 1980, se sont battus avec d'autres supporters, ont remporté leurs plus belles victoires. Aussi la décision, prise d'en haut d'un trait de plume⁵, de modifier le nom du club a-t-elle été ressentie comme un arrachement d'une partie d'eux-mêmes, une sorte de dissolution inacceptable de leur

¹ Du nom du financier américano-hongrois Georges Soros, philanthrope et fondateur de l'ONG *Open Society Institute*, qui finance les mouvements de la société civile en Europe de l'Est

² Entretien, Zagreb, 2013

³ Habermas, Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987 (trad. 1981)

⁴ Cité dans le film de Saša Podgorelec portant sur l'histoire des *Bad Blue Boys* et la querelle du nom, *BBB*, Faktum Documentary, 1998.

⁵ La décision a été votée par l'Assemblée du club par 16 voix contre une, celle du représentant des BBB.

identité. Interrogés dans le film de Saša Podgorelec, les supporters soulignent cette déconnexion entre le président et eux, attestant l'idée de deux mondes parallèles qui devraient concorder mais qui ne parlent pas le même langage et n'ont en réalité aucune chance de se comprendre.

« *Ca veut dire quoi en finir avec les symboles communistes ? Aucun d'entre nous n'est communiste. Nous avons été les premiers à nous battre contre les Serbes et contre la Yougoslavie, à aller partout défendre le Dinamo. Nous sommes tous des nationalistes, et le Dinamo était un club nationaliste croate, partout* ».

« *Le Dinamo c'est le Dinamo, pourquoi changer de nom ? Sinon, on peut aussi rebaptiser tous les clubs Croatia, comme ça Croatia jouera contre Croatia* ».

« *Ca nous dérange que le club ait été débaptisé, mais ce qui nous dérange encore plus est la manière dont cela a été fait. Quelqu'un arrive et te dit : à partir de maintenant c'est comme ça. Bah non ce n'est pas comme ça. Tu peux bien changer le nom mais tu ne peux pas changer nos esprits. Je ne suis pas un enfant, il ne peut pas me dire ce que je dois penser, hors de question* »¹.

Par conséquent, les *Bad Blue Boys* se sont sentis dépossédés, expropriés de leur propre club par une autorité politique qui n'avait aucune légitimité ni aucun droit de le faire. C'est pourquoi ils ont entrepris plusieurs actions de protestation malgré la forte répression policière, allant de la pétition et manifestations aux banderoles et chants, jusqu'à l'incendie de la tribune présidentielle où le président Tuđman avait l'habitude de s'asseoir. De l'autre côté de la barrière, Tuđman a agi comme s'il avait été le propriétaire du club, partant du principe que si seul le gouvernement croate (en réalité Tuđman lui-même) est habilité à définir et agir dans le sens de l'intérêt national, alors tout ce qu'il considère en relever devient en quelque sorte sa « propriété » pour laquelle il s'estime détenir une légitimité à agir, ce qui inclut donc le club de football le plus populaire du pays. Ce changement de nom était donc fondamentalement politique. D'où un fossé entre les deux camps et des enjeux qui vont bien au-delà d'un « simple nom »², l'identité et la légitimité pour les uns, l'autorité de l'Etat et l'exclusivité de la définition de la croacité pour les autres.

Néanmoins, si ce conflit entre deux acteurs pourtant politiquement proches n'a finalement rien de mystérieux, cela n'explique pas les proportions qu'il a prises dans la vie politique croate des années 1990. On peut avancer deux explications plausibles à cette escalade. La première est que les *Bad Blue Boys* sont alors un groupe puissant et reconnu hors du milieu du football, auréolé de la gloire du 13 mai 1990 et du sacrifice de ses membres sur

¹ Ibid.

² Cette formulation est en soi ironique si l'on observe que la Grèce et la Macédoine n'ont toujours pas résolu leur conflit autour du nom de cette dernière, vingt-cinq ans après son accession à l'indépendance, avec des conséquences très réelles pour elle puisque la Grèce bloque son intégration euro-atlantique.

le front. Bien que moins organisé et hiérarchisé qu'un groupe ultra italien classique¹, les BBB peuvent tout de même se mobiliser au nom d'une cause et se comporter dans l'espace public comme un acteur social issu de la société civile au sens de Jeffrey Alexander². La seconde est que c'est Tuđman lui-même et la nature autoritaire de son régime qui ont poussé à l'escalade de ce conflit, et sa polarisation, en acceptant la confrontation avec un groupe de supporters, cherchant à les faire taire par des moyens de police et de surveillance, ce qui revient en réalité à les légitimer comme acteurs d'opposition de même niveau que le régime lui-même. En mettant en scène sa confrontation avec les BBB par vanité, Tuđman en a fait un groupe d'opposition, perçu comme tel dans la société grâce au travail de la presse aux ordres qui se chargeait de les critiquer et de les diffamer. Fort de ce statut qu'ils n'avaient pas vraiment recherché (« *nous ne voulons pas renverser le HDZ, nous voulons juste récupérer le Dinamo* » dit l'un d'eux dans le film de Podgorelec), les *Bad Blue Boys* ont de fait été le premier groupe à se mobiliser de façon significative contre Tuđman, y compris dans la rue et au risque d'affrontements avec la police. Or, se mobiliser contre Tuđman pour une histoire de nom d'un club de football ne peut pas ne pas signifier se mobiliser contre son exercice du pouvoir, c'est-à-dire, en dernier ressort, contre le régime, comme le montre ce graffiti très représentatif de l'époque.

¹ Les BBB ont davantage adopté le style britannique tandis que la Torcida est plus proche du modèle italien.

² Alexander, Jeffrey (ed.), *Real civil societies : dilemmas of institutionalization*, Londres, Sage, 1998

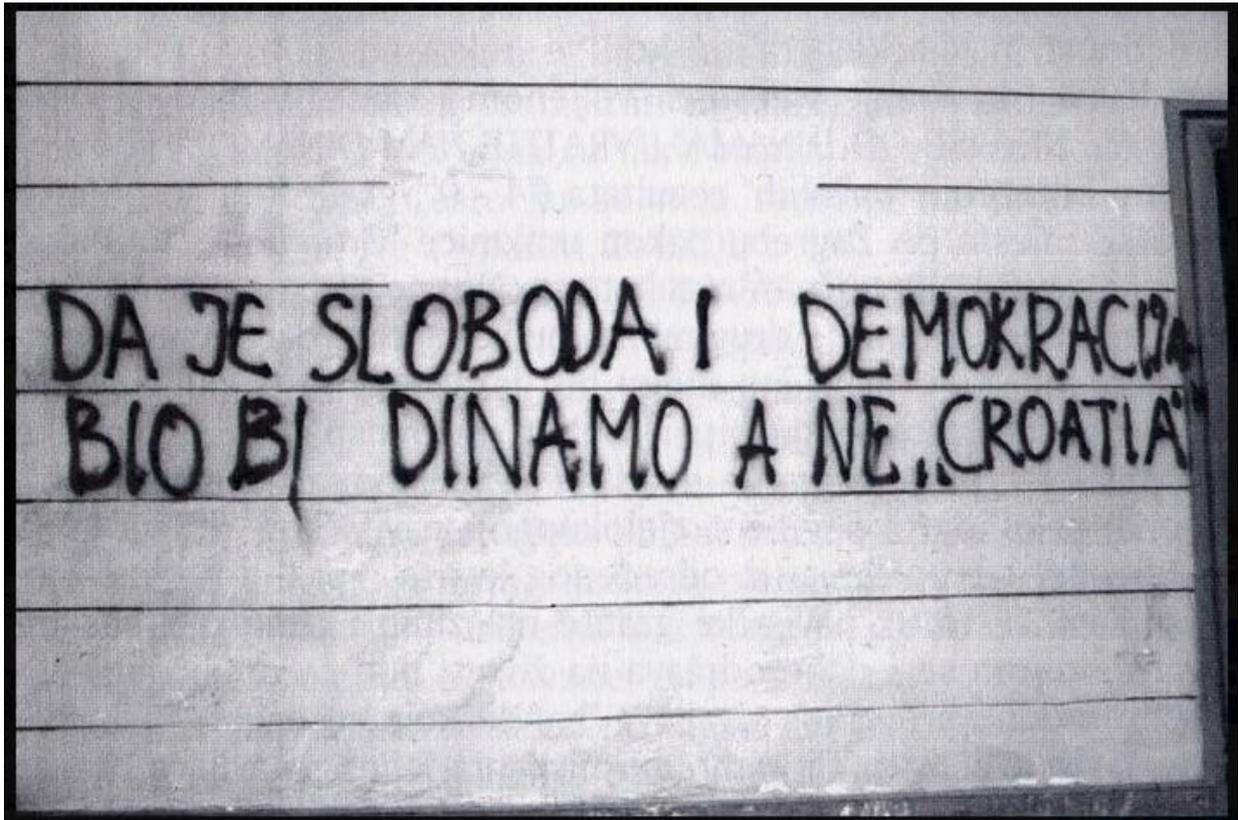


Photo 29 : S'il y avait la liberté et la démocratie, ce serait Dinamo et pas « Croatia », message tagué sur les murs de Zagreb

La querelle a donc débordé le cadre du football pour investir le champ politique, d'autant plus que les *Bad Blue Boys* étaient également liés à la Radio 101, très populaire à Zagreb et critique du régime, raison pour laquelle ce dernier a cherché à la faire fermer. Tim Gazivoda, à l'époque employé par le Comité Helsinki pour les droits de l'homme, explique ainsi en quoi les BBB étaient concernés par le sort de cette radio :

« Radio 101 was a sort of symbol of something urban that had not been ethnicized, nationalized where people were free to speak, the regime was trying to stop this. Gathering 100.000 people in Zagreb is huge, only in 1989 there was something similar. And never since so many people did gather. It's not Athens here, we don't have this culture of civic disobedience and street action. The link between Dinamo and Radio 101 exists. Two BBB had a show on Radio 101, it was very popular, and in other shows, people would call to support BBB. Lots of fans participated. This attack of one of remaining urban symbol of Zagreb was going on, they would lose their licence, but with the help of Helsinki Committee, the protest took place. Tuđman, who was in Washington, ordered the police to get in, but the minister for security refused. Otherwise there would have been a bloodshed. Tuđman came back and said : « Croatia is threatened by Yugo-communists, those who allied with red, yellow, green, colors of devils, selling off to Judas' money (he meant Georges Soros) ». He was thinking about Soros, Feral Tribune¹, BBB, anywho against him, including people from nationalist

¹ Journal satirique publié en Dalmatie

background as threats. So all those people, despite different backgrounds, would unite against the same oppressor »¹.

On peut noter ici l'assimilation par Tuđman de ses ennemis aux ennemis de la Croatie, démontrant la personnalisation du régime et la conviction de son président qu'il incarnait à lui seul la Croatie et la croacité. La manifestation de 1996 évoquée par Gazivoda est en effet la première très grande manifestation contre le régime, qui ne peut plus, comme l'avait montré Diame Masson, se prévaloir de la guerre pour faire taire toute opposition. C'est pourquoi on estime souvent que cette manifestation a représenté le début de la fin pour le régime de Tuđman² car d'autres³ ont suivi entre la fin 1996 et le début 1997 avant l'élection municipale perdu par le HDZ à Zagreb malgré toutes ses manœuvres pour refuser la défaite. Ce statut d'ennemi politique qui a été attribué aux BBB par le pouvoir se retrouve ainsi dans le témoignage paradoxal d'un supporter interrogé par Saša Podgorelec :

*« J'étais sur Radio 101 avant les élections et l'animateur m'a demandé si nous comptions nous présenter parce qu'il voulait voter pour nous. Je ne savais pas quoi dire, et puis j'y ai repensé après : nous devons vraiment être une ville et un pays misérable pour que quelqu'un en vienne à voir un groupe de supporters comme la meilleure opposition possible au régime. Nous ne sommes pas stupides, on pourrait s'organiser, mais Zagreb compte 50.000 étudiants, des intellectuels, des artistes. Pourquoi nous demande-t-on de jouer ce rôle alors qu'eux sont aux terrasses en train de boire des cafés ? C'est absurde. Notre but n'est pas de battre le HDZ, c'est de récupérer le Dinamo »*⁴.

De fait, les *Bad Blue Boys* étaient relativement seuls, avant la fin de la guerre et cette première grande mobilisation liée à Radio 101, à s'opposer à Tuđman, pour des raisons qui n'étaient certes pas initialement politiques mais qui le sont inmanquablement devenues. Le paradoxe de ce conflit ne réside dès lors pas dans le conflit en lui-même entre des acteurs idéologiquement proches, ni dans l'ampleur qu'il a pris, pas plus que dans sa dimension politique, mais plutôt dans le fait qu'il a enclenché une spirale qui a fini par rassembler contre le régime une coalition d'acteurs aux options politiques et idéologiques diamétralement opposées, ce qui constitue bien souvent le signe d'une déliquescence avancée d'un régime. La défaite du HDZ aux élections générales de janvier 2000 juste après la mort de Tuđman est

¹ Entretien, Zagreb, 2013

² Voir le film réalisé sur le sujet en 2006 par Vinko Brešan, *Dan nezavisnosti Radija 101* (le jour de l'indépendance de la radio 101), et l'interview de l'auteur « Croatie : un retour aux années 1990 serait très dangereux », *Le Courrier des Balkans*, 16 mars 2015

³ Cheminots, enseignants et retraités ont notamment fait grève et manifesté en masse.

⁴ Podgorelec, Saša, *BBB*, op.cit. De fait, tous les candidats à la mairie à l'exception de celui du HDZ ont promis de rétablir le nom de Dinamo. Il faut toutefois noter que le HDZ lui-même était divisé entre modéré et radical sur cette question.

donc la suite logique de ces mobilisations, et permet d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire des relations entre le monde politique et les mondes du football en Croatie.

Le constat de la déliquescence d'un régime par sa capacité à coaliser contre lui de très nombreux acteurs aux options idéologiques et politiques opposées est d'autant plus marqué en Serbie¹ dans la mesure où le chemin vers la sortie du régime de Milošević a été plus brutal qu'en Croatie. Il convient par conséquent d'analyser le rôle que certains acteurs du football, en l'espèce le groupe de supporters extrêmes de l'Etoile Rouge de Belgrade, ont joué dans la « révolution du 5 octobre » qui a chassé Milošević du pouvoir.

b. « Milošević, Sauve la Serbie et suicide-toi » : les *Delije* et le 5 octobre 2000

A l'instar du cas croate, la participation très active des *Delije* de l'Etoile Rouge de Belgrade à la chute de Milošević est au premier abord surprenante dans la mesure où le groupe est connu pour ses opinions très nationalistes et l'implication de certains de ses membres dans la milice d'Arkan, qui a exécuté les ordres du régime de Belgrade. Nous avons déjà rappelé à cet égard qu'Arkan avait été placé à la tête des *Delije* afin de « dépolitiser » une tribune dans laquelle les opposants nationalistes à Milošević, notamment Vuk Drašković et Vojislav Šešelj, jouissaient d'une forte popularité. Ainsi contrairement à son homologue croate, Milošević a toujours eu en tête que le potentiel de violence des supporters extrêmes pourrait un jour se retourner contre lui. De ce point de vue, l'une des différences majeures entre la fin du régime de Tuđman et celui de Milošević nous semble être la soudaineté extra-institutionnelle du second par rapport à ce qui ressemblait à un processus institutionnel inéluctable accepté même par le HDZ côté croate. La théorie du « leader libidinal »² exposée par Sabrina Ramet permet de saisir les deux séquences qui ont mené à la chute du régime. La première est le déclenchement d'une nouvelle guerre au Kosovo afin de tenter de remobiliser une population qui se détourne de plus en plus de Milošević. C'est ce que souligne Jean-Arnault Dérens dans son récit de cet enchaînement :

¹ Obrad Kesić parle ainsi d'un « avion avec 18 pilotes » pour évoquer les 18 partis membres de la coalition DOS (Opposition Démocratique de Serbie) qui a battu Milošević aux élections de 2000, sans même parler des autres activistes, voir Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (eds.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, op.cit., p.95

² Ramet, Sabrina, « Under the holy lime tree », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran, *Serbia since 1989*, op.cit.

« La guerre du Kosovo n'a jamais suscité aucun enthousiasme (...) Regardez ce qu'il s'est passé : c'est un discours des opposants démocrates qui est fondamentalement vrai, on ne peut pas le nier, mais pas l'exagérer comme tout discours, c'est de constater que le régime de Milošević quelque part a toujours eu besoin structurellement d'avoir un ennemi, d'avoir la guerre, parce que c'est une machine qui marchait à la guerre. C'est faux si on pense qu'il n'y a que ça, mais c'est un élément majeur de la vérité, de la réalité. Il ne faut pas bien sûr caricaturer comme tout discours. En 1996, Milošević est plus que jamais ultra-minoritaire dans la société serbe, c'est ce que révèlent les élections municipales. Il y a les manifestations démocratiques de l'hiver 96-97, le Monténégro est en train de se faire la malle, bref Milošević est vraiment dans la merde. Et voilà, il y a le Kosovo qui est mûr, je pense qu'il était déjà mûr avant mais Milošević va un petit peu forcer le pourrissement du fruit pour avoir un nouveau conflit qui éclate, qui permet de rentrer à nouveau dans une logique de mobilisation. Sauf qu'il n'y a jamais eu de mobilisation populaire. Ca a plutôt été : « bon voilà, on va encore perdre le Kosovo donc il faut bien malgré tout qu'on serre les rangs autour du régime... » mais il n'y a jamais eu d'enthousiasme, sauf dans les franges hyper marginales de la société (...) »¹.

La seconde séquence s'ouvre avec l'échec de la guerre au Kosovo², les bombardements de l'OTAN et le délitement du régime. Autrement dit, le leader libidinal n'est plus en mesure de satisfaire son peuple par l'ivresse de la conquête. Il ne lui reste plus que la coercition, d'où le raidissement du régime dans ses derniers mois qui aboutit à une situation incertaine dans laquelle le régime semble résister alors que ses ressorts sont cassés comme se le remémore Jean-Arnault Dérens :

« Il faut bien comprendre que les bombardements de 1999 ont été ressentis en Serbie comme une immense injustice. Beaucoup de gens, Serbes, qui s'étaient mobilisés contre la guerre en Bosnie, des gens qui étaient vraiment des démocrates, anti-nationalistes, qui étaient même prêts à dire qu'il aurait fallu qu'il y ait des bombardements pendant la guerre de Bosnie, ont dit : « là c'est totalement injuste ce qui nous arrive. Non seulement on se tape Milošević depuis 10 ans, et en plus l'OTAN nous bombarde ». Toutes les figures démocrates et les gens, les citoyens urbains de Belgrade qui ont toujours voté pour l'opposition ont vécu les bombardements comme une immense injustice. Et les gens qui manifestaient sur les ponts avec des cibles au cou n'étaient pas des créatures de Milošević, c'étaient des gens normaux, des étudiants, des gens normaux. Quand tout ça s'est terminé, je crois... C'est très bizarre de comprendre dans quel état était la Serbie à l'été 99. Même à l'été 2000. Je me souviens à l'été 2000, j'étais là-bas en permanence, je me suis quasiment mis en grève, je disais à mes journaux : « écoutez, je ne peux plus rien écrire, tout indique que Milošević va perdre le pouvoir, mais je ne vois pas comment il va le perdre donc je ne comprends rien ». Et de fait, dès la fin des bombardements, Milošević était cuit en réalité. Cuit parce que les Serbes en avaient marre, avec les bombardements mais aussi toutes les sanctions des années 1990 et les

¹ Entretien réalisé à Paris en 2007 dans le cadre de notre travail de recherche sur *le Kosovo dans les discours politiques des leaders serbes*, IEP de Lille, 2008

² Formellement, les troupes serbes se retirent du Kosovo mais Belgrade obtient le retour de l'ONU dans le jeu, et le vote de la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui rappelle le respect de l'intégrité territoriale de la RFY.

guerres successives, l'étape suivante c'était quoi ? La Corée du Nord ? On avait été au bout, du coup la population était prête à tout pour changer de régime ».

Le 5 octobre 2000 peut donc se lire à deux échelles, politico-institutionnelle d'une part, insurrectionnelle d'autre part. D'abord, comme nous l'avons souligné à propos de la Croatie, la déliquescence d'un régime peut se mesurer à sa capacité à fédérer contre lui des coalitions contre-nature d'acteurs qui s'opposent entre eux sur tout mais qui trouvent pourtant dans l'objectif de la chute du régime un unique dénominateur commun assez puissant pour se résoudre à dialoguer et agir ensemble provisoirement. Or, cet alignement de toutes les oppositions était absent des précédentes tentatives de mobilisations qui ont émaillé les années 1990, que ce soit en 1991-1992 autour du mouvement démocratique de Serbie¹ (DEPOS), ou en 1996-1997 avec la coalition de partis *Zajedno*² (Ensemble) qui remporta certaines grandes villes, dont Belgrade, aux élections municipales, mais s'inclina aux élections générales avec un moins bon score que ce que les partis de la coalition pris séparément avaient obtenu en 1993. Dès lors, face à un régime qui a cherché pendant une décennie à alimenter l'appauvrissement économique et culturel, et à cultiver l'apathie politique, il aura fallu un choc aussi violent que les bombardements de l'OTAN, ultime séquence de cette éprouvante décennie, pour que les Serbes, notamment les partis politiques, décident que le régime devait être battu coûte que coûte lors des élections de septembre 2000. C'est tout le sens de la coalition DOS, composée de 18 partis dont ceux qui avaient participé aux précédentes coalitions. Le candidat désigné par la DOS pour affronter Milošević était Vojislav Koštunica, c'est-à-dire un démocrate légaliste mais par ailleurs très nationaliste, qui reprochait à Milošević non seulement l'absence d'Etat de droit mais surtout d'avoir perdu ses guerres et d'avoir abandonné les Serbes de Bosnie et du Kosovo à leur sort³. Ce choix avait pour objectif de pouvoir rassembler les deux axes d'opposition à Milošević, à savoir l'axe démocrate

¹ Le DEPOS, fondé sous l'impulsion de plusieurs intellectuels royalistes dont Matija Bećković, se composait du SPO royaliste de Vuk Drašković, du parti libéral serbe, du parti paysan serbe, ainsi que le parti démocratique de Serbie (DSS) de Vojislav Koštunica. Une autre coalition d'opposition, antagoniste à DEPOS vit le jour au même moment, l'Alliance civique de Serbie (GSS), dirigée par Vesna Pesić autour du parti réformiste, du club républicain du sociologue Nebojša Popov, de l'alliance des socio-démocrates de Vojvodine et du parti national des paysans. La première coalition était ancrée dans la tradition serbe royaliste et foncièrement anti-communiste tandis que les origines intellectuelles de la seconde émanait du régime communiste, et que d'autres avaient des options plus libérales et tournées vers l'Occident et la démocratie de marché. Voir Thomas, Robert, *Serbia under Milošević, Politics in the 90s*, op.cit., p.113-116

² Coalition plus large composée du parti démocratique (DS) de Zoran Đinđić, du DSS de Koštunica, du GSS de Pesić et du SPO de Drašković. Elle a fini par s'effondrer de par ses scores décevants aux élections générales, qui ont alimenté les ressentiments des différents leaders entre eux, et à cause de la défection de Drašković, qui rejoindra le camp de Milošević au début de la guerre au Kosovo en 1998, en devenant son ministre.

³ Cigar, Norman, *Vojislav Koštunica and Serbia's future*, Londres, Saqi books, 2001

libéral d'un côté, et l'axe nationaliste de l'autre. C'est l'aveu que formulera plus tard le leader le plus important de la DOS, Zoran Đinđić, président du DS, par ailleurs en profond conflit politique et personnel avec Koštunica :

« *To everyone it is clear that Koštunica is necessary as a bridge between traditional and reform oriented Serbia. Without him we would be a nation divided into two uncompromising blocs, as in Montenegro. None of us need this* »¹.

La candidature de Koštunica était donc en soi un signal envoyé aux électeurs de tous bords que l'heure d'en finir avec Milošević de façon légale et institutionnelle était venue grâce à un candidat acceptable par tous malgré les désaccords de chacun². Cependant, le refus de Milošević d'accepter sa défaite dès le premier tour précipite la Serbie dans la phase insurrectionnelle de la chute du régime avec ce que l'on a appelé « la révolution du 5 octobre », c'est-à-dire une gigantesque manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes eux-mêmes profondément hétérogènes sur le plan idéologique. Agriculteurs, retraités, citoyens, activistes des droits de l'homme, étudiants et supporters de football convergèrent de tout le pays vers le Parlement et le prirent d'assaut³. Autrement dit, il semblait à la fois acquis depuis plusieurs mois que Milošević ne pouvait pas gagner ces élections, mais chacun savait qu'il ferait tout ce qu'il faudrait pour ne pas reconnaître sa défaite, y compris par l'usage de la force⁴, d'où l'atmosphère de très forte tension palpable à l'été 2000 décrite plus haut par Jean-Arnault Dérens.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'engagement décisif bien que tardif des *Delije* contre le régime, c'est-à-dire un groupe qui, contrairement à d'autres groupes très importants dans la mobilisation anti-Milošević comme les étudiants du mouvement *Otpor*⁵ (Résistance), est capable d'utiliser la violence comme un répertoire d'action habituel,

¹ Cité in Kesić, Obrad, « An airplane with eighteen pilots », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (eds.), *Serbia since 1989*, op.cit., p.107

² Désaccords politiques et personnels très profonds qui n'ont pas manqué de réapparaître lorsque la DOS a pris le pouvoir, la rendant incapable de gouverner et suscitant très vite la déception des Serbes.

³ Sur les coulisses de cette journée, voir Bujosević, Dragan, Radovanović, Ivan, *The fall of Milošević : The October 5th revolution*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

⁴ Il est essentiel de garder à l'esprit que la réussite du 5 octobre tient aussi à l'accord conclu entre Đinđić et certains groupes paramilitaires censés protéger le régime. Leur non-intervention n'a pas été gratuite et aura des conséquences certaines sur la Serbie post-Milošević. L'assassinat de Đinđić en 2003 en est une illustration.

⁵ Le logo de *Otpor*, un poing droit levé, est devenu extrêmement populaire dans le monde. Le leader d'*Otpor*, Srđa Popović, est aujourd'hui à la tête de l'ONG CANVAS (Center for Applied Non-Violence and Strategies), qui donne des conseils et formations en matière de mobilisation non-violente. On sait que des membres d'*Otpor* ont délivré leurs conseils dans plusieurs pays, dont l'Ukraine en 2004 ou l'Égypte en 2011. Popović est notamment l'auteur de *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes ?*, Paris, Payot, 2015

notamment contre la police. Ces acteurs du football, étant donné le caractère subpolitique du football, sont alors bien placés pour faire acte de résistance politique de deux façons. D'abord en transformant leur territoire, c'est-à-dire le stade, en tribune politique contre Milošević dans les mois qui précèdent, puis en montant en première ligne des manifestants le 5 octobre contre la police avant que celle-ci ne finisse par céder.

Se plaçant du point de vue des *Delije*, le journaliste anglais Jonathan Wilson fait de cette séquence de plusieurs mois le récit suivant :

« Otpor and the NATO bombing certainly played their parts, but as far as the Delije are concerned, it was they who led the internal opposition, they who enacted Serbia's anti-communist revolution. (...) Beyond a few student demonstrations, fear kept outright public dissent in check, until July 26th 2000 when Red Star played Torpedo Kutaisi of Georgia in the second qualifying round of Champions' League.

I was there, Liljana¹ told me. What happened was unbelievable. You have to understand that before that day, even if we didn't like Milošević, we wouldn't dare saying that. As Red Star romped a 4-0 win, the Delije shouted « Do Serbia a favour, Slobodan, and kill yourself », a taunt with a particular barb given the history of suicide in Milošević's family. The police weighed in, but the Delije fought back. A Red Star banner was seized, and two policemen trampled on it. As they did so, they were approached by Red Star coach, Slavoljub Muslin, who persuaded them to give him the flag, and threw it back over the restraining hedge and into the crowd. Symbolically, Muslin, and thus Red Star, were seen to have joined the protest.

Dissent spread to other stadia. Virtually every game became an anti-Milošević rally. On September 24th, he suffered a humiliating election defeat to Vojislav Koštunica. Still, he tried to cling to power (...). There was a general strike, pockets of protest began to spring up across Serbia. (...) So on October 5th, thousands of Serbs from all the country, including Otpor and the Delije, moved on to the Parliament, which had been ringed by the police. The chanting continued, and tear gas was fired. The Delije, though, were used to clashing with the police, and refused to be dispersed. The police line broken, the protesters surged into the building »².

Ce récit est très révélateur, à la fois des faits, mais surtout du rôle que les *Delije* s'arrogent eux-mêmes dans cette journée, qui n'est pas sans rappeler la reconstruction historique et identitaire opérée par les *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb en ce qui concerne les événements du 13 mai 1990.

Par conséquent, les exemples croate et serbe ont montré deux choses. Premièrement, les supporters extrêmes de football sont des acteurs autonomes, qui se meuvent dans la sphère subpolitique et qui sont capables de se mobiliser sur la scène politique, notamment contre une loi ou un régime politique. Deuxièmement, la place importante de la violence dans leur répertoire d'action habituel peut faire d'eux des acteurs de premier plan en cas de

¹ Journaliste sportive rencontrée par l'auteur

² Wilson, Jonathan, *Behind the curtain*, op.cit., p.115-116

confrontations politiques violentes, notamment contre la police. C'est pourquoi ce qui a été observé avec surprise en Egypte, en Ukraine ou en Turquie s'agissant du rôle des supporters dans les insurrections respectives dans ces pays ces dernières années, n'a en réalité rien de surprenant ni d'inédit si l'on garde à l'esprit le cas yougoslave.

Conclusion

Les trois cas que nous venons de traiter démontrent qu'il n'existe pas de nature du football qui ferait de lui un instrument systématique de reproduction du pouvoir politique, fonction que nous avons également analysée dans le reste de ce chapitre. Ces cas de résistance politique par le football et par des acteurs du football valident au contraire notre perspective interactionniste selon laquelle le football se définit comme le résultat des rapports de force, d'intérêts et de valeurs entre ses différentes catégories d'acteurs, d'où son caractère fondamentalement politique, sa plasticité et sa « capacité à servir plusieurs maîtres ».

L'année 2000 (2001 en incluant la Macédoine) marque un tournant politique majeur dans la région dans le sens d'une plus grande démocratisation et pacification des espaces politiques, que ce soit par le biais d'élections en Bosnie et Croatie, d'accord de paix (Macédoine), ou par un renversement plus brutal et soudain en Serbie, et au Kosovo du fait du retrait des troupes serbes là-bas dès 1999. Cependant, cette ambiance générale de changements positifs vers plus de démocratie et de libéralisme ne masque-t-elle pas des trajectoires différenciées entre les différents Etats issus de la Yougoslavie ? En effet, considérer que 2000 est de façon globale un tournant pour la région, n'est-ce pas emprunter un schéma exagérément fonctionnaliste et uniforme vis-à-vis des changements institutionnels qui se propagent effectivement comme les scrutins libres et concurrentiels, ou bien une plus grande liberté pour les médias ? Ne faut-il pas au contraire interroger les pratiques politiques et les continuités observables, dans une démarche comparative, afin de déceler les variables susceptibles d'expliquer des disparités entre les pays issus de la Yougoslavie ?

Nous avons montré en quoi les mondes du football avaient été impliqués dans ces bouleversements, c'est-à-dire que le football ne devait pas être simplement considéré comme une fenêtre d'observation pour mieux analyser une société politique, mais aussi comme un agent politique ayant lui-même un impact sur cette société à travers ses acteurs. Or, considérer que le football est un phénomène politique et social signifie qu'il ne peut pas échapper aux changements structurels de l'environnement politique dans lequel il évolue, puisqu'il en est l'un des acteurs. C'est à partir de cette hypothèse de relation circulaire entre les mondes du football et le monde politique que nous devons à présent aborder leurs interactions non plus

en temps de guerre et de régimes autoritaires, mais en temps de paix et de régimes formellement démocratiques. Quels impacts les changements politiques structurels ont-ils eu sur les relations entre ces deux sphères ? A l'inverse, dans quelle mesure ces relations renseignent-elles sur les évolutions et/ou les reproductions des différents ordres politiques dans la région ? En d'autres termes, nous nous interrogerons, au cours des deux prochains chapitres, sur le fait de savoir si 2000 représente bel et bien une rupture politique, et comment cette éventuelle rupture s'est matérialisée dans l'espace post-Yougoslave au cours des quinze dernières années. D'un point de vue méthodologique, nous reprendrons la double fonction attribuée au football de fenêtre d'observation et d'agent politique, afin d'analyser les transformations et reproductions liées au processus de transition démocratique dans l'espace post-yougoslave. Ce travail se fera à l'aune des deux phénomènes sociaux déjà étudiés lors des chapitres précédents, à savoir le processus de construction et de recomposition identitaire (chapitre 4), et le processus de politisation et de mobilisation politique (chapitre 5).

**Partie 2 : Quel football pour
quelles transitions ?
Anatomie politique de
l'espace post-yougoslave
2000-2016**

CHAPITRE 4 : Le football dans le dispositif de construction identitaire de l'espace post-yougoslave

La séquence politique démocratisée et pacifiée qui s'ouvre dans l'espace post-Yougoslave à partir de 2000 vient reposer la question de la nature des interactions entre les mondes du football et la sphère politique dès lors que les dispositifs de sensibilisation au discours nationaliste et à la mobilisation guerrière n'ont plus lieu d'être. Cette question, traitée dans ce chapitre à l'aune de la construction identitaire, permettra d'analyser de façon plus globale les changements et continuités que les différents pays issus de la Yougoslavie ont pu connaître depuis 2000. Autrement dit, bien que l'année 2000 présente un avantage analytique indéniable afin de marquer une césure chronologique, il s'agira d'interroger les bouleversements politiques supposés entre l'avant et l'après 2000 à l'échelle régionale, et de remettre ainsi en question l'idée d'une rupture nette provoquée par ces changements. De ce point de vue, le football représente, en tant que fenêtre d'observation et agent politique, un outil très appréciable de comparaison entre les différents pays issus de la Yougoslavie. En l'espèce, compte tenu de la dimension identitaire évidente du football que nous avons rappelée aux chapitres 1 et 3, l'objectif de ce chapitre sera d'analyser, à travers et par le football, les évolutions du paradigme ethno-nationaliste dominant dans la région à partir des années 1980. Dans quelle mesure ce paradigme est-il remis en question par le tournant de 2000 ? Observe-t-on des disparités majeures entre les différents pays issus de la Yougoslavie et si tel est le cas, comment les expliquer ? Quel rôle le football joue-t-il dans les évolutions et les continuités de ce paradigme ?

Nous mènerons cette réflexion en deux temps. D'abord, nous évoquerons ce qui semble le plus visible s'agissant de la question identitaire, à savoir les caractéristiques du soutien aux équipes nationales issus de la Yougoslavie. Puis, nous nous pencherons sur la façon dont le paradigme ethno-national est entretenu, et le rôle des mondes du football dans ce phénomène.

Section 1 : De quoi le soutien aux équipes nationales est-il le nom ?

Nous testerons dans cette section l'hypothèse d'une relation circulaire entre le soutien à l'équipe nationale et la construction stato-nationale et territoriale des Etats issus de la Yougoslavie. Ce soutien, Etat par Etat, comporte des spécificités qui ne sont intelligibles que si on les ramène au processus différencié de construction de l'Etat, de la nation et du territoire de chacun. D'un autre côté, cette construction étant dynamique, le soutien à l'équipe nationale représente un baromètre essentiel pour mesurer les évolutions de ces constructions.

1. Supportérisme extrême et soutien à l'équipe nationale

Si le football suscite autant de passions et de débats partout ou presque dans le monde, faisant de lui un fait social et politique majeur, ce n'est pas seulement en raison des caractéristiques du jeu ou de sa dramaturgie, mais plutôt de deux éléments complémentaires. Le premier de ces éléments est l'investissement émotionnel dont les individus chargent les équipes (parfois les joueurs) qui disputent le match. Autrement dit, l'expérience sensible du match de football peut être diamétralement opposée entre deux individus en raison de leur passion différenciée. Un individu neutre par rapports aux équipes qui s'affrontent va s'intéresser au spectacle, à la qualité du jeu et des joueurs, il est donc important pour lui que le jeu lui-même soit attrayant, faute de quoi, il se détournera du match. Au contraire, pour un individu investi émotionnellement, la qualité du jeu n'a aucune importance, ce qui compte est son équipe, avec laquelle il souffre en même temps que l'ensemble de la communauté des supporters de cette même équipe¹. Pour lui, c'est cela le football. D'autre part, la popularité du football au-delà du cercle des amateurs de football tient probablement à l'existence de grandes compétitions régulières opposant non seulement les clubs, qui sont des entreprises privées, mais aussi des sélections nationales. Pour cela, il faut garder à l'esprit la phrase d'Eric Hobsbawm, selon laquelle « *la collectivité imaginaire des millions d'êtres semble plus*

¹ Bromberger, Christian, *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane*, op.cit. On peut aussi résumer cette dichotomie en qualifiant le premier individu de spectateur et le second de supporter.

réelle sous l'apparence d'une équipe de onze individus aux noms communs »¹. Dans cette optique, un match de football donne lieu à « une performance »². Ces événements répétés permettent la mise en commun simultanée d'un système de pensée et de valeurs qui favorise l'homogénéisation, sur le territoire défini, du peuple qui y vit. Chaque match de football de l'équipe nationale est l'occasion d'un rituel d'allégeance envers la communauté que l'on aime à répéter, avec des drapeaux, la reprise de l'hymne national par tout le stade, et les meilleurs joueurs du pays censés défendre avec fierté et patriotisme les couleurs de la nation. Il est à cet égard intéressant de noter que l'expression « équipe nationale » est désignée en serbo-croate par le terme « *reprezentacija* ». Là où les termes « d'équipe » ou de « sélection » traduisent une neutralité sportive certaine, celui de « *reprezentacija* » indique au contraire qu'il s'agit d'un groupe d'athlètes choisis parce qu'ils sont les meilleurs dans leur discipline, qui sont chargés de par leur excellence de « représenter » le peuple, d'incarner la communauté nationale. Sémantiquement et symboliquement, ce terme de « *reprezentacija* » fait déjà sortir l'équipe nationale de son simple cadre sportif.

Or, étant donné leur rôle et leur importance politique et sociale dans l'espace post-yougoslave, et l'impossibilité méthodologique de prendre en considération l'ensemble des individus se définissant comme supporters, c'est en particulier sur le rapport entre les supporters extrêmes et les équipes nationales issues de la Yougoslavie que portera cette section. La plupart des études³ tendent à montrer que les supporters extrêmes sont avant tout, et bien souvent exclusivement, attachés à leur club. Autrement dit, malgré des affinités de pensées fréquentes avec le nationalisme d'extrême droite, ils ne développent pas de goût particulier pour le soutien inconditionnel à leur équipe nationale pourtant censée incarner la quintessence de leurs sentiments identitaires. Cependant, nos observations participantes au cours de très nombreux matchs des équipes nationales des pays issus de la Yougoslavie ne laissent aucun doute sur la présence plus ou moins massive de supporters extrêmes venus soutenir leur *reprezentacija*. Il faut donc chercher à expliquer ce paradoxe, comprendre qui sont ces supporters et mettre en avant les raisons de ce soutien en apparence contre-intuitif.

Nous pouvons proposer une première hypothèse relative à l'histoire spécifique de l'ex-Yougoslavie. Compte tenu du rôle de ces supporters extrêmes et du football dans le dispositif

¹ Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence, *L'invention de la tradition*, op.cit.

² Edensor, Tim, *National identity, popular culture, and everyday life*, op.cit.

³ Notamment celle pionnière du journaliste Philippe Broussard, *Génération supporter*, op.cit., ou de Christian Bromberger, *Le match de football*, op.cit.

de sensibilisation au discours nationaliste dans l'ensemble des républiques yougoslaves, ceux-ci soutiendraient leur équipe nationale précisément parce que celle-ci est perçue comme bien plus qu'une équipe sportive. Ces supporters se sont souvent battus, au sens propre du terme, pour obtenir leur indépendance et jouir de tous les attributs de souveraineté parmi lesquels le droit que leur nation dispute des compétitions internationales de sport au cours desquelles on met en scène son appartenance identitaire au contact d'autres supporters. Néanmoins, ces mêmes observations participantes ont permis de constater un degré d'implication variable des supporters extrêmes entre les différents pays issus de l'ancienne Yougoslavie. Le soutien est en effet très fort en Croatie, au Monténégro et en Bosnie, partiel au Kosovo et plutôt faible en Macédoine et en Serbie. Par conséquent, notre première hypothèse ne suffit pas pour expliquer ces différences dans le degré de soutien parmi les supporters extrêmes, ni pour caractériser le supportérisme des équipes nationales. D'autant moins qu'elle ne rend pas compte des allégeances croisées, conséquence directe de la non-coïncidence entre Etat, nation et territoire après l'éclatement de la Yougoslavie.

Il faut à notre sens évacuer d'emblée les explications liées au supportérisme extrême en tant que tel, dans la mesure où l'apparition d'un tel mouvement dans les années 1980 fut identique dans toute l'ancienne Yougoslavie, et que partout aujourd'hui, ces supporters sont en nombre conséquent, et en capacité de se mobiliser. On ne peut donc pas lier le différentiel observé à un différentiel de nombre ou de culture du supportérisme extrême entre les différents pays issus de la Yougoslavie. Pour éclaircir ce contraste, il convient donc d'introduire deux autres hypothèses, l'une conjoncturelle, et l'autre structurelle qui sera l'épine dorsale de notre raisonnement tout au long de cette section. L'hypothèse conjoncturelle consiste à dire que le soutien apporté par les supporters extrêmes à l'équipe nationale dépend en partie de deux éléments. D'une part, les performances sportives de l'équipe peuvent jouer un rôle plus ou moins important, autrement dit, le soutien sera plus fort si l'équipe nationale suscite l'engouement par ses bons résultats. Nous avons pu observer ce phénomène autour de la sélection serbe lors de la période 2009-2010, au moment où la Serbie avait de bons résultats qui se sont traduits par une qualification pour le Mondial 2010 en terminant devant la France lors des qualifications¹. Par contraste, les supporters extrêmes

¹ Nous avons assisté au match Serbie-France de 2009 et pouvons témoigner d'un engouement populaire qui n'existait pas auparavant, et qui ne se reproduira plus ensuite puisque la Serbie ne s'est plus qualifiée pour aucune compétition majeure.

macédoniens¹ suivent peu leur équipe nationale car celle-ci est d'un niveau très faible. Le soutien s'exprime davantage au handball qu'au football en raison des meilleurs résultats de la Macédoine dans ce sport. D'autre part, le soutien conjoncturel peut provenir de l'intérêt symbolique et sportif du match. En d'autres termes, le soutien sera plus fort, non seulement si l'équipe a de bons résultats et suscite l'engouement, mais aussi si elle affronte une équipe qui suscite l'intérêt des supporters extrêmes. Cet intérêt peut être lié à une éventuelle confrontation avec les supporters extrêmes de l'équipe adverse (par exemple la perspective d'affronter l'Angleterre dont les supporters extrêmes sont historiquement réputés pour leur violence), et/ou peut être suscité par la perspective d'affronter une équipe dont le pays entretient des liens particuliers avec le pays d'origine des supporters extrêmes. Ces liens peuvent aussi bien être d'amitié que d'hostilité. On comprend donc l'attrait tout particulier qu'un Serbie-Croatie peut susciter par rapport à un Serbie-Norvège. En effet, on peut observer la reproduction et même l'accentuation, dans le microcosme des tribunes, des relations géopolitiques existantes dans la région. Ainsi les Russes et les Grecs sont-ils proches des Serbes, donc ennemis des Croates. Les Bosniaques sont amis avec les Turcs, donc ennemis des Serbes, les Serbes sont proches des Grecs, donc ennemis des Macédoniens etc. Les confrontations entre supporters sont fréquentes lorsque ces équipes s'affrontent, comme le Grèce-Croatie d'octobre 2011 en témoigne².

Toutefois, la raison principale de ce soutien différencié que nous avons constaté est à chercher, à notre sens, dans l'hypothèse plus structurelle selon laquelle ledit soutien est le fruit des différents processus de construction nationale, étatique et territoriale que les pays issus de l'ancienne Yougoslavie ont connus. Autrement dit, ce qui peut être observé dans les tribunes des stades de football tire une partie de son explication dans l'héritage de la guerre, que ce soit au niveau politique et identitaire, ainsi que dans l'histoire de ces nouveaux territoires indépendants. Dès lors, on peut prendre les différentes formes de soutien à l'équipe nationale comme point de départ d'une analyse politique plus globale sur les trajectoires des

¹ Uniquement Macédoniens ethniques, par contraste avec l'équipe elle-même qui comporte plusieurs joueurs albanais de Macédoine, depuis la refonte de la fédération de football de Macédoine sur la base des Accords d'Ohrid en 2001.

² « Crowd trouble leads to suspension of Greece V Croatia », *BBC*, 7 octobre 2011

pays issus de la Yougoslavie. Le football est ainsi l'objet, autant que l'acteur de la reproduction du paradigme ethno-nationaliste qui subsiste dans ces Etats¹.

L'observation des tribunes permet de mettre à jour une première caractéristique majeure, qui est celle des allégeances croisées, c'est-à-dire des citoyens d'un Etat qui traversent la frontière² pour aller soutenir la sélection d'un autre Etat dont ils revendiquent l'appartenance nationale. Si le nettoyage ethnique a bel et bien été l'objectif principal des guerres menées dans les années 1990, il n'en demeure pas moins que le projet d'un Etat-nation ethniquement pur, c'est-à-dire le recouplement d'un groupe national, propriétaire exclusif d'un territoire sur lequel serait établi un Etat comme entité politique, demeure une fiction pour l'ensemble de la région, Slovénie exceptée. C'est pourquoi chaque rencontre des sélections nationales donne lieu à des chassés-croisés, y compris sur les routes, entre les Albanais de Macédoine et du Kosovo qui vont soutenir l'Albanie, les Croates de Bosnie qui vont soutenir la Croatie, les Serbes de Bosnie qui vont soutenir la Serbie, les Serbes du Monténégro qui vont soutenir la Serbie etc. Ces trajets réguliers sont autant de processions répétées pour démontrer l'allégeance que les supporters, vivant dans un autre pays, parfois porteurs d'un autre passeport, continuent de prêter à l'équipe nationale dont ils sentent qu'elle les représente. Cela pose sans aucun doute la question de l'allégeance qu'un individu peut avoir envers un Etat dont il ne se reconnaît pas lui-même le national, et de la stabilité d'une telle situation à terme pour l'Etat en question. Le cas le plus prégnant à cet égard est probablement celui de la Bosnie-Herzégovine.

¹ De ce point de vue, le Monténégro est une exception dans l'espace post-Yougoslave puisqu'il n'est pas fondé sur un principe ou une concurrence ethnique. L'indépendance a été obtenue en 2006 grâce aux voix des différentes minorités du pays (Albanais, Bosniaques). Les chiffres de recensement sont très évolutifs ce qui dénote un flou dans le sentiment d'appartenance ethnique des individus, en particulier entre Serbes et Monténégrins. Dès lors, les compétitions sportives sont un des rares moments au cours desquels les Monténégrins déclarés peuvent revendiquer leur appartenance d'un point de vue ethnique et non pas civique. Cette identité est progressivement d'autant plus polarisée qu'elle suscite le rejet des Serbes du Monténégro, comme l'a montré le match Monténégro-Russie de mars 2015 au cours duquel les Serbes se trouvaient avec les supporters russes. Voir notre entretien avec Pavle, l'un des leaders du groupe ultra *Crnogorci Jug*, publiée par le site spécialisé sur le football en Europe de l'Est *Footballski* « On a discuté avec Pavle, porte-parole du groupe ultra Crnogorci Jug », 6 avril 2015. Sur les enjeux identitaires au Monténégro, voir Cattaruzza, Amaël, « Nations, nationalités et citoyenneté dans les Balkans. Le bouleversement démographique monténégrin », *Espaces, populations, sociétés*, n°3, 2004 ; Vuković, Ivan, « Population censuses in Montenegro – A century of national identity repacking », *Contemporary Southeastern Europe*, 2/2, 2015

² On négligera ici d'évoquer le rôle des supporters issus de la diaspora, sur lesquels nous reviendrons plus tard.

2. « Qui ne saute pas déteste la Bosnie ! »¹

Nous avons montré au chapitre précédent dans quelle mesure le football avait, par le haut et par le bas, participé de la consolidation symbolique des divisions ethniques dans l'immédiat après-guerre. Les institutions de Bosnie issues des accords de Dayton, qui se voulaient fondées sur le principe de consociation au sens de Lijphart, ont en réalité favorisé davantage l'obstruction et la paralysie que la coopération², malgré une bonne période entre 2000 et 2006. Les partis politiques des différentes communautés ne sont pas concurrents entre eux, et aucun parti politique ne peut l'emporter en proposant une plateforme civique par opposition à une plateforme ethnique, ce qui contribue à une surenchère nationaliste permanente et à un réflexe de vote communautaire entretenu au sein des peuples constituants, surtout du côté serbe et croate³. Il n'est donc pas étonnant que les seules institutions qui fonctionnent en Bosnie aient été l'œuvre de décisions imposées par la communauté internationale, que ce soit l'instauration du Mark convertible comme monnaie, l'indépendance de la banque centrale, l'indifférenciation des plaques minéralogiques des voitures, la réforme de l'armée, ou bien la réforme de la fédération de football menée sous la forte pression de la FIFA⁴. Dès lors, il apparaît que l'analyse du soutien à la sélection de Bosnie peut fournir les principales clés de lecture pour saisir les enjeux liés à la question identitaire dans ce pays. Qui soutient la Bosnie ? Que signifie ce soutien ? Ne peut-on pas défendre l'idée qu'il y aurait en réalité DES soutiens ? Deux pistes de réflexion peuvent être dégagées.

a. Le rôle de la diaspora

Cette réforme de la fédération sous pression de la FIFA a notamment été rendue possible par la présence en Bosnie d'un groupe de supporters extrêmes, les *BH Fanaticos*

¹ *Ko ne skače mrzi Bosnu hej hej hej*, slogan repris en chœur par les supporters pendant les matchs, et par les joueurs le soir de leur qualification pour le Mondial 2014.

² Perry, Valerie, « Is substantial political reform in Bosnia-Herzegovina possible thought the ballot box in october 2014 ? », *Democratization Policy Council*, Note n°7, septembre 2014

³ Sans parler de la dimension clientéliste du vote, qui est un autre point essentiel. Voir Bieber, Florian, « Bosnia-Herzegovina: Slow Progress towards a Functional State », *Southeast European and Black Sea studies*, Vol. 6, n°1, 2006

⁴ Mujanović, Jasmin, Cooley, Laurence, « Changing the Rules of the Game: Comparing FIFA/UEFA and EU Attempts to Promote Reform of Power-Sharing Institutions in Bosnia-Herzegovina », *Global Society*, 2014. Nous reviendrons sur cet épisode en détail au cours du chapitre 5.

(BHF), spécifiquement dédié à l'équipe de Bosnie-Herzégovine. Celui-ci a de longue date milité, manifesté, et entrepris des actions à grande échelle pour une refonte de la fédération, corrompue et paralysée par son système de fonctionnement calqué sur celui des accords de Dayton. En 2008, les BHF ont accompagné et encouragé les joueurs à faire grève pour protester contre la fédération¹. Ils revendiquent également d'avoir continué sur cette ligne intransigeante à tous les matchs, y compris à l'extérieur où ils sont bien souvent plus nombreux et bruyants que le public local. Cela les distingue, et les légitime, à leurs yeux, pour revendiquer une forme d'exclusivité dans l'amour porté à l'équipe de Bosnie, qui repose sur des principes et des valeurs davantage que sur des résultats sportifs bruts².

Ce rôle d'acteur de la société civile n'est pas exceptionnel dans la région. Ce qui est plus rare en revanche est qu'un groupe aussi important de supporters extrêmes, environ 2000 membres actifs sans compter les sympathisants et occasionnels (soit environ 20.000 personnes parmi lesquelles beaucoup de jeunes femmes, traditionnellement moins présentes dans les stades), soit spécifiquement dédié à l'équipe nationale³. L'existence de ce groupe, tout comme sa composition et le supportérisme de l'équipe nationale en Bosnie en général, sont ainsi le fruit de la construction stato-nationale et territoriale de la Bosnie-Herzégovine en suivant deux circuits. Le premier conduit à considérer la composition du groupe des *Fanaticos*. Celui-ci a été créé en 2000 en Suède par Nizar, toujours l'un des principaux responsables et porte-parole du groupe, et quelques autres Bosniens de la diaspora. Le groupe fonctionne principalement grâce à une plateforme en ligne entre les différentes branches du groupe réparties dans le monde entier là où la diaspora de Bosnie s'est établie, en particulier depuis la guerre des années 1990. En effet, la particularité des *Fanaticos* est qu'un nombre important de ses membres est issu de la diaspora, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis ou en Australie. Cette spécificité est essentielle pour comprendre la nature du supportérisme de l'équipe de Bosnie et donc la Bosnie elle-même. Dans son livre *Homeland calling*, Paul Hokenos analyse le rôle joué par la diaspora croate puis albanaise dans la mobilisation nationaliste et

¹ « Crise du football en Bosnie : joueurs et supporters s'unissent contre les dirigeants de la fédération », *Le Courrier des Balkans*, 14 juin 2008

² Entretien électronique avec Nizar, un des responsables des BHF. Les BHF mettent un point d'honneur à être présents à tous les matchs impliquant une sélection de Bosnie, que ce soit en football féminin, rugby, basket, handi-volley (la Bosnie est championne olympique de handi-volley avec des vétérans de guerre) etc.

³ Il existe d'autres groupes, moins nombreux et plus récents, également dédiés à la sélection, par exemple les *BH Legion*.

guerrière lors des conflits des années 1990¹. Il montre le surinvestissement politique et financier de la diaspora qui compense son absence sur le terrain de conflit, ce qui explique pourquoi les organisations issues des diasporas sont bien souvent plus belliqueuses que les populations sur place, ce que le cas croate a illustré.

Ce phénomène de « diasporisme », c'est-à-dire selon Dominique Schnapper « la fidélité à un peuple d'origine dispersé par-delà les frontières nationales »², semble soluble dans le temps moderne de la mondialisation car il n'émerge dans l'espace public dans sa forme politique et revendicative que dans la mesure où le nationalisme exclusif recule face à la montée de la pluralité des identités et du transnationalisme. Il s'agit là d'une utilisation du concept de diaspora tel qu'il est désormais couramment accepté depuis les années 1970³ alors qu'il était auparavant utilisé selon une définition traditionnelle de la dispersion appliquée en particulier aux Juifs, dans le sens d'un peuple sans Etat. Si l'élargissement de l'utilisation du concept par la communauté académique comporte le danger de le vider de son potentiel heuristique⁴, arrêter une définition précise de diaspora se révèle toutefois périlleux. Si l'on peut admettre que les études sur les diasporas se concentrent sur l'analyse des relations entre les liens sociaux au sein d'une communauté, sa capacité d'organisation d'une part, et la distance par rapport au pays d'origine de l'autre, il n'existerait pas, selon Stéphane Dufoix, de définition véritable du concept de Diaspora⁵. « *Il n'existe pas de phénomène qui soit la Diaspora, indépendamment de chacun des cas particuliers, et indépendamment de l'usage du mot diaspora et de ses correspondants dans différentes langues* »⁶ estime-t-il ainsi.

Dans le cas présent, la présence massive de supporters issus de la diaspora dans l'engagement « militant »⁷ du supportérisme extrême signifie que tous ces gens, qui sont nés

¹ Hockenos, Paul, *Homeland calling, exile patriotism and the Balkans wars*, Londres, Cornell University Press, 2003. D'une façon générale, la question des rapports entre la population locale et la diaspora ne va pas sans poser de problèmes puisque la première aura tendance à reprocher à la seconde d'être trop influente dans les affaires locales, a fortiori si elle vote massivement, alors qu'elle n'a pas à subir la situation quotidienne de la pauvreté et des autres difficultés rencontrées sur place.

² Schnapper, Dominique, « De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.17, n°2, 2001

³ Distinction opérée par Khachig Tölölyan, « Rethinking diaspora(s) : stateless power in the transnational moment », *Diaspora*, Vol.5, n°1, 1996

⁴ Brubaker, Rogers, « The 'diaspora' diaspora », *Ethnic and racial studies*, Vol.28, n°1, 2005

⁵ Dufoix, Stéphane, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Editions Amsterdam, 2012

⁶ Dufoix, Stéphane, *Les diasporas*, Paris, PUF, 2003, p.4

⁷ Lestrelin, Ludovic, Basson, Jean-Charles, « Pour une sociologie politique du supportérisme : penser le militantisme et la partisanerie des supporters de football en Europe », in Busset, Thomas, Besson, Roger, et Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme. Autorégulations, mobilisations collectives et mouvements sociaux*, Lausanne, CIES/Peter Lang, 2014

ou ont grandi dans un autre pays, dont les parents ont souvent dû fuir en urgence la Bosnie en raison de la guerre, démontrent par le biais du football, toute leur allégeance et leur dévotion à leur pays d'origine, en s'organisant et en créant du lien social dans leur activité de suivi de l'équipe en très grand nombre partout dans le monde¹. Leur amour inconditionnel de l'équipe de Bosnie est une métaphore de l'attachement charnel qu'ils portent au pays de leurs parents duquel ils ont été arrachés, indépendamment du passeport qu'ils possèdent. Ce phénomène se retrouve d'ailleurs également chez les joueurs de l'équipe de Bosnie. Nés pour la plupart à partir de la seconde partie des années 1980, il s'agit de la dernière génération née en Bosnie avant la guerre, mais dont une partie significative a grandi à l'étranger. Pour les meilleurs d'entre eux, ils ont porté le maillot de leur pays d'accueil en sélections de jeunes avant de faire le choix de la Bosnie². Cela signifie que tous ces joueurs étaient éligibles pour l'équipe nationale de leur pays d'accueil³, mais qu'ils ont préféré jouer pour leur pays d'origine. Leur discours est très révélateur de cet attachement sentimental qui dépasse toutes les ambitions sportives personnelles. Le défenseur Sead Kolašinac a ainsi sacrifié un avenir très prometteur avec l'Allemagne. Quant au gardien de but Asmir Begović, qui a grandi en Allemagne puis au Canada, ses propos sont sans ambiguïté :

« We moved away from Bosnia when I was 4 so I don't have any memory of the country. The thing that stuck with me is that we lived in a Bosnian way. My parents always made sure we spoke Bosnian at home, so we were really part of Bosnian culture and tradition. It was never far away from me. Growing up like that, there was nothing I would have done than represent my country, so it means a lot to me. (...) Going to Brazil means everything. It's actually difficult to put it into words because there is what it means as a player, but also what it means to the country. After all the years of trouble, hurt and pain, to give some joy and something positive to cheer about is pretty big for us »⁴.

Certes, les sélections de Croatie et de Serbie comptent également des joueurs issus de la diaspora, et même des Croates ou Serbes de Bosnie d'ailleurs. Cependant, ce phénomène n'est pas aussi massif et structurel que pour la sélection de Bosnie, pour deux raisons. La

¹ Ils étaient ainsi plusieurs milliers en Lituanie lors du match décisif pour la qualification au Mondial 2014, mais aussi plus nombreux que les Slovaques en Slovaquie, et environ 10.000 au Stade de France en 2011.

² Parmi les 23 joueurs sélectionnés pour la Coupe du monde 2014 au Brésil, seuls 8 ont joué pour un club de Bosnie au début de leur carrière, contre 7 qui ont par exemple débuté dans des clubs allemands.

³ Le joueur de la Juventus Turin Miralem Pjanić nous a confirmé qu'il avait été approché par les responsables de l'équipe de France, après avoir joué pour les équipes de jeunes au Luxembourg, mais que « cœur lui avait dicté de jouer pour la Bosnie ». Néanmoins, comme pour l'Albanie, il faut également souligner que d'autres joueurs originaires de Bosnie ont choisi de jouer pour leur pays d'adoption, dans lequel ils sont parfois nés. Haris Seferović, qui joue pour la Suisse, est dans ce cas. Quant à la star Zlatan Ibrahimović, dont les parents (père bosniaque, mère croate) ont émigré en Suède dans les années 1970, c'est la fédération de Bosnie qui l'a refusé lorsqu'il était jeune.

⁴ « The virgin's first ball », *Eight by Eight*, n°2, hiver 2014, p. 30

première est que la Bosnie est victime d'un creux générationnel parmi la population en âge de jouer aujourd'hui pour la sélection, c'est-à-dire globalement les individus nés entre 1980 et 1995. Comme le montre le tableau 1 qui rassemble des données biographiques de base sur les 36 joueurs appelés à jouer pour la sélection de Bosnie en 2015, la probabilité qu'un joueur né après 1989¹, qui sont amenés à être de plus en plus nombreux dans l'équipe, soit né ou ait grandi à l'étranger est forte (10 joueurs sur 19 de 26 ans et moins contre 4 joueurs sur 17 de plus de 26 ans). Cela signifie que pour les années à venir, la fédération de Bosnie n'aura d'autre choix, en attendant l'arrivée à maturité d'une nouvelle génération locale née à partir de 1995, que de se tourner vers sa diaspora pour trouver des joueurs aptes à jouer pour elle, en jouant sur leur sentiment patriotique tel qu'il aura été inculqué par leurs parents qui ont dû quitter le pays à cause de la guerre².

La seconde raison est que la guerre a détruit toutes les infrastructures permettant de former des jeunes joueurs en grande quantité, en dehors du principal club de Sarajevo, le Željezničar (et dans une moindre mesure le Borac Banja Luka). Autrement dit, là où les meilleurs clubs croates et serbes, malgré leurs relatifs faibles moyens, bénéficient toujours d'un savoir-faire remarquable pour fabriquer des joueurs très talentueux, la Bosnie éprouve davantage de difficultés car recréer ce tissu d'infrastructures et de savoir-faire prend beaucoup de temps. On constate ainsi dans le tableau 1 que la majorité des joueurs de la sélection de Bosnie n'ont pas commencé leur carrière dans un club en Bosnie (19 sur 36) tandis que la moitié de ceux qui l'ont fait ont débuté dans un même club, le Željo dont ils partent relativement jeune (8 sur 17).

Noms	Naissance par ordre d'ancienneté	Ville de naissance / enfance	Premier club pro	Sélection jeune
Emir Spahic	1980	Dubrovnik	Celik Zenica	
Sejad Salihovic	1984	Zvornik / Allemagne	Hertha Berlin (All)	
Vedad Ibisevic	1984	Vlasenica	St Louis (USA)	

¹ Date choisie en fonction de la moyenne d'âge des joueurs, soit 26,3 ans.

² Les meilleurs résultats sportifs de la sélection de Bosnie depuis quelques années peuvent également entrer en ligne de compte dans la stratégie individuelle de carrière d'un joueur.

Mensur Mujdza	1984	Zagreb	NK Zagreb (Cro)	Croatie
Haris Medunajnin	1985	Sarajevo / Pays-Bas	AZ (Pays-Bas)	Pays-Bas
Senad Lulic	1986	Mostar / Suisse	Chur 97 (Suisse)	
Edin Dzeko	1986	Sarajevo	Zeljo	
Avdija Vrsajevic	1986	Tesanj	Zeljo	
Stojan Vranjes	1986	Banja Luka	Borac Banja Luka	
Asmir Begovic	1987	Trebijne/Allemagne/ Canada	Porsmouth (GB)	Canada
Jasmin Buric	1987	Zenica	Celik Zenica	
Edin Cocalic	1987	Visegrad	Zeljo	
Ervin Zukanovic	1987	Sarajevo	Zeljo	
Semir Stilic	1987	Sarajevo	Zeljo	
Ibrahim Sehic	1988	Rogatica	Zeljo	
Toni Sunjic	1988	Mostar	Zrinjski Mostar	
Ermin Zec	1988	Bugojno	Sibenik (Cro)	
Ognjen Vranjes	1989	Banja Luka	Borac Banja Luka	
Anel Hadzic	1989	Velika Kladusa / Autriche	SV Ried (Aut)	Autriche
Marin Anicic	1989	Mostar	Zrinjski Mostar	

Mario Vrancic	1989	Slavonski Brod / Allemagne	Mainz 05 (All)	Allemagne
Ermin Bicakcic	1990	Zvornik / Allemagne	Stuttgart (All)	Allemagne
Miralem Pjanic	1990	Tuzla / Luxembourg	Metz (Fr)	Luxembourg
Edin Visca	1990	Olovo	Zeljko	
Milan Djuric	1990	Tuzla / Italie	Cesena (Ita)	
Josip Kvesic	1990	Siroki Brijeg	Zilina (Slovaquie)	
Izet Hajrovic	1991	Brugg (Suisse)	Grashoppers (Sui)	Suisse
Muhamed Besic	1992	Berlin (Allemagne)	Hambourg (All)	Refus de jouer pour l'Allemagne
Tino-Sven Susic	1992	Sarajevo / Belgique	Genk (Bel)	Belgique
Srdjan Grahovac	1992	Banja Luka	Borac Banja Luka	
Gojko Cimirot	1992	Trebinje	Leotar	
Sead Kolasinac	1993	Karlsruhe (Allemagne)	Karlsruhe (All)	Allemagne
Rade Krunic	1993	Foca	Foca	
Sanjin Prcic	1993	Belfort (France)	Sochaux (France)	
Armin Hodzic	1994	Sarajevo	Zeljko	
Riad Bajic	1994	Sarajevo	Zeljko	

Tableau 1 : informations biographiques de base sur les internationaux bosniens en 2015

On voit donc que le football de Bosnie, que ce soit sur le terrain ou en tribune, entretient avec sa diaspora un lien structurel très fort. Cela produit une exceptionnelle connexion sentimentale entre les supporters et les joueurs qui, bien qu'arrachés à leur terre par la guerre, défendent chacun à leur façon l'existence de la Bosnie et son image dans le monde. Comme le dit Nizar, le responsable des *Fanaticos* : « *Les Croates de Bosnie ont la Croatie, les Serbes de Bosnie ont la Serbie, nous, on n'a rien d'autre, la Bosnie est tout ce qu'on a, c'est pour ça qu'on donnerait n'importe quoi pour cette terre* »¹.

Cette remarque ouvre la voie au second circuit d'explication et de compréhension du supportérisme de l'équipe nationale en Bosnie, celui de la clé nationale. Ce que Nizar dit se transpose en effet au-delà de l'allégeance à une équipe de football pour concerner l'Etat de Bosnie-Herzégovine lui-même.

b. Les dilemmes identitaires du soutien à l'équipe de Bosnie

Les gens qui, en Bosnie, refusent de se plier à l'ethnicisme institutionnalisé, se considèrent comme des citoyens bosniens, indépendamment de leur nationalité. Pour eux, la Bosnie correspond à une idée, celle d'une possible vie en bonne intelligence entre les communautés comme elle a relativement eu lieu pendant des siècles². C'est la raison pour laquelle toute modification territoriale de la Bosnie selon des lignes ethniques est à leurs yeux inacceptable. La Bosnie doit être unie et indivisible, ce n'est qu'en adhérant à cette idée, matérialisée par un territoire, qu'ensuite les accords entre les peuples sont possibles dans l'intérêt de tous. Cette revendication recoupe en partie celle des nationalistes bosniaques, mais sur des bases idéologiques différentes. Ces derniers fondent leur nationalisme moins sur une appartenance religieuse (contrairement aux Serbes et aux Croates), que sur l'appartenance à la terre de Bosnie dans ses frontières³ et la mémoire de la guerre récente au cours de laquelle ils estiment avoir été victimes de génocide de la part des Serbes⁴. D'où leur double revendication

¹ Entretien électronique, 25 avril 2014

² Malcolm, Noel, *Bosnia, a short history*, New York, New York University Press, 1996

³ Bien que l'Islam politique soit de plus en plus développé en Bosnie depuis la guerre. Bougarel, Xavier, *Survivre aux empires, Islam, identité nationale et allégeances politiques en Bosnie-Herzégovine*, Paris, Karthala, 2015

⁴ Ce terme est alors employé hors de toute considération juridique, qui réserve ce terme uniquement au crime commis à Srebrenica. Sur les origines de l'utilisation politique et symbolique du mot « génocide », voir Bougarel, Xavier, « Du code au mémorandum. Les usages du terme génocide dans la Yougoslavie

d'une Bosnie territorialement unie (ce qui signifie l'abolition des entités, en particulier de la Republika Srpska, fille du génocide), et gouvernée selon le principe majoritaire « une personne = une voix », ce qui assurerait leur prépondérance, chose inacceptable pour les Croates et les Serbes.

Au contraire, ces derniers, et surtout leurs élites politiques nationalistes, ne considèrent pas la Bosnie comme une idée immatérielle et philosophique ayant une existence en soi, mais plutôt comme un simple territoire a-historique aux frontières artificielles en ce qu'elles ne recourent pas les appartenances nationales. C'est la raison pour laquelle il fut légitime à leurs yeux de chercher à démanteler et partager les dépouilles de cette République yougoslave entre Serbes et Croates, tout en laissant un mini-Etat aux Bosniaques autour de Sarajevo¹. De surcroît, dans les récits nationalistes serbe et croate, les Bosniaques ne sont rien d'autre que des Serbes ou Croates islamisés, sans identité propre, donc sans légitimité politique, historique ou territoriale. Il n'est donc pas surprenant que l'écrasante majorité des gens en Bosnie qui se disent avant tout citoyens bosniens soient issus de la communauté bosniaque ou de mariages mixtes, d'autant plus que les Serbes et Croates libéraux, intellectuels, urbains de Mostar, Prijedor, Banja Luka ou Sarajevo ont été particulièrement ciblés par les nationalistes de leur propre camp pendant la guerre et ont bien souvent dû quitter le pays. Or, c'est là tout le dilemme identitaire du supportérisme de l'équipe de Bosnie. Le discours officiel des *Fanaticos* est que tous ceux qui aiment la Bosnie, quelle que soit leur nationalité, sont les bienvenus pour soutenir l'équipe, ce qui est une façon métaphorique de soutenir la Bosnie en tant qu'idée. Cependant, dans les faits, plusieurs éléments laissent entrevoir une survalorisation de l'identité bosniaque de la part des supporters extrêmes, ce qui vient concurrencer l'idée d'une sélection de rassemblement autour de l'idée de Bosnie, et valider l'hypothèse selon laquelle il n'y aurait pas un soutien, comme on peut le voir de façon classique autour d'autres équipes nationales, mais plutôt *des* soutiens. Soutenir l'équipe de Bosnie se conjugue donc au pluriel à l'aune des conceptions de la Bosnie, en divergeant sur la philosophie mais en convergeant sur sa territorialité. On peut citer plusieurs de ces éléments qui illustrent et participent de cette différenciation. D'abord, la mémoire de la guerre, dont on comprend aisément le caractère extrêmement clivant entre les communautés, est régulièrement investie par les supporters, le point le plus cristallisant étant l'évocation de

communiste », in Delpla, Isabelle, Bessone, Magali, *Peines de guerre. La justice pénale internationale et l'ex-Yougoslavie*, Paris, Editions EHESS, 2010

¹ Tel était l'objectif commun des présidents serbe et croate dès 1991 et l'entrevue de Karađorđevo.

Srebrenica. Les fresques murales, banderoles, recueils annuels au mémorial de Potočari, chants en l'honneur des victimes de Srebrenica font partie intégrante du répertoire visuel et sonore des groupes de supporters à majorité bosniaque (*Manijaci* de Željezničar, *Horde Zla* du FK Sarajevo, *Red Army* du Velež Mostar, *Robijaši* du Čelik Zenica) afin de cultiver la mémoire de cet événement central dans le récit identitaire bosniaque.



Photo 30 : Banderole déployée par les *Horde Zla* du FK Sarajevo lors d'un match de coupe d'Europe le 24 juillet 2015. Le choix de l'anglais n'est pas neutre car la banderole est destinée à un public étranger.



Photo 31 : peinture murale de la Red Army de Mostar, avec le message « ne jamais oublier, ne jamais pardonner ».

Reconnu comme un génocide par la justice internationale (TPIY et CIJ), ce crime peut revêtir plusieurs interprétations très polarisantes tant elles participent de la construction identitaire de chacun et des différents récits historiques sur la Bosnie. Srebrenica peut être lu

comme un crime visant les Bosniaques, et leur anéantissement. Sans être excluante de cette première interprétation, une seconde peut davantage considérer Srebrenica comme la volonté d'anéantissement de l'idée de Bosnie traduite par un nettoyage non plus seulement ethnique mais territorial. Enfin, Srebrenica peut aussi être réduit à l'échelle d'un crime de masse répondant non pas à une logique de génocide, mais à une logique de guerre civile et de vengeance vis-à-vis de crimes commis contre des Serbes dans cette région¹.

De surcroît, les *Fanaticos* ont progressivement développé un agenda politique spécifique autour de la cause palestinienne et donc de protestation à l'égard d'Israël, non dénué de débordements antisémites². Dans leurs discours, les supporters bosniaques s'en défendent pourtant, et expliquent s'identifier aux Palestiniens, car ils ont eux aussi été les victimes d'un agresseur nettement plus fort qui les a stigmatisés et massacrés en raison de leur religion musulmane, dans l'indifférence bienveillante de la communauté internationale³. Bertrand Badie souligne que l'humiliation est devenue une propriété structurelle des relations internationales⁴. Le Palestinien, le Gazaoui, incarnent alors la figure moderne de la victime, fantasmée car lointaine et inconnue, face à l'injustice, la violence et l'arbitraire des puissants, incarnés ici par Israël⁵. Ce faisant, la cause palestinienne représente, dans le monde arabe comme en Occident, et notamment au sein des populations musulmanes, le réceptacle d'une mobilisation globalisée fondée sur une solidarité profonde ressentie⁶ avec ces nouveaux damnés de la terre. On décèle néanmoins tout le potentiel clivant de cette prise de position politique forte qui mobilise de fait davantage les Bosniaques musulmans.

¹ C'est aujourd'hui encore la thèse dominante dans le récit serbe, telle qu'elle nous a été à maintes reprises rappelée depuis notre premier séjour à Srebrenica en 2006, tandis que les thèses révisionnistes niant la réalité comme le nombre de victimes du crime tendent à reculer. Les discours varient alors sur le degré d'excusabilité du crime en raison des crimes antérieurs commis contre des villageois serbes aux alentours.

² Notamment lors d'une manifestation à Vienne, ville dans laquelle la diapora de Bosnie est nombreuse, mais aussi en marge du match Bosnie-Israël du 12 juin 2015. Voir Brentin, Dario, « Does Bosnian football have an anti-semitism problem ? » *Balkanist*, 15 juin 2015. L'antisémitisme des supporters extrêmes en Europe n'est pas un phénomène exceptionnel en soi, mais il dérive en général d'une appartenance aux courants d'extrême droite qui ne développe par ailleurs aucune sympathie pour la cause palestinienne. En outre, la sensibilité à la cause palestinienne ne suppose pas forcément des démonstrations d'antisémitisme comme le démontrent les supporters du Celtic Glasgow par exemple.

³ Ironiquement, Israël entretient d'excellentes relations directes avec la Republika Srpska.

⁴ Badie, Bertrand, *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014

⁵ Cohen, Samy, « Gaza : Tsahal dans le piège de la guerre asymétrique », *Le Débat*, 2010/4, n° 161

⁶ Le chemin allant de l'émotion à la mobilisation étant ce que Christophe Traïni nomme le « dispositif de sensibilisation », Traïni, Christophe (dir.), *Emotions...mobilisation !*, op.cit.



Photo 32 : Drapeau israélien avec une croix gammée à la place de l'étoile de David, et banderole Free Palestine, lors d'un match Autriche-Bosnie



Photo 33 : Cortège des *Fanaticos* piétinant le drapeau israélien juste avant le match Bosnie-Israël à Zenica. Au cours des deux événements, des slogans antisémites seront également chantés.

Enfin, si les Bosniens revendiqués sont sans retenue derrière l'équipe, on voit également souvent dans les tribunes des drapeaux représentant des fleurs de lys jaunes sur fond bleu. Ce symbole remonte au royaume de Bosnie médiévale, cependant, il est devenu pendant la guerre le symbole de l'armée de Bosnie-Herzégovine (Bosniaque en grande majorité bien que commandée par Jovan Divjak, Serbe et citoyen bosnien revendiqué) qui combattait les Croates et les Serbes¹. Ces derniers, indépendamment du soutien à la Croatie et

¹ Il était également le drapeau de la Bosnie-Herzégovine juste après la guerre avant que la communauté internationale n'intervienne pour imposer un drapeau neutre, suite aux protestations des Serbes et des Croates. Ce drapeau jaune et bleu, conçu sur le même modèle que celui du Kosovo ensuite, a depuis été réapproprié par

à la Serbie, peuvent donc être conduits à considérer que même s'ils voulaient soutenir l'équipe de Bosnie, la présence de ces symboles leur renvoie le message, comme pour la mémoire de la guerre, comme pour les prises de position politique sur la Palestine, qu'ils ne sont pas les bienvenus et que la Bosnie est avant tout l'équipe des Bosniaques, quand bien même tous les joueurs sont également adulés quelle que soit leur origine. C'est en raison de cette ambiguïté que nous soutenons l'hypothèse de l'existence de plusieurs soutiens à l'équipe de Bosnie.



Photo 34 : « Des lys depuis toujours et pour toujours » avec des anciens drapeaux de la Bosnie, lys jaunes sur fond blanc

c. De lentes recompositions identitaires ?

Avant la Coupe du monde de 2014, plusieurs reportages de presse ont avancé l'idée que l'équipe de Bosnie avait « réconcilié tout un peuple »¹. Nous avons cherché à vérifier cette affirmation pendant la compétition, par exemple en observant le traitement médiatique, ou en suivant les matchs dans différentes villes de Bosnie selon qu'elles étaient peuplées

les Bosniaques et Bosniens et n'est donc plus considéré comme un élément étranger à leur identité et à la Bosnie. Il existe également une querelle sur l'hymne de la Bosnie qui ne comporte toujours pas de paroles, ce qui n'empêche pas les supporters de chanter l'ancien hymne *Jedna si Jedina*, perçu comme discriminant par les Serbes et les Croates.

¹ « The world cup and the path to reconciliation in Bosnia and Herzegovina », *Diplomatic courier*, 26 juin 2014

majoritairement de Bosniaques, de Serbes ou de Croates¹. Le constat est édifiant. Lors du premier match contre l'Argentine, disputé à 22h, l'effervescence était à son comble à Sarajevo, tous les bars diffusaient le match, et les gens étaient dans la rue avec leurs maillots et drapeaux. En revanche, à quelques kilomètres seulement du centre, il régnait un calme mortel dans la partie serbe de la ville. Aucun écran ne diffusait le match, personne dans les rues. Le même phénomène se produisit de façon symétrique dans les deux parties de la ville de Mostar selon que la sélection de Bosnie ou de Croatie jouait. Cette impression de vivre dans un autre pays à seulement quelques kilomètres de distance se retrouve dans le traitement de la presse. Là où les titres bosniaques et bosniens ont largement couvert, avec grande emphase, le parcours de l'équipe, on ne retrouve strictement rien dans les journaux de la Republika Srpska en dehors des classiques dépêches d'agence, comme s'il s'agissait d'un pays étranger. En outre, des huit journalistes de Bosnie partis au Brésil couvrir le Mondial, un seul venait de RS².



Google+

A gauche la Une du journal de Sarajevo *Oslobođenje* le jour du premier match contre l'Argentine « Bonne chance Bosnie ! Ce soir les Dragons jouent pour l'histoire ». A droite la Une du journal serbe *Glas Srpske* au lendemain du match. Aucune des huit informations en Une ne se réfère au match de la veille.

¹ Bien que rétif vis-à-vis de ce type de procédé ethnicisant, il nous a cependant semblé indispensable et très efficace de mener cette expérience simple.

² Information que nous tenons de l'un de ces huit envoyés spéciaux.

Il n'est pas surprenant que rien n'ait été fait publiquement, pas même la diffusion des matchs, pour soutenir la Bosnie en RS puisque la stratégie politique de ses dirigeants consiste précisément à nier l'existence identitaire et territoriale de la Bosnie pour mieux défendre la réalité de la RS et de son projet national. Ainsi la plupart des responsables politiques du parti au pouvoir en RS, le SNSD, ont déclaré au moment du Mondial au Brésil qu'ils ne soutiendraient pas la Bosnie. « *Puisque la Serbie n'est pas qualifiée, je soutiendrai la Russie. Je ne soutiendrais pas la Bosnie même si onze Serbes étaient titulaires* » assène le truculent Slavko Jovičić Slavuj. « *L'Espagne joue le jeu le plus beau et le plus technique. La Bosnie en général ne m'intéresse pas* » sèche Rajko Vasić. Quant à Staša Košarac, le fait d'être membre de la fédération de football de RS ne l'empêche pas de déclarer : « *puisque je suis fan de Ronaldo, je vais soutenir le Portugal même si en l'absence de la Serbie, ce tournoi ne m'intéresse pas beaucoup* »¹. Dans cet environnement étroitement surveillé, il faut concevoir comme une déviance au sens de Becker² le fait de soutenir ouvertement et publiquement la sélection de Bosnie. Peu d'informations fiables sont disponibles sur le soutien dont la Bosnie a pu jouir, en privé, dans les foyers de RS. Quelques sondages de rue offrent un éventail de réactions allant d'une indifférence polie à un soutien feutré mais bienveillant³, facilité par l'absence de la Serbie au Mondial. Il n'était pas rare non plus d'entendre à Sarajevo les gens assurer que « naturellement », tous leurs amis en RS soutenaient la Bosnie mais qu'il n'était pas évident de le revendiquer publiquement. Plus prosaïquement, il n'était pas simple non plus de pouvoir regarder les matchs dans des bars dans une ambiance spécifique liée à la sélection de Bosnie, en dehors du *Hiseta*, bar tenu par Goran et Faruk à Banja Luka, qui était bien seul à revendiquer de diffuser les matchs et d'inviter les gens à venir les voir⁴. Dans l'article qui leur est consacré, on lit notamment le témoignage de Zlatan, membre des *Lešinari* du Borac Banja Luka, qui pourrait sembler contre-intuitif de prime abord, et traduit la complexité, en privé, des soutiens à la Bosnie :

« *Il est normal que nous soutenions la Bosnie le temps du Mondial. La qualification de l'équipe pour le Brésil a été l'une des rares belles choses dans cette période difficile pour la*

¹ « *Za koga će navijati političari iz RS : Španija i Brazil precij od BiH !* » (Quelle équipe soutiennent les responsables politiques de RS : le Brésil et l'Espagne devant la Bosnie !), *Radio Sarajevo*, 11 juin 2014

² Becker, Howard, *Outsider*, Op.cit.

³ Comme ce micro-trottoir, réalisé dans les rues de Banja Luka par le site *Source.ba*, visible sur *Youtube* « *Šta Banjalučani misle o plasmanu reprezentacije BiH na SP u Brazil ?* » (Que pensent les habitants de Banja Luka de la qualification de l'équipe de Bosnie au Mondial au Brésil ?) <https://www.youtube.com/watch?v=-Jh9DXhZSQE>

⁴ « *I Banja Luka će na mundijalu u Brazilu navijati za BiH* » (Banja Luka soutiendra la Bosnie au Mondial !) *Klix.ba*, 16 novembre 2013. Repris à l'identique par le site d'information de RS <http://www.nezavisne.com>

Bosnie. Ce ne serait pas normal qu'on ne se réjouisse pas de ce succès. Certes il n'y a pas eu de célébrations publiques comme à Sarajevo, mais je vous assure qu'ici les gens étaient contents à 100%. Les gens aiment les choses positives. Je suis content quand un Etat voisin réussit quelque chose de positif, et plus spécialement encore quand c'est le pays dans lequel je vis »¹.

De la même façon, le journaliste croate de Mostar Slaven Nikšić, qui écrit pour le journal local *Dnevni List*, note également une évolution en ce qui concerne la perception de la sélection de Bosnie à Mostar, qui corrobore la dichotomie que nous traçons entre la sphère publique et la sphère privée :

« Il y a 5 ans, les gens de l'Ouest (partie croate de la ville) ne voulaient pas entendre parler de l'équipe de Bosnie. Maintenant c'est différent. Seuls les extrémistes tiennent ce discours. Moi-même je soutiens la Croatie, mais bon, je connais les joueurs de la Bosnie, je suis de Bosnie centrale, ils ont grandi ici et moi aussi. Donc, ce n'est pas la même chose que la Croatie, mais il y a moins de discours extrémistes. C'est difficile à dire publiquement bien sûr. Tu ne vas pas trouver des bars qui diffusent les matchs où tu vas trouver des gens comme tu pourras en trouver dans la partie Est de Mostar ou à Sarajevo, c'est logique »².

Si ces quelques éléments ponctuels ne remettent pas en cause le modèle dominant selon lequel les Serbes de Bosnie soutiennent la Serbie et de même pour les Croates, il n'en demeure pas moins qu'ils rétablissent un degré de complexité nécessaire à l'analyse des soutiens à l'équipe de Bosnie au-delà des supporters extrêmes cette fois, fait d'allégeances croisées, de conceptions différentes de ce qu'est la Bosnie, et de contrôle social vis-à-vis des autorités. Dès lors, si notre hypothèse de départ est juste, à savoir que l'on peut prendre les différentes formes de soutien à l'équipe nationale comme point de départ d'une analyse politique plus globale sur la question identitaire dans les pays issus de la Yougoslavie, alors une distinction doit être faite entre la perpétuation du paradigme ethno-nationaliste entretenu par les élites politiques, et un ressenti de ce paradigme plus contrasté au sein de la population. Deux éléments peuvent accréditer cette idée, capitale pour l'avenir du pays. La première est que si l'on reprend le tableau biographique des joueurs, on s'aperçoit, en tenant compte de la toponymie et des lieux de naissance, que 42% des joueurs de 26 ans et moins ne sont pas bosniaques, contre seulement 17% de ceux qui ont plus de 26 ans³. Autrement dit, la sélection de Bosnie est de plus en plus mixte, un phénomène qui va s'accroître au cours des années à venir selon Vlado Slišković, actuel entraîneur de la sélection de Bosnie des moins de 15 ans :

¹ Ibid.

² Entretien, Mostar, 2013

³ Cette méthode d'analyse est loin d'être parfaite, y compris au sens de l'essentialisation des individus, mais elle offre une certaine fiabilité analytique.

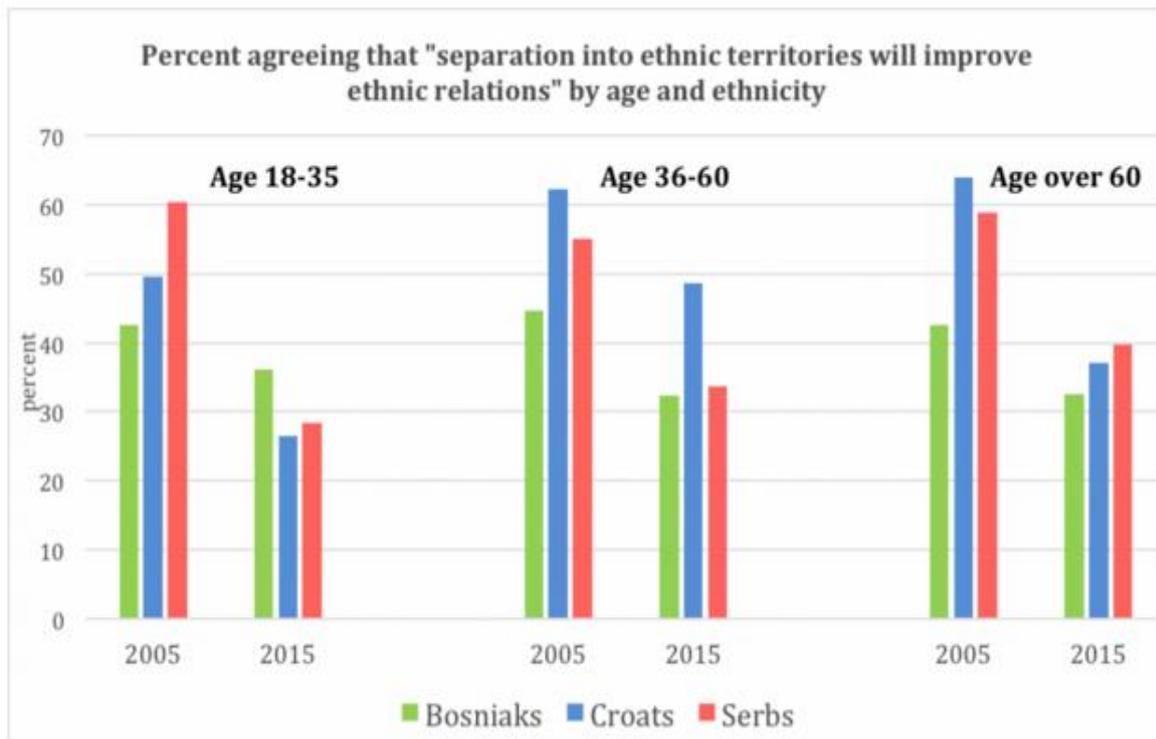
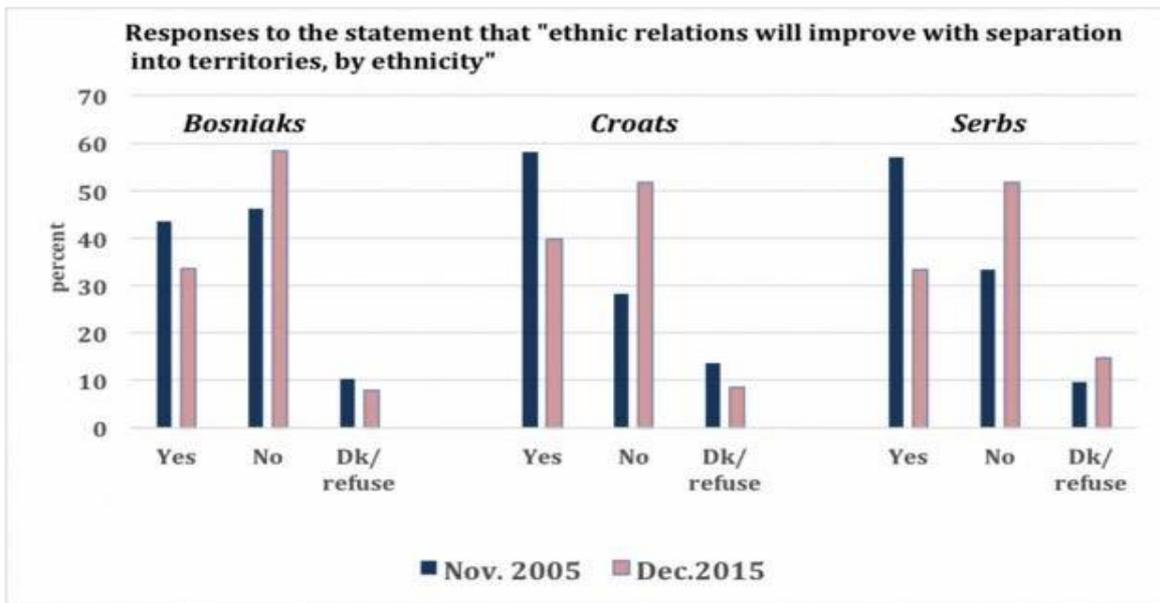
« Aujourd’hui quand je repère un jeune qui a des qualités, même s’il est croate ou serbe, ça ne lui pose aucun problème de venir en sélection, alors qu’avant, je sais qu’il y avait des parents qui refusaient. Bien sûr, ils ont compris que d’un simple point de vue de la carrière c’est intéressant de jouer dans une sélection, mais je ne sens plus aucune réticence à porter le maillot de la Bosnie, c’est une évolution positive. L’objectif c’est que ce ne soit plus du tout un sujet, alors que quand mon père¹ a insisté pour avoir des Serbes et des Croates dans l’équipe, cela avait déclenché une grosse polémique à l’époque »².

Le second élément n’est pas lié au football mais réside dans les résultats d’une grande enquête sur les jeunes en Bosnie réalisée par la faculté de science politique de Sarajevo et l’Institut Friedrich Ebert³. Celle-ci fait écho à d’autres sondages et rapports du même type, et met en évidence une baisse spectaculaire de l’idée selon laquelle la paix ne peut être assurée que par la séparation ethnique et territoriale entre communautés. Cette baisse est particulièrement sensible chez les Croates et les Serbes, comme le montrent les graphiques suivants tirés de l’enquête. Ces résultats permettent de rappeler les raisons pour lesquelles les partis nationalistes remportent tout de même les élections. D’abord, le système consociatif est structurellement conçu pour ces formations. Ensuite, les partis ont mis en place de puissants liens de clientélisme dans la population. Aucun emploi public, les seuls emplois disponibles vu l’atrophie du secteur privé, ne peut s’obtenir sans avoir la carte du parti dominant. Enfin, les partis jouent également sur la peur pour maintenir captif leur électorat.

¹ Blaž Slišković, ancien joueur de Marseille et sélectionneur de la Bosnie de 2002 à 2006.

² Entretien, Mostar, 2015

³ Youth study Bosnia and Herzegovina 2014, *Friedrich Ebert Foundation*, Sarajevo, 2015. Un résumé de ce rapport est disponible ici : « 20 years after Dayton, here’s what Bosnians think of being divided by ethnicities », *Washington Post*, 2 février 2016



Tableaux 2 et 3 issus du rapport sur la jeunesse en Bosnie-Herzégovine

On voit donc à quel point l'étude du supportérisme de l'équipe de Bosnie-Herzégovine valide notre hypothèse de départ, à savoir que l'on peut prendre les différentes formes de soutien à l'équipe nationale comme point de départ vers une analyse politique plus globale sur la question identitaire dans les pays issus de la Yougoslavie. Cette analyse permet surtout de réintroduire toute la complexité de la question identitaire en Bosnie en mettant en évidence

qu'il n'y a pas un soutien mais *des* soutiens à la sélection, qui reposent sur différents ressentis et différentes idées de ce qu'est la Bosnie. Xavier Bougarel a judicieusement rappelé que toutes les propositions d'accords de paix en Bosnie entre 1992 et 1995, depuis le projet de cantonisation du pays jusqu'au compromis de Dayton, étaient fondés sur l'idée de séparation ethnique, ce qui était, en Bosnie plus qu'ailleurs, une hérésie compte tenu du mélange des populations dans tous les centres urbains¹. Autrement dit, le paradigme ethno-nationaliste n'était pas le seul apanage des entrepreneurs politiques locaux, mais constituait également depuis le début de la crise yougoslave la grille de lecture des décideurs internationaux qui l'avaient reprise sans recul ni esprit critique, guidés par l'ignorance, la paresse et quelques ouvrages ayant popularisé la fallacieuse thèse des haines ancestrales². Par conséquent, si ce paradigme ethno-nationaliste semble toujours dominant en Bosnie-Herzégovine, il convient de faire la distinction entre d'une part un système fait d'institutions et de pratiques politiques dont il est structurellement impossible de sortir par la voie électorale classique et qui a pour seule raison d'être la séparation ethnique et l'entérinement du nettoyage ethnique, et d'autre part des indices³, enquêtes, sondages auprès de la population, tendant à montrer que la clé de lecture ethniciste avec laquelle l'observateur cherche à décrypter la Bosnie est largement insuffisante pour en saisir les réalités.

3. Le rôle de la sélection dans l'imaginaire national : une comparaison Serbie-Croatie

a. Des trajectoires contrastées

La concomitance de l'introduction de modèles de supportérisme extrême, leur tendance au nationalisme et leur rôle dans le dispositif guerrier sont autant de points de jonction entre les supporters extrêmes croates et serbes. Par conséquent, il semble convenu

¹ Bougarel, Xavier, Bosnie. *Anatomie d'un conflit*, op.cit.

² Le livre de Robert Kaplan, *Balkan ghosts*, est le plus fameux vu son immense impact sur l'opinion et les décideurs politiques à un moment où les livres sérieux sur la Yougoslavie manquaient cruellement.

³ Ainsi, lorsque la région a été touchée par de très graves inondations au printemps 2014, les citoyens de Bosnie ont pris le relais de pouvoirs publics défaillants et se sont entraînés par-delà les entités et les nationalités. Ces gestes de solidarité ont été largement tus par la presse de RS, étroitement contrôlée par le pouvoir à Banja Luka. Tout est donc fait publiquement pour qu'aucun sentiment d'appartenance commun, aucun signe de solidarité interethnique, aucun intérêt à agir commun à tous les citoyens du pays ne puisse émerger. Voir Bancroft, Ian, « The return of Balkan solidarity ? », *Open Democracy*, 24 novembre 2015

que les uns comme les autres soutiennent avec ferveur leur équipe nationale, incarnation de ce pourquoi certains d'entre eux se sont battus les armes à la main. Cette hypothèse, pour théoriquement logique qu'elle soit, est cependant totalement réfutée par nos observations de terrain à de nombreux matchs de la Croatie et de la Serbie, de même que par la consultation de documents iconographiques disponibles sur les forums spécialisés et les réseaux sociaux. En effet, nos observations permettent au contraire de mettre en avant un contraste saisissant. Côté croate, les groupes de supporters extrêmes les plus importants (*Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb, *Torcida* du Hajduk Split, *Armada* de Rijeka, *Kohorta* de Osijek) s'accordent sur une trêve le temps du match ou de la compétition, s'unissent derrière leur équipe nationale, viennent toujours en grand nombre, avec des bannières spécialement créées pour les rencontres de la Croatie, avec le nom de leur groupe sur un drapeau croate. En revanche, la situation serbe est bien différente. Le soutien est moins massif et systématique, il émane davantage de groupes secondaires, on distingue très peu ou pas du tout de bannières de groupes, en tout cas pas des deux groupes principaux (*Delije* de l'Etoile Rouge et *Grobari* du Partizan). Nous avons pu observer un différentiel marqué de soutien des supporters extrêmes en fonction de l'enjeu politique ou sportif du match. Ainsi le soutien était davantage palpable lorsque l'équipe avait de bons résultats en 2009, ou bien lorsque le match revêt un caractère politique évident, par exemple contre la Croatie ou l'Albanie.

Ainsi, alors qu'une démarche déductive aurait conclu à ce que les supporters extrêmes soutinssent de façon analogue leur équipe nationale en raison de leurs caractéristiques communes propres, il est au contraire indispensable d'emprunter le chemin inverse. Par une démarche inductive, à partir d'observations empiriques contraires, il faut chercher à inscrire ce différentiel de soutien dans un cadre politique et identitaire intelligible en proposant un autre modèle d'interprétation. Or, ce cadre est le même que celui que nous avons posé en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, à savoir que les caractéristiques du soutien des supporters extrêmes aux équipes nationales traduisent les différentes trajectoires de construction du triangle Etat-nation-territoire dans les pays issus de la Yougoslavie.

La Serbie existe et joue sous cette dénomination depuis 2006 seulement, après la fin de l'éphémère expérience de la l'union de Serbie-Monténégro (SCG, 2003-2006) dont la sélection a d'ailleurs survécu, le temps du Mondial 2006, au référendum d'indépendance du Monténégro. Après les sanctions sportives imposées par l'ONU contre le régime de Milošević, c'est sous le nom de République Fédérale de Yougoslavie (RFY) que jouait la

sélection jusqu'en 2003. Il n'y a donc pas de profondeur historique en termes d'allégeance à l'égard de la RFY ou de la SCG. Les matchs de la RFY et de la SCG étaient boycottés par les supporters extrêmes qui considéraient d'une part que le mot de Yougoslavie devait être rejeté et ensuite que la SCG n'était pas la Serbie. L'hymne yougoslave était hué lors de chaque match, par conséquent, aucun attachement ne s'est enraciné entre les supporters serbes et leur sélection nationale de football. Ce sont les clubs serbes qui jouaient le rôle de symbole de la représentation de la Serbie aux yeux des supporters, en particulier l'Etoile Rouge de Belgrade, club de la *serbité* par excellence, comme nous l'avons montré au premier chapitre. On voit donc ici dans quelle mesure la non-coïncidence entre Etat, nation, et territoire joue un rôle essentiel dans l'absence relative d'un supportérisme extrême organisé envers l'équipe de Serbie. Cette totale déconnexion est un facteur de désaffiliation pour les supporters. Certains d'entre eux se sont battus au sens propre du terme pour la Grande Serbie¹, un Etat-nation qui regrouperait tous les Serbes sur un même territoire. Or, la Serbie d'aujourd'hui a retrouvé ses frontières de 1878. Sur l'autel du projet de Grande Serbie, elle a perdu en vingt-cinq ans dans les fracas de la guerre et de l'isolement international la Bosnie (où vivent plus d'un million de Serbes), la Krajina croate (d'où environ 200.000 Serbes ont été chassés en 1995), le Monténégro (qui avait toujours été considéré comme une terre serbe), et enfin, en dépit de sa résistance, le Kosovo, vu comme le berceau de son identité. Les crispations envers les régionalistes de Vojvodine et du Sandžak de Novi Pazar, doivent se comprendre dans cette perspective. Comment articuler un récit national qui permette de rendre intelligible un *Etat* qui n'est toujours pas remis des décombres du régime de Milošević², une *nation* éparpillée sur cinq des sept anciennes républiques yougoslaves³, et un *territoire* qui ne cesse d'évoluer et qui sanctionne un rétrécissement territorial de plus d'un siècle ? Cette crise identitaire d'un peuple traumatisé par la décennie 1990 ponctuée par 78 jours de bombardements de l'OTAN (du 24 mars au 10 juin 1999) est politiquement à l'origine de l'absence d'une définition cohérente de l'intérêt national serbe. Elle explique selon nous pourquoi il est plus nécessaire en Serbie qu'ailleurs dans la région qu'il y ait des bons résultats pour que les supporters se mobilisent. Les bons résultats devraient être une explication résiduelle comme le démontre le

¹ En particulier au sein du groupe paramilitaire des Tigres d'Arkan. Voir Stewart, Christopher, *Arkan, la tigre dei Balcani*, op.cit.

² Par exemple sur le plan de l'appareil de sécurité lié au crime organisé. Voir les travaux du *Center for Euro-Atlantic Studies* (CEAS) dirigé par Jelena Milić

³ Sans oublier que la Serbie elle-même n'est peuplée qu'à environ 80% de Serbes orthodoxes selon le recensement de 2011. Elle compte de nombreuses minorités comme les Bosniaques dans le Sandžak, des Hongrois et Roumains en Vojvodine et à l'Est, ou encore des Albanais dans la vallée de Preševo, ainsi qu'une population Rom significative.

soutien apporté par les supporters extrêmes albanais¹ à l'équipe d'Albanie en dépit de résultats qui ont toujours été plus ou moins médiocres jusqu'à leur qualification à l'Euro 2016. Au contraire, dans la situation d'incertitude identitaire, politique et territoriale dans laquelle se trouve le peuple serbe, il y a un besoin de résultats pour provoquer le soutien, comme on a pu le voir en 2009-2010 ou bien lors de l'Euro de handball qui a eu lieu en Serbie en janvier 2012.

Il existe en outre un autre élément d'explication à ce faible soutien, qui touche directement le monde des tribunes. La rivalité entre les supporters de l'Etoile Rouge et du Partizan, qui forment la grande majorité des supporters extrêmes du pays, est beaucoup trop forte pour être mise de côté le temps des matchs de la sélection de Serbie. Cette rivalité est bien plus enracinée que celle qui oppose les supporters du Dinamo Zagreb à ceux du Hajduk Split, qui ne s'est vraiment développée qu'à partir de l'indépendance croate². Cela tient au fait que cette rivalité dépasse le domaine du sport et ramène l'observateur à l'héritage de la Serbie des années 1990, c'est-à-dire une sorte de « Far West » où seule la loi du plus fort tenait lieu de vérité, où l'embargo a transformé l'économie en un système mafieux au service de Milošević et de ses amis³. Or, le tournant de 2000 n'a pas mis un terme à ce système, il en a juste modifié les acteurs en intégrant au centre du jeu les groupes de supporters, comme le rappelle le journaliste spécialisé dans les affaires judiciaires Vuk Cvijić, du quotidien populaire *Blic*⁴ :

« Les supporters ne sont devenus partie du crime organisé qu'après la chute de Milošević, parce qu'avant, c'était le régime qui était la mafia, et les business passaient par d'autres canaux. Arkan n'a pas totalement réussi son coup⁵. Mais après la « transition démocratique », le crime organisé s'est recomposé, et les supporters y ont joué un rôle dans le recrutement de jeunes attirés par l'argent facile et par aucune autre perspective d'avenir »⁶.

Devant ce lourd contexte historique et actuel, ajouté à une défiance généralisée envers la direction de la fédération de football considérée comme corrompue, les mauvais résultats

¹ Y compris originaires du Kosovo et de Macédoine

² Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back. Football in the former Yugoslavia », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football culture and identities*, op.cit.

³ Voir chapitre précédent

⁴ Ni totalement tabloïd comme *Kurir* ou *Informer*, ni journal « de référence » comme *Politika* ou *Danas*, *Blic* se positionne comme quotidien généraliste populaire, à la manière de *Bild* en Allemagne, avec une place conséquente pour les faits divers et le sport.

⁵ Son assassinat reste toujours un mystère. Plusieurs théories circulent, notamment celle d'une concurrence frontale dans le business (essence, cigarettes) avec le fils de Slobodan Milošević, Marko.

⁶ Entretien, Belgrade, 2013

récents de l'équipe de Serbie ne peuvent que provoquer la désaffection de supporters qui ne s'étaient encore jamais vraiment mobilisés pour leur équipe en dehors des matchs à forts enjeux symboliques comme contre la Croatie en 2013 et l'Albanie en 2014. Ce dernier match est devenu fameux en raison de son interruption suite à l'apparition au-dessus du terrain d'un drone piloté par un supporter albanais. Cet incident a déclenché une bagarre entre les joueurs albanais et quelques supporters serbes, parvenus à pénétrer sur le terrain¹. Le propre frère du Premier ministre albanais a été brièvement arrêté car soupçonné d'être le pilote, déclenchant plusieurs jours de tempête diplomatique par titres de presse interposés².

Au contraire, l'équipe nationale de Croatie a toujours été totalement intégrée dans le dispositif d'allégeance patriotique croate, avant même l'indépendance formelle du pays³. L'équipe représente à la fois l'Etat, la nation, et le territoire de la Croatie pour l'intégrité duquel les citoyens se sont battus dans le cadre de la *Domovinskog Rata*, la guerre pour la patrie. C'est la raison pour laquelle l'équipe suscite à ce point l'unanimité chez les supporters extrêmes, indépendamment des griefs que les supporters pouvaient avoir à l'encontre de Tuđman, ou ont aujourd'hui à l'égard des dirigeants de la fédération de football de Croatie qu'ils estiment corrompus⁴. En réalité, la construction étatique, nationale et territoriale de la Croatie est l'exact contraire de la Serbie. La Croatie a gagné la guerre, elle a résolu sa question nationale avec plus de 90% de Croates vivant dans des frontières identiques par rapport à l'avant-guerre, et l'Etat croate a connu moins de difficultés à se transformer après le tournant de 2000. Malgré le régime et la personnalité de Tuđman, la Croatie est sortie moralement renforcée de la dislocation de la Yougoslavie contrairement à une Serbie crispée sur le plan identitaire, devenue paria internationale, sur laquelle pèse effectivement la plus lourde responsabilité dans les guerres des années 1990, et qui peine aujourd'hui aussi bien à

¹ Sur cette soirée et sa gestion, voir notre contribution « La bataille de Belgrade », *So Foot*, 16 octobre 2014

² Finalement, le pilote s'avérera être un Albanais vivant en Italie, devenu depuis un véritable héros pour une bonne partie de la population albanaise, ce qui n'est pas anodin en soi. Les joueurs de la sélection albanaise ont également fièrement posé en sa compagnie avant le match retour en Albanie. Voir « Ending an Albania-Serbia game, and inciting a riot, with a joystick », *New York Times*, 7 octobre 2015. A noter également que le président de la fédération serbe de l'époque, Tomislav Karadžić accuse aujourd'hui, sans preuve, l'Etat serbe d'avoir orchestré cet incident.

³ Voir chapitre précédent

⁴ Brentin, Dario, « The democratic hooligan ? Radical democracy and social protest amongst football fans in Croatia », *Balkanist*, 14 décembre 2014. Les incidents de l'Euro 2016 (interruption d'une dizaine de minutes du match Croatie-République Tchèque suite au jet d'une vingtaine de fumigènes sur le terrain par quelques supporters extrêmes) ont exprimé une volonté de la part de certains supporters de saboter sciemment le match de la sélection afin de sensibiliser l'Europe au problème de la corruption de la fédération. Voir notre interview avec l'un des lanceurs de fumigènes « Ce que nous avons fait, nous l'avons fait pour la justice », *So Foot*, 21 juin 2016

regarder son passé en face qu'à se définir une voie vers l'avenir. Enfin, les bons résultats immédiats de l'équipe de Croatie dans les années 1990 ont évidemment aidé à renforcer l'enthousiasme déjà présent des supporters. De ce point de vue, les déclarations patriotiques des joueurs en 1998¹ rejoignaient celle des supporters dans une communion d'esprit semblable à celle qui unit joueurs et supporters de la Bosnie.

b. La double confrontation Croatie-Serbie de 2013

La différence de soutien à l'équipe nationale en Serbie et Croatie a été particulièrement flagrante lors des deux confrontations entre elles en 2013 qui comptaient pour la qualification à la Coupe du monde 2014². A l'occasion du match aller à Zagreb, la presse locale avait dans les jours précédents fait monter la tension, notamment en évoquant longuement la brouille entre les deux sélectionneurs, Igor Štimac et Siniša Mihajlović³. Puis les appels au calme et à la sportivité s'étaient multipliés de la part des autorités politiques et sportives. En compagnie de supporters extrêmes du Dinamo Zagreb, nous avons pu passer plusieurs heures dans le centre de la ville, qui se remplissait de maillots à damiers rouges et blancs dans une ambiance à la fois festive, tendue par l'enjeu sportif et symbolique, mais sans réelle hostilité, en dehors des quelques slogans dépréciatifs, insultants ou haineux habituels⁴. A l'inverse, quelques mois plus tard pour le match retour, le centre de Belgrade ne trahissait pas de tension particulière à deux heures du coup d'envoi, et aucun rassemblement ne voyait le jour, en dehors des grappes qui se dirigeaient vers le stade dans le calme⁵. De même, la presse locale s'était montrée sobre dans les jours qui ont précédé la rencontre tandis que le

¹ On peut ici se référer aux propos du défenseur Slaven Bilić, interrogé par Jonathan Wilson dans son livre, *Behind the curtain*, op.cit.

² Nous avons assisté aux deux matchs. Le premier revêtait un enjeu sportif pour les deux sélections. En revanche, la Serbie était déjà assurée d'être éliminée avant même le match retour à Belgrade tandis que la Croatie jouait pour s'assurer de la première place du groupe, directement qualificative pour le Mondial. Elle finira deuxième et se qualifiera à la suite d'un match de barrage contre l'Islande.

³ Cette brouille date de l'époque où les deux hommes étaient joueurs et s'étaient copieusement insultés pour motifs politiques lors de la finale de la coupe de Yougoslavie 1991 entre l'Etoile Rouge et le Hajduk Split. Voir « Sinisa Mihajlovic embodies the bonds broken by Balkan wars », *The Guardian*, 21 mars 2013

⁴ Sur la pratique de ces slogans et insultes envers l'adversaire comme répertoire d'action classique de la part des supporters extrêmes, voir Bromberger, Christian, *Le match de football*, op.cit.

⁵ Voir notre compte-rendu de cette journée « On était à Serbie-Croatie », *So Foot*, 8 septembre 2013

souci des autorités serbes était qu'aucun incident n'ait lieu, afin de montrer que la Serbie pouvait se montrer un hôte compétent et accueillant, comme Zagreb quelques mois plus tôt¹.

De la même façon, les ambiances à l'intérieur du stade étaient contrastées. Si les slogans haineux et insultants étaient de mise au cours des deux matchs², le résultat visuel et sonore était toutefois assez contrasté. A Zagreb, les quatre tribunes du stade Maksimir furent recouvertes par un immense tifo représentant des damiers rouges et blancs, et une bache représentant le château d'eau de Vukovar, symbole de la résistance croate dans cette ville martyre. Sous chaque tribune, de grandes banderoles aux inscriptions patriotiques. L'hymne croate fut repris à pleins poumons par tout le stade. Enfin, les supporters extrêmes croates, réunis derrière leur sélection, ne cessèrent de donner de la voix pendant tout le match bien que l'équipe ait fait la différence dès la première mi-temps avec les deux buts du match.



Photo 35 : vue générale sur deux des quatre tribunes du stade Maksimir de Zagreb

¹ Le match aller avait eu lieu juste avant l'entrée de la Croatie dans l'UE. Zagreb tenait alors par-dessus tout à se montrer sous son meilleur jour et rappeler, conformément à son récit national, son appartenance à l'Europe moderne et civilisée, en opposition aux Balkans arriérés incarnés par les Serbes. Autour de ce match, voir le travail des ethnologues serbes Ivan Đorđević et Bojan Žikić, « Football and war in the former Yugoslavia. Serbia and Croatia two decades after the break-up », *The anthropology of European football*, conférence organisée dans le cadre du projet FREE (Football Research in Enlarged Europe), Vienne, 25-26 octobre 2013

² « Croatia beats Serbia in acrimonious football game », *BBC*, 22 mars 2013



Photo 36 : joueurs croates pendant l'hymne, et bache représentant le château d'eau de Vukovar dans la tribune.

A Belgrade au contraire, pas d'imposante chorégraphie visuelle, et pas de baches de groupes de supporters extrêmes importants, bien que certains d'entre eux se soient trouvés dans les tribunes en raison de l'importance politique de l'affiche. Du fait de cette absence de coordination, le rendu sonore des encouragements était moins massif malgré l'acoustique très favorable du stade Marakana par rapport à Maksimir dont les tribunes sont toutes sans toit et ouvertes aux vents. Cette acoustique explique pourquoi, à la télévision, l'hymne serbe était davantage audible à Zagreb que l'hymne croate à Belgrade en raison des sifflets¹. Dans le stade, les deux hymnes étaient proprement inaudibles. Dans une ambiance globalement assez hostile, seule une grande bache avec l'inscription « Vukovar » en cyrillique sur fond de drapeau serbe était parfaitement visible. En seconde période, on brûla un drapeau croate, puis quelques incidents, rapidement maîtrisés, furent déclenchés par l'ouverture du score croate, puis par l'expulsion du joueur croate Joe Simunić², qui fut la cible de très nombreux

¹ Les deux vidéos de la chaîne croate HRT 2 sont disponibles sur *Youtube* « Croatia vs Serbia, National anthems, March 22nd, 2013. (Croatian tifo) » https://www.youtube.com/watch?v=qU_g1HQYFC4 et « Serbia-Croatia (06-09-2013) National anthems » https://www.youtube.com/watch?v=za83l_k3E-4

² Celui-ci, Croate d'Australie, se rendra célèbre lors du match de barrage contre l'Islande en reprenant avec la foule le slogan « Za Dom Spretni » (pour la patrie, prêts !) qui était un cri de ralliement sous le régime oustachi. Il sera suspendu par la FIFA pour ce geste, tandis que la fédération de football et les responsables politiques se montrent très ambigus sur la nature de ce slogan. Voir Brentin, Dario, « Ready for the Homeland ? Ritual, remembrance and political extremism in Croatian football », *Nationalities Papers*, 2016

projectiles en quittant le terrain, et enfin par l'égalisation serbe¹. A noter, en référence au point précédent sur la Bosnie-Herzégovine, que Milorad Dodik, l'homme fort de la Republika Srpska depuis 2006, était présent dans la tribune officielle pour soutenir la Serbie, comme il le fait très souvent².



Photo 37 : bache avec l'inscription « Vukovar » en cyrillique sur fond de drapeau serbe

Cette double confrontation a donné à voir un contraste saisissant dans le soutien du public à son équipe, en particulier en raison de l'organisation des supporters extrêmes d'un côté et non de l'autre. Dès lors, l'impression laissée par Maksimir, bien plus que par le Marakana, est que tout le stade n'a fait qu'un avec son équipe, dans une forme de connivence charnelle qui recoupe ce qu'Edensor appelle une « performance », c'est-à-dire une mise en scène collective de réassurance des codes d'allégeance au « nous ». Ainsi, le contraste observé depuis la fin de la Yougoslavie dans le soutien à l'équipe nationale entre la Croatie et la Serbie n'est intelligible que si on le conjugue avec les trajectoires respectives de ces deux pays en matière de construction étatique, nationale et territoriale. Les observations empiriques effectuées lors de la double confrontation de 2013 tendent à valider cette hypothèse.

Mise à l'épreuve pour les cas de la Bosnie, puis de la Serbie et Croatie, il reste à voir comment notre hypothèse peut s'appliquer au cas du Kosovo.

¹ La rencontre s'acheva sur le score de 1-1.

² Questionné sur son soutien à l'équipe de Bosnie-Herzégovine, Dodik a un jour répondu qu'il soutiendrait la Bosnie uniquement quand elle jouerait contre la Turquie, une remarque très révélatrice.

4. Le football dans la création identitaire et politique du Kosovo

Nous considérerons ici le Kosovo à partir de sa déclaration d'indépendance, c'est-à-dire février 2008. En effet, si les différentes organisations internationales présentes au Kosovo depuis la fin de la guerre en 1999 (ONU, OSCE, ICO, UE) ont eu pour mission l'assistance à la construction d'institutions publiques et démocratiques, sans préjudice du statut final du Kosovo, il n'en reste pas moins que la construction d'un Etat passe avant tout, sur le plan international, par la reconnaissance de cette indépendance par les autres Etats. Nous avons vu au chapitre précédent que le Kosovo avait eu sa propre sélection nationale pendant les années 1990. Jusqu'à récemment, la sélection du Kosovo avait paradoxalement disputé davantage de matchs avant l'indépendance du Kosovo qu'après. Cette situation s'est inversée depuis 2016, ce qui nous permet de revenir à notre démarche inductive, en partant du soutien à la sélection du Kosovo afin de tester une nouvelle fois notre hypothèse.

a. Le Kosovo, quelle(s) identité(s) ?

Un soutien à l'équipe du Kosovo relativement modeste

La sélection du Kosovo a disputé son premier match amical autorisé par la FIFA le 5 mars 2014 contre Haïti à Mitrovica. Elle en a depuis disputé cinq autres sur deux ans, dont quatre à domicile, contre la Turquie, Oman, la Guinée Equatoriale et l'Albanie¹. Dès lors, comment peut-on caractériser le soutien reçu par l'équipe lors de ces rencontres ? Le premier match s'est disputé dans l'effervescence et l'émotion. La presse internationale a abondamment couvert la rencontre, les places se sont arrachées en quelques minutes, et même l'incessante pluie et le score final nul et vierge n'ont pas gâché la fête. Dans les tribunes, on notait la présence de très nombreux drapeaux du Kosovo, pourtant relativement peu visibles en temps normal hors des bâtiments officiels, contrairement aux drapeaux albanais et américains omniprésents dans la rue et l'espace public². Après concertation avec le président

¹ Ce développement s'arrête en mars 2016. L'intégration du Kosovo comme membre officiel de la FIFA et de l'UEFA sera pris en compte plus loin.

² Les premiers sont relatifs à l'appartenance nationale, les seconds sont un signe de gratitude envers un pays perçu comme celui qui a permis l'indépendance du Kosovo.

de la fédération de football Fadil Vokrri¹, plusieurs groupes de supporters extrêmes (*Torcida* de Mitrovica, *Skifterat* et *Intelektualet* de Gjlane, *Ujqit* de Ferizaj) ont répondu présent en s'associant pour créer un groupe de supporters de l'équipe du Kosovo nommé *Dardanët*, du nom romain de la province correspondant à peu près au Kosovo actuel dans laquelle vivaient les Illyriens, ancêtres des Albanais dans leur récit national². Cependant, il convient de noter que deux des groupes les plus importants du Kosovo ont refusé de se joindre au mouvement, à savoir les *Plisat* de Priština, et les *Kuqezinjët e Jakoves* de Gjakova. Dès le deuxième match contre la Turquie, le soutien de ces supporters à l'équipe du Kosovo est demeuré honorable au début mais globalement moins fervent³, une tendance qui s'est poursuivie pour les matchs suivants. Les matchs contre Oman et la Guinée Equatoriale se sont déroulés à Priština et non à Mitrovica, par conséquent, la *Torcida* de Mitrovica a refusé de se déplacer. Contre la Guinée Equatoriale, les tribunes étaient pour le moins clairsemées, au-delà même des supporters extrêmes.



Photo 38 : grand drapeau du Kosovo déployé au début du match Kosovo-Turquie

¹ Ancien joueur du KF Priština et du Partizan Belgrade, il fut l'un des rares Albanais à avoir porté le maillot de la Yougoslavie. Il est par ailleurs parfaitement francophone et nous a beaucoup aidé dans nos recherches.

² Ce lien, qui permet aux Albanais nationalistes de revendiquer une autochtonéité dans les Balkans par rapport aux Slaves et même aux Grecs, n'est pas scientifiquement établi car les Illyriens sont un peuple très méconnu qui a laissé très peu de traces exploitables. Voir Garde, Paul, *Le discours balkanique. Des mots et des hommes*, Op.cit.

³ Voir le compte-rendu du blogueur Tristan Tasca « On a vécu Kosovo Vs Turquie », *Footballski*, 27 mai 2014



Photo 39 : tribunes vides pour le match Kosovo-Guinée Equatoriale

La photo 39 traduit une absence d'intérêt public pour la sélection du Kosovo que l'on peut lier à trois causes. D'abord, le manque de prestige de l'adversaire, ensuite, une forme de lassitude tant que le Kosovo ne disputera pas de compétitions officielles, enfin, un soutien très partiel des supporters extrêmes que nous allons expliquer à présent. Numériquement, les *Plisat* de Priština et les *Kuqezinjët e Jakoves* de Gjakova sont les deux groupes les plus importants du Kosovo. Or, leur position a toujours été claire, et elle se résume dans le slogan « një komb një kombëtare », autrement dit, « une nation, une équipe nationale ». A cet égard, d'un point de vue sémantique, la sélection d'Albanie est nommée *Kombëtarja*, qui renvoie à l'appartenance nationale, tandis que la sélection du Kosovo est nommée *Përfaqësuesja*, qui renvoie de façon plus neutre à l'équipe du Kosovo. Par conséquent, ces supporters, qui soutiennent depuis longtemps la *Kombëtarja*, continuent de le faire¹ en estimant que le Kosovo devrait être rattaché à l'Albanie et qu'il ne saurait exister deux sélections représentant le seul peuple albanais. De surcroît, l'équipe d'Albanie incarne déjà aujourd'hui ce rêve de réunification des peuples albanais de la région puisque de nombreux joueurs de l'équipe viennent du Kosovo, à commencer par le capitaine Lorik Cana, lui-même favorable à l'existence d'une seule équipe réunissant tous les Albanais². Invité parmi les *Plisat* lors d'un match de championnat du Kosovo en 2011, nous discutons de cette question de façon

¹ Ainsi, les *Plisat*, qui ont repris la couleur bleu ciel de leur club, ont une bache spéciale pour l'équipe d'Albanie, rouge et noire.

² « Cana : një komb një kombëtare » (Cana : une nation, une équipe nationale), *Kosovapress*, 4 mars 2014

informelle avec un groupe de jeunes supporters. A peine avons-nous prononcé le mot « Kosovo » que l'un d'eux répliqua sèchement : « *There is no Kosovo, Kosovo doesn't exist, there is Albania. Go around, ask people, read books, this is Albania !* ». De fait, les *Plisat* exhibent très souvent une bannière rouge avec l'inscription « United States of Albania » en lettres noires. Il en va de même pour les *Kuqezinjët e Jakoves* de Gjakova.



Photo 40 : message des *Kuqezinjët e Jakoves* du FC Vëllaznimi de Gjakova

A l'occasion du match Kosovo-Turquie, la fédération de football avait publié un clip promotionnel visant à encourager au soutien de la sélection du Kosovo, un geste très mal reçu par les *Plisat* qui ont répondu par un communiqué limpide :

« Dans leurs efforts continus pour inviter autant de monde que possible au stade Adem Jashari de Mitrovica, pour le match amical entre le Kosovo et la Turquie, la Fédération de football du Kosovo, avec une agence de marketing, a lancé un clip promotionnel qui constitue une insulte pour le football et le peuple albanais. Ce clip avec des images pompeuses et truquées représente un acte désespéré pour encourager artificiellement les Albanais à aimer une nouvelle nation, à encourager artificiellement des sentiments pour une nouvelle identité, elle aussi artificielle. De plus, sur ces images truquées, les rues de Prishtina ont été remplies de supporters du Kosovo. Cela n'arrivera jamais en réalité car cette ville vit et respire ROUGE ET NOIR. Prishtina ne se mobilise que pour le ROUGE ET NOIR quand il s'agit de

sentiment national. Les supporters de Prishtina ne peuvent pas soutenir une équipe qui ne représente rien pour elle »¹.

Ces dilemmes identitaires qui traversent la société kosovare bien au-delà des supporters extrêmes permettent de rendre intelligibles les polémiques qui ont précédé la rencontre Kosovo-Albanie du 13 novembre 2015, censée célébrer la qualification historique de l'Albanie pour l'Euro 2016 en France. En Albanie comme au Kosovo, certains ont protesté contre le caractère hérétique d'une telle rencontre entre deux équipes nationales albanaises². Ainsi Arbër, l'administrateur du groupe « Ultras Kosova » sur les réseaux sociaux, évoquait cette rencontre ainsi :

« Il ne se passera rien de spécial, c'est juste un match amical, et nous ne voulons pas le faire parce que nous voulons une seule équipe. Des groupes iront pour soutenir l'Albanie. Sur notre page Facebook, nous soutenons l'Albanie, et de toute façon 70% des joueurs de l'équipe viennent du Kosovo donc nous n'avons pas besoin d'une autre équipe. Nous avons besoin d'une seule équipe, et d'un seul championnat entre l'Albanie et le Kosovo »³.

Les supporters albanais du groupe *Kuq e zi* (rouges et noirs) ont ainsi fait le déplacement mais sans aller au stade. Les groupes ultras du Kosovo qui avaient soutenu le Kosovo lors des précédents matchs ne se sont pas déplacés, au contraire des *Plisat* et *Kuqezinjët e Jakoves* qui ont encouragé l'Albanie dans un stade recouvert de rouge et noir. Vu les règles imposées par la FIFA, seul l'hymne albanais a été joué, repris par les joueurs des deux équipes, les arbitres et tout le stade. Au contraire, suite à l'adhésion du Kosovo à la FIFA et l'UEFA en mai 2016, le groupe *Torcida* de Mitrovica a lancé un appel à soutenir à la fois la sélection du Kosovo et celle d'Albanie.

¹ Traduit par Tristan Tasca, « Au Kosovo, certains groupes de supporters ne souhaitent pas soutenir l'équipe nationale », *Footballski*, 21 mai 2014

² « Football match with Kosovo riles Albanian fans », *BIRN*, 13 novembre 2015

³ Entretien électronique avec Arbër, 6 novembre 2015



Photo 41 : fin du match Kosovo-Albanie. De gauche à droite, la bache des *Plisat*, un drapeau albanais, un drapeau de l'UÇK, l'armée de libération du Kosovo, et, coupée, la bache des supporters de Gjakova

On voit donc que ce n'est pas parce que des gens se sont battus contre les Serbes et sont morts pour l'indépendance du Kosovo en 1997-1999 que leur allégeance est assurée pour autant en ce qui concerne son équipe de football, qui constitue pourtant l'un des éléments symboliques majeurs attestant de l'existence du Kosovo sur la scène internationale. Le constat empirique de ce qui paraît être un paradoxe nous semble pouvoir être résolu en remontant le fil de la construction stato-nationale et territoriale du Kosovo, en commençant par la question de l'identité du Kosovo.

Qu'est-ce qu'être Kosovar ?

Les observations effectuées sur le soutien à l'équipe du Kosovo mènent à interroger les fondements identitaires spécifiques au Kosovo. Que signifie « être Kosovar » quand des drapeaux albanais flottent partout au Kosovo, sauf au Nord et dans les enclaves serbes où ce sont des drapeaux serbes qui flottent ? Comme le rappelle Jean-Arnault Dérens, aussi bien pour les Serbes que pour les Albanais, au-delà de leurs appartenances nationales respectives, « être du Kosovo désigne une identité fortement particulière », due à la « survalorisation idéologique du Kosovo dans la construction identitaire des deux peuples depuis 120 ans »¹. Dès lors, quels marqueurs identitaires spécifiques au Kosovo peut-on dégager ? En réalité, la notion d'identité renvoie autant à ce qu'un groupe s'attribue comme marqueurs que ce par

¹ Dérens, Jean-Arnault, *Kosovo, année zéro*, op.cit., p. 31-33

quoi d'autres groupes le désignent, par un phénomène d'ascription¹. En l'espèce, chaque groupe se pense comme étant l'occupant légitime du Kosovo de par son récit national, voyant donc l'autre comme un usurpateur. Ce faisant, des facteurs de rapprochement comme le mode de vie, le nombre d'enfants, le bilinguisme² ne sont pas pris en considération dans cette définition identitaire de soi et de l'autre³. Par conséquent, si définir le Kosovo d'un point de vue géographique et historique est réalisable à travers des travaux sérieux⁴, s'immiscer dans l'imaginaire des peuples conduit à ne plus parler de Kosovo mais de *Kosova* d'un côté, et de *Kosovo-Metohija* de l'autre, c'est-à-dire des narrations identitaires tout à fait incompatibles, y compris sur le plan sémantique.

Cependant, il existe entre ces deux récits une différence de taille du point de vue territorial. Du côté serbe, on considère que le Kosovo est la Serbie, il est même le cœur de la Serbie⁵, en raison de l'héritage culturel et religieux qui s'y trouve. On ne fait donc pas de distinction géographique et territoriale entre le Kosovo et la Serbie, le Kosovo étant même désigné au XIXe siècle par le terme *Stara Srbija* (vieille Serbie)⁶. En revanche, Denisa Kostovičova rappelle par exemple que les enfants albanais intégrés dans les écoles parallèles dans les années 1990 apprenaient une histoire et une géographie du Kosovo intégrée à celle du peuple albanais mais distincte, sur les cartes et dans le récit, de l'Albanie elle-même⁷. Les cartes représentaient le Kosovo dans les frontières de l'ancienne Dardanie, ce qui lui confère une historicité spécifique dans le récit national albanais à tel point qu'Ibrahim Rugova avait songé à rebaptiser le Kosovo du nom de Dardanie. D'après elle, il est intégré dans le récit

¹ Gossiaux, Jean-François, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF, 2002

² Des deux côtés, les plus de 40 ans ont de bonnes chances d'être bilingues même si les deux rechigneront à parler la langue de l'autre sauf en cas de nécessité. Nous demandions ainsi à nos interlocuteurs albanais âgés s'ils parlaient le *bosanski* (et non le serbe), une prudence de langage qui les faisait parfois sourire.

³ Si ce n'est par les Serbes de Serbie qui considèrent les Serbes du Kosovo comme des gens un peu différents de par ces aspects, de même que leur accent par exemple. Voir Dérens, Jean-Arnault, *Kosovo, année zéro*, op.cit., p.31

⁴ Travaux qui sont souvent l'œuvre d'auteurs étrangers comme Noel Malcolm, Julia Mertus, Tim Judah notamment

⁵ « Kosovo je Srbija », « Kosovo je srce Srbije », deux slogans d'ailleurs très présents dans les stades de football dans les chants et sur des banderoles, non seulement en Serbie mais aussi à travers l'Europe en raison du réseau très développé de contacts que les supporters extrêmes serbes, très respectés, ont tissé. Par exemple en France, une banderole « Kosovo is Serbia » avait été déployé par un groupe de supporters du Paris Saint-Germain lié aux Serbes. A l'inverse, les supporters de l'Olympique de Marseille avaient déployé une banderole en faveur de l'indépendance du Kosovo en l'honneur de Lorik Cana, qui était alors le capitaine de l'OM.

⁶ Garde, Paul, *Le discours balkanique*, op.cit., p.281

⁷ Kostovičova, Denisa, *Kosovo. The politics of identity and space*, op.cit., p. 135 sq. Le Kosovo joue un grand rôle dans cette histoire du peuple albanais, l'éveil national albanais s'incarne par exemple dans la création de la Ligue de Prizren en 1878

national albanais que la réunification de toute l'aire de peuplement albanais¹ a été rendue impossible par les puissances internationales au début du XXe siècle². Dès lors, l'histoire des Albanais du Kosovo au XXe siècle se conjugue davantage avec (et contre) celle des Yougoslaves et des Serbes qu'avec celle des Albanais d'Albanie en dehors de la période de réunification pendant la Seconde Guerre mondiale sous Mussolini.

De ce point de vue, la lutte contre les Serbes et pour l'autonomie puis l'indépendance, qui ira *crescendo* tout au long du siècle, peut être considérée comme un marqueur identitaire spécifique aux Albanais du Kosovo. Les manifestations de 1968, de 1981, de 1989, la déclaration d'indépendance clandestine de 1991, la résistance passive et les institutions parallèles dans les années 1990, la figure d'Ibrahim Rugova, forment un corpus convocable afin d'assurer la cohésion et la spécificité de l'identité des Albanais du Kosovo. Chaque emplacement de ces manifestations (des boulevards de Priština aux mines de Trepça), chaque terrain vague ayant servi à jouer au football, chaque maison ayant servi de salle de classe sont autant de lieux de mémoire³, un patrimoine partagé par les Albanais du Kosovo. Mais l'élément le plus fédérateur demeure probablement l'Armée de Libération du Kosovo (UÇK), dont les anciens combattants sont élevés au rang de héros et les morts au combat au rang de martyrs. Au bord des routes ou en ville, les monuments à la gloire des combattants de l'UÇK sont très nombreux. Parmi eux, le plus important est sans doute celui dédié à Adem Jashari qui se trouve dans le village de Prekraz, visité tous les jours par des écoliers⁴. Jashari était un commandant de l'UÇK issu d'un clan puissant de Prekraz, dans la région de Drenica. Après plusieurs tentatives manquées, la police serbe investit en 1997 les maisons du clan Jashari, qui oppose une féroce résistance. L'assaut fera 59 morts dans le clan. Il n'est donc pas anodin que l'une des premières décisions prises au moment de l'indépendance du Kosovo fut de rebaptiser du nom d'Adem Jashari le stade de Mitrovica, afin d'ancrer encore davantage dans les esprits et dans le territoire du quotidien cette figure héroïque synonyme de sacrifice pour la cause de l'indépendance du Kosovo.

¹ Expression utilisée par Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 1992

² Rappelons que le projet politique de réunification de tous les Albanais dans un même Etat, en particulier du Kosovo et de l'Albanie, est très largement minoritaire aussi bien du côté de l'Albanie que du Kosovo.

³ Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984

⁴ <http://ademjashari.rks-gov.net/en/> A noter que ce sont des drapeaux albanais qui flottent dans ce mémorial, et non des drapeaux du Kosovo.

On voit donc que Serbes, Albanais, mais aussi Roms, Turcs, Goranis, Bosniaques, Egyptiens ou autres minorités peuvent être décrits comme Kosovars si cela signifie être né au Kosovo et/ou y vivre. Néanmoins, il s'agit là d'une identité négative, objective et non ressentie qui laisse dans l'ombre les profondes contradictions existantes entre ces communautés dans leur propre perception de ce que signifie « être du Kosovo ». Dès lors, la question est de savoir, si nous revenons au football dans le processus de construction stato-nationale, si le football peut jouer un rôle dans la dynamique de la construction d'une identité kosovare « citoyenne », par-delà les appartenances nationales, en se fondant sur l'attachement ressenti de toutes les communautés à cette terre du Kosovo, quand bien même elles n'y associeraient pas les mêmes mythes ni les mêmes lieux de mémoire. Ce faisant, le Kosovo serait alors autre chose qu'un second Etat albanais dans lequel l'immense majorité de ses habitants partagerait une double allégeance identitaire à la fois au Kosovo de par les marqueurs spécifiques que nous avons relevés, mais aussi à la nation albanaise par delà la géographie politique.

Un autre Kosovo est-il possible ?

Si l'idée semble improbable en raison de la destruction des liens, déjà ténus, qui pouvaient exister entre les deux principales communautés en raison de la guerre, elle est toutefois l'objectif final de Fadil Vokrri, le président de la fédération de football. Selon lui, à termes, le football au Kosovo doit non seulement intégrer les clubs issus des enclaves serbes du centre ainsi que ceux de la région de Mitrovica au Nord, mais surtout, les clubs et la sélection du Kosovo doivent finir par devenir mixtes sans que cela ne pose plus de question¹, conformément à l'ambition d'une société multiethnique défendue par les acteurs de la communauté internationale depuis le début de sa présence au Kosovo, non sans difficultés comme le rappelle Nathalie Duclos². En effet, la question ne se pose d'ailleurs pas seulement pour les Serbes mais aussi pour les Albanais eux-mêmes, qui aujourd'hui n'ont d'autre choix

¹ Entretien, Priština, 2011. Un premier joueur serbe du Kosovo, Saša Ničić, a récemment décidé de jouer dans le championnat du Kosovo. Lui comme ses coéquipiers albanais affirment être ravis de cette expérience, en soulignant la nécessité de bien séparer le football de la politique. Voir « Saša Ničić, jedini Srbin u Superligi Kosova » (Saša Ničić, premier serbe dans le championnat du Kosovo), *Mondo.rs*, 1^{er} mai 2016

² Duclos, Nathalie, « Une société multiethnique au Kosovo ? Heurts et malheurs du protectorat international face à l'antagonisme des mémoires serbe et albanaise », in Mink, Georges, Bonnard, Pascal (dir), *Le Passé au présent. Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Paris, Houdiard, 2010

que de jouer pour l'Albanie. En Albanie, on est d'ailleurs inquiet de la perspective que les joueurs albanais du Kosovo ne jouent plus pour l'Albanie mais pour le Kosovo¹, sur la base d'un sentiment d'appartenance au Kosovo qui l'emporterait sur le sentiment d'appartenance à la nation albanaise dont la sélection incarne l'unité par delà les frontières². Or, toute la stratégie de Vokri à moyen terme est de favoriser l'émergence de jeunes joueurs formés localement, quelle que soit leur communauté, afin de constituer une ossature ayant vocation à disputer des matchs de compétitions officielles dans un avenir proche³. Cela implique par conséquent d'éviter que la sélection soit considérée comme une équipe d'Albanie bis, non seulement pour des raisons de compétitivité sportive, mais aussi pour des raisons identitaires si l'on veut qu'un jour des Serbes, Roms, Gorani, acceptent de jouer dans cette équipe pour représenter le Kosovo⁴. En d'autres termes, la représentation du Kosovo doit pouvoir représenter le Kosovo, dans la diversité que le pays entend défendre jusque sur son drapeau, et non représenter une annexe de la nation albanaise.

Dès lors, il s'agit d'analyser dans le détail cette tentative d'intégration des clubs et des joueurs serbes dans le système de la fédération de football du Kosovo. Plusieurs observations peuvent être faites. D'abord, il faut souligner qu'il y a déjà un club bosniaque, le FK Behar de Vitomirica, intégré à la fédération du Kosovo depuis 2001-2002⁵. Ensuite, il apparaît qu'à l'échelle locale, les choses sont différentes entre les clubs de football serbes de la région Nord, autour de Mitrovica, accolée à la Serbie, et les clubs de football serbes des enclaves

¹ Cette perspective est devenue réalité depuis les votes positifs de mai 2016 de l'UEFA puis de la FIFA faisant du Kosovo un membre à part entière, intégré aux qualifications pour le Mondial 2018. Ainsi, plusieurs joueurs ayant jusque-là évolué pour l'Albanie, mais aussi des joueurs issus de la diaspora venus de Suisse ou de Norvège ont annoncé leur intention de jouer désormais pour le Kosovo. Voir aussi notre interview pour l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) « Kosovo membre de l'UEFA, une nomination aux conséquences multiples », *IRIS*, 4 mai 2016

² L'hypothèse la plus probable dans un premier temps est que les joueurs principaux qui jouent déjà pour l'Albanie continuent de privilégier l'Albanie, et que le Kosovo devienne une sélection de la seconde chance, sous couvert de justification sentimentale pour ceux à la carrière déjà avancée qui ne seraient pas appelés. Ce pourrait être différent pour les plus jeunes encore vierges de carrière internationale. De fait, les premiers joueurs ayant fait état de leur volonté de passer de l'Albanie au Kosovo sont des joueurs secondaires pour la sélection albanaise, ce qui n'a pas empêché des réactions acerbes en Albanie sur le thème de la trahison de la nation en faveur d'un pays et d'un drapeau artificiels, des critiques qui rejoignent ironiquement celles que l'on peut entendre du côté serbe. Voir le texte du chercheur Arben Qizeri « Football « defections » highlight Albania's Kosovo problems », *BIRN*, 23 août 2016

³ Aujourd'hui, la majorité de l'effectif de l'équipe du Kosovo est composée de joueurs issus de la diaspora. Comme pour la Bosnie, le Kosovo devra dans un premier temps largement puiser dans la diaspora, notamment chez les jeunes qui font aujourd'hui leurs classes en Suisse, Allemagne et Scandinavie.

⁴ C'est un autre argument des supporters qui refusent de soutenir le Kosovo : un jour, il y aura des Serbes dans cette équipe, ce qui est perçu comme inacceptable.

⁵ « FK Behar : jedini bošnjački klub na Kosovu » (FK Behar, le seul club bosniaque au Kosovo), *Info-ks*, 9 février 2011

serbes ailleurs au Kosovo. Cela renvoie parfaitement au contraste existant entre ces deux ensembles en termes de participation politique. Les Serbes des enclaves sont en effet davantage enclins à la participation aux institutions du Kosovo dans une stratégie de survie et de pragmatisme tandis que les Serbes de Mitrovica et du Nord, longtemps bastion politique du parti radical serbe et du DSS de Vojislav Koštunica, peuvent se permettre une position intransigeante et séparatiste vis-à-vis du Kosovo étant donné leur position géographique (collé à la Serbie), financière (Belgrade paie les fonctionnaires) et démographique (les enclaves sont peuplées de personnes plus âgées). Ainsi, Srećko Todorović, qui représente la fédération de football de Serbie au Kosovo depuis Mitrovica, nous a expliqué le fonctionnement du football serbe au Kosovo, divisé en plusieurs sous-divisions géographiques, afin de pouvoir participer aux compétitions presque normalement. Contrairement aux dirigeants des autres clubs des enclaves, il n'a que très rarement rencontré Fadil Vokrri. Pourtant, l'idée de rencontrer des clubs albanais ne lui semble pas impossible : *« Une fois nous voulions organiser un tournoi pour les enfants à Mitrovica. Mais les Albanais ont voulu mettre des drapeaux du Kosovo, alors nous avons refusé. Dans l'absolu, nous pourrions jouer des matchs amicaux, mais pas de matchs de compétition pour des questions légales. Seulement, ça ne se produit pas pour des raisons de sécurité »*¹.

Au contraire, les présidents de clubs serbes issus des enclaves sont en contact régulier avec Fadil Vokrri dont ils louent l'esprit d'ouverture. Ils s'inscrivent dans des logiques pragmatiques de survie de leurs clubs, dans des situations matérielles et financières désastreuses. Il ressort que les obstacles à l'intégration des clubs serbes ne sont pas tant identitaires au sens strict que politiques et pratiques. Ainsi à Kamenica, le président du KF Kamenica Zoran Jovanović a fini par sauter le pas avec son club multiethnique².

« Je connais le secrétaire général de la fédération du Kosovo Eroll Salihu depuis 30 ans. En 2009 on s'est vus, il m'a demandé de faire un premier pas. J'ai retrouvé d'anciens joueurs et collègues, et j'ai dit « on va essayer de faire quelque chose ». Nous avons donc fondé en 2009 le KF Kamenica, affilié à la fédération du Kosovo. Vous savez, je suis aussi dans la direction du Rudar Kamenica, le club serbe historique qui existe depuis 1945, affilié à la fédération de Serbie. Je n'y fais plus rien mais personne à Belgrade ou à Mitrovica n'est venu m'embêter. A Kamenica, on partage le seul terrain de foot entre les deux clubs, ça ne pose pas de problème. Si vous venez à Kamenica le vendredi, le jour de marché, vous allez

¹ Entretien, Mitrovica, 2011

² « Kamenica : multietnički klub ujedinio UÇK i 4S » (Kamenica, le club multiethnique qui réunit l'UÇK et les 4S – allusion aux initiales de la devise des Serbes Samo Srbina Spasava), *info-ks*, 13 avril 2014

dans les kafana, il y a des Albanais, c'est toujours mélangé, un vrai village multiethnique à l'ancienne.

Le vice-président du club est albanais, l'entraîneur est albanais aussi. Au début, il y avait des problèmes pour convaincre les gens. Il fallait convaincre les jeunes alors j'ai commencé par inscrire mon fils, qui a amené un ou deux copains, et ça a commencé comme ça. La première fois, on a joué contre un club des environs de Priština. C'est mon équipe de jeunes qui a gagné 4-1 ce jour-là, l'équipe était mixte. Il n'y a eu aucune tension.

Vokrri est beaucoup intervenu pour que notre club obtienne des équipements, mais le problème est que Kamenica est une petite ville, donc tout se sait et les gens pensent que je me fais du fric avec Vokrri. Il y a ceux qui pensent qu'on ne devrait pas jouer avec la ligue du Kosovo, et ceux qui pensent que je me fais plein de fric. C'est absurde, vous pouvez tout vérifier si vous voulez ! C'est moitié moitié entre ceux qui disent que c'est une bonne chose, et ceux qui disent qu'on ne devrait pas jouer dans le système du Kosovo. Il y a même 2 joueurs qui jouent dans les deux clubs mais la fédération serbe ferme les yeux parce que si elle les sanctionnait, ça voudrait dire qu'elle reconnaît implicitement l'autre club qui ne joue pas dans la fédération de Serbie.

Ça fait presque 4 ans que notre club existe, le plus important c'était de faire le premier pas. Sportivement, c'est mieux de jouer avec le Kosovo. Vraiment, on est acceptés par les Albanais, il n'y a aucun problème. Le risque est sur l'aspect financier, on ne pourra pas tenir longtemps comme ça. Or, tant que nous n'aurons pas plus de moyens et donc de résultats, quel intérêt pour un club serbe de rejoindre la ligue du Kosovo ? On doit pouvoir servir d'exemple, montrer que c'est possible »¹.

De son côté, Miodrag Dimitrijević, président du FK Gračanica, qui évolue toujours dans le giron de la fédération serbe, insiste aussi sur les conditions matérielles mêlées aux considérations politiques qui bloquent toute intégration du club dans le système du Kosovo malgré une très bonne relation personnelle avec Fadil Vokrri.

« On avait construit un stade à 10 km d'ici deux ans avant les bombardements, ça fait partie de la ville de Gračanica. On y a joué deux ans, et depuis 1999, les Albanais ont pris le stade. Vokrri a dit qu'on pouvait y jouer à condition qu'on joue dans leur ligue. Je m'entends bien avec Vokrri, on se chambre parce que je suis Zvezda et lui Partizan. J'ai proposé des matchs amicaux avec les Albanais, chacun sa ligue, et on joue un peu comme ça. Nous sommes prêts à nous entraîner avec eux si on pouvait partager le terrain parce qu'on n'a pas de terrain. Les joueurs ne peuvent pas se doucher après les entraînements qui ont lieu quand c'est possible. Les joueurs ne sont pas professionnels, ils ont des occupations, et je ne peux pas leur demander de se libérer tout le temps. Le samedi soir, ils sortent, boivent, et jouent tranquilles le dimanche. On n'est pas dans une logique professionnalisante. Si on avait un peu de moyens, on pourrait payer un peu nos joueurs, faire les choses sérieusement, avoir des équipements, aller en préparation en Serbie, et en trois saisons, nous aurions le niveau de la 2e ligue du Kosovo², mais là, c'est impossible.

¹ Entretien, Kamenica, 2011

² Cette remarque traduit peut-être une projection vers une inévitable intégration future, ainsi qu'une connaissance du niveau des ligues au Kosovo.

Après, il y a aussi la politique. Je connais Jović¹. C'est son intérêt personnel qui compte, il fait de la politique, c'est bien pour lui. Il a promis à Vokrri un club serbe en ligue du Kosovo. Le mec avant lui avait fait intégrer Napredak, le club de Donja Brnjica à la ligue du Kosovo. Mais les joueurs, les habitants ont protesté, il a dû revenir en arrière et démissionner. On m'a proposé le poste aussi. Si j'avais accepté, j'aurais dû demander au club de Gračanica d'intégrer la ligue du Kosovo. Or, je n'ai pas le pouvoir de faire ça, même si je suis le président.

J'insiste sur le fait que je m'entends très bien avec Vokrri. Je suppose, c'est une supposition, que ce serait plus facile auprès de l'UEFA et FIFA s'ils avaient des Serbes dans la ligue. Ils pourraient dire : « voyez, il y a même les clubs serbes, nous sommes une seule ligue ». C'est à ça que sert la fonction de vice-président serbe de la fédération du Kosovo. En tant que club, je préfère que la décision vienne d'en haut de la fédération serbe, je ne peux pas me prononcer là-dessus, et encore moins prendre de décision. De toute façon, je ne suis pas seul à décider, il y a un comité directeur. Nous en avons parlé, nous pensons que le temps n'est pas encore venu de rentrer dans la ligue du Kosovo »².

A l'instar des institutions politiques serbes qui ont vocation à s'intégrer dans l'ordre institutionnel du Kosovo dans le cadre du dialogue Belgrade-Priština facilité par l'UE, les clubs de football suivront probablement la même voie. Cependant, cette intégration fonctionnelle, même facilitée par l'attitude pragmatique des acteurs locaux, ne saurait suffire en soi à la valorisation d'une identité attachée au Kosovo qui serait juxtaposée aux appartenances nationales. Les observations mises à jour dans l'analyse du football au Kosovo mettent donc bel et bien en jeu de façon plus globale les tenants de la construction stato-nationale de celui-ci, à savoir d'une part la concomitance de deux sentiments d'appartenance identitaire au Kosovo pourtant incompatibles entre eux, et d'autre part, des stratégies locales de survie qui ouvrent des espaces de dialogue sans pour autant déboucher sur une ébauche d'identité commune. La question qui reste posée est de savoir si l'intégration officielle du Kosovo à la FIFA et l'UEFA, effective depuis mai 2016, aura un impact identitaire quelconque sur l'ensemble des habitants du Kosovo. S'il est trop tôt pour spéculer sur cette question sur le long terme³, le processus d'intégration aux grandes instances sportives internationales représente en soi une illustration de la construction étatique très particulière du Kosovo dans laquelle se mêlent à la fois sentiments de concurrence et double allégeance de la

¹ Predrag Jović, vice-président serbe de la fédération de football du Kosovo

² Entretien, Gračanica, 2011

³ Les premiers matchs officiels semblent montrer, comme on pouvait l'escompter, un regain d'intérêt de la population albanaise du Kosovo pour la sélection du Kosovo, ainsi que dans la diaspora (mais des positions toujours antagonistes au sein des supporters extrêmes entre les quelques groupes qui soutiennent la sélection du Kosovo et ceux, plus nombreux numériquement, qui restent fidèles à l'Albanie). Lors du premier match officiel Finlande-Kosovo début septembre 2016, deux écrans géants avaient été disposés côte à côte en extérieur à Priština : le premier diffusait Macédoine-Albanie et le second Finlande-Kosovo en simultané.

part des Albanais¹, tout en laissant ouverte la question du sentiment d'appartenance des autres minorités à un hypothétique projet citoyen tel qu'imaginé par Fadil Vokrri à l'échelle du football.

b. « Nous jouons donc nous sommes » : le football dans la stratégie de reconnaissance du Kosovo

Dans cette formule, « nous sommes »² ne renvoie pas à une identité, mais à la certification d'une existence. Un Etat n'existe sur la scène internationale que s'il est reconnu par les autres Etats. Or, le Kosovo présente la particularité, comme la Palestine, de n'être pas reconnu par l'ensemble de la communauté internationale mais seulement par une partie de ses représentants (111 Etats membres de l'ONU en 2016). C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'investissement des autorités du Kosovo dans le sport.

Le sport comme stratégie de contournement

Contrairement aux autres nouveaux Etats pour lesquels l'intégration aux fédérations internationales de sport procède de leur reconnaissance politique dès lors qu'ils font une demande d'adhésion (Monténégro, Soudan du Sud pour les plus récents), il apparaît que le Kosovo a largement investi dans le sport comme une stratégie de contournement vis-à-vis des incertitudes quant à son statut³. Il est désormais admis que le sport représente une arène symbolique de premier ordre dans les relations internationales⁴. Depuis la fin de la Guerre froide, on a observé un déplacement du sens de cet investissement depuis la rivalité entre les

¹ Certains ont par exemple reproché à la première championne olympique de l'histoire du Kosovo, la judokate Maljinda Kelmendi, de n'avoir eu dans les mains que le drapeau du Kosovo et pas le drapeau albanais pendant sa célébration et d'avoir pleuré au moment de l'hymne du Kosovo pourtant « artificiel et sans paroles ». Voir également l'appel du groupe *Torcida* de Mitrovica à soutenir à la fois l'Albanie et le Kosovo au sein du groupe *Dardanët*, regroupant les supporters ultras des différents clubs du Kosovo « *Torcida : Për ta bërë Kosovën Shqipëri, duhet ta duam edhe tani !* » (Pour que le Kosovo devienne l'Albanie, il faut l'aimer dès maintenant !), *Zeri*, 10 août 2016

² Trégourès, Loïc, « Kosovo : nous jouons donc nous sommes », *Gare de l'Est*, n°2, 2013

³ Nous développons cette idée avec Dario Brentin, « Entering through the sport's door ? Kosovo's sport diplomatic endeavours towards international recognition », *Diplomacy and Statecraft*, Vol.27, n°2, 2016

⁴ Pigman, Geoffrey Allen, Rofe, Simon. « Sport and diplomacy: an Introduction », *Sport in society*, Vol.17, n°9, 2014

deux blocs¹ vers une utilisation privilégiée par de jeunes Etats-nations², des pays émergents ou bien de petits pays avides de reconnaissance internationale et soucieux de donner une bonne image d'eux-mêmes³. Le sport est alors considéré comme le moyen le plus rapide et le plus efficace de gagner en notoriété, d'habituer une audience internationale à un drapeau, des personnages héroïques, un maillot, un hymne etc. d'où la promptitude avec laquelle les nouveaux Etats déposent leurs demandes d'affiliation aux fédérations internationales de sport⁴. Par ailleurs, bien que la multiplication des stratégies diplomatiques, de la diplomatie publique⁵ à la diplomatie numérique⁶ en passant par la diplomatie sportive, remette en question la centralité du rôle de l'Etat dans la mise en œuvre de ces stratégies⁷, nous conserverons pour les besoins de l'analyse cette centralité du rôle de l'Etat et de ses organismes affiliés comme les fédérations de sport.

Dans le contexte de sa déclaration d'indépendance, tous les efforts diplomatiques du Kosovo ont dans un premier temps été tournés vers la recherche de reconnaissances politiques de la part d'autres Etats afin d'intégrer pleinement le concert des nations. Cependant, la Serbie a dans le même temps lancé une campagne diplomatique contre la reconnaissance du Kosovo par les Etats et les organisations internationales⁸, qui a culminé à la fin 2015 par le refus par l'UNESCO de l'intégration du Kosovo⁹. Le Kosovo avait espéré que le jugement de la Cour Internationale de Justice (CIJ) de 2010, jugeant conforme au droit international sa déclaration d'indépendance, relancerait le mouvement de reconnaissance internationale¹⁰. Cependant, il n'en fut rien puisque 69 des 111 Etats membres de l'ONU ayant reconnu le

¹ Riordan, James. *Sport, politics and communism*, Manchester, Manchester University Press, 1991

² Houlihan, Barries and Zheng, Jinming, « Small states: sport and politics at the Margin », *International journal of sport policy and politics*, Vol.7 n°3, 2015

³ Voir par exemple, Reiche, Danyel, « Investing in sporting success as a domestic and foreign policy tool: the case of Qatar », *International journal of sport policy and politics*, 2014 ; Johnson, Hume, « Jamaica: A famous, strong but damaged brand », *Place branding and public diplomacy*, n°10, 2014

⁴ Menary, Steve, « When is a national team not a national team », *Sport in society* Vol.10, n°2, 2007

⁵ Nye, Joseph, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American academy* n°616, 2008

⁶ Bjola, Corneliu and Holmes, Marcus (eds), *Digital diplomacy: theory and practice*, Routledge, New York, 2015

⁷ Steven Jackson voit ainsi le sport pris dans un mouvement plus général de la diplomatie passant d'un cadre public au privé, et de l'international au transnational. Jackson, Steven, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalizing world », *International area studies review* 16/3, 2013. Par exemple, plusieurs joueurs originaires du Kosovo ont écrit une lettre ouverte à la FIFA lui demandant d'autoriser le Kosovo à disputer des rencontres amicales. « Players back Kosovo's campaign for recognition », *Reuters*, 21 septembre 2012.

⁸ Ker-Lindsay, James, *The foreign policy of counter secession. Preventing the recognition of contested states*. Oxford, Oxford University Press, 2012

⁹ « L'adhésion du Kosovo à l'Unesco rejetée de justesse », *Le Monde*, 9 novembre 2015

¹⁰ La CIJ a rendu son avis sur la déclaration d'indépendance, et non sur l'indépendance elle-même, ce qui a suscité des confusions sur la signification et la portée juridique de cet avis.

Kosovo l'ont fait avant cet avis, et que depuis lors, les reconnaissances sont de moins en moins nombreuses chaque année¹, laissant penser que les positions sont figées entre ceux qui ont reconnu, et ceux qui ne veulent pas le faire, rendant improbable une nouvelle vague de reconnaissances. Par conséquent, c'est cette situation de blocage qui a conduit à une réorientation de la diplomatie du Kosovo vers des stratégies de reconnaissance alternatives afin de maintenir le processus sur les rails. A partir de 2011-2012, le Kosovo investit plus massivement d'autres champs de la diplomatie internationale comme le sportif, le culturel ou le numérique². Pour Petrit Selimi, ministre adjoint des affaires étrangères et concepteur de la diplomatie numérique du Kosovo, la campagne pour la reconnaissance du Kosovo par *Facebook*, par une fédération internationale de sport, ou pour avoir un représentant au concours de l'Eurovision revêt la même importance que la reconnaissance d'un Etat membre de l'ONU car ces apparitions publiques habituent le reste du monde à l'existence du Kosovo³. C'est donc à la fois une stratégie de *compensation* et d'*incitation*. Compensation vis-à-vis du plafond des reconnaissances politiques qui oblige le Kosovo à contourner la difficulté pour rester visible, et incitation en espérant que cette visibilité transversale suscitera de nouvelles reconnaissances politiques. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les efforts diplomatiques du Kosovo en vue d'adhérer à la FIFA et l'UEFA.

La route vers la FIFA : un parcours très politique

Dans sa tâche de faire du Kosovo un membre à part entière de la FIFA, Fadil Vokrri devait faire face à deux obstacles. Le premier est que les statuts de la FIFA autorisent les fédérations à adhérer à la FIFA à condition qu'elles émanent d'un pays « reconnu par la communauté internationale ». Dans la pratique, cela signifie le plus souvent le fait d'être un membre de l'ONU. Or, en raison des oppositions chinoise et russe, sans parler des autres pays importants n'ayant pas reconnu le Kosovo (la majorité des pays d'Amérique latine, mais aussi l'Inde, le Nigeria, et cinq membres de l'UE notamment l'Espagne), la perspective à moyen terme d'une admission pleine et entière à l'ONU est très improbable pour le Kosovo. Cette

¹ 11 reconnaissances en 2011 et 2012, 8 en 2013, 4 en 2014, une seule en 2015, celle d'Antigua et Barbuda, une seule en 2016, celle du Surinam

² Wählisch, Martina, Xharra, Behar, « Public Diplomacy of Kosovo: Status Quo, Challenges and Options », *CPD Perspectives on Public Diplomacy*, n°3, 2011

³ « Digital Kosovo : diplomacy and state recognition in the XXIst century », *iurisprudentes*, 20 avril 2015

formulation est toutefois volontairement vague afin de laisser à la FIFA la souplesse nécessaire pour juger des cas sans être soumis à des contingences politiques ni à une autre organisation internationale sans objet sportif¹. La question reste de savoir à partir de quel moment il peut être considéré qu'un Etat est reconnu par la communauté internationale. Le second obstacle réside dans la contre-campagne de lobbying menée par la Serbie et ses alliés (Russie, Grèce, et dans une moindre mesure Espagne) pour bloquer le Kosovo dans ses démarches auprès des instances sportives internationales. C'est pourquoi Vokri a rapidement opéré un changement tactique en ne demandant plus l'adhésion mais dans un premier temps le droit de jouer des matchs amicaux contre des sélections membres de la FIFA, conformément aux termes de l'article 79 des statuts de la FIFA², une perspective plus réaliste et juridiquement possible sans préjuger du statut final du Kosovo³.

Par ailleurs, cette bataille du lobbying pour ou contre l'adhésion du Kosovo, très politique en soi, a été doublée d'une bataille symétrique entre la FIFA et l'UEFA, au cœur d'enjeux de pouvoir qui dépassent de très loin le sort du Kosovo. En l'espèce, le Kosovo pouvait compter sur certaines personnes à la FIFA comme Jérôme Champagne et le président Sepp Blatter lui-même, favorable à ce que le Kosovo puisse disputer des matchs amicaux. Dans le camp opposé, le président de l'UEFA Michel Platini, ami proche du vice-président de la fédération serbe et ancien coéquipier de Saint-Etienne Ivan Čurković, avait toujours écarté la possibilité que le Kosovo puisse disputer des matchs, en soulignant que ce serait une décision politique et non sportive⁴. Il avait cependant semblé changer d'avis en 2015 alors qu'il s'apprêtait à se lancer dans la course à la présidence de la FIFA⁵. On peut ainsi trouver

¹ Le précédent de la Palestine en est la démonstration, même si son adhésion peut être considérée en soi comme un geste politique, ce que les responsables de l'époque, comme Jérôme Champagne, ne cachent pas.

² C'est cet article qui permet, avec l'autorisation de la fédération espagnole, à la Catalogne et au Pays Basque de disputer un match par an contre une sélection FIFA.

³ Entretien avec Fadil Vokri, Priština, 2011. Cette stratégie des petits pas a porté ses premiers fruits en 2012 avec l'intégration du Kosovo dans le système international des transferts, permettant aux clubs du Kosovo d'être indemnisés en cas de transfert international d'un joueur.

⁴ De surcroît, juridiquement, les statuts de l'UEFA stipulent que seules les fédérations issues d'Etats membres de l'ONU peuvent devenir membres de l'UEFA. Cette disposition, prise suite à l'affaire Gibraltar, semblait condamner le Kosovo, d'autant que le Congrès de l'UEFA avait refusé une modification des statuts lors de sa réunion le 4 mai 2016. Toutefois, au prix d'une acrobatie juridique douteuse, sur laquelle la Serbie a déposé une plainte devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), ce même Congrès a voté immédiatement après, à 28 voix contre 24 (score beaucoup plus serré que ce qui était anticipé), l'adhésion du Kosovo. Pour sa part, le Congrès de la FIFA a voté l'adhésion du Kosovo deux semaines plus tard, à une très large majorité.

⁵ Pris dans la tourmente des scandales de corruption qui a secoué la FIFA depuis 2015, Michel Platini a été suspendu pour 4 ans de toute fonction liée au football par le TAS en mai 2016.

sur le site de la fédération de football du Kosovo une vidéo dans laquelle Michel Platini reçoit officiellement le dossier de candidature du Kosovo de la part de Fadil Vokrri¹.

Après de nombreuses rencontres infructueuses entre Sepp Blatter, Fadil Vokrri et le président de la fédération serbe Tomislav Karadžić, un compromis a finalement été péniblement trouvé à la fin 2013. Le Kosovo (sélections masculines, féminines et clubs) pourrait disputer des matchs amicaux à condition que le drapeau ne soit pas montré et que l'hymne ne soit pas joué. De plus, le Kosovo ne pourra rencontrer aucune des sélections de l'ancienne Yougoslavie. Ce compromis, notamment sur sa partie liée aux restrictions de symboles d'appartenance à la communauté des Etats-nations, révèle toute la dimension politique intrinsèquement attachée au sport. Il révèle aussi la capacité diplomatique de la FIFA dans la recherche d'une solution. En effet, l'article 79 aurait permis à la FIFA d'autoriser le Kosovo à jouer des matchs amicaux dès 2008. Cependant, il y a eu la volonté à la FIFA de ne pas prendre de décision unilatérale, contre la Serbie et l'UEFA, et de tout faire pour amener la Serbie et le Kosovo à accepter un compromis sans préjudice du statut final du Kosovo. Il ne faut cependant pas oublier que ce compromis n'aurait jamais pu avoir lieu sans l'aval des plus hautes autorités politiques serbes. Il semble en effet que l'une des clauses des accords de normalisation entre Belgrade et Priština, parrainés par l'Union Européenne, soit que la Serbie cesse de s'opposer à l'intégration du Kosovo dans les fédérations sportives internationales, indépendamment de ses déclarations publiques. Cela a été récemment rappelé par le ministre des affaires étrangères Ivica Dačić qui fait une différence entre des organisations internationales perçues comme non essentielles comme les organisations sportives, et les organisations liées au système onusien comme l'ONU elle-même, ou l'Unesco². Cela n'a toutefois pas empêché les supporters extrêmes serbes de protester à travers des banderoles et chorégraphies inventives contre cette décision comme le montre la photo ci-dessous.

¹ <http://www.ffk-kosova.com/en/?p=9989>

² « Belgrade to do everything to prevent Kosovo in UN », *B92*, 4 janvier 2016



Photo 42 : chorégraphie des Delije accusant l'UEFA de soutenir le terrorisme après le vote pour l'adhésion du Kosovo

Du point de vue du Kosovo pourtant, ces adhésions aux organisations internationales de sport sont perçues comme cruciales. A cet égard, l'admission du Kosovo par le Comité International Olympique (CIO) fin 2014 représente un résultat majeur car cela signifie que le Kosovo a pu envoyer des athlètes aux Jeux Olympiques 2016 à Rio, alors même que, ironiquement, le Brésil ne reconnaît pas le Kosovo. Au-delà de cette première participation historique, la décision du CIO, prise à l'unanimité¹, a une portée politique évidente car elle signifie qu'aux yeux du CIO, le Kosovo est « reconnu par la communauté internationale », comme l'exige ses statuts pour admettre un comité olympique. Par voie de conséquence, l'admission au CIO a déverrouillé toutes les adhésions aux autres fédérations internationales de sport qui, l'une après l'autre, admettent le Kosovo. C'est dans ce cadre que l'UEFA et la FIFA ont pris la décision d'admettre le Kosovo, ce qui lui a permis de disputer ses premiers matchs officiels de compétition en septembre 2016 pour les qualifications au Mondial 2018² qui aura lieu en Russie³. Deux questions restent donc ouvertes au terme de ce processus

¹ Donc avec l'accord des Russes, Chinois et autres, malgré les protestations convenues de la Serbie.

² Le Kosovo a été reversé dans un groupe de qualification avec la Croatie, la Turquie, la Finlande, l'Islande et l'Ukraine. Seule l'Ukraine ne reconnaît pas le Kosovo, c'est pourquoi, sur demande des autorités ukrainiennes, le match qui devait avoir lieu en Ukraine entre les deux sélections a été disputé sur terrain neutre en Pologne. Les clubs du Kosovo peuvent disputer dès la saison 2016-2017 les compétitions européennes en ce qui concerne le football féminin et le futsal. Les clubs masculins pourront le faire à partir de la saison suivante.

³ Bien que la Russie ait déjà refusé l'entrée de son territoire à des joueurs munis d'un passeport du Kosovo, on peut imaginer qu'en cas de qualification du Kosovo pour le Mondial, un accord du même type que celui passé avec le CIO et le Brésil sera trouvé afin que le Kosovo puisse disputer la compétition.

diplomatique. La première est de savoir si la stratégie de contournement par le sport du Kosovo va porter ses fruits, autrement dit, si le sport est un bon outil de visibilité. Rien ne dit que cela sera suffisant pour susciter de nouvelles reconnaissances politiques. Il faut donc se garder d'en surestimer la portée¹. Ces reconnaissances auraient plutôt tendance à survenir dans le cadre d'un accord politique plus vaste entre Belgrade et Priština, notamment vers la fin du processus d'adhésion de la Serbie à l'UE. La seconde est liée à la question identitaire. La possibilité pour le Kosovo de disputer des compétitions internationales officielles va-t-elle avoir un impact sur le soutien dont les équipes du Kosovo et ses athlètes vont jouir ? Les conséquences identitaires de cette porte qui s'ouvre sont encore inconnues même si les jeux de Rio et le titre olympique de Maljinda Kelmendi ont semblé confirmer une allégeance spécifique pour le Kosovo de la part des Albanais du Kosovo² par-delà leur allégeance à la nation albanaise.

L'observation empirique du soutien à l'équipe nationale a permis de constater qu'à rebours d'une vision souvent globalisante des Balkans, chaque cas recélait ses propres spécificités identitaires et politiques. En partant des tribunes, nous avons pu remonter de façon inductive aux enjeux sous-tendus par les caractéristiques du soutien à l'équipe nationale. Celui-ci procède des spécificités de chaque construction stato-nationale et territoriale des pays issus de la Yougoslavie. Cependant, cette construction est par essence dynamique et continue. Par conséquent, si l'on accepte que le football est intrinsèquement politique, identitaire et social, alors la relation est circulaire entre le monde politique et les mondes du football. Dès lors, on peut faire l'hypothèse que tout changement majeur observé à l'avenir dans le soutien à l'équipe nationale par rapport à ce qui a été observé ici soit procédera d'une évolution de la construction stato-nationale et territoriale d'un pays, soit l'induera. Cette idée est particulièrement à l'œuvre en ce qui concerne le Kosovo et la Bosnie. En d'autres termes, la multiplication des participations de la sélection de Bosnie à des compétitions internationales ne pourra pas rester sans effet d'un point de vue politique et identitaire, et c'est par

¹ Steven Jackson évoque l'aspect « schizophrénique » du sport, c'est-à-dire le double écueil qui consiste à surestimer et à sous-estimer son impact politique, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalizing world », *op.cit.*

² Des humoristes serbes ont de leur côté imaginé l'organisation d'un événement sur *Facebook* proposant l'accueil triomphal de Kelmendi à Belgrade puisque le Kosovo est un territoire serbe. En revanche, le ministre des sports serbe avait appelé les athlètes serbes à quitter un endroit où l'hymne du Kosovo serait joué.

l'observation du soutien à l'équipe nationale sous ses différentes formes (supporters extrêmes et soutien populaire) que le phénomène sera le mieux visible¹.

La charge émotionnelle et identitaire portée par le football n'a pas disparu au tournant de l'année 2000. La question est cependant de savoir si cette rupture chronologique et politique en est bel et bien une au regard du paradigme ethno-nationaliste dominant auparavant. A la faveur d'une transition démocratique globalement partagée dans la région, et d'une pacification des relations entre Etats dans le cadre du processus d'intégration européenne, ce paradigme aurait dû en toute logique céder la place à une « normalisation » de la vie politique mue par d'autres enjeux transversaux tels que le développement économique, l'Europe, un clivage gauche-droite classique etc. Cependant, nous défendons l'idée que ce basculement, indépendamment des spécificités nationales, n'a pas vraiment eu lieu.

¹ Kinder, Toby, « Bosnia, the bridge and the ball », *Soccer and society*, Vol.14, n°2, 2013

Section 2 : La pérennisation du paradigme ethno-nationaliste

Le paradigme ethno-nationaliste nous semble toujours être la clé de compréhension de l'espace politique post-yougoslave tel qu'il s'est recomposé après 2000, tant de la part des élites politiques locales que des acteurs internationaux. Ce constat est renforcé par la nature même d'un processus de transition de plus en plus insaisissable, aux conséquences économiques et politiques pour le moins contrastées par rapport aux attentes initiales¹. Il convient donc dans un premier temps d'analyser les raisons, puis les moyens par lesquels ce paradigme est entretenu, avant de revenir sur le rôle que les mondes du football jouent dans ce phénomène.

1. Des transitions au service du paradigme

Les tournants démocratiques de 2000, l'engagement à suivre la voie diplomatique pour régler les conflits, la reprise du dialogue entre les Etats, l'implication massive de la communauté internationale, et la perspective de l'intégration européenne sont autant d'éléments de changement de la configuration politique et sociale de l'espace post-yougoslave. Cependant, ce n'est pas parce que les conditions d'un conflit armé ne sont plus réunies que la structuration des espaces politiques dans les pays issus de la Yougoslavie a fondamentalement changé. Sans chercher à nous inscrire dans le vif débat théorique autour de la notion de transition², notre ambition sera ici de montrer que c'est en interrogeant cette notion, trop souvent acceptée sans esprit critique lorsqu'elle est confondue avec le processus d'intégration européenne, que nous comprendrons pourquoi le paradigme ethno-nationaliste est toujours dominant dans l'espace politique post-yougoslave. Dans son acception initiale, une transition est « *un intervalle entre un régime politique et un autre. Les transitions sont délimitées, d'un côté, par un processus de dissolution du régime autoritaire et, d'un autre côté, par l'installation d'une forme de démocratie, ou par le retour à un régime*

¹ Štiks, Igor, Horvat, Srećko (eds.), *Welcome to the desert of post-socialism. Radical politics after Yugoslavia*, Londres, Verso, 2015

² Voir par exemple Carothers, Thomas, « The end of the transition paradigm », *Journal of democracy*, Vol.13, n°1, 2002

autoritaire »¹. Autrement dit, il s'agit d'une période intermédiaire au cours de laquelle les choix des décideurs politiques sont particulièrement importants pour passer d'une situation à une autre, et faire de la démocratie « the only game in town »² à travers l'institutionnalisation de l'incertitude démocratique.

Or, la Yougoslavie présente la particularité d'avoir connu ce que Marina Glamočak nomme une transition guerrière, c'est-à-dire « *un processus de développement des conflits nationaux, aussi bien la préparation de la nation à la guerre que la guerre elle-même et la période post-guerrière qui vont de pair avec une transformation politique, sociale, économique et militaire. C'est donc un processus de transition politique et économique issu de la production d'une guerre, de l'usage d'une violence légitime, allant jusqu'à certaines pratiques fascistes (...) qui vise à créer la crise et modifier le lien social au profit d'un lien exclusivement national* »³. L'auteur considère cependant, dans sa conclusion écrite peu après 2000, que les changements de régime en Serbie et Croatie, ainsi que la perspective de l'intégration européenne ouverte par le Sommet européen de Thessalonique en 2003, devraient conduire les pays issus de la Yougoslavie vers une transition politique et économique plus classique, permettant à la fois la consolidation de la paix, puis celle de la démocratie à l'instar des autres pays issus du bloc communiste.

Il y a pourtant une contradiction dans les termes à se référer au terme de « transition » pour évoquer un processus bientôt long de deux décennies, que ce soit pour sortir de la guerre, ou pour consolider des régimes aux pratiques politiques démocratiques et aux économies de marché intégrées et compétitives, sauf à considérer l'aspect normatif du concept de « transition », vue comme incomplète tant qu'un pays ne sera pas « allé au Danemark »⁴. Réfléchir en termes de transition empêche donc de comprendre pourquoi la démocratie semble reculer dans l'espace post-yougoslave depuis le milieu des années 2000 alors même que les pays issus de la Yougoslavie sont tous, à des degrés divers, impliqués dans le

¹ Schmitter, Philippe, O'Donnell, Guillermo, *Transitions from authoritarian rule : tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1986, p.6

² Przeworski, Adam, « The games of transition », in Mainwaring, Scott, O'Donnell, Guillermo, Valenzuela, Samuel (eds.), *Issues on democratic consolidation*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992

³ Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, op.cit., p.220

⁴ Woolcock, Michael, Pritchett, Lant, « Solutions when the solution is the problem : arraying the disarray in development », *Center for Global Development paper n°10*, 2002, cité in Fukuyama, Francis, *State building. Gouvernance et ordre du monde au XXIe siècle*, Paris, La Table Ronde, 2005, p.46

processus d'intégration européenne¹. Cela empêche de comprendre également pourquoi, pour reprendre l'expression de Glamočak, et contrairement à son propre espoir, la « transition post-guerrière » n'est pas terminée. Ce sont ces interminables « transitions » qui sont au cœur de la pérennisation du paradigme ethno-nationaliste.

a. L'interminable transition post-guerrière

Ce que Glamočak ne pouvait pas anticiper au début des années 2000, alors que le HDZ croate et le SPS de Milošević étaient battus lors des premiers scrutins véritablement libres, était que leurs défaites étaient en réalité très temporaires et que le tournant de 2000, pour réel qu'il fût en ce qui concerne l'adoption de réformes démocratiques et d'ouverture économique, ne modifiait pas fondamentalement la structuration de l'espace politique. Diane Masson avait également montré comment le projet guerrier portait en lui-même la volonté de transformation de l'espace politique et social, en légitimant les entrepreneurs nationalistes et disqualifiant les autres dans la mission de conduire la nation et construire l'Etat². Or, cette analyse nous semble toujours aussi pertinente plus d'une décennie plus tard, ce qui est l'une des explications à la pérennisation du paradigme ethno-nationaliste. Concrètement, les principaux partis politiques de la région, les principales élites sont toujours les mêmes qu'à cette période. Ces partis ont fait la guerre (HDZ croate, SDA bosniaque, SPS de Milošević, PDK d'Hashim Thaçi au Kosovo), l'ont soutenue (SNS formé d'anciens radicaux serbes³), et/ou en font encore leur fond de commerce aujourd'hui (SNSD de Milorad Dodik). Par conséquent, leur légitimité vient de là (HDZ, PDK, SDA), ils ont démontré leur patriotisme (SNS, Dodik), c'est sur cette base qu'ils conquièrent et conservent le pouvoir, et qu'ils contestent la légitimité des autres partis à exercer le pouvoir malgré l'acceptation de l'alternance comme règle du jeu démocratique. Cela est notamment visible dans la rhétorique du HDZ en Croatie, qui mobilise régulièrement les anciens combattants, figures du

¹ Voir le rapport 2016 alarmant de *Freedom House* qui, malgré les réserves méthodologiques et conceptuelles possibles, reste un baromètre pertinent, d'autant plus qu'il est considéré comme tel non seulement par l'UE mais aussi par les Etats ciblés. <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2016> Pour les Balkans, voir le résumé proposé par *BIRN* « Democracy declining in Balkans warns Freedom House », 12 avril 2016

² Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie 1989-1995*, op.cit

³ Le parti progressiste de Serbie a été fondé en 2008 par deux anciens responsables du parti radical serbe, Tomislav Nikolić et Aleksandar Vučić. Ceux-ci sont aujourd'hui respectivement président de la république et Premier ministre de la Serbie. Aleksandar Vučić peut être considéré comme l'homme fort du pays depuis 2012 et pour les années à venir après sa victoire aux élections anticipées du 24 avril 2016.

patriotisme et du sacrifice dans la *guerre patriotique* pour l'indépendance, lorsque le parti social démocrate (SDP) est au pouvoir¹, tout en rappelant la filiation de ce dernier avec l'ancien parti communiste.

Il ne faut donc pas voir dans le surinvestissement historique et mémoriel des autorités politiques une sorte de folklore local, ou bien l'expression de comptes non soldés de la part de populations qui se détestent. Au contraire, il convient d'y observer la poursuite de la consolidation de régimes politiques qui ont su adapter leur stratégie au tournant de 2000 tout en conservant la guerre comme ressource de légitimation. Ce surinvestissement revêt plusieurs formes et couvre aussi bien la période de la Seconde Guerre mondiale, afin de se défaire du mythe fondateur yougoslave des partisans, que les guerres des années 1990, afin d'ancrer la légitimité de l'Etat et des élites politiques dans le marbre d'une guerre juste. D'abord, la réhabilitation rampante de la période oustachie côté croate trouve une réponse plus officielle encore côté serbe avec les processus judiciaire et historique de réhabilitation de Draža Mihajlović, leader du mouvement tchetnik, mais aussi et surtout de Milan Nedić, Premier ministre d'un gouvernement de Serbie collaborateur installé par les nazis². L'égalisation progressive dans l'historiographie serbe du rôle des partisans et des tchetniks dans la lutte contre les nazis, de même que la commémoration du massacre de Bleiburg³ par les autorités croates, associés à l'effacement symbolique des partisans des noms de rues et autres places, vont dans le sens d'une renationalisation à marche forcée des historiographies serbe et croate. Au silence imposé par le régime yougoslave a succédé, dans un violent mouvement de balancier, une contre-révolution mémorielle qui avait déjà commencé à la toute fin des années 1980, et qui s'exerce aujourd'hui avec toute la puissance, la légitimité, et les moyens de jeunes Etats. Ces moyens sont notamment le contrôle de la presse mais aussi la réécriture des manuels d'histoire, dans lesquels le récit yougoslave titiste a été revu en profondeur à partir des années 1990 pour réhabiliter et reconstruire des récits nationaux,

¹ « Croatie : heurts entre policiers et anciens combattants dans le centre de Zagreb », *Le Courrier des Balkans*, 29 mai 2015 ; « Croatie : l'alphabet cyrillique, les anciens combattants et le retour de la droite nationaliste », *Le Courrier des Balkans*, 8 avril 2013

² « Nazisme et collaboration en Serbie : l'inacceptable réhabilitation de Milan Nedić », *Le Courrier des Balkans*, 30 décembre 2015

³ Lorsque les partisans remportent le combat, des dizaines de milliers de Croates et Slovènes, anciens oustachis et civils, fuient vers le Nord pour échapper aux représailles. Beaucoup sont alors massacrés sommairement dans la région de Bleiburg, village à la frontière entre la Slovénie et l'Autriche. Les querelles historiographiques sont très lourdes. Par ces commémorations, l'Etat croate souligne le nombre effroyable de victimes civiles croates massacrées par les communistes. Les autres s'insurgent d'une réhabilitation d'exécution d'individus, civils et militaires, qui avaient collaboré avec le régime oustachi. Voir Pavlaković, Vjeran, « Deifying the defeated : commemorating Bleiburg since 1990 », *L'Europe en formation*, Vol.3, n°357, 2010

notamment en ce qui concerne les deux guerres mondiales et l'idée d'unification des Slaves du Sud¹. En rejetant l'héritage yougoslave², ces récits ont pour objectif de resituer dans le temps long le caractère légitime des revendications qui ont vu le jour à partir de la fin des années 1980, autrement dit, pour dégager le plus possible leur responsabilité dans la guerre. « *Les enfants d'aujourd'hui grandissent avec d'horribles stéréotypes. Ils sont plus conservateurs sur le passé et leurs voisins que la génération des années 1960. Ils sont même plus xénophobes, ethno-centrés et nationalistes que ceux qui ont fait la guerre dans les années 1990* »³ s'alarme Dubravka Stojanović qui rappelait également que c'est le DSS du conservateur nationaliste et très religieux Vojislav Koštunica qui avait repris le dossier de l'éducation à partir de 2004, avec l'aide de l'église orthodoxe, et avec l'accord des démocrates du DS⁴.

Ensuite, la bataille mémorielle s'est redirigée sur le terrain judiciaire à travers les plaintes mutuelles déposées devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour génocide, ainsi qu'au fil des travaux et jugements du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Les discours relatifs à la justice internationale illustrent l'échec de cet instrument à des fins de justice transitionnelle qu'il était pourtant censé servir⁵. Au contraire, chaque jugement est l'occasion de nouvelles vagues d'hostilités verbales. Entre acquittements et condamnations, chacun compte les points et les années de prison. Là où le TPIY avait pour ambition, grâce à ses moyens d'enquête et d'établissement des faits, de participer à la réconciliation, il aura finalement, de verdicts erratiques en acquittements douteux, fait tout le contraire⁶. Pire encore, les verdicts du TPIY ont rendu impossible tout récit global de la guerre en acquittant d'importants responsables politiques et techniques serbes⁷. Or, cela

¹ Voir pour le cas serbe le travail de l'historienne serbe Dubravka Stojanović, *The Balkans, wars and textbooks*, Belgrade, Association for social history, 1999. L'auteur est par ailleurs membre d'un projet régional réunissant des historiens en vue de produire des manuels critiques à destination de toute la région. Publié en 2010, celui-ci est encore peu utilisé. Voir « New books seek to challenge Balkans history », *BIRN*, 23 septembre 2010

² Les Croates estimant que les deux Yougoslavie étaient sous le contrôle des Serbes, les Serbes estimant, par exemple dans le mémorandum de 1986, que la Yougoslavie communiste s'était construite contre le peuple serbe.

³ « Yugoslav wars continue in history textbooks », *Times of Malta*, 29 juin 2011

⁴ « Ça n'intéressait pas les démocrates car il n'y avait pas d'argent à se faire avec l'éducation donc c'était une concession facile à faire » a-t-elle confié. Entretien, Belgrade, 2008.

⁵ Andrieu, Kora, *La justice transitionnelle*, Paris, Gallimard, 2012

⁶ Milanović, Marko, « Establishing the facts about mass atrocities : accounting for the failure of the ICTY to persuade target audiences », *Georgetown journal of international law*, 2016

⁷ En particulier Jovica Stanišić, Franko Simatović, tous deux responsables des services de sécurité faisant l'interface entre le régime serbe et les milices paramilitaires, ainsi que le président du parti radical serbe Vojislav Šešelj, acquitté en mars 2016 et immédiatement élu député aux élections du 24 avril 2016. D'autres acquittements comme ceux (en appel) du général croate Ante Gotovina, condamné en première instance dans le

revient à condamner des individus pour des crimes individuels tout en dissolvant l'architecture intellectuelle et politique globale du conflit¹. Cette crainte était d'ailleurs déjà exprimée par Dubravka Stojanović dès 2013 après les acquittements d'Ante Gotovina et Ramush Haradinaj : « *je suis vraiment désolée que le TPIY se soit conduit de façon si frivole. Cette institution représentait une chance de parvenir à comprendre les événements de ces guerres. Or, le TPIY a désormais perdu toute sa crédibilité et rendu impossible toute chance de réconciliation dans la région* »². Le très récent acquittement le 31 mars 2016 du leader nationaliste serbe Vojislav Šešelj n'est que le dernier épisode d'une séquence hautement critiquable puisque l'intéressé était depuis dix ans en prison à La Haye en attente de jugement. Les victimes collatérales de ce verdict sont en réalité tous les activistes des droits de l'homme en Serbie³ qui, contre les accusations de trahison, ont cru dans la justice internationale, ont insisté pour que le peuple serbe regarde son histoire en face, et se trouvent désormais pris à revers par un tribunal qui acquitte l'un des principaux concepteurs de la Grande Serbie⁴.

Par conséquent, que ce soit en interne à travers la prise de contrôle du récit historique et des moyens de sa diffusion, ou en externe à travers l'instrumentalisation de la justice internationale et de ses errements, la transition post-guerrière participe grandement du maintien du paradigme ethno-nationaliste comme clé de compréhension des pratiques politiques de l'espace post-Yougoslave. La seule différence avec les années 1980-1990 est la dynamique du recours au paradigme (propagande guerrière contre entretien du paradigme) et son objectif (construction de l'Etat contre conservation des positions politiques)⁵. Néanmoins, ce paradigme ne peut demeurer que dans la mesure où aucun autre paradigme, aucun autre clivage n'émerge. C'est la critique principale adressée par Igor Štiks et Srećko Horvat au processus de transition politique et économique en vue de l'intégration européenne⁶.

cadre des crimes commis pendant l'opération Oluja en 1995 ou de Ramush Haradinaj, ancien de l'UÇK reconverti en politique, sont tout aussi douteux.

¹ « Sentenza Šešelj : il revisionismo de l'Aja » (verdict Šešelj : le révisionnisme de La Haye), *Osservatorio sui Balcani*, 15 avril 2016 ; Pavlović, Srđa, « The crime, the time and the politics of ICTY justice », *Open Democracy*, 23 avril 2016

² Cité in « Justice borgne pour les Balkans », *Le Monde diplomatique*, Janvier 2013, p.11

³ On peut par exemple citer Nataša Kandić du Fonds pour le droit humanitaire, Sonja Biserko du Comité Helsinki pour les droits de l'homme, ou Borka Pavicević du Centre pour la décontamination culturelle.

⁴ La même chose était arrivée aux militants croates des droits de l'homme après l'acquittement d'Ante Gotovina
⁵ Pešić, Vesna, « Pre-election torture chamber », *Peščanik*, 16 avril 2016

⁶ Štiks, Igor, Horvat, Srećko (eds.), *Welcome to the desert of post-socialism*, op.cit.

b. Une transition politique désincarnée

Selon les auteurs, le processus de transition économique et politique en marche dans la région recèle en lui-même sa propre dépolitisation, et par conséquent l'impossibilité de formulation d'une offre politique à partir de laquelle s'articulerait un nouveau paradigme. En effet, le processus d'intégration européenne est avant tout technique et c'est ce volet qui est négocié entre Bruxelles et les pays candidats. Ainsi, les études réalisées sur l'eupéanisation des Balkans tendent à analyser la transposition des règles, procédures et politiques publiques¹, mais aussi l'adoption des bonnes pratiques de gouvernances et des valeurs libérales². Pour Arolda Elbasani, ces analyses doivent sortir d'une vision *top-down* et juger à l'aune des capacités locales³. L'eupéanisation ne dépend donc pas tant de l'UE elle-même que des acteurs locaux. L'auteur, comme d'autres⁴, en tire la conclusion d'un relatif échec dans les Balkans. Celui-ci serait notamment dû à l'héritage du communisme, à la faiblesse de l'appareil d'Etat et de la société civile à peser sur les débats, sans oublier d'un côté la plus forte exigence de l'UE envers les Balkans par rapport à l'élargissement de 2004, et d'un autre côté la moindre volonté des pays des Balkans d'appliquer les règles européennes par rapport aux pays d'Europe centrale.

Néanmoins, la pertinence des réformes économiques et politiques exigées n'ont pas vocation à être interrogées politiquement puisqu'elles font partie de l'acquis communautaire que chaque candidat doit traduire dans sa législation et son économie. Par conséquent, dès lors que les leaders politiques de la région ont compris que se déclarer pro-européen était la seule chance d'accéder et de conserver le pouvoir, avec le soutien bienveillant de l'UE, les conversions se sont multipliées, du HDZ transformé par Ivo Sanader en 2000 à la rupture entre Tomislav Nikolić, Aleksandar Vučić et leurs anciens amis radicaux serbes en 2008. Pour autant, il n'y pas de débat, ni sur le bien-fondé de l'intégration européenne, ni sur le bien-fondé des réformes exigées par Bruxelles en vue de cette intégration car celle-ci s'est

¹ Les études de cas se sont multipliées ces dernières années sur les Balkans, par exemple sur la justice ou l'environnement. Voir Fagan, Adam, Sircar, Indraneel, *Europeanization of the Western Balkans : environmental governance in Bosnia and Herzegovina and in Serbia*, New York, Palgrave Macmillan, 2015 ; Trauner, Florian, *The europeanization of the Western Balkans : EU justice and home affairs in Croatia and Macedonia*, Manchester, Manchester University Press, 2011

² Featherstone, Kevin, Radaelli, Claudio, *The politics of europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2003

³ Elbasani, Arolda (ed.), *European integration in the Western Balkans : europeanization or business as usual ?*, Londres, Routledge, 2013

⁴ Par exemple Gergana Noutcheva et Senem Düzgit, « Lost in europeanization : the Western Balkans and Turkey », *West European politics*, Vol.35, n°1, 2012

d'emblée imposée comme le seul horizon possible, avec sa liste d'exigences, conformément aux règles d'élargissement¹.

Or, dès lors que l'agenda politique des pays candidats est rythmé, pendant les années que dure le processus, par des réformes politiques et économiques dictées ailleurs et qui ne font pas l'objet de débat de fond, on comprend pourquoi aucun paradigme politique transversal n'émerge, pas même depuis que la crise économique de 2008 qui a eu des effets dévastateurs sur les économies de la région². Il faut ajouter à cela l'héritage du système communiste qui a disqualifié l'idée de gauche, et donc l'apparition possible d'un clivage de type droite-gauche³. On comprend ainsi pourquoi les élections ne se jouent jamais sur des programmes politiques véritables, des idées autres que la vague promesse d'avancer dans l'intégration européenne, mais plutôt sur des slogans répétitifs vidés de leur substance comme une meilleure vie ou la lutte contre la corruption (qui peut être contre ?), une forte individualisation du scrutin et le recours récurrent à une mobilisation autour du paradigme ethno-nationaliste, le tout assisté d'une presse dans les mains des dirigeants⁴. Les dernières élections générales de janvier 2016 en Croatie en sont une excellente incarnation, de même que toutes les élections en Bosnie depuis 2006. L'élection anticipée du 24 avril 2016 en Serbie a très bien illustré l'absence d'enjeux politiques clivant, le vide des slogans et la personnalisation du scrutin.

¹ Radeljić, Branislav, « The politics of (no) alternatives in post-Milošević Serbia », *Journal of Balkans and Near Eastern Studies*, Vol.16, n°2, 2014

² Ces effets sont à conjuguer avec ceux issus des réformes exigées par les institutions financières internationales comme le FMI qui sont venues en aide à ces pays. La Serbie a même engagé Dominique Strauss-Kahn comme conseiller en la matière.

³ Par exemple, le parti libéral démocrate serbe (LDP), favorable à l'indépendance du Kosovo, très pro-européen et favorable aux droits de la communauté LGBT, est à la fois libéral au plan politique, rejoignant des idées progressistes marquées à gauche, mais aussi libéral sur le plan économique, rejoignant en cela les thèses classiques du libéralisme économique telles qu'elles sont mises en œuvre partout en Europe.

⁴ Le rapport 2016 de *Reporters sans Frontières* souligne le recul considérable et systématique dans toute la région de la liberté de la presse. « Media freedom report singles out Bulgaria, Macedonia », *BIRN*, 20 avril 2016



Sur cette illustration datant de 2012, un individu progressivement dépourvu s'efforce, au nom de partis différents (DSS de Vojislav Koštunica, DS de Boris Tadić, SNS d'Aleksandar Vučić) de croire dans le même slogan (pour une vie meilleure) élection après élection, alors que la situation économique ne fait que se dégrader, attestant des espoirs déçus de la révolution du 5 octobre 2000. En Serbie, il existe une formule populaire selon laquelle le problème du 5 octobre est qu'il n'y a jamais eu de 6 octobre.

Pour Štiks et Horvat, la critique faite depuis la fin des années 1990 au concept de transition, notamment à travers la théorie de la dépendance au sentier, est fondée mais incomplète¹. Elle est fondée car le caractère normatif du concept de transition en ferait un chemin unique qui devrait, à partir d'une page blanche et grâce à des recommandations purement techniques, inmanquablement mener à la construction d'un Etat de droit avec une économie performante. Elle est cependant incomplète car cette critique n'a pas assez interrogé le processus d'intégration européenne lui-même entendu comme chemin de transition, en particulier sur le plan économique. Cet angle mort de la critique est probablement dû au succès global de la première vague d'élargissement de l'Union Européenne aux pays d'Europe centrale et orientale. Par conséquent, cette interminable transition politique et économique encapsulée dans le processus d'intégration européenne a trois effets. D'abord, elle dépolitise les espaces politiques post-Yougoslaves puisque tout ce processus doit mettre à l'œuvre des réformes techniques. On comprend alors que les acteurs politiques privilégient les dimensions identitaire et émotionnelle pour mobiliser. Ensuite, sur le fond, ces réformes économiques, principalement de dérégulation, de privatisation et d'adaptation aux normes techniques et sanitaires, ne peuvent pas permettre aux pays de la région de rattraper leur retard

¹ Pierson, Paul, « Increasing returns. Path dependence and the study of politics », *American political science review*, Vol.94, n°2, 2000

compte tenu de leur situation de départ, c'est-à-dire le double héritage du communisme et de la guerre. Dans une perspective Braudelienne du capitalisme, on peut même s'interroger sur le caractère normatif d'un processus de transition qui emmènerait par miracle des pays qui ont toujours été une « banlieue de l'Europe »¹, c'est-à-dire à la périphérie de « l'économie-monde », vers l'un de ses cœurs². Enfin, les auteurs soulignent que le blocage de l'espace politique par la transition technique vers l'Europe comme « only game in town » favorise progressivement en retour de nouvelles expressions politiques plus radicales mais encore marginales, qu'elles viennent de l'embryon de société civile, de l'extrême gauche ou de l'extrême droite, et qui ne trouvent pas de mode d'expression dans le jeu politique traditionnel.

Ainsi, pour des raisons internes liées à la transition post-guerrière, et externes liées à la transition politique et économique, le paradigme ethno-nationaliste nous semble demeurer le paradigme dominant au sein de l'espace politique post-yougoslave, non seulement pour les acteurs politiques locaux mais aussi dans la perception des acteurs politiques internationaux. Ce paradigme se traduit de façon plus diffuse depuis le tournant des années 2000 à travers l'enseignement de l'histoire, ou l'insistance sur le domaine judiciaire comme continuation de la guerre par d'autres moyens. En ce sens, une forme de nationalisme « banal », de quotidien, aurait cependant remplacé la mobilisation guerrière des années 1990. Le paradigme ethno-nationaliste aurait alors subi une transformation de degré plutôt que de nature. Dès lors, il s'agit de s'interroger dans ce cadre-là sur l'évolution du rôle du football dans cette transformation de la mobilisation. Les tensions à caractère ethnique qui étaient à l'œuvre dans les stades de football dans les années 1980 et 1990 n'ont pas disparu. Néanmoins, la configuration politique et sociale dans laquelle évoluent ces rivalités a pour sa part changé. Par conséquent, là où le stade a été au centre du dispositif de sensibilisation au discours nationaliste menant à la guerre, il est aujourd'hui davantage un réceptacle régulier de rivalités ethniques et de provocations à la haine qui entretiennent le paradigme sans pour autant que cela soit connecté au risque d'un conflit, relativement peu probable à court et moyen terme.

¹ Rupnik, Jacques (dir.), *Les banlieues de l'Europe. Politiques de voisinage de l'Union Européenne*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2007

² Braudel, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985

2. Le stade comme espace de « controlled decontrolling of emotions »

Les forces centrifuges des années 1980-1990, qui ont fait se répandre les messages de haines des stades vers l'extérieur, sont devenues des forces centripètes qui concentrent dans un espace-temps maîtrisé (le stade, le temps d'un match) les montées en tension à caractère ethnique. Cela s'explique par la disparition d'une nécessité de mobilisation aigüe liée au projet guerrier. Les manifestations de rivalités ethniques dans les stades ne relèvent dès lors plus vraiment de la seringue hypodermique permanente mais davantage de la piqûre de rappel ponctuelle. A partir du cas des *Delije* de l'Etoile Rouge de Belgrade, Ivan Čolović s'inscrit en faux vis-à-vis de la théorie de Norbert Elias¹ sur la dimension cathartique du sport, conçu comme un moment et un espace de « *controlled decontrolling of emotions* »². Cependant, nous avons noté que cette passerelle entre les tribunes et le champ de bataille n'était pas tant due à une nature fascisante des groupes de supporters extrêmes qu'à une configuration guerrière exceptionnelle confirmée des années plus tard par les cas égyptien, turc et ukrainien, donnant lieu à ce que nous avons nommé un « football de guerre ». Par conséquent, la variable dépendante n'est pas tant le degré de violence ou l'orientation idéologique de groupes de supporters extrêmes, qui n'ont guère changé depuis deux décennies, que la configuration politique et sociale dans laquelle ces groupes évoluent. Dans cette perspective configurationnelle, les matchs de football constituent un espace de cristallisation du paradigme ethno-nationaliste qui ne s'exprime plus au quotidien dans l'espace public dans une logique de mobilisation guerrière encouragée par les responsables politiques. Le stade retrouve alors son rôle cathartique de lieu privilégié de débridement des émotions et des comportements, dans lequel on peut encore dire et faire plus ou moins librement ce qui n'est plus ou plus autant toléré dans l'espace public. De ce point de vue, la guerre conserve un rôle important dans l'imaginaire des supporters extrêmes en ce qu'elle constitue un répertoire riche de mises en scène possibles de provocations à l'égard de l'autre, considéré comme ennemi.

¹ Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, op.cit.

² Voir chapitre 2

a. La mémoire de la guerre comme grammaire des tribunes

La recherche de provocation et de discrédit de l'autre fait partie intégrante de la subculture des supporters extrêmes. Comme le souligne Christian Bromberger dans son travail pionnier : « *la partisanerie alimente une riche rhétorique de glorification des siens et de dénigrement de l'Autre. Dans l'atmosphère débridée du stade, stéréotypes et stigmatisations prolifèrent, fustigeant l'identité de l'adversaire, le reléguant aux marges de la civilisation et soulignant, par contraste, notre propre excellence collective* »¹. Par conséquent, il n'y a pas de spécificité balkanique à ce que les groupes de supporters extrêmes se livrent à ces performances, chants, chorégraphies au cours desquelles ils mettent en scène la provocation, la dégradation, l'humiliation vis-à-vis de l'autre. Del Lago et Moscati citent ainsi un chant entonné par les supporters de la Juventus Turin à l'égard des supporters du Napoli stigmatisant leur puanteur et leur misère supposée :

« *Senti che puzza. Scappano anche i cani : stanno arrivando i Napoletani. Oh ! Celerrosi, terremotati. Voi col sapone non vi siete mai lavati. Napoli merda, Napoli colera, sei la vergogna dell'Italia intera !* »²

D'autre part, Christian Bromberger rappelle que lors des derbys de Turin, les *tifosi* du Torino s'en prennent à leurs ennemis de la Juventus en glorifiant la tragédie du Heysel dans laquelle 39 supporters de la Juventus sont morts, tandis que ceux de la Juventus répondent en célébrant l'accident d'avion de 1949 qui a décimé toute l'équipe du Torino. Les supporters des équipes de Londres accueillent dans les années 1980 ceux de Liverpool en parodiant le chant « You'll never walk alone »³ en « You'll never get a job », stigmatisant la décrépitude sociale et industrielle de la ville. De même, ceux de Lyon ont un jour accueilli leurs rivaux de Saint-Etienne avec une banderole indiquant « les Gones inventaient le cinéma quand vos pères crevaient dans les mines ». On voit donc que les provocations entre rivaux puisent non seulement dans les antagonismes sportifs mais aussi dans les stigmates historiques supposés d'une ville ou d'un groupe de personnes, avec une mise en scène mettant en avant un vocabulaire et des images de l'altérité absolue. Ce faisant, ce qui est perçu comme étant « de

¹ Bromberger, Christian et al., *Le match de football*. op.cit., p. 292

² « Tu sens comme ça pue, même les chiens s'enfuient : les Napolitains arrivent. Oh ! Cholériques, victimes de séismes. Vous ne vous êtes jamais lavés avec du savon. Napoli merde, Napoli choléra, tu es la honte de l'Italie entière ». Dal Lago, Alessandro, Moscati, Roberto, *Regalateci un sogno. Miti e realtà del tifo calcistico in Italia* (offrez-nous un rêve. Mythes et réalités du supportérisme de football en Italie), Bologne, Il Mulino, 1992

³ Chant entonné par les supporters de Liverpool au début de chaque match.

bonne guerre » par les supporters extrêmes qui s'échangent régulièrement ces provocations et parfois ces violences, peut au contraire être considéré comme extrêmement choquant par les autres acteurs du football, en particulier les « professionnels intégrés », que ce soit les responsables des clubs ou les responsables politiques. Ce décalage était parfaitement visible en France au moment de l'affaire dite de la « banderole anti-Ch'tis » en 2008¹.

Le choix régulièrement fait dans l'espace post-yougoslave de mettre en scène des provocations fondées sur la guerre et la mort est néanmoins symboliquement très lourd de sens. Les rencontres de football opposant des clubs ou des sélections des pays issus de la Yougoslavie sont ainsi émotionnellement très chargées, si bien que le jeu lui-même passe souvent au second plan. Des mesures de sécurité très strictes sont prises, la pression de la presse populaire ajoute à la tension ambiante qui peut être ressentie dans les jours et les heures qui précèdent une rencontre. Cependant, il n'existe pas de différence de nature dans ces pratiques courantes chez les supporters extrêmes. Cette ambiance à couper au couteau, pour des motifs sociaux, historiques, politiques, greffés au match, ainsi que d'éventuelles violences, peuvent se retrouver dans des derbys de villes passionnées comme Rome, Buenos Aires ou Istanbul, ou des rencontres internationales telles qu'Argentine-Angleterre. Dès lors, peut-on mettre en avant des différences de degré au sein de cette grammaire des tribunes, entre ce qui se pratique couramment, de façon parfois violente, et la mémoire de la guerre dans l'espace post-yougoslave ? Trois observations peuvent être faites à cet égard.

b. La guerre comme si c'était hier

En premier lieu, la guerre est encore très fraîche dans les mémoires. Des gens vivent toujours dans des camps de réfugiés, d'innombrables autres gardent des traumatismes psychologiques malheureusement négligés². Des plaies d'obus et de tirs défigurent toujours

¹ Surfant sur le succès du film populaire *Bienvenus chez les Ch'tis*, certains supporters du Paris Saint-Germain ont imaginé une banderole « Chômeurs, pédophiles, consanguins : Bienvenus chez les Ch'tis », exhibée lors de la finale de la coupe de la Ligue opposant Le Racing Club de Lens au PSG. Si la banderole a fait rire les supporters extrêmes lensois, elle a au contraire suscité les réactions outrées du maire de Lens, des instances dirigeantes du football français et même du président de la République. « Nous sommes tous des Ch'tis » a ainsi lancé, avec un lyrisme aux confins du grotesque, Frédéric Thiriez, le président de la Ligue Nationale de Football.

² Armand French, Laurence, Nikolić-Novaković, Lidija, *War trauma and its aftermath : an international perspective on the Balkan and the Gulf wars*, Lanham, University Press of America, 2012 ; Searing, Elizabeth, Rios-Avila, Fernando, Lecy, Jesse, « The impact of of psychological trauma on wages in post-conflict Bosnia

les immeubles, sans parler des carcasses de maisons calcinées dans les villages ethniquement nettoyés. En termes de degré de sensibilité à la provocation, cette situation n'est donc comparable qu'à d'autres pays ayant connu la même expérience récente¹. C'est pourquoi la guerre est autant utilisée comme répertoire de provocations par les supporters extrêmes. Cela transparaît nettement dans les témoignages de supporters recueillis par Vuk Janić au moment des deux matchs Croatie-RFY de 1999, notamment dans le vocabulaire emprunté pour désigner l'autre, le Tchétnik, le Oustachi, les chants et les slogans appelant à les tuer².

En 2005, la Serbie-Monténégro (SCG) et la Bosnie-Herzégovine étaient dans le même groupe de qualification pour le Mondial 2006. C'était la première fois que les deux sélections se rencontraient, avec la tension que l'on peut imaginer tant le conflit a été féroce entre Serbes et Bosniaques depuis le siège de Sarajevo jusqu'au génocide de Srebrenica. A Sarajevo pour le match aller, les Serbes de Bosnie étaient venus en masse soutenir la SCG, habituellement boudée des supporters extrêmes de Serbie. Cela a naturellement renforcé la tension puisque les deux groupes ennemis de supporters se trouvaient dans le même stade. Les images de ces rencontres, filmées pour le documentaire « Frontline Football » de la BBC³, donnent à voir tout le répertoire de la provocation liée à la guerre entre les deux camps. Côté serbe, les insignes tchetniks sont de sortie, de même que le slogan « *biće Bosna srce Srbije* » (La Bosnie sera le cœur de la Serbie), allusion à une éventuelle reprise du conflit pour finir le travail en quelque sorte. De l'autre, on peut apercevoir une banderole avec l'inscription « *imamo 250000 razloga da vas mrzimo* » (nous avons 250.000 raisons de vous détester), chiffre retenu du nombre de victimes du conflit en Bosnie, qui est en réalité de 100.000 environ. Le slogan « *Nož Žica Srebrenica* » (Couteau, barbelés, Srebrenica) est devenu monnaie courante non seulement chez les Serbes mais aussi chez d'autres groupes de supporters extrêmes lorsqu'ils affrontent la Bosnie ou des équipes bosniaques⁴. Dès lors, des réponses tout aussi infamantes ont été imaginées en suivant le même répertoire de provocations liées à la guerre. Par exemple, lors d'un match de Ligue des Champions de 2011 opposant le Shkëndija de Tetovo,

and Herzegovina, *Social science and medicine*, Vol.96, 2013 ; « Bosnia still living with consequences of war, *BIRN*, 6 avril 2012

¹ Il n'est d'ailleurs pas anodin que l'UEFA ait fait en sorte, lors de ses derniers tirages au sort, que l'Ukraine et la Russie ne puissent pas tomber ensemble, ni ses clubs. Il en va de même pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

² « Ubi ubi ubi četnici » ou bien « ubi ubi ubi ustaše ». Voir Janić, Vuk, *The last yugoslavian team*, op.cit.

³ « Frontline Football Bosnia Vs Serbia », *BBC*, 2005, visible sur *Youtube* <https://www.youtube.com/watch?v=CVW02Pty47s>

⁴ Ainsi des Slovènes et des Bulgares ont-ils repris ce slogan dans leurs matchs contre des équipes de Sarajevo. Voir « Football en Bosnie : le silence de l'UEFA contre les provocations racistes anti-Srebrenica », *Le Courrier des Balkans*, 29 juillet 2012

club albanais de Macédoine, au Partizan Belgrade. Le groupe des *Ballistët*¹ du Shkendija a exhibé une banderole portant l'inscription « 24 mars 1999 », c'est-à-dire la date des premiers bombardements de l'OTAN contre la Serbie.



Photo 43 : banderole des *Ballistët* de Tetovo à l'intention des Serbes

En Serbie même, les rivalités ethniques entre les groupes de Belgrade et celui de Novi Pazar² dans le Sandžak, se déclinent très souvent en suivant le répertoire de la provocation guerrière. En 2012, deux matchs entre le FK Novi Pazar et le club belgradois du FK Rad³ ont donné lieu à une importante polémique en Serbie. Lors du premier match à Belgrade, les supporters du FK Rad ont brandi un message sur lequel était inscrit : « Résolvez le rébus » avec en dessous un couteau puis un fil barbelé dessiné.

¹ Ce nom vient de *Balli Kombëtar*, littéralement Front national, groupe de tendance nationaliste établi en 1942, favorable à l'unification des tous les Albanais dans un seul Etat, qui a combattu pendant la Seconde guerre mondiale contre les Partisans. Selon Sabrina Ramet, les Balli Kombëtar de Tetovo, de Drenica au Kosovo et de Mitrovica ont été parmi les unités les plus meurtrières contre les Serbes et les Macédoniens. Ramet, Sabrina, *The three Yugoslavias. State-building and legitimation 1918-2005*, Bloomington, Indiana University Press, 2006

² Le groupe de supporters extrêmes du FK Novi Pazar, la *Torcida Sandžak*, est notamment liée aux supporters turcs de Fenerbahçe.

³ Club de la banlieue de Banjica à Belgrade, dont les supporters extrêmes, quelques centaines de personnes réunies dans le groupe *United Force 87 (UF87)*, sont réputés pour être les plus extrêmes de Serbie, dans la violence et les opinions politiques. L'un de leurs sous-groupes s'appelle ainsi *Odred 18*, qui signifie Détachement 18, le 18 se référant, dans la terminologie néo-nazie aux lettres AH, les initiales d'Hitler. Voir notre reportage sur les UF87 dans le Hors Série consacré aux tribunes du magazine *So Foot*, « The Rad pack », HS n°5, Hiver 2012, p.106



Photo 44 : provocation visuelle des supporters de Rad. Les visages ont été volontairement floutés par l'auteur qui l'a publiée sur des forums spécialisés. Le signe Ag en chimie se rapporte à l'argent qui en langue locale se traduit par Srebro, dont est issu le nom de la ville de Srebrenica.

De même, les supporters scandèrent des « Ratko Mladić ! » et des « Nož Žica Srebrenica » pendant une bonne partie du match. Toutefois, si les médias bosniaques se sont insurgés contre cette provocation¹, les médias serbes ont pour leur part préféré retenir la provocation du groupe de supporters extrêmes de Novi Pazar, la *Torcida Sandžak*, lors du second match. Ces derniers ont en effet exhibé trois banderoles avec les inscriptions « rébus résolu ! Cœur, rein, poumon, vive la maison jaune ! ». Ce message fait référence au trafic d'organes organisé par l'UÇK dont des prisonniers serbes auraient été victimes. Dans ses mémoires, l'ancien procureur du TPIY Carla Del Ponte fait référence à une maison jaune en Albanie dans laquelle auraient été prélevés les organes de prisonniers serbes afin d'alimenter le trafic². Sans surprise, la classe politique serbe a vigoureusement condamné cette provocation, ainsi que les slogans « Naser Orić »³ entonnés par les supporters locaux. La

¹ « SRAMOTNO : na tribinama FK Rad, viorilo se 'Nož Žica Srebrenica' » (HONTEUX : on a exposé 'Nož Žica Srebrenica' dans les tribunes du FK Rad), *scsport.ba*, 11 mars 2012. L'article contient également une vidéo de 7 minutes qui reprend toutes les provocations visuelles et sonores des UF87, ainsi que les jets de fumigènes sur les supporters adverses.

² Del Ponte, Carla, *La chasse. Les criminels de guerre et moi*, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2009. Cette affaire est toujours entourée d'un grand mystère. Le Suisse Dick Marty a rédigé fin 2010 un rapport pour le Conseil de l'Europe allant dans le sens d'un trafic avéré, qui aurait été contrôlé par d'importants membres de l'UÇK, en particulier Hashim Thaçi, longtemps lié à la DGSE, qui s'est converti en politique après 1999, pour devenir Premier ministre du Kosovo indépendant (2008-2014) puis Président de la république depuis le 27 février 2016. Voir Jean-Arnault Dérens, « Trafic d'organes au Kosovo : un rapport accablant », *Le Monde Diplomatique*, 4 janvier 2011

³ Orić était le commandant des forces bosniaques dans Srebrenica. Les Serbes lui reprochent à lui et ses hommes d'avoir pillé des dizaines de villages serbes aux alentours de Srebrenica et d'avoir tué de nombreux Serbes. Considéré comme un héros par les Bosniaques, et comme un criminel de guerre par les Serbes, il a été condamné à 2 ans de prison par le TPIY au milieu des années 2000 non pour meurtre mais pour n'avoir pas pu empêcher ses hommes d'en commettre.

justice serbe a même ordonné une enquête, ce qu'elle n'avait pas jugé utile de faire suite aux provocations des supporters du FK Rad¹.



Photo 45 : « Rébus résolu ! Cœur, poumon, rein. Vive la maison jaune »

c. Poursuivre la guerre par d'autres moyens

En second lieu, chacun garde en mémoire le rôle que le football et les supporters extrêmes ont joué dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste et dans le dispositif guerrier. Autrement dit, il y a une conscience claire que les provocations ne sont pas juste des provocations. La dimension carnavalesque et burlesque décrite par Christian Bromberger, y compris dans les provocations de mauvais goût de Turin, est ici absente car ce n'est pas une rivalité sportive qui est mise en scène. Chaque match entre clubs ou sélections de l'espace post-yougoslave est l'occasion d'une reconstitution de l'espace et de l'esprit guerrier. Ainsi en 2007, le Partizan Belgrade et le Zrinjski Mostar se sont rencontrés en tour préliminaire de Ligue des Champions. La rencontre à Mostar a été marquée par de sérieux affrontements entre les supporters serbes qui étaient venus en nombre (environ 200), et les supporters croates locaux². Ce qui était en jeu n'avait rien à voir avec une rivalité sportive, fut-elle alimentée par une dimension ethnique ou religieuse. Ce cas de figure n'est pas rare ailleurs dans le monde, par exemple à Glasgow entre catholiques du *Celtic* et protestants des

¹ « Hooligans en Serbie : les banderoles de la honte », *Le Courrier des Balkans*, 1^{er} novembre 2012

² Les images de ces incidents peuvent être visionnées sur *Youtube* : <https://www.youtube.com/watch?v=w2-SPDmKu2s>

*Rangers*¹. Le sport n'était tellement pas l'enjeu que le Partizan Belgrade, malgré sa qualification sur le terrain, a été disqualifié par l'UEFA en raison des violences de ses supporters. Par conséquent, ce qui était en jeu était bien plus important que la démonstration d'une supériorité sportive. Il s'agissait pour les Serbes de se rendre à Mostar comme on va à la bataille et de démontrer sa bravoure sur les terres de l'ennemi. A l'inverse, il s'agissait pour les Croates, conscients de l'infériorité de leur équipe sur le terrain, de ne pas être dominés en tribunes par les Serbes, ni par les chants, ni par les poings. Les images montrent les deux groupes, séparés par une grille et un cordon de policiers, se lancer des fumigènes, des sièges, et toute sorte de projectiles comme on rejoue une guerre de tranchées, s'invectivant en exhibant un tatouage, un T-shirt de Ratko Mladić ou en scandant des insultes pour se donner du courage.

La profanation de l'espace de l'autre est une pratique courante dans la subculture des supporters extrêmes. Ici encore, il ne s'agit donc pas d'une différence de nature mais de degré. Voler une bache ennemie, se présenter dans le centre-ville de la ville adverse, souiller une peinture murale n'a rien d'exceptionnel. Il n'est cependant pas anodin de souiller une peinture murale en inscrivant par-dessus des symboles fascistes ou liés à la guerre. C'est ce qui a été fait en septembre 2013 en marge du match Serbie-Croatie. Au milieu de la nuit, une opération de type commando a été montée par un petit groupe de Croates membres de la *Torcida* de Split en plusieurs endroits de Belgrade. D'abord devant l'église Saint Sava, symbole de la ville. On peut y voir un supporter croate tenir un message indiquant « *Ne cirilici u Vukovaru. 1950* »². Ensuite, le commando s'est dirigé vers le stade Marakana où avait eu lieu le match Serbie-Croatie auquel, malgré l'interdiction faite aux citoyens croates d'assister au match, et leur accent caractéristique, ils avaient pu assister. Pendant que l'un d'eux restait dans la voiture, le moteur allumé, en faisant le guet, deux autres se dirigèrent vers les fresques et les graffitis peints par les supporters de l'Etoile Rouge de Belgrade sur les murs du stade Marakana. Ils en recouvrirent certains d'un U signifiant Oustachi surmonté d'une croix, puis d'un 1950. Repérés, ils ont néanmoins dû partir précipitamment³. La photo

¹ Murray, William, Murray, Bill, *Bhoys, bears, and bigotry : Rangers, Celtic and the Old Firm in the age of globalized*, Glasgow, Mainstream Sport, 2003

² « Non au cyrillique à Vukovar. 1950 ». Cela se réfère au refus par de nombreux Croates que l'alphabet cyrillique soit utilisé à Vukovar, dans le respect de la Constitution croate et de la législation relative aux minorités, en l'espèce à la minorité serbe. 1950 correspond à la date de naissance de la *Torcida*, il s'agit donc d'une signature.

³ Ce récit nous a été fait par un des membres du commando.

du méfait fut dès le lendemain matin publiée sur le compte *Facebook* de la *Torcida* avec un ultime message moqueur : « *Dobro jutro, kako ste ?* » (Bonjour, comment allez-vous ?)



Photo 46 : profanation des fresques murales des *Delije* par des membres de la *Torcida*. La signature *Tzg* signifie qu'il s'agit de la section de Zagreb de la *Torcida* (beaucoup de Dalmates vivent à Zagreb). En haut à droite, le couvre-chef est un code, c'est ainsi que Ratko Mladić est généralement représenté.

L'un des membres du commando nous a cependant confié lors d'une conversation informelle : « *Je ne suis pas du tout oustachi ou fasciste, c'est des conneries tout ça, même si certains chez nous sont de ce côté. On a tagué ça par provocation, on sait que ça leur fait plus mal que si on avait juste laissé la marque de la Torcida* ». Cette dernière phrase est capitale pour comprendre dans quelle mesure la dynamique guerrière continue d'alimenter les relations entre les différents groupes de supporters de la région.

d. La guerre constitutive de l'identité du supporter

Enfin, en troisième lieu, il convient de souligner que les supporters extrêmes d'aujourd'hui n'ont pas connu la guerre, ou alors en étant enfant, ce qui induit un phénomène de rattrapage et de surinvestissement émotionnel afin de s'arroger une part de la gloire liée au

groupe qui a défendu la patrie, et une part de la martyrologie liée à la guerre elle-même¹. Les commémorations et les provocations font ainsi partie intégrante de la construction identitaire de ces supporters. Nombre d'entre eux arborent par exemple des tatouages liés à la guerre. L'un de nos contacts au sein de la *Torcida* du Hajduk Split, qui était enfant au moment de la guerre, s'est par exemple fait tatouer le château d'eau de Vukovar, symbole de la résistance croate, sur toute la longueur du dos. L'un des leaders de la *Torcida* a le portrait du Général Ante Gotovina tatoué sur le torse. Ainsi, tous les groupes de supporters extrêmes croates ne manquent jamais de célébrer chaque année l'opération *Oluja* de 1995, de commémorer la chute de Vukovar, ou de rendre hommage à un ancien combattant décédé ou emprisonné. De la même façon, les groupes de supporters extrêmes à majorité bosniaque entretiennent en particulier la mémoire de Srebrenica comme élément fondamental de leur identité. Pour leur part, ceux de Serbie commémorent chaque année les souffrances endurées lors des bombardements de l'OTAN en 1999, de même qu'ils affichent leur soutien aux militaires jugés au TPIY, en particulier à Ratko Mladić.

Le match Serbie-Albanie de 2014 incarne le mieux cet effet centripète des stades. Seul un stade pouvait être le théâtre d'un tel déchaînement de violences et d'insultes à caractère ethnique, tant il est devenu politiquement inacceptable de laisser ces débordements se produire dans l'espace public², hors période de crise comme lors des pogroms anti-Serbes de 2004 au Kosovo ou l'indépendance de celui-ci en 2008³. C'est en cela que le stade a retrouvé une dimension cathartique car il permet de cristalliser le débridement des émotions dans un espace-temps circonscrit. On peut y crier, y exhiber ou y chanter des messages de haine qui n'ont plus pour objectif, contrairement aux années 1980, d'inciter directement à la violence et à la guerre bien qu'ils participent, par ces provocations, à l'entretien régulier de la mémoire de la guerre et du paradigme ethno-nationaliste. Ce rôle de réceptacle, de catalyseur, est donc différent de celui de déclencheur tel que nous l'avons décrit au chapitre 1. Cette évolution est particulièrement visible dans les endroits où la division est encore marquée suite à la guerre. Cependant, le football n'y reflète pas la division ethnique ni les séquelles du conflit au quotidien. Bien au contraire, il les cristallise ponctuellement. Cette distinction est, à notre sens, fondamentale car elle signifie que si l'univers de sens produit par le football et les

¹ Sur la figure du martyr, voir Khosrokhavar, Farhad, *Les nouveaux martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002

² Les titres de presse dans les jours qui ont suivi se sont signalés par leur grande violence. Cependant, après quelques jours de brouille diplomatique, tout est rentré dans l'ordre.

³ Dans les deux cas, des violences visant des symboles musulmans et albanais (mosquées, ambassade, commerces) avaient été perpétrées en Serbie.

supporters extrêmes est travaillé par la configuration politique, ses caractéristiques spatio-temporelles ne se prêtent pas ni à la quotidienneté ni à la simplicité induites par l'idée de reflet. C'est ce que nous allons voir à travers l'exemple de Mostar.

3. Des rivalités politiquement entretenues : le cas de Mostar

Les accords de Dayton avaient prévu la résolution du statut de Sarajevo, en la divisant entre la majeure partie à la *Federacija*, et une autre partie, Srpsko Sarajevo plus tard rebaptisée Istočno Sarajevo, à la *Republika Srpska*. En revanche, rien n'a été prévu pour la résolution du statut de Mostar, sortie épuisée et divisée par la guerre entre Ouest croate et Est bosniaque, avec une frontière matérialisée par un long boulevard, ancienne ligne de front, qui coupe la ville du Nord au Sud. Dès lors, comment s'articule la rivalité entre le Velež Mostar et le Zrinjski Mostar dans cette configuration ? Quels sont les facteurs de division susceptibles de former le corpus d'alimentation de la rivalité ?

a. Les marqueurs de la division de Mostar

Division politique

Pendant les premières années d'après-guerre, la ville de Mostar a été divisée en six municipalités réparties entre Croates et Bosniaques. En parallèle, tous les services publics et autres institutions furent doublés. On compte donc deux services postaux, deux compagnies d'électricité, deux compagnies de téléphone, deux universités etc¹. En 2004, le Haut Représentant de la communauté internationale Paddy Ashdown émit un décret d'unification de la ville. Concrètement, les six municipalités étaient transformées en unités électorales qui devraient élire un seul conseil municipal et un seul maire. Le parti nationaliste croate HDZ protesta car cela ne leur permettait pas de jouir de la supériorité démographique des Croates dans la ville². Quant au SDA bosniaque, il contesta la perte du système des trois municipalités

¹ Sur l'histoire de Mostar dans la première décennie d'après-guerre, voir Bose, Sumantra, *Bosnia after Dayton. Nationalist partition and international intervention*, Londres, Hurst, 2002

² Selon le recensement de 1991, il y avait environ autant de Bosniaques et Croates. Depuis la fin de la guerre, selon les listes électorales, il y aurait environ 60% de Croates et 30 à 35% de Bosniaques.

à égalité. Un maire fut bien élu, un budget unique fut voté, certains services comme les pompiers furent unifiés¹, mais beaucoup d'autres marqueurs de la division demeurèrent². Suite aux élections municipales de 2008, la ville fut à nouveau incapable d'élire un maire, de fonctionner correctement, et de payer ses fonctionnaires, entraînant une grave crise politique³. Enfin, en 2011, la Cour constitutionnelle de Bosnie jugea que le statut de la ville était contraire à la constitution et ordonna qu'un nouveau statut fût négocié entre les partis avant les élections municipales de 2012. Malgré d'intenses tractations et pressions internationales, il n'en fut rien et les élections n'eurent pas lieu. En dépit des tentatives de négociation entre les représentants internationaux et les deux principaux partis nationalistes, HDZ et SDA, aucun compromis sur la base de la conservation d'une municipalité unique n'a vu le jour. Cette paralysie n'est guère surprenante puisque, quoi qu'ils en disent régulièrement, le HDZ et le SDA n'ont jamais accepté l'unification de la ville. Se comportant en alliés objectifs, ils cherchent au bout du compte à séparer Mostar en deux municipalités ethniques qu'ils pourraient contrôler intégralement. Ils font donc tout pour montrer que la ville unifiée ne fonctionne pas, qu'elle est une sorte de « ville Frankenstein »⁴, en espérant qu'avec le temps, aucune autre solution que la division ne sera plus envisageable, une stratégie du pire qui a de nouveau empêché les élections municipales du 2 octobre 2016 de se tenir⁵. C'est ce que souligne Tina Čorić, qui travaille pour l'association culturelle OKC Abrašević, qui organise des événements culturels (conférences, projections, concerts) en vue de rassembler les communautés et surtout créer des opportunités de rencontre pour les jeunes :

« Mostar a toujours été spécifique. C'est bien car on est toujours multiethnique contrairement aux autres qui ont moins de problèmes car il y a toujours une forte majorité d'une communauté. Mais c'est mauvais car la ville est tenue par le SDA et le HDZ, et donc rien ne change car leurs pratiques ne changent pas. Le statut fait que personne ne peut avoir de majorité. Donc des décisions ne peuvent pas être prises. Si tu veux faire un plan urbain, et si une communauté pense que c'est un danger vital pour elle, c'est veto. Donc, on n'a toujours pas de plan urbain. Après, ces gens vendent des parts de patrimoine public pour construire n'importe quoi, et ils prennent de l'argent là-dessus. Donc, on va avoir deux plans urbains, un pour l'Ouest, et l'autre pour l'Est. Ils ne voient pas la ville comme Une. Donc, beaucoup de choses sont bloquées. On a passé 14 mois sans maire. Tout était bloqué, le budget ne pouvait pas être exécuté car il fallait sa signature. On appelle Mostar the city case. Si Mostar trouvait une façon de fonctionner, ce serait le modèle parfait à l'échelle du pays. Et

¹ « Bridge opens but Mostar remains a divided city », *The Guardian*, 24 juillet 2004

² « A Mostar, la petite guerre au quotidien », *Libération*, 16 octobre 2006

³ « Bosnia : a test of political maturity in Mostar », Policy briefing, *International Crisis Group*, Juillet 2009

⁴ « Divisions en Bosnie-Herzégovine : Mostar, cette ville Frankenstein », *Le Courrier des Balkans*, 13 février 2013

⁵ « Bosnian opposition seeks solution to Mostar deadlock », *BIRN*, 9 février 2016

le pire c'est que les Serbes qui rentrent sont totalement négligés, sans même parler des Bosniens. Il y en a beaucoup ici. Mais ils n'ont pas de représentants. Si on faisait one man one vote, les Croates dirigerait la ville parce qu'ils ont fait venir beaucoup de monde de Bosnie centrale après la guerre. Ils veulent faire ça au niveau de la ville, mais ils le refusent au niveau central »¹.

La mainmise des partis sur la ville est confirmée par Blaž Slišković, Croate, Mostarien historique et Bosnien revendiqué, sélectionneur de l'équipe de football de Bosnie de 2002 à 2006 :

« Tu dois comprendre comment ça marche à Mostar : pour moi, toutes les portes sont fermées parce que c'est le HDZ qui les ouvrent toutes. Si demain je veux trouver un travail pour ma fille, il me faut des appuis. Ici, c'est le HDZ qui commande. Moi, je ne peux rien leur demander. Et ma fille, parce qu'elle est ma fille, ne peut rien espérer. Les gens sont libres de dire ce qu'ils veulent, mais quand tu fais les élections, ici, c'est le HDZ qui gagne. Les gens se plaignent tout le temps, mais au moment de voter, ils votent pour le HDZ. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas d'alternative, personne qui te donne du travail. Il n'y a personne d'autre. Si quelqu'un prend une initiative, le HDZ vient le tuer tout de suite. Ils contrôlent aussi les médias. Donc, tu peux faire ce que tu veux, sans eux, tu n'existes pas. Ici, l'Europe dit : débrouillez-vous, faites des réunions et trouvez un compromis pour gérer la ville. Mais ça intéresse qui à part les 10 politiciens qui vivent de ça ? C'est pour ça que je te dis qu'il n'y a personne qui a un programme d'avenir ici, parce qu'il n'y a aucune opportunité ne serait-ce que pour l'exprimer »².

Ce contrôle est donc double. D'une part, il tient au système de clientélisme mis en place, c'est-à-dire « un système d'échanges interpersonnels non marchands de biens et de services échappant à tout encadrement juridique entre agents disposant de ressources inégales, apparaît comme le principal mode de médiation politique »³. En d'autres termes, rien ne peut se faire sans eux, ce qui rend les votes captifs. A ce clientélisme qui assure aux deux partis le contrôle de leur partie de la ville, Gordan, ce supporter du Zrinjski rencontré après un derby, ajoutait être pleinement conscient de la manipulation des partis politiques⁴. Néanmoins les gens, lui compris, continuaient selon lui de voter pour eux parce qu'ils avaient peur. Les partis politiques ont donc lié leur survie, grâce au système institutionnel bosnien, à la consolidation par tous les moyens politiques et symboliques d'un dilemme de sécurité entre les communautés, d'un paradigme ethno-nationaliste qui favorise le réflexe de vote ethnique.

¹ Entretien, Mostar, 2013

² Entretien, Mostar, 2013

³ Briquet, Jean-Louis, Sawicki, Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998

⁴ Voir chapitre 3

Division territoriale

L'appropriation d'un territoire, sa transformation, et son intégration dans une nouvelle narration passent par un travail de marquage physique et mental, à travers les noms de rue et les monuments par exemple¹. A cet égard, l'observation d'une carte de la ville suffit à imprimer mentalement sa division, non pas tant en raison du long boulevard sans nom qui la coupe en deux, mais en suivant la toponymie d'un côté et de l'autre de ce boulevard. Du côté Ouest, les noms de rue correspondent désormais à des personnages historiques croates. Les principales rues portent les noms du Roi Tomislav, du Roi Zvonimir, du Roi Petar Krešimir IV, du Prince Domagoj, de Nikola Šubić Zrinjski, d'Ante Starčević, poète et fondateur du parti nationaliste HSP (1861), ou bien de Stjepan Radić². On trouve également une longue rue de Zagreb, ainsi qu'une rue de Split. Il en va de même pour les noms de monuments, de théâtres, sans oublier la présence récurrente de drapeaux de la Croatie et de la *Herceg Bosna*. Certains noms sont très sujets à caution mais ils incarnent, selon Tina Čorić, le renouveau du récit national croate décomplexé vis-à-vis de la période oustachi, dans le sillage de l'ambiguïté développée par Tuđman :

« On leur apprend que les communistes étaient le diable donc ils doivent faire revivre leur propre identité dans le nom des rues, les graffitis, le folklore oustachi. Certains noms de rue sont des noms de fascistes, le monde entier le sait, mais à l'Ouest de Mostar, pas de problème. Par exemple, Mile Budak a écrit des lois raciales sous le régime oustachi et il a sa rue, dans le prolongement de la nôtre !³ On a fait un reportage TV avec nos moyens. On a demandé aux gens s'ils savaient qui est Mile Budak. Les plus jeunes ne savaient pas qui c'était, ils savaient vaguement que c'était quelqu'un de connu, un écrivain ou un acteur, c'est complètement irrationnel. On ne peut même pas discuter avec ça. Ils sont dans leur monde, et on ne peut pas les en extraire. C'est très difficile de faire ce constat ».

De l'autre côté du boulevard, l'avenue du Maréchal Tito est de très loin la plus longue de la ville puisqu'elle la traverse intégralement du Nord au Sud. D'autre part, il est frappant de constater que les Mostariens engagés au sein des Partisans et morts pendant la Seconde guerre mondiale sont honorés de nombreuses rues (Rada Bitanga, Frères Fejić, Adem Buć, Frères Puzić, Frères Čišić, Frères Lakišić, Mladen Balorda, Mehmed Taso, Frères Puzić etc.)⁴.

¹ Sur cette toponymie urbaine, voir Milo, Daniel, « Le nom des rues », in Nora, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Tome 2, Paris, Gallimard, 1997

² Fondateur du parti paysan croate, opposé à la domination serbe sous la première Yougoslavie, et assassiné en 1928 en plein parlement par un député monténégrin.

³ La rue Mile Budak prolonge la rue Aleksa Šantić, poète mostarien, vers le Nord.

⁴ Mostar est la ville qui a donné le plus de « héros nationaux » parmi les Partisans morts pour la libération de la Yougoslavie. La liste des combattants et Partisans originaires de Mostar morts pendant la guerre est répertoriée sur ce blog consacré à l'histoire locale de Mostar <http://mosher.blogger.ba/arhiva/2010/09/12/2582934> . Il faut

C'est en leur honneur qu'a été construit le monumental cimetière des Partisans. Cependant, celui-ci se trouve dans la partie croate de la ville, et n'est pas vraiment entretenu ni mis en valeur et a subi beaucoup de vandalisme (tags oustachi et croix gammées). Assez peu de touristes viennent d'ailleurs le visiter, probablement par ignorance de son existence. On voit donc ici nettement deux narrations opposées, deux conceptions de la ville de Mostar. La mémoire de Mostar et de la Yougoslavie est entretenue et glorifiée à l'Est, tandis qu'à l'Ouest, Mostar est reconstruite mentalement et physiquement comme une ville croate, sans que la mémoire locale ne joue un rôle particulier.

Division démographique

Il faut souligner trois éléments importants en ce qui concerne la démographie de Mostar. D'abord, la guerre a bouleversé l'équilibre ethnique de la ville par rapport aux chiffres du recensement de 1991. Les Serbes, qui représentaient environ 20% de la population (environ 24000 personnes) sont presque tous partis à partir de 1993. Là où Bosniaques et Croates représentaient chacun 34% de la population¹, on estime aujourd'hui que les Croates constituent entre 60 et 65% de la population totale de Mostar. Ensuite, les deux parties de la ville ont été homogénéisées ethniquement. Les Bosniaques ont été repoussés à l'Est de la rivière Neretva pendant la guerre, tandis que de nombreux Croates, par la peur ou par la force, ont effectué le chemin inverse, donnant lieu à des échanges de populations et de logements. Après la guerre, les efforts pour appliquer les Accords de Dayton qui prévoient le retour des déplacés sont partiellement restés lettre morte², soit parce qu'ils en sont dissuadés, soit parce qu'ils ont refait leur vie à l'étranger, soit parce qu'il n'y a de toute façon pas de travail. Par conséquent, les deux parties de la ville sont aujourd'hui ethniquement homogènes comme résultat du conflit et des politiques menées après la guerre.

Enfin, bien qu'il soit difficile de s'appuyer sur des chiffres récents fiables, Mostar a indiscutablement connu un phénomène de déplacements internes de populations. C'est ce que

noter que les rues de l'Ouest de Mostar étaient également nommées du nom de partisans de Mostar avant la guerre. C'est donc une démarche politique de la part des Croates de débaptiser ces rues, en suivant le processus à l'œuvre dans toute la Croatie par ailleurs.

¹ Par ailleurs, 10% de la population s'était déclarée yougoslave.

² « Bosnia : a test of political maturity in Mostar », Policy briefing, *International Crisis Group*, Juillet 2009

Stéphanie Rolland appelle des « autochtones étrangers »¹, c'est-à-dire qu'à côté des individus originaires de Mostar qui y vivent toujours, ou qui y sont rentrés après la guerre, de nombreux habitants actuels de Mostar sont en réalité des déplacés internes qui viennent de différentes zones rurales (Sud de la Republika Srpska pour les Bosniaques, Bosnie centrale pour les Croates) et qui les ont quittées après la guerre en raison des changements démographiques. Škoba, l'un des leaders du groupe Ultras Mostar 94 du Zrinjski Mostar estime ainsi que « 60% de nos gars sont originaires de Žepče »². Ce bouleversement transcende les lignes ethniques et constitue une autre ligne de tension en matière de pratiques sociales et de mémoire de la ville. C'est ce qui ressort de nos entretiens avec différents acteurs de Mostar. Pour Vernes Voloder, *project manager* au sein de l'ONG norvégienne *Nansen education* qui développe des projets dans le domaine de l'éducation, l'identité de Mostar est à reconstruire compte tenu de cette donnée démographique.

« Il faut comprendre la ville. La guerre a été terrible, mais Mostar reste l'une des rares villes multiethniques de Bosnie, environ 3-4000 Serbes sont revenus. Cela dit, ce qu'on appelait l'esprit de Mostar appartient au passé. Démographiquement, la population a beaucoup changé. Des gens sont partis, parmi les plus éduqués, libéraux, ceux qui avaient fait l'esprit de la ville. Certains sont revenus, mais il y a aujourd'hui des gens qui ont eux aussi quitté les endroits où ils vivaient. Les Croates qui vivent à Mostar sont nombreux à venir de villages de Bosnie centrale. Ce sont des ruraux. Or, on sait que tout le conflit a aussi été marqué par cette dichotomie entre ruraux et urbains, par rapport aux pratiques sociales, à l'ouverture envers l'autre, au conservatisme religieux etc. Donc, on ne peut rien faire. Ce sont des gens qui ont été socialisés dans et par un monde rural, mais qui sont maintenant dans un environnement urbain dont l'histoire est totalement différente. Le problème est que cette histoire ne reviendra pas. Tout ce qu'on peut faire est d'essayer d'inventer un avenir à cette ville, avec tous ses citoyens »³.

Ce constat est partagé par Blaž Slišković, Tina Čorić, ainsi que par Slaven Nikšić, journaliste au quotidien local *Dnevni List*.

Slišković : *« Mostar a tellement changé, la culture a changé. Avant guerre, 80% des gens étaient nés ici. Aujourd'hui c'est l'inverse, 80% des gens viennent de villages d'ici et là, Čapljina, Široki. Ils ont leurs pratiques, leurs façons de vivre, indépendamment de la nationalité. Tu ne vis juste pas pareil dans un village rural et dans une grande ville ! Moi-même quand je suis allé jouer à Marseille, il y a eu un grand changement pour moi, mais c'était à moi de m'adapter. Donc la vie a changé parce qu'ils sont une majorité aujourd'hui ! Au lieu de récupérer la culture de la ville d'avant, tout a été détruit et aujourd'hui, il n'y a plus de culture commune. Cette ville était calme, avec un esprit, de l'humour ; tout ça a*

¹ Rolland, Stéphanie, « Autochtones étrangers : les déplacés internes de Mostar après la guerre en Bosnie-Herzégovine », *Balkanologie*, Vol.8, n°1, juin 2004

² Village de Bosnie centrale. Ce chiffre de 60% n'a pas vocation à être exact, mais plutôt à indiquer une tendance de fond. Entretien avec Škoba, Mostar, 2013

³ Entretien, Mostar, 2013

disparu. Ma famille vit ici depuis 300 ans. Et on se sent offensés parce qu'on a disparu. Les gens nés ici n'ont plus aucune importance, aucune fonction dans cette ville. Et donc, quand il y a un travail, tout se fait par copinage. C'est ce qui décide de ceux qui restent, et ceux qui partent ».

Čorić : *« Il n'y a pas de statistiques officielles sur la population puisque le recensement n'est toujours pas fait¹. Juste après la guerre, seuls 30% de la population originale était encore là. Puis pas mal sont revenus. Environ 40.000 Mostariens, la plupart Bosniaques, vivent dans la diaspora, ils rentrent juste l'été. Des deux côtés, des semi-ruraux sont venus à la place des urbains qui sont partis. Il y a beaucoup d'étudiants aussi ».*

Nikšić : *« Ça a beaucoup changé. Je suis venu ici comme Croate depuis Konjic, toute ma famille est venue. Des deux côtés des gens sont venus. Pour moi, je suis venu pour les opportunités de travail, mais tu dois voir que Konjic est devenu bosniaque après la guerre. L'esprit de Mostar est mort. Je ne suis pas d'ici mais je suis là depuis 20 ans, je connais cette ville, je sais comment elle était avant »².*

Division scolaire

Dans les écoles qui ne sont pas ethniquement homogènes, le système « deux écoles sous un seul toit » est utilisé. Cela signifie qu'un groupe a école le matin, et l'autre l'après-midi. Les pauses sont organisées à des horaires différents afin d'éviter d'éventuels incidents. Par ailleurs, il existe toujours deux universités à Mostar. Les programmes scolaires, qui relèvent du niveau cantonal, sont identiques sauf dans les matières touchant à l'identité, c'est-à-dire la littérature, la langue, la religion, l'histoire et la géographie. Autrement dit, les enfants sont éduqués avec différents récits dans lesquels l'autre groupe n'a pas de place (sinon comme ennemi), y compris physiquement puisqu'on évite de créer des lieux et des moments de rencontre comme le déplore Tina Čorić : *« Les gens d'ailleurs ne peuvent pas imaginer comment on fait l'école ici. Tout est en double. Donc, les enfants depuis la fin de la guerre ne se croisent pas parce qu'ils n'ont aucun lieu de rencontre. Pas de bibliothèque, pas de parc³, pas de théâtre ».*

¹ Le recensement a été réalisé en avril-mai 2013 mais faute d'accord sur la méthodologie entre les différentes agences statistiques des entités, les résultats n'ont été publiés qu'au printemps 2016, malgré les protestations des Serbes. Les enjeux politiques liés aux résultats du recensement sont colossaux puisqu'ils ont officialisé plusieurs constats comme la forte baisse de la population croate, le fait que les Bosniaques représentent une majorité absolue, ou encore le caractère ethniquement homogène de la RS, sanctionnant l'échec sciemment orchestré de la politique du retour des réfugiés et déplacés. Voir « Il nuovo volto della Bosnia Erzegovina » (le nouveau visage de la Bosnie-Herzégovine), *Osservatorio sui Balcani*, 5 juillet 2016

² Entretien, Mostar, 2013

³ Pour répondre à la frénésie des monuments et autres éléments de marquage territorial à caractère nationaliste, une statue de Bruce Lee avait été installée dans un parc, figure neutre de nature à rassembler les jeunes des deux communautés. Elle a néanmoins dû être enlevée après des actes de vandalisme.

C'est contre cette division que l'ONG *Nansen education*, de même que l'OSCE, imaginent des programmes et des ateliers, une méthode lente qui requière de la patience selon Vernes Voloder de *Nansen* :

« Le ministre du canton nous a appelés pour travailler dans quelques écoles. On a emmené le Premier ministre du canton et des directeurs d'école en Norvège pour faire des sessions et des trainings sur l'éducation et l'unité. Par exemple, on vient d'avoir l'accord de la ville de Stolac pour travailler avec eux. Nous impliquons les acteurs locaux dans les écoles, les directeurs, les professeurs. On fait des ateliers, on parle de résolution de conflit, on choisit des thèmes neutres, on y va step by step afin de faciliter le dialogue, tout en impliquant les parents. On ne dit pas forcément que notre objectif est l'unification de l'école, de toute façon une petite ONG comme nous ne peut pas tout faire.

On repère les jeunes qui ont des qualités de leadership, on leur fait faire des activités communes, du sport, des articles de journaux afin de créer un sentiment d'appartenance commune. Ce qu'on peut faire, c'est du bottom up, des nouvelles pratiques au plus petit niveau, en espérant être copié ensuite ailleurs. L'OSCE a réuni des historiens pour leur demander de faire un livre sur la figure de l'ennemi. On s'en sert dans les écoles. Pour les cours d'histoire, tout ce qui est écrit est identique à ce qui existait avant 1992. Après, ça dépend de ce que le prof veut enseigner. C'est mieux que rien. Le problème est qu'à côté de ça, de toute façon, il y a les parents et Internet. On ne peut pas contrôler les discours tenus à la maison, les parents qui racontent la guerre et la haine, et tout ce qu'on peut trouver sur le net ».

La cour suprême de la *Federacija*, saisie par l'ONG de Mostar *Vaša Prava* (vos droits) en 2012, a jugé ce système discriminatoire et illégal en 2014, et demandé à ce qu'il y soit mis un terme¹. Cependant, rien n'a changé depuis, pour des raisons politiques évidentes selon Vernes Voloder :

« Le problème est qu'en Bosnie, d'habitude, les politiciens disent qu'ils doivent protéger leur peuple, donc qu'il faut une éducation dans leur propre langue, alors que c'est la même langue. Dans le canton de Brčko, où c'est un peu spécial², l'éducation est unifiée, et si tu veux des cours d'histoire, de culture de ta propre communauté, c'est possible de rajouter 20% de temps scolaire supplémentaire en plus de l'école unifiée. Sauf que Brčko est un district qui a été entièrement géré par une sorte de protectorat international, ça pose problème parce qu'on se demande comment faire à la fois démocratique et efficace. Par exemple, sur Gavrilo Princip³, les Serbes le considèrent comme un héros mais pour les autres, c'est un terroriste. Donc le prof raconte les faits, puis il dit : « les Serbes pensent ça pour telle et telle raison, et les Croates pensent ça pour telle et telle raison ». L'idée est que je comprends pourquoi je pense telle chose, mais je comprends aussi pourquoi les autres pensent autrement, c'est indispensable pour commencer un quelconque dialogue ».

¹ « Bosnia Federation rules against ethnically divided schools », *BIRN*, 4 novembre 2014

² Le district de Brčko ne relève ni de la *Federacija*, ni de la *Republika Srpska*, sans pour autant être une troisième entité. C'est un district à part qui a été administré comme tel par la communauté internationale à partir de la fin de la guerre.

³ Auteur de l'attentat contre l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand le 28 juin 1914 à Sarajevo.

Compte tenu de ces divisions, il reste à voir dans quelle mesure la rivalité sportive entre le Zrinjski Mostar et le Velež Mostar s'inscrit dans ce contexte politique, identitaire et spatial.

b. De quoi la rivalité Zrinjski/Velež est-elle le nom ?

L'histoire de ces deux clubs a déjà été évoquée au chapitre 2. Il convient toutefois de rappeler que leur rivalité n'a rien de récent puisqu'elle date de l'entre-deux guerres¹. A cette époque déjà, le Zrinjski (1905) était construit comme un club croate, tandis que le Velež (1922) était davantage un club multiethnique formé et soutenu par le monde ouvrier. La période communiste a renforcé cette identité puisque le Velež était le seul club de la ville, représentant à la fois l'identité locale de Mostar, mais aussi le monde ouvrier et le communisme². La réapparition du Zrinjski à la faveur de la guerre, puis la réunification de la fédération de football de Bosnie, replacent la rivalité entre les deux clubs dans le nouvel imaginaire communautaire, politique et spatial de Mostar. Les directions des deux clubs sont d'ailleurs liées aux partis politiques dominants. Les dirigeants du Zrinjski Mostar (Marin Raspudič, président du conseil d'administration et Ivan Beus, directeur du club) sont par exemple des membres locaux importants du HDZ. Les clubs sont des outils intégrés aux stratégies de communication politique de ces partis, voire à leur financement selon certaines voix³. Ce faisant, comme le souligne Richard Mills, cette configuration d'après-guerre a contribué à recomposer l'identité du Velež, entre d'un côté une identité historique subjective et de l'autre une identité réelle transformée par la guerre. Autrement dit, le Velež est aujourd'hui majoritairement composé et soutenu par des Bosniaques, ce qui marque une rupture par rapport à la période précédente. De surcroît, c'est ainsi qu'il est considéré par son rival du Zrinjski. Or, les perceptions mutuelles exercent une influence sur la façon dont chaque groupe se représente et s'exprime en public, y compris à travers l'exagération, la provocation et l'emphase. Par conséquent, c'est avec ces recompositions que les supporters du Velež doivent bricoler leur armature identitaire en tenant compte à la fois de l'histoire du club, des bouleversements récents que la ville a connus, mais aussi de l'imaginaire véhiculé

¹ « The intriguing history of former Bosnian behemoths Velež Mostar », *These football times*, 6 avril 2016

² Mills, Richard, « Velež Mostar football club and the demise of brotherhood and unity in Yugoslavia, 1922-2009 », *Europe-Asia studies*, Vol.62, n°7, 2010

³ « Ko je uništio FK Velež ? » (Qui a détruit le FK Velež ?), *Radio Slobodna Evropa*, 10 février 2016

par l'équipe rivale et ses supporters. De ce point de vue, les supporters extrêmes du Velež, le groupe de la *Red Army 81*, cherchent à s'inscrire résolument dans la continuité historique du club, le groupe étant lui-même antérieur au déclenchement de la guerre. Cela signifie concrètement l'attachement à la ville de Mostar entendue comme celle qui existait avant la guerre, la mise en avant de la figure de Tito, présent sous forme de posters dans le café du groupe, comme de graffitis sur les murs de la partie Est de la ville, et une prise de position antifasciste dans la tradition de la Yougoslavie communiste. Zaza, 25 ans, membre de la *Red Army* rencontré dans le café du groupe, résume ce positionnement identitaire de la façon suivante :

« On essaie de garder l'esprit de la Yougoslavie, telle que nos parents nous l'ont raconté. Mostar était comme la Yougoslavie, avec beaucoup de mariages mixtes. C'était des temps glorieux pour la Yougoslavie, pour Mostar, et pour le Velež. Les gens avaient du travail, et surtout, il n'y avait pas de problème d'identité, surtout pour les Bosniaques. Personne ne te demandait si tu étais serbe, croate ou bosniaque, si tu étais religieux ou pas. Politiquement, on rejette le nationalisme, ce n'est pas ça l'esprit du Velež. Nos mecs ne sont pas des radicaux parce qu'ils sont encadrés par des plus anciens qui ont un esprit différent. L'histoire de Velež, c'est l'histoire d'une ville, pas d'une nationalité. Notre identité c'est mostarien, pas bosniaque, croate ou je ne sais quoi. Donc, chez nous, il y a de tout »¹.

On peut ainsi observer sur la photo 47 tout le répertoire de l'engagement antifasciste tout en le reliant à l'histoire récente. La date du 9 mai 1993 se réfère à l'attaque des forces croates contre les forces bosniaques dans Mostar. La banderole indique « nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas », ce qui peut être lu de deux façons. D'une part les supporters se considèrent comme victimes d'une attaque d'un groupe considéré comme nationaliste et fasciste, d'autre part le message peut être nationalisé en considérant que la majorité des membres de la *Red Army* sont Bosniaques et que c'est en vue de nettoyage ethnique que les Croates ont attaqué les Bosniaques en 1993. Cette double acception est corroborée par la présence aux deux bouts de la bâche centrale de deux drapeaux distincts. Celui de gauche représente le drapeau de l'armée de Bosnie-Herzégovine principalement bosniaque, avec les lys jaunes sur fond bleu, dont nous avons rappelé auparavant la signification. Le second à droite est le drapeau du mouvement antifasciste. La bâche, coupée au milieu par une étoile rouge à cinq branches caractéristique de la Yougoslavie communiste, indique « mort au fascisme ».

¹ Entretien, Mostar, mars 2013



Photo 47 : banderole de commémoration de la *Red Army 81*

En réalité, les supporters extrêmes des deux clubs ont dû effectuer ce travail de (re)construction identitaire dans un cadre imaginaire et cognitif très précis, celui des nouvelles réalités politiques et géographiques de Mostar décrites plus haut, et du souvenir des anciennes. Il n'est par exemple guère étonnant que les supporters du Zrinjski aient emprunté au répertoire classique du nationalisme croate pour forger leur propre identité, ainsi que sur une identité locale rattachée à l'Herzégovine dont Mostar serait la capitale¹. La renaissance du club signifie en effet la renaissance de l'identité croate dans la région et dans la ville et surtout la possibilité de l'exprimer librement. Néanmoins, l'inscription dans cette démarche suppose un abandon de l'ancienne situation de la ville sous la Yougoslavie, un pas que les plus anciens ne franchissent pas forcément, d'où des croisements identitaires en apparence surprenants comme l'explique Slaven Nikšić : *« Je connais des gens qui sont d'ici depuis toujours. Je connais des Croates dont on pourrait s'attendre à ce qu'ils soutiennent Zrinjski, mais pas du tout, ils soutiennent Velež, enfin, pas ce Velež, mais le Velež de leur Mostar, celui d'avant »*. Ceux-ci ne se reconnaissent donc pas dans le cadre identitaire qui impose socialement le Zrinjski, mais ils admettent également que le Velež a changé par rapport au club qui a existé. Ils se retrouvent donc en porte-à-faux identitaire par rapport à cette rivalité censée encapsuler

¹ Cela est toujours l'ambition de ceux qui réclament une troisième entité croate en Bosnie sur le modèle de la *Herceg Bosna*.

la ville et la diviser en deux. Pour autant, nos entretiens et conversations informelles avec des membres des deux groupes aboutissent au même constat : de chaque côté, on ne parle pas du même Mostar. Cela n'est pas surprenant compte tenu de la division de la ville, sanctionnée par les graffitis des groupes d'un côté ou de l'autre de la ville. Le stade lui-même est un objet de discorde entre les deux clubs. Construit par les habitants de Mostar sous le communisme, il est aujourd'hui exclusivement utilisé par le Zrinjski puisqu'il se situe à l'Ouest de la ville. Par conséquent, l'appropriation de ce stade par le club et ses supporters passe par le marquage des lieux, à travers des peintures murales, des tags et graffitis. Ceux-ci sont à la gloire du club, du groupe, mais on retrouve également des symboles oustachis et des messages de soutien aux militaires croates inculpés par le TPIY.



Photo 48 : sur le panneau, *Sloboda za generale* signifie « libertés pour les généraux », un slogan très présent dans les stades croates tant que des généraux croates étaient à La Haye. Dans le coin inférieur droit du panneau, un U oustachi surmonté d'une croix catholique, HR signifie Croatie, et HB *Herceg Bosna*.

Bien que le retour au stade soit une vieille revendication des supporters du Velež, et que certains aient proposé un partage du stade comme symbole de réconciliation, son marquage en fait inexorablement un territoire croate. On retrouve ici le dilemme identitaire dans lequel la *Red Army* se retrouve, prise entre d'un côté la volonté de continuation de l'ancien Mostar ce qui inclut le retour dans son stade, et de l'autre la réticence à retourner dans un endroit désormais profondément souillé comme l'exprime Zaza :

« On ne récupérera jamais notre stade Bijeli Brijeg, on le sait, c'est comme ça. On peut le regretter par rapport au symbole, au fait que tous les Mostariens ont sué pour le construire. Mais maintenant, ils ont le stade, ils ont l'argent, nous on joue à Vrapčići et on

doit faire avec. De toute façon, ils ont mis des graffitis partout, des U oustachi, des symboles fascistes, ce n'est plus pareil ».

Chaque groupe a donc intériorisé sa propre conception de Mostar dans sa construction identitaire, que ce soit par la survalorisation d'une période dorée idéalisée ou par la glorification du retour d'une identité trop longtemps brimée. Cela se ressent également dans l'interaction avec les individus étrangers à leur milieu. Alors que nous n'avions eu aucun problème à entrer en interaction avec les groupes de supporters croates du Dinamo Zagreb et du Hajduk Split, ni même ceux du Velež, outre leurs problèmes internes, le premier contact avec des membres des *Ultra Mostar 94* du Zrinjki fut un peu plus sec. La méfiance s'est toutefois rapidement estompée avec Škoba, l'un des leaders qui nous a ensuite permis de pénétrer l'intimité du groupe lors d'un second séjour à Mostar quelques mois plus tard¹. Néanmoins, sa toute première phrase lors de notre première rencontre était très révélatrice de la façon dont est intériorisée l'identité différenciée de Mostar et la nécessité de réaffirmer la légitimité des Croates à vivre à Mostar, entendue comme principale ville d'Herzégovine, c'est-à-dire la région dans laquelle vivent la plupart des Croates de Bosnie :

« Vous les étrangers, vous arrivez et l'image que vous avez de Mostar c'est le pont, donc vous pensez que les Bosniaques sont les gentils et nous sommes les méchants. Le film Mostar United² c'est ça. Et vous pensez que Mostar se résume à ça. Mais Il y a 15000 habitants à l'Ouest »³.

La perception de Zaza vis-à-vis de ses rivaux du Zrinjski est évidemment tout autre :

« Nous allons des deux côtés de la ville, alors que les Croates ne viennent pas ici, certains ne savent même pas où est le pont ! J'ai l'impression qu'ils vivent dans une autre ville. Pour eux, tout ce qui est à l'Est du Bulevar n'existe pas. J'ai des amis croates, mais pas des mecs de Zrinjski. Tu vois, il n'y a pas de problème à ce qu'un joueur bosniaque aille jouer au Zrinjski, c'est déjà arrivé. En revanche, aucun joueur croate n'est venu jouer au Velež car ils ont peur. Pas vraiment de nous, mais de ce que les Croates risquent de dire d'eux. Pour eux, Mostar c'est l'Ouest, alors que pour moi, Mostar c'est toute la ville. La moitié de nos gars sont nés à l'Ouest, certains y vivent encore, alors qu'eux ne savent rien de la partie Est. Notre bar n'a jamais été attaqué parce qu'ils ne savent même pas où il est. Ces mecs sont le produit de la politique des nationalistes croates. C'est triste. Moi, j'ai encore des voisins croates qui sont restés dans la partie Est, on s'entend très bien même si mon père est mort en 1993 ».

¹ Sa présence était néanmoins permanente et indispensable afin d'expliquer et légitimer la nôtre dans un contexte de rassemblement festif dans les deux bars du groupe où seuls les membres se rendent. Une fois notre présence acceptée, nous avons été traité comme un invité par la plupart des membres présents avec les mises en scène que cela implique.

² Documentaire réalité par Claudia Tosi (Stefilm productions, 2009) qui relate la vie de Mensud, entraîneur des jeunes du Velež Mostar, ancien soldat bosniaque originaire de Mostar, aujourd'hui en lutte contre les nationalismes, qui cherche à inculquer à ses joueurs les valeurs de tolérance à travers le football.

³ Entretien, Mostar, 2013

Les perceptions des uns et des autres nous mettent en présence de deux situations opposées. D'une part, il y a des gens soucieux de réaffirmer leur légitimité à vivre à Mostar face à une communauté certes numériquement minoritaire dans la ville mais très majoritaire à l'échelle de l'entité (*Federacija*) dans laquelle ils vivent. D'autre part, on retrouve des gens qui se vivent comme les descendants de l'esprit perdu de Mostar face à des individus barricadés dans leur partie de la ville, qui se comportent comme des séparatistes dans leur propre ville et dans leur pays. Ces perceptions ne peuvent qu'attiser, avec du combustible de nature ethno-nationaliste, la rivalité et les provocations entre les deux groupes de supporters¹. Ainsi, cette division mentale recoupe finalement assez bien les divisions politiques et géographiques de la ville, ce qui est relativement logique puisqu'elles ont contribué à la forger. Dès lors, il reste à expliquer pourquoi nous réfutons l'idée que cette rivalité entre le Zrinjski et le Velež reflète la division de la ville pour privilégier l'idée de cristallisation.

c. Le cadre spatio-temporel de la rivalité Zrinjski / Velež

L'idée de reflet renvoie à une symétrie parfaite et horizontale du phénomène qui est censé refléter une situation. Le reflet n'introduit pas de nuance, il n'interroge pas sur la situation elle-même, il ne fait qu'en rendre compte par l'intermédiaire du phénomène témoin. Or, nous avons précisément cherché à montrer tout au long de ce travail que le football en tant que phénomène social total ne pouvait pas être ramené à un rôle de reflet passif, symétrique, horizontal pour plusieurs raisons. D'abord parce que notre démarche interactionniste rend au football sa complexité et sa plasticité incompatibles avec une fonction de reflet. Ensuite, faudrait-il encore pouvoir embrasser et restituer de façon cohérente la pluralité des observations qui peuvent être faite d'une situation, ou pire encore d'une société, ce qui est hautement improbable. Enfin, si nous avons auparavant avancé l'idée que le football puisse exercer une fonction de fenêtre d'observation ou de porte d'entrée (fonction différente d'un reflet en ce qu'elle est un point de départ qui invite à la réflexion là où le reflet est sa propre finalité), c'est en soulignant la capacité d'action politique propre de ses acteurs.

¹ Malgré la rivalité, les clubs eux-mêmes essaient de travailler correctement. « *C'est intéressant le nombre de personnes qui bossent dans les deux clubs qui ont joué dans les deux clubs. Ils se connaissent, ils ont joué ensemble. La plupart ont 40-50 ans, ils ont ce passé commun. Ils doivent coopérer puisqu'ils font partie de la fédération* » souligne Slaven Nikšić. Que Blaž Slišković se déclare bosnien avant d'être croate, qu'il ait été l'entraîneur de la sélection de Bosnie ayant encouragé la mixité ethnique, ne l'a pas empêché d'entraîner le Zrinjski également, sans problème ni avec la direction ni avec les supporters.

Par ailleurs, l'idée de cristallisation nous semble plus pertinente en raison de son caractère situé d'un point de vue spatio-temporel. Nous revenons par ce biais à l'idée de départ de ce chapitre selon laquelle le football est redevenu, une fois le contexte guerrier terminé, un objet cathartique au sens de Norbert Elias intervenant ponctuellement dans l'entretien du paradigme ethno-nationaliste. La cristallisation suppose de réunir une temporalité spécifique, un endroit déterminé, et des acteurs. Les derbys de Mostar sont ainsi des moments spécifiques définis à l'avance par le calendrier sportif. Ils se déroulent dans un espace spécifique également, qui va des artères principales de la ville, couvertes par un important dispositif policier, au stade. Enfin, il occupe non pas toute la ville, mais des acteurs identifiés, joueurs, policiers, spectateurs et supporters. A l'occasion de derbys, on met en scène les divisions de la ville par l'intermédiaire de la rivalité entre les deux groupes de supporters. Chaque groupe se prépare des jours voire des semaines à l'avance pour un tifo, une chorégraphie, une éventuelle embuscade en territoire adverse. La tension est parfois palpable dans les jours qui précèdent, puis le jour du match. Tous les acteurs concernés par le match entrent progressivement dans leur rôle, pour reprendre la terminologie de Goffman¹. Les joueurs se concentrent sur le terrain et cherchent à évacuer la tension liée à l'extra-sportif, la police quadrille les principales artères de la ville et prévient tout débordement, les médias ajoutent ou font retomber la pression suivant un angle sportif et/ou politique, les supporters des deux camps se préparent à en découdre, vocalement toujours, physiquement parfois². Les chants et slogans dépréciatifs et insultants sont échangés. A travers leur répertoire de pratiques, les groupes produisent pendant le match une « exaltation identitaire »³ dans laquelle d'ailleurs les allusions à l'Islam ne sont parfois pas absentes chez les supporters de Velež. A l'issue de cette « exhibition symbolique », le rideau tombe et la mise en scène est terminée. Škoba, le leader des ultras du Zrinjski le dit d'ailleurs lui-même : « *Je vais à l'Est de la ville tous les jours. Les gens me connaissent, mais si on m'attaque seul alors que je fais des trucs qui n'ont rien à voir avec le football, alors il se passera la même chose avec un gars de chez eux à l'Ouest* ». On voit donc comment les jours de derbys, ou les jours de matchs des sélections de Bosnie ou de Croatie, fonctionnent comme des parenthèses d'opportunité de cristallisation identitaire, qui se referment ensuite. Au demeurant, si des violences ont pu

¹ Goffman, Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Les Editions de minuit, 1973 (1959)

² Même si on s'accorde à admettre que ces tensions et violences potentielles étaient nettement plus fortes au début des années 2000 que dernièrement.

³ Rolland, Stéphanie, « Le football dans la Bosnie-Herzégovine d'après guerre : exhibition symbolique et exaltation identitaire », *Migracijske i etničke teme*, Vol.23, n°3, 2007

avoir lieu en marge de matchs des sélections, en 2008 ou 2012, il faut rappeler qu'elles concernent un nombre réduit d'individus, souvent jeunes. Or, ceux-ci sont souvent les éléments les plus radicaux mais aussi les plus influençables au sein des groupes, pour des raisons d'estime et de construction de soi mais aussi d'éducation¹. « *Ils ne savent rien de la situation, ils n'ont pas connu la guerre, tout ce qu'ils savent sont des récits radicaux fait par les aînés. Ils se retrouvent dans ces discours radicaux parce que ça fait sens pour eux, c'est facile à comprendre, il n'y a pas de contre-discours* » souligne Slaven Nikšić. Par conséquent, les affaires liées au football, qui donnent l'impression d'une ville entièrement et constamment sous le feu couvant de la haine ethnique depuis vingt ans, ne concernent en réalité, dans un espace-temps très précis, que quelques centaines de personnes, mues par ailleurs par leur engagement militant auprès de leur groupe de supporters respectif. Le caractère polarisant et manipulateur de ces violences est d'autant plus transparent qu'en dehors des matchs, elles tendent à coïncider en termes de temporalité avec des moments où il est politiquement utile d'alimenter les tensions ethniques, c'est-à-dire principalement à l'approche d'échéances électorales. Ce n'est donc pas un hasard si les célébrations de Pâques fin mars 2016 ont été marquées par le dévoilement d'un immense damier croate rouge et blanc de 2000 mètres carré sur l'une des collines de la ville, vraisemblablement réalisé par des membres des ultras du Zrinjski, dont certains leaders, c'est un secret de polichinelle, sont liés aux responsables politiques du HDZ. Dans la foulée, trois jeunes supporters du Zrinjski ont été arrêtés pour avoir jeté dans le fleuve Neretva la célèbre pierre contenant l'inscription « *don't forget 1993* » à proximité du pont de Mostar détruit en 1993 par les forces croates².

Cependant, indépendamment de la pression sociale que les deux principaux partis politiques font peser sur la ville, y compris parfois en se servant du football comme d'un point de cristallisation mobilisatrice, cette grille de lecture ne permet pas de saisir les évolutions de la quotidienneté de Mostar depuis la fin de la guerre. C'est une ville dans laquelle les gens circulent nettement plus naturellement au quotidien entre les deux parties qu'au début des années 2000, dans laquelle les gens partagent les mêmes problèmes de chômage, de corruption, d'absence de service public, dans laquelle les initiatives comme celles d'OKC Abrašević, de Nansen, ou du Centre Sportif de la ville de Mostar³ existent pour créer des liens

¹ « Mostar hooligans are victims as well as offenders », *BIRN*, 28 mai 2013

² « Bosnie-Herzégovine : à Mostar, incidents « ethniques » et impasse politique », *Le Courrier des Balkans*, 8 avril 2016

³ Centre qui a unifié toutes les associations sportives de Mostar (soit 106 associations pour 27 sports), et qui fait jouer ensemble sans aucun problème des enfants de toute la ville.

et des lieux de rencontre etc. Tina Čorić d'OKC affirme ainsi que « *selon une recherche qu'on a fait faire par un groupe de psychologues, 55,4% des 1000 jeunes interrogés ne connaissent pas quelqu'un d'une autre communauté alors que 78% voudraient connaître quelqu'un d'autre* ». De fait, lors des manifestations sociales de février 2014, le mouvement à Mostar a pris des deux côtés, les locaux des partis politiques ont été incendiés des deux côtés avant que le HDZ ne reprenne la main du côté croate grâce à un meilleur contrôle social sur sa population¹. Les manifestants ont suivi la grande tendance anti-nationaliste du mouvement dont l'un des slogans était « j'ai faim en trois langues ». En réaction, les partis politiques à Mostar et à l'échelle du pays ont tout fait pour renationaliser les enjeux, faire croire que la révolte était dirigée contre une communauté, c'est-à-dire réactiver par la peur le paradigme ethno-nationaliste, le seul qui puisse leur permettre de conserver leurs positions de pouvoir.

d. Aux fondements des rivalités sportives

La rivalité est inhérente à l'engagement au sein d'un groupe de supporters extrêmes. Elle est également consubstantielle au football lui-même². Celle-ci peut-être rattachée à une rivalité entre deux clubs, ou bien à une rivalité directe entre deux groupes de supporters suite à une bagarre, un différend entre individus des deux groupes par exemple. Or, il nous semble que lire les rivalités dans l'espace post-yougoslave, en Bosnie, et même à Mostar, uniquement sous l'angle ethnique en calquant le schéma de la division ethnique sur la scène footballistique se révèle insuffisant pour saisir les différents tenants de ces rivalités. C'est en effet négliger les dynamiques propres aux groupes de supporters extrêmes de se fabriquer aussi bien un corpus identitaire que des rivaux. C'est également faire fi des multiples raisons pour lesquelles une rivalité peut voir le jour entre deux clubs, et/ou entre deux groupes de supporters. Comment la clé de lecture ethno-nationaliste explique-t-elle la rivalité existant entre les supporters du FK Sarajevo et ceux du Željezničar Sarajevo ? Ce n'est pas parce qu'elle débouche rarement sur des violences physiques qu'elle peut être négligée³. Comment cette clé de lecture explique-t-elle les rivalités entre d'un côté les supporters de Tuzla et Zenica et de l'autre les groupes des clubs de Sarajevo ? Le nationalisme est-il la matrice de la

¹ « A Mostar, les derniers feux de la révolte sociale bosnienne », *Le Monde*, 10 avril 2014

² Giulianotti, Richard, *Football. A sociology of a global game*, op.cit.

³ Dirim Özkan, Özgür, « Football fandom and formation of cultural differences in Bosnia : a comparative ethnographic study of FK Željezničar and FK Sarajevo fans in Sarajevo », Communication au colloque *The anthropology of European football*, Football Research in Enlarged Europe (FREE), Vienne, 25-26 octobre 2013

féroce et très violente rivalité entre les supporters de l'Etoile Rouge de Belgrade et ceux du Partizan Belgrade, ou bien entre ceux du Dinamo Zagreb et ceux du Hajduk Split ?

La dimension ethnique ou religieuse peut constituer l'un des éléments d'explication initiale d'une rivalité. Cependant, bien d'autres caractéristiques sociales peuvent concourir au développement d'une rivalité entre deux clubs et/ou deux groupes de supporters. Cela peut être une situation géographique de quartier ou de villes voisines, les supporters se vouant alors une haine tenace dans le cadre de la défense de leur quartier ou de leur village. La ville de Londres illustre cette situation, notamment entre les supporters d'Arsenal et ceux de Tottenham. Le campanilisme italien est l'exemple type de groupes de supporters de villages voisins qui se vouent une inimitié renouvelée et mise en scène à chaque derby depuis des décennies¹. Une rivalité peut également émaner de raisons sociales lorsque le choix de tel ou tel club est lié au statut social d'un individu. Ce fut longtemps le cas à Madrid entre le Real Madrid, l'Atletico Madrid et le Rayo Vallecano, ou bien à Buenos Aires entre Boca Juniors et River Plate. Enfin, il ne faut pas oublier que le choix du club se fait aussi souvent par socialisation familiale et amicale². En épousant un club, l'individu épouse une cause, avec son histoire et ses rivaux car cela fait partie des dynamiques internes propres à la subculture des supporters extrêmes, indépendamment de toute considération ethnique, sociale ou politique. Les supporters de l'Etoile Rouge et du Partizan se trouvent partout au sein d'une même famille, dans la ville de Belgrade, et même partout dans le pays. Il convient donc de garder à l'esprit que la subculture des supporters extrêmes fabrique de façon intrinsèque et autonome ses propres récits, constructions identitaires et rivaux. Les bases sur lesquelles ces récits reposent, ethnique, religion, politique, géographie, sont des ressources primaires mobilisées, appropriées et transformées en vue de leur cause, avec toute la distanciation au rôle opérée par les individus. Cette dimension ne peut pas être négligée au risque d'une lecture automatisée, robotisée et aliénée de supporters qui seraient pris sans recul dans une spirale de haine pathologique.

Le football a donc changé de fonction vis-à-vis du paradigme ethno-nationaliste, en fonctionnant désormais comme un point de fixation cathartique et cristallisant, limité dans le temps, l'espace et les acteurs. Cependant, le tournant de 2000, qui a permis ce changement, a

¹ Dietschy, Paul, « Une passion urbaine : football et identités dans la première moitié du vingtième siècle. L'exemple de Turin et de l'Italie », *Histoires urbaines*, Vol.1, n°3, 2001

² Bromberger, Christian (et al.), *Le match de football*, op.cit.

aussi permis à d'autres acteurs de réinvestir le football non plus en vue d'une mobilisation nationaliste et guerrière, mais au contraire, dans le sillage de Predrag Pašić, en tant qu'instrument social qui promeut la réconciliation et le partage.

4. Le football comme instrument de résistance au paradigme ethno-nationaliste

Notre démarche interactionniste de compréhension du football nous a permis d'éviter l'écueil de sa naturalisation, tout en démontrant sa plasticité. Celle-ci est l'œuvre des acteurs du football mais aussi des configurations politiques et sociales dans lesquelles ils évoluent. C'est pourquoi l'après-guerre et le passage régional à des formes plus démocratiques et pacifiques d'organisation politique ont permis à des acteurs moins dominants dans la configuration précédente d'investir dans le football comme outil de paix, de réconciliation et de développement social. Là où le champ des sciences humaines a souvent mis en avant le rôle du sport dans la construction identitaire suivant un versant nationaliste et exclusiviste, on observe depuis le début des années 2000 un retournement de tendance encore timide de chercheurs intéressés par la question de l'impact du sport dans les opérations de *peacebuilding* et de réconciliation¹. Cette littérature encore parcellaire a notamment été induite par la multiplication d'acteurs non gouvernementaux et associatifs utilisant le sport sur des terrains post-confliktuels afin d'encourager la construction de la paix et la réconciliation entre communautés. Leur action fut à la fois légitimée et fortement publicisée par le rapport des Nations Unies sur le sport pour le développement et la paix publié en septembre 2006² dans lequel l'ONU recommandait l'utilisation du sport dans ces domaines. Il ne s'agit cependant pas de défendre l'idée que le sport, et en l'espèce le football, serait *par nature* positif pour le développement et la paix, ce d'autant moins que les chercheurs butent encore sur la question cruciale de la mesurabilité de l'impact. Toutefois, bien que le cadre théorique ne soit pas encore stabilisé et que les recherches soient dans l'immédiat des études de cas

¹ Schnitzer, Marcy, Stephenson Jr., Max, Zanotti, Laura, Stivachtis, Yannis, « Theorizing the role of sport for development and peacebuilding », *Sport in Society*, n°1, 2012 ; Darnell, Simon, « Power, politics and "sport for development and peace": investigating the utility of sport for international development » *Sociology of sport journal*, n°27, 2010 ; Giulianotti, Richard, « Sport, transnational peacemaking, and global civil society: exploring the reflective discourses of "sport, development, and peace" project officials », *Journal of sport and social issues*, n°35 (1), 2011

² « *Sport for development and peace : the way forward* », Report of the United Nations Secretary General, New York, n° A/61/373, septembre 2006

inductives¹, certains chercheurs comme John Paul Lederach ont posé les principes qui devraient guider l'action des praticiens dans le domaine du *peacebuilding*. Selon lui, plusieurs points doivent être pris en considération dans la mise en œuvre d'une action de *peacebuilding*, que ce soit à travers le sport ou un autre medium :

« *Peacebuilding is not exclusively, or even primarily, about creating or sustaining outcomes, but rather about building processes for social change. Peacebuilding occurs at multiple levels (local, regional, state). Pursuing change requires vision and securing a shared vision in a conflicted population requires thoughtful action, persistence, courage and patience. Conflict is based in relationships. Violence is sustained by ingrained social patterns and these are not likely to change overnight. Change occurs through sustained initiatives. Outcomes may include 'things that are not immediately visible', such as relationship-building processes* »².

L'idée générale de Lederach est de constituer des réseaux sociaux qui croisent les lignes de division d'un conflit. Il convient donc de trouver le médium (sport, musique, cinéma, théâtre, construction d'un projet commun³ etc.) tout en respectant certaines règles comme le partenariat étroit avec les autorités locales, la responsabilisation des acteurs locaux, la régularité et la fréquence des actions, le ciblage des actions vers certains publics (enfants, femmes⁴, minorités), l'insistance sur le processus davantage que sur le résultat brut (outcome). C'est sur cette base que plusieurs ONG internationales et associations locales ont investi le champ des actions de *peacebuilding* et de réconciliation dans l'espace post-yougoslave à travers le football. Que ce soit *Sports sans Frontières* au Kosovo, *Football Friends* en Bosnie, l'Association Sportive de la Ville de Mostar (SSGM) ou *Open Fun Football Schools* (OFFS)⁵ dans toute la région avec une insistance particulière en Macédoine et Bosnie, chacune de ces organisations a suivi des méthodes similaires dans l'utilisation du football.

¹ Par exemple celle de Joel Rookwood et Clive Palmer sur le Libéria, qui conclut d'une part à la difficulté empirique de mesurer l'impact du travail d'une ONG qui utilise le football pour la paix, pourtant unanimement salué localement, et d'autre part à la nécessité d'autres recherches sur la question, « Invasion games in war-torn nations: can football help to build peace? », *Soccer and society*, Vol.12, n°2, 2011

² Lederach, John Paul, *Building Peace: Sustainable Reconciliation in Divided Societies*, Washington DC, United States Institute of Peace, 1997, p.102

³ On peut par exemple évoquer ici la mise en route d'une coopérative de framboises qui regroupe agriculteurs serbes et bosniaques à Bratunac, ville voisine de Srebrenica dans laquelle des centaines de personnes furent tuées. Si l'activité économique est importante, c'est le simple fait d'avoir pu réunir des individus des deux communautés pour mettre en commun leur travail et leurs richesses qui est ici essentiel.

⁴ Walseth, Kristin « Bridging and Bonding Social Capital in Sport – Experiences of Young Women with an Immigrant Background » *Sport, Education and Society* Vol.13, n°1, 2008

⁵ <http://ccpa.eu/what-we-do/countries/balkan/bosnia-herzegovina/>

D'abord, *Football Friends*¹ et *OFFS* ont théorisé un football ludique, « fun », qui se démarque des règles habituelles du football reposant certes sur le *fair play*, mais aussi la compétition. Les ateliers et tournois organisés par ces organisations reposent sur la mise en place de jeux ayant pour but de favoriser les échanges et les actions de solidarité entre les enfants impliqués, généralement répartis en plusieurs équipes multiethniques et/ou mixtes. Par exemple, chaque but marqué lors d'un match était célébré par les deux équipes qui devaient se mettre d'accord au préalable sur la mise en scène de la célébration, ce qui débouchait sur une négociation ludique dès avant la rencontre tout en neutralisant les effets négatifs d'encaisser un but². Ensuite, ces actions reposent sur un très fort sens de la dimension locale qui revêt plusieurs formes. D'une part, il s'agit pour l'organisation de pouvoir compter sur les pouvoirs locaux afin d'organiser au mieux les événements. Ainsi, l'amitié personnelle entre le fondateur de *Football Friends* Zoran Avramović et l'ancien maire de Foča Zdravko Krsmanović a facilité la tenue d'un tournoi régulier dans la ville faisant venir des équipes de toute la Bosnie³. De même, l'Association Sportive de la ville de Mostar a été reconnue d'utilité publique par la municipalité car elle est, selon l'un de ses responsables Dženan Šuta « la seule à Mostar à démontrer qu'on peut travailler ensemble et avoir des résultats et améliorer les choses »⁴. Cette nécessité de la proximité avec les autorités locales est également soulignée par Romain Welter, ancien *project manager* de Sports sans Frontières au Kosovo, dans la description du projet *Sport 4 Youth*, mis en œuvre depuis 2007 :

« Dans les villes où le projet Sport4Youth est développé, SSF dispose de partenariats et de relations de confiance très solides avec les municipalités, les centres de jeunesse voire les écoles dans certains cas. Cela permet de développer des projets en bonne intelligence et en prenant en compte les contextes locaux parfois différents. Ce projet est développé autour de trois objectifs principaux :

- 1- La mise en relation et la création des conditions du dialogue entre jeunes de diverses communautés (albanais, ashkali, bosniaque, rom, serbe, turc)
- 2- La mise en place d'activités éducatives et sportives par de jeunes volontaires dans une douzaine de villes pour des enfants de 8 à 12 ans

¹ ONG locale créée par Zoran Avramović, originaire de Foča, en Bosnie, et directeur marketing de l'Etoile Rouge de Belgrade. *Football Friends* est un partenaire local du réseau *Streetfootballworld* basé en Allemagne, spécialisé dans la création de contenus ludiques et pédagogiques liés au football à destination des enfants.

² Nous avons pu observer pendant trois jours les différentes phases d'un tournoi organisé par *Streetfootballworld* et *Football Friends* à Belgrade en 2012 en présence de nombreuses équipes venues d'ex-Yougoslavie mais aussi d'ailleurs en Europe, notamment des enfants issus de quartiers défavorisés de Grande Bretagne, du Portugal, et de France.

³ Entretien, Belgrade, septembre 2012

⁴ Entretien, Mostar, mars 2013

3- L'empowerment des jeunes volontaires à travers le développement de leurs compétences

Le projet est développé à la fois dans des villes ou villages monoethniques et multiethniques (depuis 2015, deux municipalités du nord du Kosovo participent). A travers des formations, le staff de SSF forme chaque année une soixantaine de jeunes Kosovars de différentes communautés à l'animation sportive. Ces formations, organisées sur plusieurs week-ends, permettent aux jeunes volontaires de côtoyer leurs pairs d'autres communautés, généralement pour la première fois. Ces séminaires ont donc un double enjeu d'apprentissage mais également de création de liens entre les jeunes de différentes communautés. Le sport aide grandement pour faciliter ce premier échange sur le terrain, où la nécessité d'une langue commune est moins prégnante »¹.

D'autre part, les échanges sont très encouragés entre les différentes localités elles-mêmes afin de créer des liens et d'impliquer toutes les communautés. Ainsi, OFFS fonctionne selon une stratégie de « *twin cities* » selon laquelle l'organisation d'un événement est confiée conjointement à des clubs, leaders, entraîneurs et enfants provenant au minimum de deux municipalités et trois clubs de football représentant les différentes communautés divisées. Le même procédé est à l'œuvre à Mostar avec le SSGM :

« Depuis deux ans, il y a une coopération en sport entre Mostar et Kragujevac en Serbie. On fait des échanges de « city national team » sur beaucoup de sports, ça concerne les jeunes. Les joueurs viennent de partout, ils jouent ensemble, il y a des tournois tout le temps, il n'y a jamais d'incidents. On s'en fout de ton nom, si tu sais jouer au foot on joue avec toi (rires). Tu sais, je ne veux pas trop parler de politique, je peux juste parler de sport. En sport, il y a des échanges depuis des années. On travaille avec Football Friends depuis 4-5 ans. On n'a pas de problème avec les parents. On a emmené les enfants en Serbie. Les enfants et nous sommes des deux côtés. On a organisé un meeting avec les parents pour expliquer le programme et nous présenter. Il n'y a eu aucun problème ».

La question des parents pouvait en effet se poser sur leur réticence à laisser leurs enfants fréquenter des enfants issus d'autres communautés et même d'aller voyager dans d'autres pays issus de l'espace post-yougoslave. Pourtant, cette crainte s'est avérée infondée d'après les résultats de notre enquête auprès des adolescents et des accompagnateurs de *Football Friends*. Sur la trentaine d'adolescents (13 à 17 ans) et la dizaine d'accompagnateurs interrogés sur ce sujet par questionnaire écrit, aucun n'a mentionné un quelconque problème lié aux parents. Les enfants racontent que leurs parents posent des questions sur les nouveaux amis qu'ils se sont fait, sur les activités qu'ils ont faites pendant leur voyage, tandis que les accompagnateurs rejoignent Dženan Šuta en relatant les réunions préalables avec les parents pour expliquer le projet. Ceux-ci se montrent en général très enthousiastes à ce que leurs enfants voient autre chose, d'autres gens et puissent s'amuser. Enfin, le résultat recherché

¹ Entretien par voie électronique, avril 2015

n'est pas tant un impact difficilement mesurable mais l'inscription du projet dans son propre dépassement. En effet, il est difficile, en termes de *monitoring*, de pouvoir attester d'autres résultats que des données quantitatives telles que OFFS les fournit dans ses rapports d'activité par exemple¹. C'est d'ailleurs l'une des limites identifiées par Patrick Gasser et Anders Levinsen, ce dernier étant à l'origine du concept d'OFFS :

« Apart from subjective evaluation (which is the most important real test of success, even if not quantifiable), OFFS systematically collects information on the number of events; the number of staff, monitors, school leaders and coaches deployed; the ethnic balance of children and coaches participating in the schools; the number of children participating in the schools; the number of street events organized; and an evaluation of press coverage. These, however, only chart performance: they tell us that the programme did what it planned and for how many people, not whether it had the impact it promised. While a prerequisite for long-term impact, good performance does not alone guarantee it »².

C'est pourquoi chaque organisation insiste sur la pérennité de son projet à travers la formation d'animateurs et d'entraîneurs formés aux méthodes pédagogiques du football « fun » qui met l'accent sur le plaisir, les valeurs et le *fair play*. C'est à travers eux ensuite que les enfants continueront d'être sensibilisés à ces valeurs, même en l'absence de l'initiateur du projet, comme le rappelle Romain Welter :

« Les volontaires, une fois formés, organisent à un rythme hebdomadaire des activités dans leurs localités pour les enfants. Ces sessions sont construites pour que les enfants prennent plaisir et apprennent aussi quelques valeurs communes à travers le jeu. Enfin, les volontaires organisent également des événements pendant l'été où des enfants de diverses villes et communautés se regroupent dans une ville pendant une journée afin de se rencontrer, de jouer ensemble puis de visiter un monument spécifique. Cette journée permet bien souvent aux enfants de sortir pour la première fois de leur ville et surtout d'avoir une meilleure expérience de la diversité du Kosovo ».

L'autre objectif indirect est bien entendu que les enfants et adolescents qui participent à ce programme « répandent la bonne parole », c'est-à-dire convainquent leurs amis de rejoindre le programme, deviennent eux-mêmes accompagnateur ou entraîneur dans quelques années afin de permettre au programme de continuer. En parallèle, la plupart des adolescents

¹ Pour la Bosnie, OFFS indique par exemple : *« From 1998-2009 our local office in Bosnia has implemented 218 Open Fun Football Schools , 29 street sport activities, 14 projects - 'Bring football to schools, children ask you to', 67 Novo Nordisk Cups and 13 football tournaments for children. In total the above manifestations have comprised a total of 64,561 boys and girls aged 7-12 and they have been organised by a total of approx. 5,250 voluntary leaders, trainers, parents and assistants over the years. Further CCPA-Open Fun Football Schools has organised 47 educational seminars in Bosnia during this period for a total of 3,755 voluntary coaches and leaders. Further, years of experience and education have promoted 16 OFFS members to our team of instructors ».* <http://ccpa.eu/what-we-do/countries/balkan/bosnia-herzegovina/>

² Gasser, Patrick, Levinsen, Anders, « Breaking Post-War Ice: Open Fun Football Schools in Bosnia and Herzegovina », *Sport in Society*, Vol.7, n°3, 2004

de *Football Friends* que nous avons interrogés indiquent qu'ils sont ravis d'avoir rencontré d'autres adolescents issus des autres républiques yougoslaves, que c'était pour beaucoup la première fois, et qu'ils sont très heureux de pouvoir conserver des liens d'amitié avec eux, notamment grâce à une utilisation très développée des réseaux sociaux. Ainsi, bien qu'il soit très difficile, y compris sur le long terme, de mesurer empiriquement et qualitativement l'impact d'une telle démarche en l'isolant du reste des autres influences sociales auxquelles les publics ciblés tels que les enfants sont soumis au quotidien, le pari de ces organisations qui utilisent le football est de toucher un maximum d'une génération qui alors aura été sensibilisée à un autre discours et d'autres valeurs. La construction de réseaux de connaissance et d'amitié par-delà les communautés, ainsi que les contacts étroits noués avec et entre les municipalités sont autant de résultats positifs en soi, indépendamment d'un « outcome » plus visible et mesurable sur la paix globale et le vivre-ensemble, dans la droite ligne des principes de *peacebuilding* dégagés par Lederach.

Conclusion

Nous avons articulé ce chapitre autour de deux questions principales. Le tournant de 2000 consiste-t-il une rupture avec la période précédente en ce qui concerne la prégnance du paradigme ethno-nationaliste ? Comment les acteurs du football se sont-ils recomposés dans ce nouveau paysage politique et institutionnel ? En ce qui concerne la première question, nous avons cherché à montrer que la continuité l'emportait sur la rupture. On peut observer des changements de degré plutôt que de nature, de moyens plutôt que de fins. Le paradigme ethno-nationaliste nous paraît toujours être la matrice à partir de laquelle les acteurs politiques locaux et internationaux comprennent et agissent sur et dans l'espace post-yougoslave. Dans ce contexte, s'agissant de la seconde question, le football continue d'être intégré dans ce phénomène dynamique de construction identitaire, politique et sociale des Etats post-yougoslaves, par exemple à travers le soutien aux équipes nationales. Toutefois, les mobilisations nationalistes et guerrières aiguës étant révolues, le football a retrouvé une fonction cathartique de cristallisation des passions identitaires de façon ponctuelle, notamment à des fins de manipulation politique comme l'exemple de Mostar l'a montré. Cependant, ce n'est pas le football qui divise Mostar, le football vient sanctionner une division orchestrée ailleurs : par le haut, au niveau des partis politiques, et par le bas, au niveau du quotidien par les noms de rue, l'enseignement, le marquage territorial etc. Enfin, le fait que différents acteurs du football, supporters extrêmes d'un côté, acteurs associatifs de l'autre, fassent du football à la fois un moyen de poursuite symbolique de la guerre par d'autres moyens *et* la base d'un manuel de vivre-ensemble et de réconciliation achève de démontrer la pertinence de notre perspective interactionniste, rejetant l'idée d'une nature intrinsèque du football.

Au-delà des aspects identitaires, l'autre question traitée dans les chapitres précédents est celle de la politisation à travers et par le football. Autrement dit, dans quelle mesure le tournant de 2000, avec toutes les continuités que nous avons décrites, influe-t-il sur la façon dont les mondes du football interagissent avec la sphère politique ? Il s'agira donc, dans le chapitre suivant, de reposer, à l'aune de la configuration post-guerrière, les questions de la politisation, de l'impact des acteurs du football sur l'agenda politique, de leurs modes de mobilisation, et des violences politiques liées à ces acteurs.

CHAPITRE 5 : Football, politisation et violences politiques

La double fonction à travers laquelle nous analysons le football, à savoir en tant que fenêtre d'observation et qu'agent politique, revient à décrire la politique à travers le football mais aussi par le football. De ce point de vue, le tournant de 2000, en mettant un terme à des régimes (Croatie, Serbie) ayant su mobiliser et exploiter la puissance politique et identitaire du football, aurait pu incarner une forme de dépolitisation du football, en dehors des moments cathartiques que nous avons évoqués au chapitre précédent. Cependant, la fin de la mobilisation guerrière des années 1990 à travers le football ne signifie pas pour autant la fin de la capacité de mobilisation politique des acteurs du football, en particulier des supporters. Au contraire, l'espace post-yougoslave a empiriquement connu depuis 2000 de nombreuses mobilisations à caractère politique de la part des supporters de football. Il convient par conséquent de voir dans quelle mesure les pratiques, les causes, les répertoires d'action et la capacité d'influence politique de ces supporters ont évolué depuis 2000. Contrairement à la période précédente, il semble en effet que l'après-2000 se caractérise par une plus forte propension, de la part des groupes de supporters, à se construire un agenda propre, aux ramifications politiques. Cela rejoindrait la formule avancée précédemment de « politique par le football » dans laquelle les supporters ont acquis une liberté de façonner l'agenda politique plus grande dès lors qu'ils sont libérés de la mobilisation guerrière.

Pour démontrer cette hypothèse, trois principes théoriques et méthodologiques seront retenus. Le premier est de considérer les supporters sous l'angle de la sociologie des mobilisations, conférant aux groupes de supporters le statut de mouvement social¹. Cette démarche encore peu utilisée, qui considère le football comme un espace d'apprentissage de l'espace public, est la seule qui permette de mettre au jour le potentiel politique et rationnel de groupes trop souvent étudiés sous l'angle du risque pour l'ordre public² ou de l'ethnographie des pratiques. Le deuxième principe repose sur la démarche comparative qui nous paraît

¹ Lestrelin, Ludovic, Basson, Jean-Charles, « Pour une sociologie politique du supportérisme : penser le militantisme et la partisanerie des supporters de football en Europe », in Busset, Thomas, Besson, Roger, Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme. Autorégulations, mobilisations collectives et mouvements sociaux*, op.cit.

² Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe*, op.cit.

particulièrement féconde ici en ce qui concerne les mobilisations violentes et non-violentes, en particulier entre la Serbie et la Croatie, sur la base des différences de trajectoires dans les années 1990 mises en avant au chapitre précédent. Enfin, nous opérerons une césure analytique entre les mobilisations selon que ses acteurs recourent ou pas à la violence physique. Cela nous permettra de proposer à la fois une analyse synthétique du phénomène des violences sportives, mais aussi une lecture novatrice de la violence politique à travers l'utilisation des théories de la guerre juste¹ et du concept de responsabilité de protéger. Pour cela, nous chercherons à analyser la possibilité de transposer ces outils, utilisés dans les relations entre Etats, au niveau intraétatique.

¹ Nadeau, Charles, Saada, Julie, *Guerre juste, guerre injuste. Histoire, théories et critiques*, Paris, PUF, 2009

Section 1 : Politisation par le football et football comme espace d'apprentissage politique

Dans cette section, il s'agira d'illustrer par notre propre travail de terrain auprès des supporters le cadre théorique d'analyse des mobilisations collectives des supporters de football tel que nous l'avons déjà esquissé au chapitre 2. Autrement dit, comme l'exposent Jean-Charles Basson et Ludovic Lestrelin, « *confrontant la sociologie de l'action publique de contrôle du supportérisme d'un part, à la sociologie de la mobilisation des supporters de football d'autre part, la proposition programmatique vise à dégager les conditions d'une sociologie politique des membres les plus fervents et les mieux organisés des tribunes des stades permettant de penser, par-delà l'usage métaphorique, le militantisme et la partisanerie des supporters en Europe* »¹. Rejetant l'idée que le domaine du sport serait un espace autonome coupé du politique², nous considérons au contraire que les mobilisations collectives des supporters de football ont toute leur place dans la catégorie des mouvements sociaux dits « post-matérialistes » qui se caractérisent par leur forte dimension immatérielle culturelle et identitaire³. Par conséquent, il ne sera nullement question ici de revendications matérielles, d'intérêts spécifiques et catégoriels tels que le prix des places, les horaires de matchs ou l'usage d'engins pyrotechniques⁴. Au contraire, indépendamment de ces revendications qui peuvent exister chez les supporters en Europe, nous démontrerons empiriquement à travers les cas que nous allons développer qu'il est légitime de conférer aux groupes de supporters de football une « profondeur de la cause »⁵ dans la mesure où les causes défendues par ces supporters possèdent la capacité de monter en généralité et d'avoir des ramifications et relais politiques et sociaux.

¹ Lestrelin, Ludovic, Basson, Jean-Charles, « Pour une sociologie politique du supportérisme : penser le militantisme et la partisanerie des supporters de football en Europe », in Busset, Thomas, Besson, Roger, Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme*, op.cit., p.21

² Defrance, Jacques, « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix*, n°50, 2000

³ Inglehart, Ronald, *The silent revolution. Changing values and political styles in Western democracies*, Princeton, Princeton University Press, 1977 ; Melucci, Alberto, *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*, Bologne, Il Mulino, 1982

⁴ « Les mouvements sociaux ne se limitent pas à des revendications particularistes, mais prétendent viser des biens qui sont profitables au plus grand nombre, sinon à tous » souligne Daniel Cefaï dans son ouvrage *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007, p.15

⁵ Blumer, Herbert, *Social problems*, Berkeley, University of California Press, 1971

C'est pourquoi, après avoir considéré l'engagement dans un groupe de supporter en soi comme un espace de socialisation à l'espace public, nous montrerons en quoi cet engagement peut constituer un levier de politisation, considérant ainsi le groupe comme un lieu potentiel de politique¹. Cette idée sera ensuite illustrée à travers des éléments biographiques de la « carrière » de certains supporters-militants.

1. Des supporters militants

a. La socialisation à l'espace public par le groupe

Les récits sur l'entrée de jeunes adolescents, très souvent garçons, au sein de groupes de supporters extrêmes sont tous très similaires². D'une première sortie au stade à l'enfance accompagné d'un parent, l'individu grandit ensuite et retourne aux matchs avec ses amis, non plus dans les tribunes familiales, mais dans celle dans laquelle se trouvent les supporters extrêmes³. Pour ceux qui souhaitent s'y engager, débute alors un parcours initiatique à la fois identitaire et social. L'appartenance au groupe forge la construction identitaire de l'individu qui va épouser la cause de son club, de son groupe, de sa ville, avec toute l'histoire, les valeurs et l'héritage que cela implique. Il n'est ainsi pas anodin que les groupes rappellent sur leurs bâches voire dans leurs noms leur année de naissance⁴ et célèbrent régulièrement leurs anniversaires, afin de s'ancrer dans l'historicité du club et d'enraciner la leur par-delà les générations de supporters qui se succèdent. Par ailleurs, l'intégration à une structure collective comme un groupe de supporters permet à l'individu de faire l'apprentissage social de l'espace public, que ce soit dans le stade ou en dehors, dans la ville⁵, par exemple à travers la pratique des cortèges⁶. Il se familiarise avec la hiérarchie à l'intérieur du groupe, et prend conscience

¹ Bromberger, Christian, Etienne, Bruno, Guérin, Michel, « Les nouveaux lieux du politique », *La pensée du midi*, n°7, 2002, p.79-91

² Bromberger, Christian, *Le match de football*, op.cit.

³ Ne serait-ce que parce que les places y sont moins chères et que l'ambiance y est meilleure.

⁴ C'est le cas des Ultras Mostar 94 du Zrinjski, ou des United Force 87 du FK Rad Belgrade par exemple. Quant à la Torcida, elle signe ses graffitis d'un « 1950 » rappelant son antériorité sur tous les groupes de supporters extrêmes d'Europe.

⁵ Ginhoux, Bérangère, « En dehors du stade : l'inscription des supporters « ultras » dans l'espace urbain », *Métropolitiques*, 13 mai 2015

⁶ Sorte de performance publique qui consiste à réunir le groupe en un point précis de la ville puis à marcher en chantant vers le stade, sous le regard mi-intrigué mi-admiratif des citoyens. Nous avons participé à cette expérience à Zagreb en tête du cortège des *Bad Blue Boys*, strictement encadré par la police anti-émeute.

des jeux de pouvoirs qui peuvent exister entre les sous-groupes, et/ou entre les différentes générations. Il intègre les règles et les solidarités d'une communauté, il découvre aussi le fonctionnement associatif avec ses différentes fonctions et responsabilités dans lesquelles il peut se découvrir des compétences au fil des années. Celles-ci peuvent être pratiques (couture, peinture, écriture, communication publique etc.) et organisationnelles (organiser un déplacement, gérer un budget) et constituent ce que Laurent Willemez nomme le « capital militant »¹. C'est ainsi, par son implication et son volontarisme, que ce soit dans la présence aux déplacements, dans la préparation des chorégraphies et tifos, ou bien dans les bagarres contre les autres groupes, qu'il peut se faire remarquer par les leaders plus âgés et montera dans la hiérarchie. Nous avons assisté à Split à la préparation d'un match important contre le Dinamo Zagreb. Sous la surveillance de la police, des adolescents de 12-16 ans se lèvent aux aurores le samedi matin et se rendent au stade pour installer le tifo et les banderoles, sous le regard des leaders qui contrôlent la manœuvre en bas de la tribune. C'est ainsi que chaque adolescent a le sentiment de faire partie de quelque chose d'important, pour lui, pour le club et pour la ville. S'ils en ont les compétences techniques et artistiques, peut-être concevront-ils eux-mêmes bientôt un tifo qui sera largement diffusé. Or, un tifo réussi diffusé dans toute l'Europe par les médias et Internet est une récompense incomparable en termes de rétribution symbolique².

¹ Willemez, Laurent, « Apprendre en militant : contribution à une économie symbolique d'engagement », in Vendramain, Patricia (dir.), *L'engagement militant*, Louvain la Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2013

² Sur ce point, Voir Gaxie, Daniel, « Rétribution du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, Vol.15, n°1, 2005



Photo 49 : les jeunes installent le tifo dans les tribunes pendant que les leaders et anciens devisent sur la piste. Les couleurs sur les sièges laissent deviner le tifo à venir. Les deux bannières déployées de haut en bas signifient « Nous vivons pour le Hajduk » et « mon père : la rue, ma mère : Torcida ». Septembre 2013. LT

L'expérience sensible du groupe se forge beaucoup à travers les déplacements. C'est dans ces moments, au cours de longs trajets en car ou en voiture, parfois sous forte escorte policière, que se tissent d'indéfectibles liens entre des individus qui partagent la même cause. Une fois encore, si l'on se réfère au paradoxe soulevé par Olson sur les rétributions matérielles attendues de l'engagement militant¹, il est difficile de comprendre pourquoi des individus investissent autant de temps et d'argent dans leur activité de supporters. Comment expliquer que des individus passent des heures, parfois des jours entiers dans des bus inconfortables pour aller voir un match de football à l'autre bout de l'Europe ? Ces moments qui peuvent paraître pénibles mais nécessaires avant la récompense du match font au contraire partie intégrante de l'expérience et se vivent comme tels. Ils rappellent ce qu'avancait Hirschman dans sa métaphore du pèlerin : « *pour le pèlerin en quête d'une aventure spirituelle, les risques et les inconforts du pèlerinage ne s'imputent pas en négatif sur le sens de son expérience, mais y ajoutent* »². Ainsi depuis plusieurs années, certains membres des *White Angels* du NK Zagreb ont pris l'habitude d'effectuer à pieds le déplacement à Karlovac, ville située à 50 km de Zagreb, cela fait partie de l'expérience³. Dans les bus et les combis, on chante, on boit, on parle du match à venir, on débat des prochaines animations organisées par le groupe sur et en dehors du stade, on anticipe les éventuels embuscades à venir avec les

¹ Olson, Mancur, *Les logiques de l'action collective*, Paris, PUF, 1978 (1966)

² Hirschman, Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983

³ Pour notre part, nous avons emprunté le train avec d'autres membres du groupe.

supporters locaux. Les plus expérimentés, ceux qui ont par ailleurs les tickets de tout le monde pour le match, ont la charge de veiller sur les adolescents que les parents ont accompagnés jusqu'aux bus. Sur le trajet, les arrêts sont décidés par la police lorsqu'elle encadre l'intégralité du trajet, de même que l'escorte finale vers le stade¹, ce qui est également une façon de découvrir plus finement les éventuelles différences entre les polices selon les villes². Par conséquent, faire partie d'un groupe engagé de supporters extrêmes donne aussi l'opportunité d'entrer en contact avec d'autres acteurs de l'espace public tels que les dirigeants du club, la police ou les autorités politiques. C'est en cela que nous parlons d'espace d'apprentissage et de socialisation publique. Enfin, l'individu apprendra qu'un groupe de supporters réuni sous forme d'association étend ses activités bien au-delà du terrain et du club, comme le rappelle Sina, l'un des leaders des *Bad Blue Boys* :

« *We are doing lots of humanitarian actions. We give our blood regularly, we organize concerts, we collect money to give to NGOs, we give presents for kids every Christmas. We do it for the sake of it. We know who we are, it's not because of the press. Every year, we have a football tournament on occasion of May 13th, we collect money and we give it to who needs it among the group (poverty, jail, etc.), we are like a family* »³.

Les supporters extrêmes serbes de l'Etoile Rouge et du Partizan organisent également des événements de ce type, collectes et concerts dont les fonds sont le plus souvent reversés, du moins officiellement, à des œuvres destinés aux populations serbes du Kosovo. Ce faisant, le groupe joue un rôle d'acteur social qui dépasse le terrain et emprunte au registre de l'action citoyenne. Grâce à leur capacité d'organisation et de mobilisation, les *Bad Blue Boys* s'étaient organisés en petits groupes pour déneiger les rues de la ville alors que les services municipaux étaient débordés⁴. Ainsi, faire partie d'un groupe de supporters extrêmes constitue en soi une expérience socialisatrice qui permet d'appréhender, souvent pour la première fois, l'espace public et ses acteurs. En outre, en s'impliquant dans un tel groupe, l'individu éprouve une

¹ Ces quelques éléments sont inspirés de notre propre déplacement effectué avec un sous-groupe de supporters extrêmes de l'Etoile Rouge de Belgrade originaire d'une ville de province qui se rendait à Belgrade pour le derby contre le Partizan Belgrade.

² Selon Miroslav Marković, policier à Zagreb dans la section chargée des supporters, rencontré de façon informelle en marge d'un entraînement de l'équipe nationale croate, chaque police locale a sa façon d'appréhender les groupes, selon les interactions qu'ils entretiennent. Selon lui, les choses se passent beaucoup mieux à Split entre la *Torcida* et la police locale qu'à Zagreb. De même, il peut y avoir des problèmes lorsque la *Torcida* se déplace dans des villes plus petites dans lesquelles la police locale n'est pas habituée à gérer de telles situations.

³ Entretien, Zagreb, 2013

⁴ Par exemple la rue Nazorova dans laquelle se situe une maison des enfants (*dom za djecu*). « Good Blue Boys : Dinamovi navijači čiste snijeg i led za djecu iz Nazorove » (Les supporters du Dinamo nettoient la neige et la glace pour les enfants de Nazorova », *Index.hr*, 13 janvier 2013

cause, un club, une ville et forge ainsi une partie de son identité et de ses activités publiques pour les années à venir¹.

b. Le groupe comme lieu du politique

Que l'expérience sociale de l'appartenance à un groupe de supporters extrêmes participe de l'apprentissage de l'espace public ne signifie pas forcément que celui-ci revêtira une dimension politique. D'autant que beaucoup de groupes de supporters insistent pour se définir comme apolitiques et refuser une quelconque influence politique dans leur tribune, en dehors de leur seule cause, le club, le groupe, la ville. Pour autant, il est indéniable que la socialisation par les tribunes offre des possibilités d'éveil à la chose politique. En d'autres termes, le stade, la tribune, le groupe, constituent de nouveaux « lieux du politique », une politique par le bas souvent négligée car peu perceptible comme le souligne Christian Bromberger :

« Il existe des déplacements du politique que les acteurs politiques ont le plus grand mal à prendre en charge. Prenons l'exemple, que je connais bien, de groupes de jeunes supporters de football. Il y en a qui se cantonnent à soutenir leur club favori avec virulence. D'autres, minoritaires, qui affichent de façon provocatrice des positions extrémistes, empruntées à des idéologies bien identifiées (fascisme, gauchisme). Il y a un troisième ensemble, important, de groupes où se mêlent militantisme footballistique, entraide, animation de la vie de quartier, réflexion sociale, prosélytisme régionaliste, actions humanitaires, etc. Il suffit de feuilleter les fanzines de ces groupes ou de visiter leurs locaux pour se rendre compte que ces formes d'engagement a priori apolitiques relèvent du politique. Ces jeunes refusent les formes traditionnelles de médiation et de représentation (les partis, la politique...) mais le fonctionnement de ces groupes, avec leurs assemblées générales, leurs débats, leur division des tâches, apparaît, paradoxalement, comme une forme d'initiation à la vie politique et démocratique (même si certains de ces groupes ont une certaine tendance à l'oligarchie) »².

Les tribunes post-yougoslaves tendent à apporter une nuance dans le caractère minoritaire et provocateur des prises de position politiques des groupes de supporters extrêmes tel que Christian Bromberger l'affirme. Il y a d'abord les groupes, certes minoritaires, qui assument ouvertement un positionnement politique au lieu d'affirmer, au

¹ Le niveau d'implication varie souvent avec l'âge. Les plus anciens ont tendance, une fois leur vie sociale, professionnelle et familiale stabilisée, à prendre du recul. Néanmoins, en termes de sentiments et de cause, « on peut changer de tout dans la vie, de femme, de parti politique, de religion, mais on ne peut pas changer de club favori » selon la formule d'Eric Cantona. Cette plaisanterie revêt toutefois une véracité certaine en dehors de certains cas particuliers de retournements d'allégeance que nous évoquerons plus loin.

² Bromberger, Christian, Etienne, Bruno, Guérin, Michel, « Les nouveaux lieux du politique », *op.cit.*

moins par principe, leur apolitisme. Nous avons déjà évoqué le cas du groupe *United Force 87* du FK Rad Belgrade, régulièrement mis en lumière pour ses positionnements très nationalistes. De l'autre côté du spectre politique, le groupe des *White Angels* (Bijeli Anđeli en croate) du NK Zagreb, le second club de Zagreb, présente la particularité très rare dans la région de se revendiquer comme antifasciste, un positionnement politique qui implique diverses stratégies de légitimation pour exister sur une scène supportériste qui penche globalement dans l'autre sens¹. Si l'histoire du groupe est ancienne déjà, il existe dans sa forme politique actuelle depuis le début des années 2000. Voici en quels termes l'un des principaux protagonistes, Zlaja, retrace ce tournant:

« Z.: Our generation of Bijeli Anđeli started in 1998, and organized since 1999 until now. First years were hard, as always. (...) Championship season came 2001-2002, number grew², but the next season, club went down, and number of fans did the same.

L.T.: At that time, BA were already politically...

Z.: No, no. There was no politics at all. The rest of the ultra scene in Croatia was nationalist, or they would say "patriotic", you know, but we were just non-violent, and just wanted to drink and watch games and that's all. (...) Then, we started to make our first concert, called "night of the Angels". Some of us were from alternative sources like punk, rock. So we made our first concert with groups of friends. (...) After two concerts some punks and skins came and the antifa thing was speeded up a little. I was punk then, people from that part of society, let's say "left-wing", came in the BA. Then with new guys and old guys, we started this antifa thing. Why? I don't know, as a reaction I think.

L.T.: A reaction to what?

Z.: A reaction to the rest of the city and fans. They all go to game of national team and scream "we are all Croats, we are brothers", and the week after, their team play against each other, and they fight and yell at each others. The second thing is racism, fascism, white pride. When I was a punk, I was fighting nazis, skinheads almost every weeks, I don't like them. Then we had to answer some things from society life to show people that not every football supporter in Croatia is dickhead without brain...

L.T.: How many of you decided to make BA an antifa group?

Z.: The heart of us. (...)Who didn't want to participate had to leave. I mean, they were not forced to leave, but they just left because they would disagree. But most of old people had

¹ Trégourès, Loïc, « Comment peut-on être ultra et antifa en Croatie ? Le cas des Bijeli Anđeli du NK Zagreb », in Busset, Thomas et al (eds.), *L'autre visage du supportérisme*, op.cit.

² Le NK Zagreb remporte le titre de champion de Croatie cette saison-là.

already left, so 90% of the group stayed, and then new people came, other left for other reasons than political ones »¹.

Néanmoins, la grande majorité des groupes de supporters extrêmes combinent à la fois une position publique d'apolitisme et des messages réguliers à caractère nationaliste. C'est par ailleurs souvent ainsi qu'ils sont perçus par les acteurs extérieurs au football. Les groupes les plus nombreux n'exercent ainsi pas la même pression sociale et politique sur ses membres qu'un groupe plus réduit comme les *United Force 87* ou les *White Angels*. Autrement dit, les messages politiques à caractère nationaliste délivrés par la tribune des *Delije* n'empêchent pas une diversité politique dans la tribune. Sous cette réserve, la remarque de Zlaja sur l'orientation nationaliste de la scène supportériste croate est corroborée par le sociologue Benjamin Perasović :

« Most of time, if you are into football, people will think you are nationalist, right-wing. I know it's a stereotype, but it functions, especially here, especially among human rights people. Football is linked to masculinity, alcohol, nationalism etc. so for intellectuals, it is easy to criticize football even if there are people like me who are into football too. Look, I study alternative movements. Take music scene. If you go to alternative music scene and say that you are a football fan, people there will think that you are macho right wing nationalist, into alcohol and so on. I know that White Angels are connected with this scene, there are bridges. But still, majority of football fan groups is right-wing, it's true ! It's just a fact »².

En réaction à des événements d'actualité ou des dates commémoratives, il arrive régulièrement que les tribunes soient le lieu d'exhibition de banderoles aux messages à caractère politique. L'orientation nationaliste des messages est alors nettement dominante dans l'univers des tribunes. Si l'on se penche sur le cas de la Serbie où les deux groupes de Belgrade sont les plus importants de la région numériquement, cela concerne le plus souvent tout ce qui est lié à la justice internationale, mais aussi la question des droits de la communauté LGBT, du Kosovo, voire parfois celle de l'intégration euro-atlantique³. Ces problématiques peuvent aussi bien être liées entre elles dans une seule banderole ou tifo, comme on peut le voir sur les photos suivantes.

¹ Entretien, Zagreb, 2012

² Entretien, Zagreb, 2013

³ Trégourès, Loïc, « Les supporters serbes et l'UE : entre indifférence et rejet », *Politique européenne*, n°36, 2012



Photo 50 : « L'Ouest regarde ce que les Shiptars (mot péjoratif qui désigne les Albanais) font, mais l'important est qu'il veuille faire une gay pride ici, les gens nous tuent et détruisent nos églises, pour cela on nous remercie chaleureusement à Bruxelles, Europe merci mais on peut faire sans toi, alliance avec les Russes et on baise les autres ». A noter au premier plan le drapeau de la république séparatiste pro-russe du Donbass.



Photo 51 : « Toute la Serbie sait désormais que l'aide pour le Kosovo est sacrifiée à cause des pédés ».



Photo 52 : « Que les bébés naissent, c'est un message du Nord (la tribune des *Delije*), nous ne voulons pas que la Serbie soit un pays de pédés ».

Ainsi les groupes de supporters peuvent participer non seulement de la socialisation à l'espace public mais aussi à la socialisation au politique, avec une orientation nationaliste dominante dans l'espace post-yougoslave¹. Voir ces groupes comme de potentiels acteurs sociaux n'a toutefois rien de nouveau si l'on considère le rôle que ces tribunes ont joué dans les années 1980 dans le dispositif de sensibilisation au nationalisme. C'est ce que rappelle Benjamin Perasović :

« *BBB had 13 months of boycott against Zdravko Mamić². They know their team is winning unfairly. This boycott against Mamić, and Hajduk against Kerum³ are evidence that*

¹ Cela était également visible chez les groupes de supporters extrêmes albanais du Kosovo que nous avons évoqués au chapitre 4. Récemment, les Violes du FK Maribor en Slovénie ont exhibé une banderole hostile aux migrants venus du Moyen-Orient. Curieusement, ce thème a été très absent chez les supporters serbes alors que le pays a été un pays de transit important de centaines de milliers de migrants. Cette absence n'est sans doute pas étrangère à la façon dont le gouvernement a géré politiquement et médiatiquement cette affaire, ni aux liens existant entre les groupes de supporters et le pouvoir politique, nous y reviendrons.

² Directeur exécutif du Dinamo Zagreb. Personnage truculent et controversé, arrêté à maintes reprises pour des violences et délits financiers, il est généralement considéré comme le parrain du football croate. Son frère Zoran, ancien joueur international, a été l'entraîneur du Dinamo Zagreb, tandis que son fils possède l'agence de management sportif avec laquelle la plupart des joueurs du Dinamo sont sous contrat.

³ Maire de Split de 2009 à 2013

they can be social actors. You could anticipate that in the 80s. I started to write about it at that time, and you could see that they could mobilize and act as social actors ».

Le groupe constitue alors une porte d'entrée vers l'engagement militant dont les formes évoluent avec le temps et la sensibilisation à la chose publique. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les individus sont avant tout des militants de leur cause. Par conséquent, indépendamment de leurs opinions politiques qu'ils ont pu développer au contact du groupe, ce qui nous intéresse ici est la façon dont cette socialisation à l'espace public et au politique va participer de leur capacité à politiser leur cause, à savoir le bien de leur club. Ce phénomène est repérable à l'échelle individuelle à travers les « carrières » de certains supporters.

c. Carrières de supporters-militants

D'abord utilisé par Everett Hughes¹, le concept de carrière a ensuite été développé par Howard Becker dans le cadre de son étude sur la déviance. Il s'agit de reconstituer le parcours déviant d'un individu par séquences, considérant qu'un individu fait autant qu'il est fait par les configurations sociales. Ainsi, cette approche permet de reconstruire « *une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu. Chaque phase requiert une explication et une cause agissant pendant l'une des phases de la séquence et pouvant avoir une importance négligeable pendant une autre phase* »². Le schéma de carrière développé par Becker passe par plusieurs phases. Celle de l'entrée avec la commission d'un acte déviant. Celle-ci ne devient une éventuelle carrière que si l'individu accepte de porter le stigmate de déviant que la société va lui attribuer et si la commission de l'acte déviant lui procure plaisir et/ou bénéfices tels qu'il sera désireux de recommencer. Si tel est le cas, l'individu intégrera alors un groupe organisé autour de l'acte déviant, ce qui change alors la représentation qu'il a de lui-même et que les autres ont de lui. Il organisera alors sa vie en fonction de cette appartenance et de ses pratiques. Dans un premier temps, il est relativement aisé de reprendre le schéma de carrière déviante de Becker (entrer, rester, agir) pour l'appliquer à des membres de groupes de supporters extrêmes dans la mesure où ces groupes sont eux-mêmes perçus comme déviant. Sina, le leader des *Bad Blue Boys*, raconte

¹ Hughes, Everett, *Men and their work*, New York, Free Press of Glencoe, 1958

² Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, op.cit., p.46

ainsi : « *BBB are not appreciated by the rest of the city. My parents would not talk to me for a while when they discovered that I had responsibilities in the group* ».

Cependant, dans le sillage d'autres travaux comme ceux d'Olivier Fillieule¹, il nous semble plus pertinent ici d'adapter la notion de carrière dans le sens des carrières militantes. Nous n'avons alors plus affaire à des déviants qui boivent, sautent, crient, chantent et gesticulent, mais à des militants de leur cause qui utilisent un répertoire d'action dans et en dehors du terrain bien plus vaste que ce que l'on pourrait croire. L'analyse de la carrière militante se trouve alors au croisement de l'individu, de l'organisation et de la cause. Cela permet de discerner les séquences de l'engagement et penser dans la durée :

« *Appliquée à l'engagement politique, la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie. La notion de carrière permet donc de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements* »².

Dès lors, on peut élaborer un nouveau schéma séquentiel. Comme nous l'avons rappelé plus haut, l'entrée se fait le plus souvent dès l'enfance à l'occasion d'un match vu au stade dans le cadre familial. Cependant, il faudra renouveler l'expérience puis commencer à aller au stade de façon autonome entre amis avant que l'individu n'approche le groupe de supporters extrêmes à l'adolescence. C'est par exemple le cas de Juraj, 26 ans, supporter du Hajduk Split et rédacteur pour le site de football alternatif et civique *Nogomet Plus*³ :

« *I started to cheer for my team when I basically became aware of my fondness for football as a sport. Hajduk is a major part of a local cultural identity, so the support for the team is kinda passed on from generation to generation, or via general surroundings. My first visit to Poljud stadium was when i was 5 years old, with my father. We went to see the 1995 Champions league quarterfinal game between Hajduk and Ajax. My father did take me to see a few other games at that time, but considering he isn't really a big football fan (his biggest love is waterpolo), as soon as I reached a certain age where it was considered to be safe to go*

¹ Fillieule, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol.51, n°1, 2001

² Fillieule, Olivier, « Carrière militante », in Fillieule, Olivier et al (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009, p.87

³ Nogomet signifie football en langue croate. Le site a pour vocation de défendre un football plus démocratique et transparent. Il est géré par des supporters de différents clubs croates impliqués dans diverses actions civiques dans leurs clubs respectifs.

by myself I started going with my classmates at the time. That was around the season 1999/2000 »¹.

A partir de cette prime fréquentation, la cause du club est déjà intégrée, et se fixe généralement vers 9-10 ans. La différence entre un simple sympathisant et un militant consiste alors dans le pas à franchir pour s'engager dans un groupe de supporters extrêmes. Ce passage d'une séquence à l'autre se fait le plus souvent à l'adolescence, par l'intermédiaire de ce que Ludovic Lestrelin nomme un « prosélytisme privé »², c'est-à-dire sur la base d'échanges amicaux et de cooptation entre membres du groupe et recrues potentielles. Par exemple, dans le cadre de l'enquête par questionnaires et entretiens que nous avons menée avec les *White Angels*, l'inclusion dans des réseaux sociaux a joué un rôle déterminant dans les motifs d'engagement³, puisque neuf répondants sur onze indiquent que c'est par l'intermédiaire d'un ami qu'ils ont rejoint le groupe. En l'occurrence, le prosélytisme privé est ainsi de loin le principal mode de recrutement. C'est donc à l'adolescence que débute la deuxième séquence, celle de l'intégration au groupe et de l'apprentissage de nouvelles pratiques, valeurs et répertoires d'action collective avec pour étalon-mesure de l'engagement militant les déplacements effectués dans tout le pays et en Europe. Pour Juraj, comme pour Tomislav, supporter du Dinamo Zagreb de 35 ans, membre fondateur de l'initiative civique *Zajedno Za Dinamo (ZZD)*⁴ et consultant en communication, le basculement a commencé vers l'âge de 15 ans.

Juraj : « *I consider myself to be a regular fan these days. However, I was an active member of the Torcida core from 2004 to 2011, and during that period I went to more than 100 away matches, home and abroad with Hajduk* ».

Tomislav : « *I was an active member of BBB for 13 years from 1995. My first away game abroad was in Auxerre, it was fun, we had a big fight with police, maybe you have heard of it. I still consider myself a BBB although no longer active. Now, I rarely go to away games, and no longer do fights* »⁵.

Dès lors, l'individu se perçoit comme un militant, et il est reconnu comme tel par le groupe. Sa conscience militante et l'apprentissage des pratiques qui l'accompagnent grandissent avec l'expérience passée au sein du groupe. Cela ouvre la voie à la troisième phase, qui est celle de l'action pour la cause. Or, le cas croate montre à quel point ce

¹ Entretien électronique, 2016

² Lestrelin, Ludovic, *L'autre public des matchs de football*, Paris, EHESS, 2010

³ MacAdam, Douglas, *Freedom summer*, Oxford, Oxford university press, 1988

⁴ Ensemble pour le Dinamo. Nous reviendrons en détails sur cette initiative un peu plus loin.

⁵ Entretien, Zagreb, 2011

qu'Anselm Strauss nomme des « changements institutionnalisés » sont susceptibles de recomposer les répertoires d'action des militants, modifier leurs statuts, en allant de pair avec la structure sociale d'un pays donné¹. Ces changements institutionnalisés désignent des changements biographiques tels qu'un mariage, une paternité, des études universitaires à mener ou bien une nouvelle orientation professionnelle. Ceux-ci sont nécessairement bouleversants dans la mesure où ils surviennent à l'âge adulte alors que la carrière militante du supporter a commencé à l'adolescence. Ce faisant, ces événements peuvent donner un nouveau visage à cette carrière, avec la mise en avant d'autres moyens de servir la cause. En l'occurrence, le fait de faire des études de droit, de science politique, de sociologie, de communication ou de journalisme, puis d'entamer des carrières professionnelles dans ces professions socialement valorisantes, offre aux supporters-militants de nouvelles compétences à mettre à disposition de la cause et de nouvelles ressources techniques, intellectuelles et symboliques en vue de la politisation de celle-ci. Il n'est ainsi pas surprenant que Juraj ait dû ralentir ses activités au sein de la *Torcida* en raison d'études menées à Zagreb, mais qu'il ait en même temps décidé, dans une forme de renouvellement d'allégeance, de mettre au service de la cause du club, à travers son activité pour le site *Nogomet Plus*, ses compétences acquises dans le cadre de ses études de journalisme et de science politique. De son côté, Tomislav a été contraint de ralentir sa présence au stade tant en raison du conflit interne entre la direction du Dinamo Zagreb et les supporters qu'en raison de sa propre carrière professionnelle dans le secteur des relations publiques. Cependant, les compétences professionnelles acquises en la matière lui ont également permis de recomposer son soutien à la cause du Dinamo en participant à la création de l'initiative civique *Zajedno Za Dinamo*, qui vise à lutter pour une gestion démocratique du Dinamo Zagreb.

« What we do is being done on free time, we all have jobs. I remember being active in ZZD 120% in first 8 months. I came to my work, but on my 8 hours job time, I was busy 6 hours on ZZD, I was lucky my boss never found out (laugh). After 8 months, I felt tired, I stepped back a little, now I have family too ».

Les cas de Juraj et de Tomislav illustrent un triple mouvement allant dans le sens d'une politisation poussée des actions en faveur de la cause défendue. D'abord, sur le plan personnel, les changements biographiques institutionnels les poussent à réinventer leur militantisme. Ensuite, la professionnalisation des militants de la cause ouvre un nouveau

¹ Strauss, Anselm, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Editions A-M Métailié, 1992

champ de revendications possibles servis par des compétences indisponibles auparavant. Juristes, économistes, universitaires, journalistes, communicants, les supporters-militants disposent désormais parmi leurs membres des relais indispensables pour publiciser, politiser et légitimer socialement leur cause. Enfin, la politisation des causes liées aux clubs de football, que nous allons étudier en détail plus loin, rentre dans le cadre plus large d'une configuration sociale plus favorable à l'expression de ce type de mouvements sociaux, notamment en Croatie, comme le souligne Benjamin Perasović :

« I always liked grassroots movements. Initiatives from ZZD and White Angels are from the bottom. It is important because in all level of social life, people should take their destiny in their hands. In 2008, I remember that some students asked me : « why are we student so passive, apathic ? ». I answered : « you never know. At some time, because of social context, something may happen ». A year later, the most powerful student movement happened, the building was occupied for 63 days, I could not dream of it ! You could not imagine that some time before. They just wanted free education for all !¹ So maybe majority is apathic, but you never know what can happen, you can mobilize for something. There is this slogan « act local, think global ». Look at ZZD. They fight for transparency, everybody is fighting for its own cause, and if everybody does that, it will bring a global good ».

Bien sûr, tous les fans de football ne deviennent pas militants de leur cause au sein d'un groupe de supporters extrêmes, et tous ceux-là ne développent pas ensuite d'autres compétences et répertoires d'action dans la mise en forme politique de leur cause. Cependant, le raisonnement séquentiel à travers le concept de carrière militante a permis de mettre en avant non seulement le caractère socialisant à l'espace public des groupes des supporters, mais aussi la concordance entre une cause, des trajectoires individuelles, et un contexte social favorable à de nouvelles expressions et revendications sociales. C'est parmi celles-ci que s'inscrivent les mobilisations autour du football que nous allons analyser maintenant.

2. Le football comme champ fertile en mouvements sociaux

Partout sur le continent européen, des mobilisations collectives voient le jour autour de la cause du football. Des supporters se constituent en associations civiques afin de porter leurs revendications aussi bien auprès de la direction de leurs clubs que devant les instances politiques, sportives et judiciaires nationales et européennes. Ces mouvements ont pour objectif de lutter pour plus de démocratie et de transparence au sein de leurs clubs. Ils se pensent comme un contre-pouvoir politique indispensable face à un football qui ne serait plus

¹ Sur ce mouvement et l'idée plus générale de développement récent des mouvements sociaux citoyens, voir Štiks, Igor, Horvat, Srećko, *Welcome to the desert of post-socialism*, op.cit.

qu'un divertissement sans âme ni histoire, sans égard pour ceux qui se passionnent pour lui. C'est dans ce but que des organismes tels que Supporters Direct¹ ou Football Supporters en Europe² ont été créés. Il s'agit de plateformes visant à fédérer les groupes de supporters en Europe, développer les savoirs et les pratiques, et défendre les intérêts des supporters auprès de l'UEFA dans le sens d'une meilleure représentation des supporters comme acteurs du football à part entière avec les dirigeants du football tels que les fédérations et les propriétaires des clubs. Supporters Direct intervient par exemple pour conseiller techniquement les groupes qui souhaitent développer la pratique de l'actionnariat populaire. Il s'agit donc de voir comment ces mobilisations politiques et sociales se déclinent, en particulier en Croatie³, ou par ailleurs la recherche sociologique sur ces questions est plus développée qu'ailleurs dans la région⁴.

a. Lutter contre le système : Ensemble pour le Dinamo

Zajedno za Dinamo (ZZD) est une initiative civique créée en décembre 2010 par des supporters du Dinamo Zagreb, au-delà du noyau des *Bad Blue Boys*. Elle a été créée en réaction vis-à-vis du mode de fonctionnement du Dinamo Zagreb, club public transformé en affaire lucrative par et au profit exclusif de son directeur exécutif Zdravko Mamić et de sa famille. Tomislav et Dragutin Nemec, juriste co-fondateur de ZZD, résumant la façon dont le club est géré de la manière suivante :

Tomislav : « *Dinamo is not a private club. It is a public association. It is financed from city budget, city of Zagreb gives every year around 3-6 millions euros. Still, club director, Zdravko Mamić decides about everything, but besides that he and his family are managers of players. So he is in conflict of interest* ».

Dragutin : « *This is undemocratic and illegitimate. The actual management of the club basically turned it into provisions for private interests. It's a private cash machine with public authorities' blessing. You have cases of money laundering, some make huge profits on Dinamo*

¹ <http://www.supporters-direct.org/>

² <http://www.fanseurope.org/fr/>

³ La Croatie est le pays de la région dans lequel ces mouvements se sont développés. Toutefois, un mouvement prend forme à Zenica en Bosnie, inspiré sur les expériences croates. Le contexte social, de même que les circonstances liées aux clubs peuvent expliquer pourquoi aucun mouvement de ce type n'a encore vu le jour en Serbie.

⁴ Perasović, Benjamin, « Subkultura, pokret ili (neo) pleme ? O teorijskim implikacijama novog iztraživanja nogometnih navijača » (Subculture, mouvement ou (néo) tribu ? Sur les implications théoriques des nouvelles recherches sur les supporters de football), in Ilišin, Vlasta et al (eds.), *Demokratski potencijali mladih u Hrvatskoj (le potentiel démocratique des jeunes en Croatie)*, Centar za demokraciju i pravo Miko Tripalo (Centre pour la démocratie et le droit), Zagreb, 2015

while it's a non-profit organization. People working in the club own companies that have contracts with the club, this is obvious conflict of interest. And of course, people running the club have management contracts as agents with big majority of the players so they squeeze out their money from wages and money from the club when they are sold abroad for big amounts. So, basically, you are the player's boss in Dinamo, you decide of his wage, and then, as a manager of the player, you take 30% of this wage. This is Dinamo's money that you put directly in your pocket ! This is how Dinamo works. And they don't care about the fans, or whether the stadium is empty, they don't need public. Maksimir is always empty : 35000 seats and usually you have less than 1000 people going »¹.

Tomislav : « Law on sport impedes people working in football to be managers, or their family. But nobody cares. Some other members of board are under investigation for financial crimes. For that, they should not be there but no one cares in the government. Nobody in the public cares. Dinamo is the champion so no one cares if Mamić steals from the club. So the initiative wants to change things, we want to have a new direction which will take care of the club and not his pocket. Other thing is that Dinamo has 10.000 members paying a fee each year, but they can't exercise their rights to vote for direction, have access to budget etc. Our model is Barcelona, Benfica, Bilbao, Hannover, Bayern and that we have regular elections of the board. Dinamo is our club, not Mamić's club. Mamić did not privatize the club. He is not like your Qatar guy in Paris. He never put any of his money on it. Dinamo is funded by sponsors and Zagreb taxpayers money, and he is making money on it. We want to change that. We want to have competent people on board, not criminals who will do money laundry ».

Partant de ce constat, l'objectif de ZZD est de mettre un terme à ce fonctionnement et faire respecter les statuts du club qui prévoient que la direction soit élue démocratiquement par les membres de l'association, ce qui ne correspond pas aux pratiques actuelles que Dragutin détaille :

« In Dinamo, we have 10000 members. They are supposed to be the owners of club. Now, the direction just put 50 people in Dinamo assembly, they said it was the new assembly and it would choose the board of directors. And this board will choose who will be in the next assembly. It's a closed circle of 80 people who highjacked the club. The government, the mayor, they blessed that, never challenged it, they allowed this practice to be legitimate and normal. They were very surprised when we started to challenge that in 2010, they didn't even have an effective answer to make because they had never expected that someone would challenge it ».

Cet entre-soi est favorisé par des relations d'intérêt entre ces acteurs selon Tomislav : « Problem is that Mamić has very good connexion in politics, especially in HDZ. He funds politicians, he is very close to Zagreb's mayor Milan Bandić. Therefore, he has total impunity, he can do whatever he wants ». Par conséquent, la mobilisation initiée par ZZD se décline en réalité sur deux fronts, celui de la loi, et celui de la communication publique. Cela signifie la mise en œuvre d'un répertoire d'action diversifié en vue de lutter sur ces deux

¹ Entretien, Zagreb, 2012

fronts, au contact d'acteurs différents. D'un côté, il s'agit de déployer des moyens juridiques afin de défendre la cause devant les tribunaux, et faire, dans l'ombre, du lobbying auprès des responsables politiques afin de changer la loi sur le sport, et de faire appliquer les lois actuelles. Or, comme l'a dit Dragutin, le front juridique n'est pas un terrain habituellement fréquenté par les supporters de football, d'où la nécessité de recrutement de compétences techniques auprès de juristes et d'universitaires. De l'autre, l'initiative doit impérativement faire connaître publiquement son combat par la mobilisation non seulement des membres de l'association Dinamo mais aussi du grand public. D'où la mise en œuvre de campagnes de communication à travers des manifestations, des pétitions, une sensibilisation à la cause dans la presse, mais aussi la recherche de légitimité auprès de diverses personnalités publiques.

Tomislav : « *ZZD is an initiative, not an official NGO. We are not legal with statute. We are urban guerilla (laugh). We founded a forum which is a meeting place and decided to do something with a policy of fighting with legal means against Mamić. We went public on the initiative, and people can reach us. Some of our guys like me are responsible for communication, social networks, PR. We have lawyers, university teachers. They give us material saying « Mamić is breaking this law, that law etc. », they give it to our PR, and we go public with it. We also have good communication with some ONG like Transparency. We visited adviser for sport to the President of Croatia to talk about our case. We had meeting with SDP¹ people. One of our guys lives in Austria, so he wrote to his european MP, Hannes Swoboda², who is an important man for the Balkans, and he publicly gave us his support. So we try to gather support from everywhere. Also, some players (Eduardo) and former players (Vlahović, Šimić, even Boban although he won't go public on it) and other famous people are backing us. We made 20 minutes videos where they explain why they support us, and we put it on Youtube ».*

Pour autant, la sympathie suscitée par la cause portée par ZZD ne s'est pas nécessairement traduite par une forte mobilisation populaire, y compris au sein des 10000 membres de l'association Dinamo dont Dragutin Nemeč estime que seul un tiers soutient véritablement l'initiative. Les autres, sans y être opposés, doivent toujours être sensibilisés aux actions de ZZD pour saisir l'importance de leur propre voix et ne semblent pas convaincus que l'initiative puisse aboutir. Quant au grand public, Nemeč explique fort bien comment il a fini par se détourner du Dinamo en raison de résultats de matchs et de championnats truqués et d'un football croate globalement corrompu. Par conséquent, bien que le Dinamo ait été le symbole de la nation croate pendant des décennies, son sort n'émeut plus

¹ Parti social-démocrate. Au moment de l'entretien, le SDP est sur le point de remporter les élections de fin décembre 2011 et de former un nouveau gouvernement à partir de janvier 2012.

² Membre important du parti socialiste européen, vice-président entre 1997 et 2009 de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Europe du Sud-Est.

que le cœur de ses supporters fidèles prêts à se mobiliser. De surcroît, la stratégie juridique et politique choisie, volontairement en rupture avec des actions plus musclées menées par les *Bad Blue Boys* (boycott, chants contestataires etc.), s'est avérée à la fois gagnante et perdante. Gagnante car elle a contribué à légitimer la cause défendue, et à lui donner corps et sérieux. Les cas de non-respect de la loi et de fraudes diverses soulevées devant la justice par ZZD contre la direction du Dinamo sont jugés et continueront de l'être. Quant à la nouvelle loi sur le sport portée notamment par ZZD auprès des élus SDP et du ministère des sports, elle a finalement été votée en 2014 puis est entrée en vigueur en 2015. Cependant, ces résultats ne peuvent dissimuler le fait qu'aucune des décisions juridiques en faveur de ZZD n'a été appliquée, pas plus que la nouvelle loi sur le sport susmentionnée puisque les clubs comme la fédération de football continuent de s'en exonérer. Par conséquent, l'assurance du juriste Dragutin Nemeć dans le fait que la justice donnerait raison à ZZD et forcerait le Dinamo à finalement respecter ses propres statuts a été déçue et avec elle l'espoir de ceux qui ont cru dans ce changement par la voie légale et politique. D'où une forme de fatigue à continuer cette guérilla de la part de ses initiateurs bénévoles dont beaucoup ont pris du recul par rapport à la cause. De fait, alors qu'il a été pour la énième fois arrêté en juillet puis novembre 2015 pour évasion fiscale et détournement de fortes sommes versées dans le cadre de transferts, Zdravko Mamić a annoncé qu'il démissionnait de son poste de directeur exécutif du Dinamo...pour devenir conseiller spécial du président¹. Autrement dit, malgré les efforts de ZZD depuis 2010, la gestion du Dinamo n'a pas changé depuis lors, et il semble plus probable qu'un changement survienne de l'extérieur (obligation de privatisation, faillite en raison des dettes du club) plutôt que de l'intérieur. C'est l'espoir formulé par Tomislav, après la mise en sommeil des activités de ZZD depuis 2015 :

« We raised awareness about criminal operations of Zdravko Mamić, and we made a large proportion of the fans to hate the club because of it. We pushed the pressure on Mamić and made him feel frightened. But we didn't succeed in transforming Dinamo into socios. ZZD are currently 'on ice', waiting for the system to 'solve' Mamić »².

Néanmoins, compte tenu des objectifs poursuivis, des acteurs impliqués et des répertoires d'action mis en œuvre, il apparaît que la cause d'une démocratisation du Dinamo poursuivie par ZZD est indéniablement politique et profonde au sens de Blumer, car elle se situe au-delà d'enjeux catégoriels comme l'explique Benjamin Perasović :

¹ « Zdravko Mamić više nije izvršni predsjednik Dinama ! » (Zdravko Mamić n'est plus le président exécutif du Dinamo !), *Većernji List*, 9 février 2016

² Entretien, Zagreb, 2015

« ZZZ can be seen as much more than football because Mamić can be seen as an individual, but he can also be seen as a pattern, a model of how things work in Croatia. People in football are fed up with nepotism and corruption in football. But even broader people understand that ZZZ fight is broader than a football club thing. People understand that it is about corruption which also happens out of football in Croatia ».

Tout en rejetant le qualificatif de « politique » tant il est connoté négativement au sens de système et de classe politique, Tomislav est également conscient de cette dimension du mouvement :

« ZZZ is only focused on Dinamo. Dinamo is an example of what happens in Croatia on a bigger level regarding corruption. So, Dinamo is a symbol, but it is our point. Still, we show people that we need to fight corruption on every level, if we can make an exemple with Dinamo, then it's good for everybody. We want people to feel again that Dinamo is their club, but we are not a political party or something like that. We don't have capacity, we are not interested, don't have ambition to do bigger than that. Amnesty, Transparency are doing that. We are football supporters after all you know ».

b. Survivre et rester soi : Notre Hajduk

L'association *Naš Hajduk* a été créée en 2009 par des supporters du club de Hajduk Split, au-delà des supporters les plus engagés au sein du groupe ultra *Torcida*, dans le but de défendre une gestion plus transparente et démocratique de leur club¹. Elle est le résultat de l'échec d'une initiative précédente qui avait visé à racheter les parts du club au moment de sa privatisation, comme l'explique Hrvoje, très impliqué dans cette première mobilisation :

« Some years ago (2008), Hajduk had big financial problems, it was privatized, debts converted into shares. Now, owner, 56% of shares, is municipality of Split. During privatization of the club, we had idea to create an association of small shareholders. It was called Dite Puka, which means child of the people in Dalmatian dialect. Idea was a long term one to get majority shares. Three steps. First, 5%, you can call assembly if something is wrong. Then, 25% +1 to get a control share package, and finally 50% +1 to get the majority. At that time, we asked our Prime minister Ivo Sanader to guarantee that we would have priority for buying shares if municipality was selling them, but he refused because he knew that finally, we would be Hajduk owners, not some politicians under his control or some arab cheik like yours in PSG. So we were blocked, because they wrote in statutes that we could only buy 5%. Yet, we had people traveling all over Croatia and Herzegovina to explain our plans, we also took some advises from Benfica because we have friendship with No Name Boys ultra group from Benfica. Benfica has 100.000 members! My friend and I made a presentation in my small city, people were interested, but everything stopped after this 5% rule. It was politics. We knew we wouldn't be able to get 25% right now. On the other hand, although we had public awereness campaign, petitions, press releases, it was hard to mobilize

¹ *Naš Hajduk* revendique 37000 membres en 2016

on buying shares because people are not used to it, they didn't understand the point, it's not in our mentality. Besides they don't have money. So we failed to do it »¹.

Suite à cet échec, les fondateurs de *Naš Hajduk* ont décidé d'adopter une autre position qui consistait à s'imposer comme interlocuteur incontournable auprès de la mairie de Split. Cependant, l'association ne serait pas juste un simple contre-pouvoir, qui puiserait sa force et sa légitimité dans le nombre de ses membres et la popularité de son discours sur l'avenir du club. Cette assise populaire et cette capacité de mobilisation ont poussé *Naš Hajduk* à poursuivre une autre stratégie, plus pro-active, dans le but d'imposer à la mairie un code de bonne conduite dans les statuts du club, afin que celui-ci soit géré de façon transparente et démocratique. Ce code était nommé *Kodeks*, et il a fait l'objet d'une grande campagne publique tout au long de la saison 2009-2010². Là encore, *Naš Hajduk* a mené la bataille tant sur le front juridique que politique et médiatique afin de sensibiliser à sa cause et d'imposer la pression nécessaire sur la mairie. Dans ces conditions, les modalités d'action ont varié selon un large répertoire d'action (manifestations publiques, utilisation de la presse, pressions auprès des élus locaux, boycott des matchs, distribution de tracts etc.) en fonction des cibles à atteindre. Des actions spectaculaires ont également eu lieu comme se souvient Benjamin Perasović :

« In Split, they had to act against the municipality. They asked for Kodeks. They exhibited yellow plastic bags with Kodeks on it instead of Kerum. They brought 5 sheeps to mock the mayor during elections, saying that they would be better for Hajduk management than those put in place by municipality. This is theater performance, actions which are not typical for football fans but more for radical movement in California. I remember when some of them showed up a pig for opposition to Reagan as governor of California ».

¹ Entretien, Zagreb, 2013

² Lalic, Drazen, *Torcida, pogled iznutra (Torcida, regard de l'intérieur)*, op.cit.



Photo 53 : sac plastique géant posé dans le péristyle du centre historique de Split. Ce sac fait référence aux sacs plastique distribués dans la chaîne de supermarchés possédés par le maire de Split Željko Kerum (2009-2013). Le mot Kodeks remplace le mot Kerum.

A l'issue de cette campagne, le Kodeks a été adopté à l'unanimité par l'assemblée générale du club en août 2010¹. Ce code redéfinit les règles de la façon suivante : les membres de *Naš Hajduk* votent désormais tous les quatre ans pour élire sept des neuf membres du Conseil de supervision du club (les deux autres sont désignés par la mairie de Split), lequel désigne ensuite le président et la direction exécutive du club (et peut aussi la démettre comme cela s'est produit en avril 2016). Chaque année, le président du club rend compte en toute transparence de son action devant les membres de *Naš Hajduk*, que ce soit du point de vue sportif, comptable ou financier. Ce succès est d'autant plus remarquable, comparé aux résultats obtenus par ZZZD, si on le rapporte à la situation juridique respective des deux clubs. En effet, il faut rappeler que le Dinamo Zagreb est une association publique de la municipalité de Zagreb, qui devrait donc être gérée démocratiquement par les membres de l'association, comme le défend *Zajedno za Dinamo*. D'un autre côté, le Hajduk Split était également une association publique avant d'être privatisé en 2008. Le club est donc une entreprise privée qui appartient en majorité à la municipalité de Split (56%). Par conséquent, d'un strict point de vue juridique, le Dinamo Zagreb dispose d'un statut plus démocratique que le Hajduk Split qui est une entreprise privée à objet sportif classique que la municipalité de Split peut vendre à tout moment. Dès lors, qu'est-ce qui peut expliquer ce paradoxe qui voit une association

¹ « Kodeks prihvaćen potpunošću Torcida : nećemo stati na ovome » (Le Kodex totalement adopté, Torcida : nous n'en resterons pas là), *Slobodna Dalmacija*, 31 août 2010

citoyenne d'un côté imposer sa volonté au propriétaire d'une entreprise privée, et de l'autre une initiative citoyenne qui ne parvient pas à faire imposer le droit ? Le succès de *Naš Hajduk* tient à notre sens à deux éléments. D'une part, la situation dans laquelle se trouvait le club en 2009 était à ce point critique que cela a facilité la voie à la solution innovante. D'autre part, le club du Hajduk Split représente un élément à part entière de l'identité dalmate, d'où la légitimité reconnue aux supporters du club de chercher à sauver le club et à défendre une gestion démocratique de ce morceau de patrimoine immatériel de la Dalmatie¹. Le Hajduk est bien plus qu'un club de football, et peut être considéré comme l'incarnation la plus palpable d'une communauté imaginée² dalmate, attestée par des peintures murales, graffitis et drapeaux du club un peu partout dans toute la région. C'est qu'expliquent Juraj et Hrvoje respectivement sur le premier et le second point :

Juraj : *« At the time when Naš Hajduk formed as a social/fan movement, Hajduk as a club had reached its absolute low. The threat of bankruptcy was more than real, everyone who were responsible for that situation were looking for a quick way out, and the results were more-less abysmal. It had seemed that everyone just gave up, the alternatives were basically non-existent and when NH came with the plan to implement the Kodeks and then to take charge in organising the elections for the club board, the public was sceptical, but they quickly unified and embraced the idea, since the only alternative was the dissolution of the club itself. When the projects and the campaigns turned out as successful, there were no doubts – apart from the particular interest groups such as certain politicians and/or people close to Mamić family - that NH idea on how the club should be ran is actually the best possible thing for Hajduk ».*

Hrvoje : *« Hajduk is part of ourself. Other big clubs were created by the communists in 1945 but not Hajduk. We are a century old. During the census, when they asked about religion, in Split, about 60 people answered « Hajduk », to tell you how crazy things are about the club over there. It's more than life. People would sacrifice everything to go to games. The club didn't win anything for years but we still have the biggest attendance in the country. Everyone in Split, old or kid, man or woman, one day went to see a game at the stadium. I don't know how to describe it, it's just a part of ourselves. People are living for the club, not only in Split but also in Dalmatia ».*

¹ Tregoures, Loïc, « Don't touch my club ! Social and identity mobilizations of Hajduk Split fans in Croatia », *Soccer as the beautiful game, football's artistry, identity and politics*, Colloque international organisé par l'Université Hofstra de New York, 10-12 avril 2014

² Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, op.cit.



Photo 54 : fresque murale à Split avec les logos du club et de la Torcida. Au dessus, l'inscription signifie « je ne peux rien faire d'autre que de l'aimer ». Crédit : LT

La dimension identitaire et symbolique du club est un motif supplémentaire de l'extrême vigilance observée par *Naš Hajduk* en ce qui concerne l'hypothèse d'une vente du club par la mairie. Cette perspective évoque de douloureux précédents non seulement en Croatie où les privatisations viciées ont été une pratique courante du HDZ¹, mais aussi à Split où la privatisation des chantiers navals exigée par l'UE se traduit par de lourdes pertes en matière d'emplois². La privatisation va donc par principe à l'encontre de la gestion et même de l'idée du club tel que la défend *Naš Hajduk* et l'un de ses fondateurs, Žan Ojdanić, par ailleurs leader historique de la *Torcida* dans les années 1980³ :

« Nous sommes très méfiants envers la privatisation. Il y a un risque évident de perdre son âme, le Hajduk a une valeur sentimentale qui ne peut pas s'exprimer en dollars. Une fois que le club est vendu, tu n'as plus aucune influence, le propriétaire fait ce qu'il veut, il change le logo, les couleurs, regarde Hull City ou le Red Bull Salzburg ! On est le dernier bastion du football romantique en Croatie. (...) »

La ville de Split va mal, l'industrie ferme, pourquoi le club irait bien ? Naš Hajduk a demandé du temps à la mairie. On comprend que la mairie ne puisse pas éponger les dettes d'un club de football. Mais depuis que le Kodeks est en place, la dette a été réduite d'un tiers, on a cessé d'engager des joueurs étrangers très chers et on fait davantage jouer nos jeunes. On est toujours obligé de vendre un joueur ou deux tous les ans pour être à l'équilibre donc c'est un business model risqué sur le plan sportif quand en face tu as le Dinamo qui peut garder ses joueurs et donc mieux les vendre parce que la mairie de Zagreb donne 6 millions par an, mais sur le long terme, nous croyons que ça marchera, et surtout, c'est transparent et

¹ Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie (1989-1995)*, op.cit

² Dérens, Jean-Arnault, « La Croatie dit adieu à ses navires », *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2013

³ Légende des tribunes respectée partout en Yougoslavie, Ojdanić est décédé accidentellement en 2016 à l'âge de 45 ans.

démocratique. C'est comme les écuries d'Augias : on doit nettoyer 20 ans de mauvaise gestion. Si dans deux-trois ans on est stable financièrement, pourquoi vendre ? Un investisseur privé ne ferait pas mieux que nous, ça j'en suis sûr, sauf qu'on ne contrôlerait plus rien »¹.

Or, une offre de reprise est bel et bien parvenue à la mairie de Split à l'été 2013 de la part d'un consortium d'investisseurs américains. Elle fut l'occasion pour *Naš Hajduk* de s'imposer comme interlocuteur incontournable vis-à-vis des acheteurs potentiels quand bien même elle n'en a pas juridiquement le pouvoir, en faisant clairement savoir que rien ne se passerait sans leur consentement car « *le Hajduk est à moi, à toi, mais jamais à eux* » disaient-ils dans leurs communiqués. La tentative de rachat a donc tourné court, devant la vigilance de l'association et l'absence ressentie de plan de développement cohérent et démocratique de la part des investisseurs.

Žan : « *On a demandé aux investisseurs américains comment ils comptaient récupérer l'argent investi dans le club. Ils ont dit qu'ils développeraient le marketing et organiseraient des tournées d'été aux USA alors que l'été est le moment où on joue la coupe d'Europe ! Ils sont venus à Split deux fois dans leur vie, leur offre était vide, ils n'ont fait aucune analyse financière. On ne sait même pas qui ils sont. Un avocat est venu, il dit qu'il représentait 20 investisseurs, mais il n'a jamais voulu donner leurs identités ! Racheter le club n'est pas très cher, au bout de deux ans, tu vends trois joueurs et tu rentres dans tes frais. Et après, tu fais quoi ? Tu peux faire n'importe quoi, et nous les supporters, on ne pourra rien faire. Pour faire des recettes, ils ont dit qu'ils feraient venir Beyonce pour un concert au stade. T'imagines ! Ils nous ont pris de haut, mais ils n'étaient pas sérieux alors on a prévenu qu'il était hors de question que ça se fasse. A la fin, même le maire Baldasar a dit qu'il irait en taule s'il acceptait leur offre tellement elle était nulle, et que de toute façon, la mairie organiserait un référendum le jour où une offre sérieuse arriverait »².*

Le succès du Kodeks a suscité de nombreux commentaires en dehors de la sphère du football, éditorialistes et sociologues ont salué cette mobilisation et défendu l'idée que des Kodeks seraient nécessaires dans d'autres secteurs de la société croate³. Ce faisant, à l'instar de l'initiative civique *Zajedno za Dinamo*, la mobilisation citoyenne de *Naš Hajduk* a dépassé le cadre du football car leur cause va au-delà du sort d'un club de football. Benjamin Perasović rappelle à juste titre que les supporters du Hajduk ont été les seuls à s'opposer ouvertement et frontalement à la gestion de l'ancien maire Željko Kerum, agissant ainsi comme un contre-pouvoir dont l'impact a dépassé la sphère du football. En 2014, suite au refus du Hajduk Split de disputer un match à Zagreb contre le Dinamo pour protester contre le

¹ Entretien, Split, 2013

² En octobre 2016, *Naš Hajduk* est monté au capital du Hajduk Split en acquérant 25% des parts. Cette opération s'inscrit dans la lignée de leur action visant à contrôler le caractère démocratique de la gestion du club, ainsi que sa défense face à d'éventuels acheteurs extérieurs.

³ Lalić Dražen, *Torcida, pogled iznutra*, op.cit., p. 292

sort réservé à ses supporters¹, une gigantesque manifestation a réuni 35000 personnes à Split pour dénoncer la corruption dans le football croate. Cette mobilisation de supporters mais aussi de gens ordinaires a été un grand succès public grâce à la combinaison du savoir-faire de *Naš Hajduk* dans la plateforme de revendication, et celui de la *Torcida* dans la capacité de mobilisation de masse. Le président de la république Ivo Josipović (2010-2015) lui-même a reconnu qu'il y avait de graves problèmes dans la gestion du football et qu'il était temps de s'en occuper², ce qui revient à la fois à politiser la question du football mais aussi à légitimer les mobilisations des supporters. Ainsi, quand bien même ces mouvements citoyens liés au football clament leur apolitisme, il s'agit en réalité d'un apolitisme politique compte tenu du caractère politique de leurs causes respectives. C'est en cela qu'ils peuvent être qualifiés de mouvements sociaux³.

c. La réappropriation de l'appareil sportif

A la suite de la manifestation de 2014 mentionnée ci-dessus, le président de la fédération croate de football Davor Šuker n'a pas caché son incompréhension et son agacement en déclarant que les supporters étaient là pour soutenir leurs clubs et n'avaient rien à voir dans la façon dont ceux-ci étaient gérés⁴. De fait, très nombreux sont encore les patrons de clubs de football qui trouvent incongru que les supporters veuillent avoir leur mot à dire dans la conduite du club qui leur appartient et/ou qu'ils dirigent. Cela renvoie en réalité à la question de savoir à qui appartient le football⁵. Or, cette question est bien plus politique, voire philosophique qu'elle le paraît au premier abord, et se résume chez les supporters de football par le slogan « Against modern football »⁶. Derrière ces mots régulièrement présents sur les

¹ A l'instar du PSG en France, le Dinamo utilise une liste noire illégale afin de ficher ses supporters indésirables avec l'aide de la police. Le club aurait alors refusé l'accès au stade à certains supporters du Hajduk sur la base de cette liste, ce qui a conduit le club à refuser de jouer. A leur retour, les joueurs et le staff ont été accueillis en héros au stade Poljud de Split.

² « Football : le Hajduk Split arrête de jouer pour dénoncer la corruption », *Le Courrier des Balkans*, 26 novembre 2014

³ « The democratic hooligan ? Radical democracy and social protest amongst football fans in Croatia », *Balkanist*, 14 décembre 2014

⁴ « Navijači nemaju što raditi u upravi kluba, oni moraju navijati, a ne voditi klubove » (les supporters n'ont rien à voir avec la direction des clubs, ils doivent soutenir leurs clubs, pas les diriger), *Večernji List*, 6 décembre 2014

⁵ « Whose game is it ? », conférence organisée dans le cadre du programme de recherche *Football Research in Enlarged Europe (FREE)*, Loughborough, 14-15 octobre 2014

⁶ Numerato, Dino, « Who says « no to modern football » ? Italian supporters, reflexivity and neo-liberalism », *Journal of sport and social issues*, 1-19, 2014

banderoles et les bâches, un ensemble de griefs pas toujours bien définis contre le football actuel, et une nostalgie pour un football ancien fantasmé, supposé plus populaire, authentique, identitaire. Ce n'est pas un hasard si ce mouvement a d'abord pris une forme concrète en Grande Bretagne, là où la mondialisation a touché le football dès les années 1990 en même temps que le pays transformait en profondeur son football d'élite en réponse au problème du hooliganisme qui s'était posé avec acuité dans les années 1970-1980. Le « modèle anglais » tel qu'il a ensuite été nommé, a notamment consisté à fabriquer des stades modernes où les spectateurs doivent s'asseoir, le prix des places a été sensiblement augmenté, les sanctions renforcées face à tout geste incivil dans les tribunes¹. Dans le même temps, l'apport de capitaux étrangers et l'explosion des droits de retransmission télévisés ont permis aux clubs d'attirer les meilleurs joueurs et de proposer un véritable divertissement sportif vendu partout dans le monde, attirant ainsi un nouveau public plus aisé et moins difficile à gérer. Quant aux clubs, ils sont progressivement devenus la propriété de riches fortunes américaines, russes, asiatiques ou du Golfe persique.

Face à ce football produit de la mondialisation économique, financiarisé et gentrifié, certains supporters issus des classes populaires, évincés par le prix des places², se sentant dépossédés de leur club, et/ou déçus par l'esprit transformé de l'expérience désormais aseptisée du stade, ont décidé de réagir en créant leur propre club. Cette pratique interroge directement sur la signification de l'expérience du football. D'abord, elle peut sembler iconoclaste en ce sens qu'au terme d'un parcours classique, un supporter est censé aimer son club depuis son enfance, et ne peut donc pas développer de sentiments équivalents pour un autre club créé de toutes pièces. Ensuite, gérer un club ne s'improvise pas, et s'avère très différent du système de vote démocratique qui a lieu au Hajduk Split. Il faut donc que les supporters à l'origine de ce type de projet passe d'une *éthique de résistance* au football moderne, à une *éthique de responsabilité* wébérienne dans une réponse qui permet à la fois de sortir du « football moderne », tout en se réconciliant avec ce qui fait l'essence de l'expérience vécue du football, c'est-à-dire la passion, la camaraderie, l'amusement, le soutien exubérant à l'équipe et le débridement des émotions. Les fondateurs du FC United of

¹ Le modèle anglais est le fruit d'une réflexion sur le long terme, qui repense aussi bien l'ergonomie des stades que le rôle de la police et des médias. Sur les aspects légaux du modèle, voir James, Mark, Pearson, Geoff, « Legal responses to football crowd disorder and violence in England and Wales », in Tsoukala, Anastasia, Pearson, Geoff, Coenen, Peter (eds.), *Legal responses to football « hooliganism » in Europe*, The Hague, Asser Press, 2016

² Crabbe, Tim, Brown, Adam, « You're not welcome anymore : the football crowd, class and social exclusion », in Wagg, Stephen (ed.), *British football and social class*, Londres, Routledge, 2004

Manchester ont été parmi les premiers à mettre en pratique ces idées. Anciens supporters du club de Manchester United, déçus par l'évolution de leur club sous la direction de la famille américaine des Glazer¹, ils décidèrent de fonder leur propre club afin de renouer avec les émotions partagées et les passions provoquées par un match vécu dans des conditions simples : debout, une bière à la main, en chantant². Peu importe alors la qualité du jeu proposé, peu importe que le club évolue dans les basses divisions régionales du football britannique. Sortir du système du football professionnel peut ainsi constituer une stratégie de survie pour retrouver ce qui est considéré par ces supporters comme le vrai football. L'essence du football ne se situe donc pas tant dans le succès du club que l'on soutient, ni dans la beauté du jeu qu'il propose, sinon, le monde entier serait supporter du FC Barcelone ou du Real Madrid, et personne ne perdrait son temps, son énergie et son argent à voyager pour voir une équipe locale de faible niveau. Or, cela se produit tous les weekends partout dans le monde. Ce qui compte est que plusieurs centaines de personnes se réunissent à chaque match pour retrouver ce qu'ils ont perdu dans le soutien à leur club d'origine devenu trop gros et trop lointain, quand bien même ils vibreraient encore pour lui au fond d'eux³.

Ce modèle de réappropriation de l'appareil sportif a été récemment répliqué en Croatie dans la ville de Zagreb, dans des contextes différents. Alors que les activités de l'initiative civique *Zajdno za Dinamo* ont connu un creux à partir de 2014-2015, le noyau des *Bad Blue Boys* s'est orienté vers une autre direction en s'associant aux fondateurs du club de futsal Dinamo afin d'en faire un club totalement géré par ses fans de façon démocratique et transparente. Le club a été fondé en 2012 par l'actuel défenseur et président du club Matija Đulvat ainsi que l'entraîneur Mate Čuljak. Il n'est donc pas lié au club de football du Dinamo et se nomme ainsi parce que ses fondateurs sont par ailleurs supporters du Dinamo. En 2014, les *Bad Blue Boys* ont esquissé l'idée de créer leur propre club de futsal comme un moyen à la fois de vivre à nouveau la passion liée à l'expérience de l'événement sportif, mais aussi de démontrer qu'il est possible de gérer démocratiquement et efficacement un club de sport. Toutefois, il a rapidement été convenu entre les fondateurs et les *Bad Blue Boys* que la meilleure option était de transformer le club afin qu'il soit géré de façon démocratique par ses membres, comme le club de football du Dinamo aurait dû l'être. C'est ainsi que le projet

¹ Brown, Adam, « 'Not for sale ?' Destruction and reformation of football communities in the Glazer takeover of Manchester United », *Soccer and Society*, Vol.8, n°4, 2007

² Brown, Adam, « Our club, our rules : fan communities at FC United of Manchester », *Soccer and Society*, Vol.9, n°3, 2008

³ Cette contradiction est mise en scène dans le film de Ken Loach *Looking for Eric*, Why Not Productions, 2009

Dinamo Futsal a vu le jour en 2014, avec un match d'inauguration entre l'équipe de futsal du Dinamo et une sélection d'anciennes gloires du club de football du Dinamo devant plus de 5000 personnes et une ambiance survoltée¹. Depuis lors, les matchs du Dinamo futsal se jouent devant environ 3000 personnes. Les *Bad Blue Boys* ont décidé qu'aucun chant ne concernerait la situation du club de football du Dinamo, par conséquent, seuls les chants d'encouragement ont droit de cité, tandis que les insultes et slogans contre Zdravko Mamić sont laissés de côté. En revanche, visuellement, toute l'identité du Dinamo est présente avec d'anciennes et de nouvelles bâches, des groupes venus de tous les quartiers de Zagreb pour soutenir le club qui n'a pas de salle fixe. La mairie de Zagreb cherche en effet par ce biais à contrarier ce projet qui fonctionne², c'est pourquoi des dizaines de supporters arpentent chaque semaine les rues de la ville pour coller les affiches du match à venir avec le nom de la salle.



Photo 55 : soir de match du futsal Dinamo

Le futsal Dinamo fonctionne conformément à son statut d'association publique. Chacun peut en devenir membre et faire partie de l'Assemblée, instance la plus importante. Elle se réunit au moins une fois par an pour étudier le rapport d'activité de la présidence, et vote tous les quatre ans pour élire le président du club en charge de l'exécutif. L'Assemblée nomme également un Conseil de surveillance et un comité de discipline. Le club fonctionne donc comme le club de football du Dinamo Zagreb devrait fonctionner en théorie, et de façon

¹ « Futsal Dinamo creates incredible spectacle », *Futsalplanet.com*, 16 octobre 2014

² « Futsal Dinamo obstructed by Zagreb city authorities », *Total-Croatia-News.com*, 2 mars 2016

proche du fonctionnement du Hajduk Split. Ce club remplit donc trois fonctions. La première est de se réapproprier la passion sportive, c'est-à-dire partager à nouveau tout ce qui relève de l'expérience sensible et des rituels qui entourent le match. La deuxième est la réappropriation de l'appareil sportif, partant de l'idée que la passion ne peut désormais se conjuguer qu'avec le contrôle démocratique sur le club¹. Le troisième, plus anodin, est de faire la promotion du futsal comme pratique populaire, ludique et accessible par rapport au football classique.

La création en 2015 autour du groupe des *White Angels* de Zagreb du club NK Zagreb 041² s'inscrit dans une logique à la fois différente et complémentaire par rapport à l'expérience du Dinamo futsal. Elle est complémentaire en ce sens qu'elle repose également sur l'idée d'un autre football, qui appartiendrait à ceux qui le font, c'est-à-dire ses supporters. Le groupe a pu mesurer, lors d'une saison passée à soutenir le NK Zagreb en deuxième division, à quel point le « football de village » était bien plus convivial. Les déplacements y sont plus faciles, la présence policière nettement moins importante, les contacts avec les autres supporters et joueurs plus faciles. Dès lors que c'est précisément pour ce type d'expérience que l'on est supporters, les résultats importent peu. De surcroît, les tentatives des *White Angels* de dénoncer la gestion du NK Zagreb par son président Dražen Medić ont échoué. Par conséquent, l'idée de créer un club afin de se réapproprier le football a germé. Cependant, cette initiative est différente de celle du Dinamo futsal en ce qu'elle contient un message politique et social qui va au-delà du football. En effet, les *White Angels* se proclament eux-mêmes antifascistes et anticapitalistes. Par conséquent, le NK Zagreb 041 est fondé sur ces valeurs, ce qui signifie la pratique d'une démocratie directe et horizontale sans différence entre les supporters et les joueurs qui sont tous membres du club. L'accent est mis sur la lutte contre les discriminations de toute sorte et la sensibilisation au sort des migrants, mais aussi sur les activités extérieures au football comme les concerts et actions humanitaires organisés par la scène antifasciste de Zagreb³. Ainsi, pour expliquer la création du club et définir sa conception du football, le groupe écrit sur le site du club :

« The idea of forming a club emerged early in 2014. Disappointed with the situation in their football club, questionable competition in the First division, and the general state of Croatian football, a part of White Angels decided to start a new football club. The club was formally registered as a citizens' association on February 19, 2015. Currently, the club

¹ « Želimo pokazati da navijači mogu uspješno voditi klub ! » (Nous voulons montrer que des supporters peuvent gérer un club avec succès), *Večernji List*, 4 septembre 2014

² 041 se réfère au code téléphonique de la ville de Zagreb.

³ « Zagreb 041 : demandeur d'asile dans le football croate », *Footballski*, 7 juillet 2015

boasts around one hundred members who, organized in a non-hierarchical, horizontal manner, participate in decision making and club activities as equals.

For the growing number of supporters and enthusiasts, this club represents both a fresh start and the continuation of the old spirit of FC Zagreb, as well as of many other clubs that carried that most authentic name through the city's history. The club will bring football back to common people and supporters, bring supporters back to football, and become the first genuine local community football club in Croatia, governed by supporters and sympathizers with a clear stance against modern football, and with a direct-democratic organizational model. The club will fight corruption and clientelism on all levels, as well as all kinds of discrimination. Our message is that football is a sport of solidarity, sound competition, respect for the opponent, a sport we love because of its simplicity and beauty »¹.

Le fonctionnement du club sous forme de démocratie directe, est explicité un peu plus loin, ce qui dénote une profonde réflexion philosophique sur l'action engagée :

« The difference between representational and direct democracy might be small for some, but in practical, philosophical and political sense there is a vast difference. Representational democracy is often presented as the "only" democracy, and it is the one we live in because nearly an entire world is organized on its principles. It is a way every "democratic" country is organized at the highest state level. That practice is replicated to other organizations, from the smallest (such as citizen's associations) to the political organizations, organizations on workplace and the other state institutions.

In the representational democracy the subjects of democracy (citizens of a country, members of an organization, political party) choose their representatives that will represent them for a few years (most often four). The problem with this type of democracy arises because the representatives quickly lose their role as a true representatives of the subjects and start to represent their own interests (either personal or the interest of the representational elite) (...) On the other hand, the subject itself, when it elects its representative, becomes passive and does not revise the work of its representative in the next four years, and the representative often work in contrast to its' subject interests. In other words, representational democracy supports the apathy and disinterest from the subject of democracy. Direct democracy, on the other hand, puts the subject of democracy at the head of every decision. It gives the possibility to every member to participate in the decision making equally.

Cette position philosophique se traduit en pratique par un fonctionnement organisationnel innovant, horizontal bien qu'adapté aux exigences des autorités.

So, we are the club that has no president, vice president, secretary, executive and oversee committees, management, etc. Our club's bodies are quite simple - Council and Assembly. Although direct democracy leans toward the elimination of every body except the highest - the Assembly, because of the city's and state's administration we had to come up with the Council of the club. The Council is a part of the club that coordinates the working of the club between assemblies. It is in fact a meeting of the club and the coordinating body for the members and other sections or branches of the club. The Council is composed of

¹ <http://www.nkzagreb041.hr/o-klubu-about-the-club/o-klubu-about-the-club>

permanent members and interested members. The permanent members are at the same time the signers of the legal and financial papers and are chosen for a one year period (that part is also important to the bureaucrats), and the interested members are all members that show up at the Council's meeting. Every member of the club present at the Council's meeting has equal voting rights. The Council though, doesn't have the rights to make most decisions but rather prepares it for the Assembly meeting. In order to improve on our efficacy some decisions are made by on-line referendums.

The Assembly is the highest body and it is in fact the whole club. Every important decision must be made by an Assembly, it confirms the planned working of the club, confirms the finances and elects permanent Council members and distribute the members in the workgroups. The workgroups in fact do all the work. As you know, a football club is more than merely 11 boys or girls on a meadow, but a more serious piece of business. Workgroups are not official bodies of the club, but are equally responsible to the Assembly and are required to inform the members on its every action. Workgroups are determined in order with the club's requirements, so we have some workgroups like: team, logistics, administration and finance, marketing, the stands, etc. The representatives, as we mentioned, are permanent Council members, and they have no bigger authority or higher position within the club. They are being chosen for a one year period, and that means that every year is an election year »¹.



Photo 56 : supporters du NK Zagreb 041, dans une ambiance champêtre. Bâche des WAZ visible, de même qu'un drapeau antifasciste. A noter que le maillot du club est bleu nuit avec une bande arc-en-ciel, symbolisant le soutien aux droits de la communauté LGBT.

Le NK Varteks de la ville de Varaždin a été le premier club en Croatie fondé par ses propres supporters, mécontents de la façon dont leur club du NK Varaždin était géré auparavant. Depuis cette initiative en 2011, nous avons vu que d'autres ont vu le jour, avec l'idée de lutter contre un football qui échappe à ceux pour lesquels il est pourtant fait : les supporters. Dès lors, quel que soit le type de mobilisation, par la pression ou la création d'un club, les mobilisations collectives autour du football se multiplient en Europe et dans l'espace post-yougoslave à mesure que le football lui-même se mondialise, se financiarise, se

¹ <http://www.nkzagreb041.hr/041-direktna-demokracija/041-direktna-demokracija>

déshumanise. La contestation contre ce football moderne est donc pleinement politique en ce qu'elle lutte contre un système économique et politique dont le football est ici l'expression.

Cependant, la question de la transposabilité de ces mouvements n'a pas encore été posée. Autrement dit, dans quelle mesure les mobilisations collectives et changements observés dans la sphère du football pourraient-ils être une source d'inspiration pour la sphère politique et sociale ?

3. Le football comme inspirateur politique ?

Au moment de l'adoption du Kodeks par le Hajduk Split, commentateurs et sociologues ont souligné que la Croatie dans son ensemble aurait besoin d'un Kodeks pour lutter contre une corruption endémique, que ce soit au sein des institutions ou des entreprises publiques¹. Ce faisant, la question de la transposabilité d'une mesure adoptée dans le football à la sphère politique est posée. Le football peut-il avoir un impact sur l'agenda politique par la force de son exemple et de ses changements ? Ou bien faut-il ramener le football à sa juste place et constater la difficulté d'extrapoler ce qu'il s'y passe à la sphère politique ? Nous traiterons cette question principalement à l'aune du cas de la suspension de la fédération de football de Bosnie par la FIFA en 2011. Que nous apprend cette suspension sur le fonctionnement de la Bosnie et le rôle spécifique des acteurs internationaux, en premier lieu l'Union Européenne ? Dans quelle mesure l'issue positive trouvée après l'intervention de la FIFA est-elle pertinente pour penser le fonctionnement politique du pays ? Au-delà, les mobilisations des supporters de football peuvent-elles avoir un impact plus large sur l'agenda politique ?

a. La FIFA et le contexte bosnien

Lorsque l'équipe de Bosnie s'est qualifiée pour la première fois de son histoire pour la Coupe du monde de football 2014, les commentaires venus de la communauté internationale sur place ont tous souligné que ce résultat avait été atteint grâce au travail d'une équipe unie.

¹ Lalić, Dražen, *Torcida, pogled iznutra*, op.cit., p. 273

Cela signifiait, de façon implicite, que cela devait servir d'inspiration aux leaders politiques des différents « peuples constituants » (bosniaque, croate et serbe) afin de dépasser leurs querelles pour le bien commun de tous les citoyens du pays. Cette présence internationale fait partie intégrante de l'architecture institutionnelle de la Bosnie depuis les accords de paix de Dayton de novembre 1995¹. Or, vu ses institutions, la Bosnie est depuis le début un pays difficilement gouvernable, qui a dû s'en remettre aux pouvoirs spéciaux du Haut Représentant² pour créer les seules institutions qui fonctionnent techniquement (monnaie, banque centrale, cour constitutionnelle etc.)³. C'est pourquoi le débat entre *leadership* (celui de la communauté internationale qui force pour imposer des solutions efficaces au prix de la démocratie) et *ownership* (des autorités locales qui doivent être responsabilisées et devenir indépendantes dans tous les domaines au risque de la paralysie) est toujours aussi central en Bosnie⁴. Le choix qui a été progressivement fait est celui de l'*ownership*, notamment par l'UE, qui rappelle que la Bosnie est un Etat souverain et que rejoindre l'UE résulte d'un choix, et non d'une obligation. Il incombe donc aux dirigeants locaux élus de faire les efforts nécessaires pour rejoindre l'UE. Cependant Bruxelles elle-même reconnaît que cette stratégie est un échec en dépit des circonvolutions des rapports successifs de la Commission sur les progrès réalisés par la Bosnie.

Or, au-delà de l'aspect anecdotique du football souligné plus haut, il est possible de soutenir que la gouvernance du football en Bosnie présente certaines similitudes avec le dilemme *leadership-ownership*. A l'instar de l'UE qu'aucun Etat souverain n'est contraint de rejoindre, l'ancien haut responsable de la FIFA Jérôme Champagne rappelle ainsi :

« La FIFA est une organisation non gouvernementale internationale (ONGI), les fédérations sont autorisées par leurs gouvernements à devenir membres de la FIFA, donc, ils acceptent de partager leur souveraineté en matière de football. En gros, la règle est très simple : à l'intérieur de vos frontières, vous faites tout ce que vous voulez, mais si vous voulez jouer à l'international, vous devez respecter les règles définies par la FIFA sur les structures

¹ Voir chapitre 3

² Les pouvoirs de Bonn, octroyés en 1997 à l'OHR par le Peace Implementation Council (PIC), permettent à ce dernier de faire adopter de façon discrétionnaire des lois ou de démettre des élus si l'application des accords de Dayton l'exige.

³ Cela ne préjuge en rien de la pertinence économique, politique et juridique d'avoir une banque centrale indépendante, des juges étrangers à la Cour constitutionnelle etc.

⁴ Ce débat a été mis en exergue par la querelle en 2005-2006 entre les think tank *International Crisis Group* et *European Stability Initiative*. Le premier prônait une action forte de la communauté internationale dans la lignée de l'action menée par le Haut Représentant Paddy Ashdown (2002-2006) tandis que le second plaidait pour la fin de l'utilisation des pouvoirs de Bonn. Le nouveau HR qui a pris son poste en 2006 après Ashdown a privilégié la seconde option. Depuis lors, les pouvoirs de Bonn ne sont plus utilisés que très marginalement.

et les valeurs. Cela a une valeur supranationale. Exemple : vous avez le droit chez vous de décider que vos avions auront une lumière rouge à l'avant-droit et verte à l'avant-gauche. Sauf qu'ils ne pourront atterrir sur aucun aéroport international. C'est la même chose dans le foot »¹.

De surcroît, que ce soit sur Chypre², la Palestine³ ou le Kosovo⁴, la FIFA est pleinement consciente de son rôle d'acteur politique international, bien qu'elle s'en défende. S'agissant de la Bosnie, nous avons rappelé au chapitre 3 le rôle actif que la FIFA a dû jouer afin d'achever l'intégration de la fédération de Bosnie au début des années 2000. Néanmoins, le football n'a depuis lors cessé d'être instrumentalisé par les acteurs politiques locaux, le transformant en secteur politique à part entière. C'est pourquoi ce qui s'est produit dans la sphère du football peut être considéré comme très instructif pour la sphère politique et ses acteurs, notamment l'UE, spécifiquement à partir de l'intervention indispensable et décisive de la FIFA en 2011.

b. L'intervention de la FIFA en Bosnie

Le processus qui a mené à l'unification, puis à la réforme de la fédération de football de Bosnie ne saurait être analysé hors du contexte politique bosnien puisque le fonctionnement de la fédération a été calqué sur les institutions de Dayton. Cela signifie que depuis cette normalisation en 2002, la fédération est composée de gens incompetents à tous les postes issus des nominations ethno-politiques, sous le contrôle des partis politiques. Elle est dirigée par une présidence tournante composée de trois présidents⁵, avec un degré élevé de corruption⁶ et une paralysie possible pour la moindre décision en raison du droit de *veto* dont dispose chaque peuple constituant⁷. Le parallèle avec les institutions et la situation politique

¹ Entretien, Avril 2011

² « Le foot chypriote fait un pas vers l'unification », *Le Monde*, 17 janvier 2013

³ « FIFA : Blatter joue les médiateurs entre les fédérations de Palestine et d'Israël », *Le Monde*, 10 mai 2015

⁴ « FIFA allows Kosovo to play friendly matches », *Radio Free Europe*, 14 janvier 2014

⁵ Cette souplesse de la part de la FIFA, compte tenu des spécificités politiques locales, sera également adoptée lors de la réforme de la fédération de football de Macédoine après 2001 sur la base des accords d'Ohrid établissant les nouvelles règles institutionnelles et politiques régissant les relations entre les Macédoniens slaves et la minorité albanaise.

⁶ L'ancien secrétaire général Munib Usanović a ainsi été condamné pour fraude fiscale. L'endettement massif et structurel de la fédération de Bosnie a été une des raisons principales de l'intervention de la FIFA.

⁷ Le comité exécutif est formé de quinze membres, cinq de chaque peuple constituant. Une décision ne peut être adoptée que si elle réunit une double majorité : une majorité des votes (au minimum 9 sur 15), mais aussi une majorité des votants à l'intérieur de chaque groupe. Autrement dit, une décision peut être rejetée même si elle réunit douze voix pour et trois voix contre, si ces trois voix émanent du même peuple constituant.

du pays est donc frappant à un détail près : la FIFA a toujours fortement insisté sur le fait que cet arrangement était contraire à ses statuts et qu'il fallait donc considérer cette situation comme transitoire. Ainsi depuis 2006, chaque congrès de la FIFA a été l'occasion de faire savoir aux trois présidents de la NFSBiH que ses statuts devaient être réformés sans que, à l'instar de la situation politique, cela n'aboutisse à quoi que ce soit.

Ce dernier point souligne le rôle majeur des organisations internationales (FIFA, OHR, UE, UEFA) en Bosnie, que ce soit en football ou en politique. Dans les deux cas, il existe une pression extérieure plus ou moins forte pour une réforme en profondeur du fonctionnement du pays, et la conscience qu'elle sera très difficile à mettre en œuvre puisqu'en tout état de cause, il n'est pas du tout dans l'intérêt, ni des leaders politiques, ni des gens placés par eux à la tête de la fédération de détruire un système duquel ils profitent pleinement. Cette pression extérieure est directement liée aux objectifs finaux de la Bosnie. Contrairement à l'application et au respect des accords de Dayton qui sont une obligation, rien n'oblige en effet la Bosnie à poursuivre le chemin vers l'intégration européenne. Or, puisque ses dirigeants annoncent que c'est leur objectif et se sont engagés formellement dans cette voie, alors cela donne à l'UE une légitimité à agir pour exiger les réformes liées au processus d'intégration. De la même façon, rien n'oblige formellement la fédération de football de Bosnie à être membre de l'UEFA et de la FIFA. En revanche, si elle veut être intégrée au football mondial, alors il lui faut obéir aux règles de la FIFA qui est l'instance de régulation suprême du football mondial. D'autre part, il faut rappeler que les joueurs eux-mêmes ainsi que le principal groupe ultra dédié à la sélection - les *BH Fanaticos* - avaient initié une grève en 2008 pour protester contre la fédération¹, mouvement très soutenu à l'époque par l'opinion publique, en tout cas parmi ceux qui portent un intérêt à la sélection de Bosnie-Herzégovine. Les spectateurs, de même que les médias et même les responsables internationaux avaient préféré diffuser et se rendre ostensiblement à un match de sensibilisation et de charité organisé par les joueurs grévistes à Sarajevo plutôt qu'à un match officiel de l'équipe de Bosnie contre l'Azerbaïdjan qui avait lieu le même jour à Zenica, devant 100 spectateurs et sans aucune couverture médiatique. De même, la tendance de la presse de Sarajevo en 2011 était au soutien à une intervention de la FIFA, reflétant l'opinion de ceux qui portaient un

¹ Voir chapitre 4

intérêt à la sélection de Bosnie¹, c'est-à-dire principalement les Bosniaques et ceux qui se revendiquent Bosniens par-delà leur origine ethnique². Cette intervention résulte du blocage permanent observé au sein de la fédération, entraînant à la fois une mauvaise gestion sportive mais aussi financière. Malgré ses demandes répétées depuis plusieurs années, et une proposition de modifications des statuts clé en main, la FIFA n'a obtenu qu'une fin de recevoir de la part des délégués de l'assemblée générale qui ont rejeté début 2011 cette modification des statuts. Conformément à ses propres statuts, la FIFA a alors décidé de suspendre la fédération de Bosnie en avril 2011, tout en instaurant un Comité de normalisation. Celui-ci serait chargé de réformer les statuts, d'écarter tous les anciens membres du comité exécutif, d'amorcer un assainissement des finances, et de préparer le terrain pour l'élection démocratique du prochain président, et non plus trois. Ce comité a été présidé par Ivica Osim, légendaire dernier entraîneur de la Yougoslavie qui, malgré sa santé fragile, a accepté de parcourir le pays à la rencontre des responsables politiques, en particulier Milorad Dodik, l'inflexible homme fort de la Republika Srpska, afin d'obtenir leur feu vert pour un vote des nouveaux statuts, dans lesquels la triple présidence disparaît, de même que le système de *veto*³. L'accord a été obtenu juste à temps pour lever la suspension et permettre à la Bosnie de poursuivre son parcours en qualifications pour l'Euro 2012⁴. Le comité de normalisation a poursuivi son travail jusqu'à l'élection à une très forte majorité, fin 2012, du premier président unique de la fédération, Elvedin Begić, ancien directeur de l'aéroport de Sarajevo. À la fin des travaux du Comité de normalisation, un comité de surveillance a été institué, avec sensiblement les mêmes membres (Ivica Osim, les anciens joueurs Faruk Hadžibegić, Sergej Barbarez notamment), dont le rôle était d'être une interface entre la fédération et les instances internationales. Autrement dit, le comité était mis au courant de

¹ Ainsi la tonalité de la presse des Serbes de Bosnie, qui ne s'intéresse pas à l'équipe de Bosnie était sensiblement différente sur cette affaire.

² Mujanovic et Cooley accordent une grande importance à ce soutien populaire dans la décision d'intervention de la FIFA. Nous aurions tendance à relativiser ce poids et privilégier les logiques internes au fonctionnement de la fédération de Bosnie et de la FIFA pour expliquer son intervention. Voir « Changing the rules of the game : comparing FIFA/UEFA and EU efforts to promote reform of power-sharing institutions in Bosnia-Herzegovina », *Global society*, 2014

³ Le droit de veto peut être utilisé une fois. La deuxième fois, la décision peut être votée à la majorité simple.

⁴ Le fait que le champion de Bosnie 2011, le Borac Banja Luka, soit un club serbe, a pu jouer dans la décision des Serbes de finalement donner leur accord à la réforme des statuts puisque le maintien de la suspension aurait empêché le club de disputer la Ligue des Champions suivante. Il est vraisemblable que l'engagement de la NFSBiH de permettre la tenue de matchs de la sélection de Republika Srpska a également pesé. Certains de ces matchs ont eu lieu, par exemple contre le club italien de l'Udinese. D'autres, à la portée bien plus symbolique et politique aussi bien pour les Serbes de Bosnie que la fédération de football de Bosnie, la FIFA et l'UEFA - en particulier les tentatives de jouer contre l'équipe de Serbie - ont été interdits.

toutes les activités de la fédération et chargé de rapporter à la FIFA et à l'UEFA toute violation des statuts¹. Là encore, le parallèle avec la situation politique est frappant puisque ce comité de surveillance présente de fortes similitudes avec l'OHR instauré pour s'assurer de l'application et du respect des accords de Dayton auprès des Etats membres du PIC, à ceci près qu'il est composé de locaux et non pas d'internationaux. Cependant, il ne faut pas oublier que la Cour constitutionnelle de Bosnie, pour sa part, est toujours composée de juges locaux et internationaux². On voit donc que dans les deux cas, aussi bien la fédération que les gouvernements en Bosnie, quelle que soit l'échelle, ont des obligations directement soumises au contrôle d'instances internationales.

Tous ces points communs peuvent être considérés comme suffisants pour faire du football une sorte de laboratoire d'étude de la situation politique de la Bosnie en général, et du rôle joué par les internationaux, en particulier l'UE. Celle-ci est plus que jamais en première ligne depuis la création du poste de Représentant spécial (EUSR)³, censé prendre la suite de l'OHR⁴. On retrouve ici l'ambiguïté du rôle de l'UE entre d'une part une volonté de *leadership* à travers cet EUSR, qui s'ajoute à la délégation classique que l'UE possède dans chaque pays candidat, et d'autre part la politique générale d'*ownership* consistant à laisser les locaux faire les efforts nécessaires par eux-mêmes en vue de l'intégration européenne. Par conséquent, si l'on considère comme légitime le rapprochement entre ces deux sphères, cela signifie que c'est dans les différences entre les deux situations que nous trouverons, par contraste, les raisons à la fois de la paralysie politique du pays, mais aussi d'éventuelles pistes de transposition à la sphère politique du succès obtenu dans la sphère du football grâce à l'intervention de la FIFA.

¹ Ce comité a aujourd'hui disparu.

² Trois juges sur neuf sont nommés par le président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, et ne peuvent être ressortissants des pays issus de l'ancienne Yougoslavie. Cette procédure est toujours indispensable pour contrebalancer les nominations potentiellement politiques aux autres postes de juge.

³ En réalité, il s'agit d'un transfert puisque le couplage de l'EUSR et du chef de délégation de l'UE devait préparer la fermeture de l'OHR qui était alors également EUSR.

⁴ La fermeture de l'OHR a été repoussée en raison de l'opposition des Etats-Unis et de la Turquie. Schématiquement, ceux qui se satisfont du statu quo de Dayton - les Serbes et leurs alliés - sont pour la fermeture de l'OHR, ceux qui sont pour une réforme en profondeur du pays pour davantage d'unification sont pour le maintien de l'OHR.

c. Les leçons politiques de l'intervention de la FIFA

Pourquoi ce qui a relativement bien marché dans le domaine du football ne pourrait pas fonctionner dans le domaine politique ? Est-ce parce que le football, pour être « la bagatelle la plus sérieuse du monde »¹ n'en reste pas moins un enjeu secondaire ? Ou est-ce parce que certaines conditions étaient réunies à ce moment-là dans le domaine du football, et qu'elles ne le sont pas - ou plus - dans le domaine politique ? On peut en effet dénombrer trois différences principales entre les deux situations. Premièrement, là où Ivica Osim a pu s'imposer à tous par son charisme et son histoire, il n'existe pas de personnalité capable de produire un minimum de consensus sur la scène politique. Sans Osim, il n'est pas du tout certain que le processus entamé par la FIFA se serait achevé de façon positive tant son rôle fut décisif. Toutefois, l'absence d'une personnalité de consensus dans une société divisée n'est pas une anomalie, c'est pourquoi des structures institutionnelles et politiques sont élaborées afin précisément de pouvoir fonctionner même sans hypothétique Homme providentiel. À cet égard, les institutions imaginées à Dayton n'ont pas empêché la Bosnie de faire de grandes avancées pendant une première période, qui s'est achevée en 2006². En outre, l'absence de responsable politique faisant consensus aurait pu être compensée par le consensus apparent autour de l'intégration européenne, pour laquelle la Bosnie a signé des documents contraignants. Cependant, ces documents, comme toutes les déclarations convenues des leaders locaux sur l'intégration européenne, ne pèsent en fait pas grand-chose face au constat simple qu'il n'est pas dans leur intérêt rationnel de faire de quelconques efforts en vue de l'intégration tant le système actuel leur offre des rentes de situation inespérées. Or, comme l'intégration européenne doit finalement résulter d'un choix et d'une volonté politique locale forte (aucun pays ne peut être intégré à l'UE de force), et que cette volonté semble ici absente³, toute stratégie reposant sur un *leadership* proactif contraignant serait inefficace⁴.

¹ Bromberger, Christian, *Football, la bagatelle la plus sérieuse du monde*, Paris, Agora, 2004

² Le contexte économique favorable et le caractère pro-actif de l'OHR sont des facteurs explicatifs de cette bonne période 2000-2006.

³ La meilleure preuve récente de cela est sans doute le non-règlement du cas Sejdic-Finci, du nom de l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de 2009. Sejdić et Finci sont deux citoyens, juif et Rom, qui ont attaqué la Bosnie devant la CEDH car n'appartenant à aucun des trois peuples constituants, ils ne pouvaient se présenter à aucune élection. La Cour leur a donné raison et a demandé à la Bosnie de modifier sa Constitution en conséquence. Cette modification était une condition posée par l'UE pour poursuivre le processus d'intégration. Or, malgré une intense pression de la part de l'UE pendant cinq ans, les leaders politiques locaux n'ont jamais réellement donné l'impression qu'ils étaient à la recherche d'un compromis.

⁴ Noutcheva, Gergana, « Fake, partial and imposed compliance : the limits of EU's normative power in the Western Balkans », *Journal of European Public Policy*, Vol.16, n°7, 2009

D'où le discours européen convenu et contraint de l'*ownership* selon lequel on ne peut pas faire le travail à la place des locaux, en dehors d'un soutien technique. Dans ces conditions, l'absence d'un personnage politique capable de rassembler est préjudiciable au pays, et toute tentative en ce sens a été torpillée par les leaders des principaux partis nationalistes¹.

Deuxièmement, on peut relever une autre différence majeure à propos des acteurs eux-mêmes. Bien que régulièrement critiquée et affaiblie par divers scandales de corruption, et même si sa suprématie au sommet de la pyramide du football mondial est contestée par divers acteurs comme l'UEFA², la FIFA demeure le régulateur en dernier ressort du football dans le monde. A l'inverse, l'UE n'est qu'un acteur international parmi d'autres en Bosnie. Ainsi l'appui russe à la Republika Srpska dans sa stratégie séparatiste joue objectivement contre les efforts d'intégration européenne. De surcroît, à l'intérieur même de l'UE, la répartition des rôles est floue et non dénuée de concurrence entre chaque organe. L'EUSR répond à la fois au commissaire chargé de la politique d'élargissement et au représentant spécial de l'UE pour les affaires étrangères. Le Conseil de l'UE intervient - de même que le Parlement européen - sans oublier que chaque État de l'UE défend ses propres intérêts. De surcroît, ces dernières années ont vu le processus d'intégration être l'objet d'un phénomène de « nationalisation », c'est-à-dire d'une implication très forte des États dans le processus, en particulier de l'Allemagne en ce qui concerne les Balkans³. Par conséquent, en l'absence d'une chaîne de commandement politique bien établie, le processus d'intégration est considéré comme un domaine technique, et non pas un engagement politique spécifique qui mettrait en jeu sa responsabilité. L'*ownership* est donc le versant de l'absence d'une prise d'initiative politique, et révèle un processus bureaucraté, routinisé, duquel la prise d'initiative est sanctionnée symboliquement⁴. De fait, dans le sillage des analyses de Michel Crozier⁵, le système est alors

¹ C'est par exemple le cas de l'ancien maire de Foča Zdravko Kršmanović, qui avait travaillé avec l'ONG Football Friends (voir chapitre 4) et qui a perdu les élections municipales face à une coalition réunissant contre lui les autres partis nationalistes serbes.

² Les confédérations comme l'UEFA ne sont pas membres de la FIFA. Les rapports de pouvoirs existant entre la FIFA et l'UEFA, indépendamment des personnes, exposent la question de la centralisation ou de la décentralisation du football. Les confédérations sont des organisateurs de compétitions, tandis que la FIFA est la garante des règles du jeu et de la régulation du football mondial.

³ Voir le rapport du *European Policy Center*, « EU member states and enlargement towards the Balkans », Issue paper n°79, Juillet 2015

⁴ La directrice du *European Research Center* de Sarajevo Tija Memišević voit ainsi dans le remplacement d'un homme politique - Paddy Ashdown - par des diplomates à la tête de l'OHR depuis 2006 une volonté des acteurs internationaux (ou du moins un compromis entre membres du PIC) de cesser toute prise d'initiatives fortes telles qu'Ashdown en avait prises, quitte à bousculer les positions établies aussi bien des acteurs locaux qu'internationaux. A cet égard, l'EUSR est bien un diplomate, et non un politique. Entretien, Sarajevo, 2013.

⁵ Crozier, Michel, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963

lié aux acteurs individuels qui n'ont eux-mêmes aucune raison ni aucun intérêt stratégique à se démarquer d'une routine parfaitement établie dont leur avancement va dépendre et dont le coût de sortie leur serait préjudiciable¹. Or, la principale préoccupation de l'UE demeure la stabilité de la Bosnie, quand bien même celle-ci heurterait sa démocratisation² et son intégration³. Dans ces conditions, soit aucune prise d'initiative ne peut voir le jour, soit on ne se donnera pas les moyens politiques de la mener jusqu'au bout⁴.

Troisièmement, sur le fond, la différence principale entre le cas de la FIFA et celui de l'UE tient dans la conditionnalité. La FIFA a en effet conditionné de façon très claire le retour de la fédération de Bosnie dans les compétitions internationales à l'adoption de règles précises, selon un calendrier précis, des procédures précises, et sous les ordres d'un organe précis. Si ces conditions n'étaient pas remplies, la suspension n'était pas levée. C'est ce balisage qui, selon Mujanović et Cooley⁵, permet d'expliquer le succès de la FIFA et l'impossibilité pour les acteurs locaux de mettre en œuvre des manœuvres dilatoires d'évitement dont ils sont coutumiers avec les Européens. Or, Bruxelles n'a plus aucune crédibilité en matière de conditionnalité puisque tout a été cédé en échange de réformes qui n'en étaient pas ou pour inciter à des réformes qui ne sont jamais venues⁶. La fin des visas Schengen a été octroyée parce qu'elle le fut à la Serbie. L'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) a été signé en 2008 en échange d'une réforme cosmétique de la police. Il n'est entré en vigueur qu'en 2015 sans qu'aucun progrès ne le justifie, tout au plus en espérant améliorer la situation économique, priorité de l'initiative germano-britannique. Quant aux élections de 2014, elles ont été reconnues alors que l'UE et le Conseil de l'Europe avaient menacé de ne pas le faire si la Bosnie n'accordait pas sa Constitution au verdict de la

¹ Nous devons cette remarque à une ancienne employée de l'OSCE qui, pour avoir émis plusieurs critiques et fait preuve d'initiative sur les orientations de l'organisation, a été « punie » en étant écartée du centre de décision de Sarajevo vers une autre ville du pays où ses prérogatives ont été considérablement réduites.

² Bieber, Florian, et Ristić, Irena, « Constrained democracies : the consolidation of democracy in Yugoslav successor states », *Southeastern Europe*, Vol.36, n°2, 2012

³ L'intégration européenne signifie fatalement, à terme, revenir sur Dayton, ce que chaque acteur international assimile à « rouvrir la boîte de Pandore », une perspective très périlleuse donc.

⁴ La dernière initiative germano-britannique (et non de l'UE en tant que telle) suite aux massives et violentes manifestations (non-nationalistes) de février 2014 a abouti à des déclarations d'engagement vers l'intégration européenne signées de la part des leaders politiques, mais les résultats concrets sont difficilement perceptibles.

⁵ Mujanović, Jasmin, Cooley, Laurence, « Changing the rules of the game : comparing FIFA/UEFA and EU efforts to promote reform of power-sharing institutions in Bosnia-Herzegovina », *Global society*, 2014

⁶ Bieber, Florian, Aybet, Gülnur, « From Dayton to Brussels. The impact of EU and NATO conditionality on state-building in Bosnia and Herzegovina », *Europe-Asia studies*, Vol.63, n°10, 2011. La formule, sarcastique, qui circule le plus souvent à propos de la politique européenne en Bosnie est : « l'UE fait semblant d'imposer des réformes, et les locaux font semblant de les mettre en œuvre ».

Cour Européenne des Droits de l'Homme dans l'affaire Sejdić/Finci en 2009, ce qui n'a toujours pas été fait.

Evidemment, on pourrait estimer que si la FIFA a obtenu gain de cause, ce n'est pas grâce à sa stratégie claire et personnalisée par des acteurs responsables sur le terrain, son calendrier précis, sa pression constante, le soutien et la mobilisation de l'opinion publique, ou l'efficacité de son pouvoir de conditionnalité. Il serait possible d'imaginer que le football est une matière secondaire sur laquelle les responsables politiques ont fini par s'entendre dès lors que cela ne touchait pas leur position de pouvoir. Ce faisant, comparer la situation politique de la Bosnie avec sa situation sportive ne permettrait pas de recouvrir toute la complexité du cas bosnien. La comparaison entre l'UE et la FIFA nous semble néanmoins pertinente dans la mesure où le cas de la FIFA constitue « un précédent »¹, non pas seulement d'une organisation internationale qui obtient gain de cause, mais d'un modèle possible de négociation puis de coopération locale sur d'autres bases que celles du blocage ethnique et de la corruption endémique. C'est peut-être là la portée autant que la limite de l'utilisation du football dans ce travail de transposition. D'un côté, cela permet de démontrer qu'il existe des possibilités de changement qui semblaient improbables, de l'autre, peut-être ceux-ci ont-ils été partiellement possibles parce que le football est considéré par ceux qui ont cédé comme une matière politiquement secondaire. Pour autant, rien n'empêche que ce précédent inspire d'autres acteurs et d'autres sphères de la vie publique en Bosnie comme les organisations de la société civile, par-delà les blocages ethno-politiques², ce que les manifestations populaires et anti-nationalistes de février 2014 ont commencé à démontrer. C'est en effet l'une des leçons principales à la fois du cas de l'intervention de la FIFA et des dernières manifestations populaires en Bosnie : contrairement à un processus piloté de l'extérieur avec des relais locaux pour la FIFA, tout changement politique ne pourra venir que de l'intérieur en l'absence de conditionnalité forte et de responsabilité des leaders politiques.

¹ Expression utilisée par Archie Tuta, haut fonctionnaire à l'OHR, qui avait supervisé la réintégration de la Bosnie au sein de la FIFA et du CIO entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Entretien, Sarajevo, 2013.

² Touquet, Helen, et Vermeersch, Peter, « Bosnia-Herzegovina : thinking beyond institution-building », *Nationalism and ethnic politics*, Vol.14, n°2, 2008

Ainsi, nous avons montré que le football était un univers propice à la socialisation à l'espace public, mais aussi à l'apprentissage de la mobilisation collective. A travers les savoirs, les pratiques, les répertoires d'action et les valeurs véhiculés par l'appartenance à un groupe de supporters, chaque individu compose son propre éveil à sa cause, et transforme ses modes de service à la cause tout au long de sa carrière de supporter. C'est ainsi par le biais de la cause que s'opère le processus de politisation des tribunes et des supporters. Nous avons montré à travers les exemples croates, que ce soit par l'obtention d'une gestion démocratique du club à Split ou par la création d'un nouveau club à Zagreb, que les revendications des supporters en Europe tendaient vers une politisation de plus en plus accrue à mesure que le football se mondialise, se financiarise, se gentrifie. Autrement dit, les revendications des supporters de football tendent à sortir des points matériels plus ou moins légitimes (prix des tickets, utilisation de fumigènes) pour se diriger vers une réflexion plus profonde et immatérielle de ce que devrait être le football par rapport à ce qu'il est actuellement. C'est ainsi que les supporters interpellent le politique, non seulement sur les éléments touchant à leur club et à leur sport, mais plus largement en ramenant le football à sa dimension sociale, populaire et politique. C'est grâce à un travail intense de lobbying de l'ombre mené par les juristes de *Naš Hajduk* auprès des représentants politiques de l'ancien gouvernement croate que la nouvelle loi sur le sport qui lutte contre les conflits d'intérêts a été votée en 2014. On voit bien ici que les supporters qui ont œuvré à ce changement législatif ne sont pas à la recherche de gains matériels mais poursuivent une réflexion cohérente et politique sur leur objet de mobilisation. Le football n'est pas hors sol. Par conséquent, se mobiliser et publiciser sa mobilisation collective en dehors de la sphère classique du sport afin d'obtenir qu'un club soit géré démocratiquement a pour objectif sous-jacent d'interroger le reste de la société sur la façon dont le football peut servir d'inspiration politique. C'est en ce sens que l'on disait en Croatie qu'il faudrait des Kodeks ailleurs que dans le football.

Néanmoins, la question de la transposition reste posée. L'exemple de l'intervention de la FIFA en Bosnie a mis en avant des différences sensibles entre le succès relatif du déblocage de la fédération de football et l'apparente impossibilité de débloquent la paralysie politique du pays. Cet exemple mettait en exergue le poids des acteurs internationaux, mais la réflexion vaut également pour les acteurs locaux et leurs mobilisations. Il apparaît clairement dans le témoignage de Tomislav que les supporters mobilisés autour de leur cause sont à la fois conscients de son caractère politique au-delà du football, tout en refusant de rentrer dans ces

considérations. De surcroît, en raison de leurs représentations mutuellement dépréciatives, les acteurs du football et ceux de la société civile, qui pourraient se retrouver sur certains combats comme la corruption ou la lutte contre le libéralisme, ne créent pas de ponts entre eux¹. Dès lors, quelles leçons tirer de la capacité des supporters croates à mobiliser 35000 personnes² dans les rues de Split pour dénoncer le fonctionnement de la fédération de football, quand cet événement est repris comme un sujet grave par le président de la république lui-même ?³ Cela signifie-t-il que les mobilisations des supporters de football ont la capacité à avoir un impact sur l'agenda politique ? Ou bien que leur capacité de mobilisation peut être un élément déclencheur et inspirateur d'autres mobilisations du même ordre ? Ou bien tout simplement que ces mobilisations massives et les résultats obtenus font force de témoignage et de modèle à destination d'autres secteurs et d'autres acteurs ? Cette gradation est essentielle si l'on ne veut à la fois prendre le football au sérieux sans pour autant le réifier⁴. Cela implique de conserver à l'esprit la spécificité de chaque mouvement social en fonction de la structure des opportunités politiques à un moment donné vis-à-vis d'un système politique donné⁵. Dans ces conditions, les expériences croate et bosnienne semblent suggérer que les mobilisations collectives et les changements survenus dans la sphère du football ne suffisent pas en soi à modifier l'agenda politique ni à déclencher d'autres mobilisations analogues qui existent selon leur propre temporalité et agenda comme l'ont montré Igor Štikš et Srećko Horvat⁶. En revanche, ces mobilisations ont le grand mérite d'exister, de former des militants-supporters à l'action collective, de mettre à la portée de tous aussi bien des répertoires d'action que des revendications et des résultats qui peuvent se décliner hors de la sphère du football, que ce soit sur la corruption, la gouvernance, l'importance de l'échelon local ou la lutte contre la mondialisation financière. Si le football, dans l'acception interactionniste que nous avons choisie, est ce que ses acteurs en font, alors, il serait hasardeux d'y déceler davantage que ce que ses acteurs en font.

¹ De façon caricaturale, les acteurs de la société civile voient dans les supporters de football des nationalistes homophobes portés sur l'alcool tandis que les supporters voient dans les activistes de la société civile des gens d'extrême gauche nostalgiques du communisme. Nous devons cette remarque sur l'absence de connexion entre ces deux univers à Dragutin Nemeć.

² A l'échelle de la Croatie, et plus encore de Split, c'est colossal, et dépasse très largement le noyau des supporters les plus engagés du Hajduk Split.

³ Holiga, Alex, « How Hajduk Split supporters started an uprising in Croatian football », *Bleacherreport*, 26 novembre 2014

⁴ Jackson parle à cet égard de schizophrénie dans l'analyse du football. Jackson, Steven, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalized world », *International Area Studies Review*, Vol.16, n°3, 2013

⁵ Tarrow, Sidney, *Democracy and disorder : protest and politics in Italy 1965-1975*, Oxford, Clarendon Press, 1989 ; Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015 (4^e ed.)

⁶ Štikš, Igor, Horvat, Srećko (eds.), *Welcome to the desert of post-socialism.*, op.cit.

Section 2 : Violences sportives, violences politiques

Jusqu'à présent, la question des mobilisations collectives et de la politisation par le football a été abordée en laissant volontairement de côté les enjeux liés à la violence. Or, nous avons rappelé dans les chapitres 1 et 2 que la violence dans les mondes du football pouvait revêtir plusieurs formes. D'une part, celle d'une pratique liée à la subculture des supporters extrêmes, en particulier dans sa branche hooligan, qui s'exprime avant tout dans un cadre sportif de rivalité avec d'autres supporters violents. D'autre part, celle d'un détournement de ce potentiel de violence dans un cadre extra-sportif, c'est-à-dire à visée politique voire guerrière. Cette déclinaison impose dans un premier temps d'essayer de comprendre les raisons de ces violences sportives. Puis, il faudra mettre au jour les passerelles qui mènent à leur politisation hors du champ sportif, avant d'analyser les conséquences de cette politisation à travers l'étude comparée des cas de la Croatie et de la Serbie. Enfin, nous chercherons à proposer une réflexion plus globale sur l'utilisation de la violence politique dans le cadre de mobilisations collectives.

1. Les approches théoriques des violences sportives

Nous avons esquissé au chapitre 1 les grandes tendances théoriques d'explication du hooliganisme, en particulier dans la dichotomie entre l'approche microsociologique et l'approche macrosociologique telles qu'elles étaient développées jusqu'en 1990 environ. De part la régularité et la gravité des violences liées aux supporters de football, il n'est peut-être pas inutile de partir de l'espace post-yougoslave afin d'apporter quelques éléments au débat théorique et méthodologique qui oppose les chercheurs sur la question. Depuis le début des années 1990, les travaux sur le sujet se sont renouvelés¹ en particulier à partir de trois pistes. La première est que les théories anthropologiques reprenant l'idée d'une violence symbolique liée à un processus de construction identitaire qui ne déboucherait que par accident sur une

¹ Voir la synthèse proposée par Steve Frodsick et Peter Marsh, *Football hooliganism*, Cullompton, Willan publishing, 2005

violence réelle¹, reposant sur l'*aggro*², ont été progressivement mises en difficulté en ce qu'elles sous-estimaient la régularité des violences réelles, et étaient donc dans l'incapacité de l'intégrer dans leurs modèles³. La seconde, complémentaire de la première, est le développement d'une littérature foisonnante de témoignages d'anciens hooligans auto-proclamés et de fictions⁴ autour des supporters extrêmes, en particulier en Grande Bretagne. Bien que la portée de la plupart de ces témoignages très personnels et souvent narcissiques soit limitée⁵, certains apportent néanmoins une nouvelle lumière dans la prise en compte de la violence réelle négligée auparavant, notamment dans son aspect à la fois ludique et rationnel. Enfin, on voit également apparaître des analyses liées aux variables situationnelles, c'est-à-dire voir dans les interactions entre les acteurs du contrôle social (en particulier la police) et les supporters extrêmes un élément essentiel dans le déclenchement ou non de violences physiques dans une configuration donnée. C'est à partir de ces pistes que de nouvelles réflexions vont être menées.

a. Tentative de synthèse des savoirs sur les violences sportives

Les querelles théoriques liées aux explications du hooliganisme se divisent toujours en deux approches principales, l'une microsociologique et anthropologique, l'autre macrosociologique. Or, compte tenu des profondes différences d'approches et de focales entre ces deux options, il apparaît toujours illusoire de proposer une théorie générale du hooliganisme. Partant de ce constat, le sociologue néerlandais Ramon Spaaij a néanmoins avancé une synthèse des explications des violences sportives d'un point de vue microsociologique et anthropologique. Cette approche signifie que le point de départ théorique est celui de l'individualisme méthodologique⁶, qui permet de mettre en avant l'individu en tant qu'acteur capable d'endosser plusieurs rôles, au sens de Goffman, en

¹ Position tenue par exemple par Gary Armstrong qui attribue l'augmentation des violences aux transformations de la gestion policière et à la couverture médiatique teintée de panique morale du phénomène. Voir Armstrong, Gary, Harris, Rosemary, « Football hooligans : theory and evidence », *The sociological review*, Vol.39, n°3, 1991

² Marsh, Peter, *Aggro, the illusion of violence*, op.cit.

³ Tsoukala, Anastasia, *Hooliganisme en Europe*, op.cit.

⁴ King, John, *Football factory*, Paris, Seuil, 2004 (1996) ; *England away*, Londres, Vintage, 1999

⁵ Dart, Jon, « Confessional tales from former football hooligans : a nostalgic, narcissistic wallow in football violence », *Soccer and Society*, Vol.9, n°1, 2008. L'auteur dresse une liste exhaustive et critique des ouvrages en la matière depuis les années 1970

⁶ Boudon, Raymond, *Effet pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977

fonction des configurations sociales. C'est donc à l'échelle de l'individu et du groupe que la réflexion porte. Partant de là, Spaaij met en avant six paramètres¹.

Le premier relève de la recherche de l'excitation², ou encore d'une « rationalité de plaisir » selon l'expression de Sébastien Roché³. Il s'agit ici de rendre leur rationalité aux supporters extrêmes qui s'adonnent à des pratiques violentes en ce que celles-ci font partie intégrante de l'expérience sensible recherchée. La réintégration d'une telle démarche compréhensive, à l'opposé d'une stigmatisation morale de principe, permet de donner toute leur valeur aux témoignages de supporters qui abondent sur ce qu'ils ressentent au moment d'entrer en contact avec un autre groupe de supporters en pleine ville, en ayant déjoué les dispositifs policiers⁴. Le champ lexical sexuel est souvent convoqué à cet égard, un supporter du Partizan Belgrade expliquant par exemple qu'un contact avec les supporters adverses est « comme du sexe...avec deux filles »⁵. De fait, cette pratique déviante au sens de Becker est alors réservée à des individus consentants qui trouvent dans la confrontation physique une activité ludique qui ne relève pourtant pas de la cruauté gratuite d'individus désocialisés, mais plutôt d'un besoin pouvant être assimilé à une addiction par les sensations et l'adrénaline qu'elle procure, comme le rappelle Benjamin Perasović :

« You have in some newspaper some moral panic saying hooliganism is the biggest problem in Croatia, it's wrong of course. Then you have people who are in a way addicted to fight the way others are to smoke, drugs or whatever. They just enjoy it, they are looking for it, they need it ».

Le deuxième paramètre concerne ce qui relève de la « masculinité dure », et de la volonté de s'accomplir, en tant qu'homme, à travers la maîtrise de la peur et la confrontation physique⁶. Le supportérisme violent est alors l'expression d'une virilité exacerbée, variable

¹ Spaaij, Ramon, « Men like us, boys like them. Violence, masculinity and collective identity in football hooliganism », *Journal of sport and social issues*, Vol.32, n°4, 2008. Voir aussi, du même auteur, *Understanding football hooliganism*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2006

² Le « quest for excitement » décrit par Norbert Elias et Eric Dunning. Voir Dunning, Eric, « Sport in the quest for excitement : Norbert Elias' contributions to the sociology of sport », *Group Analysis*, n°30, 1997

³ Roché, Sébastien, *Le frisson de l'émeute*, Paris, Seuil, 2006

⁴ Selon John Kerr, l'excitation est maximale lorsque les participants pressent le risque d'un contact, c'est-à-dire qu'ils sont dans une logique de chasse tout en prenant soin de déjouer les dispositifs de sécurité. C'est cette prise de risque qui décuple les émotions en cas de contact véritable, contrairement à une fight arrangée dans un endroit désert. Voir Kerr, John, *Rethinking aggression and violence in sport*, Londres, Routledge, 2005

⁵ Cité dans la série documentaire *The Real Football Factory International*, Zig Zag productions, Bravo TV Channel, 2007, épisode 4, Balkans

⁶ Voir le numéro spécial de la revue *Terrains & Travaux*, « Socialisations masculines, de l'enfance à l'âge adulte », Vol.2, n°27, 2015 ; Revenin, Régis (dir.), *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contribution à*

dans le temps et l'espace en fonction du contexte social et des représentations sociales liées à la condition masculine, c'est pourquoi les violences sportives sont sociologiquement genrées et concernent très peu les filles¹. Les réactions de certains officiels russes félicitant des hooligans russes après les violences de Marseille en marge du match Angleterre-Russie de l'Euro 2016 démontrent qu'à leurs yeux, ces violences n'avaient pas lieu d'être stigmatisées mais au contraire louées dans le sens d'une démonstration virile de la supériorité de l'homme russe face à des « fillettes anglaises »². A cet égard, la démonstration de cette virilité va très souvent de pair avec l'exacerbation de sentiments, propos et actes homophobes, bien que cette tendance à l'homophobie dans le milieu sportif ne soit ni l'apanage des supporters violents, ni du football³. Les violences sportives relèvent donc de l'exhibition de soi, d'un individu qui a intériorisé, lorsqu'il évolue au sein de son groupe, le rôle qu'il doit tenir par rapport à la configuration donnée. Cela ne veut pas dire qu'il n'interprétera pas d'autres masculinités dans d'autres configurations. Au travail, en couple, avec des enfants, un supporter violent adoptera d'autres comportements et pratiques que ceux d'une masculinité exacerbée permise par la pratique des violences sportives⁴. Les hooligans sont capables de moduler leur rôle en fonction des configurations sociales, et ne sont donc pas forcément enfermés dans un modèle linéaire de masculinité.

Le troisième paramètre est relatif à l'identification territoriale. Les groupes de supporters violents s'identifient à leur club et à leur ville. En dehors du stade, ils disposent d'endroits précis dans lesquels ils se retrouvent, le plus souvent un ou plusieurs bars, qui sont autant de sanctuaires. L'attachement à ces lieux fait de ceux-ci des cibles de choix pour des supporters adverses qui débarqueraient en ville. Plus globalement, les rencontres de football sont l'occasion pour des supporters visiteurs de pénétrer sur un territoire considéré comme ennemi et de se mesurer aux locaux, de les provoquer, et éventuellement d'entrer en contact physique avec eux. Par conséquent, la défense d'un territoire perçu comme menacé fait partie intégrante de la logique d'action des supporters extrêmes. Des supporters visiteurs qui

l'histoire du genre et de la sexualité en France, Paris, Autrement, 2007 ; Welzer-Lang, Daniel, Zaouche-Gaudron, Chantal (dir.), *Masculinités, état des lieux*, Paris, ERES, 2011

¹ Bien que des petits groupes de filles s'adonnent également à ces pratiques, par exemple en Russie. Voir *The Real Football Factory International*, op.cit., épisode 2, Russie. Voir également Mennesson, Christine, Clément, Jean-Paul, « Boxer comme un homme, être une femme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.4, n°179, 2009

² « Pour Vladimir, hooligan russe, il fallait prouver que les Anglais ne sont que des fillettes » *Le Point*, 12 juin 2016

³ Liotard, Philippe (dir.), *Sport et homosexualités*, Carnon, Association Quasimodo & fils, 2008

⁴ Giulianotti, Richard, *Football. Sociology of a global game*, op.cit., p.156

paraderaient en ville, dans des bars, serait un acte perçu comme une provocation à laquelle il faudrait répondre. Même sans cela, la tension des jours de match contre un rival suffit à alimenter la suspicion et déclencher des actions violentes préventives. Ainsi il n'est pas rare que les voitures immatriculées à Zagreb soient vandalisées à Split les jours de match entre le Hajduk Split et le Dinamo Zagreb. Un autre exemple tragique de cette logique a eu lieu à Belgrade en 2009. Dans la journée d'un match de coupe d'Europe entre le Partizan Belgrade et le Toulouse Football Club, des supporters de Toulouse ont été violemment agressés par des dizaines de supporters extrêmes du Partizan issus pour la plupart du sous-groupe des *Irreducibili*¹. Un supporter français, Brice Taton, est mort des suites des blessures subies au cours de cette agression. Nous avons assisté à la quasi-intégralité des débats qui eurent lieu au cours du procès de première instance contre 14 accusés. La plupart avaient entre 18 et 21 ans à l'exception des deux présumés leaders de l'expédition qui avaient la trentaine. Dans leurs témoignages, les accusés défendirent la thèse d'un accident due à une provocation de la part des toulousains, identifiés comme membre du groupe de supporters *Indians*, groupe de supporters ultra de Toulouse. Cette provocation repose en réalité sur le simple fait que les supporters français, pourtant inoffensifs², étaient attablés à la terrasse d'un pub du centre de Belgrade avec des signes distinctifs de leur appartenance aux *Indians*. Ainsi Brice Taton lui-même portait un T-shirt du groupe au moment de l'agression. Cette théorie semble corroborée par le chef du département spécial contre les violences sportives de la police de Belgrade, le Colonel Todorović :

« Pour ce match, nous n'avons même pas d'information que des supporters de Toulouse allaient venir. On avait fait une demande par Interpol à la police française pour savoir si des groupes organisés allaient venir. Nous n'avons reçu aucune réponse³. Ce n'était pas du tout une bagarre prévue, rien d'organisé, c'est un hasard. Ils ont été repérés et identifiés comme supporters de Toulouse, ils avaient des t-shirts, des écharpes. Cela a été perçu comme une provocation »⁴.

¹ Ce nom d'origine italienne (irréductibles en français) n'est pas anodin. Il vient du groupe du même nom des supporters extrêmes de la Lazio Rome, aux sympathies fascistes non dissimulées.

² Brice Taton et ses amis étaient arrivés un peu plus tôt à Belgrade afin de visiter la ville comme n'importe quels touristes. Les dernières photos de lui le montrent ainsi dans divers lieux très touristiques de la ville comme le parc du Kalemagdan. A aucun moment leur démarche n'a laissé transparaître une quelconque volonté d'en découdre physiquement avec des supporters locaux.

³ Ce point est essentiel car lors des rencontres européennes à risque, il est d'usage que la police locale prenne en charge les supporters visiteurs qui se signalent afin d'éviter d'éventuels affrontements. L'un des accusés, J.K, a ainsi souligné s'être renseigné sur le groupe des *Indians*. Il a conclu de ses recherches qu'il s'agissait d'un groupe de culture ultra qui en acceptait donc les codes, y compris la confrontation physique. C'est sur la base de cette interprétation que le constat de la présence de supporters de ce groupe en centre-ville sans que la police serbe ne les escorte, a été considérée comme une provocation.

⁴ Entretien, Belgrade, 2013

Cet attachement territorial rapproche ces violences sportives d'autres types de violences, notamment de la part de gangs défendant leur quartier qui est aussi un territoire de trafics placé sous leur contrôle, phénomène très présent aux Etats-Unis, mais aussi en Amérique centrale et latine et parfois même en Europe¹. A cet égard, les peintures murales et autres graffitis servent de marqueurs d'occupation de ce territoire, mais aussi d'avertissement aux potentiels ennemis.

Le quatrième paramètre est lié à la gestion des réputations individuelles et collectives, autrement dit, à la façon dont, d'une bagarre à une autre, un individu ou un groupe, forge sa réputation. Celle-ci est essentielle dans la représentation que l'individu et le groupe se font d'eux-mêmes. Avoir la réputation d'être les plus dangereux, les plus fous, les plus courageux, les plus extrêmes est un titre de gloire pour lequel il est nécessaire d'être actif très régulièrement sous peine de perdre cette réputation et de ne plus être pris au sérieux². Il s'agit alors de scruter les médias spécialisés et les forums afin de s'informer sur d'éventuelles défaites ou victoires de tel ou tel groupe. Ce faisant, les supporters extrêmes partageant les mêmes pratiques échangent informations, photos, vidéos et provocations, mais aussi comptent des déplacements et de contacts physiques. Ainsi, il s'établit une sorte de compétition informelle des groupes les plus dangereux et donc respectés en Europe, dans lequel les groupes russes, polonais et serbes tiennent une bonne place. Cette compétition informelle est une des raisons principales pour laquelle les *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb continuent d'effectuer des déplacements en Europe alors qu'ils ne soutiennent plus leur équipe à domicile. Il s'agit de maintenir la réputation du groupe. C'est cet esprit de compétition, davantage qu'une rivalité pré-existante, qui a mené à une confrontation physique dans le quartier de Bastille à Paris en 2012 entre hooligans du Paris Saint-Germain, eux-mêmes privés de stade depuis 2010, et ceux du Dinamo Zagreb en marge d'un match entre les deux équipes.

Au niveau individuel, le cas du supporter de l'Etoile Rouge de Belgrade Ivan Bogdanov est éloquent en matière d'acquisition de réputation et de statut. Celui-ci est devenu

¹ Fraser, Alistair, « Street habitus : gangs, territorialism and social change in Glasgow », *Journal of youth studies*, Vol.13, n°8, 2013 ; Rodgers, Denis, Baird, Adam, « Understanding gangs in contemporary Latin America », in Decker, Scott, Pyrooz, David (eds.), *Handbook of gangs and gang responses*, New York, Wiley, 2015

² Cette logique est valable dans d'autres groupes sociaux déviants que les supporters violents. Voir Emler, Nick, Reicher, Stephen, *Adolescence and delinquency: The collective management of reputation*, Oxford, Blackwell, 1995

célèbre après les incidents du match Italie-Serbie d'octobre 2010. Le match fut définitivement interrompu après une poignée de minutes car les supporters serbes, en particulier Bogdanov, crâne rasé, cagoule sur la tête et tatouages en évidence, jetaient des projectiles sur le terrain après avoir créé des incidents toute la journée dans la ville de Gênes. Au lendemain du match, Bogdanov faisait la *Une* de toute la presse italienne, qui l'avait surnommé Ivan le Terrible. Or, Bogdanov était certes un supporter déjà connu de la police pour des violences sportives, mais sans importance dans la hiérarchie des *Delije* de l'Etoile Rouge. Grâce à ce coup d'éclat, à cette démonstration de virilité aux yeux de toute l'Europe, il a pu monter dans la hiérarchie interne à la tribune, comme le relate le journaliste sportif à la chaîne *B92* et spécialiste de l'Etoile Rouge Vladimir Novaković :

« *When Genova happened, I didn't know him. Being sport journalist in Serbia is interesting because Zvezda fans travel as well in the same plane as the team and journalists in far away places. So we know who they are. I never saw Bogdanov there, never. So, I asked, and no one had never seen him there. So, he was not among the 100 top guys, either leaders or wannabe leaders. Then, Genova happened, and he became one of the top guys, famous* »¹.

Le cinquième paramètre est lié au sentiment de solidarité et d'appartenance qui se dégage du fait de faire partie d'un groupe de supporters violents. Les pratiques de ces groupes impliquent une très forte cohésion puisqu'il faut être capable de défendre chaque membre du groupe lorsqu'il est attaqué. Au-delà, les témoignages comme les œuvres de fiction retranscrivent très bien comment les groupes forment une sorte de deuxième famille au sein de laquelle la solidarité dépasse de très loin le moment d'un contact physique avec un autre groupe. Ce sentiment d'appartenance constitue une autre rétribution symbolique essentielle à la compréhension de l'engagement rationnel dans le groupe, en dehors de la recherche de l'excitation et d'une démonstration de virilité exacerbée. C'est cet esprit qui pousse certains supporters violents à continuer leurs activités avec leur groupe même lorsque leur situation personnelle évolue vers plus de stabilité (emploi, mariage, paternité) et qu'ils prennent de l'âge. Il n'est donc pas rare qu'à côté d'individus autour de 20 ans, on en retrouve d'autres qui en auraient 40 ou plus². Au cours d'une conversation informelle avec trois membres d'un sous-groupe des *Delije*, ceux-ci révélaient que c'était précisément ce sentiment de solidarité qui les faisait continuer à effectuer les déplacements malgré leurs obligations respectives, puisqu'ils faisaient partie du groupe depuis la fin des années 1990, et avaient développé une très solide amitié. De même, N., supporter violent du FK Rad Belgrade, raconte qu'il a

¹ Entretien, Belgrade, 2014

² Il existe ainsi un sous-groupe nommé « 40+ » au sein des *Grobari* du Partizan Belgrade.

commencé à aller au stade avec son frère aîné lorsqu'il avait 13 ans. Comme nous l'avons vu précédemment, les supporters de ce club se caractérisent sciemment par leur extrémisme et leur violence. Suivant les traces de son frère, N. est lui-même devenu un adepte de la violence, qu'il décrit comme une façon de se dépasser et de s'amuser. Dans son discours transparait également la solidarité du groupe envers ses membres, notamment envers lui dans la mesure où son frère aîné est en prison¹ précisément en raison d'une agression mortelle contre un supporter violent du club rival du FK Voždovac.

Enfin, le sixième et dernier paramètre relève de la capacité à susciter la peur et la menace par la simple représentation, sans avoir recours à la violence physique. Cela signifie d'être capable, à travers l'*aggro*, de démontrer sa souveraineté sur un territoire, que ce soit par le marquage visuel ou bien les cortèges. Il s'agit de faire comprendre à d'éventuels rivaux que leur cause est perdue d'avance sans même avoir besoin d'entrer physiquement en contact. Faire fuir l'adversaire représente une victoire plus éclatante encore qu'un contact physique victorieux tant il est humiliant pour les vaincus². Cette volonté de paraître souverain se double d'une volonté d'autonomie vis-à-vis de ce que Spaaij nomme les « agents du contrôle social ». Par conséquent, les groupes se trouvent parfois pris dans un rapport ambigu avec la police à laquelle il cherche à échapper d'un côté, mais avec laquelle ils sont contraints d'être en contact puisqu'ils sont connus. Ainsi les trois supporters de l'Etoile Rouge évoqués plus haut admettaient-ils que les principaux leaders des supporters de l'Etoile Rouge et du Partizan avaient reçu la visite de la police quelques jours avant un derby afin de prévenir que toute tentative de créer le désordre serait sévèrement réprimée. De fait, ce derby, qui avait pourtant lieu quelques jours seulement après le match houleux Serbie-Albanie, a sans aucun doute été le plus calme depuis très longtemps. Le Colonel Todorović ne cache d'ailleurs pas que les supporters violents serbes sont à peu près tous connus de ses services³.

Nous serions tentés, à la suite des travaux de Dal Lago et Roversi⁴, mais aussi Williams Nuytens en France¹, d'ajouter un septième paramètre qui n'est pas repris de façon

¹ Cette situation a contraint N. à rester vivre avec sa mère, au lieu de tenter sa chance à l'étranger comme d'autres membres de sa famille.

² A condition que la configuration soit équilibrée. 10 personnes qui en fuiraient 100 seraient légitimes à le faire et aucune gloire ne pourrait être tirée de l'autre côté.

³ Il est même assez probable que certains soient des informateurs occasionnels ou réguliers de la police, qui a par ailleurs ses propres infiltrés dans les groupes.

⁴ Dal Lago, Alessandro, *Descrizione di una battaglia*, op.cit. ; Roversi, Antonio, « Football violence in Italy », *International review for the sociology of sport*, Vol.26, n°4, 1991

spécifique par Spaaij, à savoir la rivalité. La rivalité entre groupes, qu'elle repose sur des motifs sportifs et/ou politiques, alimente un cycle continu de violence entre les groupes, fabriquant ainsi des mémoires collectives parallèles qui participent de leur propre construction identitaire. De même, des amitiés ou alliances entre groupes voient le jour, qui débouchent sur une forme de géopolitique des supporters violents fondé sur un système bédouin d'amis et d'ennemis. Par exemple, les *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb ont été attaqués en Grèce par les supporters extrêmes de l'Olympiakos Le Pirée, qui sont jumelés avec ceux de l'Etoile Rouge de Belgrade².

Ainsi, ces sept paramètres forment un faisceau d'explications du hooliganisme, d'un point de vue microsociologique et anthropologique. Cependant, d'autres approches doivent être regardées afin d'avoir une image plus globale du phénomène.

b. Les variables situationnelles dans le déclenchement de violences

Dans le souci d'expliquer les actes de violence sportive, d'autres chercheurs ont souligné l'importance de se pencher sur chaque acte, et de le considérer dans une chaîne d'interactions entre acteurs afin de cerner les éléments qui en sont à l'origine et qui sont le fait aussi bien de supporters violents habituels que de supporters occasionnels. Il s'agit donc, par-delà les explications théoriques microsociologiques et macrosociologiques, de s'inscrire dans une approche dynamique et multifactorielle de l'instant. D'abord, l'environnement immédiat d'un match peut être un facteur facilitant le déclenchement de violences, comme un fait de jeu, l'horaire d'une rencontre³, la consommation d'alcool, ou bien la topographie et la vétusté du stade où la rencontre se dispute⁴. De ce point de vue, des stades modernes, accueillants et confortables sont essentiels. A l'inverse, des stades vétustes, situés dans des endroits

¹ Nuytens, Williams, « La violence des supporters autonomes : à la recherche des causalités », in Basson, Jean-Charles (dir.), *Sport et ordre public*, Paris, IHESI/La Documentation française, 2001

² Les *Delije* entretiennent deux étroites amitiés avec leurs homologues de l'Olympiakos et du Spartak Moscou, d'une part sur la base d'une fraternité orthodoxe (Orthodox Brothers est une mention qui figure sur plusieurs bannières) mais aussi sur les couleurs des deux équipes en question, le rouge et le blanc comme l'Etoile Rouge. Les *Grobari* du Partizan Belgrade fonctionnent de la même façon avec le PAOK Salonique, et entretiennent également une amitié avec les supporters du CSKA Moscou, ancien club de l'Armée, tout comme le Partizan.

³ Depuis très longtemps déjà, les matchs considérés à risque en Grande-Bretagne sont disputés à 13h afin de limiter les risques liés à une alcoolisation excessive.

⁴ Erkiner, Kismet, « Les problèmes posés par les spectateurs turcs à l'intérieur et à l'extérieur des stades. Dimensions nationale et internationale », in Yarsuvat, Duygun, Bolle, Pierre-Henri (dir.), *La violence et le fanatisme dans le sport*, Istanbul, Université de Galatasaray, 2004

difficilement contrôlables, surtout la nuit, sont de nature à favoriser une atmosphère hostile. C'est ce que soulignait Milivoj Mirkov, chargé de la sécurité à la fédération serbe de football, au cours d'une conférence sur l'économie du sport à Belgrade en 2014 :

« La plupart de nos stades sont vieux et personne ne veut résoudre la question de la propriété des stades et des travaux qu'il faudrait faire. Aucun de nos stades n'est aux normes pour les matchs UEFA les plus importants. Si ça continue, nos équipes devront bientôt jouer à l'étranger. Nos stades ne sont pas multifonctionnels, il n'y a pas de toilettes, pas de quoi se restaurer, et je ne parle même pas des problèmes d'évacuation en cas de danger. Ailleurs en Europe, on baisse les barrières dans les stades, mais ici, on les élève. Le résultat est qu'une intervention de la police dans la tribune nord des Delije ou sud des Grobari est pratiquement impossible sauf à assumer un nombre potentiellement important de blessés, voire de morts »¹.

Ensuite, l'accent est mis sur les interactions entre les supporters et les « agents du contrôle social », c'est-à-dire les agents chargés de la sécurité, qu'ils soient policiers, stadiers, ou employés du club. Cette approche a été beaucoup développée en Grande-Bretagne où la gestion des foules de supporters et leurs interactions avec la police ont été totalement repensées à la suite du rapport Taylor de 1989². Clifford Stott et Geoff Pearson montrent ainsi à travers de nombreuses enquêtes de terrain que les perceptions des situations de la part des agents de sécurité vis-à-vis des supporters peuvent déboucher sur de mauvaises interprétations et une mauvaise gestion de ces supporters, ceci alimentant alors des violences qui étaient redoutées dans un processus de prophétie au-réalisatrice³. Autrement dit, la police britannique, mais aussi allemande, ont appris à gérer les supporters potentiellement violents, en favorisant la médiation, le dialogue, la désescalade, et une attitude de « low profile ». Les violences qui ont émaillé l'Euro 2016 de football à Marseille ont été l'occasion pour ces chercheurs britanniques de critiquer très sévèrement les méthodes de gestion de la police française. Pour eux, celle-ci n'était pas du tout adaptée à la situation par sa disposition sur les lieux clés, évitant tout dialogue⁴, et intervenant massivement ou pas du tout une fois que des incidents ont éclaté. Selon ces chercheurs, c'est la mauvaise gestion de la part de la police due

¹ « Football : le coup de gueule de la fédération serbe contre le gouvernement », *Le Courrier des Balkans*, 24 décembre 2014

² Ce rapport faisait suite à la catastrophe de Hillsborough au cours de laquelle 96 supporters de Liverpool ont trouvé la mort par écrasement et piétinement en raison de la mauvaise organisation et de la mauvaise gestion de la foule. Pendant très longtemps pourtant, la police a nié sa responsabilité et fait porter la faute sur les hooligans de Liverpool. Ce n'est qu'en 2015 qu'un rapport d'enquête a définitivement écarté cette version et reconnu la responsabilité de la police.

³ Stott, Clifford, Pearson, Geoff, *Football hooliganism, policing and the war on the « English disease »*, Londres, Pennant Books, 2007 ; Stott, Clifford, Reicher, Stephen, « How conflict escalates : the intergroup dynamics of collective football crowd disorder », *Sociology*, Vol.32, n°2, 1998

⁴ Les critiques n'ont cependant pas eu la perfidie de souligner l'incapacité des policiers en charge des supporters à s'exprimer au moins en anglais.

à une mauvaise stratégie de gestion de foules¹ qui a aggravé les violences, indépendamment du nombre d'individus violents qui voulaient en découdre². Autrement dit, toutes choses égales par ailleurs, les choses ne se seraient pas passées ainsi en Angleterre ou en Allemagne. Toutefois, cette critique a ses limites lorsque tous les facteurs environnementaux semblent défavorables. C'est le cas dans l'espace post-yougoslave, notamment en Serbie, où un public nombreux, composé de supporters extrêmes potentiellement très dangereux, vient assister à un match dans des stades vétustes, entourés d'une très forte présence policière. La Serbie a pourtant essayé de moduler son dispositif policier comme le note le Vladimir Novaković :

« People working in security in football are not police, they are private companies. They don't have any possibility to stop you, they can't fight with you, they have to call police, and they get in. So, they are in the stadium, but they can't do anything. It is stupid but 10 years ago, there were many incidents between fans and police, so a law was passed saying that police would no longer be visible in stadium unless something happens. So they are everywhere around stadium, en masse, but not in the stadium because it could be seen as a provocation by fans ; It's OK in Western countries, but it's not practicable here ».

Dans les faits, les unités de police anti-émeute continuent d'être présentes dans les stades à deux titres. D'abord pour séparer deux tribunes de supporters adverses, ce qui ne les empêche pas de se lancer des projectiles en tout genre. Ensuite pour intervenir dans les tribunes lorsque la situation l'exige. Nous avons assisté à trois interventions massives de ce type sur la période 2010-2015, lors de derbys de Belgrade. Il s'agit de faire cesser des violences entre supporters, quitte à littéralement enfoncer une partie de la tribune et faire fuir des centaines de supporters afin de créer un espace vide entre les belligérants. Comme le souligne Novaković, si ces méthodes seraient aujourd'hui impensables dans les pays occidentaux, la régularité enracinée des violences sportives en Serbie, tout comme l'environnement défavorable, tendent à rendre ces pratiques nécessaires quand bien même elles participent elles-mêmes à la reproduction des violences, par la détestation dont la police fait l'objet³. Par ailleurs, les médias jouent également un rôle essentiel dans l'alimentation de

¹ Cette critique ne vaut pas que pour les foules de supporters mais pour la philosophie française du maintien de l'ordre en général. Voir le critique d'Olivier Fillieule et Fabien Jobard, « Un splendide isolement. Les politiques françaises du maintien de l'ordre », *La vie des idées*, 24 mai 2016

² Doidge, Mark, « Marseille hooliganism : Russian fans and the police must share blame with English », *The Conversation*, 13 juin 2016 ; Stott, Clifford, « How police aggravated the fan violence at Euro 2016 », *Vice News*, 15 juin 2016 ; « British hooligan expert says Marseille 2016 the worst yet and French police tactics outdated », *The Telegraph*, 12 juin 2016. Dans cette perspective, même les supporters non enclins a priori à la violence peuvent devenir violents en fonction de la configuration : perception d'une agression, alcoolisation etc.

³ D'où l'acronyme ACAB (All Cops Are Bastards), très présents partout en Europe sous forme de graffitis. En rapportant les lettres à des chiffres, le 13 décembre (13/12 pour AC/AB) est devenu une date célébrée sur les

la violence, à travers un phénomène de surenchère et de panique morale que nous avons décrit au chapitre 1 à propos de la Grande Bretagne. Cette situation a également été observée dans l'espace post-yougoslave où le mot même de « huligani » est utilisé de façon générale pour désigner un individu jeune, auteur de violences, et vêtu de façon sportive (baskets, jogging, sweat-shirt à capuche de couleur sombre). En ce qui concerne la Serbie, le psychologue et spécialiste des phénomènes de violence Prvoslav Plavšić souligne :

« Le rôle des médias dans la violence est important. Nous avons fait une étude sur la violence en fonction de la façon dont les médias la traite. Il ressort que plus ils en parlent de façon sensationnaliste, plus cela encourage d'autres actes de violence. C'est pour ça que maintenant, quand il y a des violences en tribunes, les télévisions ont pour consigne de ne surtout pas les filmer, sinon, cela incite à la reproduction de ce que l'on voit. Ceux qui se battent ont leurs propres codes, ils dialoguent via les forums, et ils sont très contents quand les médias parlent d'eux avec des termes qui inspirent la peur »¹.

Enfin, la violence des supporters peut aussi être favorisée comme une pratique régulière par les rapports entretenus entre les supporters et leur club. Il se peut que le club soit totalement hermétique à ses supporters ce qui peut susciter une frustration susceptible de déboucher sur des violences. Il se peut également que le rapport de domination soit inversé, et que ce soit les supporters qui, en raison de leur nombre et leur dangerosité², exercent une pression sur le club qui sera totalement impuissant dans son devoir de gérer ses supporters. Ces deux cas de figure se sont successivement produits à l'Etoile Rouge de Belgrade, comme l'expliquent Vladimir Novaković, Prvoslav Plavšić et Zlatko Nikolić, criminologue à l'institut IKSI de Belgrade :

Novaković : « They are powerful in stadiums because as you could see in stadiums, when Red Star plays, you have 10000 people, 70% of people attending are in North stand, and somehow connected to Delije leaders, there are in subgroups etc. So, if it was not for them, games would be played in front of 100 people like in Estonia. This is the reason why they are so powerful in the stadium, regarding football. You don't have so many clubs in Europe where fans can have a say like here. I don't understand how we got into this. Ten years ago, Dragan Džajić resigned as president of Red Star. He was very connected to fans. Then came Dragan Stojković who didn't want fans to mess into the club, so it was chaos for 2 years. Then came Vladan Lukić who was Delije's candidate. So they could influence the management of the club. Now, you have to have Delije's agreement to do anything in the club, to sign a player. You can't sign a Croatian player unless they agree on that, which is unlikely ».

réseaux sociaux et les forums au cours de laquelle on échange photos et vidéos de violences entre supporters et policiers.

¹ Entretien, Belgrade, 2012

² Exprimée par exemple par des interventions musclées directement auprès des joueurs à l'entraînement lorsqu'ils estiment que ceux-ci ne font pas le nécessaire sur le terrain.

Plavšić : « Regardez comment le cas d’Uroš Mišić a été traité. Il a agressé un policier dans la tribune avec une torche. Pourtant, les supporters ont obligé les joueurs à porter un t-shirt réclamant justice, et le club a pris à sa charge les frais d’avocats. C’est une façon de s’assurer la paix sociale. Les clubs ont peur de leur supporters, c’est de la folie ».

Nikolić : « C’est une affaire d’argent, entre les clubs et les supporters. Si vous coupez cette relation malsaine qui fait que les clubs soutiennent financièrement les supporters, leur laissent décider de tout dans le club, leur donnent une partie des transferts des joueurs, vous réglez une partie du problème. Cela passe peut-être par l’ouverture des clubs à des capitaux privés au lieu d’avoir des clubs publics où les politiques et les supporters se retrouvent dans les mêmes instances »¹.

Néanmoins, en partant de l’individu, du groupe, ou de la configuration, ces explications du hooliganisme tendent à décontextualiser et dépolitiser le phénomène, qui ne peut pourtant pas s’extraire des dimensions spatio-temporelles dans lesquelles il évolue. C’est pourquoi il est nécessaire de réintroduire les approches macrosociologiques à la réflexion.

c. Dimension macrosociologique des violences sportives

La faiblesse de l’explication macrosociologique du hooliganisme se situe dans le fait que les contextes historiques et nationaux divergent d’un endroit à l’autre de l’Europe, alors que le phénomène de violences sportives existe presque partout en Europe, de la Russie à l’Angleterre, des Pays-Bas à la Grèce ou la Suisse. Par exemple, Patrick Mignon a montré que le schéma britannique de supporters violents émanant de la *rough working class*, lié à la période thatchérienne selon le modèle d’Eric Dunning ne fonctionne pas en France², ni en Russie actuelle selon le chercheur Ronan Evain³. Il ne faut donc pas forcément voir dans le supporter violent un individu universellement fragilisé socialement, issu d’un milieu pauvre et peu éduqué, adepte d’une violence physique forgée dans un *habitus* de classe. Il s’agit au contraire de composer entre les convergences du phénomène par-delà les frontières et les spécificités de chaque cas en fonction de chaque contexte national. C’est dans cet espace qu’il convient de repolitiser le phénomène de violences sportives. De ce point de vue, la fin du communisme représente une rupture. Dans les anciens pays communistes, les années 1990 ont été celles d’une transition très dure vers l’économie de marché, où des pans entiers de

¹ Entretien, Belgrade, 2013

² Mignon, Patrick, « Supporters ultras et hooligans dans les stades de football », *Communications*, n°67, 1998

³ « La majorité de ces supporters violents sont des CSP+ » précise-t-il par exemple, voir « Euro 2016 : qu’est-ce qui fait courir (et déraper) les hooligans russes ? », *Telerama*, 17 juin 2016

territoires ont été désindustrialisés et abandonnés, formant un terreau favorable à des expressions de violence de la part de jeunes hommes et adolescents désœuvrés et libérés du contrôle policier du régime communiste. En effet, ceux-ci étaient désireux de réaffirmer un sentiment d'appartenance car appauvris matériellement et déboussolés psychologiquement par cette déstructuration rapide de leur univers social, mental et territorial, additionné à un retour d'un sentiment national et religieux parfois très fort¹. Cette tendance a par exemple été étudiée en Roumanie² ou encore en Pologne au début des années 1990, où le développement du hooliganisme a été très fortement lié à cette situation tandis que les violences sportives antérieures à 1990 avaient davantage à voir avec une contestation du régime communiste³. Dans le cas serbe, la question de la déstructuration sociale, de l'éducation et de l'héritage de la guerre dans la tolérance élevée à toute forme de violence dans l'ensemble de la société sont par exemple des éléments de contexte essentiels mis en avant par Vladimir Novaković et Prvoslav Plavšić :

Novaković : « *Here, you have too many kids full of testosterone with nothing to do. Some countries tackled hooliganism back in 80s and 90s. Nothing was done here, it is still fashionable to be a hooligan here. I remember a game in Denmark, Delije started to throw flares on the pitch, then police intervened and it led to a fight. The whole stadium was booing and shouting « hooligans, hooligans », and Delije were like : « well yes, what is the problem, what's wrong with that ? ».* They don't even understand the concept, there is no social stigma attached to it⁴. Besides, when you have a society so criminalized like this one, when in the 90s you could have someone killed for anything, criminals became heroes. Look at primary schools, there is so much more violence than in stadiums, verbal and physical, and no one cares because we don't see the problem in this violence, this is normality to us. People don't see that but you don't become violent overnight, it's easier to become a hooligan in a violent society. In stadiums, it works like rigid hierarchy, if you do something wrong, you'll get punished by the leaders, so this is a mental system based on who the stronger is, and the stronger is always right ».

Plavšić : « *Les supporters violents commencent quand ils sont mineurs car ils ne risquent rien, c'est pour ça que les leaders les recrutent. Après, il y a cet esprit de groupe, ce besoin d'appartenance identitaire qui s'exprime à l'adolescence qui fait que vous restez dans*

¹ Bodin, Dominique, Robène, Luc, Sempé, Gaëlle, « Le football à l'épreuve du racisme et de l'extrémisme : un état des lieux en Europe », in Busset, Thomas et al (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, op.cit.

² Sala, Gabriel, *Stăpânii stadioanelor : fenomenul ultras în România (Les maîtres des stades : le phénomène ultra en Roumanie)*, Oradea, Primus, 2011

³ Wozniak, Wojciech, « Polish transition under transition : catch-up modernization that gone wrong », in Hynes, Deirdre, Kiernan, Annabel, *Football and its communities*, Oxford, Interdisciplinary Press, 2013

⁴ Cette absence de stigmatisation sociale des hooligans est à nuancer car la presse participe grandement de leur condamnation à chaque événement de violence. Cependant, le stigmate est facilement retourné par les supporters et devient une ressource identitaire mobilisatrice. Ce phénomène a notamment été étudié par Przemysław Piotrowski pour le cas de la Pologne « Debate on football hooliganism in Poland : the myths, facts and psychological benefits of social exclusion », *Internal security*, Vol.6, n°2, 2014

le groupe. Le problème est aussi l'absence de perspective. L'autre jour, le ministre de la santé a dit qu'il y avait 2000 jeunes médecins au chômage dans le pays. C'est fou ! Les jeunes savent qu'il vaut mieux être membre du parti au pouvoir s'ils veulent trouver un emploi. Imaginez, vous êtes diplômé de médecine, et vous êtes serveur dans un café. Autant tenter sa chance à l'étranger. Au fond, les gens ont compris que le changement de régime ne leur a pas apporté autant qu'ils l'espéraient. Il y a une certaine apathie, on ne sait pas de quoi demain sera fait. D'un côté, les sanctions et l'inflation ont détruit notre tissu industriel, pendant que d'un autre côté, des profiteurs de guerre sont devenus très riches. C'est une forme de violence symbolique. Sur la violence, l'UNICEF a un programme pour les écoles intitulé « qu'est-ce que le fair play ? » mais il n'est pas assez suivi. On envoie les mauvais signaux aux enfants, par exemple qu'en trichant, on gagnera davantage qu'en travaillant honnêtement. Ou que celui qui utilise la violence aura gain de cause contre le plus faible ».

Ainsi, il faut voir dans la montée en puissance du hooliganisme dans les pays de l'Est de l'Europe dans les années 1990 et 2000 la conjonction de deux facteurs contextuels majeurs. Le premier est relatif aux profondes évolutions économiques, sociales et territoriales évoquées plus haut qui continuent d'avoir des effets, notamment en matière de chômage des jeunes. Le second est le fait que le phénomène avait déjà fait l'objet d'une prise en charge politique, sociale et sécuritaire (politiques de prévention, stades modernes, renforcement des textes législatifs et des peines) dans la plupart des pays occidentaux¹. En complément, le phénomène s'est également recomposé vers un supportérisme violent perçu comme une pratique sportive extrême, avec des combats organisés à l'avance dans un esprit de compétition pour la suprématie entre groupes². Cette tendance implique alors des individus aux profils sociologiques plus variés. Elle fabrique des « professionnels de la violence »³, très entraînés, musclés et tatoués, très visibles en Russie⁴, Pologne, Ukraine et Hongrie notamment⁵.

Cependant, nous pouvons également élargir le spectre à l'Europe entière et considérer la montée en puissance ces dernières années d'un substrat nationaliste revigoré, autant à la faveur de la crise économique de 2008 qu'à la crise des migrants qui a débuté en 2014. Ces deux crises ont favorisé l'émergence ou le renforcement de mouvements politiques d'extrême droite qui trouvent de nombreux sympathisants dans les tribunes européennes. Nous pouvons alors faire l'hypothèse que la montée du populisme, du nationalisme et de racisme envers les

¹ Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe*, op.cit.

² Sahaj, Tomasz, « Pseudo-fans : the analysis of the phenomenon of polish football hooligans », *Human movement*, Vol.10 ; n°1, 2009

³ Expression employée par Nicolas Hourcade. « Certains hooligans sont devenus des combattants professionnels », *Les Inrocks*, 17 juin 2016

⁴ « Supportérisme russe et nationalisme : entretien avec Ronan Evain », Observatoire géopolitique du sport, *Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*, décembre 2014

⁵ « Euro 2106 : les hooligans russes ont mené un raid comme un commando paramilitaire », interview avec Sébastien Louis, *Le Monde*, 13 juin 2016

populations musulmanes en Europe présente un terreau favorable aux expressions de violences symboliques et physiques de la part de supporters violents. Ainsi en Suède, des individus identifiés comme supporters violents de football ont agressé des demandeurs d'asile¹. En Angleterre, le mouvement nationaliste anti-islam *English Defense League* est largement composé de hooligans venus de tout le pays. En Italie, la tradition de politisation des tribunes est bien connue². La tentative d'entrisme du mouvement fasciste romain *Casa Pound* dans les tribunes de l'AS Roma en est la plus récente illustration³. En Allemagne, ce n'est pas un hasard si le mouvement islamophobe *Pegida* est né à l'Est du pays⁴, et compte de nombreux sympathisants parmi les hooligans du pays⁵. En Pologne, les banderoles hostiles aux réfugiés et à l'islam se sont multipliées. Lors de l'Euro 2016, l'une d'elles indiquait « defenders of European culture », déployée par des individus à l'impressionnante musculature et aux tatouages sans équivoque⁶.

Toutefois, la tentative relativement ratée d'Eric Dunning et ses collègues de transposer leur hypothèse de la *rough working class* en dehors du cas anglais⁷ montre que l'échelle nationale reste la plus pertinente lorsqu'il s'agit d'analyser le hooliganisme d'un point de vue macrosociologique. Dès lors, chaque contexte est indispensable pour saisir les conditions d'apparition, puis les évolutions du phénomène, indépendamment du mimétisme circulaire qui va tendre à uniformiser les pratiques des groupes à travers l'Europe. C'est toute la tentative du travail de comparaison mené par Patrick Mignon entre la Grande-Bretagne et la France. Néanmoins, les travaux collectifs disponibles⁸ sont souvent davantage des études de cas juxtaposées qu'un véritable travail de comparaison⁹. Or, cela rend difficile la mise en exergue de convergences par-delà ce qui semble être des spécificités, ou au contraire

¹ « Masked men in Stockholm threatens to punish refugee children », *The Guardian*, 30 janvier 2016

² Louis, Sébastien, « La politique dans le mouvement ultra en Italie », in Busset, Thomas et al (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, op.cit

³ « La marcia sulla Roma degli ultrà neofascisti » (La marche sur la Roma des ultras néo-fascistes. Le titre est probablement une allusion à la marche sur Rome de Mussolini en 1922), *L'Espresso*, 4 mai 2015

⁴ Laporte, Antoine, « Allemagne : 25 ans après la chute du mur de Berlin, que reste-t-il de la ligne Est-Ouest ? », *Géo-confluences*, 4 novembre 2014 ; Manale, Margaret, « Travail, territoire, identité dans l'ex-Allemagne de l'Est », *L'Homme et la société*, Vol.3, n°165-166, 2007

⁵ « Allemagne : Pegida rassemble les déçus d'une prospérité mal partagée », Entretien avec Jean-Yves Camus, *L'Express*, 6 janvier 2015

⁶ « Bloodied polish football fans pinned to the floor and handcuffed by French police before their game against Ukraine in latest Euro 2016 clash », *Daily Mail*, 21 juin 2016

⁷ Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe*, op.cit., p. 75-76

⁸ Par exemple Giulianotti, Richard, Bonney, Norman, Hepworth, Mike (eds.), *Football, violence and social identity*, op.cit

⁹ Seiler, Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004

l'invalidation par l'analyse empirique poussée de cas de ce qui semblaient être des convergences. Par exemple, bien qu'elles soient globalement vérifiées, les régularités dessinées par Bodin et ses collègues sur l'Europe post-communiste doivent être nuancées par les disparités et spécificités contextuelles. Ainsi, le supportérisme violent tchèque est moins différent du cas allemand que du cas russe¹, tandis que la profonde déstructuration de la société albanaise dans les années 1990 n'a pas débouché sur un scénario à la polonaise ou à la serbe dans les tribunes. Quant à l'espace yougoslave, la guerre est certes le terreau de spécificités par rapport au reste de l'espace post-communiste, mais il serait tout aussi erroné de considérer pour autant qu'il existe un supportérisme violent de type balkanique tant les différences sont importantes au sein de cet espace, en particulier en termes de politisation et de capacité de mobilisation politique des supporters.

Or, le principal intérêt de l'approche macrosociologique des violences sportives est bel et bien d'offrir la hauteur de vue nécessaire pour discerner cette éventuelle passerelle entre les violences sportives et les violences à caractère politique. Dès lors, ce sont le contexte socio-politique et l'histoire spécifique des rapports entre le pouvoir politique et les supporters extrêmes, pour reprendre une catégorie plus large que les seuls hooligans, qui vont déterminer le degré de politisation des groupes de supporters, leur capacité de mobilisation à des activités politiques extra-sportives, et leur degré de violence. C'est ce que montrent Dominique Bodin et ses collègues à propos des supporters du Ferencváros Budapest en Hongrie et de leur participation, incitée par le leader de l'opposition de l'époque Viktor Orbán, aux manifestations contre le pouvoir politique en 2006². De ce point de vue, le cas des *Barras Bravas* en Argentine, avec leur forte influence sur les clubs, leur stricte hiérarchisation, leur participation à divers trafics, et leurs liens étroits avec divers leaders politiques³, se rapproche assez du cas serbe quand ce dernier n'est en réalité pas si proche du cas croate que ce que la géographie et l'histoire le laisseraient croire de prime abord. C'est cette distinction entre

¹ Smolik, Josef, « Football hooliganism from the standpoint of extremism », *Central european political studies review*, Vol.4, n°6, 2004

² Bodin, Dominique, Robène, Luc, Sempé, Gaëlle, « Le football à l'épreuve du racisme et de l'extrémisme : un état des lieux en Europe », in Busset, Thomas et al (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, op.cit., p.55-56

³ Sur l'Argentine, voir Archetti, Eduardo, *Masculinities : football, polo and the tango in Argentina*, Oxford, Berg Publishers, 1999 ; Alabarces, Pablo, *Crónicas del Aguante. Fútbol, violencia y política*, Buenos Aires, Capital Intelectual, 2004 ; Murzi, Diego, « Hooligan ou businessman ? Portraits de supporters de football violents en Argentine », Mémoire de Master 2, EHESS, Paris, 2011

Serbie et Croatie, fondamentale sur le plan des mobilisations et des violences politiques des supporters, que nous allons aborder à présent.

2. Des violences sportives aux violences politiques : une comparaison Serbie-Croatie

Par leur capacité de mobilisation en nombre, et leur propension à se positionner sur des sujets politiques et sociaux, les groupes de supporters extrêmes peuvent être considérés comme des acteurs sociaux de premier plan dans l'espace post-yougoslave. Ce constat est renforcé par la faiblesse relative des organisations de la société civile d'inspiration libérale. Pour autant, indépendamment des chants et banderoles à caractère politique que nous avons déjà évoqués, il s'agira ici de se focaliser sur l'utilisation de la violence physique comme un répertoire d'action politique en dehors du stade. Nous entendons par là la participation et/ou l'organisation de rassemblements et manifestations qui ont pour objet l'utilisation de la violence physique comme répertoire d'action, contre des biens ou des personnes spécifiquement ciblés. C'est pourquoi il est indispensable de refuser un « exceptionnalisme méthodologique » autour de l'analyse de la violence politique¹, et de la traiter avec les outils de la sociologie des mouvements sociaux² (répertoire d'action, carrière, dynamique entre acteurs, escalade etc.) De ce point de vue, la Serbie et la Croatie étant à notre sens les pays de la région dans lesquels les supporters extrêmes sont historiquement et numériquement les plus enclins aux mobilisations politiques violentes, c'est sur eux que nous nous focaliserons dans cette partie. Bien que cette pratique ne soit en rien spécifique à l'espace post-yougoslave³, les violences politiques de la part de supporters extrêmes après 2000 soulève des interrogations. Plus particulièrement, dans le sillon tracé par nos conclusions sur le supportérisme des équipes nationales, nous faisons l'hypothèse que l'observation comparée des violences politiques des supporters extrêmes en Serbie et Croatie revêt un double intérêt. D'une part, cela offre une fenêtre d'observation et d'analyse politique très appréciable sur les deux pays. D'autre part, cela permet de déterminer la capacité de nuisance politique et

¹ Bonnelli, Laurent, « De l'usage de la violence en politique », *Cultures & Conflits*, n°81-82, printemps-été 2011

² Option défendue notamment par Donatella Della Porta, « Mouvements sociaux et violences politiques », in Crettiez, Xavier, Mucchielli, Laurent (dir.), *Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010

³ La Pologne est un autre exemple en la matière, voir Sahaj, Tomasz, « Pseudo-fans : the analysis of the phenomenon of polish football hooligans », *Human movement*, op.cit

sociale de ces groupes à travers l'utilisation de la violence. Il convient donc d'abord d'opérer un rapide recensement des mobilisations politiques violentes de la part des supporters extrêmes. Puis, nous chercherons dans un second temps à apporter des éléments d'explications aux constats qui auront été faits.

a. Les mobilisations politiques violentes des supporters extrêmes depuis 2000

Depuis 2000, nous recensons sept mobilisations politiques violentes et significatives de la part des supporters extrêmes en Croatie et Serbie. Celles-ci recouvrent trois motifs. D'abord, l'opposition à l'organisation de marches pour les droits de la communauté LGBT¹, ensuite la contestation envers la justice internationale (TPIY) et enfin ce qui touche au Kosovo en ce qui concerne la Serbie. L'opposition à la tenue d'une Gay Pride a ainsi débouché sur de sérieuses violences à Belgrade en 2001², à Zagreb en 2002³, à Belgrade à nouveau en 2010⁴ et à Split en 2011⁵. Il faut ajouter à cela que la parade prévue à Belgrade en 2009 avait été annulée *in extremis* en raison du climat de tension intense qui régnait alors en ville, quelques jours après l'agression de Brice Taton et de ses amis. Les parades de 2011, 2012 et 2013 furent également annulées pour des motifs sécuritaires. En 2009 comme en 2010, les groupes de supporters avaient annoncé qu'ils se mobiliseraient à travers de nombreuses banderoles au stade et tags sur les murs de la ville appelant à « tuer les pédés »⁶. Cette opposition s'inscrit dans l'articulation entre le discours nationaliste et le discours religieux des entrepreneurs politiques et religieux qui tend à exclure la communauté LGBT de

¹ A une plus petite échelle, une mobilisation violente de supporters contre une Gay Pride a également eu lieu au Monténégro en 2013 lors de la première tentative du genre. « Monténégro : la première Gay Pride se termine dans le chaos », *Le Courrier des Balkans*, 24 juillet 2013

² « In pictures : Belgrade gay march clashes », *BBC News*, 30 juin 2001

³ http://old.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/croatia/history_of_zagreb_pride

⁴ « Belgrade : violents affrontements en marge de la gay pride », *RFI*, 10 octobre 2010

⁵ « Gay parade : u Splitu iztrage, u Zagrebu pripreme » (A Split des enquêtes, à Zagreb des préparatifs), *Radio Slobodna Evropa*, 17 juin 2011. Cet article a été publié à la veille de la Gay Pride de Zagreb qui s'est déroulé sans incidents avec un nombre record de participants, en réaction aux graves violences qui avaient émaillé le 11 juin la première tentative de Gay Pride à Split. 137 « huligani » avaient été arrêtés.

⁶ « Smrt pederima » (mort aux pédés) et « čekamo vas » (nous vous attendons) étaient les principaux messages tagués.

la communauté nationale¹. De fait, les violences de Split, ville conservatrice et très croyante, étaient nettement prévisibles compte tenu du peu d'empressement du maire de la ville, Željko Kerum, et de la police à assurer la sécurité des organisateurs, mais aussi de la virulence de l'église. Certains dignitaires religieux avaient émis des appels à peine voilés à la violence², qui faisaient échos à des déclarations analogues de dignitaires orthodoxes serbes un an auparavant. Ce faisant, aussi bien l'opposition aux droits LGBT que le recours à la violence comme répertoire d'action sont légitimés. Il faut cependant noter que les gay pride se déroulent sans aucun problème à Zagreb depuis 2001 et à Split depuis 2012, et que la Croatie offre une législation avancée dans la région en matière de droits aux LGBT. Au cours de conversations informelles avec des supporters extrêmes des deux villes, il nous a été confirmé à la fois la présence de supporters parmi les auteurs de trouble en 2002 et 2011, mais aussi le choix de s'en tenir désormais à une stricte indifférence, ou bien à la participation pacifique, à titre individuel, à des contre-marches organisées par l'église et d'autres organisations autour du thème de la famille.

En ce qui concerne la justice internationale, nous pouvons observer un contraste entre les violences qui eurent lieu en Serbie à l'annonce en 2008 de l'arrestation de Radovan Karadžić à l'absence de violence en Croatie lors des manifestations contre l'arrestation en 2005 du Général Ante Gotovina³. Notons toutefois que l'arrestation en 2011 de Ratko Mladić, pourtant considéré comme un héros par les nationalistes serbes, bien plus que Karadžić, a réuni bien moins de manifestants et débouché sur des violences mineures de la part de militants de groupuscules d'extrême droite comme *Obraz* ainsi que de « huligani ».

Enfin, les mobilisations violentes sur le Kosovo ne concernent que la Serbie. Il s'agit en particulier des violences qui eurent lieu en mars 2004 en réaction aux émeutes perpétrées par les Albanais du Kosovo contre les Serbes du Kosovo. A cette occasion, la mosquée du centre-ville de Belgrade fut incendiée⁴. De même, l'annonce de l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008 déboucha sur plusieurs jours de violence dans Belgrade, avec en point d'orgue

¹ Sloodmaeckers, Koen, Pavasović, Tamara, « Religion, homosexuality and nationalism in the Western Balkans : the role of religious institutions in defining the nation », in Sremac, Srdjan, Ganzevoort, Ruard, *Religious and sexual nationalisms in Central and Eastern Europe : Gods, Gays and Governments*, Leiden, Brill, 2015

² « Teolog Dr Adalbert Rebić : žao mi je stradanih, ali dobili su što su tražili » (je suis désolé pour les victimes, mais ils l'ont bien cherché », *Slobodna Dalmacija*, 13 juin 2011

³ « Reaction in Croatia to the arrest of Ante Gotovina », Rapport de l'OSCE, 13 décembre 2005 <http://www.osce.org/zagreb/17496?download=true>

⁴ « Kosovo : des violences meurtrières compromettent les efforts de l'ONU », *Le Monde*, 18 mars 2004

une manifestation gigantesque le jeudi 21 février 2008 à l'issue de laquelle plusieurs centaines de « huligani » se dirigèrent vers l'ambassade des Etats-Unis, la prirent d'assaut et l'incendièrent¹. Un jeune de 20 ans, Zoran Vujović, supporter du Partizan Belgrade venu de Novi Sad, perdit la vie dans l'incendie². Pendant plusieurs jours, ces individus ciblèrent ce qu'ils considéraient être des symboles à la fois des Etats-Unis mais aussi de l'Albanie et d'autres complices de l'indépendance du Kosovo. C'est pourquoi outre les ambassades (Albanie, et Croatie notamment), presque tous les restaurants McDonald's de la ville furent détruits³.

Ce rapide recensement des mobilisations violentes des supporters extrêmes en Serbie et Croatie montre deux choses. D'une part, il n'y a plus eu de mobilisations violentes d'envergure depuis 2011. D'autre part, ces mobilisations sont plus nombreuses et graves⁴ en Serbie qu'en Croatie. Il s'agit donc d'expliquer ces deux constats par la mise à l'épreuve de deux hypothèses. La première pointe le décalage des deux pays dans le processus d'intégration européenne comme force normalisatrice, impliquant l'idée d'un retard qui finira par être comblé plutôt que des différences structurelles. La seconde relève de la théorie de la dépendance au sentier et de l'héritage des années 1990, en considérant les spécificités de la Serbie par rapport à la Croatie s'agissant des mobilisations politiques violentes des supporters, indépendamment du processus d'intégration européenne.

b. Un parcours européen différencié

L'avance prise par la Croatie par rapport à la Serbie dans son processus d'intégration européenne expliquerait pourquoi le pays est désormais moins susceptible de connaître des mobilisations politiques violentes de la part des groupes de supporters extrêmes. Il s'agit donc de décrypter les mécanismes à l'œuvre dans le processus d'intégration afin de valider ou pas cette hypothèse. Cette idée de décalage en faveur de la Croatie est exprimée à la fois par Dražen Lalić et Benjamin Perasović :

¹ Nous étions personnellement sur les lieux au moment des faits.

² On peut trouver un hommage à la victime sur le blog du groupe *Alcatraz*, principal sous-groupe des *Grobari* <http://alcatrazbeograd1970.blogspot.fr/2013/02/zoran-vujovic-1988-2008.html>

³ Cattaruzza, Amaël, « La destruction sélective des lieux par les « hooligans » de Belgrade », *Echo Géo*, 2008

⁴ En termes de nombre de supporters participants, de dégâts matériels, de blessés et d'arrestations.

Lalić : « *European integration is a big difference. Serbia is 5-6 years behind us. In 2005-2006, Croatia was in turmoil. Now, we are still in crisis, but we just had second transition of power¹. Democracy is consolidated, institutions work out. There is a quite efficient struggle against corruption, look at USKOK² and Sanader³. This achievement will maybe happen in Serbia but they are late, like we are late compared to Slovenia. Problem in Serbia is the state. State is not mature. Here too state is not mature but our state is not so unmmature (laugh)* »⁴.

Perasović : « *I don't want to be deterministic and superficial in comparing Serbia and Croatia. Some historians will mention that Croatia belonged to Austrian empire while Serbia belonged to Ottoman empire. It is more of an intuition than science here. On the other hand, European intgration is an element. I'm not big fan of the EU nor nationalist, but I think that thanks to EU integration, Croatia is ahead of Serbia. We fulfilled many reforms which was sometimes unfair, just imagine Berlusconi's Italy lecturing us about corruption ! We learnt to do things the Western way. You know that in Croatia, we hate to be called Balkans. We say that we belong to Europe, to the West. So we try to behave this way. I told you about the student protest earlier, and the occupation of university. Some years ago, police would probably have got in and beaten them up. But last year, they managed to end the situation peacefully. Of course, Croatia is far from perfect, but professionnall standards did increase. The more professionnall, the more democratic. Besides, consensus among political elite in Croatia about the EU is bigger than in Serbia. We have bipartisan politics and regional parties. Serbia is more desintegrated. We have different approaches on many topics, but when it comes to EU, no problem. It means reforms, drawing a tolerance line to what can be done, police better organized. So even if football fans wanted, they would not be able to do anything* ».

D'un strict point de vue arithmétique, la Croatie s'est engagée sur la voie européenne dès 2000. Elle est devenue candidate en 2004, a débuté les négociations d'adhésion après la livraison d'Ante Gotovina au TPIY en 2005, puis a intégré l'UE en 2013. De son côté, la Serbie a véritablement pris le chemin de l'UE uniquement à partir de 2008 et la victoire des démocrates aux élections post-indépendance du Kosovo qui avaient valeur de référendum pour ou contre l'UE. Le premier geste de ce nouveau gouvernement a d'ailleurs été de livrer immédiatement Radovan Karadžić au TPIY, preuve que l'ancien gouvernement du nationaliste Vojislav Košuncia savait très vraisemblablement où il se cachait⁵. La Serbie a officiellement obtenu son statut de pays candidat en 2012 et débuté les négociations en 2013.

¹ Il s'agit de la victoire de la coalition emmenée par le SDP aux élections de fin 2011. Une autre alternance a eu lieu en 2016 avec la victoire du HDZ aux élections de fin 2015.

² Organisme chargé de la lutte contre la corruption.

³ Ancien Premier ministre croate issu du HDZ, qui a réorienté le parti vers la démocratie chrétienne après 2000, et s'est résolument engagé vers l'intégration européenne en tant que Premier ministre à partir de 2004 jusqu'à sa démission en 2009 suite à des affaires de corruption. Il est ensuite arrêté et emprisonné en 2011 puis condamné en 2012 à dix ans de prison pour corruption, réduites à huit ans en appel.

⁴ Entretien, Zagreb, 2012

⁵ Karadžić vivait depuis plusieurs années dans la banlieue de Belgrade et s'était reconverti en tant que spécialiste de médecine douce, y compris à la télévision, sous une fausse identité, Dragan Dabić, dissimulé sous de longs cheveux et une longue barbe.

On voit donc que les périodes entre le choix de l'UE, le moment de la candidature et le moment du début des négociations sont les mêmes dans les deux pays, la différence résidant dans les huit ans de décalage dans le moment où le choix de l'UE a été fait, ce qui renvoie à une date d'entrée de la Serbie dans l'Union autour de 2021, une hypothèse tout à fait plausible qui correspondrait aux treize ans qu'a duré le parcours de la Croatie entre 2000 et 2013. Cependant, l'arithmétique ne saurait être convaincante à elle seule, c'est pourquoi l'hypothèse du décalage d'avancement dû au processus d'intégration européenne peut se décliner sous plusieurs angles.

Les pratiques politiques et institutionnelles

Selon Lalić et Perasović, ce sont les pratiques politiques et institutionnelles qui ont été consolidées grâce au processus d'intégration, de même que le consensus autour de l'objectif d'intégration entre les deux principaux partis (SDP et HDZ) d'un système bipartisan classique. De son côté, le consensus autour de l'UE n'est apparu en Serbie qu'en 2008-2009 lorsque les anciens leaders du parti radical serbe, Tomislav Nikolić et Aleksandar Vučić, ont fait le choix de l'Europe en créant le parti progressiste serbe (SNS), au pouvoir depuis 2012¹ et qui vient de remporter largement les élections anticipées d'avril 2016. Cette différence est majeure car en 2008, le consensus sur l'Europe n'était pas encore totalement tranché politiquement en Serbie, avec des forces politiques puissantes comme le parti radical serbe, le DSS du Premier ministre (2004-2008) Vojislav Koštunica et d'autres groupes nationalistes qui se positionnaient contre la coopération avec le TPIY et contre l'UE, perçue comme co-responsable de la toute récente indépendance du Kosovo. Or, ces acteurs, parmi lesquels des supporters extrêmes, étaient très opposés au nouveau gouvernement dirigé par les pro-européens du parti démocratique (DS) du président Boris Tadić. Par conséquent, le premier geste de ce gouvernement, de remettre Karadžić au TPIY, a logiquement provoqué des violences de la part de « huligani » et autres militants d'extrême droite, que l'on peut percevoir comme le continuum des violences de février 2008 après l'indépendance du Kosovo. Du côté croate en revanche, l'arrestation d'Ante Gotovina en 2005 n'a provoqué que des manifestations pacifiques car l'objectif supérieur d'intégration européenne était plus ancré

¹ Tomislav Nikolić a été élu Président de la République de Serbie en 2012 pour un mandat de 5 ans. Aleksandar Vučić, jeune ministre de l'information de Milošević en 1998-1999, est Premier ministre depuis 2014 et véritable homme fort du régime.

sur la scène politique et dans la société, y compris chez ses opposants. De plus, c'est un gouvernement dirigé par le HDZ qui a pris cette responsabilité, ce qui a désamorcé les accusations de trahison. Enfin, aussi bien aux yeux du gouvernement croate que d'une grande majorité de la société, l'arrestation de Gotovina était certes un mal nécessaire, mais il ne faisait pas de doute qu'il serait innocenté¹.

Trois ans plus tard, le consensus autour de l'Europe en Serbie avait progressé et donné des résultats concrets comme le levée des visas Schengen et la signature de l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA). Si l'on ajoute une certaine fatigue liée à ce qui touche au TPIY, on peut comprendre pourquoi l'arrestation de Ratko Mladić en mai 2011 a réuni beaucoup moins de manifestants et provoqué bien moins de violences que trois ans auparavant². De même, l'objectif d'intégration européenne est la raison de la signature en 2013 d'accords historiques entre Belgrade et Priština³ dans le cadre d'un dialogue encadré par Bruxelles⁴ qui sont une première étape vers une normalisation des rapports entre les deux pays. Cette signature a été accueillie avec d'autant plus de surprise qu'elle paraissait improbable en Serbie sans déclencher une immense vague de protestations et de potentielles violences. Il n'en a rien été car outre la fatigue populaire en ce qui concerne le Kosovo, il s'agissait d'une démarche certes douloureuse mais nécessaire pour un bien supérieur qu'est l'intégration européenne⁵, effectuée de surcroît par un gouvernement dirigé par le SNS et le parti socialiste de Serbie (SPS), c'est-à-dire le parti des anciens nationalistes, et l'ancien parti de Milošević qui n'a jamais réellement fait son aggiornamento. Personne ne peut garantir que tout se serait aussi bien passé si le DS avait signé de tels accords.

¹ D'où les protestations, sans violence, au moment de sa condamnation en première instance, et le sentiment d'une justice rétablie au moment de son acquittement en appel.

² A l'appel du parti radical, environ 10000 personnes ont manifesté pour réclamer le départ du président Boris Tadić, accusé de trahison. Quelques violences ont éclaté contre la police et des vitrines de magasins, menant à 70 arrestations. « Protest against Mladić arrest turns violent », Reuters, 29 mai 2011

³ « EU brokers historic Kosovo deal, doors open to Serbia accession » *Reuters*, 19 avril 2013. Cette dénomination, au lieu de Serbie et Kosovo, est volontaire afin de ne pas donner l'impression d'un dialogue entre deux Etats indépendants. Cette concession était indispensable pour la partie serbe.

⁴ http://www.eeas.europa.eu/dialogue-pristina-belgrade/index_en.htm

⁵ C'est la narration qui sera vraisemblablement employée, le moment venu, auprès des Serbes pour faire accepter de modifier la Constitution qui dispose dans son préambule que le Kosovo fait partie de la Serbie. Il est plausible que ce sera la dernière étape, sans doute sous forme de référendum, pour intégrer l'UE.

La question LGBT

Des manifestations violentes ont eu lieu dans les deux pays en marge de gay pride. Il ne s'agit donc pas de voir une quelconque homophobie plus ou moins développée dans un pays plutôt que l'autre mais d'expliquer pourquoi des gay pride se tiennent à Zagreb depuis plus de dix ans sans aucun problème tandis que de 2009 à 2015, le gouvernement de Belgrade en a annulé quatre, tandis que celle de 2010 s'est achevée dans la violence. Seules celles de 2014 et 2015 ont pu avoir lieu sans incidents sérieux, non sans que le centre-ville soit totalement bouclé, comme en état de siège¹. De ce point de vue, l'avance de la Croatie sur le chemin de l'intégration s'est traduite par l'adoption des outils législatifs nécessaires bien avant la Serbie. Or, l'adoption de ces textes de protection des minorités, qui font partie des exigences européennes, apporte un soutien décisif à la communauté LGBT, soutenue par l'UE, afin de faire avancer le débat auprès de l'opinion publique. C'est ce qu'explique Goran Miletić, directeur pour les Balkans de l'ONG *Civil Rights Defenders*, et parmi les organisateurs des événements de la communauté LGBT en Serbie :

« Compared to 2003, situation is very different. First, we have big support from international community. LGBT situation in Western countries changed for good, they have now a real written clear policy of supporting LGBT rights everywhere. I remember in 2003 the US said they could support anything but abortion and LGBT. It's not that far away. Now, they give support, money, moral support. Then, in 2009, the law against discrimination was about to be adopted. There was protection against sexual discrimination, and freedom of religion. But the Church called the president, who called the Prime minister, and the law was withdrawn, and it was big scandal in society that the Church can dictate its own agenda. The law was presented again in same terms 25 days later, it's the procedure, and it was finally adopted. This helped launch a public debate on sexual orientation. Lots of extremists were against it, used the LGBT issue to oppose the law. However, thanks to debates triggered by this law, here in society, discussing LGBT issues for citizens is no longer a big deal. It was awful 10 years ago. Now, ordinary people are like « ok, you can be gay, have sex with whom you want, but why pride ? ». They are ok if it remains private, they don't want to see us protesting on the streets. It's a big step. Now, I'd say 70% of population still think homosexuality is a disease, but at least, there is no longer hate towards us. Besides, in 2010 we had a pride and big violence happened, and ordinary people were shocked by it. Belgrade was destroyed, many policemen were injured, some of us too, and there was this feeling that although you are not in favour of gays, hate and violence could not be accepted. Then from 2011, we had more space in the media, they talk about us in a better way, we can communicate. So, the whole environment is much better »².

¹ « Belgrade stages gay pride amid heavy security », *BIRN*, 20 septembre 2015

² Entretien, Belgrade, 2013

Miletić confirme lui-même cette tendance à la normalisation en déclarant à propos de la gay pride de 2015 : « *This is the first year that pride was announced normally. Media reports were just as we wanted them to be, there were no stories on bloodshed or similar things. The police were also more relaxed. It is becoming easier, more routine, and better for all of us* »¹.

Le poids de la pression européenne sur la question de la gay pride a été très flagrant entre 2013 et 2014. En effet, comment est-il possible que la gay pride de 2014 se soit déroulée sans incidents alors que pendant trois ans, les différents gouvernements avaient argué de menaces sérieuses de la part de « hooligans » et autres groupes d'extrême droite pour annuler l'événement ? Nous faisons l'hypothèse ici que ce paradoxe n'a rien à voir avec la sécurité, mais est au contraire lié au degré de pression exercé par l'UE pour la tenue de la gay pride. En effet, en 2013, celle-ci était programmée à une date très proche des élections locales au Kosovo. Or, pour l'UE, la priorité absolue, après la signature de l'accord Belgrade-Priština, était que les Serbes du Kosovo participent au scrutin organisé par les autorités du Kosovo. Par conséquent, la pression exercée par Bruxelles sur Belgrade a été très intense en ce qui concerne le Kosovo afin que Belgrade appelle les Serbes du Kosovo à participer à ce scrutin. Ainsi, cette pression a été beaucoup moins perceptible en ce qui concerne la gay pride. Cela a permis au gouvernement serbe d'annuler la gay pride en citant des raisons de sécurité, ne suscitant que de molles protestations de Bruxelles. Ce faisant, le gouvernement donnait l'impression de ne pas céder sur les deux tableaux à Bruxelles tandis que par cette faible pression Bruxelles faisait en sorte que le gouvernement de Belgrade puisse sauver la face vis-à-vis de son opinion publique². En revanche, il était dès cet instant très clair que la gay pride de 2014 devrait se tenir coûte que coûte car la pression européenne serait nettement plus intense, c'est pourquoi elle put avoir lieu malgré les mêmes réserves du gouvernement et de la police en matière de sécurité³. Par conséquent, en ce qui concerne la question LGBT et les violences politiques de la part de supporters extrêmes, il semble que l'hypothèse du décalage soit validée. Elle l'est d'autant plus si l'on considère l'appropriation par les leaders politiques locaux de la question indépendamment des pressions de l'UE. Cette « indigénisation » de la

¹ « Belgrade stages gay pride amid heavy security », *BIRN*, 20 septembre 2015

² Trégourès, Loïc, « The politics of serbian hooliganism », *Fringe politics in Southeastern Europe*, Workshop organisé par le Center for South Eastern European Studies (CSEES) de l'Université de Graz, 19-20 mars 2015

³ Sloomaeckers, Koen, « Belgrade pride 2014 : where there is a need, there is tolerance ? », *Balkanist*, 7 octobre 2014

question LGBT a eu lieu en Croatie bien avant la Serbie, au plus haut niveau de l'Etat, et renforce la normalisation de la situation comme le rappelle Goran Miletic :

« It's not that people are more anti-gay here than anywhere else. The issue is how the government deals with it. Dačić¹ and Vučić have conservative voters. They are not homophobic as such, really. But they must say it's an european obligation, which is very bad for Serbia. If you say it's pressure from Brussels instead of saying it's about constitutional rights of every citizen of this country, the message you're sending is terrible, especially for something so unpopular like gay pride. They are losing momentum to build a normal state. So, if Brussels doesn't put pressure, they will back up, like they did in 2011 and 2012. If we can have pride during 2-3 years with no problem, not too much hooligans, then people will start focusing on what we say instead of focusing on violence, and when they do, they will think « it's ok, they are just normal people ». This has happened everywhere.

Pour Miletic, la différence de traitement de la question gay entre la Croatie et la Serbie, qui sous-tend la violence avec laquelle elle est combattue, n'est donc qu'une question de temps et de responsabilité politique :

« Look at Croatia. First pride in 2002 was full of violence in Zagreb. Then, more and more people came until 5000 people. This year², ministers went, year of EU integration, there was 15000 people. It is huge change in 12 years. And don't forget that Zagreb has 400.000 inhabitants while Belgrade has 2 millions. Serbia and Croatia are definitely comparable, it's just a matter of time, and political support. Zagreb mayor Bandić says bullshit, but at the end, he is ok and it works. On the other hand in Split, there were violence in 2011 because of the mayor Kerum³. But HDZ never created problem with pride. So, it's not a matter of structural difference between Croatia and Serbia, we are on same trajectory ».

La justice

Les chapitres 23 et 24 des négociations d'adhésion à l'UE sont parmi les plus lourds et les plus importants, et portent sur la justice et l'état de droit. De ce point de vue, que ce soit dans la lutte contre la corruption grâce à l'USKOK ou les violences sportives, la justice croate bénéficie là encore du décalage de plusieurs années avec une Serbie qui n'a ouvert ces chapitres de négociations avec l'UE qu'en juillet 2016. Ce point est important car non

¹ Leader du parti socialiste de Serbie (SPS), l'ancien parti de Milošević, il a participé à toutes les coalitions depuis 2008, occupant successivement les fonctions de ministre de l'intérieur, Premier ministre et ministre des affaires étrangères.

² 2013. Pour la première fois, des ministres (intégration européenne, culture, mais aussi maire de Belgrade, ambassadeur américain et directeur de la représentation de l'UE en Serbie) étaient présents à la gay pride de Belgrade de 2015

³ Très hostile aux LGBT, il refusa d'assurer tout soutien aux organisateurs. « Croatie : la gay pride de Split vire à l'émeute « pire qu'à Belgrade » », *Le Courrier des Balkans*, 11 juin 2011

seulement la loi sur les violences sportives croate est très stricte, mais elle est surtout appliquée. Plusieurs de nos interlocuteurs étaient ainsi obligés de pointer au poste de police pendant les matchs, ou avaient dû payer de lourdes amendes voire effectuer des peines de prison en raison de violences ou d'utilisation de fumigènes. Or, la situation est très différente en Serbie où les supporters extrêmes, qui se rendent coupables de violences sportives et/ou politiques, bénéficient d'une quasi-impunité en raison d'un système judiciaire non réformé et totalement inefficace. A travers notamment l'exemple emblématique d'Ivan Bogdanov, tous les acteurs que nous avons interrogés s'accordent sur ce point. C'est le cas par exemple de Marko Savković, chercheur au *Belgrade Center for Security Policy*, et de Dejan Šuput, juriste au *Belgrade Institute of Comparative Law*.

Marko Savković : « *The EU always criticizes our judiciary, it's a black spot, lack of reform, it's slow and corrupt. It's been for years and will remain this way for some time. Prosecutor office as well, it's inefficient. Those in power don't care. It's not in their best interest to have a working judiciary, they could have troubles. Look at every independent body and how hard it is for them to work, because of the government itself : anti-corruption agency, ombudsman etc.* »¹.

Dejan Šuput : « *In Serbia, my analysis is that the main weakness of the system is the judiciary especially courts. They are working very slow, 5 years or longer, so hooligans have every chance to repeat their behaviour. It's easy to pass a law but so hard to implement it, so a legal act won't help us. We will have this problem in next decade. Most judges are from Milošević era, because the best judges at that time didn't want to work under Milošević, they left. Now, you have those old ones, you have corruption, and young judges who lack professionalism, they are here thanks to relations, their knowledge is low. They work slowly, penal policy in Serbia is catastrophic. Police knows everybody here, not just hooligans, but there is this problem of courts. You have people arrested for robbery 10 times, and then police will see them back in streets because custody can last at maximum 2 years. So, if the case lasts 5 years, they are free.*

Bogdanov was involved in a fight in street in 2006. The trial is still pending ! Meanwhile, he did Genova. Same goes to Brice Taton. Among older guys, some were under investigations, but they were free. Really, police is arresting them everytime, but courts are nightmare. You cannot ban someone to go to Italy to watch a game if there is no sentence against him. Police cannot take passport or anything or their own »².

Vladimir Novaković : « *That Bogdanov was in stadium against Albania is not a surprise in Serbia. Elsewhere in the world, this man would be forbidden from stadium. As far as I understood, the new law could not be applied to him. Anyway, here, laws are never applied. Laws are there, but never implemented, not only in football, for business also, you are guilty for fraud, but no matter, you can go back to your business. Our legal system is just crap* ».

¹ Entretien, Belgrade, 2012

² Entretien, Belgrade, 2012

Prvoslav Plavšić : « *Uroš Mišić a été condamné à 10 ans, puis à 5 ans en appel, et grâce à une loi d'amnistie fort opportune notamment pour les supporters (Bogdanov en a profité aussi), il a pu sortir avant le terme. Au fond, ce n'est pas lui qui compte en soi, mais son cas est symbolique de la façon dont les choses fonctionnent ici, que ce soit au niveau des institutions, ou au niveau de comment on perçoit la violence, comment on l'accepte* ».

De fait, aucune condamnation sérieuse n'a encore eu lieu après l'incendie de l'ambassade américaine en 2008. Quant aux violences de 2004, elles ont débouché en 2013, soit près de dix ans après les faits, sur trois condamnations à des peines légères pour des violences sur des policiers tandis que les neuf supporters inculpés pour le saccage et l'incendie de la mosquée Bajrakli ont été acquittés¹. Par conséquent, les défaillances du système judiciaire serbe, que les réformes liées au processus d'intégration européenne sont censées corriger, offrent aux supporters extrêmes une grande liberté en matière de violences, qu'elles soient sportives ou politiques. En creux, ce ne sont pas tant les textes qui manquent que leur application par un système judiciaire à l'agonie. C'est en cela que le processus d'intégration européenne est supposé aider la Serbie².

Néanmoins, l'hypothèse d'un décalage dans le processus d'intégration européenne est susceptible de pécher par son caractère évolutionniste. En effet, la Hongrie, la Pologne, et même la Croatie pendant tout le premier semestre 2016, ont démontré que l'on pouvait être membre de l'UE tout en remettant en cause tous les contre-pouvoirs, que l'on pouvait abuser du droit pour conserver le pouvoir, et que l'on pouvait faire taire toutes les voix médiatiques discordantes³. De surcroît, indépendamment des réformes demandées dans le cadre du processus d'intégration, la priorité de Bruxelles dans l'espace post-yougoslave n'est pas tant l'élargissement que la stabilité, notion floue au nom de laquelle l'UE a fait preuve de souplesse envers les dérives autoritaires de Nikola Gruevski en Macédoine, d'Aleksandar Vučić en Serbie, de Milo Djukanović au Monténégro, ou du système du PDK de Hashim Thaçi au Kosovo⁴, que ce soit en matière de corruption ou de liberté de la presse¹. Autrement

¹ <http://www.curva1899.com/2013/07/chroniques-de-serbie-milos.html>

² Or, l'UE a tendance à considérer qu'un texte adopté est suffisant, sans évaluer assez sa mise en œuvre, d'où il résulte un décalage entre le formel et le réel selon le chercheur Marko Kmezić, *The EU rule of law promotion : judiciary reform in the Western Balkans*, Londres, Routledge, 2016

³ Voir la tribune du député belge libéral Guy Verhofstadt sur la Pologne et la Hongrie « Europe's rule of law crisis », *Neweurope*, 17 avril 2016

⁴ Avec cette circonstance aggravante que l'UE y est très présente notamment à travers sa mission EULEX, censée assister le Kosovo dans l'établissement d'un Etat de droit.

dit, l'argument du décalage chronologique entre la Serbie et la Croatie fonctionnerait véritablement si le chemin de la Serbie vers l'intégration européenne n'allait pas sciemment de pair avec une pratique du pouvoir de plus en plus autoritaire envers laquelle Bruxelles ne trouve pas grand-chose à redire puisque la Serbie d'Aleksandar Vučić est considérée comme un pôle de stabilité dans un espace où tous les autres Etats connaissent de graves crises politiques (Macédoine, Kosovo, Monténégro, Bosnie).

Dès lors, si l'on revient aux deux constats posés par le recensement des violences politiques causées partiellement ou totalement par des supporters, il semble que l'épuisement des sujets comme la question LGBT, le TPIY ou le Kosovo peut expliquer la raréfaction des manifestations violentes dans lesquelles les supporters interviennent. En revanche, l'explication d'une plus grande importance des violences politiques en Serbie par le décalage dans le processus d'intégration européenne est à la fois utile en ce qu'elle fournit un cadre contextuel, mais demeure insuffisante puisqu'elle méconnaît les spécificités serbes en ce qui concerne les relations entre le monde politique et les supporters extrêmes. Or, ce sont ces éléments, qui émanent du passé récent de la Serbie, qui montreront en quoi, comme nous l'affirmions auparavant, la Serbie est en réalité plus proche de l'Argentine que de la Croatie en ce qui concerne le caractère politique des violences perpétrées par ses supporters extrêmes.

c. Supporters extrêmes et politique en Serbie : un héritage spécifique

Notre développement sur les variables macrosociologiques du supportérisme violent a montré qu'indépendamment des similitudes des pratiques, chaque contexte national recélait ses propres spécificités sur les caractéristiques des groupes de supporters extrêmes. Nous avons déjà souligné au chapitre 4 comment les différences de construction stato-nationale et territoriale entre la Serbie et la Croatie pouvaient se lire dans le soutien aux équipes nationales respectives. Or, ces différences, qui tiennent principalement à la victoire militaire, territoriale, politique et nationale croate vis-à-vis de la défaite dans les mêmes termes de la Serbie avec la question du Kosovo en plus, jouent également un rôle décisif dans la recomposition des groupes de supporters extrêmes de l'après 2000, et du caractère plus ou moins politique de

¹ « Bieber : attacks on media are part of a regional pattern of authoritarian temptation », Blog *Research on South Eastern Europe* de la London School of Economics (LSE), 28 janvier 2015

leurs violences. On peut ainsi dégager deux domaines dans lesquels les trajectoires des groupes de supporters extrêmes serbes et croates divergent totalement, à savoir le crime organisé, puis les liens étroits entre les tribunes et le monde politique.

Les tribunes et le crime organisé

La route des Balkans est une voie de transit très ancienne du trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan, passant par la Turquie. La faiblesse des autorités, la porosité des frontières (par exemple entre Kosovo et Serbie), la corruption ainsi que les organisations mafieuses déjà constituées (en particulier chez les Albanais du Kosovo) facilitent la remontée de la drogue vers l'Europe occidentale¹. Cependant, de plus en plus, la région n'est plus seulement une zone de transit mais aussi une zone de consommation. Par conséquent, parce que la Serbie est géographiquement au cœur de cet espace, qu'elle dispose d'une capitale à dimension européenne (2 millions d'habitants), elle représente un espace de consommation important à traiter du côté de l'offre². C'est dans cette configuration que les groupes de supporters extrêmes se sont recomposés autour de certains leaders, comme l'explique le journaliste d'investigation au quotidien *Blic* Vuk Cvijić :

« Les supporters ne sont devenus partie du crime organisé qu'après la chute de Milošević, parce qu'avant, c'était le régime qui était la mafia, et le business passaient par d'autres canaux. Arkan n'a pas réussi son coup. Mais après la « transition démocratique », le crime organisé s'est recomposé, et les supporters y ont joué un rôle dans le recrutement de jeunes attirés par l'argent facile et par aucune autre perspective d'avenir. Si vous êtes un gros trafiquant et que vous voulez vous établir, prendre le contrôle de tel ou tel quartier, vous allez voir certaines personnes, notamment des leaders de groupes de supporters. Vous les payez et en échange, vous avez une petite armée à disposition pour faire passer des messages ».

En 2009, le programme d'investigation *Insajder* de la chaîne de télévision B92 a diffusé un long sujet sur les leaders des principaux groupes de supporters extrêmes de l'Etoile Rouge, du Partizan et du FK Rad Belgrade. Il ressort que tous ces individus, au moins la quinzaine évoquée dans le programme, sont poursuivis dans des dizaines d'affaires qui ont

¹ Labrousse, Alain, *Géopolitique des drogues*, Paris, PUF, 2011 ; *Drug Money: the illicit proceeds of opiates trafficked on the Balkan route*, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), 2015. Selon ce rapport, l'héroïne et l'opium qui passent de l'Afghanistan à l'Europe par les Balkans représente un montant de 28 milliards de dollars par an.

² Voir le rapport du *European Monitoring Center for Drug and Drug Addiction* de l'Union Européenne « Drug use and its consequences in the Western Balkans 2006-2014 », Mars 2015

peu à voir avec le football mais regardent au contraire des violences et des trafics en tout genre, notamment de drogue et d'armes¹. Cette réalité est confirmée par le Colonel Todorović :

« Il y a environ 2000 supporters qui posent problème, des vrais hardcore dans toute la Serbie. Chaque fois que Zvezda joue, on peut avoir 15000 personnes en tribune nord, dont environ 1000-1500 vraiment hardcore. Ces 1000 sont là pour leur intérêt. Leur objectif est de tirer un objectif financier de leur venue au stade. On pourrait parler pendant des jours de comment ils gagnent de l'argent. Ils sont organisés presque comme unité paramilitaire. On sait qui a quelle fonction et importance dans la hiérarchie interne. C'est une grande différence avec la gestion des supporters ailleurs en Europe. C'est social, économique et politique ici. Tous ces facteurs entrent en jeu ici. Je ne dis pas que c'est une spécificité serbe, je n'en sais rien, je dis que ça fonctionne comme ça ici. Donc nous connaissons ces 1000 là, leurs identités, fonctions et groupes. Comment ils gagnent de l'argent ? Trafic de drogue. La tribune permet de nouer des contacts et de créer un réseau pour revendre de la drogue. Il y a un travail qui est fait par les autres secteurs de la police sur eux, l'unité des stups par exemple, ils nous amènent les mecs arrêtés pour drogue ici, ça nous permet de faire des recoupements. Les groupes font du trafic de drogue parce que ça rapporte beaucoup d'argent. Ici, il y a eu la guerre, il y a eu Arkan. Beaucoup de jeunes d'aujourd'hui s'identifient à ces gens, criminels, qui ont de l'argent, qui se sont battus à la guerre. C'est pour ça que le mouvement des supporters s'est criminalisé. Il ne devrait pas y avoir de point de contact entre ces groupes et le trafic de drogue, mais ici ça existe. Il faudra de nombreuses années pour que ça se normalise ».

De fait, le changement de régime ne s'est pas traduit par une purge au sein des services de l'Etat et des services de sécurité, converti au crime organisé pendant les années 1990². Les individus présents à ces postes sont pour la plupart restés en place après 2000 ce qui leur a permis à la fois de couvrir leurs traces mais aussi de recomposer leurs intérêts avec le

¹ http://www.b92.net/eng/insajder/index.php?yyyy=2009&mm=12&dd=03&nav_id=74534 La journaliste Brankica Stanković vit toujours sous étroite protection policière après la diffusion du reportage, elle a même dû s'exiler pendant un moment. Plusieurs personnes, dont l'un des leaders des *Grobari* Miloš Radosavljević « Kimi » ont été condamnés pour menaces de mort envers elle. Kimi avait notamment été acquitté dans le cadre de l'incendie de la mosquée de Belgrade en 2004 mais condamné pour des violences contre la police. En 2014, alors que le Partizan Belgrade avait perdu un match de coupe d'Europe, il est descendu sur le terrain pour invectiver le capitaine de l'équipe et lui enlever son brassard. Cette séquence ayant fait scandale, le club a ensuite organisé une conférence de presse au cours de laquelle les deux hommes ont assuré qu'ils s'entendaient très bien et que tout était rentré dans l'ordre. Cet épisode surréaliste en dit long sur le poids des groupes de supporters extrêmes et de leurs relations avec les clubs.

² L'ancien Premier ministre Zoran Đinđić a payé de sa vie en 2003 le fait d'avoir voulu s'attaquer à la question des services de sécurité et du crime organisé. Il fut assassiné par un groupe mené par Milorad Ulemek « Legija », de l'unité paramilitaire des Bérets Rouges, intégrée aux services de sécurité dans les années 1990 (voir chapitre 3). Legija était par ailleurs lié au clan mafieux de Zemun, du nom d'une commune limitrophe de Belgrade. Les commanditaires politiques, du moins ceux qui ont donné le feu vert à cet assassinat, n'ont jamais été découverts. Sur l'absence de réforme du secteur de la sécurité, voir les travaux du *Center for Euro-Atlantic Studies (CEAS)* de Belgrade. Voir par exemple Gamser, Dušan, « How to fight corruption with an unreformed security sector? », *The New Century*, CEAS, Belgrade, février 2013

nouveau pouvoir et les nouveaux acteurs du trafic, tout en restant très influents au sommet du pouvoir¹, comme l'expose Vuk Cvijic :

« Il reste beaucoup de gens dans la police et les services secrets qui ont servi sous Milošević, qui sont imprégnés des mêmes méthodes, et qui ont des intérêts. Entre la chute de Milošević et la prise de pouvoir de Đinđić en janvier 2001, Radomir Marković a été chef de la police. Tous les dossiers des gens impliqués ont été effacés, donc, on ne sait pas trop qui a fait quoi. Dans aucun domaine nous n'avons de preuve formelle, mais tout le monde sait que les supporters touchent de l'argent des clubs sur les transferts, sur les tickets, tout le monde sait que le trafic de drogue passe par eux et que c'est pour ça que les Grobari sont scindés en deux camps aujourd'hui ».

La scission de la tribune des *Grobari* en deux groupes distincts remonte à 2011². Plusieurs avaient déjà eu lieu par le passé. En cause, la prépondérance du groupe principal, *Alcatraz*, aussi bien dans le contrôle de la tribune que des trafics selon Vladimir Novaković :

« Why did Partizan fans did split among them ? How to explain ? Back in the 90s when we protested against Milošević, Delije were always in protests, fighting the police. Many people in top positions in Grobari were publicly known as police officers, their leaders in 1997 when we had protests was colonel in the army. Many people in Partizan fans don't agree with that, so several times they tried to topple those guys. You had Južni Front³, one other before. Now, Zabranjeni⁴. I can't give evidence on that, but it has to do with drug traffic. But most of them are there because they don't agree with most important group, Alcatraz. You had this fan killed, Ivan Perović. They were fighting for a place in New Beograd to sell drugs ! In Alcatraz, everyone knows that they control drug traffic in Belgrade. Most of fans are not involved in this, it's among leaders. You had all evidence in Insajder TV program back in 2009 » !

La question du territoire est donc essentielle afin que les trafics puissent prospérer, c'est pourquoi les tags et graffitis des groupes et sous-groupes, souvent du nom du quartier de Belgrade d'où ses membres sont originaires, ne sont pas juste liés à une rivalité sportive mais servent aussi de marqueur pour indiquer quel groupe contrôle le quartier, et donc les trafics qui s'y déroulent. De ce point de vue, notre résidence à Belgrade se trouve dans le quartier de Bežanicka Kosa, qui est le quartier le plus éloigné du centre-ville et le plus proche de

¹ Voir par exemple le rapport de Zoran Janić, « The Octopus. Mafia and the state », *Comité Helsinki pour les Droits de l'Homme en Serbie*, Belgrade, 2012

² Voir par exemple le témoignage sur cette période de James Moor, diplomate anglais en poste en Serbie qui est devenu dès son arrivée un fervent supporter du Partizan, *Grobar, Partizan pleasure, pain and paranoia : lifting the lid on Serbia's undertakers*, Londres, Pitch, 2013

³ « Front Sud »

⁴ « Interdits ». Les opposants au groupe Alcatraz se sont nommés ainsi pour protester contre le fait qu'ils étaient interdits de tribune à partir du moment où ils ont ouvertement protesté. Selon eux, Alcatraz étaient complices à la fois de la direction du club et de la police d'où leur puissance, au détriment du véritable supportérisme. Pendant plusieurs saisons, les Zabranjeni se sont installés dans la tribune Est du stade du Partizan, chantant leurs propres chants ainsi que le nom de leur membre Ivan Perović, 20 ans, tué par des membres d'Alcatraz. En déplacement, les deux groupes étaient séparés. Cette séparation a temporairement pris fin en 2015.

l'aéroport. Par conséquent, tout au long des 40 minutes de trajet en bus depuis le centre-ville, l'observateur peut remarquer que un ou deux arrêts de bus séparent un endroit dont les murs sont recouverts de graffitis noirs du Partizan avec le nom du sous-groupe associé au nom du quartier, d'un endroit où les murs sont recouverts du rouge de l'Etoile Rouge¹. Cette territorialité est cependant volatile car elle est liée à la présence de certains leaders qui sont très mobiles, c'est pourquoi il est difficile d'établir une cartographie précise selon le Colonel Todorović :

« On n'a pas de cartographie officielle de répartition des supporters par quartier à Belgrade. Mais, dans nos bases de données, on a les adresses des supporters dangereux ou arrêtés au moins une fois pour une raison ou pour une autre. On sait qui est dans les groupes, qui sont dans les sous-groupes, combien ils sont. En 2004-2005, on voulait faire de la cartographie, mais on a réalisé que tout évoluait trop vite, alors on a abandonné. Pourquoi ? A partir du moment où ils comprennent que dans le bar où ils se réunissent il y a une présence policière, ils vont ailleurs et on doit tout refaire. Ils changent de quartier, se réunissent ailleurs, donc c'est un autre poste de police qui doit prendre le relai. Bref, ça évolue trop vite pour faire des cartes, ça peut induire la police en erreur. On sait néanmoins à peu près quartier par quartier lequel est plutôt Zvezda, plutôt Partizan etc ».

Par conséquent, les groupes de supporters servent de courroie de transmission pour les trafics au bénéfice des leaders des groupes, eux-mêmes impliqués dans ces divers trafics. Leur activité au stade mêle supportérisme à la fois dévoué et intéressé par les bénéfices financiers qu'ils en retirent. C'est pourquoi des choses aussi inconcevables que de passer de la position de leader d'un club à la position de leader au sein du club rival sont possibles en Serbie comme le montrent les exemples d'Aleksandar Stanković, évoqué précédemment, passé de Zvezda au Partizan, et d'Aleksandar Vavić, lui aussi ancien leader des *Delije*, passé ensuite du côté des *Grobari*², un transfert que ces mêmes groupes interdiraient aux clubs de réaliser s'il s'agissait d'un joueur :

« Switching clubs happened in 1990 in the wake of war. I know that it sounds incredible because usually, once you've picked your club, it's for life. But you know, top 50 leaders fans do it as a full time occupation. In late 90s, if you wanted to create your own group, you could go in Zemun or secondary club. Now, you only have two clubs if you want to be a big guy, Zvezda and Partizan. So, if you can't make it in one club, or if you got into trouble with other leaders in your club, you just go to the other. Once you get to the top level, they no longer care about the club, it's about business » constate Novaković.

¹ Bežanicka Kosa est plutôt un quartier « Zvezda » avec des tags « BK CZ » (pour Bežanicka Kosa Crvena Zvezda) qui recouvrent les murs un peu partout.

² Vavić était inculpé de tentative de meurtre pour avoir poignardé un supporter du Partizan alors qu'il était encore parmi les leaders des supporters de l'Etoile Rouge. Cependant, la plainte a ensuite été retirée lorsque Vavić est passé au sein des *Grobari*. «Vavić : nekad Delija, sada vođa Grobara, opet na sudu » (Vavić, jadis *Delije*, aujourd'hui chef des *Grobari*, encore devant le juge), *Sportski Žurnal*, 23 mai 2013

Or, cette dimension criminelle des tribunes¹ est relativement absente en Croatie, dont les groupes sont de surcroît numériquement moins importants. C'est l'une des raisons pour lesquelles les violences qui existent en Croatie sont des violences sportives, et non criminelles comme le souligne Benjamin Perasović :

« Unlike in Serbia, Torcida refused some criminalized guys, they took them away from North, they fought them. Leaders of Torcida are not into big organized crime like in Serbia. Links with football are much less developed than in Serbia. Nobody ever died because of football violence in Croatia. In Serbia some did. Grobari killed one guy among themselves (Ivan Perović), it was connected to drugs. We have had mafia too, people shooting each other. But those gangs were not linked to football fans at all, unlike in Serbia. We had no Arkan here. Croatian organized crime is more into football managers than into football fans². They make money that way. Kranjčar's manager³ was killed in mafia-style execution. Betting mafia, managers, this is the level of organized crime, much more than fan groups ».

Les connexions politiques des tribunes serbes

Le second point de divergence entre les tribunes serbes et croates se situe dans les connexions politiques qui existent toujours en Serbie et non en Croatie, comme le soulignent Dražen Lalić et Benjamin Perasović :

Lalić : *« You never know when violence might occur, but in the last years, it is rather under control, sport related, it can happen between groups for no reason. But at least, it's not about politics ».*

Perasović : *« BBB / Tuđman quarrel did matter a lot. You could not blame BBB for not being patriot. They went to war ! They had legitimacy too. It brought them away from politics. On the other hand, after Hajduk got suspended by UEFA so many years after incidents against Marseille in 1987 and Tottenham, Torcida decided to go low profile and become « good guys » in a way, to bring back the club in Europe. Also this helped keep them away from politics or crime ever since. So in Croatia, there is no political control on the fans by the main parties ».*

Cela ne signifie pas que les groupes de supporters extrêmes croates ne sont pas de potentiels acteurs politiques et sociaux agissant sur l'agenda politique, nous l'avons montré

¹ Que des groupes de supporters structurent le trafic de drogue n'est toutefois pas une spécificité serbe ou belgradoise. On retrouve le même phénomène à Cracovie par exemple, où les groupes de hooligans sont très impliqués dans le trafic. Voir Laskowska, Katarzyna, *Oblicza współczesnej przestępczości zorganizowanej* (les visages du crime organisé moderne), Białystok, INNE, 2014

² Cette dimension existe également en Serbie. Voir le rapport du consortium d'investigation Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) « War years : legacy to Serbian football », Belgrade, 2008 https://www.reportingproject.net/football/sub_waryears.html

³ Niko Kranjčar est un joueur de football, international croate, un des rares à être passé du Dinamo Zagreb au Hajduk Split. Son père est par ailleurs entraîneur et ancien sélectionneur de l'équipe de Croatie.

précédemment dans ce chapitre. En revanche, cela marque une différence fondamentale dans leur capacité de nuisance politique par la violence. Du côté croate, on peut ajouter à l'absence de connexions politiques avec les partis le fait que le combat des supporters contre la fédération de football ne peut qu'aller de pair avec le rejet du parti politique pourtant le plus proche de leurs idées, le HDZ¹, puisque le HDZ est très proche de Zdravko Mamić et protège ses intérêts². C'est ainsi que les groupes de supporters se sont manifestés à l'approche des élections anticipées de septembre 2016 à travers des banderoles dénonçant la collusion entre le HDZ et la fédération de football, tandis que l'association Naš Hajduk a directement interpellé tous les partis sur leurs intentions quant à la loi sur le sport entrée en vigueur en 2015 mais toujours pas appliquée par la fédération³.

La situation est très différente en Serbie. Les connexions étroites entre certains leaders politiques et groupes de supporters n'ont pas cessé à la chute du régime de Milošević pour deux raisons. La première est que la structure des clubs est restée la même. En effet, les clubs sont des structures publiques en Serbie, et non pas des propriétés privées. Or, si du temps de Milošević le SPS accaparait les postes au sein des directions des clubs et des conseils de surveillance, la présence politique est aujourd'hui plus diversifiée puisque les responsables du parti démocratique (DS) ou le parti progressiste (SNS) actuellement au pouvoir figurent également dans les organigrammes des clubs. Ces positions sont à la fois honorifiques, permettent de nouer des contacts, mais aussi de faire des affaires. Par exemple Nebojša Čović, ancien ministre du DS, est actuellement président de la section basket de l'Etoile Rouge de Belgrade. Quant à l'ancien maire DS de Belgrade Dragan Đilas, il est devenu président de la fédération de basket. Par conséquent, si l'on garde à l'esprit les relations entre des groupes de supporters puissants et menaçants et des clubs soucieux de ne pas se les aliéner quitte à les acheter, ces pratiques d'intimidation et de violences ne peuvent pas échapper aux responsables politiques qui se trouvent dans les directions de ces clubs. Mieux encore, les leaders des groupes de supporters, dont certains sont pourtant inculpés pour des crimes et délits divers, siègent eux-mêmes dans ces mêmes conseils de surveillance avec les responsables politiques des principaux partis. C'est pourquoi la question du supportérisme

¹ Parti que les principaux groupes de supporters extrêmes croates avaient soutenu en 1990. Voir chapitre 1.

² En outre, le HDZ est capable de mobiliser d'autres groupes sociaux « patriotes » comme les anciens combattants, en particulier lorsque le parti est dans l'opposition.

³ Voir les explications du journaliste sportif Alex Holiga : « Zašto su se navijači uključili u predizbornu kampanju i što nam to govori o stanju našeg nogometa ? » (Pourquoi les supporters se sont-ils invités dans la campagne électorale, et qu'est-ce que ça nous dit de l'état de notre football ? », *Telegram*, 7 septembre 2016

violent est à ce point politique et systémique en Serbie, car elle ne concerne pas seulement des groupes qui seraient simplement violents pour les raisons exposées plus tôt dans ce chapitre, ce que confirme Vladimir Novaković :

« Don't forget that these guys are connected with top authorities of the country since they are members of the same board in the club. In boards, you have politicians AND fans. One top member of the board in Zvezda is the father of one top Delije commanding the show on North, why would he go against his own son ? They can't say they don't know each others. So if you want to change football, you have to change the complete system because it's not only about football. I wrote a serie of 18 pieces on how to reconstruct footbal, from building modern stadiums to redesign youth teams, separate political sphere from fans. I got good reception, even from football federation, they called me. But nothing was done at all. If they are in position, people don't want to change anything at all of a situation they benefit from, you can understand that ».

La seconde raison de cette continuité du triangle entre leaders des groupes de supporters, crime organisé et leaders politiques est que les leaders politiques sont restés les mêmes qu'avant 2000. Il existe donc des relations personnelles forgées de longue date entre certains leaders des tribunes et du monde politique par-delà les relations officielles à travers les clubs. Vuk Cvijić rappelle ainsi :

« Aujourd'hui dans le gouvernement, l'homme le plus important, c'est Vučić, le vice-Premier ministre¹. Il a fait partie des Delije dans les années 90 !² Et le Premier ministre Dačić, il fête sa victoire avec Vavić, un Grobari recherché par la justice !³ Et c'est eux qui doivent lutter contre le hooliganisme ?! On ne traite ce problème que lorsqu'il y a une raison ou une pression politique ponctuelle de le faire, comme avec Taton. Il y a eu de très lourdes peines, une mobilisation politique etc. Mais vous avez vu : dès que ça s'est calmé, les peines ont été divisées par deux en appel sans raison. La loi sur l'amnistie va faire libérer Uroš Mišić dans les prochains mois. Il avait pris 10 ans pour avoir tenté de tuer un policier, puis sa peine a été réduite à 5 ans. Il a cinq des meilleurs avocats du pays pour le défendre, payés par l'Etoile Rouge. Vous trouvez ça normal ? Mais le club est sous pression des supporters. Après sa condamnation, les supporters ont obligé les joueurs à porter un T-shirt en son honneur »⁴.

Ce constat amène à faire deux observations. La première est que contrairement à ce qui pourrait être imaginé vis-à-vis d'un appareil d'Etat qui doit toujours faire avec l'héritage

¹ Au moment de l'entretien. Il est Premier ministre depuis 2014.

² Vučić s'est longtemps vanté de son appartenance aux *Delije*. Il a notamment déclaré en 2008 au journal croate *Globus* avoir effectué de nombreux déplacements, participé à des bagarres contre les *Bad Blue Boys* et d'en connaître les principaux leaders de l'époque. Voir le compte rendu de cet entretien « Hulganski Premijer : Vučić se hvalio da je sa 20 godina bio u pritvoru zbog huliganizma » (Premier ministre hooligan : Vučić se vante d'avoir été en détention pour hooliganisme il y a 20 ans), *Teleprompter.rs*, 24 novembre 2014

³ Il s'agit de la victoire aux élections de 2012. La presse a publié une photo sur laquelle on voit Dačić fêter son bon résultat avec plusieurs personnes dont Aleksandar Vavić. Dačić est ministre des affaires étrangères depuis 2014.

⁴ Pendant de nombreuses années, les murs de Belgrade étaient recouverts de graffitis indiquant « Pravda za Uroša » (justice pour Uroš) avec le portrait de celui-ci.

de Milošević, l'Etat ne pêche pas tant par faiblesse ou incapacité que par réticence vis-à-vis des groupes de supporters¹. La question des supporters violents ne relève donc pas de l'ordre public classique et d'une incapacité des pouvoirs publics serbes à le faire exercer à travers des mesures de police. Cela est illustré par le décalage entre les actions de la police et l'inertie de l'appareil judiciaire. Le Colonel Todorović, ainsi que Vladimir Novaković se retrouvent sur un constat : la police connaît très bien tous les individus potentiellement dangereux et les interpelle régulièrement :

Colonel Todorović : « *On a une connaissance fine du nombre de supporters potentiellement dangereux, des rivalités, l'historique des incidents, à partir du moment où ça concerne les groupes à Belgrade de Zvezda et Partizan et des gens déjà connus pour des faits de violence* ».

Novaković : « *You know, even when you got a fight at school, there is a report at police station. Over the years, they know everything if you are involved in fan groups. So, if they don't arrest you, it's because they are ordered not to. And when they have to arrest, they know very quickly where to look at. Look at Taton's case. Only 2 days to get 14 people ! But on the other hand, some others left the country while it was known that there were involved. How was it possible ? When I want to leave the country, there are controls and everything. So, my opinion is that if any fan is in jail it's because he is not powerful enough to avoid it. In Taton's case, those who are paying are paying for others.*

You know, here in Serbia, everything is connected with politics. I work in media house. I know two people that got a job there because they were member of the SNS party². And before SNS it was another party. How do you believe that the leaders never go to jail ? They are protected like Arkan was protected. Do you think it is random that when Boris Tadić was president, Partizan would always win, and since Vučić is the most powerful man in Serbia, Zvezda turned up again to win everything ? Look, now, in Partizan stadium, you have slogans against Vučić, like « Vučiću pederu », you can hear them in East and West, but not in South where most Grobari are. Why ? Because they are connected to the board and the board asked them not to create problems with the Prime Minister and the regime since they depend on the regime to survive³ ».

La notion d'Etat réticent permet d'introduire une dimension délibérative dans l'attitude adoptée par certains responsables politiques vis-à-vis des supporters violents. C'est

¹ Trégourès, Loïc, « Le hooliganisme comme étalon-mesure de l'Etat de droit en Serbie », *Regard sur l'Est*, février 2014

² L'émergence du SNS comme parti hégémonique sur la scène politique serbe à partir de 2012 s'est traduit par une explosion des adhésions au parti, entretenant un rapport clientéliste en vue de l'obtention de postes et de faveurs. Par exemple, Bratislav Nikolić, président de la municipalité de Štrpce au Kosovo, a fait passer 3000 citoyens (sur 6900 habitants) du parti libéral indépendant au SNS par conviction que cela serait utile pour la municipalité en vue de financements de projets par le gouvernement serbe, « Kako sam učlanio Štrpce u SNS-u » (Comment j'ai fait adhérer Štrpce au SNS), *Politika*, 17 septembre 2015

³ Les deux clubs ont de très graves difficultés financières, qui sont régulièrement comblées par l'Etat, d'où l'idée maintes fois mise en avant d'une privatisation. Cependant, aucun acteur (supporters, dirigeants, responsables politiques) n'y a vraiment intérêt.

là la seconde observation pertinente à nos yeux. En effet, les problèmes liés à l'appareil judiciaire ne bénéficient pas spécifiquement aux supporters violents, on ne peut donc pas résumer leur activité politique violente à leur relative impunité, car il ne s'agirait là que d'une explication exogène. En revanche, leur implication au cours de mobilisations politiques violentes, ou leur absence de mobilisation, répond directement à certains intérêts politiques. C'est une différence majeure avec leurs alter egos croates. En d'autres termes, les connexions existantes entre le milieu politique et le milieu des tribunes forment les violences politiques dont les supporters violents sont les auteurs, ainsi que celles qu'ils évitent d'accomplir. Cela est confirmé à demi-mot par S., un supporter violent de l'Étoile Rouge de Belgrade :

« Il y a trop de flics, et ils connaissent tout le monde, il ne faut pas croire. Ils savent très bien qui, quand et où frapper s'ils veulent. C'est pour ça qu'il ne s'est rien passé au derby hier¹, et que tu n'entends pas de « Vučiću pederu » dans les tribunes. Pareil pour la gay pride. De toute façon c'était l'état de siège à Belgrade, les flics étaient venus chez des gars de chez nous la veille pour prévenir de se tenir tranquille ».

La dialectique entre responsables politiques, forces de l'ordre et supporters violents est ici clarifiée : les secondes n'agissent contre les troisièmes que lorsque les premiers y ont intérêt, et inversement lorsqu'il existe un intérêt à les laisser agir. S. mentionne la gay pride 2014 à juste titre comme un événement qui a mobilisé de très conséquentes forces de l'ordre. Nous avons expliqué auparavant dans quelle mesure la pression européenne pour la tenue de cette parade avait été nettement plus forte en 2014 que pour les années précédentes, ce qui était la raison principale pour laquelle le gouvernement serbe s'était résolu à ce qu'elle se tienne. Cependant, les gouvernements serbes entre 2011 et 2013 avaient excipé de risques sécuritaires et des menaces des « huligani » pour finalement annuler les manifestations publiques liées à la gay pride. Or, ce risque existait également pour 2014, ce qui n'a pas empêché la gay pride de se tenir sans incident. Cela signifie que la différence ne se situe pas dans le degré de menace venu des supporters extrêmes, mais dans les messages qui leur sont parvenus cette fois-ci de se tenir tranquille. Il convient alors de se souvenir que lors des graves violences qui avaient marqué la gay pride de 2010, le futur Premier ministre Aleksandar Vučić, alors dans l'opposition, s'était vanté d'intervenir auprès des leaders des groupes de supporters afin de ramener le calme². Par conséquent, loin d'être spontanées et

¹ Cette conversation a eu lieu en septembre 2014 quelques jours après le match Serbie-Albanie arrêté suite à l'incident du drone. Les observateurs s'attendaient donc à ce que ce derby donne lieu à une surenchère nationaliste en tribune ainsi que des slogans, banderoles et chants contre les Albanais. Présent au match, nous pouvons témoigner qu'il n'en a rien été.

² Trégourès, Loïc, « The politics of serbian hooliganism », *Fringe politics in Southeastern Europe*, Workshop organisé par le Center for South Eastern European Studies (CSEES) de l'Université de Graz, 19-20 mars 2015

éruptives, les violences à caractère politique commises par des supporters violents sont au contraire pleinement rationnelles et préméditées, et répondent à l'agenda de certains responsables politiques. Ce constat est corroboré à la fois par Sonja Biserko, directrice du Comité Helsinki en Serbie, Milivoj Mirkov, chargé de la sécurité à la fédération serbe de football et Vladimir Novaković :

Biserko : « *En 2010, Vučić, qui voulait faire du tort au Parti démocratique (DS) alors au pouvoir, a tout fait pour mobiliser un grand nombre d'ultras via leurs leaders dans le but de saccager la parade. Dans le même temps, comme il conservait une forte influence sur les forces de sécurité, il leur a demandé de ne pas intervenir. Et vous savez comment tout ça s'est terminé. Non seulement la popularité de Vučić est toujours très forte mais il tient toujours les personnes à la tête des groupes ultras. Cela lui permet encore d'en avoir le contrôle* »¹.

Mirkov : « *Bien sûr que certains jeunes ultras ont de la sympathie pour les idées nationalistes de groupuscules comme SNP 1389, Obraz ou Dveri. Mais ces organisations restent très minoritaires, elles n'ont que peu d'influence. Le véritable contrôle politique est entre les mains de Vučić* »².

Novaković : « *Everybody thought that when Mladić got arrested, you would have huge protest, a nightmare and everything. Nothing happened. Why? Because everything is organized, nothing is spontaneous, nice coordination. Back in 2010, there was an interest that gay pride went wrong. It 2014, it was the opposite for political reasons* ».

Cette version d'un Etat réticent est contestée par Aleksandar Vučić qui préfère souligner que l'Etat n'a pas la force de s'attaquer au problème, alors que tout l'arsenal législatif existe déjà. Pour lui, le problème est plus difficile encore à régler que la lutte contre la corruption et la criminalité, à cause d'un manque de « consensus social ». Il n'explicite cependant ce que recouvre cette notion très floue, comme s'il existait au sein de la société des secteurs qui ne seraient pas acquis à la lutte contre les violences sportives, très nombreuses en dehors de toute considération politique³. Ce faisant, il admet toutefois en creux que le problème du hooliganisme dépasse de très loin le cadre des violences sportives, et constitue un problème politique, social et sociétal. Pour autant, les connexions entre le monde politique et le monde des tribunes ne sont pas réductibles à l'actuel Premier ministre. Ce constat est encore davantage vérifié s'agissant des violences contre l'ambassade américaine en 2008 à la

¹ « Comment le pouvoir serbe exerce (encore) son influence sur les groupes ultra », *Belgrade Express*, 25 février 2015

² Ibid

³ Ses propos sont tirés du programme *Insajder*, qui a consacré une nouvelle émission en mai 2016 à la question de la lutte contre le hooliganisme après des incidents entre supporters de l'Etoile Rouge et du Partizan lors d'un match de basket. « Vučić : država trenutno nema snage za borbu protiv huligana » (Pour le moment, l'Etat n'a pas suffisamment de force dans la lutte contre les hooligans), *Insajder*, 24 mai 2016, <https://insajder.net/sr/sajt/tema/992/Vu%C4%8Di%C4%87-Dr%C5%BEava-trenutno-nema-snage-za-borbu-protiv-huligana.htm>

suite de l'indépendance du Kosovo. Au soir de l'annonce de l'indépendance, une première manifestation avait eu lieu devant l'ambassade, mais celle-ci était lourdement protégée par les forces de l'ordre qui ont fini par charger la foule¹. Il n'y eut alors qu'une vitre cassée à déplorer. En revanche, quatre jours plus tard, en marge de l'immense manifestation organisée par le gouvernement dirigé par Vojislav Koštunica, des dizaines de « huligani » descendirent la grande artère qui va du Parlement, où le rassemblement avait lieu, jusqu'aux bâtiments officiels, ministères et ambassades². Or, alors que cet enchaînement était très prévisible comme quatre jours plus tôt³, absolument aucune présence policière n'était visible pour protéger ces bâtiments devenus des cibles faciles. La foule a donc pu prendre d'assaut et brûler l'ambassade en quelques 30 minutes⁴, jusqu'à ce que des renforts policiers les repoussent plus haut dans la ville où toute la nuit, violences sporadiques et pillages se multiplièrent. Bien que les preuves matérielles manquent, il est difficile d'imaginer qu'une telle erreur d'appréciation de la part de la police ne soit que le résultat d'un dysfonctionnement technique. Le simple fait qu'il ait fallu attendre sept ans pour qu'une enquête soit ouverte, uniquement sur les responsabilités techniques de cet événement, démontre en réalité que les véritables responsabilités sont politiques⁵. Autrement dit, il est très vraisemblable que les violences contre l'ambassade américaine ont été tacitement tolérées par le pouvoir politique de l'époque incarné par le Premier ministre Vojislav Koštunica, nationaliste, opposé à la coopération avec le TPIY, opposé à l'intégration européenne, apparu en état de transe sur la scène avant d'exalter le mythe du Kosovo que tous les Serbes portent dans leur cœur⁶.

Cependant, les connexions entre le monde politique et le monde des tribunes se résument-elles à une relation de dominant et de dominé ? Les supporters violents ne sont-ils

¹ Nous étions sur place au moment des faits.

² La Kneza Miloša est un grand boulevard qui part du Parlement, sur lequel se trouve le bâtiment du Premier ministre, celui du ministre des Affaires étrangères, ainsi que plusieurs ambassades dont celle des Etats-Unis, du Canada, et de la Croatie.

³ Nous avons assisté dans la journée au ballet des voitures diplomatiques évacuant les personnels des ambassades de la rue. De fait, les ambassades américaine, mais aussi croate, étaient vides, ce qui démontre la prise en compte de leur part d'un risque sérieux de violences.

⁴ C'est le laps de temps, approximatif, que nous estimons entre le moment où nous avons suivi la foule courir vers ces bâtiments, et le moment où le dispositif policier s'est finalement mis en place après la prise d'assaut de l'ambassade et les dégâts causés à l'ambassade croate voisine.

⁵ « Generali MUP saslušani zbog paljenja ambasada » (Les généraux de la police entendus dans l'affaire de l'incendie de l'ambassade), *Večernje Novosti*, 24 février 2015. Il en va de même pour l'assassinat du Premier ministre Zoran Đinđić : les opérateurs du crime ont été condamnés, mais les ramifications politiques n'ont jamais été investiguées.

⁶ Sur la personnalité de Koštunica, Voir Cigar, Norman, *Vojislav Koštunica and Serbia's future*, Londres, Saqi books, 2001

qu'une « *armée privée au service de qui la paie* » selon l'expression du criminologue Zlatko Nikolić ?¹ Auquel cas, ils seraient davantage assimilés à des exécutants politiques qu'à des acteurs politiques à part entière. Or, comme nous l'avons observé, la politique n'est jamais réellement absente des actions entreprises par ces groupes quel que soit leur répertoire d'action, que ce soit dans le stade ou en dehors. De ce point de vue, le fait que les *Delije* et d'autres supporters aient activement participé à la « révolution » du 5 octobre 2000 est solidement ancré dans leur imaginaire politique² et rappelle la figure de l'enfant prodigue développée par Ivan Čolović. Par conséquent, c'est la question de l'autonomie politique des groupes de supporters qu'il convient d'interroger.

Le paradoxe serbe

En décembre 2013, les autorités serbes ont lancé un coup de filet anti-drogue au cours duquel plusieurs leaders de groupes de supporters ont été arrêtés, de même que des armes et de la drogue saisis. En réaction lors du match suivant, les supporters de l'Etoile Rouge de Belgrade ont déployé une banderole indiquant : « *pourquoi la Serbie n'a-t-elle pas de musées ?* », en référence au musée national de Serbie, fermé depuis de très nombreuses années pour des travaux qui ne semblent pas prendre fin, de même qu'une autre indiquant « *Ouvrez le musée national et le musée d'art contemporain* »³. Cette initiative a suscité des interrogations tant il semblait incongru que des supporters extrêmes se préoccupent soudainement de culture et d'art contemporain. A notre sens, cette action avait deux objectifs de la part de ses initiateurs. Le premier visait à détourner l'attention qui était portée sur eux pendant les jours précédents en raison de l'opération anti-drogue mais aussi de violences sportives. C'est un discours classique chez les supporters extrêmes, en Serbie et ailleurs, de se dire victime de l'acharnement verbal, politique et judiciaire des autorités de l'Etat car cela permet à ces autorités de détourner l'attention de l'opinion des vrais problèmes comme l'économie, l'éducation etc. On retrouve cette idée dans le slogan « *Idite na Kosovo !* » (Allez

¹ Entretien, Belgrade, 2013

² A l'époque, l'un des leaders des *Delije*, Šavija, avait même reçu un prix de la démocratie remis par la radio d'opposition emblématique à Milošević B92. Ironiquement, cette radio-télévision est depuis lors régulièrement la cible des supporters extrêmes qui lui reprochent sa proximité avec l'Occident. « *Delije : nekad heroji, danas huligani ?!* » (Delije : jadis héros, aujourd'hui hooligans ?!), *Vesti-online*, 16 octobre 2010

³ « *Pourquoi la Serbie n'a pas de musées ?* » Quand les hooligans s'élèvent par la culture », *Le Courrier des Balkans*, 10 décembre 2013

au Kosovo !) que les supporters ont l'habitude de chanter aux forces de l'ordre lorsque les deux se font face, slogan repris dans les manifestations d'extrême droite. Le second objectif était d'adresser un message directement aux autorités, en particulier au Premier ministre, rappelant de façon subliminale que les groupes de supporters représentaient encore une force politique capable de se mobiliser si elle en ressentait la nécessité face à un gouvernement qui s'en prendrait à eux de façon trop déterminée. C'est pourquoi les *Delije* n'oublent jamais de rappeler le rôle décisif qu'ils ont joué le 5 octobre 2000 contre la police de Milošević.

Cette séquence met en lumière le paradoxe qui forge le système politique serbe depuis la fin du communisme. D'après les sociologues Dejan Vuk Stanković et Srećko Mihajlović, depuis l'instauration du multipartisme, le système politique serbe se caractérise par le positionnement des partis comme cherchant à s'inscrire dans une coalition gouvernementale indépendamment des cohérences programmatiques¹, et ne s'inscrivent pas dans une démarche d'opposition proposant une alternative². Cela signifie que contrairement au bipartisme croate, le système serbe se caractérise par l'existence d'un parti hégémonique autour duquel tournent d'autres partis plus petits qui ont vocation à occuper des postes. L'explosion des adhésions au SNS depuis que ce parti a remplacé le DS comme parti hégémonique le démontre. De surcroît, le contrôle étroit de la presse³, le verrouillage institutionnel du choix de l'intégration européenne couplé à la persistance du paradigme ethno-nationaliste ont asséché la possibilité d'offres politiques alternatives aussi bien de la part des anti-européens⁴ que des partis libéraux

¹ Ainsi Aleksandar Vulin, qui se présente comme le représentant de la gauche avec son petit parti des socialistes (PS), ne trouve pas d'incohérence à figurer dans un gouvernement dirigé par le SNS, qui se présente comme faisant partie de la famille de la droite européenne. Ce gouvernement comprend également le parti socialiste de Serbie (SPS), l'ancien parti de Milošević, aux options programmatiques pour le moins floues.

² « Da li Jovanović, Čanak i Tadić udvaraju Vučiću ? (Jovanović, Čanak et Tadić courtisent-ils Vučić ?) *Radio Slobodna Evropa*, 22 février 2015

³ Voir les déclarations de plusieurs organismes comme RSF, l'OSCE ou l'organe de presse BIRN, plusieurs fois accusé par Vučić et les tabloïds qui le soutiennent d'être financé par l'Occident pour nuire aux intérêts de la Serbie. Le SNS a ainsi organisé une exposition censée démontrer à quel point le Premier ministre est victime d'un complot de la part d'une certaine presse. Vukašin Obradović, directeur du syndicat des journalistes indépendants de Serbie (NUNS) explique ainsi : « *En Serbie, la scène médiatique est monopolisée par des médias partisans créés par les privatisations. Le financement public des médias ne fait que servir ceux qui sont à la botte de tel ou tel parti. La scène médiatique est contrôlée par les autorités* », cité in « Médias en Serbie : la remontée au classement RSF, un mirage statistique », *Le Courrier des Balkans*, 4 mai 2016 ; Voir aussi « The « proof » is around you, Mr Hahn », *BIRN*, 18 février 2015 ; « Balkans journalists face threat and intimidations, says report », *The Guardian*, 15 juillet 2015 ; « Serbie : « mensonges non-censurés » : l'expo anti-Vučić de Vučić », *Le Courrier des Balkans*, 23 juillet 2016

⁴ Le fort rebond du parti radical serbe aux élections d'avril 2016 est à notre sens à mettre sur le compte du retour triomphal de son leader historique Vojislav Šešelj, mentor politique d'Aleksandar Vučić, acquitté par le TPIY après douze ans de procédure.

au sens politique¹. Cela signifie que la possibilité d'une opposition institutionnelle est extrêmement réduite, autrement dit, que la seule opposition possible au gouvernement est extra-institutionnelle, par la mobilisation populaire. Or, de ce point de vue, les supporters de football représentent un groupe social assez nombreux et mobilisable pour représenter une menace, comme Milošević l'avait compris dès 1989. C'est pourquoi nous parlons de paradoxe en ce sens que d'une part la capacité de nuisance politique et sociale par la violence des groupes de supporters extrêmes représente une menace en soi pour l'Etat de droit, mais d'autre part, ils sont l'un des rares groupes capables, en termes de force mobilisatrice, à s'opposer au régime². Pour Vladimir Novaković, c'est cet agenda politique qui les rend potentiellement dangereux, mais c'est aussi leur puissance supposée qui garantit leur survie car s'attaquer à eux ne va pas sans risque :

« They want to have this regulative power of saying what's good and bad in Serbia, on gays, orthodoxy, NATO, the EU and so on. They paint themselves as real patriots, good guys caring for their country and fellows while politicians don't give a damn, this is their political and social dimension. So they had this banner on national museums, they were able to organize guys to go to Šabac to help people during the floods³, they regularly collect money for Kosovo kids. They don't want to be seen only as fans, they want to stress that they have an agenda. This is why many people see them as the only opposition, because all parties in Serbia do and say the same ».

Pour autant, le paradoxe que nous soulevons ne peut réellement être opérationnel qu'à deux conditions. D'abord, il faudrait que les leaders des groupes de supporters soient davantage intéressés par la politique que par leurs business respectifs, ce qui est très douteux. Ensuite, il faudrait que le rapport de force politique soit en faveur des options défendues par les groupes de supporters, ou à tout le moins qu'il y ait une convergence d'intérêts momentanée entre eux et d'autres acteurs politiques comme au moment du 5 octobre 2000. Les témoignages de différents supporters extrêmes sur la capacité réelle de l'Etat à les atteindre en cas de nécessité accréditent non pas l'idée d'une force publique impuissante, mais

¹ Ainsi le parti LDP de Čedomir Jovanović, qui tourne depuis des années autour de son socle de 5% des voix, principalement acquises parmi les populations urbaines et éduquées de Belgrade et de Vojvodine. Cependant, Jovanović lui-même a déjà laissé entendre qu'il était prêt à travailler avec le SNS.

² Le mouvement citoyen *Ne da(vi)mo Beograd* (jeu de mot entre « ne donnons pas Belgrade, et ne noyons pas Belgrade), qui s'oppose massivement à un projet pharaonique de construction immobilière aux contours légaux plus que discutables sur les bords du Danube, est un cas à suivre. Voir Žilović, Marko, « Beograd na vodi: moje ti neću dat', a tvoje – privatizovat' » (Ce qui est à moi, je ne te le donne pas, ce qui est à toi, je le privatise), *Peščanik*, 26 juillet 2016. Cependant, toute opposition civique et libérale court le risque d'être mise en porte-à-faux par la légitimation apportée au gouvernement Vučić par l'Union Européenne, sans oublier la difficulté à transformer cette mobilisation en mouvement politique. Concrètement, quand bien même remporteraient-ils leur combat sur ces constructions, les équilibres politiques n'en seraient pas pour autant bouleversés électoralement.

³ En avril-mai 2014, de très importantes inondations ont frappé la Serbie, la Bosnie et la Croatie.

plutôt d'un *modus vivendi*. Autrement dit, le gouvernement ne cherche pas vraiment à traiter la question des supporters extrêmes malgré leurs violences sportives et politiques, aussi longtemps que ceux-ci ne s'impliquent pas politiquement de façon active (c'est-à-dire en dehors du répertoire d'action classique à l'intérieur des stades au sein desquels les expressions de rejet de l'UE, de l'OTAN et du TPIY sont monnaie courantes, mais où, on l'a vu, les slogans « Vučiću pederu » se font rares) et privilégient leurs intérêts crapuleux.

Ainsi, l'héritage spécifique de la Serbie vis-à-vis des années 1990, que ce soit sur la recomposition du crime organisé, l'acceptabilité sociale de la violence, la structuration du système politique, et la persistance des connexions entre le monde politique et le monde des tribunes, constitue à notre sens un facteur puissant d'explication d'un surcroît de violences politiques de la part des supporters de football en Serbie qu'en Croatie. Dès lors, pour en revenir à l'hypothèse d'une intégration différenciée défendue par Lalić et Perasović, la situation serbe peut-elle évoluer à mesure que le pays avancera dans ce processus ? Cela peut apparaître douteux si l'on suit le raisonnement de Florian Bieber et Marina Ristić selon lesquels il faut se défaire d'une lecture évolutionniste du processus d'intégration et considérer certains pays, comme la Serbie, le Monténégro, la Bosnie, la Macédoine notamment, comme des « démocraties contraintes »¹. Autrement dit, il s'agit de penser chaque pays dans sa spécificité historique, démographique, politique et considérer que les pratiques politiques à tendance autoritaire qui y sont observées ne sont pas des vestiges d'une transition non encore accomplie mais au contraire des pratiques profondément stables et ancrées qui n'ont pas vocation à disparaître². De surcroît, les auteurs soulignent que loin d'être un garde-fou aux tendances autoritaires dans la région, le processus d'intégration européenne les a au contraire favorisées à travers deux circuits. Le premier est celui de la recherche de la stabilité dans la région, qui a poussé l'UE à fermer les yeux sur les pratiques politiques internes dès lors que certaines conditions extérieures étaient remplies comme l'avancée du dialogue Belgrade-Priština, la sous-traitance de la crise des migrants venus du Moyen-Orient, ou le maintien d'une certaine stabilité post-confliktuelle en Bosnie et Macédoine. Le second est que les

¹ Bieber, Florian, Ristić, Irena, « Constrained democracy: the consolidation of democracy in Yugoslav successor states », *Southeastern Europe*, n°36, 2012

² Ce constat, négligé par les théoriciens de la transition, peut également se faire pour d'autres pays que les anciens pays communistes, par exemple la Grèce. La gestion de la crise grecque a mis en lumière des comportements politiques et sociaux ancrés qui étaient en soi un obstacle puissant aux réformes internes et à l'action extérieure. Cependant, cette dimension d'anthropologie historique et politique a bien souvent échappé aux décideurs économiques internationaux. Voir Knight, Daniel, « The greek economic crisis as a trope », *Focaal : Journal of global and historical anthropology*, Vol.65, 2013

responsables politiques locaux au pouvoir se sont tous convertis à l'intégration européenne, ce qui place l'UE en difficulté au moment de les critiquer et de faire le constat que le processus ne se traduit pas par des pratiques politiques plus démocratiques et libérales. C'est pourquoi les rapports annuels de la Commission sont souvent des exercices d'écriture acrobatiques dans lesquels on dénombre des progrès qui n'en sont pas. En tout état de cause, la Serbie, comme les autres pays cités, « *ne se dirigent pas vers un modèle de démocratie libérale* »¹ à moyen terme. Or, dans la mesure où la puissance et la capacité de nuisance politique et sociale des groupes de supporters sont liées aux spécificités du système politique serbe, il n'y a aucune raison de penser que la question des supporters extrêmes puisse être traitée sans de profonds changements du système lui-même puisque ces groupes révèlent autant qu'ils participent de la reproduction de ce système.

Que des groupes de supporters de football utilisent la violence sur la scène politique comme un répertoire d'action n'est pas une nouveauté. Nous avons vu en effet dans quelle mesure les cas de l'Égypte, de la Turquie ou de l'Ukraine apportaient un renouveau dans les analyses d'Ivan Čolović tandis que le 5 octobre 2000 lui-même avait offert une première expérience de violences politiques par des supporters de football en vue de combattre un régime politique. Dès lors, dans la droite ligne de la question posée au chapitre 2 sur la nécessité de juger l'Histoire, l'enjeu qui reste à explorer à propos de la violence politique est celui de sa légitimité. Autrement dit, si les mêmes supporters extrêmes participent au renversement d'un régime autoritaire d'un côté et saccagent une ville pour « casser du pédé » de l'autre, ces deux actions de violence politique sont-elles pour autant comparables ?

3. La violence politique et la question du régime

La question de l'utilisation, par une partie de la population, de la violence comme répertoire d'action face à un régime politique plus ou moins autoritaire connaît ces dernières années un regain d'intérêt dans le sillage de la vague des « révolutions » pacifiques du début des années 2000 (Serbie, Géorgie, Ukraine, Kirghizstan) puis des moins pacifiques printemps

¹ « Bieber : attacks on media are part of a regional pattern of authoritarian temptation », Blog *Research on South Eastern Europe* de la London School of Economics (LSE), 28 janvier 2015

arabes, mais aussi des récents mouvements de protestation populaires non dénués de violences à travers le monde (Thaïlande, Venezuela, Zimbabwe, Burundi, Gabon). Les démocraties elles-mêmes connaissent encore certains mouvements de protestation ou de révolte violents de différents ordres (émeutes, saccages, violence anarchiste en marge de sommets internationaux etc.)¹. Certains chercheurs avancent même l'idée que les coups d'Etat, dans le monde post-guerre froide, peuvent parfois constituer un chemin vers davantage de démocratie². Cette question est d'autant plus prégnante que de nombreux mouvements de protestation sociale ont essaimé dans tout l'espace post-yougoslave ces dernières années³, y compris de manière violente comme en Bosnie en 2014, en Macédoine en 2015 et au Kosovo en 2016. Il s'agit donc, au-delà même des groupes de supporters de football, de dépasser la condamnation morale de principe autour de la violence politique afin d'en cerner les enjeux et les conséquences. Pour cela, nous reviendrons d'abord sur les différents cadres théoriques dans lesquels la violence politique peut être conçue, avant d'analyser empiriquement les conséquences de son utilisation ou de son absence d'utilisation au cours des différents mouvements de protestation qui ont eu lieu dans l'espace post-yougoslave ces dernières années. Sur cette base, nous proposerons enfin une réflexion sur les conditions potentiellement légitimes de l'utilisation de la violence comme répertoire d'action.

a. Les théories de la violence politique

De l'exaltation au rejet : chemin philosophique de la violence

La philosophie politique accorde une place centrale à la question de la violence. Depuis Machiavel, et Hobbes jusqu'à Marx, Nietzsche et Weber, leurs réflexions ont alimenté diverses analyses sur la nature et l'acceptabilité sociale de la violence. Comme le souligne Michel Wievorka⁴, depuis la Révolution française jusqu'à la fin des années 1970-1980 et l'épuisement de l'idéologie communiste, en passant par le XIXe siècle européen de

¹ Crettiez, Xavier, Muchielli, Laurent (dir.), *Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, op.cit.

² Marinov, Nikolay, Goemans, Hein, « Coups and democracy », *British journal of political science*, Vol.44, n°4, 2014 ; Collier, Paul, « In praise of the coup. Military takeovers can be a good thing for African democracy », *New Humanist*, 4 mars 2009

³ Pour quelques exemples, Voir Štiks, Igor, Horvat, Srečko (eds.), *Welcome to the desert of post-socialism*, op.cit.

⁴ Wievorka, Michel, *La violence*, Paris, Hachette, 2004

construction des nations, la violence a souvent été perçue de façon positive, comme un agent de changement politique par de nombreux penseurs et activistes. Nietzsche la juge nécessaire comme source de régénération vis-à-vis de la « morale des esclaves » qui emprisonne les hommes devenus peureux, efféminés et moutonniers¹. Les penseurs de la rupture comme Proudhon², Sorel et Sartre³ l'exaltent et la légitiment face à la violence institutionnelle et dominatrice du bourgeois ou du colonisateur. « *La violence apparaît comme une chose très belle et très héroïque, elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation (...), elle peut sauver le monde de la barbarie* » écrit Sorel⁴, bien que le moment révolutionnaire prolétarien n'ait finalement pas eu lieu dès lors que les ouvriers ont pu voir leurs conditions de vie s'améliorer⁵. Foucault lui-même ne s'est-il pas félicité de la révolution iranienne en voyant dans l'islamisme la nouvelle figure du révolutionnaire à la place du prolétaire ? De son côté, tout en soulignant des similitudes avec les contempteurs des événements de mai 1968, Philippe Braud rappelle la mansuétude avec laquelle Michelet avait considéré les violences consécutives à la Révolution : « *La fureur « sacrée » d'un individu, d'une foule ou d'un peuple en colère trouve aisément des thuriféraires, pourvu qu'elle leur semble inspirée par une noble cause. Michelet fut l'un d'eux. Si, sous la Révolution, la « terrible vengeance » du Peuple parisien est, reconnaît-il, disproportionnée, c'est qu'elle n'est pas calculatrice ; si elle est trop irrésistiblement impulsive, c'est qu'elle cède à la franchise d'une passion généreuse* »⁶. Finalement, l'après 1968, puis la révolution iranienne, marquent le chant du cygne du soutien politique et intellectuel à l'utilisation légitime de la violence. A mesure que le marxisme et l'idéologie communiste reculent, la violence comme expression d'un rapport de force entre dominants et dominés perd de sa pertinence et donc de sa légitimité, et provoque un désengagement, voire un reniement chez ses anciens pratiquant comme l'explique Isabelle Sommier dans le cas de la France et de l'Italie⁷. De fait, « l'utopisme violent » qui accompagne le mythe révolutionnaire ne survit plus qu'au sein de franges

¹ Nietzsche, Friedrich, *Généalogie de la morale*, Paris, Le livre de poche, 2000 (1887) On retrouve aujourd'hui ce type de raisonnement chez Michel Maffesoli, *Essais sur la violence*, Paris, CNRS Editions, 2009

² Proudhon, Joseph, *La guerre et la paix : recherches sur le principe et la constitution du droit des gens*, Paris, Editions Hachette BNF, 2016 (1861)

³ Préface au livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961

⁴ Sorel, Georges, *Réflexions sur la violence*, Paris, Slatkine, 1981 (1908), p.110

⁵ Un angle mort de la pensée de Sorel souligné par Hannah Arendt qui critique son déterminisme, *Du mensonge à la colère, essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p.182

⁶ Braud, Philippe, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004, p.44

⁷ Sommier, Isabelle, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008

marginales de l'extrême gauche altermondialiste et anarchiste, mais aussi chez certains tenants de l'islamisme politique¹.

Pour autant, la disqualification de la violence politique semble être avant tout l'œuvre de penseurs occidentaux, ou plutôt de la disparition de grands penseurs engagés allant de pair avec la disparition supposée des grandes idéologies du XXe siècle. Dès lors, le magistère intellectuel et scientifique occidental est-il universalisable pour considérer la violence politique comme effectivement illégitime sur quelque terrain que ce soit, dans quelques conditions que ce soit ? Ou bien le refus de la violence ne renseigne-t-il pas davantage sur l'abaissement du seuil de tolérance à la violence politique des sociétés occidentales pacifiées dans le sillage de la fin de la Guerre froide et de la société industrielle dans laquelle il était courant d'observer des mouvements sociaux empreints de virilité comme ressource mobilisée par les ouvriers², ou les agriculteurs³ ? Or, indépendamment des convictions affirmées par « les intellectuels occidentaux » du rejet consensuel de la violence, cette question ne peut pas simplement être tranchée par principe hors de chaque contexte, hors de la prise en compte des interactions entre chaque groupe d'acteurs dans une configuration donnée. Les débats enflammés sur la légitimité ou non de l'utilisation de la force en faveur des Bosniaques et contre les Serbes au cours de la guerre en Bosnie dès 1992 le démontrent.

Cependant, avant d'en venir à la question centrale de la légitimité, il convient de rappeler brièvement les modèles théoriques principaux à travers lesquels la violence politique a été analysée dans les sciences sociales. Nous présenterons donc succinctement d'une part le modèle de la frustration relative développé par Ted Gurr, et d'autre part la théorie de la mobilisation des ressources défendue par des auteurs comme Anthony Oberschall et Charles Tilly.

¹ Wieworka, Michel, *La violence*, op.cit., p. 70-71

² Ces mouvements tendent désormais à employer davantage une violence mise en scène, théâtralisée qui, tout en conservant les apparences de la virilité et de la camaraderie, s'inscrit dans ce qui est socialement acceptable. Voir Sommier, Isabelle, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°9-10, 1993

³ Nathalie Duclos fait le même constat qu'Isabelle Sommier en ce qui concerne le caractère violent des mobilisations des agriculteurs. « Y a-t-il une exception paysanne ? Réalités et limites de la violence contestataire des paysans bretons », *Cultures & Conflits*, n°9-10, 1993

Le modèle de la frustration relative

L'idée que la violence serait le résultat d'un état de frustration relève d'une psychologie asocialisée et infantilisante qui ne distinguerait aucune forme de violence. En revanche, l'idée de frustration relative a l'ambition d'introduire un caractère politique et social à la violence, donc de la sociologiser. Tocqueville a ainsi formulé l'idée de la façon suivante : « *Les parties de la France qui devaient être le principal foyer de cette révolution sont précisément celles où les progrès se font le mieux voir (...) On dirait que les Français ont trouvé leur position d'autant plus insupportable qu'elle devenait meilleure* »¹. Autrement dit, ce qui déclencherait des réactions de violence serait l'écart grandissant entre des attentes sociales croissantes et des opportunités de satisfaction de ces attentes insuffisantes malgré une éventuelle progression en termes absolus. On retrouve cette idée parmi les chercheurs qui estiment très peu probable qu'un régime autoritaire puisse se réformer de l'intérieur sous peine de se saborder lui-même² puisque tout signe d'ouverture, donc d'amélioration des conditions de vie en termes absolus, sera suivi d'une volonté toujours plus forte de la population de jouir d'encore plus d'ouvertures dans les domaines politique, économique ou sociétal. Cela déboucherait alors sur une séquence de fermeture et de répression puisqu'un régime autoritaire ne peut par nature pas tolérer ces ouvertures³.

Cependant, le modèle dessiné par Ted Gurr est plus complexe qu'une simple relation mécanique entre frustration relative et violence dans la mesure où il intègre différents facteurs favorisant le passage à l'acte ou l'inverse⁴. Philippe Braud met ainsi en avant plusieurs éléments⁵. D'abord, la capacité coercitive du régime, d'autant plus efficace à termes en fonction de l'importance des soutiens politiques dont il bénéficie. Ensuite, le degré de légitimité du régime, notamment s'agissant des institutions sur lesquelles il s'appuie davantage que les gouvernants eux-mêmes (constitution, église, armée). Plus ce soutien est

¹ Tocqueville, Alexis (de), *L'ancien régime et la révolution*, Paris, Folio, 1985 (1856)

² C'est l'idée défendue par les tenants de l'implosion de l'URSS en raison des réformes politiques engagées par Gorbatchev, qui étaient incompatibles avec la nature même du système soviétique. Voir Boettke, Peter, *Why Perestroika failed ? The politics and economics of socialist transformation*, Londres, Routledge, 1993

³ C'est le scénario que certains décrivent s'agissant de l'éphémère « printemps de Damas » après la prise de pouvoir de Bachar Al Assad. Voir Hénin, Nicolas, *Djihad academy*, Paris, Fayard, 2015, Amara, Sofia, *Infiltrée dans l'enfer syrien : du printemps de Damas à l'Etat islamique*, Paris, Stock, 2014 ; Belhadj, Souhaïl, *La Syrie de Bachar Al-Assad, anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013 ; Tayyara, Najati, « Chronique d'un printemps », *Confluences Méditerranée*, n°44, hiver 2002-2003 ; Cahen, Judith, « Les déboires du printemps de Damas », *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2002 ; « A Damas, le printemps a duré huit mois », *Libération*, 25 juin 2001

⁴ Gurr, Ted, *Why men rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970

⁵ Braud, Philippe, *Violences politiques*, op.cit., p.128-130

fort, plus la probabilité d'éruption de violence est faible de la part de l'immense majorité de la population. Enfin, Gurr se penche également sur les groupes contestataires. L'éruption de violence sera d'autant plus probable que ces groupes sont bien organisés (capacité de mobilisation, savoir-faire militaire) et jouissent d'un certain soutien, même passif. En outre, il y aurait une corrélation entre l'éruption de violence et l'existence d'une culture et/ou d'une mémoire de la violence dans une société donnée. Ces variables permettent donc d'affiner l'idée sommaire d'une relation mécanique entre frustration relative et violence. Elles ouvrent la voie à une analyse en termes de régime politique, c'est pourquoi Braud qualifie la proposition de Gurr de « modèle complexe »¹ servant toujours d'étalon-mesure des recherches en matière de violences politiques.

Néanmoins, l'hypothèse centrale de la frustration relative reste empiriquement fragile tant elle souffre de contre-exemples, non seulement d'éruptions de violence qui ne doivent rien à un état de frustration relative, mais aussi, à l'inverse, d'absence de violence en présence d'éléments objectifs de frustration relative tels que la chute du niveau de vie ou l'abrogation de certaines libertés. Ce constat pousserait à la limite à renverser la question de Gurr : *why men don't rebel* ? Le théorème de Tocqueville expose deux courbes croissantes, celle des attentes et celle des opportunités. La frustration relative vient de ce que la courbe des attentes croît plus vite que celle des opportunités, d'où des réactions de violence. On pourrait cependant imaginer une trajectoire inverse, de courbes qui baisseraient en même temps suite à une crise économique ou une grave crise politique par exemple. Les opportunités et les libertés se réduiraient plus vite que les anticipations et les attentes. Puis, les deux courbes remonteraient lentement sans que cela ne débouche sur des violences. Pourquoi ? Parce que la population serait d'abord prise par l'espoir d'une amélioration qui ne vient pas, puis par l'adaptation à une nouvelle quotidienneté malgré le manque, et enfin par le souvenir de temps plus difficiles encore que ce qu'elle vit au moment où les courbes remontent finalement. Cela est typiquement le cas de la Serbie depuis la fin de la Yougoslavie, à travers les sanctions économiques puis les années 2000 jusqu'à nos jours. La Serbie est toujours un pays assez pauvre relativement au reste de l'Europe², et relativement à la situation économique de la Yougoslavie en 1989. Mais elle revient de très loin si l'on considère les années 1990 sous

¹ Ibid.

² Le pays a beaucoup souffert de la crise économique de 2008. Le salaire moyen a fortement chuté tandis que le dinar serbe est passé de 1 euro pour 80 dinars en 2008 à 1 euro pour 120 dinars en 2015

embargo international où les rares personnes qui avaient un emploi gagnaient 50 deutsch mark par mois.

Les limites théoriques et empiriques de la thèse de la frustration relative ont conduit d'autres chercheurs à mettre en avant un autre modèle d'explication de la violence à partir des théories du *rational choice* très en vogue aux Etats-Unis. Autrement dit, ils voient dans la violence l'expression d'un calcul d'intérêt rationnel de la part de ses auteurs qui estiment qu'il s'agit là du meilleur moyen pour atteindre leurs objectifs. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le concept de « répertoire d'action » forgé par Charles Tilly, en ce qu'il résulte d'une réflexion et non d'un réflexe ou d'une pulsion.

Violence et théorie de la mobilisation des ressources

Selon Hobbes, la violence des hommes à l'état de nature peut être déclenchée pour des motifs de rivalité, de méfiance ou de fierté. Cette approche est celle d'une violence instrumentale, conforme à la tradition philosophique utilitariste. Ce faisant, Charles Tilly¹, Anthony Oberschall² entre autres, considèrent qu'il faut traiter la violence comme une ressource mobilisée de façon rationnelle en vue d'obtenir un résultat, d'où l'appellation de théorie de la « mobilisation des ressources »³. Les chercheurs de ce courant se focalisent sur les violences politiques, mais le modèle permet la prise en compte du rôle des forces de l'ordre dans les violences⁴. Ils considèrent qu'il faut analyser les actions violentes de la part de certains acteurs comme n'importe quel autre répertoire d'action qui serait non-violent, indépendamment de tout jugement moral. Celle-ci résulterait d'un calcul d'utilité entre coût et avantages de la part de ses auteurs. C'est la raison pour laquelle elle ne peut être mobilisée que sous certaines conditions, et ne concerner que des cibles définies au préalable, que ce soit des personnes, des biens ou des lieux. Pour Oberschall, la violence est d'autant plus mobilisée qu'elle a « fait ses preuves » comme répertoire d'action par le passé pour obtenir des résultats de la part de groupes organisés. Il y a donc un apprentissage de la violence, y compris dans les

¹ Tilly, Charles, *La France proteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986

² Oberschall, Anthony, *Social conflicts and social movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973

³ MacCarthy, John, Zald, Mayer, « Resource mobilization and social movements : a partial theory », *American journal of sociology*, n°82, 1977

⁴ Sur le rôle de la police, voir par exemple Della Porta, Donatella, Fillieule, Olivier, Reiter, Herbert, « Policing protest in France and Italy : from intimidation to cooperation ? », in Meyer, David, Tarrow, Sidney (eds.), *The social movement society*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1998

méthodes, contre les forces de l'ordre par exemple. De surcroît, la violence est plus susceptible d'être utilisée dans le cadre de conflits immatériels (idéologique, religieux, régime politique) que sur des conflits sociaux matériels sur lesquels un compromis est plus plausible sans besoin de recours à la violence. Enfin, la violence est fonction décroissante de la « structuration de la conflictualité ». Cela signifie que plus les camps opposés seront structurés et disciplinés, moins ils auront recours à la violence étant donné le coût élevé inhérent à l'utilisation de cette ressource. C'est pourquoi les pays démocratiques mettent en œuvre des mécanismes d'institutionnalisation des conflits qui désamorcent la plupart du temps les violences politiques. A l'inverse, les régimes autoritaires ne recourent pas à ces méthodes de pacification¹, ce qui peut aboutir à un blocage du système, susceptible de déboucher sur des violences comme seule ressource disponible pour les groupes d'opposants.

Cependant, la focalisation sur les violences politiques fait courir le risque d'une désocialisation de la violence qui néglige les significations et les perceptions qui entourent la violence, et les raisons qui poussent des individus à embrasser telle ou telle cause, en fonction de quels affects, idéologies, convictions etc². En raison de cette limite, l'approche en termes de mobilisation des ressources court le risque de se rendre infalsifiable puisque l'on trouvera toujours une explication rationnelle au comportement d'individus et de groupes, quand bien même celui-ci serait coûteux et peu efficace, quelles que soient les variables spatio-temporelles et politiques. Par conséquent, sur le plan théorique, « *les recherches qui se réclament de cette orientation ou bien, échouant à penser le social indépendamment du politique, retournent à un utilitarisme élémentaire, et, si l'on peut dire, retombent dans les bras de Mancur Olson*³, ou bien s'écartent de l'idée de rationalité instrumentale pour analyser les mouvements sociaux – ce qui revient à s'écarter de leur paradigme »⁴. Enfin, considérer la violence comme une ressource mobilisable parmi d'autres permet sans doute de ne pas laisser d'angle mort dans l'analyse de l'action collective politique, mais cette approche méconnaît le fait que le recours à la violence s'écarte de ce qui est généralement toléré

¹ D'autres stratégies de neutralisation n'utilisant pas la répression peuvent être mises en œuvre comme le fait de subventionner massivement les produits alimentaires de première nécessité comme on le voit par exemple en Afrique du Nord, ce qui pose problème lorsque les difficultés économiques contraignent les gouvernements à baisser ces subventions. Les protestations sociales ont alors tendance à se multiplier, ne laissant pas d'autre choix au pouvoir que la répression.

² Della Porta, Donatella, « Mouvements sociaux et violences politiques », in Crettiez, Xavier, Muchielli, Laurent (dir.), *Violences politiques en Europe. Etat des lieux*, op.cit. p.288

³ Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, op.cit.

⁴ Wieworka, Michel, *La violence*, op.cit., p.176

socialement, et même autorisé légalement en matière de mobilisation collective. Or, cette transgression ne peut pas simplement être analysée du point de vue utilitariste rationnel. On pourrait en effet supposer qu'il serait tout aussi rationnel pour des individus et groupes d'opposants de ne pas se livrer à des actes illégaux en raison des risques judiciaires qu'ils encourent. Cette opposition de rationalités montre donc que le paradigme est insuffisant à embrasser toute la complexité du passage à l'acte de violence politique. Il est insuffisant à rendre compte des interactions entre acteurs et n'intègre pas de raisonnement séquentiel pourtant essentiel pour saisir la réalité du déclenchement de la violence¹. Il est insuffisant pour expliquer la différence de comportement entre deux groupes qui revendiquent la même chose avec des répertoires d'action totalement opposés car il méconnaît leur culture et leurs pratiques. Par exemple des militants non-violents d'un côté, et un groupe d'individus plus habitués et aguerris à la violence, comme des supporters de football, de l'autre. Ces deux groupes ont pourtant fait cause commune avec d'autres contre le régime de Milošević le 5 octobre 2000. Enfin, il reste muet sur les acteurs tiers qui viennent s'insérer dans l'interaction entre les autorités et les groupes contestataires. Or, ces acteurs, tels des Etats amis ou des organisations internationales comme l'ONU ou l'UE, jouent un rôle décisif dans la gestion des conflits politiques, y compris en modifiant les répertoires d'action des acteurs du conflit. C'est cette complexité empirique que nous voudrions démontrer à présent à travers quatre cas de figure provenant de l'espace post-yougoslave.

b. Violence et non-violence dans l'espace post-yougoslave

Il s'agit ici d'analyser, à partir d'exemples empiriques, les théories de la violence évoquées ci-dessus, en réintroduisant la complexité manquante, d'une part en ce qui concerne le recours à la violence, d'autre part à propos des interactions avec les acteurs extérieurs.

¹ Comme en économie, les théories politiques fondées sur le *rational choice* méconnaissent l'imperfection de la circulation des informations rendant leur modèle inopérant. Or, comme on l'a vu s'agissant des supporters violents, le déclenchement de violences politiques peut aussi résulter d'un phénomène d'escalade après un premier incident dû à des incompréhensions et mauvaises interprétations de la part des acteurs en jeu, forces de l'ordre et groupes d'opposants.

Les déterminants du recours à la violence

Les quatre cas de figure sont en réalité des comparaisons entre des mobilisations au cours desquelles la violence n'a pas été utilisée, et d'autres, pour les mêmes revendications, où il y a eu un recours plus ou moins massif à la violence. C'est le cas de la Serbie entre les manifestations populaires de l'hiver 1996-1997 d'un côté et celles du 5 octobre 2000. C'est le cas du Kosovo entre la stratégie de résistance passive et non-violente qui a été suivie pendant les années 1990 puis l'apparition d'une guérilla armée, l'UÇK, pour lutter contre les Serbes. C'est le cas de la Bosnie entre les manifestations pacifiques de 2013 baptisées *Bebolucija*¹, et celles, émaillées de violences, de février 2014² qui avaient toutes deux pour objet le caractère ethnicisé et verrouillé du système bosnien. C'est enfin le cas en Macédoine suite au scandale des écoutes qui a révélé la dérive autoritaire et népotique du parti VMRO-DPMNE au pouvoir depuis 2006³. Des violences, relativement limitées, ont émaillé les premières manifestations en 2015 tandis que d'autres manifestations en 2016, baptisées « révolution colorée », sont restées exemptes de violence.

Dès lors, la théorie de la frustration relative, tout comme celle de la mobilisation des ressources sont-elles susceptibles d'apporter des éléments de compréhension au déclenchement de violences lors de ces manifestations ? Les considérations sur les régimes politiques du modèle de Gurr ne sont pas d'un grand secours ici, étant donné les différences dans les mobilisations (entre violence et absence de violence) à de courtes intervalles toutes choses égales par ailleurs. Ces différences tendent à disqualifier la frustration relative elle-même comme cause de la violence, sauf à considérer que les Albanais du Kosovo étaient plus frustrés en 1998 qu'en 1996, ou les Macédoniens en 2015 plutôt qu'en 2016. C'est pourquoi il est nécessaire d'introduire une lecture séquentielle des événements qui aille au-delà d'une situation plus ou moins diffuse de frustration relative. Les violences en Macédoine et Bosnie ont en effet été initialement déclenchées par des événements précis qui ont joué le rôle

¹ Ces manifestations faisaient suite au drame de la petite Belmina, décédée de n'avoir pas pu soigner sa maladie à l'étranger faute de la délivrance d'un passeport. Les entités ne s'entendaient pas sur la numérotation des documents d'identité, ce qui a débouché sur l'arrêt de la délivrance de documents d'identité pour les individus nés après 2012. Voir « *Bebolucija, révolte citoyenne en Bosnie : manifestation géante à Sarajevo* », *Le Courrier des Balkans*, 1^{er} juillet 2013

² Mujkić, Asim, « In search of a democratic counter-power in Bosnia-Herzegovina », *Southeast European and Black sea studies*, Vol.15, n°4, 2015 ; Bieber, Florian, « Is change coming (finally) ? Thoughts on the Bosnian protests », *BIRN*, 10 février 2014

³ Stavrevska, Elena, « Macedonia, anatomy of a crisis », *Open Democracy*, 12 juin 2015 ; « Ecoutes téléphoniques en Macédoine : Nikola Gruevski plus fort que la Stasi », *Le Courrier des Balkans*, 10 février 2015

d'étincelle. Dans les deux cas, l'utilisation disproportionnée de la force de la part de la police a provoqué des réactions violentes qui ont ensuite fait tâche d'huile. Ce fut particulièrement le cas en Bosnie où des manifestants contre le chômage furent brutalement réprimés par la police à Tuzla¹, ce qui déclencha en réaction plusieurs jours de violence dans les principales villes de *Federacija*, Sarajevo, Zenica, Tuzla², mais aussi Mostar, ainsi que quelques manifestations, sans violence³, en *Republika Srpska*.

En revanche, une fois la transgression de la violence assumée, les cibles choisies par les acteurs rejoignent le schéma rationnel proposé par Oberschall. A Sarajevo, les individus violents, dont une bonne partie a été identifiée comme supporters extrêmes des deux principaux clubs de Sarajevo, ont pris pour cible des bâtiments officiels de même que les voitures de fonction des différents ministères, brûlées ou mises à l'eau. A Mostar, les sièges des deux principaux partis, le SDA et le HDZ, ont été pris pour cible. A Zenica et Tuzla, ce sont les bâtiments des cantons qui ont été visés. On voit donc que cette violence, pour éruptive qu'elle puisse paraître initialement, a rapidement été dirigée vers des cibles précises et rationnelles par rapport aux revendications. L'utilisation de la violence comme répertoire d'action rationnel apparaît nettement plus évidente s'agissant des Albanais du Kosovo à la fin des années 1990 dès lors que la résistance passive non-violente n'avait donné aucun résultat. Des facteurs tels que les querelles au sein de la LDK, la circulation massive d'armes légères en provenance d'Albanie mais aussi la stratégie du pourrissement poursuivie par Milošević ont par ailleurs formé un faisceau favorable qui a conduit à l'usage de la violence comme moyen d'action contre les forces serbes.

Toutefois, la complexité de l'épreuve empirique resurgit lorsque les théories se révèlent incapables de rendre compte du différentiel de répertoire d'action en fonction des acteurs des mobilisations collectives (groupes de supporters, ONG, acteurs de la société civile etc.), sauf à considérer de façon téléologique des rationalités diamétralement opposées. Cela

¹ « Bosnie-Herzégovine : Tuzla se révolte contre la misère et le chômage », *Le Courrier des Balkans*, 6 février 2014

² « Bosnie-Herzégovine : les flammes de la révolte se propagent dans tous le pays », *Le Courrier des Balkans*, 6 février 2014

³ Si ce n'est celle, localisée, de quelques groupes de supporters chargés (en réalité rétribués d'une façon ou d'une autre) par les autorités locales d'intimider les manifestants. Ce fut par exemple le cas à Bjeljina selon le récit de l'ethnologue portugaise Sarah Franco <https://cafeturco.wordpress.com/2016/07/11/hujdurovic-open-letters/> Cette utilisation des supporters pour faire le coup de poing n'a rien de surprenant. On l'a retrouvée à Skopje en 2015 où des tentatives de provoquer les manifestants avaient lieu de la part de quelques individus identifiés comme supporters du club de Vardar Skopje, dont le groupe de supporters extrêmes, *Komiti*, entretient depuis longtemps des liens avec le VMRO-DPMNE au pouvoir.

supposerait néanmoins de se pencher sur chaque groupe d'acteurs d'un point de vue sociologique, étudier leur organisation, leurs membres, leurs pratiques, ce que la théorie ne fait pas. Or, si les violences de février 2014 en Bosnie ont duré quelques jours, le mouvement s'est poursuivi bien au-delà notamment à travers la constitution de plenums citoyens¹. La plupart des acteurs de cette mobilisation avaient à cœur de protester de façon tout à fait pacifique, tout comme les acteurs des mobilisations collectives en Macédoine qui ont eu l'idée de lancer de la peinture sur les bâtiments et monuments² qu'ils estiment liés au pouvoir actuel. Ainsi, dans les cas où la violence a été employée, des groupes aux intentions non-violentes ont côtoyé des groupes qui l'étaient moins, par exemple en Serbie en 2000. Il est donc nécessaire de rentrer dans cette mécanique d'interactions pour saisir le sens profond de la violence. En outre, cet effort est tout aussi indispensable pour comprendre pourquoi dans une temporalité réduite, autour des mêmes problématiques, dans un même pays, d'autres mobilisations demeureront totalement exemptes de violence. Enfin, les théories ne s'intéressent pas aux effets de la violence sur l'agenda politique, notamment en comparaison des mobilisations non-violentes, toutes choses égales par ailleurs. C'est ce que nous allons faire à présent, avec pour enjeu d'intégrer à la réflexion les acteurs extérieurs au conflit qui peuvent pourtant exercer un impact direct sur celui-ci.

Le recours à la violence est-il efficace ?

Empiriquement, les quatre cas évoqués plus haut, indépendamment de leurs différences, présentent un point commun relatif à la violence. En effet, par rapport aux mobilisations non-violentes, on peut observer que l'utilisation de la violence a participé d'une modification significative de l'agenda politique, soit qu'il fût directement issu du rapport de force entre les acteurs, soit qu'il fût le fait d'acteurs extérieurs.

¹ Gordy, Eric, « Political stalemate, public dissatisfaction and the rebirth of self-organization », *Southeast Europe an Black sea studies*, Vol.15, Issue 4, 2015

² En particulier les monuments de style baroque et autres statues gigantesques construits récemment dans le centre de Skopje moyennant des sommes colossales. Ceux-ci sont censés glorifier l'histoire du peuple Macédonien à travers le culte d'Alexandre le Grand. Cette « révolution colorée » (šarena revolucija) consiste en des rassemblements quotidiens de militants qui lancent des boules de peinture sur ces monuments mais aussi sur des bâtiments officiels comme le ministère de la justice ou le siège du parti VMRO-DPMNE. Voir « Macédoine : où va la révolution des couleurs ? », *Le Courrier des Balkans*, 9 juin 2016

Au Kosovo, le passage à une guérilla armée a créé une rupture décisive avec plusieurs années d'apartheid au cours desquelles les Albanais avaient résisté de façon non-violente et mis en place des institutions parallèles¹. Ce n'est qu'à partir du moment où le conflit est devenu un conflit armé entre l'UÇK et les forces serbes, avec un risque de nettoyage ethnique réel², que la question du Kosovo a été internationalisée. Cette internationalisation était d'ailleurs la stratégie de Rugova. Or, son échec éclaire par contraste le succès de ceux qui ont choisi la lutte armée. Le conflit armé a bel et bien constitué un tournant avec l'implication diplomatique puis militaire des grandes puissances occidentales par l'intermédiaire de l'OTAN en 1999. De ce point de vue, il ne faut pas oublier que l'UÇK a d'abord été considérée par les pays occidentaux comme un mouvement terroriste avant d'être vu comme un mouvement de libération nationale sur lequel s'appuyer³. Le regard posé sur l'utilisation de la violence change alors pour revêtir une légitimité politique nouvelle, validant a posteriori le choix des acteurs d'y avoir eu recours. Puis, c'est à partir de cette intervention armée que s'est progressivement dessiné l'avenir institutionnel du Kosovo, depuis la tutelle de l'ONU jusqu'à l'indépendance en 2008.

En Serbie, l'expérience d'années de mobilisations non-violentes a permis à de très nombreux militants, notamment parmi les étudiants du mouvement *Otpor*, de concevoir divers répertoires d'action, faisant la part belle à l'humour et aux *happenings* en plus des manifestations classiques. Ces méthodes seront ensuite enseignées comme un véritable manuel de révolution pacifique⁴ par les militants d'*Otpor* en Ukraine, en Géorgie, aux Maldives et en Égypte notamment⁵. En octobre 2000, ces militants étaient plus aguerris, le pouvoir serbe était affaibli par la guerre du Kosovo et une coalition de 18 partis d'opposition s'était mis d'accord pour battre Milošević aux élections anticipées qu'il avait lui-même

¹ Voir chapitre 3

² Indépendamment des éléments de propagande et des mensonges proférés par la presse et les responsables politiques occidentaux. Voir Halimi, Serge, Vidal, Dominique, *L'opinion ça se travaille. Les médias, l'OTAN, et la guerre du Kosovo*, Marseille, Agone, 2000

³ Ce n'est donc pas un hasard que les principaux leaders politiques actuels au Kosovo, à commencer par Hashim Thaçi, soient tous des anciens hauts gradés de l'UÇK

⁴ L'un des leaders du mouvement *Otpor*, Srđa Popović, a ensuite créé l'ONG CANVAS (Center for Applied Non-Violent Actions and Strategies), qui a pour but de diffuser ce savoir de révolution pacifique. Il est notamment l'auteur du livre *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes ?*, op.cit.

⁵ Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015, p. 72-73

convoquées¹. Or, devant sa tentative de truquer les résultats, tous ces acteurs convergèrent vers un grand mouvement de protestation de masse. Cependant, la préparation du 5 octobre 2000 ne doit rien au hasard, tant dans l'occupation de l'espace que dans le travail fait en amont, notamment par le futur Premier ministre Zoran Đinđić, assassiné en 2003, pour convaincre certaines unités de sécurité de s'abstenir de s'attaquer aux manifestants². Pour autant, le 5 octobre 2000 a également réuni des groupes de manifestants aux pratiques plus « musclées », qui n'ont pas hésité à entrer en confrontation avec la police, puis à envahir et incendier une partie du parlement³ où des milliers de bulletins de vote falsifiés furent retrouvés. Il s'agit par exemple des supporters extrêmes, de l'Etoile Rouge de Belgrade en particulier, mais aussi d'agriculteurs venus de province avec leurs tracteurs, notamment de la ville de Čačak où le maire, Velija Ilić, saura ensuite se placer dans toutes les coalitions au pouvoir en se fondant sur son potentat local. Par conséquent, s'il serait hasardeux d'en faire le point de bascule ayant abouti à la chute de Milošević par rapport aux précédents mouvements de protestation de l'hiver 1996-1997 restés non-violents, il demeure que le 5 octobre 2000 a été un moment où des groupes de manifestants ont été déterminés à en découdre physiquement avec la police du régime une fois pour toutes s'il le fallait. Cela est la démonstration d'une situation de non-retour dans laquelle l'utilisation rationnelle de la violence dans une configuration favorable peut être considéré comme signe que leurs auteurs estiment n'avoir plus rien à perdre et pouvoir risquer de lourdes représailles en cas d'échec. Ce point de non-retour est ainsi décrit par Jean-Arnault Dérens :

« Il faut bien comprendre que les bombardements de 1999 ont été ressentis en Serbie comme une immense injustice. Beaucoup de gens, Serbes, qui s'étaient mobilisés contre la guerre en Bosnie, des gens qui étaient vraiment des démocrates, anti-nationalistes, qui étaient même prêts à dire qu'il aurait fallu qu'il y ait des bombardements pendant la guerre de Bosnie, ont dit : « là c'est totalement injuste ce qui nous arrive. Non seulement on se tape Milošević depuis 10 ans, et en plus l'OTAN nous bombarde ». Toutes les figures démocrates et les gens, les citoyens urbains de Belgrade qui ont toujours voté pour l'opposition ont vécu les bombardements comme une immense injustice. Et les gens qui manifestaient sur les ponts avec des cibles au cou n'étaient pas des créatures de Milošević, c'étaient des gens normaux, des étudiants, des gens normaux. C'est très bizarre de comprendre dans quel état était la Serbie à l'été 99. Même à l'été 2000. Je me souviens à l'été 2000, j'étais là-bas en permanence, je me suis quasiment mis en grève, je disais à mes journaux : « écoutez, je ne peux plus rien écrire, tout indique que Milošević va perdre le pouvoir, mais je ne vois pas

¹ Kesić, Obrad, « An airplane with 18 pilots : Serbia after Milošević », in Ramet, Sabrina, Pavlakovic, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, op.cit.

² Bujosević, Dragan, Radovanović, Ivan, *The fall of Milošević. The October 5th revolution*, op.cit.

³ De façon ironique, cette pratique de la prise d'assaut et d'incendie d'un bâtiment officiel sera répétée contre l'ambassade américaine en 2008, et il est tout à fait possible que des mêmes individus, notamment issus des *Delije*, aient participé aux deux événements.

comment il va le perdre donc je ne comprends rien ». *Et de fait, dès la fin des bombardements, Milošević était cuit en réalité. Cuit parce que les Serbes en avaient marre, avec les bombardements mais aussi toutes les sanctions des années 1990 et les guerres successives, l'étape suivante c'était quoi ? La Corée du Nord ? On avait été au bout, du coup la population était prête à tout pour changer de régime »*¹.

En Bosnie, la *Bebolucija* pacifique de 2013 était restée une mobilisation importante mais sans véritable lendemain en ce qui concerne l'agenda politique. En revanche, bien que les violences de février 2014 aient été le fait d'une minorité d'individus et qu'elles furent condamnées par les autres groupes de manifestants, elles eurent pour conséquence une mobilisation importante de la part de l'Union Européenne. Le Commissaire à l'élargissement Stefan Füle ainsi que de la Haute Représentante à la politique étrangère Catherine Ashton se rendirent à Sarajevo en urgence pour rencontrer les leaders politiques des principaux partis², tandis que le Haut Représentant Valentin Inzko suggéra même de renforcer la présence de la mission de police de l'UE en Bosnie³. A terme, on décida à Bruxelles que la stratégie européenne envers la Bosnie ne fonctionnait pas et qu'il fallait désormais privilégier une approche économique au lieu de se focaliser sur l'exigence de changements institutionnels. C'est ainsi qu'émergea l'initiative germano-britannique de janvier 2015 pour la croissance et l'emploi, ainsi que la décision de la mise en œuvre de l'Accord de Stabilisation et d'Association, signé en 2008⁴. Là encore, il ne s'agit pas tant d'observer un résultat tangible qu'un impact sur les agendas politiques. Le caractère violent d'une partie du mouvement de protestation a pourtant été relativement négligé pour plusieurs raisons. D'une part, la violence est par principe condamnée dans le discours public par les responsables politiques occidentaux, par conséquent, elle n'apparaît que comme une éruption irrationnelle de délinquants en colère (*huligani* est une nouvelle fois le terme qui reviendra le plus souvent dans la presse locale), périphérique par rapport aux manifestations elles-mêmes. D'autre part, la presse et les chercheurs se sont surtout penchés, parfois avec un enthousiasme candide, sur un autre mode de protestation innovant, horizontal et totalement pacifique, les plenums

¹ Entretien, Paris, 2007. Entretien réalisé dans le cadre de notre mémoire de Master 2 *Le Kosovo dans les discours politiques des leaders serbes depuis 2000*, sous la direction d'Elise Féron, IEP de Lille, 2008

² Ces réunions régulières, appelées *šestorka* puisqu'elles réunissent les leaders des six principaux partis du pays, sont critiquables en ce qu'elles privilégient les allégeances aux partis nationalistes plutôt qu'aux responsables des différents niveaux gouvernementaux, et prennent l'allure de « petits arrangements entre amis ».

³ « Bosnia unrest : bruised and bitter in Sarajevo », *BBC*, 10 février 2014

⁴ Majstorović, Danijela, Vučković, Zoran, Pepić, Anđela, « From Dayton to Brussels via Tuzla : post-2014 economic restructuring as europeanization discours/practice in Bosnia and Herzegovina », *Southeast Europe and Black sea studies*, Vol.15, n°4, 2015

citoyens¹. Pourtant, il est assez peu probable que le revirement de stratégie de l'UE aurait eu lieu sans ces violences qui ont marqué les manifestations massives de février 2014, sans oublier que les responsables politiques locaux ont été bien plus destabilisés par ces violences que par de quelconques manifestations pacifiques.

De la même façon, l'intervention européenne dans la crise politique macédonienne doit beaucoup au fait que les manifestations massives de 2015 qui faisaient suite au scandale des écoutes menaçaient de prendre une dimension plus violente. Ce risque existait surtout en raison de la présence de provocateurs au service du gouvernement mais aussi de la disproportion dans l'utilisation de la force de la part de la police face à des manifestants non-violents. De plus, la tuerie de Kumanovo² a marqué les esprits en ce qu'elle a pu être perçue comme un signe dangereux d'une reprise possible du conflit entre Macédoniens et Albanais. Pourtant, la dérive autoritaire du VMRO-DPMNE et du Premier ministre macédonien Nikola Gruevski, au pouvoir depuis 2006, était perceptible depuis plusieurs années déjà, sans que Bruxelles n'y trouve rien à redire. Ce n'est cependant que sous la pression d'une possible escalade de violence, alors que le scandale des écoutes avait débuté depuis plusieurs semaines et que les manifestations étaient déjà massives, que l'UE s'est finalement impliquée afin de négocier un accord entre les principaux partis politiques du pays³. Ce faisant, le mouvement de protestation fut dans un premier temps désamorcé à l'été 2015 cependant que les termes de l'accord ne furent pas respectés, ce qui a conduit à la reprise du mouvement de protestation pacifique baptisé « révolution colorée » qui souffre toutefois à réunir autant de partisans que les manifestations de 2015, comme si un « momentum » était passé. Les cas de la Bosnie et de la Macédoine mettent en avant l'importance des acteurs extérieurs dans les conflits politiques. En l'espèce, il semble clair que l'UE est intervenue dans les deux cas poussée par la crainte de violences dans deux pays dans lesquels la guerre est encore dans tous les esprits. Cela signifie en creux que, en l'absence de violences, l'incitation à agir est bien moindre malgré des

¹ Gordy, Eric, « Political stalemate, public dissatisfaction and the rebirth of self-organization », *Southeast Europe an Black sea studies*, Vol.15, Issue 4, 2015

² En mai 2015, un groupe armé d'Albanais vraisemblablement venus du Kosovo se retranchent dans la ville mixte de Kumanovo, au nord et Skopje, et ouvrent le feu sur les forces de sécurité, tuant 8 policiers. Le plus grand flou règne sur cet événement, ni les motifs ni les commanditaires n'ont été découverts à ce jour. Voir « A qui profite le crime ? Macédoine : Kumanovo, les jours d'après », *Le Courrier des Balkans*, 11 mai 2015

³ L'accord dit de Przino de juillet 2015 prévoyait la nomination d'un gouvernement technique et d'élections anticipées, le nettoyage des listes électorales, la fin du contrôle des médias par le VMRO-DPMNE, ainsi que la création d'une équipe de procureurs spéciaux chargés d'enquêter sur les scandales liés aux écoutes téléphoniques rendues publiques. Voir Trégourès, Loïc, « Macédoine : le plan de sortie de crise de l'UE mis en échec », *Regard sur l'Est*, 13 avril 2016

mobilisations collectives plus ou moins massives mais pacifiques, alors que la paralysie du système bosnien ou la dérive autoritaire du pouvoir macédonien sont des données connues depuis longtemps déjà. Cette attitude corrobore le paradigme européen de la stabilité vis-à-vis de l'espace post-yougoslave, quitte à remettre en question les progrès démocratiques censés découler du processus d'intégration européenne. La vague d'autoritarisme qui touche l'espace post-yougoslave depuis plusieurs années ne se fait ainsi pas en dépit du processus d'intégration européenne, mais grâce à lui¹.

Les quatre cas de figure présentés semblent démontrer que le recours à la violence, qu'il soit éruptif, induit ou rationnel, exerce un impact sur l'agenda politique, soit de façon interne, soit en déclenchant l'intervention d'acteurs extérieurs. Ce constat est d'autant plus marqué si l'on considère l'absence relative d'impact des mobilisations autour des mêmes causes qui sont restées totalement non-violentes. Cela signifie-t-il pour autant que le recours à la violence est une garantie de succès ? Assurément non. D'abord, le constat empirique que nous faisons ne concerne pas des résultats (outcome) mais le simple fait de créer un impact sur les agendas politiques, en d'autres termes, de « faire bouger les lignes ». Il se peut très bien que cet impact s'avère finalement négatif. Ensuite, le recours à la violence reste une pratique socialement stigmatisante, politiquement transgressive, et légalement interdite. D'ailleurs, c'est précisément parce que l'utilisation de la violence est toujours aux marges des mobilisations que les groupes de supporters de football, habitués aux confrontations, sont des acteurs de premier ordre dans ces configurations. Ecarter cela serait retomber dans une forme d'asociologisme. Enfin, si la violence était un répertoire d'action garantissant le succès d'une lutte, alors comment se fait-il que les groupes et individus prêts à y avoir recours soient très minoritaires² par rapport aux groupes, ONG, militants qui revendiquent de mener des actions collectives de façon pacifique ? C'est là le véritable paradoxe de la théorie de la mobilisation des ressources à la lumière de l'expérience empirique, ce qui démontre bien que le recours à la violence ne peut pas relever d'un simple calcul d'utilité, et qu'il faut explorer d'autres

¹ Krstić, Nikola, « Balkan model of authoritarianism : 6 similarities between the regimes in Macedonia and Serbia », *European Western Balkans*, 21 avril 2016

² La position du parti Vetëvendosje au Kosovo est ainsi marginale dans la région puisque le parti revendique la violence à l'intérieur du parlement, notamment en relâchant du gaz lacrymogène afin d'empêcher les débats, tandis que ses partisans s'opposent régulièrement avec violence à la police pour protester contre les accords passés par le Kosovo avec la Serbie sous l'égide de l'UE, et d'une façon générale à l'ingérence occidentale au Kosovo. Voir par exemple ce compte-rendu de leurs actions de protestation le jour de la prestation de serment d'Hashim Thaçi à la présidence du pays « Activists interrupt Thaci's presidential inauguration », *BIRN*, 8 avril 2016

variables, à la fois sur les groupes d'acteurs mobilisés, mais aussi sur l'environnement politique et institutionnel. C'est ce dernier point que nous allons aborder à présent.

c. Quelle légitimité pour la violence politique ?

A la lumière des expériences discutées ci-dessus, en particulier celles de la Serbie et du Kosovo, la question de l'utilisation de la violence comme répertoire d'action légitime face à un régime aux pratiques autoritaires demeure posée. Dès lors, quelques réflexions peuvent être proposées à l'aune du modèle de Sidney Tarrow et Charles Tilly sur les mobilisations et les régimes d'une part, et des concepts de guerre juste et de responsabilité de protéger d'autre part.

Violence et régime politique dans l'espace post-yougoslave

Chez Max Weber, l'Etat se définit comme réunissant un peuple, un territoire, un gouvernement. Cet Etat se caractérise également par la détention du *monopole de la violence légitime*¹. Raymond Aron a reproché à cette formule d'entretenir le flou entre catégorie théorique abstraite et catégorie historique concrète². Pourtant, la proposition de Weber recouvre aussi bien l'une que l'autre. D'une part, elle s'inscrit dans la philosophie de l'Etat et de la violence de Hobbes. D'autre part, elle recoupe également les observations de Norbert Elias sur la sociogénèse de l'Etat à travers l'acquisition progressive du double monopole fiscal et militaire³. En outre, ce monopole de la violence légitime accordée aux Etats est consacré par le système international dont l'Etat est l'unité principale en dépit de la multiplication des acteurs dans les relations internationales⁴. Tout le système de sécurité collective internationale est fondé sur la capacité de l'Etat à appliquer ce monopole, d'où la question cruciale des Etats trop faibles ou fragiles pour l'assurer sur leur propre territoire⁵, et la multiplication, sous l'égide des Nations Unies, des missions de « state-building » dans les

¹ Weber, Max, *Le savant et le politique*, Paris, 10-18, 2002 (1919)

² Aron, Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967

³ Elias, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 (1939)

⁴ Cohen, Samy, *La résistance des Etats, Les démocraties face à la mondialisation*, Paris, Seuil, 2003

⁵ Sur, Serge, « Les Etats défaillants », *Commentaire*, Vol.4, n°112, 2005 ; Voir aussi le numéro spécial de la revue *Politique Etrangère* consacré aux Etats fragiles, n°1, printemps 2011

pays en sortie de conflit. Le monopole de la violence légitime signifie donc que l'Etat a pour obligation d'assurer la sécurité de sa population comme un service, au même titre que l'éducation ou la santé par exemple. S'il ne remplit pas cette mission, ou ne la remplit pas pour tout le monde, d'autres groupes comme des groupes séparatistes ou des groupes mafieux lui disputeront le monopole de ce service en s'arrogeant le droit légitime d'utiliser la violence.

Si nous acceptons que le système international est effectivement fondé sur la capacité de chaque Etat à faire respecter sur son territoire son monopole de la violence légitime, alors toute utilisation de la violence au cours d'une mobilisation collective est à la fois illégale et illégitime. Néanmoins, cette proposition apparaît exorbitante en ce qu'elle méconnaît la nature très disparate des régimes politiques existant dans le monde, un élément pourtant décisif pour déterminer par quels moyens et dans quels buts un Etat va faire respecter son monopole de la violence, et par quels moyens des individus et groupes pourront se mobiliser. C'est cette question du rapport entre nature des régimes et nature des mobilisations que Charles Tilly et Sidney Tarrow étudient dans leur modèle de relation circulaire¹. Pour les auteurs, les deux variables capitales à prendre en compte dans cette relation sont la capacité de l'Etat d'un côté, et le degré de démocratie de l'autre. Par capacité, il faut entendre la capacité de l'Etat à agir sur son environnement, c'est-à-dire faire appliquer la loi, lever l'impôt, contrôler son territoire etc. Par démocratie, les auteurs considèrent les droits politiques larges et égaux à travers lesquels le choix des orientations politiques du pays est pris au cours d'élections régulières, équitables et transparentes. En outre, les institutions et la justice indépendante doivent protéger les citoyens de l'arbitraire politique. Partant de là, les régimes façonnent les institutions qui façonnent à leur tour les mobilisations qui vont-elles-mêmes finir par façonner les régimes dans une relation circulaire. Autrement dit, le type de régime détermine le type de mobilisation et les répertoires d'action employés, qui en retour viennent modifier les équilibres institutionnels et le régime lui-même. Sur cette base, les auteurs dégagent quatre idéaux-types de régimes : non démocratique à forte capacité, non démocratique à faible capacité, démocratique à forte capacité, démocratique à faible capacité. Ces catégories induisent différents types de mobilisations. Ainsi pour les auteurs :

« Les régimes non-démocratiques à forte capacité présentent à la fois des oppositions clandestines et de brefs affrontements qui se terminent généralement par la répression. C'est dans les régimes non démocratiques à faible capacité que l'on trouve la plupart des guerres civiles. Les régimes démocratiques à faible capacité abritent une part disproportionnée de

¹ Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Politique(s) du conflit*, op.cit., p.108-113

coups d'Etat militaires et des rivalités entre groupes linguistiques, religieux ou ethniques. Enfin, les régimes démocratiques à forte capacité sont la terre d'élection des mouvements sociaux »¹.

On constate donc que la violence est moins susceptible d'éclater dans les démocraties à forte capacité que dans les autres configurations qui concernent cependant la majorité des pays du monde. Néanmoins, ces tendances n'empêchent pas que des mobilisations puissent se chevaucher, ni qu'il soit souvent peu aisé de définir avec certitude à quel idéal-type de régime un pays appartient, que ce soit dans sa capacité ou son caractère démocratique. Ainsi la frontière peut parfois s'avérer poreuse entre guerres civiles et rivalités ethniques, religieuses ou linguistiques, de même qu'entre régime démocratique à faible capacité et régime non-démocratique à faible capacité. Par ailleurs, les régimes influent sur les institutions de façon différenciée selon leur caractère plus ou moins démocratique, à travers trois formes de contrôle : la prescription, la tolérance et l'interdiction. « *Dans l'ensemble, écrivent les auteurs, les régimes non démocratiques à forte capacité prescrivent une grande quantité d'institutions et de représentations (être membre d'un parti), mais en tolèrent peu et en interdisent beaucoup. A l'autre extrême, les régimes démocratiques à faible capacité en tolèrent beaucoup mais en prescrivent et interdisent fort peu* »². Par conséquent, en fonction des régimes, les conflits peuvent être divisés entre ceux qui sont « contenus » et ceux qui sont « transgressifs ». Les premiers se déroulent à l'intérieur du cadre de la prescription et de la tolérance tracé par chaque régime, tandis que les seconds s'affranchissent des règles établies et font œuvre de défi ouvert lancé au régime. Bien sûr, des conflits qui utilisent des répertoires « contenus » peuvent cependant basculer dans le « transgressif », et inversement des pratiques jugées initialement transgressives peuvent devenir tolérées par la suite. Or, bien qu'il admette le caractère idéal-typique de la qualification de « démocratique », le modèle de Tilly et Tarrow n'apporte pas, à notre sens, les réponses nécessaires quant aux conflits et mobilisations qui se déroulent tant aux frontières de la démocratie, dans des régimes où des éléments de démocratie côtoient des éléments d'autoritarisme, qu'aux frontières de la capacité en fonction des domaines considérés. Cette description de régimes hybrides, dynamiques, qui échappent à la typologie classique ternaire des régimes (démocratique, autoritaire, totalitaire)³, s'applique très bien à l'espace post-yougoslave. C'est pourquoi il convient de

¹ Ibid, p.111

² Ibid, p.117

³ Linz, Juan, *Régimes autoritaires et totalitaires*, Paris, Armand Colin, 2007 ; Quermonne, Jean-Louis, *Les régimes occidentaux*, Paris, Seuil, 1994 ; Grawitz, Madeleine, Leca, Jean (dir.), *Traité de science politique*, Tome II, *Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985

réfléchir au modèle de Tilly et Tarrow à l'aune de l'expérience post-yougoslave en matière de régime politique. De ce point de vue en effet, l'espace post-yougoslave se caractérise par ce que Guy Hermet nomme des « situations autoritaires »¹, que ce soit en Bosnie, Serbie, Kosovo, Macédoine ou Monténégro. Cela signifie que les critères admis de la démocratie tels que rappelés plus haut ne sont pas ouvertement bafoués comme dans un régime autoritaire « classique »². Cependant, les pratiques politiques de la part des principaux partis au pouvoir (SNS en Serbie, VMRO-DPMNE en Macédoine, PDK au Kosovo, DPS au Monténégro, SDA-HDZ-SNSD en Bosnie) tendent à affaiblir, par la corruption, le pouvoir de nomination ou un exercice plébiscite du pouvoir, les institutions garantes de la démocratie comme les contre-pouvoirs judiciaires (Cour constitutionnelle, juges, défenseur des droits), politiques (affaiblissement de l'opposition, mode de scrutin favorable, élections anticipées, contrôle du vote par le clientélisme) et médiatiques (affaiblissement de tout canal médiatique d'opposition, contrôle étroit de la scène médiatique, campagnes contre les figures d'opposition qualifiées de traîtres). Nous nous trouvons alors dans une situation de renversement de la démocratie³ après le tournant démocratique de 2000, de « dé-démocratisation » selon la formule de Tarrow et Tilly, qui peut se produire en cas de crise économique et/ou politique grave, de montée du populisme, et de recherche de stabilité à travers des leaders forts jouant sur la peur et le nationalisme. Comme le souligne le chercheur Nikola Krstić, secrétaire général de l'ONG *Democratic Society Institute*, ces partis présentent le point commun d'être des partis nationalistes reconvertis dans le projet européen avec des leaders forts, ce qui leur permet de jouir du soutien de Bruxelles indépendamment de leurs pratiques autoritaires internes, renforçant ainsi leur légitimité⁴. D'où la qualification de la Macédoine, de la Bosnie et du Kosovo comme pays « partiellement libres » par l'ONG *Freedom House* tandis que la Serbie et le Monténégro sont à la limite entre « libre » et « partiellement libre ». Seule la Croatie obtient les mêmes notes que les autres pays européens occidentaux⁵. Nous avons néanmoins déjà soulevé la question de l'évolutionnisme induit par ce type de classement, de même que des analyses de la démocratie faisant des régimes

¹ Badie, Bertrand, Hermet, Guy, *Politique comparée*, Paris, PUF, 1990 ; Hermet, Guy, *La démocratie*, Paris, Flammarion, 1997

² Linz, Juan, *Régimes autoritaires et totalitaires*, op.cit.

³ Linz, Juan, Stepan, Alfred (eds.), *The breakdown of democratic regimes*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1978

⁴ Krstić, Nikola, « Balkan model of authoritarianism : 6 similarities between the regimes in Macedonia and Serbia », *European Western Balkans*, 21 avril 2016

⁵ <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2015#.V9C0nBHtmko>

autoritaires une catégorie résiduelle entre la démocratie et le totalitarisme, qui n'auraient pas de raison d'être ni de ciment par eux-mêmes¹. Ils négligent le fait que les pratiques politiques ont leur propre raison d'être et sont profondément ancrées dans les histoires politiques et culturelles locales. Cette dépendance au sentier² structure à la fois les pratiques politiques des dirigeants mais aussi les comportements politiques des citoyens, d'où la tendance à la reproduction des unes et des autres car le coût de sortie de ces comportements est élevé pour les acteurs³. Le résultat est l'existence de « démocraties contraintes »⁴, contrefaites, phagocytées par les efforts de neutralisation, de la part du pouvoir, de toute opposition juridique, politique et médiatique. Celle-ci n'est pas considérée comme un élément de l'exercice démocratique, mais comme un obstacle à éliminer ou un ennemi à discréditer (accusations de complot, de corruption etc.) dans l'effort de capture de l'Etat⁵ et des bénéfices politiques et financiers afférents.

Dès lors, la difficulté du modèle de Tilly et Tarrow est que le triptyque de comportement du régime sur les institutions, *prescription, tolérance et interdiction*, n'est plus opérationnel en présence de régimes hybrides qui combinent des institutions et règles formellement démocratiques au sein desquelles des pratiques politiques autoritaires se développent aisément grâce à l'assentiment des institutions européennes. C'est pourquoi il nous semble que le tryptique le plus juste serait plutôt *suggestion, tolérance, dissuasion*. Par analogie à la distinction opérée par Joseph Nye entre *Soft power* et *Hard power*⁶, nous pouvons noter que là où les régimes proprement autoritaires utilisent le *Hard power*, c'est-à-dire l'interdiction et la prescription, les régimes présents dans l'espace post-yougoslave font appel à une forme plus feutrée de *Soft power* qui passe par la suggestion plutôt que la prescription (personne n'est obligé d'adhérer au parti au pouvoir mais chacun sait que c'est préférable pour avoir un emploi ou des aides), la dissuasion plutôt que l'interdiction (l'auto-

¹ Sur ce point, voir par exemple Camau, Michel, Geisser, Vincent, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003

² Sur cette notion de *path dependency*, voir Carothers, Thomas, « The end of the transition paradigm », *Journal of democracy*, Vol.13, n°1, 2002

³ Pierson, Paul, « Increasing returns. Path dependency and the study of politics », *American political science review*, Vol.94, n°2, 2000 ; Bafoil, François, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006

⁴ Bieber, Florian, et Ristić, Irena, « Constrained democracies : the consolidation of democracy in Yugoslav successor states », *Southeastern Europe*, Vol.36, n°2, 2012

⁵ Traduction approximative de l'expression « state capture », qui caractérise les pratiques politiques dans l'espace post-yougoslave. Le dernier exemple en date est la publication d'écoutes téléphoniques démontrant la capture de toutes les positions de l'Etat par le PDK et le président Hashim Thaçi au Kosovo. Voir « Les dossiers des chefs : le PDK gère le Kosovo comme un fief privé », *Le Courrier des Balkans*, 12 août 2016

⁶ Nye, Joseph, *Soft power: the means to success in world politics*, op.cit.

censure dans les médias de la part des journalistes, de peur de déplaire au pouvoir¹, est une pratique très ancrée qui ne nécessite pas d'interdire formellement quelque média que ce soit²).

Afin de rendre compte de cette relation circulaire entre régime et mobilisations, les auteurs font appel à la notion de *structure des opportunités politiques* (SOP) forgée par Tarrow³. Il s'agit de critères à partir desquels il est possible de mesurer le degré d'ouverture d'un régime vis-à-vis d'une mobilisation, de déterminer les répertoires d'action disponibles et efficaces, c'est-à-dire de définir les opportunités et menaces pour le régime et les activistes. Ces critères sont :

- le caractère plus ou moins *centralisé des pôles de pouvoir* (possibilité plus ou moins forte de porter des revendications au niveau local, capacité plus ou moins forte de l'Etat d'y résister)
- le *degré d'ouverture du système politique à de nouveaux acteurs* (capacité d'acteurs extérieurs au monde politique, venus de la société civile, porteurs de revendications, de l'intégrer)
- le *degré de stabilité des alliances politiques* (plus les rapports de force politiques sont stables, les partis au pouvoir forts et ne nécessitant pas de compromis avec d'autres partis ou mouvements, moins le jeu sera ouvert pour les revendications des activistes)
- la *présence d'alliés potentiels dans les structures du pouvoir* (le succès d'une mobilisation dépend positivement de l'existence de relais à l'intérieur des structures du pouvoir)
- *l'attitude générale du régime envers les mobilisations* selon qu'il les facilite ou les réprime
- les *changements importants intervenus dans les critères précédents*

C'est ainsi que la question posée auparavant d'une véritable rupture démocratique à partir de 2000 prend tout son sens car cela aurait dû se traduire par une ouverture généralisée de la structure des opportunités politiques dans l'espace post-yougoslave. Or, celui-ci se

¹ Ainsi la télévision publique RTS et le journal de référence *Politika* ont pour habitude de calquer leur ligne éditoriale sur celle du gouvernement quel qu'il soit.

² La Serbie n'a ainsi jamais compté autant de médias qu'en 2015 avec la recrudescence des sites internet.

³ Tarrow, Sidney, *Democracy and disorder : protest and democracy in Italy 1965-1975*, op.cit.

caractérise depuis plusieurs années par une tendance à la fermeture, certes à des degrés divers selon les pays et les sujets de revendication. La fermeture des systèmes politiques autour des partis dominants s'est renforcée en Serbie, Kosovo et Macédoine, tandis que Milo Djukanović est au pouvoir au Monténégro sans discontinuer depuis 1989. Cela rend les alliances politiques très stables et la probabilité qu'un acteur extérieur puisse intégrer le système très faible. De surcroît, l'échec de la réforme constitutionnelle de 2006 en Bosnie¹, de même que le veto grec aux avancées euro-atlantiques de la Macédoine depuis 2006² ont représenté des tournants dans le retour à une rhétorique nationaliste plus marquée, provoquant un rétrécissement de l'espace de mobilisation et de succès de celles-ci. En Serbie, la conversion des anciens nationalistes à l'intégration européenne a abouti à ce que les personnages clés du régime de Milošević soient à nouveau au pouvoir depuis 2012. Si l'on ajoute à cela les conséquences de la crise économique de 2008 qui a durement et durablement appauvri les pays de la région, la relation circulaire entre régime, institutions et mobilisations se décline sous la forme d'une spirale négative. Le resserrement de l'espace d'opportunité provoque en retour une multiplication des mobilisations de protestation et d'exaspération contre ce resserrement³, qui elles-mêmes provoquent le raidissement des pouvoirs sur leurs positions⁴ et la tentative de détournement de ce potentiel de colère mobilisatrice sur des thématiques nationalistes, une stratégie très visible en Macédoine⁵ et en Bosnie⁶. Cette situation est alors susceptible de déboucher sur des crises politiques plus ou moins graves et violentes comme en Bosnie en 2014, en Macédoine depuis 2015, mais aussi au Kosovo depuis la signature en 2013 puis le début de la mise en œuvre des accords Belgrade-Priština. Or, dans la mesure où les régimes de l'espace post-yougoslave ne semblent pas se tourner vers des modèles de démocratie libérale, Tilly et Tarrow admettent eux-mêmes que les mobilisations collectives

¹ « Ensuring Bosnia's future : a new international engagement strategy », Rapport d'analyse, *International Crisis Group*, Février 2007

² Tziampiris, Aristotle, « The Macedonian name dispute and the European Union accession », *Southeast Europe and Black sea studies*, Vol.12, n°1, 2012

³ Francisco de Borja Lajeras, du think tank *European Council on Foreign Relations*, parle ainsi de *Indignados balkaniques* en référence au mouvement des indignés qu'a connu l'Espagne. Voir « The Balkans indignados », *Prishtina Insight*, 26 avril 2016.

⁴ Cela est visible en Macédoine à travers l'attitude du VMRO-DPMNE malgré la crise politique depuis 2015, mais aussi en Serbie malgré la mobilisation contre le projet *Beograd na Vodi*, ou encore au Kosovo malgré les mobilisations suite à la révélation des mécanismes de capture de l'Etat par le PDK et le président Hashim Thaçi.

⁵ Notamment après la tuerie de Kumanovo en mars 2015.

⁶ Dans une stratégie de conservation du pouvoir vis-à-vis des partis serbes rivaux sur la même ligne nationaliste, le président de la Republika Srpska use régulièrement de la menace du référendum pour mobiliser et court-circuiter ses opposants internes, que ce soit sur l'indépendance, ou la date de la fête nationale. Un référendum sur ce dernier point, illégal au regard des accords de Dayton, a pourtant eu lieu à la fin septembre 2016.

auront alors tendance à s'avérer plus violentes que dans des régimes plus démocratiques¹, autant en réaction à une structure d'opportunité fermée qu'à la gestion policière répressive de ces mouvements. Dans ce contexte, des groupes spécifiques, capables de mobilisations violentes comme les supporters de football, sont amenés à jouer un rôle de premier plan, du côté du pouvoir ou contre lui. C'est ce constat qui amène à traiter une dernière question, qui dépasse l'espace post-yougoslave, qui est celle de la légitimité de l'utilisation de la violence au cours de mobilisations collectives.

Peut-on concevoir une « responsabilité de se rebeller » ?

Le terme « concevoir » revêt deux acceptions. La première revoie à l'intelligibilité d'une notion, à la capacité même de pouvoir l'imaginer et la penser. La seconde consiste, une fois cette première étape franchie, à conceptualiser la notion en question. Dans ces conditions, peut-on saluer les efforts des acteurs tunisiens vers la démocratisation, y compris à travers un prix Nobel de la paix, en oubliant que rien de tout cela n'aurait été possible sans que des milliers de gens aient été prêts le cas échéant, dans les moments décisifs, à utiliser la violence contre le régime ? La question peut se poser dans les mêmes termes en Egypte, et même au Kosovo. C'est d'ailleurs le sens du changement de perception des combattants de l'UÇK par les puissances occidentales, passés de terroristes à combattants légitimes pour la liberté. L'intervention internationale de l'OTAN au Kosovo, pour illégale qu'elle fût au regard du droit international, a été légitimée par la nécessité de protéger des populations civiles contre le risque de crimes contre l'humanité et de nettoyage ethnique commis par le régime serbe. Le Kosovo représente à ce titre une étape majeure dans la résurgence du débat philosophique sur la théorie de la guerre juste, mais aussi dans l'élaboration juridique d'un droit à l'intervention, au besoin armée, sur le territoire d'un autre Etat pour des raisons humanitaires.

La notion de guerre juste est revenue sur le devant de la scène avec le Kosovo puis après le 11 septembre, non sans avoir suscité un premier débat philosophique intense dans les années 1960-1970 autour de Paul Ramsey et Michael Walzer dans le contexte de la guerre du Vietnam². A partir des réflexions de Saint-Augustin, puis de Francisco de Vitoria, Grotius et

¹ Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Politique(s) du conflit*, op.cit., p.275

² Nadeau, Christian, Saada, Julie, *Guerre juste, guerre injuste. Histoire, théories et critiques*, op.cit.

Vattel, les théoriciens de la guerre juste comme Michael Walzer¹ ou Brian Orend² estiment qu'il est impossible de séparer la guerre de la morale, et qu'il est donc indispensable de dégager des justifications morales au fait de mener une guerre, que ce soit dans les raisons de l'entrée en guerre (*jus ad bellum*), dans la conduite de la guerre (*jus in bello*), et enfin dans les conditions de sortie de la guerre (*jus post bellum*). Dès lors, on retient généralement huit critères aux termes desquels une guerre peut être retenue comme juste, dans son déclenchement et sa conduite. Ceux-ci sont « l'autorité légitime (*la guerre est-elle déclarée par les responsables légaux d'une communauté politique ?*) ; la cause juste (*entre-t-on en guerre pour de bonnes raisons par exemple pour riposter à une agression, mettre un terme au massacre d'habitants d'un autre pays, attaquer de manière préventive dans le cas où la menace est imminente ?*) ; la proportionnalité (*peut-on raisonnablement attendre de la guerre plus de bien que de mal ?*) ; les chances raisonnables de succès (*il n'est pas justifié de se lancer dans une guerre perdue d'avance*) ; le dernier recours (*il faut avoir exploré toutes les initiatives diplomatiques et économiques avant d'entrer en guerre*) ; l'intention droite (*quel est le but, ou quelles sont les motivations, d'une guerre ?*) ; le principe de proportionnalité, qui cherche à déterminer si une opération militaire est proportionnée à l'attaque subie ou à la menace. Le second critère est la discrimination. Le droit de la guerre distingue en effet les combattants des non-combattants »³.

En outre, les cas du Rwanda, mais aussi du Kosovo et du Timor Oriental, ont poussé les experts en droit international à imaginer, dans la lignée des premières réflexions sur les interventions humanitaires et le « droit d'ingérence », un concept juridique opératoire grâce auquel une intervention extérieure préventive, armée au besoin, serait à la fois légale et légitime sur le territoire d'un Etat souverain. La notion de « responsabilité de protéger » est utilisée pour la première fois en 2005 dans le document final du Sommet mondial pour la prévention des génocides, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, puis reprise dans le rapport du Secrétaire Général de l'ONU en 2009⁴. Elle repose sur le principe que les Etats ont le devoir d'assurer la sécurité de leur propre population dans l'intérêt de la paix internationale. Si un Etat est défaillant, ou mène des massacres contre une partie de sa propre population,

¹ Walzer, Michael, *Guerres justes et injustes*, Paris, Gallimard, 2006 (1977)

² Orend, Brian, *The morality of war*, Peterborough, Broadview Press, 2006 ; « Crisis in Kosovo : a just use of force », *Politics*, Vol.19, n°3, 1999

³ Brunstetter, Daniel, Holeindre, Jean-Vincent, « La guerre juste au prisme de la théorie politique », *Raisons politiques*, Vol.1, n°45, 2012

⁴ Voir le site [www.responsibilitytoprotect.org](http://responsibilitytoprotect.org) et le rapport du Secrétaire Général de l'ONU [http://responsibilitytoprotect.org/SGRtoPEng%20\(4\).pdf](http://responsibilitytoprotect.org/SGRtoPEng%20(4).pdf)

alors, il ne respecte plus ses engagements, et la communauté internationale est fondée en droit, et légitime à envisager une intervention pour faire cesser les crimes internationaux commis ou sur le point d'être commis. Le débat autour de cette notion est profondément politique comme en témoigne la querelle qui a opposé la Russie et la Chine d'un côté, et les principales puissances occidentales de l'autre dans l'intervention en Libye en 2011, les premiers estimant que les seconds ont outrepassé la proportionnalité de la réponse inhérente à la notion de responsabilité de protéger pour s'engager dans un processus de changement de régime¹.

Or, transposer ces outils philosophiques et juridiques de l'échelle internationale à l'échelle interne représente à notre sens un intérêt heuristique certain. En effet, si l'on admet qu'il existe des guerres justes au regard de critères spécifiques, alors on peut également admettre qu'il existe des situations de violences justes à l'échelle interne en définissant des critères stricts. De même, si l'on admet qu'il est légitime, sous certaines conditions, que des Etats interviennent militairement sur le territoire d'un autre Etat en dehors du cadre de légitime défense, parce qu'il s'agit d'empêcher des crimes graves d'être commis, alors, on peut également admettre, à l'échelle interne, que sous certaines conditions, des populations soient légitimes à exercer une forme de responsabilité de se protéger, qui s'apparente à une « responsabilité de se rebeller ». En effet, s'il a été admis, à travers la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, qu'il était légitime « de prendre toutes les mesures nécessaires »² pour empêcher le régime libyen de commettre des crimes contre une partie de sa propre population, cela signifie en creux que l'on a admis qu'il était légitime qu'une partie de la population libyenne se rebelle par les armes contre son propre Etat, a fortiori dans la mesure où ces rebelles deviendront par la suite des interlocuteurs reconnus dans les tractations diplomatiques. Dès lors, quels critères pourraient légitimer cette violence ? Sur la base des critères rappelés plus haut, nous en proposons six, liés les uns aux autres, qui poseront les mêmes problèmes que les critères de la guerre juste, tant ils peuvent être sujets à interprétation³. Le premier est relatif à la *nature du régime*. L'utilisation de la violence semble

¹ Morris, Justin, « Libya and Syria : the R2P and the spectre of swinging pendulum », *International affairs*, Vol.85, n°9, 2013 ; Bajoria, Jayshree, MacMahon, Robert, « The dilemma of humanitarian intervention », *Council on Foreign Relations*, 12 juin 2013

² Paragraphe 4 de la résolution 1973

³ Les détournements du concept de guerre juste à propos de la guerre en Irak en 2002-2003 ont fait beaucoup de tort au concept même, ses opposants arguant qu'il sera toujours possible de faire entrer chaque guerre dans les critères définis de la guerre juste. Voir Bellamy, Alex, « Is the war on terror just ? », *International relations*, Vol.19, n°3, 2005

illégitime au sein de régimes démocratiques dans lesquels la liberté d'opposition est garantie et l'éventail des moyens d'action très ouvert. Cela permet d'écarter les mouvements terroristes actifs dans certaines démocraties (ETA, IRA, séparatistes corses par exemple). Cependant, comme nous l'avons souligné à propos des régimes post-yougoslaves, les catégories de démocratie et d'autoritarisme sont de plus en plus brouillées par des régimes aux pratiques hybrides, ce qui fait entrer la violence dans une sorte de zone grise de la légitimité, que les autres critères devront éclaircir. Le second est relatif à la *cause défendue* qui doit être considérée comme juste, par exemple défendre la démocratie, la liberté, les droits de certains groupes minoritaires discriminés etc. Cependant, des causes justes peuvent être défendues de façon illégitimes si le troisième critère, celui de *l'initiative de la violence*, n'est pas respecté. En l'espèce, il nous semble que la violence populaire ne peut acquérir une certaine légitimité que lorsqu'elle répond à une violence institutionnelle, policière, manifestement disproportionnée et ne visant pas tant à assurer la sécurité qu'à dissuader toute contestation. C'est la distinction que nous faisons entre les violences sporadiques en Bosnie en 2014 qui sont le résultat de la répression extrêmement violente des manifestants par la police à Tuzla, et la stratégie de violence délibérée de la part du parti *Vetëvendosje*, députés et sympathisants confondus, au Kosovo. Dans la lignée de ce critère de réponse à une violence institutionnelle disproportionnée, le quatrième critère serait celui des *acteurs*, c'est-à-dire que l'utilisation de la violence ne doit être l'œuvre que de civils et citoyens du pays incriminé. C'est la distinction que nous faisons entre d'une part la situation qu'a connu le Burkina Faso en 2015, où la population s'est mobilisée d'abord pour s'opposer à la tentative de manipulation institutionnelle du président Blaise Compaoré, puis pour s'opposer à une tentative de putsch militaire, et d'autre part la situation qu'a connue la Turquie d'une tentative de putsch militaire, défaite par une très forte mobilisation populaire. Indépendamment des pratiques politiques du régime turc, un putsch militaire, ou une intervention extérieure s'appuyant sur des éléments locaux afin de destabiliser un Etat (l'exemple des activités de la Russie en Géorgie et en Ukraine est parlant à cet égard), ne peut jouir de la même légitimité qu'un mouvement populaire civil répondant par la violence à une violence institutionnelle disproportionnée ou une tentative de détournement du pouvoir. Le cinquième critère renvoie à la notion de *dernier recours*, c'est-à-dire considérer que la violence n'est éventuellement légitime que si toutes les autres formes de mobilisation non-violentes ont échoué à apporter les changements souhaités. Cependant, comme le rappelle Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer à propos de la guerre juste, cette idée de « dernier recours » est en soi absurde puisqu'on ne

peut en réalité jamais savoir s'il s'agit du *dernier* recours¹. Si le recours au contrefactuel comme méthode se développe chez les historiens², il n'en demeure pas moins difficile de faire reposer le caractère légitime ou non d'un acte de violence sur un critère non-tangible. C'est pourquoi l'auteur défend l'idée de la légitimité d'une guerre lorsqu'il semble acquis qu'elle est la moins mauvaise des solutions restant à disposition après épuisement d'autres tentatives pacifiques, dès lors que les autres critères, notamment la proportionnalité dans les combats, sont respectés. Transposé à l'échelle interne, ce critère s'apparente au constat d'une structure des opportunités politiques totalement fermée vis-à-vis de laquelle les mobilisations non-violentes et autres grèves auraient peu de chance d'aboutir à une issue positive car elles seraient au mieux ignorées par le pouvoir, au pire sévèrement réprimées sur fond d'accusation de trahison, de complot et/ou de terrorisme. Les cas de la Tunisie, mais aussi, encore plus récemment du Zimbabwe³ ou du Gabon⁴, entrent dans cette optique. Quelles sont les options restantes lorsque la seule réponse institutionnelle aux mobilisations populaires repose au mieux sur la cooptation et la corruption⁵, au pire sur l'emprisonnement, la répression et le meurtre ? Toutefois, même l'impasse de la non-violence face à la répression ne saurait justifier une violence en retour sans limite. C'est le sens du dernier critère, celui de la *proportionnalité de la réponse violente et son caractère discriminé*. Cela signifie qu'une violence populaire aveugle et indiscriminée ne peut représenter ni une réponse légitime à l'oppression d'un régime, ni une solution de substitution à ce régime si celui-ci est finalement vaincu. De ce point de vue, la période de la Terreur est toujours, plus de deux siècles plus tard, l'un des épisodes les plus discutés de la Révolution Française⁶. Les purges meurtrières, massacres de civils et autres actes de vengeance sortent du cadre de la cause, de la

¹ Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste, « Quand intervenir ? Le critère du dernier recours dans la théorie de l'intervention humanitaire armée », *Raisons politiques*, Vol.1, n°45, 2012

² Deluermoz, Quentin, Singaravélou, Pierre, « Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°59-3, 2012

³ « Zimbabwe shuts down in protest over economic collapse », *Al Jazeera*, 7 juillet 2016 ; « Zimbabwe police abuse mothers and children after protest in shocking video », *The Independent*, 10 juillet 2016 ; « Now we are waking up : Zimbabwe protests leader seeks international help », *The Guardian*, 11 juillet 2016. C'est la difficulté devant laquelle se trouve l'ONG Canvas, spécialisée dans les conseils pour mener des révolutions non-violentes. L'ONG est présente au Zimbabwe auprès d'opposants, cependant, ses méthodes et conseils touchent leur limites lorsque le régime ne cède rien quel que soit le prix à payer en termes de répression.

⁴ Chan, Stephen, « From Gabon to Zimbabwe, African presidents are under siege », *The Conversation*, 2 septembre 2016 ; « Gabon violence reflects longstanding and deep mistrust of election handling », *The Conversation*, 6 septembre 2016

⁵ Pratique très courante au Gabon selon la chercheuse Florence Bernault « Gabon, le pays où il ne se passe jamais rien », *The Conversation*, 4 septembre 2016

⁶ Les termes du débat entre historiens comme Jules Michelet, François Furet, Claude Mazauric et Jean-Clément Martin est présenté par Roger Dupuy, *La République jacobine : Terreur et gouvernement révolutionnaire 1792-1794*, Paris, Seuil, 2005

proportionnalité de la réponse, et de la discrimination de celle-ci (s'en prendre à des policiers et militaires qui incarnent la réponse d'un régime est différent d'une violence qui s'en prend également aux civils).

Ainsi, en transposant à l'échelle interne les avancées philosophiques et juridiques relatives à la guerre juste et à la responsabilité de protéger, nous sommes parvenus à dessiner à grands traits les contours d'une « responsabilité de se rebeller » qui légitime l'usage civil de la violence au sein d'un Etat, contre cet Etat et son appareil. La difficulté est alors double. D'une part, il faut admettre que la violence peut représenter, sous certaines conditions, une option légitime de règlement de différents politiques internes. Dans cette optique, les groupes les plus socialisés à la violence comme les groupes de supporters de football, peuvent être amenés à jouer un rôle de premier plan, indépendamment de leur refus formel de « faire de la politique ». D'autre part, il faut composer avec les interprétations possibles des critères proposés, en particulier le premier sur la nature des régimes politiques compte tenu du développement du caractère hybride de beaucoup d'entre eux, notamment dans l'espace post-yougoslave. Or, si l'on considère le recul de la démocratie et la montée en puissance des pratiques autoritaires partout dans le monde¹, ainsi que la mondialisation des modèles de supportérisme extrêmes, on peut envisager une configuration dans laquelle la violence sera de plus en plus utilisée par les mouvements populaires de protestation, ne serait-ce qu'en réponse à la répression des autorités. C'est dans cette configuration que les supporters extrêmes de football pourront jouer un rôle politique de premier plan étant donné leur capacité de mobilisation et d'utilisation de la violence. De ce point de vue, ce qui a été entrevu en Croatie et Serbie au tournant du millénaire n'était peut-être pas un exemple isolé, mais plutôt le signe d'une politisation accrue du monde des tribunes.

¹ Klaas, Brian, *The Despote's accomplice : how the West is aiding and abetting the decline of democracy*, New York, Hurst, 2016

Conclusion

Nous avons montré que le football était un lieu du politique et de politisation, c'est-à-dire un lieu dans lequel la violence, employée de façon régulière par les supporters extrêmes, est susceptible de revêtir un caractère politique. Or, la relation circulaire entre la sphère du football et la sphère du politique se vérifie dans le traitement de la violence. D'un côté la sphère politique s'insère dans la sphère du football pour offrir aux supporters violents un univers de sens politique et identitaire. De l'autre, ce potentiel de violence des supporters vient s'exprimer directement dans la sphère politique sans ne plus avoir aucune considération sportive. Dès lors, l'espace post-yougoslave a été historiquement pionnier dans la démonstration que les groupes de supporters extrêmes pouvaient jouer un rôle politique certain à travers leur capacité de mobilisation, qu'elle soit pacifique ou violente. C'est pourquoi le rôle joué par les supporters extrêmes en Turquie, Tunisie, Egypte ou Ukraine n'est pas surprenant. C'est pourquoi également les activités des groupes de supporters extrêmes sont à présent l'objet de tant de surveillances, notamment de la part des régimes autoritaires ou hybrides, comme l'Egypte¹, l'Iran ou la Russie² car ils savent que ces groupes et leur capacité de mobilisation, y compris par la violence à laquelle ils sont habitués, représentent une possible menace pour le pouvoir. En effet, si ce que nous avons appelé « responsabilité de se rebeller » n'est pas antinomique avec des formes non-violentes de mobilisations³, les groupes de supporters extrêmes constituent toutefois à n'en point douter une avant-garde potentielle de rebelles.

¹ Voir les articles réguliers de James Dorsey sur son blog consacré aux relations entre football et politique au Moyen-Orient <http://mideastsoccer.blogspot.fr/>

² « Supportérisme russe et nationalisme : entretien avec Ronan Evain », Observatoire géopolitique du sport, *Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*, décembre 2014

³ Les mobilisations des groupes de supporters croates pour un football plus transparent et démocratique sont aussi une forme de rébellion contre un système ancré, aux ramifications politiques certaines.

CONCLUSION GENERALE

La transformation de supporters de football en soldats dès 1991, la présence de supporters en première ligne contre la police dans la chute du régime de Milošević, la mobilisation violente de supporters contre la tenue de gay pride, la prise d'assaut de l'ambassade des Etats-Unis à Belgrade, autant de faits qui s'inscrivent au croisement du football par les acteurs en jeu, du politique par la portée de leurs actes, et de l'identitaire comme fondement légitimateur à agir. C'est donc à partir de ces faits politiques que la question des interactions entre les mondes du football et le monde politique tire sa légitimité. Notre ambition était alors de décrypter ces interactions, aussi bien dans le temps depuis la fin de la Yougoslavie communiste jusqu'à nos jours, que de façon comparée entre les différents pays issus de la Yougoslavie. Ce faisant, notre intention était de démontrer que l'on pouvait prendre le football au sérieux aussi bien dans son rôle de fenêtre d'observation que dans celui d'agent politique de changement. Cela signifiait dans un premier temps démontrer la pertinence théorique et méthodologique d'utiliser le football de la sorte, c'est-à-dire comme un fait social total d'une part, dans une perspective interactionniste de l'autre. Asseoir la légitimité du football comme objet de recherche passait par cette démonstration à partir du cas de l'espace post-yougoslave. Ainsi, l'espace post-yougoslave devait autant valider nos options théoriques et méthodologiques sur le football que ce dernier devait valider de façon transversale nos hypothèses d'analyse politique de l'espace post-yougoslave, que ce soit sur le phénomène de politisation par le bas, sur la persistance du paradigme ethno-nationaliste, sur le caractère très discuté de l'idée de rupture entre l'avant et l'après 2000, ainsi que sur la persistance de pratiques politiques autoritaires dans l'ensemble de l'espace post-yougoslave indépendamment des trajectoires différenciées des pays en question.

C'est sur cette base que notre réflexion s'est déroulée chronologiquement en deux temps, d'une part l'avant-2000 et la période guerrière, d'autre part l'après-2000 et la période post-guerrière. Cette réflexion s'est principalement déclinée selon deux problématiques, celle de la politisation, de la mobilisation politique et de la violence politique d'un côté, et celle des processus de constructions et de recompositions identitaires de l'autre.

Parvenu au terme de cette étude, il est désormais possible de dégager quatre conclusions majeures. Deux sont d'ordre méthodologique, tandis que les deux autres concernent la question des interactions entre football, politique et identités dans l'espace post-yougoslave.

Le football comme monde

D'abord, il nous semble que l'un des apports méthodologique et théorique essentiels de ce travail est de considérer le football sous l'angle interactionniste sur le modèle des mondes de l'art chez Howard Becker¹, c'est-à-dire par ses acteurs dans leur diversité et leurs rapports. Cette approche nous a permis de contourner la double impasse relative à la définition à donner à ce qu'est le football. La première consiste à naturaliser le football, de le doter en soi de qualités ou de défauts intrinsèques, d'en faire un suppôt du fascisme par ses règles et pratiques de jeu, ou au contraire un levier d'intégration, de réconciliation et d'émancipation sociale par les opportunités qu'il peut ouvrir. Puisqu'on peut conférer au football à la fois toutes les qualités et tous les défauts contraires, cela signifie que choisir comme définition du football les uns plutôt que les autres relève d'un choix idéologique plutôt que d'une démarche scientifique. La seconde impasse consiste à tirer la conclusion de la première qu'il faut réduire le football à une définition formelle resserrée autour de sa plus simple expression : un jeu sportif avec un ballon qui, contrairement aux autres, se joue avec les pieds. Rien ne peut être construit à partir d'une définition aussi réductrice et désincarnée. Un match de football n'a de sens que parce qu'il est organisé, joué, regardé, vécu avec passion, commenté, discuté, remémoré. Lorsque le coup d'envoi est donné, le match de football est la somme de tous les acteurs qui l'ont rendu possible, au même titre qu'un morceau de musique, qu'un film, qu'une toile de peinture. C'est pourquoi la perspective interactionniste, par les acteurs, nous paraît être l'option la plus pertinente pour en embrasser toute la diversité et la richesse. Quelle que soit la catégorie à laquelle ses acteurs appartiennent (professionnels intégrés, franc-tireurs, artistes populaires, artistes naïfs), ils incarnent les mondes du football en ce sens que par-delà le jeu lui-même, leur acception, leur pratique du football diverge profondément d'une catégorie à l'autre. C'est formellement le même jeu, mais ce n'est pas le même football. Par conséquent, le football est avant tout ce

¹ Becker, Howard, *Les mondes de l'art*, op.cit.

qu'il signifie dans l'esprit de ses catégories d'acteurs. Parce qu'il n'existe pas de nature du football, celui-ci se caractérise par une grande plasticité. Ainsi, le football n'est rien d'autre que ce que ses acteurs en font, il endosse les significations, les symboliques, les enjeux dont ses acteurs l'investissent, le chargent de façon différenciée dans le temps et dans l'espace. Et c'est parce que le football jouit d'une grande popularité presque partout dans le monde que l'analyse de ses mondes revêt un intérêt politique et sociologique majeur. En partant des acteurs, depuis les joueurs et les supporters jusqu'aux responsables politiques et autorités du football, toutes les dimensions du football (sport, secteur économique, outil politique, objet de passions etc.) peuvent être incluses dans la réflexion, d'où son caractère nécessairement pluriel et multidisciplinaire afin d'intégrer toute la complexité des interactions entre football, politique et identités. La démarche interactionniste est donc la seule qui, à nos yeux, permet de pouvoir écrire « le football » sans prendre le risque de le réduire à telle ou telle dimension (un choix méthodologique que d'autres études portant sur certains acteurs spécifiques du football comme les supporters ou les joueurs peuvent faire), ni de lui accoler telle ou telle caractéristique « naturelle ». Ce faisant, cette approche, et ce travail, doivent participer, du point de vue théorique et méthodologique, de la légitimation de l'objet football comme objet d'analyse scientifique.

Le football comme fait social total

D'autre part, nous avons cherché à montrer tout au long de ce travail dans quelle mesure le football pouvait être considéré comme un *fait social total* au sens de Marcel Mauss compte tenu de la charge politique, sociale et émotionnelle dont il est investi par les sociétés post-yougoslaves¹. Autrement dit, conformément à la limite temporelle posée par Thierry Wendling² sur le concept de fait social total appliqué au football, les matchs, les compétitions de football représentent des moments cycliques au cours desquelles les sociétés en question se donnent régulièrement à voir, se livrent à *l'interprétation dense*, dans la lignée des écrits de Clifford Geertz sur les combats de coq à Bali³. Il est possible de les saisir et d'en décrypter

¹ De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, « Le sport, bien plus qu'un jeu », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, op.cit., p.7

² Wendling, Thierry, « Football ne rime pas toujours avec fait social total », in Poli, Raffaele (dir.), *Football et identités. Les sentiments d'appartenance en question*, op.cit.

³ Geertz, Clifford, *Bali. Interprétation d'une culture*, op.cit.

une partie de la complexité et des évolutions dans le temps à travers l'étude rigoureuse du football et de sa symbolique. L'histoire du football dans un pays dans lequel il est la pratique sportive et culturelle la plus répandue apportera ainsi bien des réponses de nature sociologique et anthropologique sur les structures politiques, économiques, sociales et culturelles du pays en question¹. Le football n'est alors pas une simple parabole affectionnée par les journalistes sportifs², mais bel et bien un système, un code qui permet de déverrouiller puis de connecter ensemble les connaissances parcellaires que l'on peut avoir sur un espace, un pays. En ce sens, il ne s'agit donc pas tant de décrire l'espace post-yougoslave à travers le football, mais plutôt de l'interpréter *par* le football, c'est-à-dire en partant du principe qu'en tant que fait social total, le football dévoile autant qu'il façonne lui-même, de façon dynamique, l'environnement politique et social considéré. Cette approche répond ainsi à l'ambition d'un travail ample sur le plan synchronique et diachronique, couvrant en particulier quatre pays sur une période de plus de vingt ans. Seule une porte d'entrée transversale aussi totale que le football pouvait permettre d'établir des passerelles entre les différentes problématiques que nous avons traitées comme la construction identitaire, le nationalisme, la guerre, la politisation, la violence politique.

Ce faisant, nous nous sommes résolument placé dans la lignée des travaux relativement récents et de plus en plus nombreux en sciences humaines prenant au sérieux le football comme objet d'étude. Ce n'est en effet pas la moindre des ambitions de ce travail que d'apporter une humble contribution à l'entreprise de légitimation scientifique de l'objet sportif, et en particulier du football, toujours victime d'une condescendance certaine de la part d'une partie de la communauté scientifique, en particulier en France³. Ainsi, non seulement le football est « la bagatelle la plus sérieuse du monde »⁴ de par les passions qu'il suscite au sein des peuples du monde entier ou presque, mais il l'est d'autant plus qu'il est lui-même producteur de contenu politique et social.

¹ C'était par exemple l'ambition du travail de Stéphane Beaud dans sa sociologie comparée des joueurs de l'équipe de France en 1998 et 2010 que de susciter d'autres travaux plus consistants sur le sujet. *Traîtres à la nation ? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud*, op.cit.

² Comme l'illustre le livre, peu abouti pour cette raison, de Franklin Foer, *How football explains the world*, op.cit., qui n'explique finalement pas grand chose. Voir également dans cette optique le dernier livre, meilleur sur le fond, de Jonathan Wilson sur l'Argentine, *Angels with dirty faces. The footballing history of Argentina*, Londres, Orion Books, 2016

³ Les sociologues et politistes anglais, espagnols ou italiens ont ainsi beaucoup moins de difficultés à déclarer leur penchant pour le football, en leur club en particulier. Cette simple différence en dit long sur la place du sport dans l'imaginaire politique et intellectuel français.

⁴ Bromberger, Christian, *Football, la bagatelle la plus sérieuse du monde*, op.cit.

A partir de ces orientations théoriques et méthodologiques, nous avons organisé ce travail autour de deux grandes thématiques, celle de l'identité, et celle de la politisation. C'est donc à l'aune de celles-ci qu'il faut décliner les principales avancées auxquelles nous sommes parvenus.

Football et fabrique identitaire

Premièrement, le football est un acteur de premier plan dans la création, la défense, la consolidation, la recomposition et la transformation identitaire. Cette conclusion s'est déclinée et renforcée tout au long de nos différents chapitres. Nous avons mis en évidence le rôle du football comme vecteur populaire de diffusion *par le bas* du nationalisme belliqueux autour des principaux clubs serbes et croates et de ses supporters respectifs. Le soutien à ces clubs devenait une sorte de code par lequel chacun revendiquait son appartenance identitaire par-delà la réalité de ces clubs, tout en utilisant la violence verbale et physique contre l'autre camp. La trajectoire de l'Etoile Rouge de Belgrade comme club de la *serbité* malgré son effectif mixte et ses ascendances communistes en sont l'illustration. Les séquences des années 1990-1991 ont mis en relief la plasticité du football et la concurrence entre ses acteurs entre une sélection de Yougoslavie engagée au Mondial 1990 d'un côté, et, dans le même temps, des scènes en tribunes qui mettent symboliquement à mort l'idée même d'une identité yougoslave. Dans la continuité de cette recomposition identitaire liée à la désagrégation de la Yougoslavie, nous avons mis en lumière le rôle joué par le football dans la recomposition d'une normalité sociale autour d'un projet identitaire. Celui-ci pouvait être nationaliste, que ce soit à travers la renaissance de différents clubs et groupes de supporters extrêmes afférents (Zrinjski Mostar, Slavija Sarajevo), ou bien à travers la création de compétitions en vue d'un marquage territorial. Il pouvait également s'inscrire dans un projet de lutte contre l'oppression, comme au Kosovo avec la création d'un championnat parallèle de football dans les années 1990 sur le modèle des institutions parallèles comme modèle de résistance pacifique, et à Sarajevo avec l'école de football créée par Predrag Pašić. L'immédiat après-guerre a alors été l'occasion d'utiliser le football à des fins de consolidation et de légitimation politique et identitaire comme nous l'avons montré dans les cas du processus de création de la fédération de football de Bosnie ainsi que dans l'utilisation du football par le président Tuđman en Croatie.

De même, si la guerre est terminée, les matchs de football demeurent autant d'occasions de démonstrations identitaires dans lesquelles les rivalités peuvent s'exprimer plus librement que dans l'espace public ordinaire. C'est ce que nous avons appelé la « grammaire des tribunes » dans laquelle l'imaginaire de la guerre est encore très présent pour se représenter et pour représenter l'autre. Cependant, nous avons également démontré que le football n'était pas figé dans ce rôle de catharsis, de continuation de la guerre par d'autres moyens. Cette affirmation serait en effet bien trop réductrice et caricaturale compte tenu de la plasticité du football rappelée à maintes reprises, et de la diversité des acteurs du football en scène. Là où les joueurs eux-mêmes ont dépassé les cristallisations nationalistes présentes dans les tribunes, d'autres acteurs associatifs ont réinvesti le football après la guerre dans le sens d'un instrument à visée humanitaire, capable de renouer les fils de relations rompues entre les différentes communautés.

Enfin, nous avons mis en avant, à travers l'analyse du supportérisme des équipes nationales, le fait qu'il existait d'une part des différences majeures entre les divers pays issus de la Yougoslavie contrairement à une vision égalisée et statique, et d'autre part que ce supportérisme était en permanente évolution. Ces deux éléments viennent rappeler que la construction identitaire est dynamique, que le processus de construction stato-territoriale de ces pays a contribué à forger des identités aujourd'hui encore en pleine évolution. Dans ce cadre-là, le football participe de cette dynamique de redéfinition permanente des identités, comme nous l'avons analysé en particulier en Bosnie et au Kosovo. En d'autres termes, la multiplication des participations des sélections de Bosnie et du Kosovo à des compétitions internationales ne pourra pas rester sans effet d'un point de vue politique et identitaire, et c'est par l'observation du soutien à l'équipe nationale sous ses différentes formes (supporters extrêmes et soutien populaire) que le phénomène sera le mieux visible. L'arrivée du Kosovo dans les compétitions officielles a déjà donné lieu à de nombreux débats sur la remise en question d'une certaine idée de l'*albanité*, tandis que de plus en plus de jeunes joueurs de Bosnie, indépendamment de leurs appartenances nationales, acceptent naturellement de jouer pour la Bosnie. Ces observations devront bien entendu être testées dans les années à venir.

Football et processus de politisation

La seconde thématique majeure était celle de la politisation au sens de Jacques Lagroye. Là encore, nous avons démontré toute la pertinence de considérer le football comme un fait social total dans la mesure où celui-ci est venu jouer le double rôle de fenêtre d'observation et d'agent politique à travers les phénomènes analysés. Cela était particulièrement net dans la comparaison que nous avons opérée entre la politisation du football en Croatie et la *footballisation* de la Serbie dans les années 1990. De fait, le football représente un espace de politisation et de sensibilisation à l'espace public, ainsi qu'à l'action collective. Nous l'avons vu dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste à la fin des années 1980 comme de nos jours à travers la grammaire des tribunes citées précédemment, ou bien encore à travers les mobilisations, dans les stades et en dehors, liées à la justice internationale ou bien à la question LGBT. C'est cette même logique d'apprentissage de l'espace public par le militantisme sportif qui a conduit les supporters croates de Zagreb et de Split à faire évoluer leurs revendications dans le sens d'une véritable politique du football, fondée sur la transparence, l'identité locale et la démocratie.

En outre, notre démarche interactionniste a permis de mettre en évidence l'absence de nature du football, et toute sa plasticité à travers l'autonomie de ses acteurs aux intérêts et pratiques divergents. Ce n'est qu'ainsi que les conflits ayant opposé les *Bad Blue Boys* du Dinamo Zagreb au président Tuđman d'un côté, et les *Delije* de l'Etoile Rouge de Belgrade au régime de Milošević de l'autre sont intelligibles. C'est ainsi également que l'on peut saisir l'ambiguïté des rapports observés entre les mondes du football et la guerre, puisqu'en fonction de ses acteurs, le football oscille entre la figure de la victime, de l'instrument, et du complice de la guerre. Nous avons montré que le cas de l'espace post-yougoslave était capital en ce qui concerne l'engagement politique, et le cas échéant guerrier, des supporters extrêmes à partir des analyses d'Ivan Čolović qui expose les ressorts identitaires et sociaux de l'affinité particulière entre supporters extrêmes et conflit armé. Les mobilisations politiques et guerrières récentes des supporters extrêmes dans différents pays (Egypte, Ukraine, Turquie) prennent un autre relief dès lors qu'on se penche sur le précédent yougoslave des mobilisations de leurs homologues des années 1980, puis des années de guerre, puis des années récentes autour d'autres problématiques politiques (TPIY, Kosovo, UE, LGBT). Cette continuité dans la politisation des tribunes évolue dans ses formes et répertoires d'action parce

que la configuration politique et sociale elle-même évolue, ce qui signifie qu'il y a une forme de cohérence, en cas de configuration guerrière, à ce que ces acteurs s'impliquent dans le conflit, c'est ce que nous avons appelé un « football de guerre ». Cette expression est aujourd'hui particulièrement adaptée à la situation ukrainienne dans laquelle de très nombreux supporters sont engagés sur le front depuis 2014, tandis qu'une trêve illimitée a été décidée entre tous les groupes du pays qui mettent ainsi en veille leurs rivalités sportives, géographiques et politiques afin de se retrouver autour de la cause commune de la défense du pays. Toutefois, si Čolović a raison de souligner les raisons pour lesquelles des supporters extrêmes ont une probabilité plus forte que d'autres à s'impliquer dans des activités violentes et guerrières, sa conclusion sur la nature nécessairement fascisante de ces groupes nous semble très contestable et emprunte au cas spécifique de l'Etoile Rouge de Belgrade à partir duquel il développe ses analyses. De surcroît, il nous semble essentiel de ramener à sa juste proportion l'implication du football dans le dispositif guerrier guerre lui-même, un rôle bien moindre que dans le dispositif de sensibilisation au discours nationaliste.

Enfin, la dernière question était de savoir si la césure chronologique fixée à l'année 2000 pour des raisons de clarté analytique avait du sens sur le fond, c'est-à-dire si le passage de l'espace post-yougoslave à des régimes plus démocratiques par rapport aux précédents avait apporté les changements politiques escomptés (démocratisation, normalisation etc.). Là encore, le football a représenté une excellente fenêtre d'observation pour traiter d'une question aussi complexe dans une perspective comparative. La configuration guerrière a certes disparu mais la capacité des mondes du football à exercer un impact, aussi bien sur les problématiques identitaires que sur l'agenda politique, demeure réelle. Ainsi la comparaison opérée entre la Serbie et la Croatie en ce qui concerne les violences sportives et politiques a permis de mettre en lumière les spécificités du cas serbe liées à sa trajectoire récente, ce qui a ouvert la voie à une analyse politique plus poussée du pays à partir des liens triangulaires entre le monde politique, le monde des tribunes, et le monde du crime organisé. Par conséquent, nous avons mis en avant des éléments nuanciant très fortement l'idée d'une rupture qui aurait eu lieu en 2000, et privilégiant au contraire l'idée d'une continuité. Celle-ci s'opère d'une part à travers la persistance du paradigme ethno-nationaliste, et d'autre part par la résurgence, malgré le processus d'intégration européenne ou plutôt grâce à lui, des pratiques politiques autoritaires dans la région. Il s'agit là d'un paradoxe qu'il convient de souligner encore une fois : en vertu de la recherche d'une stabilité dont on a du mal à

percevoir en réalité les contours, l'Union européenne tolère chez des Etats candidats des pratiques autoritaires de gouvernement intrinsèquement contraires au processus même d'eupéanisation, si l'on se réfère à la définition communément admise de ce terme par Claudio Radaelli, c'est-à-dire des « *processes of construction, diffusion and institutionalization of formal and informal rules, procedures, policy paradigms, styles, « way of doing things » and shared beliefs and norms which are first defined and consolidated in the making of EU public policy and politics, and then incorporated in the logic of domestic discourses, identities, political structures and public policies* »¹. Ainsi, non seulement l'espace post-yougoslave ne s'eupéanise pas, mais d'autres pays, membres de l'UE, tendent eux-mêmes à se « déeupéaniser », tels la Hongrie ou la Pologne.

Cette tolérance aux pratiques autoritaires a été l'objet de considérations liées aux mobilisations collectives plus ou moins violentes qui ont touché l'espace post-yougoslave ces dernières années. Si elles entraient dans le cadre de notre étude en ce que les supporters extrêmes étaient souvent impliqués dans des actions de violence, elles devraient néanmoins faire l'objet d'un examen plus approfondi dans le sillage des travaux de Štiks et Horvat. De même, la question des interactions entre régime politique et mobilisations, analysée brièvement à partir des travaux de Tarrow et Tilly, devrait retenir l'attention des chercheurs à mesure que les pratiques autoritaires s'instillent dans des régimes formellement démocratiques. D'autres types d'exercice du pouvoir, le poutinisme, l'erdoganisme², autrement dit une forme d'exercice autoritaire et plébiscitaire du pouvoir, deviennent des modèles en vogue, non seulement dans l'espace post-yougoslave, c'est-à-dire aux marges de l'Union Européenne, mais aussi en son sein, comme on peut l'observer en Pologne et en Hongrie. Enfin, dans la continuité, nous avons esquissé de façon ouverte une proposition de réflexion sur la légitimité du recours à la violence de la part de populations civiles contre leur propre Etat autour de la notion de « responsabilité de se rebeller ». Celle-ci devrait également être développée ailleurs sur le plan philosophique, politique et juridique compte tenu de la multiplication des pratiques de pouvoir autoritaires et des conflits asymétriques³.

¹ Radaelli, Claudio, « The europeanization of public policy », in Featherstone, Kevin, Radaelli, Claudio (dir.), *The politics of europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 30

² Bieber, Florian, Dimitrov, Nikola, « Europe needs US to keep the peace in the Balkans », *Balkans in Europe Policy Advisory Group (BiEPAG)*, 2 septembre 2016

³ Kaldor, Mary, *New and old wars. Organized violence in a globalized era*, Londres, Polity Press, 2007 (2^e ed.) ; Chaliand, Gérard, *Les guerres irrégulières, XIXe-XXe siècle*, Paris, Gallimard, 2007

Par ailleurs, il est frappant de se souvenir que la fin de la Yougoslavie par la guerre a été précipitée par la perte de légitimité d'un système idéologique et politique, une grave crise économique, la montée de discours nationalistes et populistes de la part d'entrepreneurs politiques, alors même que le pays était le plus avancé de l'espace communiste, que ses habitants voyageaient à l'Ouest, consommaient les mêmes produits, et que les Occidentaux y allaient en vacances. Les peuples yougoslaves ne sont donc pas des barbares arriérées qui ont passé des siècles à se haïr et se massacrer. C'est pourtant ainsi qu'ils sont représentés dans l'imaginaire occidental¹, accolés à l'expression éculée de « baril de poudre » pour désigner les Balkans, quand le terme *balkanisation* revêt lui aussi sa charge péjorative dans le sens d'un émiettement sans fin. Sans doute cette représentation incite-t-elle l'observateur occidental à penser que ce qui s'est produit en Yougoslavie ne peut pas se reproduire ailleurs en Europe. Certes, l'Histoire n'est pas une science exacte où l'on pourrait dupliquer à l'identique une configuration dans un autre espace-temps afin d'observer si les conséquences convergent. Pour autant, la crise économique de 2008 et ses suites en Europe (crise grecque, austérité massive, émigration de jeunes diplômés), la crise des migrants depuis 2014 consécutive à une guerre aux portes de l'UE, la menace terroriste aigue au sein même des Etats européens², la montée en puissance des partis populistes, nationalistes et xénophobes dans toute l'Europe (et aux Etats-Unis si l'on considère la variable lourde de la race dans la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle de novembre 2016), l'épuisement du projet politique européen³, de même que le malaise autour d'un modèle de démocratie représentative et parlementaire qui fabrique son propre rejet par son endogamie et son impuissance politique⁴, sont autant de facteurs qui ne manqueront pas de redessiner l'Europe des prochaines années et décennies⁵. Dans cette optique, et quand on se replonge à la fois dans l'histoire de la Yougoslavie et dans la stratégie de conquête et de conservation du pouvoir de Slobodan Milošević, nous pouvons peut-être regarder l'espace post-yougoslave non plus comme une zone périphérique attardée, mais plutôt comme un modèle possible, parmi d'autres,

¹ Todorova, Maria, *L'imaginaire des Balkans*, op.cit.

² Il ne faut jamais perdre de vue que l'immense majorité des actes terroristes commis en Europe ces dernières années l'ont été par des individus nés et élevés dans les pays qu'ils ont frappés.

³ Très visible dans l'espace post-yougoslave où le processus d'intégration est sur « pilote automatique », c'est-à-dire sans vision stratégique ni politique.

⁴ L'abstention et le vote massif pour des partis se disant « anti-système » sont une réponse institutionnelle à ce rejet de la part des citoyens. Des réponses extra-institutionnelles sont à chercher dans des actions de réinvention du vivre ensemble dans de petites communautés ou à travers des systèmes de démocratie locale par exemple. Un autre type de réponse extra-institutionnelle est la multiplication des mouvements sociaux, y compris en utilisant la violence comme répertoire d'action.

⁵ Le Brexit voté par référendum en juin 2016 n'est que la première étape de ce processus.

d'anticipation de ce à quoi aboutirait une crise profonde de la démocratie ajoutée à une montée des populismes et des nationalismes en Europe. Au regard de l'Histoire, ni la paix, ni la démocratie ne sont immortelles.

C'est en ce sens qu'il est essentiel de continuer les travaux de recherche en sciences sociales sur l'espace post-yougoslave, tant les problématiques ne manquent pas, de l'eupéanisation à la justice transitionnelle, en passant par les problématiques de post-conflits, de migrations, de mobilisations sociales ou de pratiques politiques, sans oublier les enjeux de puissances entre Etats-Unis, Union Européenne, Russie et Turquie. Enfin, en ce qui concerne notre angle d'approche qui a été le football, il nous apparaît que le choix théorique et méthodologique effectué tout au long de ce travail représente une base solide pour être appliquée à d'autres terrains de recherche dans lesquels le football serait également suivi avec passion, pratiqué avec assiduité, et chargé d'un univers de sens politique et identitaire. L'objectif est alors que la science politique s'approprie l'objet football comme l'anthropologie et la sociologie l'ont fait grâce aux travaux pionniers de Christian Bromberger et Patrick Mignon.

L'espace post-yougoslave n'est certainement pas la seule région dans laquelle de tels travaux peuvent être menés, afin de vérifier le théorème de Bill Shanky déclamé sous forme de boutade : « le football n'est pas une question de vie ou de mort, c'est bien plus important que cela ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux et théoriques

Agulhon, Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970

Alexander, Jeffrey (ed.), *Real civil societies : dilemmas of institutionnalization*, Londres, Sage, 1998

Amara, Sofia, *Infiltrée dans l'enfer syrien : du printemps de Damas à l'Etat islamique*, Paris, Stock, 2014

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006 (1991)

Andrieu, Kora, *La justice transitionnelle*, Paris, Gallimard, 2012

Arendt, Hannah, *Du mensonge à la colère, essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972

Arendt, Hannah, *Eichmann à Jerusalem*, Paris, Gallimard, 1997 (1963)

Arendt, Hannah, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Paris, Seuil, 1991

Armand French, Laurence, Nikolić-Novaković, Lidija, *War trauma and its aftermath : an international perspective on the Balkan and the Gulf wars*, Lanham, University Press of America, 2012

Aron, Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967

Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, *14-18 Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000

Badie, Bertrand, Hermet, Guy, *Politique comparée*, Paris, PUF, 1990

Badie, Bertrand, *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014

Bafoil, François, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006

Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Champ-Flammarion, 2003

Becker, Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (trad.)

Becker, Howard, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 2010 (1982)

- Belhadj, Souhaïl, *La Syrie de Bachar Al-Assad, anatomie d'un régime autoritaire*, Paris, Belin, 2013
- Berlin, Isaiah, *Le bois tordu de l'humanité. Romantisme, nationalisme et totalitarisme*, Paris, Albin Michel, 1990
- Bevan, Robert, *The destruction of memory : architecture at war*, Londres, Reaktion books, 2006
- Billig, Michael, *Banal nationalism*, Londres, Sage publications, 1995
- Bjola, Corneliu, Holmes, Marcus, (eds.), *Digital diplomacy: Theory and Practice*, New York, Routledge, 2015
- Blondel, Jean, Thiebault, Jean-Louis (eds.), *Political leadership, parties and citizens. The personalisation of leadership*, Londres, Routledge, 2013
- Blumer, Herbert, *Social problems*, Berkeley, University of California Press, 1971
- Boettke, Peter, *Why Perestroika failed? The politics and economics of socialist transformation*, Londres, Routledge, 1993
- Boudon, Raymond, *Effet pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977
- Boutillier, Sophie, Peaucelle, Irina, Uzunidis, Dimitri, *L'économie russe depuis 1990*, Bruxelles, De Boeck Université, 2008
- Brake, Mike, *The sociology of youth culture and youth subcultures*, Londres, Routledge, 1985
- Braud, Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996
- Braud, Philippe, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004
- Braud, Philippe, *Petit traité des émotions, sentiments et passions politiques*, Paris, Armand Colin, 2007
- Braudel, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985
- Briquet, Jean-Louis, Sawicki, Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998
- Browning, Christopher, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994
- Camau, Michel, Geisser, Vincent, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003
- Canguilhem, Georges, *Le normal et le pathologique*, Paris, PUF, 2013
- Cefai, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007
- Chaliand, Gérard, *Les guerres irrégulières, XIXe-XXe siècle*, Paris, Gallimard, 2007

- Chesnot, Christian, Malbrunot, Georges, *Qatar, les secrets du coffre fort*, Paris, Michel Lafon, 2013
- Clervoix, Patrick, *L'effet Lucifer, des bourreaux ordinaires*, Paris, CNRS éditions, 2013
- Cohen, Samy, *La résistance des Etats, Les démocraties face à la mondialisation*, Paris, Seuil, 2003
- Cohen, Stanley, *Folk devils and moral panics*, Londres, Routledge, 1972
- Colliot-Thélène, Catherine, *La sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2008
- Cortright, David, Lopez, George, *The Sanctions Decade: Assessing UN Strategies in the 1990s*, Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, 2000
- Crettiez, Xavier, *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006
- Crettiez, Xavier, *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008
- Crettiez, Xavier, Mucchielli, Laurent (dir.), *Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010
- Crozier, Michel, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963
- Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009 (1986)
- Dufoix, Stéphane, *Les diasporas*, Paris, PUF, 2003
- Dufoix, Stéphane, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Editions Amsterdam, 2012
- Durkheim, Emile, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2004 (1^e ed. 1893)
- Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 2007 (1^e ed. 1937)
- Dupuy, Roger, *La République jacobine : Terreur et gouvernement révolutionnaire 1792-1794*, Paris, Seuil, 2005
- Duverger, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1972
- Edelman, Murray, *From arts to politics : how artistic creations shape political conceptions*, Chicago, University of Chicago Press, 1995
- Edensor, Tim, *National identity, popular culture, and everyday life*, New York, Berg, 2002
- Elias, Norbert, *La dynamique de l'Occident et La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1975
- Elias, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1981
- Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994
- Elias, Norbert, *The Germans. Power struggle and the development of habitus in the nineteenth and twentieth centuries*, Cambridge, Polity Press, 1996

- Emler, Nick, Reicher, Stephen, *Adolescence and delinquency: The collective management of reputation*, Oxford, Blackwell, 1995
- Enriquez, Eugène, *De la horde à l'Etat, essai de psychanalyse du lien social*, Paris, Gallimard, 1983
- Featherstone, Kevin, Radaelli, Claudio, *The politics of europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2003
- Fillieule, Olivier et al (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009
- Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975
- Foucher, Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007
- Freud, Sigmund, *L'avenir d'une illusion*, Paris, PUF, 2003 (1e ed. 1927)
- Geertz, Clifford, *Bali. Interprétation d'une culture*, Paris, Gallimard, 1983
- Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989
- Girard, René, *Le bouc-émissaire*, Paris, Grasset, 1982
- Goffman, Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Les Editions de minuit, 1973 (1959)
- Goffman, Erving, *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975
- Gossiaux, Jean-François, *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris, PUF, 2002
- Grawitz, Madeleine, Leca, Jean (dir.), *Traité de science politique, Tome II, Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985
- Gurr, Ted, *Why men rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970
- Habermas, Jurgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987 (trad. 1981)
- Hastings, Michel, Féron, Elise (dir.), *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2002
- Hatzfeld, Jean, *Une saison de machettes*, Paris, Seuil, 2003
- Hegel, Georg, *La raison dans l'histoire*, Paris, 10-18, 2003 (1^e ed. 1830)
- Hénin, Nicolas, *Djihad academy*, Paris, Fayard, 2015
- Hermet, Guy, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Seuil, 1996
- Hermet, Guy, *La démocratie*, Paris, Flammarion, 1997
- Hertaux, Jérôme, Zalewski, Frédéric, *Introduction à l'Europe postcommuniste*, Bruxelles, De Boeck, 2012
- Hibou, Béatrice (ed.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999

- Hirschman, Albert, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983
- Hoare, George, Sperber, Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, Paris, La Découverte, 2013
- Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992
- Hobsbawm, Eric, Ranger, Terence, *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2006 (1^e ed. 1996)
- Hockenos, Paul, *Homeland calling, exile patriotism and the Balkans wars*, Londres, Cornell University Press, 2003
- Hroch, Miroslav, *Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985
- Hughes, Everett, *Men and their work*, New York, Free Press of Glencoe, 1958
- Inglehart, Ronald, *The silent revolution. Changing values and political styles in Western democracies*, Princeton, Princeton University Press, 1977
- Ingrao, Christian, *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010
- Kaldor, Mary, *New and old wars. Organized violence in a globalized era*, Londres, Polity Press, 2007 (2^e ed.)
- Ker-Lindsay, James, *The foreign policy of counter secession. Preventing the recognition of contested states*. Oxford, Oxford University Press, 2012
- Khosrokhavar, Farhad, *Les nouveaux martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002
- Klaas, Brian, *The Despot's accomplice : how the West is aiding and abetting the decline of democracy*, New York, Hurst, 2016
- Krieg-Planque, Alice, « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS éditions, 2003
- Labrousse, Alain, *Géopolitique des drogues*, Paris, PUF, 2011
- Lagroye, Jacques, *La politisation*, Paris, Belin, 2003
- Laskowska, Katarzyna, *Oblicza współczesnej przestępczości zorganizowanej (les visages du crime organisé moderne)*, Białystok, INNE, 2014
- Le Bart, Christian, Ambroise, Jean-Charles, *Les fans des Beatles. Sociologie d'une passion*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001
- Lederach, John Paul, *Building Peace: Sustainable Reconciliation in Divided Societies*, Washington DC, United States Institute of Peace, 1997
- Lenzini José, *Camus et l'Algérie*, Paris, Editions Edisud, 2010
- Lerner, Melvin, *The belief in a just world : A fundamental delusion*, New York, Plenum press, 1980

- Lijphart, Arend, *Democracy in plural societies : a comparative exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977
- Lindemann, Thomas, *Causes of war. The struggle for recognition*, Colchester, ECPR Press, 2010
- Linz, Juan, Stepan, Alfred (eds.), *The breakdown of democratic regimes*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1978
- Linz, Juan, *Régimes autoritaires et totalitaires*, Paris, Armand Colin, 2007
- MacAdam, Douglas, *Freedom summer*, Oxford, Oxford university press, 1988
- Maffesoli, Michel, *Essais sur la violence*, Paris, CNRS Editions, 2009
- Marcus, George, *Le citoyen sentimental. Emotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008
- Martin, Lisa, *Coercive Cooperation: Explaining Multilateral Economic Sanctions*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1992
- Marx, Gary, *Undercover Police Surveillance in America*, Berkeley, University of California Press, 1988
- Mauss, Marcel, *Essai sur le don* (1924), Paris PUF, Quadrige, 2012
- Mauss, Marcel, *Œuvres 3. Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, Paris, Minit, 1969
- Meier, Heinrich, *La leçon de Carl Schmitt*, Paris, Les Editions du Cerf, 2014
- Melucci, Alberto, *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*, Bologne, Il Mulino, 1982
- Milgram, Stanley, *Obedience to authority*, New York, Harper and Row, 1974
- Nadeau, Charles, Saada, Julie, *Guerre juste, guerre injuste. Histoire, théories et critiques*, Paris, PUF, 2009
- Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015 (4^e ed.)
- Nietzsche, Friedrich, *Généalogie de la morale*, Paris, Le livre de poche, 2000 (1887)
- Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984
- Nye, Joseph, *Bound to lead: The changing nature of American power*, New York 1991
- Nye, Joseph, *Soft power: the means to success in world politics*, New York, Public affairs, 2004
- Oberschall, Anthony, *Social conflicts and social movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973
- Ogien, Albert, *Sociologie de la déviance*, Paris, PUF, 2012
- Olson, Mancur, *Les logiques de l'action collective*, Paris, PUF, 1978 (1966)

- Orend, Brian, *The morality of war*, Peterborough, Broadview Press, 2006
- Popović, Srđa, *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes ?*, Paris, Payot, 2015
- Proudhon, Joseph, *La guerre et la paix : recherches sur le principe et la constitution du droit des gens*, Paris, Editions Hachette BNF, 2016 (1861)
- Przeworski, Adam, *Democracy and the market. Political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991
- Quermonne, Jean-Louis, *Les régimes occidentaux*, Paris, Seuil, 1994
- Revenin, Régis (dir.), *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contribution à l'histoire du genre et de la sexualité en France*, Paris, Autrement, 2007
- Ricoeur, Paul, *Histoire et vérité*, Paris, Seuil, 2001 (1^e ed. 1955)
- Riordan, James, *Sport in Soviet society : development of sport and physical education in Russia and the USSR*, Londres, Cambridge University Press, 1977
- Riordan, James. *Sport, politics and communism*, Manchester, Manchester University Press, 1991
- Robin, Corey, *La peur. Histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2004
- Roché, Sébastien, *Le frisson de l'émeute*, Paris, Seuil, 2006
- Rupnik, Jacques (dir.), *Les banlieues de l'Europe. Politiques de voisinage de l'Union Européenne*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2007
- Ruschemeyer, Marilyn, *Women in the politics of postcommunist Eastern Europe*, New York, M.E Shape, 1994
- Sartori, Giovanni, *Parties and party systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976
- Sartre, Jean-Paul, Préface au livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961
- Schmitt, Carl, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 2009 (1^e ed. 1933)
- Schmitter, Philippe, O'Donnell, Guillermo, *Transitions from authoritarian rule : tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1986
- Schöpflin, George, *Politics in Eastern Europe. 1945-1992*, Londres, Blackwell, 1993
- Schotté, Manuel, *La construction du « talent ». Sociologie de la domination des coureurs marocains*, Paris, Raisons d'agir, 2012
- Scott, James, *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990
- Seiler, Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Paris, Armand Colin, 2004

- Sémelin, Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005
- Sommier, Isabelle, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008
- Sorel, Georges, *Réflexions sur la violence*, Paris, Slatkine, 1981 (1908)
- Spitzer, Giselher, *Doping in der DDR*, Cologne, Strauss, 1998
- Stark, David, Bruszt, Laszlo, *Post-socialist pathways. Transforming politics and property in East central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992
- Strauss, Anselm, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Editions A-M Métaillé, 1992
- Tarrow, Sidney, *Democracy and disorder : protest and politics in Italy 1965-1975*, Oxford, Clarendon Press, 1989
- Tap, Pierre (dir.), *Identité collective et changements sociaux*, Toulouse, Privat, 1979
- Thiesse, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 2001
- Thrascher, Frederic, *The gang. A study of 1313 gangs in Chicago*, Chicago, Chicago University Press, 1963 (1^e ed. 1927)
- Thuillier, Jean-Paul, *Le sport dans la Rome antique*, Paris, Errance, 1996
- Tilly, Charles, *La France proteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986
- Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015
- Tocqueville, Alexis (de), *L'ancien régime et la révolution*, Paris, Folio, 1985 (1856)
- Traïni, Christophe (dir.), *Emotions...mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008
- Walzer, Michael, *Guerres justes et injustes*, Paris, Gallimard, 2006 (1977)
- Waters, Malcolm, *Globalization*, Londres, Routledge, 1995
- Weber, Eugen, *Peasants into Frenchmen. The modernization of rural France 1870-1914*, Stanford University Press, 1976
- Weber, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Collection 10-18, 1963 (1919)
- Weber, Max, *Sociologie du droit*, Paris, PUF, 1986
- Welzer-Lang, Daniel, Zaouche-Gaudron, Chantal (dir.), *Masculinités, état des lieux*, Paris, ERES, 2011
- Wievorka, Michel, *La violence*, Paris, Hachette, 2004
- Zimbardo, Philipp, *The Lucifer effect : understanding how good people turn evil*, New York, Random House, 2007

Ouvrages sur l'espace post-yougoslave

- Andrić, Ivo, *Le pont sur la Drina*, Paris, Belfond, 1994 (trad.)
- Bataković, Dušan, *Kosovo, un conflit sans fin ?*, Lausanne, L'Age d'Homme, 2008
- Bellamy, Alex, *The formation of Croatian national identity : a centuries-old dream ?*, Manchester, Manchester University Press, 2003
- Bennett, Christopher, *Yugoslavia's bloody collapse : causes, course and consequences*, New York, New York University Press, 1995
- Berisha, Ibrahim (ed.), *Serbian colonization and ethnic cleansing of Kosova: documents and evidence*, Priština, 1993
- Bose, Sumantra, *Bosnia after Dayton*, Londres, Hurst & Company, 2002
- Bougarel, Xavier, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996
- Bougarel, Xavier, *Survivre aux empires, Islam, identité nationale et allégeances politiques en Bosnie-Herzégovine*, Paris, Karthala, 2015
- Bujosević, Dragan, Radovanović, Ivan, *The fall of Milošević : The October 5th revolution*, New York, Palgrave Macmillan, 2003
- Cigar, Norman, *Genocide in Bosnia : the policy of « ethnic cleansing »*, Texas A&M University Press, 1995
- Cigar, Norman, *Vojislav Koštunica and Serbia's future*, Londres, Saqi books, 2001
- Clark, Howard, *Civil resistance in Kosovo*, Londres, Pluto Press, 2000
- Collectif, *Livre noir de l'ex-Yougoslavie*, Paris, Arléa, 1993
- Čolović, Ivan, *The politics of symbol in Serbia*, Londres, Hurst, 2002
- Čolović, Ivan, *Le bordel des guerriers*, Paris, Non-Lieu, 2012 (trad.)
- Daaler, Ivo, *Getting to Dayton*, Washington DC, Brooking Institution Press, 2000
- Del Ponte, Carla, *La chasse. Les criminels de guerre et moi*, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2009
- Dérens, Jean-Arnault, *Kosovo, année zéro*, Paris, Editions Méditerranée, 2006
- Dérens, Jean-Arnault, *Le piège du Kosovo*, Paris, Non-Lieu, 2008
- Dérens, Jean-Arnault, *La Croatie de A à Z*, Paris, André Versailles, 2012
- Demick, Barbara, *Besieged. Life under fire on a Sarajevo street*, Londres, Granta, 2012 (1996)

- Dinkić, Mlađan, *Ekonomija destrukcije, velika pljačka naroda* (économie de la destruction, le grand pillage du peuple), Belgrade, Vin, 1995
- Dizdarević, Zlatko, Riva, Gigi, *J'accuse l'ONU*, Paris, Calmann-Lévy, 1995 (trad.)
- Elbasani, Arolda (ed.), *European integration in the Western Balkans : europeanization or business as usual ?*, Londres, Routledge, 2013
- Fagan, Adam, Sircar, Indraneel, *Europeanization of the Western Balkans : environmental governance in Bosnia and Herzegovina and in Serbia*, New York, Palgrave Macmillan, 2015
- Filipović, Zlata, *Le journal de Zlata*, Paris, Robert Lafont, 1993
- Fine, John V.A., *The early medieval Balkans*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 1991
- Finkelkraut, Alain, *Comment peut-on être Croate ?*, Paris, Gallimard, 1992
- Garde, Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2000
- Garde, Paul, *Le discours balkanique*, Paris, Fayard, 2004
- Glamočak, Marina, *La transition guerrière yougoslave*, Paris, L'Harmattan, 2002,
- Gordy, Eric, *The culture of power in Serbia : nationalism and the destruction of alternatives*, University Park, Penn State University Press, 1999
- Gow, James, *The triumph of the lack of will, international diplomacy and the yugoslav war*, New York, Columbia University Press, 1997
- Gricourt, Sébastien, Pernet, Guillaume (dir.), *Kosovo : récits sur la construction d'un Etat*, Paris, Non Lieu, 2014
- Grmek, Mirko, Gjidara, Marc, Simac, Neven, *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris, Fayard, 1993
- Halimi, Serge, Vidal, Dominique, *L'opinion ça se travaille. Les médias, l'OTAN, et la guerre du Kosovo*, Marseille, Agone, 2000
- Hartmann, Florence, *Milošević, la diagonale du fou*, Paris, Denoël, 2002
- Hockenos, Paul, *Homeland calling, exile patriotism and the Balkan wars*, Londres, Cornell University Press, 2003
- Holbrooke, Richard, *To end a war*, New York, Random House, 1998
- Jović, Dejan, *Jugoslavija, država koja je odumrla. Uspon, kriza i pad Četvrte Jugoslavije (Yougoslavie, l'Etat qui a disparu. Croissance, crise et chute de la Quatrième Yougoslavie)*, Belgrade, Samidzat B92, 2003
- Judah, Tim, *Kosovo, war and revenge*, New Heaven, Yale University Press, 2002
- Judah, Tim, *The Serbs*, Londres, Yale University Press, 2009
- Kaplan, Robert, *Balkan ghosts, A journey through history*, New York, Picador, 1993

- Kmezić, Marko, *The EU rule of law promotion : judiciary reform in the Western Balkans*, Londres, Routledge, 2016
- Koljević, Nikola, *Du patriotisme, littérature et politique*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995
- Kosanić, Zoran, *La désagrégation de la fédération yougoslave, 1988-1992*, Paris, L'Harmattan, 2008
- Kostovičova, Denisa, *Parallel worlds : response of Kosovo Albanians to the loss of autonomy in Serbia 1989-1996*, Keele, Keele University Press, 1997
- Kostovičova Denisa, *Kosovo, the politics of identity and space*, Londres, Routledge, 2005
- Lukić, Renéo, Lynch, Allen, *Europe from the Balkans to the Urals : the disintegration of Yugoslavia and the Soviet Union*, Oxford, Oxford University Press, 1996
- Lukić, Renéo, *L'agonie yougoslave (1986-2003)*, Laval, Presses de l'Université de Laval, 2003
- Lydall, Harold, *Yugoslavia in crisis*, Oxford, Clarendon Press, 1989
- Mackenzie, David, *Ilija Garašanin, Balkan Bismarck*, Londres, East European Monographs, 1985
- Magaš, Branka, *The destruction of Yugoslavia, tracking Yugoslavia's break-up: 1980-1992*, Londres, Verso, 1992
- Magaš, Branka et Žanić, Ivo (eds.), *The war in Croatia and Bosnia-Herzegovina*, Londres, Frank Cass, 2001
- Malcolm, Noel, *Bosnia, a short history*, New York, New York University Press, 1996
- Malcolm, Noel, *Kosovo: a short history*, Londres, MacMillan, 1998
- Masson, Diane, *L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie (1989-1995)*, Paris, L'Harmattan, 1998
- Matvejević, Predrag (dir.), *Ex-Yougoslavie, les seigneurs de la guerre*, Paris, L'esprit des Péninsules, 1999
- Mertus, Julia, *Kosovo. How myths and truths started a war*, Berkeley, University of California Press, 1999
- Pavlowitch, Stevan, *Serbia : History behind the name*, Londres, Hurst & Co, 2002
- Pirjevec, Jože, *Le guerre jugoslave 1991-1999*, Turin, Einaudi, 2002
- Pleština, Dijana, *Regional development in communist Yugoslavia: success, failure and consequences*, Boulder, CO, Westview Press, 1992
- Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998

- Pulaha, Selama, *L'autochtonéité des Albanais en Kosove et le prétendu exode des Serbes à la fin du XVIIIe siècle*, Tirana, 1995
- Ramet, Sabrina, *Nationalism and federalism in Yugoslavia*, Indiana University Press, 1992
- Ramet, Sabrina (ed.), *Gender politics in the Western Balkans : women and society in Yugoslavia and the Yugoslav successor states*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 1999
- Ramet, Sabrina, *Balkan babel. The desintegration of Yugoslavia from the death of Tito to the fall of Milošević*, Boulder, CO: Westview, 2002 (4e édition)
- Ramet, Sabrina, *Thinking about Yugoslavia, scholarly debates about the Yugoslav breakup and the wars in Bosnia and Kosovo*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005
- Ramet, Sabrina, *The three Yugoslavias. State-building and legitimation 1918-2005*, Bloomington, Indiana University Press, 2006
- Roux, Michel *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 1992
- Rupnik, Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo, l'échec yougoslave*, Paris, Complexes, 1992
- Samardžić, Radovan (dir.), *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990
- Silber, Laura, Little, Alan, *Yugoslavia, death of a nation*, New York, Penguin Books, 1997 (3^e ed.)
- Stewart, Christopher, *Arkan, la tigre dei Balcani*, Padova, Alet, 2009 (trad.)
- Štiks, Igor, Horvat, Srećko (eds.), *Welcome to the desert of post-socialism. Radical politics after Yugoslavia*, Londres, Verso, 2015
- Stojanović, Dubravka, *The Balkans, wars and textbooks*, Belgrade, Association for social history, 1999
- Tanner, Marcus, *Croatia, a nation forged at war*, Londres, Yale University Press, 2010 (3^e ed.)
- Thomas, Robert, *Serbia under Milošević, The politics in Serbia in the 90s*, Londres, Hurst, 1999
- Todorova, Maria, *L'imaginaire des Balkans*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011 (trad.)
- Tomić, Yves, *La Serbie du prince Miloš à Milošević*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2003
- Trauner, Florian, *The europeanization of the Western Balkans : EU justice and home affairs in Croatia and Macedonia*, Manchester, Manchester University Press, 2011
- Vasić, Roland, *Mihailović, entre révolution et restauration. Yougoslavie 1941-1946*, Paris, L'Harmattan, 2009

Watchel, Andrew, *Making a nation, breaking a nation : literature and cultural politics in Yugoslavia*, Stanford, Stanford University Press, 1998

Zimmerman, Warren, *Origins of a catastrophe. Yugoslavia and its destroyers*, New York, Times book, 1996

Ouvrages sur le football

Alabarces, Pablo, *Crónicas del Aguante. Fútbol, violencia y política*, Buenos Aires, Capital Intelectual, 2004

Archambault, Fabien, Beaud, Stéphane, Gasparini, William (dir.), *Le football des nations. Des terrains de jeu aux communautés imaginées*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016

Archetti, Eduardo, *Masculinities : football, polo and the tango in Argentina*, Oxford, Berg Publishers, 1999

Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football cultures and identities*, Londres, MacMillan, 1999

Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Entering the field. New perspective on world football*, New York, Oxford, 1997

Auclair, Philippe, Champel, Eric, *FIFAGATE, Comment le Qatar a fait exploser le système Blatter*, Paris, Michel Lafon, 2015

Barbier, Joachim, *Ce pays qui n'aime pas le foot. Pourquoi la France appréhende mal le football et sa culture*, Paris, Hugo Sport, 2012

Beaud, Stéphane, *Traîtres à la nation ? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud*, Paris, La Découverte, 2011

Beck, Peter, *Scoring for Britain. International football and international politics 1900-1939*, Londres, Frank Cass, 1999

Bodin, Dominique, *Le hooliganisme*, Paris, PUF, 2003

Bodin, Dominique, Robène, Luc, Héas, Stéphane, *Sports et violences en Europe*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2004

Boniface, Pascal, *La terre est ronde comme un ballon. Géopolitique du football*, Paris, Seuil, 2002

Boniface, Pascal, *Football et mondialisation*, Paris, Armand Colin, 2006

Bredkamp, Horst, *La naissance du football : une histoire du calcio*, Paris, Frontières, 1998

Brohm, Jean-Marie, Perelman, Marc, *Le football, une peste émotionnelle*, Paris, Editions Verdier, 2006

- Bromberger, Christian et al. , *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 1998
- Bromberger, Christian, *Football, la bagatelle la plus sérieuse du monde*, Paris, Agora, 2004
- Broussard, Philippe, *Génération supporter*, Paris, So Press Editions, 2011 (1^e ed. 1991)
- Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique, *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne, Antipodes, 2008
- Busset, Thomas, Besson, Roger, Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme : Autorégulations, mobilisations collectives et mouvements sociaux*, Lausanne, CIES, Peter Lang, 2014
- Calais, Christophe, Traquet, Alban, *FK Jugoslavija*, Paris, Les Belles Lettres, 2015
- Čolović, Ivan, *Campo di calcio, campo di battaglia*, Messine, Mesogea, 1999
- Dal Lago, Alessandro, *Descrizione di una battaglia, i rituali del calcio*, Bologne, Il Mulino, 1990
- Dal Lago, Alessandro, Moscati, Roberto, *Regalateci un sogno. Miti e realtà del tifo calcistico in Italia* (offrez-nous un rêve. Mythes et réalités du supportérisme de football en Italie), Bologne, Il Mulino, 1992
- De Waele Jean-Michel et Husting, Alexandre (eds.), *Football, politique et sociétés en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005
- De Waele Jean-Michel et Husting, Alexandre (eds.), *Football et identités*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2008
- De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2016
- Dietschy Paul, Gastaut, Yves, Mourlane, Stéphane, *Histoire politique des Coupes du monde*, Paris, Vuibert, 2006
- Dietschy, Paul, Kemo Keimbou, David-Claude, *L'Afrique et la planète football*, Paris, EPA, 2010
- Dietschy, Paul, *Histoire du football*, Paris, Perrin, 2010
- Drut, Bastien, *L'économie du football*, Paris, La Découverte, 2012
- Dunning, Eric, Murphy, Patrick, Williams, John, *The roots of football hooliganism*, Londres, Routledge, 1988
- Dunning, Eric, Rojek, Chris (eds.), *Sport and leisure in the civilizing process : critique and counter-critique*, Londres, Manmillan, 1992
- Dunning, Eric, *Sport matters: sociological studies of sport, violence and civilization* New York, Routledge 1999

- Dunning, Eric, *et al*, *Fighting fans : football hooliganism as a world phenomenon*, Dublin, University college Dublin Press, 2002
- Dorđević, Ivan, *Antropolog među navijačima* (un anthropologue parmi les supporters), Belgrade, Biblioteka XX vek, 2015
- Foer, Franklin, *How football explains the world*, Londres, Arrow Book, 2004
- Frodsick, Steve, Marsh, Peter, *Football hooliganism*, Cullompton, Willan publishing, 2005
- Giulianotti, Richard, Bonney, Norman, Hepworth, Mike (eds.), *Football violence and social identity*, Londres, Routledge, 1994
- Giulianotti, Richard, *Football. Sociology of a global game*, Cambridge, Polity Press, 1999
- Gómez, Daniel, *La patria del gol. Fútbol y política en el estado español*, Barcelone, Alberdania, 2007
- Govaert, Serge, Comeron, Manuel, *Foot & violence. Politique, stade et hooligans. Heysel 1985*, Bruxelles, De Boeck université, 1995
- Grozio, Roberto (dir.), *Catenaccio e contropiede. Materiali e immaginari del football italiano*, Rome, Pellicani, 1990
- Hornby, Nick, *Fever Pitch*, Londres, Penguin, 1992
- Kajtazi, Xhavit, *Futbolli i Kosovës. Nga robëria në liri 1991-1999* (le football au Kosovo de l'esclavage à la liberté), Prill, Priština, 2012
- King, John, *England away*, Londres, Vintage, 1999
- King, John, *Football factory*, Paris, Seuil, 2004 (1996)
- Kuper, Simon, *Football against the enemy*, Londres, Orion, 1996
- Lalić, Dražen, *Torcida, Pogled iznutra*, (Torcida, un regard de l'intérieur) Zagreb, Profil, 2012 (1^e ed. 1993)
- Lestrelin, Ludovic, *L'autre public des matchs de football*, Paris, EHESS, 2010
- Liotard, Philippe (dir.), *Sport et homosexualités*, Carnon, Association Quasimodo & fils, 2008
- Louis, Sébastien, *Le phénomène ultra en Italie : histoire du mouvement des groupes de supporters ultras de 1968 à 2005*, Paris, Mare et Martin, 2006
- Marsh, Peter, *Aggro : the illusion of violence*, Londres, Dent, 1978
- Mignon, Patrick, *La passion du football*, Paris, Odile Jacob, 1998
- Miravitllas, Ramon, *La función política del Barça*, Barcelone, Catarata, 2013
- Moor, James, *Grobar, Partizan pleasure, pain and paranoia : lifting the lid on Serbia's undertakers*, Londres, Pitch, 2013

- Murray, Bill, *The Old Firm : sectarianism, sport and society in Scotland*, Edinburgh, John Donalds Publishers, 1984
- Murray, William, Murray, Bill, *Bhoys, bears, and bigotry : Rangers, Celtic and the Old Firm in the age of globalized*, Glasgow, Mainstream Sport, 2003
- Onofri, Massimo, Ricci, Antonello, *I ragazzi della curva*, Bologne, Il Mulino, 1984
- Piocello, Christian, *Sports et sciences sociales. Histoire, sociologie, prospective*. Paris, Vigot, 1999
- Poli, Raffaele (dir.), *Football et identités. Les sentiments d'appartenance en question*, Neuchâtel, Editions du CIES, 2005
- Roversi, Antonio, *Calcio, tifo, e violenza : il teppismo calcistico in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1992
- Saadallah, Rabah, Benfars, Djamel, *La glorieuse équipe du FLN*, Alger, Editions Enalgam, 1985
- Sala, Gabriel, *Stăpânii stadioanelor : fenomenul ultras în România (Les maîtres des stades : le phénomène ultra en Roumanie)*, Oradea, Primus, 2011
- Spaaij, Ramon, *Understanding football hooliganism*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2006
- Stott, Clifford, Pearson, Geoff, *Football hooliganism, policing and the war on the « English disease »*, Londres, Pennant Books, 2007
- Sugden, John, Tomlinson, Alan, *FIFA and the contest for world soccer : who rules the people's game ?*, Cambridge, Polity, 1998
- Tsoukala, Anastassia, *Hooliganisme en Europe. Sécurité et libertés publiques*, Québec, Athéna, 2010
- Villemus, Philippe, *Le Dieu football. Ses origines, ses rites, ses symboles*, Paris, Eyrolles, 2006
- Vrcan, Srđan, *Sport i nasilje danas u nas (sport et violence ici et aujourd'hui)*, Zagreb, Naprijed, 1990
- Vrcan, Srđan, *Nogomet, politika, nasije, ogledi iz sociologije nogometa (football, politique, violence. Essai de sociologie du football)*, Zagreb, Jesenski & Turk, 2003
- Wilson, Jonathan, *Behind the curtain, travels in Eastern European football*, Londres, Orion books, 2006
- Wilson, Jonathan, *Angels with dirty faces. The footballing history of Argentina*, Londres, Orion Books, 2016
- Winner, David, *Brilliant Orange : the neurotic genius of dutch soccer*, Londres, The Overlook Press, 2008

Chapitres d'ouvrages

Archetti, Eduardo, « Masculinity and football : the formation of national identity in Argentina », in Giulianotti, Richard, Williams, John (eds.), *Game without frontiers : football, identity and modernity*, Arena, Aldershot, 1994

Archetti, Eduardo, « And give a joy to my heart ». Ideology and emotions in the Argentinian cult of Maradona », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Entering the field. New perspective on world football*, New York, Oxford, 1997

Biersteker, Thomas, « Scholarly Participation in Transnational Policy Networks. The Case of Targeted Sanctions », in Lowenthal, Abraham et Bertucci, Mariano (dir.), *Scholars, Policymakers, and International Affairs. Finding Common Cause*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2014

Bodin, Dominique, Robène, Luc, Sempé, Gaëlle, « Le football à l'épreuve du racisme et de l'extrémisme : un état des lieux en Europe », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique, *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne, Antipodes, 2008

Bougarel, Xavier, « Du code au mémorandum. Les usages du terme génocide dans la Yougoslavie communiste », in Delpla, Isabelle, Bessone, Magali, *Peines de guerre. La justice pénale internationale et l'ex-Yougoslavie*, Paris, Editions EHESS, 2010

Butautas, Ingvaras, Čepaitienė, Rasa, « le sport dans la construction de l'identité nationale lituanienne », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre, *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005

Chassagne, Philippe, Gjeloshaj, Kolë, « Sport, affaires et milieu dans les Balkans », in De Waele, Jean-Michel, Husting, Alexandre (eds.), *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et Orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005

Clarke, John, « football and working class fans : tradition and change », in Ingham, Roger (dir.), *Football hooliganism*, Londres, Interaction imprint, 1978, p. 37-60

Čolović, Ivan, « Le football, les hooligans et la guerre », in Popov, Nebojša, *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998

Crabbe, Tim, Brown, Adam, « You're not welcome anymore : the football crowd, class and social exclusion », in Wagg, Stephen (ed.), *British football and social class*, Londres, Routledge, 2004

Della Porta, Donatella, Fillieule, Olivier, Reiter, Herbert, « Policing protest in France and Italy : from intimidation to cooperation ? », in Meyer, David, Tarrow, Sidney (eds.), *The social movement society*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1998

Della Porta, Donatella, « Mouvements sociaux et violences politiques », in Crettiez, Xavier, Mucchielli, Laurent (dir.), *Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010

Duclos, Nathalie, « Une société multiethnique au Kosovo ? Heurts et malheurs du protectorat international face à l'antagonisme des mémoires serbe et albanaise », in Mink, Georges, Bonnard, Pascal (dir.), *Le Passé au présent. Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Paris, Houdiard, 2010

Dunning, Eric, « The social roots of football hooliganism : a reply to the critics of the " Leicester school" », in Giulianotti, Richard, Bonney, Norman, Hepworth, Mike (eds.), *Football violence and social identity*, Londres, Routledge, 1994

Erkiner, Kismet, « Les problèmes posés par les spectateurs turcs à l'intérieur et à l'extérieur des stades. Dimensions nationale et internationale », in Yarsuvat, Duygun, Bolle, Pierre-Henri (dir.), *La violence et le fanatisme dans le sport*, Istanbul, Université de Galatasaray, 2004

Fillieule, Olivier, « Carrière militante », in Fillieule, Olivier et al (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009

Gow, James, Michalski, Milena, « The impact of the war on Serbia : spoiled appetites and progressive decay », in Ramet, Sabrina, Pavlakovic, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, Seattle, Washington University Press, 2005

Hassabo, Chaymaa, « Les ultras égyptiens : du mythe à la banalisation de la participation à la Révolution », in Busset, Thomas, Besson, Roger, Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme*, Berne, CIES, Peter Lang, 2014

Hourcade, Nicolas, « Supporters extrêmes, violences et expressions politiques en France », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique, *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne, Antipodes, 2008

James, Mark, Pearson, Geoff, « Legal responses to football crowd disorder and violence in England and Wales », in Tsoukala, Anastasia, Pearson, Geoff, Coenen, Peter (eds.), *Legal responses to football « hooliganism » in Europe*, The Hague, Asser Press, 2016

Kesić, Obrad, « An airplane with eighteen pilots », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (ed.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, Seattle, Washington University Press, 2005

Kramer, Roderick, Messick, David, « Getting by with a little help from our enemies: collective paranoia and its rôle in intergroup relations », in Sedikides, Constantine, Schopler, John, Insko, Chester (eds.), *Intergroup cognition and intergroup behaviour*, Mahwah NJ, ed.Sedikides, Schopler and Insko, 1998

Krulić, Joseph, « L'explosion », in Rupnik, Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo. L'échec yougoslave*, Paris, Editions complexe, 1992

Lapassade, Georges, « Observation participante », in Barus-Michel, Jacqueline, Enriquez, Eugène, Levy, André (dir.), *Vocabulaire de psychosociologie*, Paris, ERES, 2002

Leite Lopes, José Sergio, « Successes and contradictions in « multiracial » Brazilian football », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Entering the field. New perspective on world football*, New York, Oxford, 1997

Lestrelin, Ludovic, Basson, Jean-Charles, « Pour une sociologie politique du supportérisme : penser le militantisme et la partisanerie des supporters de football en Europe », in Busset, Thomas, Besson, Roger, et Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme. Autorégulations, mobilisations collectives et mouvements sociaux*, Lausanne, CIES/Peter Lang, 2014

Louis, Sébastien, « la politique dans le mouvement ultra en Italie », in Busset, Thomas, Jaccoud, Christophe, Dubey, Jean-Philippe, Malatesta, Dominique (dir.), *Le football à l'épreuve de la violence et de l'extrémisme*, Lausanne, Antipodes, 2008

Matvejević, Predrag, « Pour une autopsie du post-communisme. Esquisse pour un portrait du président Tudman », in Matvejević, Predrag (dir.), *Ex-Yougoslavie, les seigneurs de la guerre*, Paris, L'esprit des Péninsules, 1999

Mignon, Patrick, « Les désordres des stades, 1945-2005 », in Tétart, Philippe, *Histoire du sport en France. De la libération à nos jours*, Paris, Vuibert, 2007

Miljković, Maja, Hoare, Marko Attila, « Crime and the economy under Milošević and his successors » in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjieran (ed.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, Seattle, Washington University Press, 2005

Milo, Daniel, « Le nom des rues », in Nora, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Tome 2, Paris, Gallimard, 1997

Milosavljević, Olivera, « La Yougoslavie, un leurre ? », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998

Nuytens, Williams, « La violence des supporters autonomes : à la recherche des causalités », in Basson, Jean-Charles (dir.), *Sport et ordre public*, Paris, IHESI/La Documentation française, 2001

Obradović, Marija, « Le parti au pouvoir : idéologie et technique de la domination », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998

Pavlović, Tatjana, « Women in Croatia : feminists, nationalists, and homosexuals », in Ramet, Sabrina (ed.), *Gender politics in the Western Balkans : women and society in Yugoslavia and the Yugoslav successor states*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 1999

Perasović, Benjamin, « Subkultura, pokret ili (neo) pleme ? O teorijskim implikacijama novog iztraživanja nogometnih navijača » (Subculture, mouvement ou (néo) tribu ? Sur les implications théoriques des nouvelles recherches sur les supporters de football), in Ilišin, Vlasta et al (eds.), *Demokratski potencijali mladih u Hrvatskoj (le potentiel démocratique des jeunes en Croatie)*, Centar za demokraciju i pravo Miko Tripalo (Centre pour la démocratie et le droit), Zagreb, 2015

Pešić, Vesna, « La guerre pour les Etats nationaux », in Popov Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998

Pezo, Vladimir, « Sport i hrvatski identitet » (sport et identité croate), in Budak, Neven, Katunarić, Vjeran (ed.), *Hrvatski nacionalni identitet u globalizirajućem svijetu (L'identité nationale croate dans un monde globalisé)*, Zagreb, Centar za demokraciju i pravo Miko Tripalo, 2010

Przeworski, Adam, « The games of transition », in Mainwaring, Scott, O'Donnel, Guillermo, Valenzuela, Samuel (eds.), *Issues on democratic consolidation*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992

Radaelli, Claudio, « The europeanization of public policy », in Featherstone, Kevin, Radaelli, Claudio (dir.), *The politics of europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2003

Radić, Radmila, « L'Eglise et la question serbe », in Popov, Nebojša (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Editions de l'Atelier, 1998, p.137-178

Ramet, Sabrina, « Under the holy lime tree », in Ramet, Sabrina, Pavlaković, Vjeran (dir.), *Serbia since 1989, politics and society under Milošević and after*, Seattle, Washington University Press, 2005

Rodgers, Denis, Baird, Adam, « Understanding gangs in contemporary Latin America », in Decker, Scott, Pyrooz, David (eds.), *Handbook of gangs and gang responses*, New York, Wiley, 2015

Slootmaeckers, Koen, Pavasović, Tamara, « Religion, homosexuality and nationalism in the Western Balkans : the role of religious institutions in defining the nation », in Sremac, Srdjan, Ganzevoort, Ruard, *Religious and sexual nationalisms in Central and Eastern Europe : Gods, Gays and Governments*, Leiden, Brill, 2015

Sudetić, Chuck, « Le criminel de guerre », in Ourdan, Rémy (ed.) *Après-guerre(s)*, Paris, Autrement, 2001

Taylor, Ian, «Football mad : a speculative sociology of football hooliganism », in Dunning, Eric, *The sociology of sport*, Londres, Frank Cass & Co., 1971

Thomas, Paul-Louis, « La dislocation linguistique comme instrument de pouvoir : l'exemple de l'ex-Yougoslavie », in Chaker, Salem (dir.), *Langues et pouvoirs de l'Afrique du Nord à l'Extrême-Orient*, Aix-en-Provence, Edisud, 1998

Trégourès, Loïc, « Le rôle du football dans l'éclatement de la Yougoslavie », in Robène, Luc (dir.), *Le sport et la guerre XIXe et XXe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013

Trégourès, Loïc, « Comment peut-on être ultra et antifa en Croatie ? Le cas des Bijeli Anđeli du NK Zagreb », in Busset, Thomas, Besson, Roger, et Jaccoud, Christophe (eds.), *L'autre visage du supportérisme. Autorégulations, mobilisations collectives et mouvements sociaux*, Lausanne, CIES/Peter Lang, 2014

Trégourès, Loïc, « Un modèle yougoslave ? Genèse, enjeux et perspectives d'une voie spécifique du développement du basket-ball », in Archambault, Fabien, Artiaga, Loïc, Bosc, Gérard (dir.), *Le continent basket. L'Europe et le basket-ball au XXe siècle*, Bruxelles, Peter Lang, 2015

Trégourès, Loïc, « Le supportérisme des équipes nationales en ex-Yougoslavie ou l'introuvable triangle Etat-nation-territoire », in De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2016

Trégourès, Loïc, « Beyond the pattern : corruption, hooligans and football governance in Croatia », in Garcia, Borja, Zheng, Zinming (eds.), *Football and supporter activism in Europe. Whose game is it ?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016

Vrcan, Srđan, Lalić, Dražen, « From ends to trenches and back : football in the Former Yugoslavia », in Armstrong, Gary, Giulianotti, Richard (eds.), *Football cultures and identities*, Londres, MacMillan, 1999

Vrcan, Srđan, « Football, politique et violence. Le cas symptomatique de l'ex-Yougoslavie », in De Waele Jean-Michel et Husting, Alexandre, *Football, politique et sociétés en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005

Wendling, Thierry, « Football ne rime pas toujours avec fait social total », in Poli, Raffaele (dir.), *Football et identités. Les sentiments d'appartenance en question*, Neuchâtel, Editions du CIES, 2005

Willemez, Laurent, « Apprendre en militant : contribution à une économie symbolique de l'engagement », in Vendramain, Patricia (dir.), *L'engagement militant*, Louvain la Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2013

Wozniak, Wojciech, « Polish transition under transition : catch-up modernization that gone wrong », in Hynes, Deirdre, Kiernan, Annabel, *Football and its communities*, Oxford, Interdisciplinary Press, 2013

Yonnet, Paul, « Composants de l'identité, mécanismes de l'identification », in De Waele et Husting (ed.), *Football et identités*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2008

Zec, Dejan, « Soutenir l'équipe nationale ou se battre entre nous ? Le supportérisme envers la Yougoslavie lors de la Coupe du monde 1990 », in De Waele, Jean-Michel, Louault, Frédéric (eds.), *Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2016

Articles académiques

Armstrong, Gary, Harris, Rosemary, « Football hooligans : theory and evidence », *The sociological review*, Vol.39, n°3, 1991

Augé, Marc, « Football : de l'histoire sociale à l'anthropologie religieuse », *Le Débat*, 1982

Augustin, Jean-Pierre, Gillon, Pascal, « Les pays de l'Europe de l'Est et l'olympisme : participations et performances avant et après 1989 », *Transitions*, vol.47, 2007

Badie, Bertrand, « Les sanctions, une forme particulière d'humiliation ? », *Revue internationale et stratégique*, Vol.97, n°1, 2015

Bajoria, Jayshree, MacMahon, Robert, « The dilemma of humanitarian intervention », *Council on Foreign Relations*, 12 juin 2013

Bancroft, Ian, « The return of Balkan solidarity ? », *Open Democracy*, 24 novembre 2015

Bellamy, Alex, « Is the war on terror just ? », *International relations*, Vol.19, n°3, 2005

Bieber, Florian, « Bosnia-Herzegovina: Slow Progress towards a Functional State », *Southeast European and Black Sea studies*, Vol. 6, n°1, 2006

Bieber, Florian, Aybet, Gülnur, « From Dayton to Brussels. The impact of EU and NATO conditionality on state-building in Bosnia and Herzegovina », *Europe-Asia studies*, Vol.63, n°10, 2011

Bieber, Florian, et Ristić, Irena, « Constrained democracies : the consolidation of democracy in Yugoslav successor states », *Southeastern Europe*, Vol.36, n°2, 2012

Biti, Ozren, « Vatreni. Hrvatske nogometni proizvod » (Vatreni, un produit de football croate), *Libra libera*, n°11, 2002

Brentin, Dario, « A lofty battle for the nation : the social roles of sport in Tudjman's Croatia », *Sport in society*, Vol.16, n° 8, 2013

- Brentin, Dario, « Ready for the Homeland ? Ritual, remembrance and political extremism in Croatian football », *Nationalities Papers*, 2016
- Bromberger, Christian, Mariottini, Jean-Marc, « Le rouge et le noir. Un derby turinois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1994, n°103
- Bromberger, Christian, Etienne, Bruno, Guérin, Michel, « Les nouveaux lieux du politique », *La pensée du midi*, n°7, 2002
- Bonnelli, Laurent, « De l'usage de la violence en politique », *Cultures & Conflits*, n°81-82, printemps-été 2011
- Brown, Adam, « 'Not for sale ?' Destruction and reformation of football communities in the Glazer takeover of Manchester United », *Soccer and Society*, Vol.8, n°4, 2007
- Brown, Adam, « Our club, our rules : fan communities at FC United of Manchester », *Soccer and Society*, Vol.9, n°3, 2008
- Brubaker, Rogers, « The 'diaspora' diaspora », *Ethnic and racial studies*, Vol.28, n°1, 2005
- Brunstetter, Danial, Holeindre, Jean-Vincent, « La guerre juste au prisme de la théorie politique », *Raisons politiques*, Vol.1, n°45, 2012
- Carothers, Thomas, « The end of the transition paradigm », *Journal of democracy*, Vol.13, n°1, 2002
- Carrington, Ben, « Introduction : sport matters », *Ethnic and Racial Studies*, Vol.35, n°6, 2012
- Cattaruzza, Amaël, « Nations, nationalités et citoyenneté dans les Balkans. Le bouleversement démographique monténégrin », *Espaces, populations, sociétés*, n°3, 2004
- Cattaruzza, Amaël, « La destruction sélective des lieux par les « hooligans » de Belgrade », *Echo Géo*, 2008
- Cohen, Samy, « Gaza : Tsahal dans le piège de la guerre asymétrique », *Le Débat*, 2010/4, n°161
- Collier, Paul, « In praise of the coup. Military takeovers can be a good thing for African democracy », *New Humanist*, 4 mars 2009
- Contamin, Jean-Gabriel, Le Noé, Olivier, « La coupe est pleine Videla ! Le Mondial 1978 entre politisation et dépolitisation », *Le Mouvement social*, janvier-mars 2010
- Cortright, David, Lopez, George, « Learning from sanctions decade », *Global dialogue*, Vol. 2, n°3, été 2000
- Darby, Paul, « Let us rally around the flag : football, nation-building and pan-africanism in Kwame Nkrumah's Ghana », *The Journal of African History*, Vol. 54, n°2, 2013
- Darnell, Simon, « Power, politics and "sport for development and peace": investigating the utility of sport for international development » *Sociology of sport journal*, n°27, 2010

- Dart, Jon, « Confessional tales from former football hooligans : a nostalgic, narcissistic wallow in football violence », *Soccer and Society*, Vol.9, n°1, 2008
- Déchaux, Jean-Hugues, « Sur le concept de configuration : quelques failles dans la sociologie de Elias Norbert », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1995, vol. 99
- Defrance, Jacques, « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix*, n°50, 2000
- Deluermoz, Quentin, Singaravélou, Pierre, « Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°59-3, 2012
- Diaz, Frédéric, « L'observation participante comme outil de compréhension du champ de la sécurité », *Champ pénal*, Vol.2, 2005
- Dietschy, Paul, « Une passion urbaine : football et identités dans la première moitié du vingtième siècle. L'exemple de Turin et de l'Italie », *Histoires urbaines*, Vol.1, n°3, 2001
- Dobry, Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, 50^e année, n°4-5, 2000
- Doupona Topič, Mojca, « Assessing the sociology of sport : on sport and the challenges of post-socialist countries », *International Review for the Sociology of Sport*, Vol.50, n°4-5, 2015
- Duclos, Nathalie, « Y a-t-il une exception paysanne ? Réalités et limites de la violence contestataire des paysans bretons », *Cultures & Conflits*, n°9-10, 1993
- Dunning, Eric, « Sport in the quest for excitement : Norbert Elias' contributions to the sociology of sport », *Group Analysis*, n°30, 1997
- Džankić, Jelena, « Sportizenship : the complex link between citizenship, sports and national identity », *CITSEE*, Octobre 2012
- Đorđević, Ivan, « Twenty years later : the war did (not) begin at Maksimir », *Serbian Institute of ethnography*, 2012
- Farge, Arlette, « Le parcours d'une historienne. Entretien avec Laurent Vidal », *Genèses*, n°48, septembre 2002
- Fillieule, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol.51, n°1, 2001
- Flere, Sergej, « The broken covenant of Tito's people : the problem of civil religion in communist Yugoslavia », *East European politics and societies*, vol.21, n°4, 2007
- Fox, Jon E., « Consuming the nation : holidays, sport and the production of collective belonging », *Ethnic and Racial Studies*, 29, n°2, 2006
- Fraser, Alistair, « Street habitus : gangs, territorialism and social change in Glasgow », *Journal of youth studies*, Vol.13, n°8, 2013

- Gasparini, William, Polo, Jean-François, « L'espace européen du football. Dynamiques institutionnelles et constructions sociales. Introduction », *Politique Européenne*, n°36, 2012
- Gasser, Patrick, Levinsen, Anders, « Breaking Post-War Ice: Open Fun Football Schools in Bosnia and Herzegovina », *Sport in Society*, Vol.7, n°3, 2004
- Gaxie, Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n°11, 2005
- Geertz, Clifford, « Jeu d'enfer. Notes sur le combat de coq balinois », *Le Débat*, n°7, 1980
- Geertz, Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, n°6, 1998
- Ginhoux, Bérangère, « En dehors du stade : l'inscription des supporters « ultras » dans l'espace urbain », *Métropolitiques*, 13 mai 2015
- Giulianotti, Richard, « Sport, transnational peacemaking, and global civil society: exploring the reflective discourses of "sport, development, and peace" project officials », *Journal of sport and social issues*, n°35 (1), 2011
- Gomez, Carole (dir.), « Sanctionner et punir », *Revue internationale et stratégique*, numéro special, Vol 97, n°1, 2015
- Gordy, Eric, « Political stalemate, public dissatisfaction and the rebirth of self-organization », *Southeast Europe an Black sea studies*, Vol.15, Issue 4, 2015
- Grix, Jonathan, « From hobbyhorse to mainstream : using sport to understand British politics », *British Politics*, Vol.5, n°1, 2010
- Grix, Jonathan, Lee, Donna, « Soft power, sports mega-events and emerging states : the lure of the politics of attraction », *Global society*, Vol. 27, n°4, 2013
- Grosser, Pierre, « Des histoires sans leçons ? De l'efficacité et de la pertinence des sanctions contemporaines », *Revue Internationale et Stratégique*, Vol.97, n°1, 2015
- Hargreaves, John, « Olympism and nationalism : Some preliminary consideration », *International Review for the Sociology of Sport*, 27, n°1, 1992
- Hermet, Guy, « La démocratisation à l'amiable : de l'Espagne à la Pologne », *Commentaire*, Vol.13, n°50, été 1990
- Houlihan, Barrie, Zheng, Jinming, « Small states: sport and politics at the margin », *International Journal of Sport Policy and Politics*, Vol. 7, n°3, 2015
- Hume Johnson, « Jamaica: A famous, strong but damaged brand », *Place Branding and Public Diplomacy*, n° 10, 2014
- Hurtebize, Claude, « L'invention du sport de haut niveau : sport politique et politique du sport de la RDA », *Géopolitique*, n°66, 1999
- Jackson, Steven, « The contested terrain of sport diplomacy in a globalized world », *International Area Studies Review*, Vol.16, n°3, 2013

- Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste, « Quand intervenir ? Le critère du dernier recours dans la théorie de l'intervention humanitaire armée », *Raisons politiques*, Vol.1, n°45, 2012
- Johnson, Hume, « Jamaica: A famous, strong but damaged brand », *Place branding and public diplomacy*, n°10, 2014
- Kinder, Toby, « Bosnia, the bridge and the ball », *Soccer and society*, Vol.14, n°2, 2013
- Kissoudi, Penelope, « Sport, politics and International Relations in the twentieth century », *The International Journal of the History of Sport*, Vol. 25, n°13, 2008
- Knight, Daniel, « The greek economic crisis as a trope », *Focaal : Journal of global and historical anthropology*, Vol.65, 2013
- Kobierecki, Michal, « Sport in International Relations. Expectations, Possibilities and Effects », *International Studies. Interdisciplinary Political and Cultural Journal* Vol.15, n°1, 2013
- Kustec-Lipicer, Simona, « Sports policy in Slovenia : the forms of State intervention over time », *Transitions*, vol.47, 2007
- Lalić, Dražen, « La violence des supporters de football ; genèse du phénomène en Yougoslavie », *Kultura*, 1990
- Lalonde, Jean-François, « La participation observante en sciences de la gestion: plaidoyer pour une utilisation accrue », *Recherches qualitatives*, Vol. 32, n°2, 2013
- Lanfranchi, Pierre, « Football, cosmopolitisme et nationalisme », *Pouvoirs*, Vol.2, n°101, 2002
- Laporte, Antoine, « Allemagne : 25 ans après la chute du mur de Berlin, que reste-t-il de la ligne Est-Ouest ? », *Géo-confluences*, 4 novembre 2014
- Latty, Franck, « Le boycott des Jeux Olympiques à l'épreuve du droit », *Gazette du palais, Droit du sport*, n°2, 19-21 Octobre 2008
- Leite Lopes, José Sergio, Faguer, Jean-Pierre, « L'invention du style brésilien : sport, journalisme et politique au Brésil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°103, 1994
- Lestrelin, Ludovic, « De l'avantage de comparer les carrières supportéristes à des carrières militantes », *Sciences sociales et sport*, n°8, 2015
- Lijphart, Arend, « Changements et continuité dans la théorie consociative », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.4, n°3, 1997
- Löwy, Michael, « Le concept d'affinité élective chez Max Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, n°127, 2004
- MacCarthy, John, Zald, Mayer, « Resource mobilization and social movements : a partial theory », *American journal of sociology*, n°82, 1977
- MacDonald, David Bruce, « La Croatie, un exemple « d'épuration langagière » ? *Raisons politiques*, n°2, mai 2001

- Majstorović, Danijela, Vučković, Zoran, Pepić, Anđela, « From Dayton to Brussels via Tuzla : post-2014 economic restructuring as europeanization discours/practice in Bosnia and Herzegovina », *Southeast Europe and Black sea studies*, Vol.15, n°4, 2015
- Malibeu, Albert, « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques », *Revue française de science politique*, Vol.10, n°1, 1960
- Manale, Margaret, « Travail, territoire, identité dans l'ex-Allemagne de l'Est », *L'Homme et la société*, Vol.3, n°165-166, 2007
- Manzella, Andrea, « La dérégulation du football », *Pouvoirs*, n°101, 2002
- Marinov, Nikolay, Goemans, Hein, « Coups and democracy », *British journal of political science*, Vol.44, n°4, 2014
- Menary, Steve, « When is a national team not a national team? », *Sport in Society* Vol.10, n°2, 2007
- Menesson, Christine, Clément, Jean-Paul, « Boxer comme un homme, être une femme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.4, n°179, 2009
- Mignon, Patrick, « La violence dans les stades : supporters, ultras et hooligans », *Les cahiers de l'INSEP*, n°10, 1995
- Mignon, Patrick, « Supporters ultras et hooligans dans les stades de football », *Communications*, n°67, 1998
- Milanović, Marko, « Establishing the facts about mass atrocities : accounting for the failure of the ICTY to persuade target audiences », *Georgetown journal of international law*, 2016
- Mills, Richard, « It all ended in an unsporting way » : Serbian football and the disintegration of Yugoslavia 1989-2006, *The International Journal of the History of Sport*, Vol.26, n°9, 2009
- Mills, Richard, « Velež Mostar football club and the demise of brotherhood and unity in Yugoslavia 1922-2009 », *Europe-Asia studies*, Vol.62, n°7, 2010
- Mills, Richard, « Fighters, footballers and nation builders : wartime football in the Serb-held territories in the former Yugoslavia 1991-1996 », *Sport in society*, 2013
- Monnin, Eric et Catherine, « Le boycott politiques des Jeux olympiques de Montréal », *Relations internationales*, n°134, 2008
- Morris, Justin, « Libya and Syria : the R2P and the spectre of swinging pendulum », *International affairs*, Vol.85, n°9, 2013
- Moorhouse, Herbert, « Professionnal football and working class culture : english theories and scottish evidence, *The sociological review*, Vol. 32, n°2, 1984
- Mueller, John, « The banality of ethnic war », *International Security*, vol.25, n°1, été 2000

- Mujanović, Jasmin, Cooley, Laurence, « Changing the Rules of the Game: Comparing FIFA/UEFA and EU Attempts to Promote Reform of Power-Sharing Institutions in Bosnia-Herzegovina », *Global Society*, 2014
- Mujkić, Asim, « In search of a democratic counter-power in Bosnia-Herzegovina », *Southeast European and Black sea studies*, Vol.15, n°4, 2015
- Noutcheva, Gergana, « Fake, partial and imposed compliance : the limits of EU's normative power in the Western Balkans », *Journal of European Public Policy*, Vol.16, n°7, 2009
- Noutcheva, Gergana, Düzgit, Senem, « Lost in europeanization : the Western Balkans and Turkey », *West European politics*, Vol.35, n°1, 2012
- Numerato, Dino, « Who says « no to modern football » ? Italian supporters, reflexivity and neo-liberalism », *Journal of sport and social issues*, 1-19, 2014
- Nye, Joseph, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American academy* n°616, 2008
- Oberschall, Anthony, « The manipulation of ethnicity. From ethnic cooperation to violence and war in Yugoslavia », *Ethnic and racial studies*, vol. 23, n°6, novembre 2000
- Orend, Brian, « Crisis in Kosovo : a just use of force », *Politics*, Vol.19, n°3, 1999
- Pavlaković, Vjeran, « Deifying the defeated : commemorating Bleiburg since 1990 », *L'Europe en formation*, Vol.3, n°357, 2010
- Pavlović, Srđa, « The crime, the time and the politics of ICTY justice », *Open Democracy*, 23 avril 2016
- Perasović, Benjamin, « Le hooliganisme sportif comme phénomène subculturel », *Pitanja*, n°5-6, Zagreb, 1988
- Pierson, Paul, « Increasing returns. Path dependence and the study of politics », *American political science review*, Vol.94, n°2, 2000
- Pigman, Geoffrey, Rofe, Simon, « Sport and diplomacy: an Introduction », *Sport in Society*, Vol. 17, n°9, 2014
- Politique Etrangère*, numéro spécial « Etats fragiles », n°1, printemps 2011
- Piotrowski, Przemyslaw, « Debate on football hooliganism in Poland : the myths, facts and psychological benefits of social exclusion », *Internal security*, Vol.6, n°2, 2014
- Platt, Jennifer, « The Development of the « Participant Observation » Method in Sociology : Origin Myth and History », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, n°19, 1983
- Popović, Dragoljub, « Le fédéralisme de l'ancienne Yougoslavie revisité. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.10, n°1, 2003
- Popovski, Ante, « La responsabilité des intellectuels », *Confluence méditerranée*, n°30, été 1999

- Pula, Besnik, « The emergence of the Kosovo « parallel state » 1988-1992 », *The Journal of nationalism and ethnicity*, Vol.32 , n°4, 2004
- Radeljić, Branislav, « The politics of (no) alternatives in post-Milošević Serbia », *Journal of Balkans and Near Eastern Studies*, Vol.16, n°2, 2014
- Reiche, Danyel, « Investing in sporting success as a domestic and foreign policy tool: the case of Qatar », *International journal of sport policy and politics*, 2014
- Roe, Paul, « Former Yugoslavia : the security dilemma that never was ? », *European journal of international relations*, n°6, 2000
- Rolland, Stéphanie, « Autochtones étrangers : les déplacés internes de Mostar après la guerre en Bosnie-Herzégovine », *Balkanologie*, Vol.8, n°1, juin 2004
- Rolland, Stéphanie, « Le football dans la Bosnie-Herzégovine d'après guerre : exhibition symbolique et exaltation identitaire », *Migracijske i etničke teme*, Vol.23, n°3, 2007
- Rookwood Joel, Palmer, Clive, « Invasion games in war-torn nations: can football help to build peace? », *Soccer and society*, Vol.12, n°2, 2011
- Roversi, Antonio, « Football violence in Italy », *International review for the sociology of sport*, Vol.26, n°4, 1991
- Rowe, David, « Sport and the repudiation of the global », *International Review for the Sociology of Sport*, n°38, 2003
- Sack, Allen, Suster Zeljan, « Soccer and Croatian nationalism : A prelude to war », *Journal of sport and social issues*, 2000, n°24
- Sahaj, Tomasz, « Pseudo-fans : the analysis of the phenomenon of polish football hooligans », *Human movement*, Vol.10 ; n°1, 2009
- Schnapper, Dominique, « De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.17, n°2, 2001
- Schnitzer, Marcy, Stephenson Jr., Max, Zanotti, Laura, Stivachtis, Yannis, « Theorizing the role of sport for development and peacebuilding », *Sport in Society*, n°1, 2012
- Searing, Elizabeth, Rios-Avila, Fernando, Lecy, Jesse, « The impact of of psychological trauma on wages in post-conflict Bosnia and Herzegovina », *Social science and medicine*, Vol.96, 2013
- Sindbaek, Tea, « A Croatian champion with a croatian name : national identity and uses of history in Croatian football culture. The case of Dinamo Zagreb », *Sport in society*, Vol.16, n°8, 2013
- Smolik, Josef, « Football hooliganism from the standpoint of extremism », *Central european political studies review*, Vol.4, n°6, 2004
- Sommier, Isabelle, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°9-10, 1993

Soulé, Bastien, « Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, Vol.27, n°1, 2007

Spaaij, Ramon, « Men like us, boys like them. Violence, masculinity and collective identity in football hooliganism », *Journal of sport and social issues*, Vol.32, n°4, 2008

Sport in society, Special issue « Football in South-eastern Europe : from ethnic homogenization to reconciliation ? », Vol.16, Issue 8, 2013

Stankovič, Petar, « Sport, nationalism and the shifting meaning of soccer in Slovenia », *European journal of cultural studies*, Vol.7, n°2, 2004

Stott, Clifford, Reicher, Stephen, « How conflict escalates : the intergroup dynamics of collective football crowd disorder », *Sociology*, Vol.32, n°2, 1998

Sugden, John, Tomlinson, Alan, « Football, resentment and resistance in the break-up of the former Soviet Union », *Sport in Society*, 2000, Vol.3, n°2

Sur, Serge, « Les Etats défaillants », *Commentaire*, Vol.4, n°112, 2005

Tayyara, Najati, « Chronique d'un printemps », *Confluences Méditerranée*, n°44, hiver 2002-2003

Terrains & Travaux, numéro spécial, « Socialisations masculines, de l'enfance à l'âge adulte », Vol.2, n°27, 2015

Terret, Thierry, « Sport in Eastern Europe during the Cold War », numéro spécial *International Journal of the History of Sport*, vol.26, n°4, 2009

The sociological review, numéro spécial, Vol.39, n°3, 1991

Tölölyan, Khachig, « Rethinking diaspora(s) : stateless power in the transnational moment », *Diaspora*, Vol.5, n°1, 1996

Touquet, Helen, et Vermeersch, Peter, « Bosnia-Herzegovina : thinking beyond institution-building », *Nationalism and ethnic politics*, Vol.14, n°2, 2008

Tranter, Nigel, « The cappielow riot and the composition and behaviour of soccer crowds in late Victorian Scotland », *International Journal of the history of sport*, vol.1, n°3, 1995

Trégourès, Loïc, « Les supporters serbes et l'UE : entre indifférence et rejet », *Politique européenne*, n°36, 2012

Trégourès, Loïc, « Kosovo : nous jouons donc nous sommes », *Gare de l'Est*, n°2, 2013

Trégourès, Loïc, « Le hooliganisme comme étalon-mesure de l'Etat de droit en Serbie », *Regard sur l'Est*, février 2014

Trégourès, Loïc, « Kosovo membre de l'UEFA, une nomination aux conséquences multiples », *IRIS*, 4 mai 2016

Trégourès, Loïc, Dario Brentin, « Entering through the sport's door? Kosovo's sport diplomatic endeavours towards international recognition », *Diplomacy and Statecraft*, Vol.27, n°2, 2016

Tziampiris, Aristotle, « The Macedonian name dispute and the European Union accession », *Southeast Europe and Black sea studies*, Vol.12, n°1, 2012

Veth, Manuel, « The Berlusconiization of Post-Soviet football in Russia and Ukraine : money scores goals, goals win titles and titles win popularity », *Journal of Sport History*, vol.41, n°1, 2014

Vrcan, Srđan, « The curious drama of the president of a republic versus a football fan tribe », *International review for the sociology of sport*, Vol.37, n°1, 2002

Vuković, Ivan, « Population censuses in Montenegro – A century of national identity repacking », *Contemporary Southeastern Europe*, 2/2, 2015

Walseth, Kristin « Bridging and Bonding Social Capital in Sport – Experiences of Young Women with an Immigrant Background » *Sport, Education and Society* Vol.13, n°1, 2008

Williams, Colin, Smith, Anthony, « The national construction of social space », *Progress in human geography*, n°7, 1983

Zani, Bruna, Kirchler, Erich, « When violence overshadows the spirit of sporting competitions », *Journal of communities and applied social psychology*, Vol.1, 1991

Communications

Bromberger, Christian, « Le football en Iran, un révélateur des tensions au sein de la société », *Université du Luxembourg*, juin 2010

Buarque de Hollanda, Bernardo, « The Brazilian national team and the invention of Brazil's Torcida leader in the FIFA World cups : an analysis of a supporter's trajectory », *Soccer as the beautiful game, football's artistry, identity and politics*, Hofstra University, New York, 10-12 Avril 2014

Dirim Özkan, Özgür, « Football fandom and formation of cultural differences in Bosnia : a comparative ethnographic study of FK Željezničar and FK Sarajevo fans in Sarajevo », *The anthropology of European football*, Football Research in Enlarged Europe (FREE), Vienne, 25-26 octobre 2013

Đorđević, Ivan, Žikić, Bojan, « Football and war in the former Yugoslavia. Serbia and Croatia two decades after the break-up », *The anthropology of European football*, Football Research in Enlarged Europe (FREE), Vienne, 25-26 octobre 2013

Trégourès, Loïc, « L'embargo sportif de la Yougoslavie en 1992 ou la diplomatie du symbole », Congrès annuel de l'Association Française de Science Politique, Section 51, Strasbourg, 2011

Tregoures, Loïc, « Don't touch my club ! Social and identity mobilizations of Hajduk Split fans in Croatia », *Soccer as the beautiful game, football's artistry, identity and politics*, Université Hofstra, New York, 10-12 avril 2014

Trégourès, Loïc, « The politics of serbian hooliganism », *Fringe politics in Southeastern Europe*, Workshop organisé par le Center for South Eastern European Studies (CSEES) de l'Université de Graz, 19-20 mars 2015

Turan Ömer, Ozçetin, Burak, « Football fans at Gezi : counterpublic in the making », *From Habermas to fanblogs : exploring the public sphere of European football*, Football Research in Enlarged Europe (FREE), Ankara, Avril 2014

Zec, Dejan, « The support for Yugoslav national football team in the 1990 World cup in Italy », *Le supportérisme des équipes nationales de football*, Colloque international organisé par l'Université Libre de Bruxelles, 5-6 mai 2014

Rapports, mémoires et documents officiels

Bieber, Florian, Dimitrov, Nikola, « Europe needs US to keep the peace in the Balkans », *Balkans in Europe Policy Advisory Group (BiEPAG)*, 2 septembre 2016

Bieber, Florian, Kmezić, Marko, « The crisis of democracy in the Western Balkans. Authoritarianism and EU stabilitocracy », *Balkans in Europe Policy Advisory Group (BiEPAG)*, Mars 2017

« Bosnia : a test of political maturity in Mostar », Policy briefing, *International Crisis Group*, Juillet 2009

Burciul, Barry, « Report on the seminar on the UNSC sanctions », *Canadian center for foreign policy development*, Ottawa, 1998

« Digital Kosovo : diplomacy and state recognition in the XXIst century », *iurisprudentes*, 20 avril 2015

« Drug use and its consequences in the Western Balkans 2006-2014 », *European Monitoring Center for Drug and Drug Addiction* de l'Union Européenne, Mars 2015

« Drug Money: the illicit proceeds of opiates trafficked on the Balkan route », *Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC)*, 2015

« Ensuring Bosnia's future : a new international engagement strategy », *International Crisis Group*, Février 2007

« EU member states and enlargement towards the Balkans », *European Policy Center*, Issue paper n°79, Juillet 2015

Gamser, Dušan, « How to fight corruption with an unreformed security sector? », *The New Century*, CEAS, Belgrade, February 2013

Janić, Zoran, « The Octopus. Mafia and the state », *Comité Helsinki pour les Droits de l'Homme en Serbie*, Belgrade, 2012

Marty, Dick, « Inhuman treatment of people and illicit trafficking in human organs in Kosovo », *Conseil de l'Europe*, 2010

Mignon, Patrick, « La société du samedi : supporters, ultras et hooligans. Etude comparée de la Grande-Bretagne et de la France », Paris, *Institut des Hautes Etudes de la sécurité intérieure*, 1993

Murzi, Diego, « Hooligan ou businessman ? Portraits de supporters de football violents en Argentine », Mémoire de Master 2, *EHESS*, Paris, 2011

Pekić, Relja, « Antropološko istraživanje političkog aktivizma navijača Sportskog društva "Partizan" » (Enquête anthropologique sur l'actovisme politique des supporters du Partizan), Mémoire de master, département d'ethnologie et d'anthropologie, Faculté de philosophie de Belgrade, 2016

Perry, Valerie, « Is substantial political reform in Bosnia-Herzegovina possible thought the ballot box in october 2014 ? », *Democratization Policy Council*, Note n°7, septembre 2014

« Sport for development and peace : the way forward », *Report of the United Nations Secretary General*, New York, n° A/61/373, septembre 2006

Trégourès, Loïc, « Le Kosovo dans les discours politiques des leaders serbes de 2000 à 2008 », Mémoire de recherche, *IEP de Lille*, 2008

Wählich, Martina, Xharra, Behar, « Public Diplomacy of Kosovo: Status Quo, Challenges and Options », *CPD Perspectives on Public Diplomacy*, n°3, 2011

« War years : legacy to Serbian football », *Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)*, Belgrade, 2008

Woolcock, Michael, Pritchett, Lant, « Solutions when the solution is the problem : arraying the disarray in development », *Center for Global Development paper* n°10, 2002

« Youth study Bosnia and Herzegovina 2014 », *Friedrich Ebert Foundation*, Sarajevo, 2015

Films et documentaires vidéo

Aasen, Susan, *Slobodan Milošević, Serbian strongman*, History Channel, ABC productions, 1999

Baljak, Janko, *Vidimo se u citulji* (rendez-vous à la rubrique nécrologique), *B92*, 1993

Brešan, Vinko, *Dan nezavisnosti Radija 101* (le jour de l'indépendance de la radio 101), Zagreb Continental Film, 2009

Bringa, Tone, *We're all neighbours*, TV Granada, 1993

Buchemeyer, Laurent, *Supporters de l'arène. Supporters ou hooligans ?*, Grand angle productions, France 3, 2003

Carella, Antonio, *Milošević*, Corvea l'anno, Rai Tre, Mars 2003

De Palma, Brian, *Scarface*, Universal Pictures, 1983

Football rivalries : Dinamo-Hajduk, ESPN, 2008

Frontline football. Bosnia Vs Serbia, BBC, 2005

International Football Factory, ZigZag productions, Bravo TV Channel, 2007, épisode 4, *The Balkans*, épisode 2, *Russia*

Janić, Vuk, *The last yugoslavian team*, NPH/PhV productions, 2000

Kassovitz, Mathieu, *La Haine*, Lazennec Productions, StudioCanal, 1995

Loach, Ken, *Looking for Eric*, Why Not Productions, 2009

Od Urugvaja do Nemačke – Italija 1990 (De l'Uruguay à l'Allemagne. Italie 1990), RTS, 2012

Once Brothers, ESPN Films, NBA Entertainment, série 30x30, 2009

Perez, Gilles, Rof, Gilles, *Les rebelles du football*, 13 productions, Canto Bross, Arte France, 2012

Podgorelec, Saša, *BBB*, Faktum Documentary, 1998

Tosi, Claudia, *Mostar United*, Stefilm productions, 2009

Turaljić, Mila, *Cinema Komunisto*, Dribbling Pictures, 3K Productions, 2010

Winterbottom, Michael, *Welcome to Sarajevo*, Miramax, 1997

Woodhead, Leslie, *Milošević, un dictateur très moderne*, BBC, Antepole Productions, 2002

Woodhead, Leslie, Mujkić, Muhamed, *Srebrenica memorial film*, 2015

Yugoslavia, death of a nation, BBC, 1995

Presse

Al Jazeera Balkans

<http://balkans.aljazeera.net/>

B92 et son émission d'investigation Insajder

<http://www.b92.net/insajder/>

Balkanist

<http://balkanist.net/>

Baraž

<http://baraz.co/>

BBC	http://www.bbc.com/news
BIRN	http://www.balkaninsight.com/en/page/all-balkans-home
Courrier des Balkans	http://www.courrierdesbalkans.fr/
Courrier international	http://www.courrierinternational.com/
Der Spiegel international	http://www.spiegel.de/international/
Eight by Eight	http://8by8mag.com/
ESPN	http://www.espn.com/
Footballski	https://footballski.fr/
Index.hr	http://www.index.hr/
Info-ks	http://www.info-ks.net/
Jutarnji List	http://www.jutarnji.hr/
Klix.ba	http://www.klix.ba/
Koha Ditore	http://koha.net/
Kosovapress	http://www.kosovapress.com/
L'Equipe magazine	http://www.lequipemagazine.fr/
L'Humanité	http://www.humanite.fr/
La Vie des idées	http://www.laviedesidees.fr/
Le Monde	http://www.lemonde.fr/
Libération	http://www.liberation.fr/
Mondo.rs	http://mondo.rs/
New York Times	http://www.nytimes.com/
Nogomet Plus	http://www.nogometplus.net/
Open Democracy	https://www.opendemocracy.net/
Oslobodjenje	http://www.oslobodjenje.ba/
Osservatorio sui Balcani	http://www.balcanicaucaso.org/
Peščanik	http://pescanik.net/
Politika	http://www.politika.rs/
Prishtina Insight	http://prishtinainsight.com/

Radio Sarajevo	http://www.radiosarajevo.ba/
Radio Slobodna Evropa / Radio Free Europe	http://www.slobodnaevropa.org/
Slobodna Dalmacija	http://www.slobodnadalmacija.hr/
So Foot	http://www.sofoot.com/
Sportske.net	http://www.sportske.net/
Sportski Žurnal	http://www.zurnal.rs/
SportSport.ba	http://sportSport.ba/
Telegram.hr	http://www.telegram.hr/
The Conversation	http://theconversation.com/fr
The Guardian	https://www.theguardian.com/international
The Independent	http://www.independent.co.uk/
These Football Times	http://thesefootballtimes.co/
TPIY	http://www.icty.org/
Večernje Novosti	http://www.novosti.rs/
Večernji List	http://www.vecernji.hr/
Washington Post	https://www.washingtonpost.com/

Organisations internationales et ONG

Freedom House	https://freedomhouse.org/
OHR	http://www.ohr.int/?lang=en
Open Fun Football Schools	http://ccpa.eu/
OCCRP	https://www.reportingproject.net/football/index.html
OSCE	http://www.osce.org/
Reporters sans Frontières	https://rsf.org/

Blogs et think tanks

Blog Research de la LES	http://www.lse.ac.uk/europeanInstitute/research/LSEE/
-------------------------	---

Center for Euro-Atlantic Studies (CEAS)	https://www.ceas-serbia.org/en/
Belgrade Center for Security Policy	www.bezbednost.org
European Western Balkans	https://europeanwesternbalkans.com/
Mid East Soccer, blog de James Dorsey	http://mideastsoccer.blogspot.fr/

Fonds d'archives

Rec.Sport.Soccer Statitics Foundation	http://rssf.com/
Archives FIFA	
Archives FIBA	
Archives ONU	

Principaux forums de supporters

<http://www.ultras-tifo.net/>

<http://www.mouvement-ultra.fr/>

<http://www.europeanultras.com/phpbb2/>

<http://www.curva1899.com/>

<http://www.srpskatribina.net/blog/>

<http://www.delije-caffe.rs/>

<http://www.juznatribina.net/vbforum/index.php?s=8647e074a695dde5353e580c3e80e6bc>

<http://www.forum.hr/forumdisplay.php?f=193>

Le suivi de ces forums s'est accompagné de la veille régulière d'innombrables groupes *Facebook* et comptes *Twitter* liés aux groupes de supporters extrêmes partageant informations, opinions, photos et vidéos. A noter que la plupart des sites des clubs de football, de même que les sites d'informations sportives ont leur propre rubrique consacrée aux supporters extrêmes avec des forums et plateformes d'échange.

Entretiens

- Agym Bytyqi, président de la fédération de football parallèle du Kosovo, Priština, 2012
- Ajet Shosholli, entraîneur de la sélection du Kosovo dans les années 1990, Priština, 2012
- Arbër, administrateur du groupe « Ultras Kosova », 2015
- Arbnol Morina, ancien capitaine du FK Priština entre 1989 et 1991, Priština, 2012
- Archie Tuta, haut fonctionnaire à l'OHR, Sarajevo, 2013
- Benjamin Perasović, sociologue, spécialiste des supporters, Zagreb, 2013
- Blaž Slišković, ancien sélectionneur de la Bosnie, Mostar, 2013
- Colonel Todorović de la police anti-hooligan de Belgrade, Belgrade, 2013
- Dejan Šuput, juriste au *Belgrade Institute of Comparative Law*, Belgrade, 2012
- Djura, porte-parole du groupe *Južni Front* du Partizan Belgrade, Belgrade, 2011
- Dragutin Nemeć, juriste co-fondateur de ZZD, Zagreb, 2012
- Dražen Lalić, sociologue, ancien membre de la *Torcida* du Hajduk Split, Zagreb, 2011, 2012 et 2013
- Dženan Šuta, responsable de projet à l'Association Sportive de la ville de Mostar, Mostar, 2013
- Fadil Vokri, président de la fédération de football du Kosovo, Priština, 2011
- Goran Miletić, directeur pour les Balkans de l'ONG *Civil Rights Defenders*, Belgrade, 2013
- Hrvoje, membre de la *Torcida* du Hajduk Split, Zagreb, 2013
- Ivan Čolović, anthropologue, Belgrade, 2008 et 2012
- Ivan Cvetković, journaliste au quotidien Politika, Belgrade, 2012
- Jean-Arnault Dérens, Arcueil puis Belgrade, 2007 puis 2008
- Jérôme Champagne, ancien directeur des relations internationales de la FIFA. Zurich, 2011
- Juraj, rédacteur au site Nogomet Plus, 2016
- Marcel Benz, ancien haut responsable de l'UEFA, par téléphone, 2012
- Marko Savković, chercheur au *Belgrade Center for Security Policy*, Belgrade, 2012
- Miodrag Dimitrijević, président du FK Gračanica, Gračanica, 2011
- Nizar, un des responsables des BHFanaticos, 2014
- Prvoslav Plavšić, psychologue, spécialiste des phénomènes de violence, Belgrade, 2012

Romain Welter, ancien *project manager* de Sports sans Frontières au Kosovo, 2015

S., supporter extrême de l'Etoile Rouge de Belgrade, Belgrade, 2014

Sina, un des leaders des Bad Blue Boys, Zagreb, 2013

Slaven Nikšić, journaliste au quotidien local Dnevni List, Mostar, 2013

Srećko Todorović, représentant de la fédération de football de Serbie au Kosovo, Mitrovica, 2011

Suad Keçi, ancien joueur et champion du Kosovo dans les années 1990, Gjiçane, 2012

Tim Gazivoda, ancien employé du Comité Helsinki pour les droits de l'homme, Zagreb, 2013

Tina Čorić, de l'association OKC Abrašević, Mostar, 2013

Tomislav, membre fondateur de Zajedno za Dinamo, Zagreb, 2011 puis 2015

Vernes Voloder, *project manager* au sein de l'ONG norvégienne *Nansen education*, Mostar 2013

Vincent Monnier, ancien haut responsable de la FIFA, par téléphone, 2012

Vladimir Novaković, journaliste à B92, spécialiste de l'Etoile Rouge, Belgrade, 2014

Vlado Slišković, sélectionneur des moins de 15 ans de Bosnie, Mostar, 2015

Vuk Cvijijć, journaliste au quotidien Blic, Belgrade, 2013

Xhavit Kaitazi, journaliste sportif, Priština, 2012

Žan Ojdanić, leader historique de la Torcida et fondateur de Naš Hajduk, Split, 2013

Zaza, 25 ans, membre de la *Red Army* du Velež Mostar, Mostar, 2013

Zlaja, membre des White Angels de Zagreb, fondateurs du club NK Zagreb 041, Zagreb 2012

Zlatko Nikolić, criminologue à l'institut IKSI, Belgrade, 2013

Zoki, supporter du Partizan Belgrade, vétéran de guerre, Belgrade 2015

Zoran Avramović, fondateur et président de l'ONG *Football Friends*, Belgrade, 2012

Zoran Jovanović, président du FK Kamenica, Kamenica, 2011

Résumé :

La transformation de supporters de football serbes, bosniaques et croates en soldats dès 1991, la présence de supporters en première ligne contre la police dans la chute du régime de Milošević et dans l'opposition au président croate Franjo Tuđman, la mobilisation violente de supporters contre la tenue de gay pride, la prise d'assaut de l'ambassade des Etats-Unis à Belgrade, sont autant de faits qui s'inscrivent au croisement du football par les acteurs en jeu, du politique par la portée de leurs actes, et de l'identitaire comme fondement légitimateur à agir. C'est donc à partir de ces faits politiques que la question des interactions entre les mondes du football et le monde politique tire sa légitimité. Il s'agit alors de décrypter ces interactions, aussi bien dans le temps depuis la fin de la Yougoslavie communiste jusqu'à nos jours, que de façon comparée entre les différents pays issus de la Yougoslavie. Ce faisant, loin de la futilité dont on l'affuble, il faut prendre le football au sérieux aussi bien dans son rôle de fenêtre d'observation que dans celui d'agent politique de changement. Ce faisant, c'est à travers le football mais surtout par le football que l'on peut produire une analyse politique transversale de l'espace post-yougoslave, que ce soit sur le phénomène de politisation par le bas, sur la persistance du paradigme ethno-nationaliste, sur le caractère très discuté de l'idée de rupture entre l'avant et l'après 2000, ainsi que sur la persistance de pratiques politiques autoritaires dans l'ensemble de la région indépendamment du processus d'intégration européenne.

Mots clés : football, espace post-yougoslave, politisation, nationalisme, violence, identités, fait social total

Abstract :

Football fans from Croatia, Bosnia and Serbia started turning into soldiers from 1991. Football fans were on the frontline against police during Milosevic's fall as well as in the opposition to Croatian president Tudjman. Football fans were able to mobilize in huge numbers with extreme violence against gay pride parades. Football fans assaulted and set the US embassy in Belgrade on fire in 2008. These facts are at the crossroads between football through the actors at stake, politics through their aims and meanings, and identity regarding the founding ideas upon which they rely. It is therefore throughout those facts that interactions between the football world and the political world are a legitimate question to raise. It shall be dealt with not only by taking into account a broad period from the end of communist Yugoslavia to nowadays, but also in a comparative approach between the different states born from Yugoslavia's collapse. Thus, far from being a futile occupation and an illegitimate social science object, it is necessary to take football seriously regarding the two roles it plays, first as an observation window, second as a political agent of change. Therefore, not only through football but also by football will it be possible to draw a transversal political analysis, be it on the politicisation process from the bottom, on the persistence of an ethno-nationalist paradigm, on whether 2000 can be deemed a deep break in the period from 1991 to nowadays, and on authoritarian practices in the region regardless of the European integration process.

Key words : football, post-yugoslav space, politicisation, nationalism, violence, identities, total social fact